
INDEX GÉNÉRAL

DES

STATUTS REFONDUS, 1925

INDEX GÉNÉRAL

DES

STATUTS REFONDUS, 1925

A

ABEILLES.—LOI DES ABEILLES. (CHAP. 71)

Exécution de la loi

Par le ministre de l'agriculture, c. 71, a. 2.

Prévention et traitement des maladies contagieuses

Destruction des ruches etc., dans certains cas, c. 71, a. 6.

Enregistrement du rapport de l'inspecteur, c. 71, a. 11.

Indemnité pour destruction des ruches, c. 71, a. 7.

Infractions et peines, c. 71, a. 9.

Inspection des ruchers, c. 71, a. 3.

Lecture de la loi avant poursuites, c. 71, a. 10.

Rapport de l'inspecteur des ruchers, c. 71, a. 4.

Restrictions à l'importation des abeilles, c. 71, a. 8.

Traitement aux abeilles affectées de maladies contagieuses, c. 71, a. 5.

Protection contre les abeilles

Clôtures, c. 71, a. 14.

Où peut être laissée une ruche, c. 71, a. 14.

Pénalité, c. 71, a. 15.

Protection des abeilles

Arrosage des arbres fruitiers, c. 71, a. 12.

Punition pour infractions, c. 71, a. 13.

ABITIBI *voir* MUNICIPALITÉS FORMÉES DANS LES COMTÉS D'ABITIBI ET DE TÉMISCAMINGUE AU NORD DE LA LIGNE 48ÈME DE LATITUDE

ABITIBI, TERRITOIRE D'—*voir* DIVISION TERRITORIALE

ABOLITION DES DROITS FÉODaux *voir* SEIGNEURIES

ABOLITION DES PONTS ET CHEMINS DE PÉAGE.—LOI DE L'ABOLITION DES PONTS ET DES CHEMINS DE PÉAGE. (CHAP. 242)

Abolition des péages peut toujours avoir lieu, c. 242, a. 2.

Commission des services publics, sa juridiction, c. 242, a. 8.

Contrats concernant l'abolition peuvent être passés, c. 242, a. 4.

Emprunts autorisés, c. 242, a. 16.

**ABOLITION DES PONTS ET CHEMINS DE PÉAGE.—LOI DE L'ABOLITION
DES PONTS ET DES CHEMINS DE PÉAGE. (CHAP. 242)—*Suite***

- Entretien des chemins, c. 242, a. 12.
- Expropriation par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 242, a. 5.
- Expropriation par les municipalités, c. 242, a. 6.
- Expropriation totale ou partielle, c. 242, a. 6.
- Mise à exécution de la loi, confiée au ministre des travaux publics et du travail, c. 242, a. 17.
- Montants votés pour indemnités, c. 242, a. 3.
- Ordonnances finales de la commission des services publics, c. 242, a. 10.
- Ordonnances provisoires de la commission des services publics, c. 242, a. 9.
- Palements, comment ils sont effectués, c. 242, a. 15.
- Pouvoirs d'acheter donnés aux municipalités, c. 242, a. 13.
- Pouvoirs de vendre accordés aux compagnies, c. 242, a. 13.
- Procédures en expropriation, c. 242, a. 7.
- Temps où les chemins deviennent libres de péages, c. 242, a. 11.
- Union des municipalités, c. 242, a. 14.

ABROGATION DES STATUTS *voir* STATUTS

**ABUS PRÉJUDICIALES À L'AGRICULTURE.—LOI DES ABUS PRÉJUDICIA-
BLES À L'AGRICULTURE. (CHAP. 264)**

Animaux atteints de maladies contagieuses

- Avis aux possesseurs des animaux, c. 264, a. 10.
- Refus de se conformer à l'avis, c. 264, a. 11.

Appels

- Appel à la Cour de circuit, c. 264, a. 17.
- Cautionnement par l'appelant, c. 264, a. 19.
- "Certiorari" n'est pas accordé, c. 264, a. 30.
- Comparution, c. 264, a. 22.
- Comparution avec permission du tribunal, c. 264, a. 25.
- Défaut de cautionnement entraîne nullité de l'appel, c. 264, a. 20.
- Défaut de comparution de l'appelant, c. 264, a. 23.
- Délai d'exécution du jugement, c. 264, a. 16.
- Frais sur l'appel, c. 264, a. 27.
- Infirmité du jugement, effet, c. 264, a. 28.
- Inscription en appel, c. 264, a. 18.
- Inscription pour audition, c. 264, a. 26.
- Modification du jugement, effet, c. 264, a. 28.
- Procédures "ex parte" dans certains cas, c. 264, a. 24.
- Recours contre les cautions, c. 264, a. 29.
- Retour du dossier au juge de 1^{ère} instance si appel est renvoyé, c. 264, a. 27.
- Transmission du dossier au tribunal d'appel, c. 264, a. 21.

Chiens vicieux

- Plainte contre chiens vicieux, c. 264, a. 9.

Droits sauvegardés

- Pouvoirs et devoirs des conseils municipaux ne sont pas touchés par la loi, c. 264, a. 2.

ABUS PRÉJUDICIALES À L'AGRICULTURE.—LOI DES ABUS PRÉJUDICIALES À L'AGRICULTURE. (CHAP. 264)—*Suite***Mauvaises herbes**

- Amende pour infractions, c. 264, a. 7.
- Avis d'enlever mauvaises herbes, c. 264, a. 8.
- Destruction des mauvaises herbes, c. 264, a. 7.
- Moutarde et marguerite, c. 264, a. 7.

Nuisances sur le terrain d'autrui

- Halage de bois de construction, etc., laissé sur certaines grèves après le 1er juin, c. 264, a. 6.
- Procédures subséquentes au halage et vente du bois, c. 264, a. 6.

Poursuites et pénalités

- Amende générale pour cas non spécialement prévus, c. 264, arts 13 et 14.
- Contrevenants étrangers, c. 264, a. 15.
- Emploi des amendes, c. 264, a. 14.
- Emprisonnement faute de paiement, c. 264, a. 13.
- Mode de recouvrement des amendes, c. 264, a. 14.
- Prescription des actions, c. 264, a. 12.
- Privilège de l'inspecteur agraire, c. 264, a. 14.
- Tribunal ayant juridiction, c. 264, a. 12.

Violation de propriétés et dommages qui en résultent

- Amende pour barrières laissées ouvertes sur terrains d'autrui, c. 264, a. 4.
- Amende pour violation de la propriété, c. 264, a. 3.
- Arrestation des contrevenants, c. 264, a. 3.
- Enlèvement de clôtures, c. 264, a. 4.
- Possession illégale de bois, c. 264, a. 5.
- Usage public des rivières navigables, c. 264, a. 3.

ACADÉMIE DE MUSIQUE DE QUÉBEC, SUBVENTION À L'—voir AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ART MUSICAL**ACADÉMIES DE COMTÉ voir INSTRUCTION PUBLIQUE****ACCESSOIRES D'AUTOMOBILES voir VÉHICULES AUTOMOBILES****ACCIDENTS DU TRAVAIL.—LOI DES ACCIDENTS DU TRAVAIL. (CHAP. 274)****Garantie**

- Cas d'incapacité permanente, c. 274, a. 21.
- Privilège sur meubles et immeubles, c. 274, a. 21.

Indemnités

- Accident à un ouvrier en dehors de la province, c. 274, a. 5.
- Accidents qui donnent droit à une indemnité, c. 274, a. 2.
- Agrégation des compagnies d'assurance assumant le service des rentes, c. 274, a. 12.
- Apprentis, c. 274, a. 8.
- A qui est payable l'indemnité en cas de mort, c. 274, a. 4.
- Base de la fixation des rentes, c. 274, a. 9.
- Calcul de la rente, c. 274, a. 10.
- Capital des rentes, ses limites, c. 274, a. 3.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.—LOI DES ACCIDENTS DU TRAVAIL. (CHAP. 274)*—Suite***Indemnités—Suite**

- Choix par la victime de l'accident, c. 274, a. 10.
- Corporation municipale, c. 274, a. 2.
- Détermination du salaire annuel, c. 274, a. 9.
- Employés pendant moins de 12 mois, c. 274, a. 9.
- Faute inexcusable, c. 274, a. 6.
- Faute intentionnelle de la victime, c. 274, a. 6.
- Frais de médecin, c. 274, a. 4.
- Incapacités, diverses espèces, c. 274, a. 3.
- Incessibilité et insaisissabilité des indemnités, c. 274, a. 13.
- Indemnité en cas de mort, c. 274, a. 4.
- Ouvrier étranger résidant en Canada, c. 274, a. 5.
- Païement de l'indemnité, c. 274, a. 10.
- Païement mensuel, c. 274, a. 11.
- Retenues sur les salaires, prohibées, c. 274, a. 14.
- Salaire annuel pris en considération, c. 274, a. 7.
- Travail non continu, c. 274, a. 9.

Procédure

- Abolition du procès par jury, c. 274, a. 25.
- Appel dans les 15 jours, c. 274, a. 23.
- Autorisation préalable avant de recourir à la loi, c. 274, a. 28.
- Prescription, c. 274, a. 26.
- Provision à la victime avant jugement, c. 274, a. 24.
- Recours de droit commun, c. 274, a. 29.
- Révision des indemnités, c. 274, a. 27.
- Tribunaux ayant juridiction, c. 274, a. 22.

Responsabilité

- Application du droit commun, c. 274, a. 15.
- Chef d'entreprise n'est tenu qu'aux réparations déterminées par la loi, c. 274, a. 16.
- Conventions contraires à la loi sont nulles, c. 274, a. 20.
- Effet de l'indemnité, c. 274, a. 15.
- Montants payés par compagnies d'assurance, c. 274, a. 17.
- Ouvriers travaillant seuls, c. 274, a. 18.

ACHAT DE COCAÏNE, MORPHINE, ETC. voir COCAÏNE, MORPHINE ET LEURS COMPOSÉS**ACHAT DE GAZOLINE voir GAZOLINE****ACHAT DE GRAINES DE SEMENCES, AIDE À L'—voir AIDE À L'ACHAT DE GRAINES DE SEMENCE****ACQUISITIONS ET ALIÉNATIONS D'IMMEUBLES PAR LES CORPORATIONS ET LES GENS DE MAINMORTE.—LOI DES ACQUISITIONS ET ALIÉNATIONS D'IMMEUBLES PAR LES CORPORATIONS ET LES GENS DE MAINMORTE. (CHAP. 229)****Émission de permis pour l'acquisition ou l'aliénation d'immeubles**

- Acquéreur peut obtenir ratification, c. 229, a. 9.

ACQUISITIONS ET ALIÉNATIONS D'IMMEUBLES PAR LES CORPORATIONS ET LES GENS DE MAINMORTE.—LOI DES ACQUISITIONS ET ALIÉNATIONS D'IMMEUBLES PAR LES CORPORATIONS ET LES GENS DE MAINMORTE. (CHAP. 229)—*Suite*

Émission de permis pour l'acquisition ou l'aliénation d'immeubles—*Suite*

Acquéreur peut obtenir permis pour tous acquéreurs du même immeuble, c. 229, a. 9.

Droit d'émettre des permis, c. 229, a. 4.

Formules, c. 229, a. 10.

Permis général, c. 229, a. 5.

Permis spécial, c. 229, a. 5.

Règlements par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 229, a. 10.

Requête pour permis, c. 229, arts 6 et 7.

Tarif d'honoraires, c. 229, a. 10.

Validité des acquisitions et aliénations faites sans permis avant février, 1918, c. 229, a. 8.

Restrictions aux droits de posséder des immeubles

Compagnies extra-provinciales, c. 229, a. 2.

Compagnies formées pour promouvoir les arts, etc., c. 229, a. 3.

ACTE DE COTISATIONS POUR CONSTRUCTION OU RÉPARATIONS D'ÉGLISES, PRESBYTÈRES ET CIMETIÈRES *voir* PAROISSES ET FABRIQUES

ACTE D'INDEMNITÉ LORS D'UNE SAISIE D'UN TRAIN DE BOIS *voir* MATIÈRES SPÉCIALES RELATIVES A LA PROCÉDURE

ACTES EN BREVET *voir* NOTARIAT

ACTES EN MINUTES *voir* NOTARIAT

ACTES NOTARIÉS *voir* NOTARIAT

ACTIONS PÉNALES.—LOI DES ACTIONS PÉNALES (CHAP. 164)

Avis au procureur-général ou à la corporation, c. 164, a. 9.

Confiscations, comment recouvrées, c. 164, a. 7.

Dépôt de l'amende et des frais, c. 164, a. 11.

Destination des amendes, c. 164, a. 12.

Droit d'intenter l'action, c. 164, a. 5.

Droit de la couronne à certaines amendes, c. 164, a. 14.

Emploi des sommes recouvrées, c. 164, a. 13.

Frais, c. 164, a. 6.

Intervention, c. 164, a. 10.

Lieu d'emprisonnement, c. 164, a. 15.

Poursuivant agissant en son propre nom, c. 164, a. 8.

Prescription, application de la loi, c. 164, a. 3.

Prescription, cas divers, c. 164, a. 2.

Procédure à suivre, c. 164, a. 4.

ACTIONS, VENTE D'—*voir* ÉMISSION ET VENTE D'ACTIONS, ETC.

**ADMINISTRATION ET VENTE DES TERRES PUBLIQUES PROPRES À LA CULTURE.— LOI DES TERRES PUBLIQUES PROPRES À LA CULTURE.
(CHAP. 77)**

Administration et vente des terres

Sous contrôle du ministre, c. 77, a. 3.

Affidavits

Qui peut les recevoir, c. 77, a. 6.

Agences et agents

"Agent", ce que signifie le mot, c. 77, a. 8.

Agents, pouvoirs et devoirs, c. 77, a. 9.

Division de la province en agences, c. 77, a. 7.

Faux renseignements par agents, c. 77, a. 13.

Incapacité des agents à acheter des terres publiques dans leur agence, c. 77, a. 11.

Incapacité des employés à spéculer sur les terres publiques, c. 77, a. 12.

Inspecteurs, leurs devoirs, c. 77, a. 10.

Pouvoirs de refuser vente ou location, c. 77, arts 14 et 15.

Arrêtés en conseil nécessaires à la mise à effet de la loi

Peuvent être passés et publiés, c. 77, arts 4 et 5.

Enregistrement des lettres patentes

Certificat d'accomplissement des conditions d'établissement, c. 77, a. 54.

Délivrance des lettres patentes, c. 77, a. 53.

Exécution de la loi

Ministre de la colonisation, etc., chargé de l'exécution de la loi, c. 77, a. 2.

Lettres patentes erronées

Annulation de lettres patentes, c. 77, a. 59.

Compensation, sa forme, c. 77, a. 58.

Correction des lettres patentes, c. 77, a. 55.

Défaut de contenance, c. 77, a. 57.

Double concession d'une même terre, c. 77, a. 56.

Lettres patentes contradictoires, c. 77, a. 56.

Remplacement des lettres patentes erronées, c. 77, a. 55.

Valeurs des lettres patentes corrigées, c. 77, a. 55.

Poursuites

Fardeau de la preuve, c. 77, a. 51.

Jugement par défaut, c. 77, a. 50.

Juridiction du tribunal, procédures et frais, c. 77, a. 52.

Recouvrement des sommes dues à la couronne, c. 77, a. 49.

Révocations

Annonces faites par le ministre, c. 77, a. 48.

Avis de révocation, c. 77, arts 43 et 44.

Effets de la révocation, c. 77, a. 41.

Maintien de la Loi des mines, c. 77, a. 46.

Nature du droit de révocation, c. 77, a. 42.

Opposition à la révocation, c. 77, a. 45.

**ADMINISTRATION ET VENTE DES TERRES PUBLIQUES PROPRES À LA CULTURE.—LOI DES TERRES PUBLIQUES PROPRES À LA CULTURE.
(CHAP. 77)—*Suite***

Révocations—*Suite*

Refus de remettre la terre après révocation, c. 77, a. 47.

Remboursement et indemnités, c. 77, a. 41.

Révocation pour fraude, erreur, etc., c. 77, a. 40.

Vente des terres publiques propres à la culture

Bois non assujettis aux droits de coupe, c. 77, a. 37.

Concessions additionnelles, c. 77, a. 19.

Concession gratuites près des chemins dans nouveaux établissements, c. 77, a. 21.

Condition de la vente, c. 77, arts 16 et 17.

Coupe du bois, c. 77, a. 16.

Déclaration par le colon avant la vente, c. 77, a. 20.

Double droit de coupe, c. 77, a. 38.

Émission des lettres patentes, c. 77, a. 16.

Étendue à conserver en forêt, c. 77, a. 39.

Limitation des concessions, c. 77, a. 18.

Nombre d'acres que l'acquéreur doit défricher, c. 77, a. 16.

Permis d'occupation et droits qu'ils confèrent, c. 77, a. 22.

Fermis octroyés avant 23 avril, 1860, c. 77, a. 23.

Fermis octroyés avant 24 décembre, 1875, c. 77, a. 24.

Permis octroyés par agents des terres, leur valeur, c. 77, a. 25.

Prohibition d'aliéner les lots concédés avant 20 mars, 1921, c. 77, a. 26.

Prohibition d'aliéner les lots concédés après 19 mars, 1921, c. 77, a. 27.

Registres des transports, c. 77, a. 28.

Terrains classés avant 15 février, 1924, non encore sous billet de location, c. 77, a. 18.

Transports, c. 77, arts 28 à 35.

Validation de certaines lettres patentes, c. 77, a. 36.

Vente par les agents, c. 77, a. 18.

ADMISSION À L'ÉTUDE DE CERTAINES PROFESSIONS *voir* ÉTUDE DE CERTAINES PROFESSIONS

**ADMISSION À L'ÉTUDE ET À LA PRATIQUE DE LA CHIRURGIE DENTAIRE
voir DENTISTES**

ADMISSION À L'ÉTUDE ET À LA PRATIQUE DE LA MÉDECINE *voir* MÉDECINS ET CHIRURGIENS

ADMISSION À L'ÉTUDE ET À LA PRATIQUE DE LA MÉDECINE VÉTÉRINAIRE *voir* VÉTÉRINAIRES

ADMISSION À L'ÉTUDE ET À LA PRATIQUE DE LA PROFESSION D'AVOCAT *voir* BARREAU

**ADMISSION À L'ÉTUDE ET À LA PRATIQUE DE LA PROFESSION DE NOTAIRE
voir NOTARIAT**

ADMISSION À L'ÉTUDE ET À LA PRATIQUE DE L'ARCHITECTURE *voir* **ARCHITECTES**

ADMISSION À L'ÉTUDE ET À LA PRATIQUE DE L'ARPENTAGE *voir* **ARPENTEURS ET ARPENTAGES**

ADMISSION À L'ÉTUDE ET À LA PRATIQUE DU GÉNIE CIVIL *voir* **INGÉNIEURS CIVILS**

ADMISSION À L'ÉTUDE ET À LA PRATIQUE DU GÉNIE FORESTIER *voir* **INGÉNIEURS FORESTIERS**

ADMISSION DANS L'ASSOCIATION DES COMPTABLES *voir* **COMPTABLES**

ADMISSION DES ALIÉNÉS DANS ASILES *voir* **ASILES D'ALIÉNÉS**

ADMISSION DES ENFANTS AUX VUES ANIMÉES *voir* **VUES ANIMÉES**

ADMISSION DES HUISSIERS *voir* **HUISSIERS**

ADOPTION.—LOI DE L'ADOPTION. (CHAP. 196)

Age et religion de l'adoptant, c. 196, a. 4.

Avis aux personnes désignées par le juge, c. 196, a. 10.

Consentements non requis, c. 196, a. 9.

Consentement requis, c. 196, a. 8.

Décision du juge, c. 196, a. 11

Disposition déclaratoire, c. 196, a. 2.

Droits de succession d'un adopté étranger à la province, c. 193, a. 22

Effets de l'adoption, c. 196, a. 16.

Effets d'une seconde adoption, c. 196, a. 23.

Effets quant aux biens des parents et de l'adopté, c. 196, a. 18.

"Enfant", définition, c. 196, a. 21.

Enfant de moins de 14 ans, c. 196, a. 13.

Enquête et jugement, c. 196, a. 12.

Jugement est final, c. 196, a. 14.

Nom de famille, c. 196, a. 17.

Procédures non sujettes aux droits, c. 196, a. 24.

Qualités requises de l'adoptant, c. 196, a. 3.

Qui peut être adopté, c. 196, a. 6.

Requête en adoption, c. 196, a. 5.

Requête en chambre, c. 196, a. 7.

Requête en révocation, c. 196, a. 20.

Révocation de l'adoption, c. 196, a. 19.

Seconde adoption, c. 196, a. 15.

Transcription des jugements, c. 196, a. 25.

AFFAIRES MUNICIPALES *voir* **CORRUPTION DANS LES AFFAIRES MUNICIPALES** *et* **DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES**

AFFIRMATION DES QUAKERS *voir* **MATIÈRES SPÉCIALES RELATIVES À LA PROCÉDURE**

AGENCES DES TERRES *voir* **ADMINISTRATION ET VENTE DES TERRES PUBLIQUES PROPRES À LA CULTURE**

AGENCES DES TERRES DE LA COURONNE *voir* **DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS**

AGENTS D'ASSURANCE *voir* **COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, ETC.**

AGENTS DES TERRES *voir* **ADMINISTRATION DES TERRES PUBLIQUES PROPRES A LA CULTURE**

AGENTS DES TERRES DE LA COURONNE *voir* **DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS**

AGENTS GÉNÉRAUX DE LA PROVINCE À L'ÉTRANGER.—LOI DES AGENTS GÉNÉRAUX. (CHAP. 15)

Agent général dans le royaume de Belgique

Fonctions, c. 15, a. 8.

Nomination, c. 15, a. 7.

Traitement et dépenses, c. 15, a. 9.

Agent général dans le Royaume-Uni

Fonctions, c. 15, a. 4.

Limitation et paiement de ses dépenses, c. 15, a. 6.

Nomination, c. 15, a. 3.

Traitement, c. 15, a. 5.

Exécution de la loi

Premier ministre est chargé d'exécuter la loi, c. 15, a. 2.

Pension des agents généraux

"Agent général", signification des mots, c. 15, a. 10.

Mise à la retraite par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 15, a. 14.

Pension dans certains cas de démission, c. 15, a. 15.

Pension égale aux deux-tiers du traitement annuel, dans certains cas, c. 15, a. 11.

Pension égale au traitement annuel dans certains cas, c. 15, arts 12 et 13.

Réduction de traitements dans certains cas, c. 15, a. 16.

AGRICULTURE *voir* **DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE et CONSEIL DE L'AGRICULTURE**

AGRICULTURE, ABUS PRÉJUDICIALES À L'—*voir* **ABUS PRÉJUDICIALES À L'AGRICULTURE**

AGRICULTURE, ENCOURAGEMENT À L'—*voir* **ENCOURAGEMENT À L'AGRICULTURE**

AGRICULTURE, ENSEIGNEMENT DE L'—DANS LES ÉCOLES *voir* **INSTRUCTION PUBLIQUE**

AIDE À L'ACHAT DE GRAINS DE SEMENCES.—LOI DES GRAINS DE SEMENCE. (CHAP. 130)

Achat de graines par municipalité, c. 130, a. 2.

Montant dû assimilé aux taxes, c. 130, a. 4.

AIDE À L'ACHAT DE GRAINS DE SEMENCES.—LOI DES GRAINS DE SEMENCES. (CHAP. 130)—*Suite*

Pouvoir d'emprunt non affecté, c. 130, a. 5.

Remboursement, c. 130, a. 3.

AIDE À LA CONSTRUCTION DE MAISONS D'HABITATION *voir* MAISONS D'HABITATION

AIDE À L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET AUX BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES.—LOI DE L'AIDE MUNICIPALE À L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET AUX BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES. (CHAP. 121)

Aide aux bibliothèques gratuites, c. 121, a. 3.

Mesures destinées à encourager l'enseignement technique, c. 121, a. 2.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ART MUSICAL.—LOI DE L'ART MUSICAL. (CHAP. 139)

Conditions requises des concurrents, c. 139, a. 3.

Programme d'études, c. 139, a. 4.

Subvention à l'Académie de musique, conditions, c. 139, a. 2.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES PÊCHERIES.—LOI DU SERVICE DES PÊCHERIES MARITIMES. (CHAP. 84)

Envoi d'élèves à l'étranger et aide à la construction d'entrepôts frigorifiques
Sommes mises à la disposition du ministre de la colonisation à ces fins, c. 84, a. 6.

Pisciculture

Établissements de pisciculture et confirmation de ceux déjà construits, c. 84, arts 7 et 8.

Service des pêcheries maritimes.

Devoirs du surintendant, c. 84, arts 4 et 5.

Établissement du service, c. 84, a. 2.

Surintendant des pêcheries maritimes et autres employés, c. 84, a. 3.

Sociétés coopératives de pêcheurs

Accessibilité aux livres, etc., c. 84, a. 35.

Acquisition de terrains, c. 84, a. 17.

Administration, c. 84, a. 18.

Assemblées des directeurs, c. 84, a. 18.

Assemblées générales, c. 84, arts 25, 26, 27.

Bénéfices et dividendes, c. 84, a. 30.

Capital et actions, c. 84, art 12, 13, 14.

Composition de la société, c. 84, a. 16.

Compte annuel par secrétaire-trésorier, c. 84, a. 28.

Constitution en corporation, c. 84, a. 17.

Directeurs, c. 84, a. 18.

Dissolution de la société, c. 84, a. 33.

Emprunts, leur limitation, c. 84, a. 20.

État annuel, c. 84, a. 28 et 29.

Examens des livres sur ordre du ministre, c. 84, a. 31.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES PÊCHERIES.—LOI DU SERVICE DES PÊCHERIES MARITIMES. (CHAP. 84)—*Suite***Sociétés coopératives de pêcheurs—*Suite***

- Exemption de taxes, c. 84, a. 36.
- Formation des sociétés, c. 84, arts 9 et 15.
- Gérant, c. 84, a. 23.
- Gratuité de certaines fonctions, c. 84, a. 23.
- Nom, changement de—c. 84, a. 17.
- Nombre de personnes requis, c. 84, a. 10.
- Officiers, c. 84, arts 22 et 23.
- Pouvoirs des directeurs, c. 84, a. 20.
- Règlements par directeurs, c. 84, a. 19.
- Responsabilité du secrétaire-trésorier, c. 84, a. 34.
- Responsabilité limitée, c. 84, a. 11.
- Signature des contrats, etc., c. 84, a. 32.
- Société peut être membre de la société coopérative fédérée des agriculteurs, c. 84, a. 37.
- Transactions avec la coopérative fédérée des agriculteurs de la province, c. 84, a. 38.
- Vacances dans bureau de direction, c. 84, a. 24.
- Vente du poisson à l'encan, c. 84, a. 21.

AIDE AU DRAINAGE DES TERRES.—LOI FAVORISANT LE DRAINAGE. (CHAP. 122)

- Adoption et mise en vigueur du règlement, c. 122, a. 13.
- Émission d'obligations, c. 122, a. 11.
- Emploi du produit des emprunts, c. 122, a. 3.
- Emprunts par les municipalités, limitation, c. 122, a. 2.
- Formalités à observer pour emprunter, c. 122, a. 9.
- Hypothèque attachée aux prêts, c. 122, a. 16.
- Inspection des travaux, c. 122, a. 7.
- Limitation du prêt, c. 122, a. 6.
- Maximum et minimum des prêts, c. 122, a. 4.
- Membres du conseil ne peuvent emprunter, c. 122, a. 8.
- Prise en considération des demandes, c. 122, a. 5.
- Rapport annuel au ministre de l'agriculture, c. 122, a. 17.
- Règlement d'emprunt, c. 122, a. 12.
- Remboursement avant l'échéance, c. 122, a. 15.
- Remboursement de l'emprunt, c. 122, a. 14.
- Remboursement des prêts, c. 122, s. 10.

AIDE AUX ÉLÈVES GRADUÉS.—LOI DES BOURSES POUR DES COURS ADDITIONNELS. (CHAP. 140)

- Allocations annuelles, c. 140, a. 2.
- Attribution des allocations, c. 140, a. 3.

AIDE AUX PRODUCTIONS LITTÉRAIRES OU SCIENTIFIQUES.—LOI DES CONCOURS LITTÉRAIRES OU SCIENTIFIQUES. (CHAP. 138)

- Concours annuels, c. 138, a. 2.
- Condition des concours, c. 138, a. 5.

AIDE AUX PRODUCTIONS LITTÉRAIRES OU SCIENTIFIQUES.—LOI DES CONCOURS LITTÉRAIRES OU SCIENTIFIQUES. (CHAP. 138)—*Suite*

Jury, nomination et fonctions, c. 138, a. 4.

Mise à exécution de la loi, c. 138, a. 6.

Montant affecté chaque année, c. 138, a. 3.

ALCOOL *voir* LIQUEURS ALCOOLIQUES

ALIÉNATION D'IMMEUBLES PAR LES CORPORATIONS, ETC. *voir* ACQUISITION ET ALIÉNATION D'IMMEUBLES, ETC.

ALIÉNATION DU LIT ET DES RIVES DES COURS D'EAU ET DE LA MER *voir* EXPLOITATION DES COURS D'EAU

ALIÉNÉS *voir* ASILES D'ALIÉNÉS *et* DIRECTEUR MÉDICAL DES HÔPITAUX D'ALIÉNÉS

ALIÉNÉS DANGEREUX *voir* ASILES D'ALIÉNÉS

ALIÉNÉS, DIRECTEUR MÉDICAL DES HOPITAUX D'—*voir* DIRECTEUR MÉDICAL DES HOPITAUX D'ALIÉNÉS

ALIMENTS ET BOISSONS, HYGIÈNE DES—*voir* HYGIÈNE

AMÉLIORATION DES CHEMINS *voir* SOCIÉTÉS POUR L'AMÉLIORATION DES CHEMINS—*et* VOIRIE

AMÉLIORATION DES CHEMINS, SOCIÉTÉS POUR L'—*voir* SOCIÉTÉS POUR L'AMÉLIORATION DES CHEMINS

AMENDEMENTS AUX STATUTS *voir* STATUTS

AMENDES, PAIEMENT DES—*voir* PÉNALITÉS

ANALYSE CHIMIQUE D'UN CADAVRE OU DE PARTIE D'UN CADAVRE *voir* CORONERS

ANATOMIE.—LOI DE L'ÉTUDE DE L'ANATOMIE. (CHAP. 212)

Cadavres pouvant servir à l'étude de l'anatomie

Avis du décès des patients, c. 212, a. 6.

Contenu de l'avis, c. 212, a. 7.

Distribution pour fins de dissection, c. 212, a. 4.

Inhumation de certains cadavres, c. 212, a. 5.

Division de la province en sections

Division en deux sections, c. 212, a. 2.

Inspecteurs et sous-inspecteurs, c. 212, a. 3.

Inspecteur d'anatomie, ses devoirs

Amendes pour infractions, c. 212, a. 11.

Enregistrement des actes de décès, c. 212, a. 12.

Énumération des devoirs, c. 212, a. 8.

ANATOMIE.—LOI DE L'ÉTUDE DE L'ANATOMIE. (CHAP. 212)—*Suite*

Inspecteur d'anatomie, ses devoirs—*Suite*

Frais payables aux inspecteurs et sous-inspecteurs, c. 212, a. 10

Rapport au secrétaire de la province, c. 212, a. 13.

Registres par les surintendants, c. 212, a. 9.

ANIMAUX ATTEINTS DE MALADIES CONTAGIEUSES *voir* ABUS PRÉJUDICIALES A L'AGRICULTURE

ANIMAUX PUR SANG, LEUR PROTECTION *voir* PROTECTION DES ANIMAUX PUR SANG

ANIMAUX, SOCIÉTÉS PRÉVENTIVES DE CRUAUTÉ ENVERS LES—*voir* SOCIÉTÉS PRÉVENTIVES DE CRUAUTÉ ENVERS LES ANIMAUX

ANNEXION *voir* CITÉS ET VILLES

ANNEXION À UNE MUNICIPALITÉ RÉGIE PAR LE CODE MUNICIPAL DE TERRITOIRES APPARTENANT À UNE CITÉ OU VILLE.—LOI DE L'ANNEXION DE CERTAINS TERRITOIRES. (CHAP. 105)

Formalités à observer, c. 105, a. 3.

Règlements d'annexion, c. 105, a. 2.

ANTICOSTI, ILE D'—, LOIS SPÉCIALES CONCERNANT LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES

APOTHICAIRES *voir* PHARMACIENS

APPAREILS A INCENDIE, LEUR INSPECTION *voir* PRÉVENTION DES INCENDIES

APPEL, COUR D'—*voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES

APPEL DES CONVICTIONS SOMMAIRES *voir* CONVICTIONS SOMMAIRES

APPEL DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION DES SERVICES PUBLICS *voir* COMMISSION DES SERVICES PUBLICS—APPEL

APPEL DES DÉCISIONS DES CENSEURS DE VUES ANIMÉES *voir* VUES ANIMÉES

APPEL EN MATIÈRE D'“HABEAS CORPUS” *voir* “HABEAS CORPUS”

APPRENTISSAGE, PLACEMENT DES ENFANTS EN—DANS LES ÉCOLES DE RÉFORME, ETC. *voir* PLACEMENT EN APPRENTISSAGE DES ENFANTS INTERNÉS

APUREMENT DES COMPTES PUBLICS *voir* VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS

AQUEDUCS, HYGIÈNE DES—*voir* HYGIÈNE

ARBITRAGE, CONSEILS D'—voir CONSEILS DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE**ARBITRAGE voir CONSEILS DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE et DIFFÉRENDS ENTRE EMPLOYEURS ET EMPLOYÉS****ARCHITECTES.—LOI DES ARCHITECTES. (CHAP. 220)**

- Amendes, à qui elles appartiennent, c. 220, a. 14.
- Aspirants, conditions requises, c. 220, a. 8.
- Assemblées annuelles, c. 220, a. 11.
- Conseil, sa composition, c. 220, a. 4.
- Corporation continuée, son bureau principal, c. 220, a. 2.
- Défense de prendre titre ou nom d'architecte, c. 220, a. 12.
- Examineurs, c. 220, a. 9.
- Honoraires des membres et étudiants, c. 220, a. 18.
- Membres de l'association, c. 220, a. 6.
- Nom rayé ou réinscrit en certains cas, c. 220, a. 16.
- Paieement des honoraires, c. 220, a. 19.
- Poursuites, c. 220, a. 13.
- Pouvoirs corporatifs, c. 220, a. 3.
- Publication des avis, c. 220, a. 20.
- Qualités requises des membres, c. 220, a. 7.
- Registre de l'association, c. 220, a. 15.
- Règlementation par le conseil, c. 220, a. 5.
- Tarif, c. 220, a. 10.
- Tenue du registre, c. 220, a. 17.

ARCHIVES voir BUREAUX D'ENREGISTREMENT ET RÉGISTRATEURS**ARCHIVES, ANCIENNES—FRANÇAISES voir SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE****ARCHIVES INCENDIÉES voir PALAIS DE JUSTICE INCENDIÉS****ARPENTAGES voir ARPENTEURS ET ARPENTAGES****ARPENTEURS ET ARPENTAGES.—LOI DES ARPENTEURS ET DES ARPENTAGES. (CHAP. 219)****Arpentages**

- Absence de lignes en certains cantons
 - Bornes posées sur demande de la municipalité, c. 219, a. 105.
 - Dépenses, c. 219, a. 107.
 - Dépenses, par qui payées, c. 219, a. 108.
 - Frais d'arpentage, c. 219, a. 111.
 - Lots de concession, demande pour les faire relever et borner, c. 219, a. 109.
 - Matériaux pour les bornes, c. 219, a. 110.
 - Mode de relever les lignes, effet, c. 219, a. 106.
 - Chaineurs doivent prêter serment, c. 219, a. 65.
- Mesurage de certaines lignes
 - Audition de témoins, c. 219, a. 84.
 - Bornes primitives disparues, c. 219, a. 85.

ARPENTEURS ET ARPENTAGES.—LOI DES ARPENTEURS ET DES ARPENTAGES. (CHAP. 219)—*Suite*

Arpentages—*Suite*

Mesurage de certaines lignes—Suite

- Destruction des poteaux, c. 219, a. 94.
- Établissement des lignes de subdivision, c. 219, a. 91.
- Front des rangs, définition, c. 219, a. 92.
- Ligne de front, comment prise, c. 219, a. 93.
- Lignes directrices dans le cas de lignes latérales, c. 219, a. 89.
- Lignes oblitérées, c. 219, a. 86.
- Limites des lots, c. 219, a. 95.
- Rétablissement des lignes centrales, c. 219, a. 87.
- Tracé de lignes méridiennes, c. 219, a. 88.
- Validité de certaines lignes, c. 219, a. 90.

Mesure et étalons

- Arpenteurs doivent avoir étalons de mesure estampés, c. 219, a. 63.
- Dépôt des étalons de mesure, c. 219, a. 61.
- Étalons de mesure doivent être comparés, c. 219, a. 60.
- Examen, etc., des étalons de mesure, c. 219, a. 62.
- Vérification des chaînes, c. 219, a. 64.

Pouvoirs et devoirs des arpenteurs quant aux arpentages

- Arpentage dans un canton, c. 219, a. 83.
- Bornes dans les cités, villes, etc., c. 219, a. 82.
- Conservation du procès-verbal, c. 219, a. 79.
- Défaut de se conformer au mode légal, c. 219, a. 72.
- Enlèvement, etc., des bornes, etc., c. 219, a. 74.
- Interlignes non permises, c. 219, a. 81.
- Interrogation de témoins, c. 219, a. 67.
- Mode de faire les arpentages, c. 219, a. 71.
- Passage sur les terres des particuliers, c. 219, a. 66.
- Personnes agissant sans qualité, c. 219, a. 73.
- Procès-verbal, c. 219, a. 76.
- Procès-verbal, son contenu, c. 219, a. 77.
- Refus de comparaître, c. 219, a. 70.
- Refus de donner renseignements, c. 219, a. 68.
- Répertoire des procès-verbaux, c. 219, a. 80.
- Saisie et emprisonnement, c. 219, a. 75.
- Signature du procès-verbal, c. 219, a. 78.
- Subpœnas, c. 219, a. 69.

Règles générales concernant les arpentages

- Amende pour négligence de faire dépôt, c. 219, a. 100.
- Arpenteur décédé, ou incapable d'agir, c. 219, a. 98.
- Avis par le syndic, c. 219, a. 101.
- Dépôt des minutes, etc., délai pour le faire, c. 219, a. 99.
- Données contre la vérité, c. 219, a. 97.
- Livraison de copies sur honoraires, c. 219, a. 103.
- Ministres, ce qu'il peut exiger, c. 219, a. 96.
- Poursuite par le protonotaire, c. 219, a. 102.
- Reprise du greffe, c. 219, a. 104.
- "Arpenteur", signification. c. 219, a. 2.

ARPENTEURS ET ARPENTAGES.—LOI DES ARPENTEURS ET DES ARPENTAGES. (CHAP. 219)—*Suite***Arpenteurs****Accusations**

- Délai d'assignation, c. 219, a. 25.
- Délibérations motivées, c. 219, a. 29.
- Devoirs du syndic, c. 219, a. 21.
- Inculpé doit être appelé, c. 219, a. 27.
- Procédure à suivre, c. 219, a. 23.
- Recouvrement des amendes, c. 219, a. 30.
- Représentant de l'accusé, c. 219, a. 28.
- Signification, c. 219, a. 24.
- Syndic privé du droit de vote, c. 219, a. 22.
- Témoins, c. 219, a. 26.

Admission à l'étude

- Candidats exemptés, c. 219, a. 33.
- Conditions requises, c. 219, arts 31, 32.
- Honoraires d'examen, c. 219, a. 35.
- Honoraires et avis préalable, c. 219, a. 34.
- Honoraires au secrétaire, c. 219, a. 36.
- Seconde présentation sans payer, c. 219, a. 37.
- Stage sous brevet, c. 219, a. 38.

Admission à la pratique

- Admission de certains étudiants, c. 219, a. 46.
- Arpenteurs admis en vertu des lois fédérales ou provinciales, c. 219, a. 45.
- Cléricature, etc., c. 219, a. 41.
- Conditions d'admission, c. 219, a. 39.
- Copies de brevet doit être transmise, c. 219, a. 43.
- Devoirs de l'aspirant, c. 219, a. 40.
- Honoraires payables, c. 219, a. 42.
- Porteurs de diplômes, c. 219, a. 47.
- Serment, c. 219, a. 44.

Bureau de direction

- Assemblées générales, c. 219, a. 11.
- Assemblées spéciales, c. 219, a. 12.
- Attributions du bureau, c. 219, a. 16.
- Avis de démission, c. 219, a. 17.
- Décision des questions, c. 219, a. 10.
- Droit de vote, c. 219, a. 13.
- Membres du bureau, c. 219, a. 7.
- Pouvoirs, c. 219, a. 6.
- Quorum, c. 219, a. 9.
- Rapport du bureau, c. 219, a. 15.
- Remplacement des membres, c. 219, a. 18.
- Réunion du bureau de direction, c. 219, a. 14.
- Terme d'office, c. 219, a. 8.

Constitution en corporation

- Formation, sceau corporatif, c. 219, a. 3.
- Pouvoirs généraux, c. 219, a. 4.
- Pouvoirs spéciaux, c. 219, a. 5.

Règles diverses concernant les arpenteurs

- Amende pour pratique illégale, c. 219, a. 48.
- Approbation des tarifs, c. 219, a. 52.

ARPENTEURS ET ARPENTAGES.—LOI DES ARPENTEURS ET DES ARPENTAGES. (CHAP. 219)—*Suite*

Arpenteurs—*Suite*

Règles diverses concernant les arpenteurs—*Suite*

- Attributions d'un arpenteur, c. 219, a. 58.
- Conditions pour agir comme arpenteur, c. 219, a. 55.
- Entraves apportées au travail d'un arpenteur, c. 219, a. 54.
- Force probante des copies, etc., des tarifs, c. 219, a. 53.
- Honoraires des arpenteurs, c. 219, a. 49.
- Insaisissabilité des livres, etc., d'un arpenteur, c. 219, a. 59.
- Modification des tarifs, c. 219, a. 51.
- Services donnant droit à des émoluments, c. 219, a. 50.
- Signature de certains documents, c. 219, a. 57.
- Validité des arpentages, c. 219, a. 56.
- Secrétaire, ses devoirs
 - Devoirs du secrétaire, c. 219, a. 20.
 - Fonctions du secrétaire, c. 219, a. 19.

ARPENTEURS GÉOMÈTRES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC *voir* ARPENTEURS ET ARPENTAGES

ARRONDISSEMENTS SCOLAIRES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

ARRONDISSEMENTS DE VOTATION *voir* ÉLECTIONS

ARTISANS, INSTITUTS D'—*voir* ASSOCIATIONS DE BIBLIOTHÈQUES ET INSTITUTS D'ARTISANS

ART MUSICAL, AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'—*voir* AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ART MUSICAL

ARTS, CONSEIL DES—ET MANUFACTURES *voir* CONSEIL DES ARTS ET MANUFACTURES

ASHUANIPI, TERRITOIRE D'—*voir* DIVISION TERRITORIALE

ASILE DE BEAUPORT, VISITE DE L'—PAR INSPECTEURS *voir* PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS

ASILES D'ALIÉNÉS.—LOI DES ASILES D'ALIÉNÉS. (CHAP. 190)

Contrôle et surveillance des asiles

Asiles subventionnés sont sous contrôle du gouvernement, c. 190, a. 2.

PREMIÈRE PARTIE.—Asiles recevant des patients aux frais de la province.

Aliénés dangereux

- Certificats requis avant internement, c. 190, a. 47.
- Délai pour exécution de l'ordre, c. 190, a. 50.
- Forme de l'ordre d'internement, c. 190, a. 48.

ASILES D'ALIÉNÉS.—LOI DES ASILES D'ALIÉNÉS. (CHAP. 190)—Suite**PREMIÈRE PARTIE.—Asiles recevant des patients aux frais de la province—Suite****Aliénés dangereux—Suite**

Internement, c. 190, a. 46.

Rapport au secrétaire de la province, c. 190, a. 49.

Aliénés dont l'entretien est à leurs propres frais**Admission**

Admission des patients privés, leur entretien, c. 190, a. 9.

Devoirs des médecins signant le certificat, c. 190, a. 11.

Élargissement des patients, c. 190, a. 16.

Examen du patient et rapport, c. 190, a. 12.

Formalités d'admission, c. 190, a. 10.

Mise en liberté, c. 190, a. 15.

Opposition à l'internement, procédure, c. 190, a. 13.

Ordonnance de mise en liberté, c. 190, a. 14.

Dispositions applicables, c. 190, a. 19.

Livre des patients privés

Contenu du livre, c. 190, a. 17.

Rapport mensuel du surintendant, c. 190, a. 18.

Aliénés dont l'entretien est aux frais de la province et des municipalités**Admission**

Admission des idiots venant d'un hôpital public, c. 190, a. 28.

Admission provisoire en cas d'urgence, c. 190, a. 29.

Classes admises, c. 190, a. 20.

Formalités requises, c. 190, a. 21.

Formules devant être attestées, c. 190, a. 22.

Modification des formalités, c. 190, a. 26.

Nullité des certificats en certains cas, c. 190, a. 25.

Ordre d'internement, c. 190, a. 31.

Pénalité contre ceux qui se débarrassent d'un aliéné, c. 190, a. 27.

Rapport au secrétaire de la province, c. 190, a. 30.

Rapport hebdomadaire au surintendant médical, c. 190, a. 32.

Secrétaire provincial détermine montant à être payé, c. 190, a. 23.

Surintendant peut entrer dans l'asile, etc., c. 190, a. 33.

Surintendant, ses devoirs, c. 190, a. 24.

Admission auprès des patients, etc.

Lettres écrites par les patients, c. 190, a. 37.

Parents, c. 190, a. 36.

Élargissement des patients

Dispositions non applicables, c. 190, a. 39.

Mort d'un aliéné, notification, etc., c. 190, a. 40.

Obtention par les parents de la mise en liberté, c. 190, a. 38.

Livre des patients publics

Contenu du livre, c. 190, a. 34.

Livre tenu par le gardien, c. 190, a. 35.

Aliénés en prison

Aliénés recouvrant la raison, c. 190, a. 45.

Application de certains articles, c. 190, a. 44.

ASILES D'ALIÉNÉS.—LOI DES ASILES D'ALIÉNÉS. (CHAP. 190)—Suite**PREMIÈRE PARTIE.—Asiles recevant des patients aux frais de la province—Suite****Aliénés en prison—Suite**

- Frais d'entretien, etc., c. 190, a. 42.
- Internement à l'asile, c. 190, a. 41.
- Liste des patients, transmission, c. 190, a. 43.

Aliénés qui s'échappent d'un asile

- Arrestation, c. 190, a. 51.

Discipline interne des asiles

- Règles et règlements, leur contenu, c. 190, a. 7.
- Travaux manuels des aliénés, c. 190, a. 8.

Frais d'entretien des aliénés

- Action, par qui intentée, c. 190, a. 56.
- Amende contre maire ou greffier pour refus de signer, c. 190, a. 60.
- État transmis aux percepteurs du revenu, c. 190, a. 54.
- Greffier de cité ou ville, ses pouvoirs, c. 190, a. 61.
- Imposition et prélèvement du montant payé par les cités et villes, c. 190, a. 57.
- Liste des aliénés, transmission et contenu, c. 190, a. 53.
- Municipalités de comté, procédures contre elles, c. 190, a. 58.
- Paiement de l'entretien, c. 190, a. 52.
- Paiement des frais de transport, c. 190, a. 62.
- Privilège de la couronne, c. 190, a. 59.
- Recours des municipalités de comté contre municipalités locales, c. 190, a. 64.
- Recours des municipalités sur les biens de l'aliéné, c. 190, a. 63.
- Recouvrement du montant dû, c. 190, a. 55.

Règles générales concernant la personne et les biens des aliénés

- Administrateur provisoire aux biens, c. 190, a. 70.
- Aliénés incurables, envoi dans les hôpitaux, c. 190, a. 67.
- Arrangements faits avec les institutions, c. 190, a. 76.
- Cessation des pouvoirs d'administrateur, c. 190, a. 72.
- Élargissement par le juge, c. 190, a. 69.
- Formules, c. 190, a. 75.
- Mise en liberté à titre d'essai, c. 190, a. 65.
- Mise en liberté sur constatation de guérison, c. 190, a. 66.
- Procédures applicables, c. 190, a. 73.
- Réclamations des propriétaires d'asiles, comment déterminées, c. 190, a. 74.
- Refus d'aller chercher un patient à l'asile, amende, c. 190, a. 68.
- Surintendant médical a pouvoirs de curateur en certains cas, c. 190, a. 71.

Surintendant médical et médecins**Nomination et traitement**

- Hôpital Saint-Michel-Archange, surintendant et personnel, c. 190, a. 4.
- Nomination de surintendant, assistants et internes, et leur traitement, c. 190, a. 3.

Pouvoirs et devoirs

- Surveillance et contrôle, c. 190, a. 5.

Rapport du surintendant

- Contenu du rapport, c. 190, a. 6.

ASILES D'ALIÉNÉS.—LOI DES ASILES D'ALIÉNÉS. (CHAP. 190)—Suite**DEUXIÈME PARTIE.—Asiles pour les détenus aliénés**

- Achat de terrains, constructions, etc., c. 190, a. 78.
- Contrôle et surveillance, c. 190, arts 2 et 82.
- Dispositions abrogées, c. 190, a. 93.
- Dispositions applicables, c. 190, a. 90.
- Etablissement de cet asile, c. 190, a. 77.
- Examen et internement des aliénés, c. 190, a. 87.
- Frais, c. 190, a. 92.
- Libération, etc., dans certains cas, c. 190, a. 91.
- Liste au secrétaire de la province, c. 190, a. 89.
- Paiement des frais d'entretien, de transfert, etc., c. 190, a. 88.
- Pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 190, arts 79, 81.
- Proclamation établissant l'asile, c. 190, a. 80.
- Rapport annuel au secrétaire de la province, c. 190, a. 85.
- Surintendant et autres médecins, nomination c. 190, a. 83.
- Surintendant, ses devoirs, c. 190, a. 84.
- Surintendant, ses pouvoirs, c. 190, a. 86.

TROISIÈME PARTIE.—Asiles privés d'aliénés**Actions contre les personnes mettant cette loi à exécution**

- Autorisation pour poursuivre, c. 190, a. 193.
- Plaidoyer du défendeur, c. 190, a. 175.
- Poursuites par le secrétaire des visiteurs, c. 190, a. 192.
- Prescription, c. 190, a. 191.
- Preuve de l'avis, etc., c. 190, a. 194.

Admission dans les maisons non sous licence, formalités

- Certificat d'un seul médecin, quand il suffit, c. 190, a. 125.
- Certificat nécessaire, c. 190, a. 124.

Admission dans les maisons sous licence, formalités

- Cas où il est défendu de donner certificat, c. 190, a. 122.
- Espèce d'aliénation, désignation, c. 190, a. 123.
- Faits que le médecin doit certifier, c. 190, a. 121.
- Ordre pour l'admission, c. 190, a. 120.

Appels

- Jugements, c. 190, a. 190.
- Mode de porter cause en appel, c. 190, a. 189.

Contrôle et surveillance c. 190, a. 2**Dispositions déclaratoires et interprétatives**

- "Aliéné", c. 190, a. 95, § 2°.
- Application de la 3^{ème} partie, c. 190, a. 94.
- "District", c. 190, a. 95, § 1°.
- "Greffier de la paix", c. 190, a. 95, § 5°.
- "Juge", c. 190, a. 95, § 6°.
- "Maison sous licence", c. 190, a. 95, § 9°.
- "Médecin", c. 190, a. 95, § 8°.
- "Médecin en charge", c. 190, a. 95, § 7°.
- "Patient", c. 190, a. 95, § 3°.
- "Propriétaire", c. 190, a. 95, § 4°.

ASILES D'ALIÉNÉS.—LOI DES ASILES D'ALIÉNÉS. (CHAP. 190)—Suite**TROISIÈME PARTIE.—Asiles privés d'aliénés****Élargissement des patients**

- Détenus aliénés, c. 190, a. 151.
- Incapacité d'agir de celui qui a donné l'ordre d'admission, procédure, c. 190, a. 143
- Médecin s'opposant à la mise en liberté, c. 190, a. 144.
- Objections du médecin transmises au secrétaire des visiteurs, c. 190, a. 145.
- Ordre d'élargissement, c. 190, a. 142.
- Signature de l'ordre, c. 190, a. 149.
- Transfert d'une maison à une autre, c. 190, a. 146.
- Visite de nuit, c. 190, a. 147.
- Visites spéciales, c. 190, a. 148.
- Visites spéciales, intervalle entre elles, c. 190, a. 150.

Emploi des amendes

- Caisse du greffier de la paix, c. 190, a. 196.
- Emploi par greffier de la paix, c. 190, a. 198.
- Paiement des frais, c. 190, a. 197.

Exécution des jugements

- Détention, c. 190, a. 187.
- Emprisonnement à défaut de meubles et effets suffisants, c. 190, a. 188.
- Réduction de l'amende, mode de recouvrement, c. 190, a. 186.

Licences pour tenir ces asiles

- Cautionnement pour obtenir la licence, c. 190, a. 111.
- Devoirs du greffier de la paix
 - Copie de la licence au secrétaire de la province, c. 190, a. 105.
 - Omission de transmettre copie, c. 190, a. 106.
- Étendue de la licence
 - Changements ou additions dans les asiles, c. 190, a. 113.
 - Une licence par maison, exception, c. 190, a. 112.
- Formalités pour obtenir la licence
 - Avis au greffier de la paix, c. 190, a. 97.
 - Avis, son contenu, c. 190, a. 98.
 - Destitution du surintendant, c. 190, a. 101.
 - Documents soumis aux juges de paix, c. 190, a. 100.
 - Plan de la maison, c. 190, a. 99.
- Forme de la licence, c. 190, a. 104.
- Frais de la licence, leur emploi
 - Comptes des deniers reçus par le greffier, c. 190, a. 110.
 - Emploi des deniers, c. 190, a. 109.
 - Frais payés au greffier de la paix, c. 190, a. 107.
 - Réduction du prix, c. 190, a. 108.
- Licence dans le cas de changement de maison, formalités, c. 190, a. 116.
- Octroi des licences, c. 190, a. 96.
- Renouvellement de la licence
 - Déclaration à cet effet, c. 190, a. 102.
 - Défaut de faire la déclaration, c. 190, a. 103.
- Révocation de la licence
 - Avis au porteur de licence, c. 190, a. 119.
 - Recommandation à cet effet, c. 190, a. 117.
 - Révocation, son effet, c. 190, a. 118.

ASILES D'ALIÉNÉS.—LOI DES ASILES D'ALIÉNÉS. (CHAP. 190)—Suite**TROISIÈME PARTIE.—Asiles privés d'aliénés—Suite****Licences pour tenir ces asiles—Suite**

Transfert de la licence

Décès d'un des licenciés, c. 190, a. 115.

Quand licence est transférable, c. 190, a. 114.

Médecins dans les asiles

Cent patients ou plus, nombre de médecins, c. 190, a. 155.

Dix patients ou moins, nombre de visites, c. 190, a. 156.

Livre des cas de folie, c. 190, a. 158.

Livre des visites, entrées à y faire, c. 190, a. 157.

Parents, leur admission aux asiles

Ordre d'admission des parents et amis, c. 190, a. 152.

Ordre, son étendue, c. 190, a. 153.

Pénalité au cas de refus ou d'obstruction, c. 190, a. 154.

Poursuites pour contraventions

Audition devant le juge, c. 190, a. 183.

Formule de condamnation, c. 190, a. 185.

Plaintes devant un juge de paix, c. 190, a. 182.

Sentence, c. 190, a. 184.

Propriétaires des maisons sous licence, leurs pouvoirs

Circonstances n'affectant pas l'ordre d'admission, c. 190, a. 128.

Détention des aliénés, cas d'évasion, c. 190, a. 126.

Moyens de défense, en cas de poursuite, c. 190, a. 129.

Voyages des patients pour leur santé, c. 190, a. 127.

Propriétaires, leurs devoirs

Admission des aliénés

Avis au secrétaire des visiteurs, c. 190, a. 130.

Copie de l'ordre d'admission, à qui transmise, c. 190, a. 132.

Livres et entrées, c. 190, a. 131.

Amende au cas d'omission, c. 190, a. 141.

Copie du plan doit être apparente, c. 190, a. 138.

Copies des entrées, à qui transmises, c. 190, a. 139.

Documents à soumettre à l'inspection, c. 190, a. 137.

Inspection de la maison, c. 190, a. 136.

Soumission des copies aux juges de paix, c. 190, a. 140.

Visiteurs

Décès d'un aliéné, certificat requis, c. 190, a. 133.

Élargissement des patients, entrées à faire, c. 190, a. 135.

Évasion d'un aliéné, avis, c. 190, a. 134.

Visiteurs d'asiles d'aliénés

Assistant-secrétaire

Nomination et serment, c. 190, a. 169

Salaire, c. 190, a. 170.

Devoirs des greffiers de la paix

Amende en cas de défaut, c. 190, a. 163.

Publication des noms des visiteurs, c. 190, a. 162.

ASILES D'ALIÉNÉS.—LOI DES ASILES D'ALIÉNÉS. (CHAP. 190)—Suite**TROISIÈME PARTIE.—Asiles privés d'aliénés—Suite****Visiteurs d'asiles d'aliénés—Suite****Devoirs des visiteurs**

- Perquisitions et entrées au livre des visites, c. 190, a. 176.
- Recours des personnes détenues illégalement, c. 190, a. 179.
- Renseignements à demander, c. 190, a. 177.
- Renseignements à donner, c. 190, a. 178.
- Visite des maisons sous licence, c. 190, a. 175.

Nomination et serment

- Nomination, c. 190, a. 159.
- Serment qui doit être prêté, c. 190, a. 161.
- Vacances, mode de les remplir, c. 190, a. 160.

Pouvoir de faire enquête

- Assignment des témoins, c. 190, a. 180
- Frais, c. 190, a. 181.

Qualités requises des visiteurs et des secrétaires

- Amende en certains cas, c. 190, a. 174.
- Cessation de la charge pour inhabilité, c. 190, a. 173.
- Médecin visiteur, instructions, c. 190, a. 172.
- Visiteur ne doit pas avoir d'intérêts dans l'asile, c. 190, a. 171.

Secrétaire des visiteurs, ses devoirs

- Convocation des assemblées, c. 190, a. 164.
- Publication du nom et de la résidence du secrétaire, c. 190, a. 167.
- Réunions privées, c. 190, a. 165.
- Salaire, et amende en certains cas, c. 190, a. 168.
- Serment du secrétaire, c. 190, a. 166.

QUATRIÈME PARTIE.—Asiles pour les militaires

- Convention par le secrétaire de la province, c. 190, a. 199.
- Dispositions non applicables, c. 190, a. 201.
- Gouvernement du Dominion autorisé à établir asiles, etc., c. 190, a. 200.
- Pouvoirs des juges de paix, à qui accordés, c. 199, a. 202.
- Règlements et ordonnances ayant force de loi, c. 190, a. 203.

**ASILES D'ALIÉNÉS, VISITE DES—PAR INSPECTEURS DES PRISONS voir
PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS****ASILES DES DÉTENUS ALIÉNÉS voir ASILES D'ALIÉNÉS****ASILES POUR ENFANTS IMMIGRANTS voir ENFANTS IMMIGRANTS****ASILES POUR LES IVROGNES.—LOI DES ASILES POUR LES IVROGNES.
(CHAP. 192)****Directeurs, pouvoirs et devoirs**

- Augmentation du nombre de patients, c. 192, a. 9.
- Demeure du directeur, c. 192, a. 10.
- Remplaçant, comment désigné, c. 192, a. 8.

Établissement de ces asiles

- Conditions requises pour l'édifice, c. 192, a. 7.

**ASILES POUR LES IVROGNES.—LOI DES ASILES POUR LES IVROGNES.
(CHAP. 192)—*Suite***

Établissement de ces asiles—*Suite*

- Contenu de la requête, c. 192, a. 5.
- Déclaration de l'objet, et plan, c. 192, a. 6.
- Demande d'érection, c. 192, a. 2.
- Qualités du réquerant, c. 192, a. 3.
- Remplacement du médecin révoqué, c. 192, a. 4.

Octroi et retrait de l'autorisation

- Contrôle de l'asile pendant l'instance de retrait, c. 192, a. 13.
- Règlements relatifs à l'autorisation, c. 192, a. 11.
- Retrait, quand il est prononcé, c. 192, a. 12.

Restrictions, contraventions et poursuites

- Évasion de l'asile, c. 192, a. 17.
- Internement sur demande du patient, c. 192, a. 16.
- Nombre des établissements, c. 192, a. 14.
- Pénalité pour contravention, c. 192, a. 18.
- Poursuites, c. 192, a. 19.
- Rétention contre gré des patients, c. 192, a. 15.

Vente des liqueurs à des ivrognes d'habitude

- Pénalité, c. 192, a. 20.

ASILES PRIVÉS D'ALIÉNÉS *voir* ASILES D'ALIÉNÉS

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE *voir* LÉGISLATURE

ASSEMBLÉES DE FABRIQUES *voir* PAROISSES ET FABRIQUES

ASSEMBLÉES PUBLIQUES.—LOI DES ASSEMBLÉES PUBLIQUES. (CHAP. 170)

Convocation des assemblées publiques

- Avis déclarant l'assemblée légale, c. 170, a. 10.
- Avis public, distribution, c. 170, a. 9.
- Convocation par maire, shérif, ou juges de paix, c. 170, a. 7.
- Convocation par particuliers, c. 170, a. 8.
- Mode de convocation ordinaire c. 170, a. 6.
- Shérifs et magistrats tenus d'assister, c. 170, a. 11.

Dispositions déclaratoires

- Assemblée convoquée par deux juges de paix, c. 170, a. 4.
- Assemblée convoquée par maire ou shérif, c. 170, a. 3.
- Assemblée déclarée publique, c. 170, a. 5.
- Assemblée publique, définition, c. 170, a. 2.

Maintien de la paix

- Armes détruites ou perdues, c. 170, a. 19.
- Désarmement des personnes, c. 170, a. 17.
- Remise des armes, c. 170, a. 18.

ASSEMBLÉES PUBLIQUES.—LOI DES ASSEMBLÉES PUBLIQUES. (CHAP. 170)*—Suite***Prescription des actions**

Délai de douze mois, c. 170, a. 20.

Président de l'assemblée, devoirs et pouvoirs

Amende pour refus d'obéir, c. 170, a. 16.

Constables spéciaux, c. 170, a. 15.

Demande d'assistance, c. 170, a. 14.

Lecture préalable de l'avis ou de la déclaration, c. 170, a. 12.

Maintien de l'ordre, c. 170, a. 13.

ASSISTANCE MUNICIPALE AUX INDIGENTS voir ASSISTANCE PUBLIQUE**ASSISTANCE PUBLIQUE.—LOI DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE DE QUÉBEC.
(CHAP. 189)****Assistance municipale**

Certificat établissant montant dû, c. 189, a. 52.

Deniers affectés à l'assistance, c. 189, a. 49.

Deniers, comment appliqués, c. 189, a. 50.

Fonds de l'assistance, c. 189, a. 54.

Municipalités tenues de veiller aux indigents, c. 189, a. 48.

Renseignements devant être fournis, c. 189, a. 51.

Trésorier de la province fait remise des octrois, c. 189, a. 53.

Dispositions déclaratoires et interprétatives

"Assistance publique", c. 189, a. 3, § 3°.

"Chef", c. 189, a. 3, § 2°.

Dispositions non affectées, c. 189, a. 2.

"Fonds de l'assistance publique", c. 189, a. 3, § 7°.

"Indigent", c. 189, a. 3, § 4°.

"Institution d'assistance", c. 189, a. 3, § 5°.

"Ministre", c. 189, a. 3, § 1°.

"Service de l'assistance publique", c. 189, a. 3, § 6°.

Hôpitaux et hospices municipaux

Administration des hôpitaux, c. 189, a. 43.

Annulation du permis, c. 189, a. 47.

Conseil d'administration, c. 189, a. 44.

Droit aux subventions, c. 189, a. 46.

Municipalités autorisées à établir des hôpitaux, c. 189, a. 41.

Règlements sujets à approbation, c. 189, a. 42.

Surveillance des institutions, c. 189, a. 45.

**Indigents entretenus par la province, les municipalités ou les institutions
d'assistance publique****Admission**

Abandon d'un indigent, c. 189, a. 29.

Adjudication sur réception des documents, c. 189, a. 27.

Admission provisoire, c. 189, a. 25.

Classes d'indigents admises, c. 189, a. 21.

Conditions d'admission, c. 189, a. 22.

Documents requis, c. 189, a. 24.

Documents transmis au service de l'assistance, c. 189, a. 26.

ASSISTANCE PUBLIQUE.—LOI DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE DE QUÉBEC.
(CHAP. 189)—*Suite*

Indigents entretenus par la province, les municipalités ou les institutions d'assistance publique—*Suite*

Admission—*Suite*

États mensuels des admissions, etc., c. 189, a. 28.

Examen de la demande d'admission, c. 189, a. 23.

Frais d'entretien

Comment répartis, c. 189, a. 32.

Force probante des documents, c. 189, a. 36.

Frais de transport d'indigents, c. 189, a. 40.

Liste transmise annuellement, c. 189, a. 33.

Mode de recouvrement, c. 189, a. 35.

Montant payé est une dette imposable, c. 189, a. 37.

Perception des sommes réclamées, c. 189, a. 38.

Préparation de l'état des montants dus, c. 189, a. 34.

Privilege de la couronne, c. 189, a. 39.

Registres

Comment tenus, c. 189, a. 30.

Examen des registres, c. 189, a. 31.

Institutions d'assistance publique

Aide au développement des œuvres, c. 189, a. 17.

Approbation des contrats par l'Ordinaire, c. 189, a. 20.

Conditions exigées, c. 189, a. 7.

Demande, c. 189, a. 8.

Deniers fournis par les municipalités, c. 189, a. 14.

Détermination du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 189, a. 9.

Enquêtes par le service, c. 189, a. 10.

Intérêts et fonds d'amortissement, c. 189, a. 18.

Maximum de l'aide accordée, c. 189, a. 16.

Octroi, comment appliqué, c. 189, a. 13.

Privileges, c. 189, a. 6.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, réserve, c. 189, a. 19.

Renseignements que les institutions doivent fournir, c. 189, a. 11.

Répartition des deniers, c. 189, a. 15.

Visite du local affecté aux indigents, c. 189, a. 12.

Service de l'assistance publique

Devoirs, fonctions et objet, c. 189, a. 5.

Établissement et personnel, c. 189, a. 4.

ASSIGNATION DES JURÉS *voir* **JURÉS**

ASSOCIATION DES ARCHITECTES *voir* **ARCHITECTES**

ASSOCIATION DES COMPTABLES *voir* **COMPTABLES**

ASSOCIATION DES INGÉNIEURS FORESTIERS *voir* **INGÉNIEURS FORESTIERS**

ASSOCIATION HOMÉOPATHIQUE *voir* **HOMÉOPATHES**

ASSOCIATION PHARMACEUTIQUE voir PHARMACIENS**ASSOCIATIONS DE BIBLIOTHÈQUES** voir BARREAU**ASSOCIATIONS DE BIBLIOTHÈQUES ET INSTITUTS D'ARTISANS.—LOI DES BIBLIOTHÈQUES ET DES INSTITUTS D'ARTISANS. (CHAP. 256)****Application de la loi**

À quelles sociétés ou à quels instituts s'applique la loi, c. 256, a. 2.

Formation de l'association

Associations déjà existantes, c. 256, a. 7.
Constitution en corporation, c. 256, a. 6.
Enregistrement, c. 256, arts 4 et 5.
Formalités de la formation, c. 256, a. 3.
Immeubles, droit d'en posséder, c. 256, a. 6.

Pénalités et poursuites

Amendes imposées, c. 256, a. 20.
Copies des règlements font preuve, c. 256, a. 22.
Recouvrement des amendes, c. 256, a. 21.

Pouvoirs généraux

Actions, leur confiscation, c. 256, a. 18.
Actions, leur transfert, c. 256, a. 17.
Amendes, leur recouvrement et emploi, c. 256, a. 15.
Association de bibliothèque, c. 256, a. 16.
Bureau de direction, c. 246, a. 13.
Directeurs et administrateurs, c. 256, a. 1.
Dissolution, c. 256, a. 19.
Droit de posséder des biens jusqu'à une certaine valeur, c. 256, arts 8 à 10.
Fonds, leur emploi, c. 256, a. 16.
Institut d'artisans, c. 256, a. 16.
Objets de la corporation, c. 256, a. 16.
Officiers, leur élection, c. 256, a. 13.
Règlements, droit de les faire, c. 256, a. 12.
Retard dans l'élection, c. 256, a. 14.

**ASSOCIATIONS DE PÊCHEURS POUR L'EXPLOITATION DE LA BOITTE.—
LOI DES ASSOCIATIONS POUR L'EXPLOITATION DE LA BOITTE.
(CHAP. 85)**

Assemblées annuelles, leur convocation, c. 85, a. 8.
Bureau de direction, c. 85, a. 6.
Capital de l'association, c. 85, a. 5.
Confiscation des actions, c. 85, a. 13.
Droit de vote aux assemblées, c. 85, a. 9.
Élection des directeurs, c. 85, a. 7.
Élection du président et des officiers, c. 85, a. 10.
Émission des lettres patentes, c. 85, a. 4.
Formation de l'association, c. 85, arts 2 et 3.
Irresponsabilité personnelle des actionnaires, c. 85, a. 14.
Pouvoirs corporatifs, c. 85, a. 11.
Pouvoirs des directeurs, c. 85, a. 12.

ASSURANCE, COMPAGNIE D'—*voir* **COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, ETC.**

ASSURANCE CONTRE LE FEU *voir* **COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, ETC.**

ASSURANCE FUNÉRAIRE *voir* **COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, ETC.**

ASSURANCE MUTUELLE *voir* **COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, ETC.**

ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DES BEURRERIES ET FROMAGERIES *voir* **COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DES BEURRERIES ET FROMAGERIES**

ASSURANCE MUTUELLE DIOCÉSAINE—COMPAGNIES D'—*voir* **COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DIOCÉSAINE**

ASSURANCE, RETENU SUR LE SALAIRE DES OUVRIERS POUR DES FINS D'—*voir* **RETENUES SUR LE SALAIRE DES OUVRIERS, ETC.**

ASSURANCES COLLECTIVES SUR LA VIE DES EMPLOYÉS PUBLICS.—LOI DES ASSURANCES COLLECTIVES SUR LA VIE DES EMPLOYÉS PUBLICS. (CHAP. 12)

Application des polices d'assurances, c. 12, a. 3.

Païement des bénéfices, c. 12, a. 4.

Pouvoir d'effectuer des assurances collectives sur la vie des employés publics, c. 12, a. 2.

ASSURANCE SUR LA VIE *voir* **COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, ETC.**

ASSURANCE SUR LA VIE AU BÉNÉFICE DES MAISONS D'ÉDUCATION.—LOI DE L'ASSURANCE SUR LA VIE AU BÉNÉFICE DES MAISONS D'ÉDUCATION. (CHAP. 245)

Assurance sur la vie au bénéfice d'une maison d'éducation supérieure, c. 245, a. 2.

Contrat, c. 245, a. 2.

Primes, c. 245, a. 2.

Révocation, c. 245, a. 2.

ASSURANCE SUR LA VIE DES MARIS ET DES PARENTS. — LOI DE L'ASSURANCE DES MARIS ET DES PARENTS. (CHAP. 244)

Application des profits de la police

Assurance avec profits, c. 244, a. 23.

Application et paiement de la police.

Application par une femme mariée, c. 244, a. 7.

Conditions imposées ou non au paiement, c. 244, a. 20.

Déclaration d'application de la police, c. 244, a. 6

Défaut de nomination de fiduciaires dans la police, c. 244, a. 17

ASSURANCE SUR LA VIE DES MARIS ET DES PARENTS.—LOI DE L'ASSURANCE DES MARIS ET DES PARENTS. (CHAP. 244)—*Suite***Application et paiement de la police—*Suite***

- Dépôt de la déclaration, c. 244, a. 6.
- Mode de paiement de l'assurance, c. 244, a. 16.
- Mort de l'assuré sans avoir nommé de fiduciaire, c. 244, a. 18.
- Paiement légal décharge la compagnie, c. 244, a. 19.
- Placement du montant de l'assurance, c. 244, a. 20.
- Refus d'acceptation par les fiduciaires, c. 244, a. 18.

Dévolution de l'assurance en certains cas

- Cas de communauté de biens, c. 244, a. 25.
- Droits sauvegardés, c. 244, arts 26 à 28.
- Paiement continués par le mari après dissolution de la communauté, c. 244, a. 25.
- Valeur de réduction accroit à la communauté, c. 244, a. 25.

Droits de transporter les polices sauvegardés

- Loi ne doit pas être interprétée comme restreignant les droits de transporter polices en faveur de la femme ou des enfants, c. 244, a. 2.

Emploi des revenus de l'assurance

- Administration du montant de l'assurance, c. 244, a. 21.
- Avance de l'assurance aux mineurs dans certains cas, a. 244, a. 22.
- Placement des surplus, c. 244, a. 21.
- Transport des placements, c. 244, a. 22.

Emprunt sur garantie de la police

- Emprunt pour paiement des primes, c. 244, a. 29.

Fraude envers les créanciers

- Droits des créanciers sur la police, c. 244, a. 32.

Insaisissabilité et transfert de la police.

- Insaisissabilité de la police et du montant de l'assurance, c. 244, a. 300.
- Transfert, conditions du—c. 244, a. 30.

Mode d'effectuer l'assurance

- Durée de l'assurance, c. 244, a. 5.
- Mode d'effectuer l'assurance, c. 244, a. 4.

Partage de l'assurance

- Défaut de mention de partage, c. 244, a. 11.
- Distribution de l'assurance au gré de l'assuré, c. 244, a. 8.
- Mort de la femme avant le mari, c. 244, a. 11.
- Mort de l'enfant désigné avant l'assuré, c. 244, a. 10.
- Partage au cas d'absence de distribution, c. 244 a. 9.

Personnes en faveur desquelles l'assurance peut être effectuée

- Pouvoirs du mari d'assurer sa vie en faveur de sa femme et des enfants, c. 244, a. 3.
- Pouvoir d'un père d'assurer sa vie en faveur d'un ou de plusieurs enfants, c. 244, a. 3.

ASSURANCE SUR LA VIE DES MARIS ET DES PARENTS.—LOI DE L'ASSURANCE DES MARIS ET DES PARENTS. (CHAP. 244)—*Suite*

Police acquittée

Incapacité de l'assuré de continuer le paiement des primes, c. 244, a. 23.

Profits, leur application *voir* Application des profits

Provenance du montant de l'assurance

Acceptation de l'assurance n'est pas une acceptation de la succession ou de la communauté, c. 244, a. 31.

Ne fait pas partie de la succession ou de la communauté, c. 244, a. 31.

Retour de la police

Droits de l'assuré dans le cas de retour, c. 244, a. 15.

Retour du bénéfice à l'assuré, c. 244, a. 14

Révocation du bénéfice conféré

Droit de révocation, c. 244, a. 12.

Mode de faire la révocation, c. 244, a. 13.

Transfert de la police *voir* Insaisissabilité et transfert

ATHLÉTIQUE, COMMISSION—*voir* COMMISSION ATHLÉTIQUE

AUDITEUR DE LA PROVINCE *voir* VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS

AUGMENTATION DE CAPITAL PAR CORPORATIONS *voir* LOI DES COMPAGNIES DE QUÉBEC *et* POUVOIRS SPÉCIAUX À CERTAINES COMPAGNIES

AUTHENTICITÉ DES STATUTS *voir* STATUTS

AUTOBUS *voir* VÉHICULES AUTOMOBILES

AUTOMOBILES *voir* VÉHICULES AUTOMOBILES

AUTOPSIE *voir* CORONERS

AVANCE DE L'HEURE.—LOI DE L'AVANCE DE L'HEURE. (CHAP. 132)

Agents au cas de scrutin, c. 132, a. 12.

Bulletins de vote, c. 132, a. 9.

Époque du referendum, c. 132, a. 4.

Manière de voter, c. 132, a. 7.

Officier-rapporteur, c. 132, a. 11.

Pouvoir d'abolir l'avance de l'heure, c. 132, a. 14.

Pouvoir d'ordonner referendum, c. 132, a. 2.

Procédure, c. 132, a. 6.

Question soumise aux électeurs, c. 132, a. 3.

Rapport au conseil, résolution, c. 132, a. 13.

Signification des mots "oui" et "non", c. 132, a. 10.

Votants, c. 132, a. 8.

Votation, c. 132, a. 5.

AVANCES AUX MUNICIPALITÉS POUR LOGEMENTS OUVRIERS *voir* LOGEMENTS OUVRIERS

AVERTISSEURS APPROUVÉS DANS ÉDIFICES PUBLICS *voir* ÉDIFICES PUBLICS

AVEUGLES *voir* INSTITUTIONS D'ÉDUCATION POUR LES AVEUGLES

AVEUGLES, CONTRATS POUR ÉDUCATION DES—*voir* INSTITUTIONS D'ÉDUCATION POUR LES AVEUGLES

AVIS QUI DOIVENT ÊTRE DONNÉS AUX CORONERS *voir* CORONERS

AVOCATS *voir* BARREAU

B

BANC DU ROI, COUR DU— *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.—LOI DU BARREAU. (CHAP. 210)

Admission à l'étude et à la pratique de la profession

Aspirants à l'étude et à la pratique

- Admission des avocats étrangers, c. 210, a. 65.
- Avis par l'aspirant, contenu, et autres documents, c. 210, a. 50.
- Brevet non passé devant notaire, c. 210, a. 58.
- Changements de certaines prescriptions, c. 210, a. 56.
- Devoir du secrétaire-trésorier du conseil général, c. 210, a. 66.
- Devoirs des examinateurs, c. 210, a. 60.
- Effet des diplômes conférés, c. 210, a. 63.
- Époque pour se présenter à l'examen, c. 210, a. 59.
- Honoraires des secrétaires de section, c. 210, a. 52.
- Honoraires payés par aspirants admis par loi de la Législature, c. 210, a. 53.
- Membre honoraire du barreau, c. 210, a. 67.
- Preuves à fournir pour être admis, c. 210, a. 55.
- Qualités requises pour être admis à la pratique, c. 210, a. 57.
- Rapport des examinateurs, c. 210, a. 62.
- Signature des certificats et diplômes, c. 210, a. 64.
- Tableau des aspirants, c. 210, a. 51.
- Transmission des avis et des montants reçus, c. 210, a. 54.
- Valeur de la décision des examinateurs, c. 210, a. 61.

Examens et examinateurs

- Examineurs étrangers, c. 210, a. 49.
- Règles générales des examens, c. 210, a. 48.

Associations de bibliothèques

- Assemblées, c. 210, a. 36.
- Choix du comité, c. 210, a. 35.
- Contribution des membres, c. 210, arts 38, 39.
- Établissement de ces associations, c. 210, a. 32.
- Établissement et abolition par le conseil général, c. 210, a. 41.
- Gestion des affaires, c. 210, a. 34.
- Liste des membres ayant payé leur contribution, c. 210, a. 40.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.—LOI DU BARREAU. (CHAP. 210)*—Suite***Association de bibliothèques—Suite**

- Règlements, c. 210, a. 37.
- Requête, c. 210, a. 33.
- Transmission de la liste des officiers, c. 210, a. 42.

Conseil général

- Assemblées du conseil, convocation, etc., c. 210, a. 15.
- Bâtonnier peut faire les actes requis du secrétaire-trésorier, c. 210, a. 14.
- Composition du conseil, c. 210, a. 12.
- État annuel de la situation financière, c. 210, a. 17.
- Officiers du conseil, c. 210, a. 13.
- Préséance du bâtonnier, c. 210, a. 18.
- Quorum et décisions du conseil, c. 210, a. 16.

Conseils du roi

- Lettres de préséance, c. 210, a. 94.
- Nomination, c. 210, a. 93.
- Rang et préséance, c. 210, a. 95.

Contribution des membres du barreau

- Libération sur abandon de la pratique, c. 210, a. 44.
- Liste spéciale, transmission, c. 210, a. 46.
- Répartition dans certains cas, c. 210, a. 47.
- Reprise de l'exercice de la profession, c. 210, a. 45.
- Souscription annuelle, additionnelle, etc., c. 210, a. 43.

Corporations d'avocats

- Corporation générale du barreau, c. 210, a. 2.
- Corporations de sections
 - Nom corporatif, c. 210, a. 4.
 - Sections, c. 210, a. 3.
- Dispositions applicables à toutes les corporations
 - Pouvoirs généraux, c. 210, a. 7.
 - Sceau corporatif, c. 210, a. 6.
 - Signification des actions, c. 210, a. 5.
- Règlements de corporations
 - Accord entre les règlements, c. 210, a. 10.
 - Règlements de la corporation générale, c. 210, a. 8.
 - Règlements des corporations générales et de section, c. 210, a. 9.
 - Règlements restant en vigueur, c. 210, a. 11.

Droit des avocats à la liste des huissiers et des interdits

- Devoir du protonotaire de les fournir, si requis, c. 210, a. 92.

Formules

- Suffisent pour la présente loi, c. 210, a. 96.

Honoraires des avocats et frais

- Intérêt sur les frais, c. 210, a. 90.
- Services professionnels, ce qu'ils comprennent, c. 210, a. 88.
- Tarif d'honoraires, c. 210, a. 91.
- Validité du serment des avocats quant à leurs services, c. 210, a. 89.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.—LOI DU BARREAU. (CHAP. 210)*—Suite***Incapacité d'agir sans diplôme**

- Agir comme intermédiaire, etc., c. 210, a. 72.
- Amende, à qui elle appartient, c. 210, a. 77.
- Amende pour pratique illégale, c. 210, a. 70.
- Cour des commissaires, c. 210, a. 80.
- Dispositions applicables, c. 210, a. 79.
- Emprisonnement à défaut de paiement, c. 210, a. 75.
- Par qui sont intentées les poursuites, c. 210, a. 78.
- Personne inhabile ayant part à des honoraires professionnels, c. 210, a. 71.
- Personne laissant croire qu'elle est avocat, c. 210, a. 73.
- Recouvrement de l'amende, c. 210, a. 74.
- Recouvrement de l'amende contre une corporation, c. 210, a. 76.

Inhabilité des avocats

- Causes empêchant de pratiquer, c. 210, a. 68.
- Greffier d'un tribunal criminel doit aviser section de sentence contre un avocat.
c. 210, a. 69.

Sections et conseils de section**Assemblée de section**

- Avis de convocation, c. 210, a. 21.
- Convocation des assemblées spéciales, c. 210, a. 20.
- Quorum, c. 210, a. 19.

Composition du conseil

- Conseillers, nombre, fonctions et devoirs, c. 210, a. 22.
- Élection du conseil, c. 210, a. 23.
- Habilité à voter, c. 210, a. 24.
- Si l'assemblée n'a pas lieu au jour indiqué, c. 210, a. 25.
- Vacances comment remplies, c. 210, a. 26.

Pouvoirs du conseil

- Appel au conseil général, c. 210, a. 29.
- Cas d'appel au conseil général, c. 210, a. 30.
- Énumération des pouvoirs, c. 210, a. 27.
- Procédure devant le conseil, c. 210, a. 28.
- Règlements concernant les sténographes, c. 210, a. 31.

Tableau des avocats

- Avis de rayer les noms devant l'être, c. 210, a. 85.
- Certificats donnant droit de pratiquer aux avocats rayés du tableau. c. 210, a. 82.
- Confection annuelle du tableau, c. 210, a. 81.
- Défense de laisser pratiquer les avocats rayés du tableau, et effet, c. 210, a. 87.
- Impression et distribution du tableau, c. 210, a. 84.
- Membres admis depuis confection du tableau, c. 210, a. 83.
- Tableau des membres incompetents, c. 210, a. 86.

BÂTISSSES ET JURÉS, FONDS DES—voir PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS**BÂTONNIER voir BARREAU****BAUX DE CHASSE voir CHASSE****BAUX DE PÊCHE voir PÊCHE**

BEAUCE, JURIDICTION CONCURRENT *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

BELLECHASSE, JURIDICTION CONCURRENT *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

BÉNÉFICE DE MAISONS D'ÉDUCATION, — ASSURANCE SUR LA VIE AU —
voir **ASSURANCE SUR LA VIE AU BÉNÉFICE DES MAISONS D'ÉDUCATION**

BERTHIER, JURIDICTION EXCLUSIVE *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

BEURRE, HALLES AU — *voir* **HALLES AU BEURRE ET AU FROMAGE**

BEURRE, SOCIÉTÉS DE FABRICATION DE — *voir* **SOCIÉTÉS DE FABRICATION DE BEURRE OU DE FROMAGE**

BEURRERIES *voir* **FABRICATION DES PRODUITS LAITIERS**

BEURRERIES, LEUR INSPECTION *voir* **INSPECTION DES BEURRERIES ET FROMAGERIES**

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE *voir* **LÉGISLATURE**

BIBLIOTHÈQUES, ASSOCIATIONS DE — *voir* **ASSOCIATIONS DE BIBLIOTHÈQUES ET INSTITUTS D'ARTISANS**

BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES, ENCOURAGEMENT AUX — PAR CORPORATIONS MUNICIPALES *voir* **AIDE À L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET AUX BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES**

BIBLIOTHÈQUES SCOLAIRES *voir* **INSTRUCTION PUBLIQUE**

BIÈRES *voir* **LIQUEURS ALCOOLIQUES**

BIENS CONFISQUÉS *voir* **BIENS EN DESHÉRENCE**

BIENS DES JÉSUITES *voir* **TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES**

BIENS EN DESHÉRENCE OU CONFISQUÉS AU PROFIT DE LA COURONNE. — LOI DES BIENS EN DESHÉRENCE OU CONFISQUÉS. (CHAP. 49)

Aliénation des biens, c. 49, a. 3.

Exécution de la loi, c. 49, a. 7.

Frais de l'envoi en possession et paiement des dettes, c. 49, a. 2.

Gestion des biens en deshérence ou confisqués, c. 49, a. 2.

Lois spéciales sont maintenues, c. 49, a. 6.

Transfert de ces biens aux créanciers, c. 49, a. 4.

Transfert des droits à ces biens, c. 49, a. 5.

BILLARDS *voir* **LICENCES**

BILLETS, EMPRUNTS PAR — PAR CITÉS ET VILLES *voir* **DETTES ET EMPRUNTS DES CORPORATIONS MUNICIPALES**

BOIS *voir* **TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES**

BOIS DE CONSTRUCTION, CONNAISSEMENTS ET REÇUS POUR—*voir* **CONNAISSEMENTS ET REÇUS POUR MARCHANDISES ET BOIS DE CONSTRUCTION**

BOISSONS ENIVRANTES *voir* **LIQUEURS ALCOOLIKUES**

BOISSONS ET ALIMENTS, HYGIÈNE DES—*voir* **HYGIÈNE**

BOITTE—*voir* **ASSOCIATIONS DE PÊCHEURS POUR L'EXPLOITATION DE LA BOITTE**

BON ORDRE DANS LES ÉGLISES *voir* **LIBERTÉ DES CULTES ET BON ORDRE DANS LES ÉGLISES**

BON ORDRE ET POLICE *voir* **POLICE ET BON ORDRE**

BONS, ÉMISSION DE—PAR CORPORATIONS *voir* **POUVOIRS SPÉCIAUX À CERTAINES COMPAGNIES ET CORPORATIONS** *et* **COMPAGNIES**

BORNES DE LA PROVINCE *voir* **DIVISION TERRITORIALE**

BOURSIERS D'EUROPE POUR COURS ADDITIONNELS *voir* **AIDE AUX ÉLÈVES GRADUÉS**

BOURSIERS D'EUROPE POUR LA MUSIQUE *voir* **AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ART MUSICAL**

BOXE COMBATS DE—PERMIS PAR LA COMMISSION ATHLÉTIQUE *voir* **COMMISSION ATHLÉTIQUE**

BUANDERIES *voir* **LICENCES**

BUREAU CENTRAL D'EXAMINATEURS D'ÉCOLES *voir* **INSTRUCTION PUBLIQUE**

BUREAU DE CENSURE DES VUES ANIMÉES *voir* **VUES ANIMÉES**

BUREAU DE LA TRÉSORERIE *voir* **TRÉSOR**

BUREAU DES AUTOMOBILES *voir* **VÉHICULES AUTOMOBILES**

BUREAU DES DÉPÔTS ET CONSIGNATION *voir* **TRÉSOR**

BUREAU DES EXAMINATEURS DES MESUREURS DE BOIS *voir* **CLASSIFICATION ET MESURAGE DES BOIS ABATTUS SUR LES TERRES DE LA COURONNE**

BUREAU DES EXAMINATEURS DU SERVICE CIVIL *voir* **SERVICE CIVIL**

BUREAU D'EXAMINATEURS D'INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET DE SYSTÈMES DE CHAUFFAGE *voir* **PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS CONTRE LES INCENDIES**

BUREAU DU REVENU *voir* **CONTRÔLE DU REVENU**

BUREAU PROVINCIAL DE CHIRURGIE DENTAIRE *voir* **DENTISTES****BUREAU PROVINCIAL DE MÉDECINE** *voir* **MÉDECINS ET CHIRURGIENS****BUREAUX D'ENREGISTREMENT ET RÉGISTRATEURS.—LOI DES BUREAUX D'ENREGISTREMENT. (CHAP. 262)****Archives dans certains bureaux d'enregistrement des anciens comtés**

- Archives de certains anciens comtés forment partie des bureaux des comtés où sont situés les immeubles auxquels ils se rapportent, c. 262, a. 17.
- Certaines archives restent où elles sont, c. 262, a. 17.
- Devoirs des registrateurs où ces archives sont déposées, c. 262, a. 17.

Archives dans les nouvelles divisions d'enregistrement

- Copies de copies peuvent être données par registrateur de nouvelle division, c. 262, a. 18.
- Pouvoirs du registrateur de la nouvelle division de donner des copies de copies, c. 262, a. 18.
- Pouvoirs du registrateur qui a la garde des originaux, c. 262, a. 19.
- Radiation au bureau de la nouvelle division, c. 262, a. 20.
- Radiation des hypothèques, place de l'enregistrement des documents la prouvant c. 262, a. 20.
- Réregistrateur d'une vieille division doit fournir copies des documents concernant immeubles situés dans nouvelle division détachée de l'ancienne, c. 262, a. 18.

Devoirs des registrateurs

- Avis de décès d'un registrateur, c. 262, a. 30.
- Cautionnement des registrateurs, c. 262, a. 32.
- Défense de pratiquer comme notaire, c. 262, a. 33.
- Députés, démission ou destitution, c. 262, a. 27.
- Députés, leur nomination et devoirs, c. 262, a. 26.
- Négligence de nommer un député, c. 262, a. 28.
- Pénalité pour infraction par registrateur, c. 262, a. 25.
- Résidence des registrateurs, c. 262, a. 34.
- Serments d'allégeance et d'office, c. 262, a. 31.
- Successeur d'un registrateur, sa nomination, c. 262, a. 30.

Honoraires des registrateurs

- Adresses et changement d'adresses, c. 262, a. 37.
- Honoraires pour sommaires, recherches, etc., c. 262, a. 35.
- Liste de mutation, c. 262, a. 36.
- Tarif d'honoraires par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 262, a. 38.

Inspection des bureaux d'enregistrement

- Assignation des devoirs des inspecteurs par procureur général, c. 262, a. 40.
- Devoirs des inspecteurs quand il n'existe pas d'index ou qu'il en existe, c. 262, arts 42 et 43.
- Durée de la charge d'inspecteur, c. 262, a. 40.
- Enquête sur la conduite des registrateurs, c. 262, a. 44.
- Inspecteurs, nombre et nomination, c. 262, a. 39.
- Pouvoir de faire recopier les index en certains cas, c. 262, a. 46.
- Rapport des inspecteurs au lieutenant-gouverneur en conseil, c. 262, a. 45.
- Renouvellement des index avant 1er janvier, 1913, c. 262, a. 43.
- Serment d'allégeance et d'office, c. 262, a. 40.

BUREAUX D'ENREGISTREMENT ET RÉGISTRATEURS.—LOI DES BUREAUX D'ENREGISTREMENT. (CHAP. 262)—Suite**Inspection des bureaux d'enregistrement—Suite**

- Traitement des inspecteurs, c. 262, a. 47.
- Uniformité dans la tenue des registres, c. 262, a. 41.
- Visite des bureaux, c. 262, a. 44.

Localisation des bureaux d'enregistrement

- Bureau dans les anciennes divisions, c. 262, a. 15.
- Cas où il y a plus d'un bureau dans un comté devenu division d'enregistrement, c. 262, a. 16.
- Comtés non formés en comtés d'enregistrement le 1er janvier, 1861, c. 262, a. 12.
- Somme accordée pour les comtés où il n'y a pas de voûtes convenables, c. 262, a. 13.
- Tenue du bureau d'enregistrement, c. 262, a. 14.

Prélèvement d'un pourcentage pour frais d'inspection

- Mention du pourcentage dans les rapports du régistrateur, c. 262, a. 50.
- Montant du pourcentage, c. 262, a. 49.
- Prélèvement du pourcentage peut être ordonné par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 262, a. 48.

Régistrateurs après changement ou division

- Ils continuent à exercer leurs fonctions, c. 262, a. 21.

Registres

- Authentication des index, etc., c. 262, a. 23.
- Authentication du registre, c. 262, a. 23.
- Copies, manière de les faire, c. 262, a. 23.
- Fourniture des registres, c. 262, a. 22.
- Index au nom, c. 262, a. 23.
- Original, sa conservation, c. 262, a. 23.
- Païement des registres, c. 262, a. 22.
- Remplacement des registres par le régistrateur, c. 262, a. 23.
- Transport des registres aux successeurs des régistrateurs, c. 262, a. 24.
- Vidimation, c. 262, a. 23.

Traitement de certains régistrateurs

- Classes assignées aux régistrateurs, c. 262, arts 4, 5, et 6.
- Décès du régistrateur, son remplacement, c. 262, a. 9.
- Dépenses contingentes, leur paiement, c. 262, a. 8.
- Députés régistrateurs, nomination, pouvoirs et devoirs, c. 262, a. 7.
- Divisions d'enregistrement dont les régistrateurs sont à traitement fixe, c. 262, arts 4 et 10.
- Insaïssabilité des traitements, c. 262, a. 3.
- Loi du pourcentage sur les honoraires de certains officiers, publics ne s'applique pas, c. 262, a. 11.
- Régistrateurs à traitement fixe doivent rendre compte des honoraires perçus, c. 262, a. 2.
- Régistrateurs conjoints, leur traitement, c. 262, a. 6.
- Régistrateurs sont des officiers du revenu, c. 262, a. 3.

BUREAUX DE PLACEMENT *voir* **LICENCES****BUREAUX DE PLACEMENT POUR OUVRIERS.—LOI DES BUREAUX DE PLACEMENT. (CHAP. 99)**

- Annulation du permis, c. 99, a. 15.
- Bonne tenue des bureaux, conditions requises
 - Certificat du bureau d'hygiène, c. 99, a. 9, § 3°.
 - Rapport mensuel, c. 99, a. 9, § 2°.
 - Registre, c. 99, a. 9 § 1°.
- Contrôle du ministre, c. 99, a. 3.
- Demande de permis pour ouvrir un bureau.
 - A qui demande doit être faite, c. 99, a. 7.
 - Durée du permis, c. 99, a. 7.
 - Fermeture des bureaux par ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 99, a. 7.
 - Octroi du permis, c. 99, a. 7.
- Enregistrement gratuit, c. 99, a. 6.
- Établissement de bureaux de placement, c. 99, a. 2.
- Formules de reçus, c. 99, a. 10.
- Honoraires d'inscription, c. 99, a. 12.
- Licence du percepteur du revenu, c. 99, a. 13.
- Licence non exigible en certains cas, c. 99, a. 16.
- Mise à exécution de la loi, c. 99, a. 17.
- "Ouvrier", définition, c. 99, a. 8.
- Situation du bureau, c. 99, a. 11.
- Surintendant et employés, nomination, c. 99, a. 4.
- Surintendant et employés, traitement, c. 99, a. 5.
- Tenue d'un bureau sans permis, c. 99, a. 14.

BUREAUX DE PRÊTS *voir* **LICENCES****BUREAUX D'HYGIÈNE LOCAUX** *voir* **HYGIÈNE****C****CADASTRE** *voir* **CONFECTION DU CADASTRE****CADASTRE DES CHEMINS DE FER** *voir* **CONFECTION DU CADASTRE****CADASTRE SEIGNEURIAUX** *voir* **SEIGNEURIES****CADAVRE, TRANSPORT D'UN—***voir* **HYGIÈNE****CADAVRES POUR FINS D'ANATOMIE** *voir* **ANATOMIE****CANDIDATS A L'ÉLECTION COMME DÉPUTÉS** *voir* **ÉLECTIONS****CAP-CHAT, LOIS SPÉCIALES CONCERNANT LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES**
voir **TRIBUNAUX JUDICIAIRES****CAPIAS AD RESPONDENDUM CONTRE PERSONNES D'ONTARIO** *voir*
MATIÈRES SPÉCIALES RELATIVES A LA PROCÉDURE

CAUSES DE LA COURONNE EN MATIÈRES CIVILES *voir* MATIÈRES SPÉCIALES RELATIVES À LA PROCÉDURE**CAUTIONNEMENT, COMPAGNIES DE— *voir* COMPAGNIES DE CAUTIONNEMENT****CAUTIONNEMENT DANS LES CAUSES CRIMINELLES.—LOI DES CAUTIONNEMENTS DANS LES CAUSES CRIMINELLES. (CHAP. 148)****Cautionnements forfaits**

Extrait des cautionnements forfaits, c. 148, a. 3.

Exécution, quand émise, c. 148, a. 6.

Jugement en faveur de la couronne, c. 148, a. 5.

"Obligé", interprétation, c. 148, a. 9.

Recouvrement en vertu de la loi, c. 148, arts 7, 8.

Transmission à la Cour supérieure, c. 148, a. 4.

Cautionnements reçus dans un autre district

Effet de la transmission, c. 148, a. 2.

CAUTIONNEMENT DES HUISSIERS *voir* HUSSIERS**CAUTIONNEMENT FORFAIT DANS CAUSES CRIMINELLES *voir* CAUTIONNEMENT DANS LES CAUSES CRIMINELLES****CAYENNE *voir* PRISONS DE RÉFORME POUR LES JEUNES DÉLINQUANTS****CENS D'ÉLIGIBILITÉ A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE *voir* ÉLECTIONS****CENSURE DES VUES ANIMÉES *voir* VUES ANIMÉES****CERCLES AGRICOLES.—LOI DES CERCLES AGRICOLES. (CHAP. 55)****Aide aux cercles par municipalités**

Octrois de deniers ou de terres, c. 55, a. 43.

Allocations aux cercles

Droit à l'allocation et paiement d'icelle, c. 55, arts 37 à 42.

Assemblées des cercles et élection des directeurs.

Conférences publiques sur l'agriculture, c. 55, a. 25.

Convocation des assemblées de cercles en formation, c. 55, a. 20.

Convocation des assemblées de directeurs, c. 55, a. 22.

Convocation et tenue des assemblées annuelles, c. 55, arts 16 et 17.

Droit de vote, c. 55, a. 18.

Élection des directeurs, c. 55, a. 18.

Élection des officiers, c. 55, a. 19.

État des finances, c. 55, a. 27.

Pouvoirs des officiers, c. 55, a. 21.

Quorum des assemblées des directeurs, c. 55, a. 23.

Rapport à faire à l'assemblée annuelle, c. 55, a. 26.

Rapport et état doivent être transmis au ministre, c. 55, a. 28.

Règlements de régie interne, c. 55, a. 24.

Vacances, c. 55, a. 21.

CERCLES AGRICOLES.—LOI DES CERCLES AGRICOLES. (CHAP. 55)—*Suite***Assemblées générales spéciales**

Doivent être convoquées par président sur demande de dix membres, c. 55.
a. 31.

Contestations d'élections

Décidées par ministre, c. 55, arts 34 et 36.

Différends entre cercles

Décidés par ministre, c. 55, arts 35 et 36.

Direction du ministre

Doit être suivie par les cercles, c. 55, a. 30.

Dissolution des cercles

Sur ordre du ministre, c. 55, a. 44.

Exécution de la loi

Par ministre de l'agriculture, c. 55, a. 45.

Expositions et concours

Organisations, prix et dispositions les régissant, c. 55, arts 13, 14 et 15.

Fonds des cercles

Pour quels objets ils peuvent être dépensés, c. 55, arts 11 et 12.

Formation des cercles agricoles

Avis de la formation, c. 55, a. 5.
Changement de nom, c. 55, a. 5.
Distribution de graines, c. 55, a. 4.
Droit de posséder des immeubles, c. 55, a. 5.
Formalités de l'organisation, c. 55, a. 4.
Formation des cercles, c. 55, a. 2.
Nombre de cercles dans une localité, c. 55, a. 3.
Souscription annuelle, c. 55, a. 4.

Objets et pouvoirs

Attributions et pouvoirs, c. 55, a. 8.
Société de contrôle des vaches laitières, c. 55, a. 10.
Vente à l'encan d'animaux de race améliorée, c. 55, a. 9.

Programme des opérations

Doit être transmis au ministre, c. 55, a. 29.

Renseignements

Doivent être fournis au ministre, etc., sur demande, c. 55, a. 32.

Réunion des cercles

Conditions de l'union, c. 55, a. 7.
Mise de fonds en commun par plusieurs cercles, c. 55, a. 6.

Salaire du secrétaire-trésorier

Payé à même deniers du cercle, c. 55, a. 29.

CERCLES AGRICOLES.—LOI DES CERCLES AGRICOLES. (CHAP. 55)—*Suite***Secrétaire-trésorier**

Responsabilité et cautionnement, c. 55, a. 33.

CERCLES AGRICOLES, SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE—*voir* SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CERCLES AGRICOLES**CERTIFICAT DE DÉCÈS *voir* HYGIÈNE****CERTIFICAT DE MÉCANICIENS DE MACHINES FIXES *voir* MÉCANICIENS DE MACHINES FIXES****CERTIFICAT DE MINEUR *voir* MINES****CERTIFICATS D'ÉLECTRICIENS *voir* PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS CONTRE LES INCENDIES****CESSION DES GREFFES DE NOTAIRES *voir* NOTARIAT****CESSION DES RENTES CONSTITUÉES REMPLACANT LES DROITS SEIGNEURIAUX *voir* SEIGNEURIES****CHAÎNEURS *voir* ARPENTEURS ET ARPENTAGES****CHAMBRE DES NOTAIRES *voir* NOTARIAT****CHANGEMENT DE L'ÉPOQUE OU DU LIEU DE LA TENUE DE LA COUR *voir* MATIÈRES SPÉCIALES RELATIVES A LA PROCÉDURE****CHASSE.—LOI DE LA CHASSE. (CHAP. 86)****Destruction des loups**

Prime et conditions pour l'obtenir, c. 86, a. 47.

Exécution de la loi

Ministre de la colonisation, etc., est chargé de l'exécution de la loi, c. 86, a. 2.

Exportation en dehors de la province

Royauté doit être payée au préalable, c. 86 a. 16.

Interprétation des mots

"Département", c. 86, a. 3, § 2°.

"Gibier", c. 86, a. 3, § 3°.

"Ministre", c. 86, a. 3, § 1°.

Officiers

Gardes-chasse d'office, c. 86, a. 42.

Gardes-chasse, inspecteurs, etc., leur nomination, etc., c. 86, a. 41.

Gardes-chasse locaux, c. 86, a. 42.

Infractions par les officiers, c. 86, a. 44.

Insignes, leur remise lors de la cessation des fonctions, c. 86, a. 46.

Officiers spéciaux, leurs pouvoirs, c. 86, a. 40.

Pouvoirs des gardes-chasse, c. 86, a. 45.

Rapports des gardes-chasse, c. 86, a. 43.

CHASSE.—LOI DE LA CHASSE. (CHAP. 86)—Suite**Permis de chasse**

- Par qui est émis le permis, c. 86, a. 29.
- Permis requis des étrangers non domiciliés dans la province, c. 86, a. 28.
- Permis requis des sujets étrangers résidant dans la province, c. 86, a. 28.
- Permis requis pour chasser l'orignal, le caribou et le chevreuil, c. 86, a. 28.
- Valeur du permis, etc., c. 86, a. 30.

Permis de chasser les animaux à fourrures pour fins commerciales

- Déclaration que doivent faire commerçants de fourrures et chasseurs pour fins de commerce, c. 86, a. 31.
- Droit régalien, c. 86, a. 31.
- Émission, renouvellement et annulation du permis, c. 86, a. 31.
- Marques sur les peaux, c. 86, a. 31.
- Rapports au ministre par commerçants de fourrures et chasseurs pour fins commerciales, c. 86, a. 31.

Permis de garder animaux sauvages vivants pour fins de reproduction

- Chiens errants, c. 86, a. 34.
- Défense d'approcher d'un enclos, c. 86, a. 34.
- Droit régalien sur l'exportation, c. 86, a. 33.
- Émission et conditions du permis, c. 86, a. 33.
- Rapport requis des détenteurs de permis, c. 86, a. 33.

Permis de tanneries, d'usines de teinture et de lustrage.

- Émission des permis, c. 86, a. 36.
- Rapport mensuel par détenteurs des permis, c. 86, a. 36.
- Registre tenu par détenteurs de permis, c. 86, a. 36.

Permis pour entrepôts frigorifiques

- Défense de recevoir gibier à certaines époques, c. 86, a. 35.
- Émission et conditions du permis, c. 86, a. 35.
- Étiquette sur réceptacle contenant du gibier, c. 86, a. 35.
- Inspection des entrepôts, c. 86, a. 35.
- Rapport que doivent faire détenteurs de permis, c. 86, a. 35.

Permis pour fins scientifiques

- Déclaration solennelle à produire, c. 86, a. 37.
- Émission des permis, c. 86, a. 37.
- Honoraires à payer, c. 86, a. 37.

Poursuites pour application des peines

- Ajournements, c. 86, a. 58.
- Amendes dans les cas non prévus, c. 86, a. 58.
- Aucun appel, c. 86, a. 61.
- Brefs de certiorari ou de prohibition, c. 86, a. 61.
- Cas pressants, c. 86, a. 58.
- Condamnation à vue, c. 86, a. 58.
- Dépôt préalable à l'obtention d'un bref de prohibition, c. 86, a. 61.
- Emprisonnement à défaut de paiement, c. 86, a. 58.
- Évocation par voie de certiorari, c. 86, a. 61.
- Imposition et répartition des amendes, c. 86, a. 58.
- Infractions distinctes, c. 86, a. 59.

CHASSE.—LOI DE LA CHASSE. (CHAP. 86)—*Suite***Poursuites pour application des peines—*Suite***

- Lieu où la poursuite peut être intentée, c. 86, a. 58.
- Loi des convictions sommaires s'applique, c. 86, a. 58.
- Plaintes cumulatives, c. 86, a. 60.
- Prescription des poursuites, c. 86, a. 62.
- Rapport des condamnations au ministre, c. 86, a. 58.
- Récompenses pour informations, c. 86, a. 58.
- Responsabilité pour les frais, c. 86, a. 62.
- Risques du poursuivant, c. 86, a. 58.

Prohibitions

- Bécasse, bécassine, perdrix, canard sauvage, macreuse, sarcelle, etc.
 - Commerce de la perdrix, prohibée, c. 86, a. 10.
 - Prohibitions qui les concernent, c. 86, a. 7.
 - Yachts, défense de s'en servir pour chasser, c. 86, arts 8 et 9.
- Castor, vision, loutre, martre, pékan, lièvre, ours, renard, rat musqué
 - Prohibitions qui les concernent, c. 86, a. 6.
- Oiseaux insectivores et utiles à l'agriculture
 - Prohibitions qui les concernent, c. 86, a. 11.
- Orignal, caribou et chevreuil
 - Nombre des animaux qui peuvent être tués par une personne dans une saison, c. 86, a. 5.
 - Prohibition concernant l'orignal, le caribou et le chevreuil, c. 86, a. 4.
- Zones de refuge
 - Délimitation des zones de refuge, c. 86, a. 12.
 - Gibier à plume migrateur protégé, c. 86, a. 12.
 - Infractions et peines, c. 86, a. 13.
 - Oiseaux migrants insectivores protégés, c. 86, a. 12.
 - Oiseaux migrants non considérés comme gibier, sont protégés, c. 86, a. 12.
 - Saisie des vaisseaux, c. 86, a. 13.

Prohibitions spéciales

- Animaux nuisibles, c. 86, a. 26.
- Chasseurs déguisés ou masqués, c. 86, a. 20.
- Complices, c. 86, a. 23.
- Défense d'employer une étampe imitant celle employée pour marquer paiement de la royauté, c. 86, a. 21.
- Défense de se servir de dynamite, etc., c. 86, a. 18.
- Défense de tendre des armes à feu, etc., c. 86, a. 18.
- Défense de tendre, etc., des engins prohibés, c. 86, a. 17.
- Défenses spéciales aux exploitants de coupe de bois, c. 86, arts 24 et 25.
- Exploitants de coupe de bois, leur responsabilité, c. 86, a. 24.
- Obligation de ne pas laisser perdre la chair ni la peau des animaux, c. 86, a. 19.
- Pénalités pour défaut de faire rapport requis, c. 86, a. 27.
- Présomption résultant de la possession d'un engin de chasse prohibé, c. 86, a. 22.

Règlements

- Par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 86, a. 48.

CHASSE.—LOI DE LA CHASSE. (CHAP. 86)—*Suite***Saisies et confiscations**

- Constatation de l'état des fourrures saisies et rapport, c. 86, a. 55.
- Contrôle du département sur les effets saisis, c. 86, a. 53.
- Fardeau de la preuve en certains cas, c. 86, a. 54.
- Inspection des boîtes soupçonnées de contenir du gibier, c. 86, a. 49
- Mandat de recherches et visite des entrepôts, c. 86, a. 50.
- Permis pour transporter du gibier tué hors de la province, c. 86, a. 56.
- Possession illégale de gibier, c. 86, a. 57.
- Répartition des amendes, c. 86, a. 57.
- Saisie des réceptacles, etc., c. 86, a. 53.
- Saisie du gibier tué pendant le temps prohibé, c. 86, a. 52.
- Vente ou donation des objets saisis, c. 86, a. 56.
- Vente prohibée en certains temps, c. 86, a. 51.

Territoires et baux de chasse

- Droits que confèrent les baux, c. 86, a. 38.
- Érection des territoires, c. 86, a. 38.
- Louage des territoires, c. 86, a. 38.
- Porteurs de coupe de bois, leurs droits, c. 86, a. 38.
- Révocation des baux en certains cas, c. 86, a. 39.

Transport du gibier

- Mode de confectionner les paquets pour le transport du gibier, c. 86, a. 15.
- Transport de l'original, du caribou et du chevreuil, c. 86, a. 14.

CHAUDIÈRES À VAPEUR, ETC., INSPECTION DES—*voir* ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS**CHAUFFAGE, INSTALLATION DES SYSTÈMES DE—DANS LES ÉDIFICES PUBLICS *voir* PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS CONTRE LES INCENDIES****CHEFS DE BRIGADES DE FEU, LEURS POUVOIRS *voir* PRÉVENTION DES INCENDIES****CHEMINS *voir* TRAVAUX PUBLICS *et* VOIRIE****CHEMINS À BARRIÈRES DE PÉAGE, COMPAGNIE DE—*voir* COMPAGNIES DE CHEMINS À BARRIÈRES DE PÉAGE****CHEMINS À BARRIÈRES, EXEMPTIONS DE PÉAGE SUR—*voir* EXEMPTION DE PÉAGES****CHEMINS, COMPAGNIES DE CONSTRUCTION DE—*voir* COMPAGNIES POUR LA CONSTRUCTION DES CHEMINS****CHEMINS, COMPAGNIES POUR L'EMPIERREMENT DES — *voir* COMPAGNIES POUR L'EMPIERREMENT DES CHEMINS****CHEMINS, CONTRIBUTIONS PAR MUNICIPALITÉS À LA CONSTRUCTION DES *voir* CONTRIBUTIONS PAR MUNICIPALITÉS À LA CONSTRUCTION DE CHEMINS**

**CHEMINS DE COLONISATION.—LOI DES CHEMINS DE COLONISATION.—
(CHAP. 76)****Classification des chemins de colonisation**

- Carte des chemins, c. 76, a. 6.
- Classification de parties de chemin, c. 76, a. 5.
- Classification des chemins, c. 76, a. 4.
- Indication des chemins, c. 76, a. 3.

Exécution de la loi

- Ministre de la colonisation, etc., chargé de l'exécution de la loi, c. 76, a. 2.

Octrois pour chemins de colonisation

- Affectation de l'indemnité seigneuriale, c. 76, a. 11.
- Aide des municipalités, c. 76, a. 10.
- Certains arrêtés en conseil ont force de loi, c. 76, a. 13.
- Chemins déclarés travaux publics, c. 76, a. 12.
- Conditions auxquelles les chemins sont subventionnés, c. 76, a. 7.
- Désignation des municipalités, etc., intéressées à un chemin, c. 76, a. 9.
- Mode de la coopération des corporations municipales, c. 76, a. 8.

Travaux de colonisation

- Assurances, c. 76, a. 15.
- Certaines dispositions de la loi des travaux publics s'appliquent, c. 76, a. 23.
- Clôtures, fossés, etc., le long des chemins, c. 76, a. 19.
- Emploi du bois coupé, c. 76, a. 18.
- Entretien des chemins, etc., c. 76, a. 15.
- Péages, leur établissement, etc., c. 76, arts 20 et 21.
- Poursuites relatives aux travaux de colonisation, c. 76, a. 22.
- Pouvoirs de construire des chemins et ponts de colonisation, c. 76, a. 14.
- Terrains sur lesquels sont ouverts chemins de colonisation, c. 76, a. 17.
- Usage des lots voisins des chemins et ponts, c. 76, a. 18.
- Verbalisation, c. 76, a. 16.

CHEMINS DE FER *voir* COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER**CHEMINS DE FER, EXERCICE DE CERTAINS POUVOIRS PAR LES COM-
PAGNIES DE—*voir* EXERCICE DE CERTAINS POUVOIRS PAR LES COM-
PAGNIES DE CHEMIN DE FER****CHEMINS DE FER, TRAVERSES DE—*voir* PROTECTION DU PUBLIC****CHEMINS DE GRANDE COMMUNICATION *voir* VOIRIE****CHEMINS DE PÉAGE *voir* CHEMINS DE COLONISATION****CHEMINS DE PÉAGE, LEUR ABOLITION *voir* ABOLITION DES PONTS ET
CHEMINS DE PÉAGE****CHEMINS DE TERRE ET PONTS *voir* VOIRIE****CHEMINS D'HIVER, LEUR ENTRETIEN *voir* VOIRIE****CHEMINS, ENTRETIEN ET RÉPARATION DES—*voir* VOIRIE**

**CHEMINS ET RUES DANS LES CITÉS, VILLES ET VILLAGES.—LOI RELATIVE
AUX RUES PUBLIQUES. (CHAP. 113)**

Chemins et rues dans les cités et villes

Chemins publics transférés aux municipalités, c. 113, a. 2.

Frais d'entretien, c. 113, a. 3.

Peines et responsabilités, c. 113, a. 4.

Largeur des chemins et rues

Action par voie d'injonction, c. 113, a. 8.

Cas exceptionnels, c. 113, a. 7.

Cités et municipalités exceptées, c. 113, a. 10.

Largeur requise, c. 113, a. 5.

Municipalités nouvelles, c. 113, a. 11.

Recours de la municipalité, c. 113, a. 9.

Subdivision des terrains, c. 113, a. 6.

CHEMINS, LEUR CONSTRUCTION *voir* VOIRIE

**CHEMINS, SOCIÉTÉS POUR L'AMÉLIORATION DES—*voir* SOCIÉTÉS POUR
L'AMÉLIORATION DES CHEMINS**

CHEVAUX, VITESSE PERMISE *voir* VITESSE DES CHEVAUX ET VOITURES

CHIENS VICIEUX *voir* ABUS PRÉJUDICIALES À L'AGRICULTURE

CHIMISTE *voir* PHARMACIENS

CHIMISTE-PRÉPARATEUR *voir* PHARMACIENS

CHIRURGIE *voir* MÉDECINS ET CHIRURGIENS

CHIRURGIENS DENTISTES *voir* DENTISTES

CIMETIÈRES *voir* COMPAGNIES DE CIMETIÈRES

**CIMETIÈRES, ACQUISITION ET DÉTENTION EN FIDÉICOMMIS DE—*voir*
TERRAINS POSSÉDÉS PAR DES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES**

CIMETIÈRES, COMPAGNIES DE—*voir* COMPAGNIES DE CIMETIÈRES

**CIMETIÈRES, CONSTRUCTION ET RÉPARATION DES—*voir* PAROISSES ET
FABRIQUES**

**CIMETIÈRES NON CATHOLIQUES—LOI DES CIMETIÈRES NON CATHOLI-
QUES. (CHAP. 207)**

Approbation du site, c. 207, a. 2.

Pénalité pour contravention, c. 207, a. 4.

Poursuites, c. 207, a. 5.

Remplacement d'un cimetière condamné, c. 207, a. 3.

CIRCONSCRIPTION DE PÊCHE *voir* PÊCHE

CIRQUES voir LICENCES**CITÉS ET VILLES voir CHEMINS ET RUES DANS LES CITÉS, VILLES ET VILLAGES, COMMISSIONS ATHLÉTIQUES et TRAVAUX PUBLICS DANS LES CITÉS ET LES VILLES****CITÉS ET VILLES DETACHÉES D'UN COMTÉ.—LOI CONCERNANT CERTAINES OBLIGATIONS DES NOUVELLES MUNICIPALITÉS DE CITÉ OU DE VILLE ENVERS LES CORPORATIONS DE COMTÉ. (CHAP. 103)**

Avis spécial, c. 103, a. 4.

Cotisation imposée est de la nature d'une taxe, c. 103, a. 5.

Dettes déjà exigibles, c. 103, a. 2.

Dettes non encore réparties, c. 103, a. 3.

Droits et pouvoirs de la corporation de comté, c. 103, a. 6.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)

Amendes voir Recouvrement des amendes

Annexion de nouveaux territoires voir Organisation de la municipalité

Aqueduc voir Matières sujettes à réglementation par le conseil

Attributions du conseil

Adoption des règlements et résolutions, c. 102, a. 380.

Cassation par la Cour supérieure, c. 102, a. 381.

Formalités à observer, c. 102, a. 379.

Juridiction, c. 102, a. 378.

Publication des actes du conseil, c. 102, a. 382.

Remise des pièces probantes, c. 102, a. 383.

Significations au conseil, c. 102, a. 384.

Avis municipaux

Acquiescement au contenu d'un avis, c. 102, a. 377.

Agent d'un absent, c. 102, a. 366.

Avis adressé à un absent, c. 102, a. 367.

Avis à un absent non requis en certains cas, c. 102, a. 368.

Avis est public ou spécial, c. 102, a. 362.

Avis public doit être affiché, c. 102, a. 372.

Avis public peut être inséré dans les journaux, c. 102, a. 373.

Avis publics ont effet quant aux absents, c. 102, a. 376.

Certificat de publication ou signification, et dépôt, c. 102, a. 364.

Copies des avis, c. 102, a. 363.

Comment faits et publiés, c. 102, a. 361.

Computation des délais d'un avis public, c. 102, a. 375.

Computation des délais d'un avis spécial, c. 102, a. 371.

Heures de signification, c. 102, s. 369.

Langue dans laquelle avis est publié, c. 102, a. 374.

Mode de signification, c. 102, a. 365.

Signification par affichage, c. 102, a. 370.

Chauffage voir Matières sujettes à réglementation par le conseil

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—*Suite***Conseil de la municipalité voir Organisation de la municipalité****Constitution des cités et villes par lettres patentes****Avis de la demande des lettres patentes**

Avis doit être donné par le conseil, c. 102, a. 13, § 1.

Publication de l'avis, son contenu c. 102, a. 13, § 2.

Émission des lettres patentes

Avis de l'émission des lettres patentes, c. 102, a. 15, § 5.

Enquête du ministre, s'il y a lieu, c. 102, a. 15, § 2.

Honoraires payables pour l'obtention de lettres patentes, c. 102, a. 16.

Lettres patentes supplémentaires, c. 102, a. 15, § 6.

Nom de la municipalité, c. 102, a. 15, § 4.

Ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 102, a. 15, § 3.

Requête transmise au ministre des affaires municipales, c. 102, a. 15, § 1.

Requête au lieutenant-gouverneur en conseil, ce qu'elle doit énoncer, c. 102, a. 14.

Quand une cité ou ville peut être constituée par lettres patentes.

Chiffre de population requis, c. 102, a. 12, § 1.

Recensement pour établir le chiffre de population, c. 102, a. 12, § 2.

Contestation des élections

Cautionnement pour les frais, c. 102, a. 338.

Contenu de la requête, c. 102, a. 337.

Effet de l'annulation de l'élection, c. 102, a. 341.

Procédures après cautionnement fourni, c. 102, a. 339.

Requête en annulation d'élection, c. 102, a. 336.

Révision par la Cour du banc du roi, c. 102, a. 346.

Cour du recorder**Juridiction**

Bref de possession, c. 102, a. 660.

Juridiction concurrente en certains cas, c. 102, a. 659.

Juridiction de la cour, c. 102, a. 658.

Juridiction du recorder, c. 102, a. 657.

Juridiction sur municipalités contiguës

Consentement de la municipalité où existe la cour, c. 102, a. 695.

Contenu du règlement c. 102, a. 694.

Copies transmises au lieutenant-gouverneur en conseil, c. 102, a. 696.

Discretion du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 102, a. 697.

Règlement du conseil d'une municipalité contiguë, c. 102, a. 693.

Organisation de la cour

Assistant-greffier, c. 102, a. 651.

Assistant-greffier, ses pouvoirs, c. 102, a. 652.

Décès du recorder, c. 102, a. 649.

Devant qui serment doit être prêté, c. 102, a. 654.

Établissement de la cour, c. 102, a. 642.

Greffier de la cour, c. 102, a. 650.

Greffier, ses devoirs, c. 102, a. 655.

Huissiers de la cour, c. 102, a. 656.

Nomination du recorder, c. 102, a. 643.

Qualité requise du recorder, c. 102, a. 644.

Recorder peut exercer sa profession, c. 102, a. 645.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—Suite**Cour du recorder—Suite****Organisation de la cour—Suite**

- Recorder suppléant, c. 102, a. 647.
- Recorder suppléant, juridiction et fonctions, c. 102, a. 648.
- Serment des officiers de la cour, c. 102, a. 653.
- Traitement du recorder, c. 102, a. 646.

Procédure

- Amendements à l'action, c. 102, a. 690.
- Articles du Code de procédure, applicables, c. 102, a. 663.
- Attribution des amendes, c. 102, a. 687.
- Au nom de qui sont intentées les poursuites, c. 102, a. 684.
- Bref de saisie-arrest, c. 102, a. 680.
- Bref de sommation, c. 102, a. 667.
- Causes spéciales, c. 102, a. 662.
- Comparution forcée des témoins, c. 102, a. 676.
- Délais des procédures en matière civile, c. 102, a. 674.
- Dispositions applicables dans les actions pénales, c. 102, a. 675.
- Documents émanant de la cour au nom de Sa Majesté, c. 102, a. 665.
- Effet de l'établissement de la Cour de recorder, c. 102, a. 692.
- Emprisonnement, c. 102, a. 689.
- Enregistrement des procédures, c. 102, a. 664.
- Exécution des jugements, c. 102, a. 678.
- Frais et dommages, c. 102, a. 677.
- Huissiers de la Cour supérieure, c. 102, a. 670.
- Loi ou règlement faisant la base d'une poursuite, c. 102, a. 681.
- Maintien du bon ordre, c. 102, a. 673.
- Mode de prélever les amendes encourues par les corporations, c. 102, a. 686.
- Objections à la forme, c. 102, a. 691.
- Plainte verbale en certains cas, c. 102, a. 666.
- Poursuites contre plusieurs intéressés, c. 102, a. 683.
- Preuve de la signification, c. 102, a. 671.
- Preuve devant la cour, c. 102, a. 672.
- Rapport de signification, c. 102, a. 669.
- Recouvrement des amendes ou des frais, c. 102, a. 685.
- Remise des amendes, c. 102, a. 688.
- Saisie et vente des biens meubles, c. 102, a. 679.
- Séances de la cour, c. 102, a. 661.
- Signification, c. 102, a. 668.
- Tarif des frais, c. 102, a. 682.

Dispositions déclaratoires et interprétatives

Allégations inutiles, c. 102, a. 6.

Application de la loi

- Application de la loi à une corporation déjà constituée, c. 102, a. 2, § 3.
- Modifications autorisées en certains cas, c. 102, a. 2, § 2.
- Municipalité de cité ou de ville constituée à l'avenir par charte de la Législature, c. 102, a. 2, § 1, (c).
- Municipalité de cité ou de ville constituée à l'avenir par lettres patentes, c. 102, a. 2, § 1, (d).
- Municipalité de cité ou de ville régie par 3 Éd. VII, c. 38, ou S. R. (1909), 5256 à 5884, ou 13 Geo. V, c. 65, c. 102, a. 2, § 1, b.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—*Suite***Dispositions déclaratoires et interprétatives—*Suite*****Application de la loi—*Suite***

Municipalité de cité ou de ville régie par 40 Vict. c. 29, ou S. R. (1888),
4178 à 4615, c. 102, a. 2, § 1, (a).

Désignations erronées ou insuffisantes, c. 102, a. 7.

Formalités, omission, c. 102, a. 8.

Information sous serment, c. 102, a. 10.

Interprétation

"Charge municipale", définition, c. 102, a. 4, § 6°.

"Charte", définition, c. 102, a. 4, § 1°.

"Contribuable", définition, c. 102, a. 4, § 9°.

"Cour de circuit du comté" ou "de comté", définition, c. 102, a. 4, § 3°.

"Cour de magistrat", définition, c. 102, a. 4, § 4°.

"District", définition, c. 102, a. 4, § 2°.

"Jour suivant", définition, c. 102, a. 4, § 8°.

"Locataire", définition, c. 102, a. 4, § 12°.

"Membre du conseil", définition, c. 102, a. 4, § 5°.

"Occupant", définition, c. 102, a. 4, § 11°.

"Officier d'élection", définition, c. 102, a. 4, § 13°.

"Propriétaire", définition, c. 102, a. 4, § 10°.

"Séance", définition, c. 102, a. 4, § 7°.

Manière de signer en certains cas, c. 102, a. 5.

Mention des exceptions à la présente loi, c. 102, a. 3.

Refus d'accomplir certains actes, pénalité, c. 102, a. 11.

Serment, c. 102, a. 9.

Éclairage voir Matières sujettes à réglementation par le conseil**Élection du maire par le conseil**

Avis à la personne élue, c. 102, a. 343.

Quand l'élection doit se faire, c. 102, s. 342.

Vacance causée par cette élection, c. 102, a. 344.

Électeurs voir Liste des électeurs**Élections**

Actes illicites voir Manœuvres frauduleuses

Addition des votes par un juge

Assignation des officiers d'élection, c. 102, a. 257.

Avis aux candidats, c. 102, a. 255.

Cas où il y a lieu à nouvelle addition, c. 102, a. 250.

Délai pour faire la demande, c. 102, a. 252.

Délai pour fixer la date de l'addition, c. 102, a. 254.

Demande, à qui adressée, c. 102, a. 251.

Emploi du dépôt, c. 102, a. 267.

Frais du candidat élu, c. 102, s. 265.

Garantie des frais, c. 102, a. 253.

Heures où le juge doit procéder, c. 102, s. 260.

Manière de faire le recensement, c. 102, a. 262.

Personnes pouvant assister à l'addition, c. 102, a. 258.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—*Suite*Élections—*Suite*Addition des votes par un juge—*Suite*

- Précautions à prendre, c. 102, a. 261.
- Recensement et dépouillement, c. 102, a. 259.
- Résultat de l'addition, certificats et proclamation, c. 102, a. 264.
- Révision des décisions, c. 102, a. 263.
- Signification des avis, c. 102, a. 256.
- Tarif des frais, c. 102, a. 266.

Avis de l'élection

- Date et contenu de l'avis, c. 102, a. 179.
- Lieu de la mise en candidature, c. 102, a. 180.

Clôtures du scrutin et opérations subséquentes

- Addition des votes par l'officier-rapporteur, c. 102, a. 246, § 1.
- Ajournement du recensement, en certains cas, c. 102, a. 248.
- Boîtes de scrutin doivent être scellées, c. 102, a. 245.
- Bulletins mis sous enveloppe en paquets distincts, c. 102, a. 243.
- Bulletins non initialés, comment corrigés, c. 102, a. 241.
- Certificats aux agents, c. 102, a. 244, § 2.
- Déclarations des sous-officiers-rapporteurs et greffiers, c. 102, a. 244, § 1.
- Dépouillement du scrutin, c. 102, a. 240.
- Fermeture et remise des boîtes, c. 102, a. 244, § 4.
- Mise des paquets de bulletins sous grande enveloppe, c. 102, a. 244, § 3.
- Objections sont décidées par le sous-officier-rapporteur, c. 102, a. 242.
- Officier-rapporteur a voix prépondérante, c. 102, a. 247.
- Perte de boîtes ou documents, c. 102, a. 249.
- Proclamation du candidat, c. 102, a. 246, § 3.
- Relevé du scrutin sous enveloppe, c. 102, a. 246, § 2.

Corruption électorale, voir Manœuvres frauduleuses

Époque des élections

- Avis du changement de date, c. 102, a. 173, al. 4.
- Élections générales, c. 102, a. 173, al. 1.
- Lieutenant-gouverneur peut changer la date, c. 102, a. 173, al. 2.
- Procédure pour obtenir changement de date, c. 102, a. 173, al. 3.

Frais d'élection

- Tarif des frais et honoraires, c. 102, a. 332.

Illégalités n'annulant pas une élection

- Délais non observés, c. 102, a. 335.
- Formalités omises, c. 102, a. 334.
- Signataires des bulletins de présentation, c. 102, a. 333.

Maintien du bon ordre dans les élections

- Arrestations, c. 102, a. 282.
- Constables spéciaux, c. 102, a. 281.
- Enseignes de parti, c. 102, a. 286.
- Étrangers armés, c. 102, a. 284.
- Fermeture des tavernes, c. 102, a. 289.
- Fournir des insignes est défendu, c. 102, a. 287.
- "Liqueurs alcooliques", définition, c. 102, a. 293.
- Officiers et sous-officiers-rapporteurs, leurs pouvoirs, c. 102, a. 230.
- Peines prescrites, c. 102, a. 288.
- Port d'armes près d'un bureau de votation, c. 102, a. 285.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102).—*Suite***Élections—*Suite*****Maintien du bon ordre dans les élections—*Suite***

Saisie des armes, c. 102, a. 283.

Taverne employée comme comité d'élection, c. 102, a. 292.

Transport de liqueurs alcooliques, c. 102, a. 291.

Vente de liqueurs alcooliques, c. 102, a. 290.

Manœuvres frauduleuses

Abus d'influence, c. 102, a. 299.

Actes de corruption, c. 102, a. 294.

Actes illicites, c. 102, a. 300.

Candidat convaincu de corruption, c. 102, a. 313.

Candidat n'est pas responsable en certains cas, c. 102, a. 306.

Candidat participant à supposition de personnes, c. 102, a. 315.

Défalcation de votes, c. 102, a. 309.

Demande de réhabilitation, c. 102, a. 317.

Dépenses légales, c. 102, a. 295.

Élection non annulée malgré preuve de corruption en certains cas, c. 102, a. 314.

Fausse nouvelle du désistement d'un candidat, c. 102, a. 305.

Manœuvres frauduleuses commises à une élection précédente, c. 102, a. 312.

"Manœuvres frauduleuses", définition, c. 102, a. 307.

Mets ou boissons, c. 102, a. 297.

Nullité de l'élection au cas de manœuvres frauduleuses, c. 102, a. 310.

Nullité de l'élection au cas d'emploi de certains agents, c. 102, a. 311.

Nullité des contrats, c. 102, a. 308.

Participation à supposition de personne, c. 102, a. 302.

Perte des droits civiques, c. 102, a. 316.

Régalade par personne autre qu'un candidat, c. 102, a. 298.

Régalade par un candidat, c. 102, a. 296.

Subornation de parjure, c. 102, a. 303.

Supposition de personne, c. 102, a. 301.

Vote illégal, c. 102, a. 304.

Officiers d'élection

Fonctions du secrétaire, c. 102, a. 177.

Officier-rapporteur, c. 102, a. 174.

Refus des officiers de remplir leurs devoirs, amende, c. 102, a. 178.

Refus ou incapacité d'agir du greffier, c. 102, a. 174.

Secrétaire d'élection, c. 102, a. 175.

Serment du secrétaire, c. 102, a. 176.

Opérations électorales entre la mise en candidature et le scrutin

Avis de scrutin, c. 102, a. 196, § 1^o.

Bulletins de vote, forme et contenu, c. 102, a. 206.

Bureaux de vote, c. 102, a. 197.

Confection des boîtes, c. 102, a. 203.

Confection de boîtes et écrans sur ordre du sous-officier-rapporteur, c. 102, a. 204.

Décès du sous-officier-rapporteur, c. 102, a. 202.

Désistement d'un candidat, altération des bulletins, c. 102, a. 207.

Greffiers de bureaux de votation, leurs devoirs, c. 102, a. 200.

Lieu des bureaux de vote, c. 102, a. 198.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—*Suite*Élections—*Suite*Opérations électorales entre la mise en candidature et le scrutin—*Suite*

- Mode de construction des boîtes, c. 102, a. 205.
- Nomination de sous-officiers-rapporteurs, c. 102, a. 196, § 2°.
- Nomination d'un nouveau greffier, c. 102, a. 201.
- Propriété des boîtes, bulletins et accessoires du vote, c. 102, a. 208.
- Remise aux candidats de la liste des sous-officiers-rapporteurs, c. 102, a. 196, § 7.
- Remise de bulletins de vote, c. 102, a. 196, § 5.
- Remise de la boîte de scrutin, c. 102, a. 196, § 4.
- Remise de la liste des électeurs, c. 102, a. 196, § 3.
- Remise d'instructions sur la manière de voter, c. 102, a. 196, § 6.
- Sous-officiers-rapporteurs, leurs devoirs, c. 102, a. 199.

Poursuites civiles et pénales

- Allégations requises, c. 102, a. 328.
- Amende recouvrable par action pour dette, c. 102, a. 318.
- Cautionnement pour les frais, c. 102, a. 321.
- Déclaration, ce qu'elle doit contenir, c. 102, a. 320.
- Déclaration sous serment, c. 102, a. 319.
- Délinquant peut être assigné, c. 102, a. 329.
- Emprisonnement à défaut de paiement, c. 102, a. 322.
- Frais et dépens, c. 102, a. 327.
- Infractions punissables par voie sommaire, c. 102, a. 323.
- Interventions dans les poursuites, c. 102, a. 331.
- Parties admises à témoigner, c. 102, a. 325.
- Prescription des actions, c. 102, a. 330.
- Supposition de personne au bureau de votation, procédure, c. 102, a. 324.
- Témoignages, obligation de répondre et protection des témoins, c. 102, a. 326.

Présentation des candidats

- Attestation du bulletin, c. 102, a. 187.
- Bulletin corrigé ou remplacé, c. 102, a. 189.
- Consentement du candidat, c. 102, a. 184.
- Date de la mise en candidature, c. 102, a. 181.
- Décès d'un candidat, c. 102, a. 193.
- Défaut de candidats pour remplir les charges, c. 102, a. 195.
- Dépôt devant accompagner le bulletin c. 102, a. 185.
- Désistement des candidats, c. 102, a. 192.
- Documents produits avec le bulletin, c. 102, a. 186.
- Élection par acclamation, proclamation, c. 102, a. 190.
- Mode de la présentation, c. 102, a. 182.
- Plusieurs candidats mis en nomination, c. 102, a. 194.
- Plusieurs échevins par quartier, comment désigner les charges, c. 102, a. 183.
- Procès-verbal de l'officier-rapporteur, c. 102, a. 191.
- Serment du candidat, c. 102, a. 188.
- Validité du bulletin, conditions requises, c. 102, a. 189.

Rapport de l'élection

- Publication de l'avis désignant les élus, et rapport, c. 102, a. 268.
- Garde des documents, c. 102, a. 269.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—*Suite*Élections—*Suite*

Secret du vote

- Copies des documents, force probante, c. 102, a. 278.
- Défense de chercher à savoir pour qui on a voté, c. 102, a. 271.
- Défense de montrer son bulletin, c. 102, a. 272.
- Défense d'engager votant à montrer son bulletin, c. 102, a. 273.
- Discretion lors du dépouillement, c. 102, a. 275.
- Examen des bulletins, c. 102, a. 279.
- Noms des votants, c. 102, a. 270.
- Peines contre ceux qui violent le secret du vote, c. 102, a. 276.
- Protection du secret de vote, c. 102, a. 277.
- Votes donnés, c. 102, a. 274.

Scrutin

- Agent d'un candidat, définition, c. 102, a. 212.
- Agents doivent prêter serment, c. 102, a. 216.
- Bulletin maculé ou déchiré, c. 102, a. 229.
- Candidat agissant comme agent, c. 102, a. 214.
- Droit de voter limité à un seul vote, c. 102, a. 234.
- Électeur dispensé de comparaître comme témoin, c. 102, a. 237.
- Employés ont droit au temps voulu pour voter, c. 102, a. 238.
- Examen des bulletins, c. 102, a. 217.
- Examen et fermeture de la boîte de scrutin, c. 102, a. 219.
- Heures du scrutin, c. 102, a. 210.
- Infractions et peines, c. 102, a. 236.
- Interprète, s'il y a lieu, c. 102, a. 232.
- Interruption des opérations électorales, c. 102, a. 239.
- Invitation à voter, c. 102, a. 220.
- Lieu du scrutin, description, c. 102, a. 209.
- Personnes ne pouvant agir comme agents, c. 102, a. 215.
- Personnes pouvant être admises dans les bureaux de votation, c. 102, a. 211.
- Présence des agents, interprétation, c. 102, a. 213.
- Refus de prêter serment, c. 102, a. 224.
- Registre du scrutin, inscriptions à y faire, c. 102, a. 235.
- Serment peut être limité à certaines questions, c. 102, a. 223.
- Sous-officier-rapporteur doit faire prêter serment en certains cas, c. 102, a. 225.
- Sous-officier-rapporteur doit initialer bulletin, c. 102, a. 226.
- Sous-officier-rapporteur doit renseigner le votant, c. 102, a. 227.
- Votant, comment il doit se présenter au bureau, c. 102, a. 221.
- Votant, comment remplir et déposer son bulletin, c. 102, a. 228.
- Votant doit faire diligence, c. 102, a. 233.
- Votant ne pouvant voter seul, c. 102, a. 231.
- Votant, serment requis en certains cas, c. 102, a. 222.
- Votant sous le non duquel un vote a été donné, c. 102, a. 230.
- Vote des sous-officiers-rapporteurs, greffiers et agents, certificat requis, c. 102, a. 218.

Emprunts

- Application, c. 102, a. 596.
- Approbation des règlements d'emprunt, c. 102, a. 586.
- Approbation des règlements, délais et dispositions applicables, c. 102, a. 587.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—Suite**Emprunts—Suite**

- Approbation des règlements, nombre de votes requis, c. 102, a. 588.
- Coupons d'intérêt, c. 102, a. 582.
- Emploi des deniers affectés au fonds d'amortissement, c. 102, a. 579.
- Emprunt concernant certains propriétaires seulement, c. 102, a. 591.
- Emprunt égalant vingt pour cent de l'évaluation, formalités, c. 102, a. 589.
- Emprunt employant déjà la moitié des taxes générales, formalités, c. 102, a. 590.
- Emprunts temporaires par billets, c. 102, a. 597.
- Mode de remboursement de l'emprunt, c. 102, a. 584.
- Modifications par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 102, a. 595.
- Obligations, comment émises, c. 102, a. 580.
- Obligations, comment garanties, c. 102, a. 583.
- Obligations, leur contenu, c. 102, a. 581.
- Obligations, vente par adjudication, c. 102, a. 585.
- Pouvoir d'emprunter, c. 102, a. 573.
- Preuve de l'accomplissement des formalités, c. 102, a. 594.
- Production des documents requis, c. 102, a. 593.
- Règlement doit pourvoir aux intérêts et au fonds d'amortissement, c. 102, a. 578.
- Règlement d'emprunt, approbation, c. 102, a. 574.
- Règlements d'emprunt, leur contenu, c. 102, a. 575.
- Remboursement, mode et terme, c. 102, a. 576.
- Taux d'intérêt, c. 102, a. 577.
- Transmission des documents au lieutenant-gouverneur en conseil, c. 102, a. 592.

Estimateurs voir Organisation de la municipalité**Expropriation**

- Canaux et chaussées, c. 102, a. 601.
- Chemins macadamisés, c. 102, a. 599.
- Commission des services publics, à défaut d'entente, c. 102, a. 603.
- Commission est substituée à l'arbitrage, c. 102, a. 604.
- Décision de la commission, c. 102, a. 606.
- Droit d'expropriation, c. 102, a. 598.
- Droit d'expropriation, exceptions, c. 102, a. 600.
- Indemnité fixée par convention, c. 102, a. 602.
- Mandat de possession préalable
 - Avis au propriétaire, c. 102, a. 608, § 2.
 - Cautionnement, c. 102, a. 608, § 3.
 - Dépôt des documents, c. 102, a. 608, § 4.
 - Émission du mandat, c. 102, a. 608, § 1.
 - Prise de possession, c. 102, a. 607.
 - Procédures devant la commission c. 102, a. 605.
 - Ratification de titre, c. 102, a. 609.
 - Remboursement des deniers, c. 102, a. 608, § 5.

Feu voir Matières sujettes à réglementation par le conseil**Finances municipales**

- Année financière, c. 102, a. 484.
- Emploi du fonds général, c. 102, a. 481.
- Fonds général de la municipalité, c. 102, a. 480.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—*Suite***Finances municipales—*Suite***

Provenance des revenus, c. 102, a. 479.

Règlements concernant les finances, c. 102, a. 482.

Trésorier ou ses officiers perçoivent les sommes dues, c. 102, a. 483.

Gérant *voir* Organisation de la municipalité**Greffier *voir* Organisation de la municipalité****Habilité ou inhabilité aux charges municipales**

Aliénation de la propriété qui rend éligible, c. 102, a. 127.

Amende au cas de vote sans qualité requise, c. 102, a. 126.

Cens d'éligibilité, c. 102, a. 124.

Qualités requises pendant la durée de la charge, c. 102, a. 125.

Qui est habile à exercer une charge municipale, c. 102, a. 122.

Qui est inhabile à exercer une charge municipale

Aubains, c. 102, a. 123, § 1°.

Conseillers privés, c. 102, a. 123, § 4°.

Contracteurs, c. 102, a. 123, § 9°.

Criminels, c. 102, a. 123, § 12°.

Hôteliers, c. 102, a. 123, § 7°.

Illettrés, c. 102, a. 123, § 11°.

Juges ou magistrats, c. 102, a. 123, § 5°.

Mineurs, c. 102, a. 123, § 2°.

Ministres du culte, c. 102, a. 123, § 3°.

Non résidents, c. 102, a. 123, § 8°.

Officiers de l'armée ou de la marine, c. 102, a. 123, § 6°.

Personnes devant des redevances municipales, c. 102, a. 123, § 10°.

Personnes responsables des deniers de la municipalité, c. 102, a. 123, § 13°.

Lettres patentes *voir* Constitution des cités et villes par lettres patentes**Liste des électeurs****Appel au juge**

Appel au cas de refus de considérer une demande, c. 102, a. 162.

Appel des décisions du conseil, c. 102, a. 161.

Audition de l'appel, c. 102, a. 165.

Cautionnement pour les frais, c. 102, a. 164.

Correction de la liste suivant jugement, c. 102, a. 170.

Décision est finale, c. 102, a. 169.

Frais de l'appel, c. 102, a. 168.

Pouvoirs du juge, c. 102, a. 166.

Signification de la requête, c. 102, a. 163.

Vices de forme, c. 102, a. 167.

Copies de la liste

Délivrance de copies ou extraits, c. 102, a. 171.

Inexactitude des copies, amende en ce cas, c. 102, a. 172.

Examen et mise en vigueur de la liste

Annulation de la liste d'un quartier, son effet, c. 102, a. 157.

Avis avant examen, c. 102, a. 150.

Certificat d'entrée en vigueur, c. 102, a. 158.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—*Suite***Liste des électeurs—*Suite*****Examen et mise en vigueur de la liste—*Suite***

- Certificat des corrections, c. 102, a. 154.
- Conseil peut examiner et corriger la liste en certains cas, c. 102, a. 147.
- Demandes concernant d'autres personnes, c. 102, a. 149.
- Demande en inscription ou en radiation, c. 102, a. 148.
- Entrée en vigueur et durée de la liste, c. 102, a. 155.
- Erreurs de copiste, correction, c. 102, a. 153.
- Examen par le conseil, comment il se fait, c. 102, a. 151.
- Garde de la liste, c. 102, a. 160.
- Titre frauduleux, c. 102, a. 152.
- Valeur de la liste, c. 102, a. 156.
- Vices de forme, c. 102, a. 159.
- Personnes inscrites sur la liste et lieu où elles votent
 - Copropriétaires et autres cas similaires, c. 102, a. 129.
 - Défaut de payer les taxes n'affecte pas le droit de vote, c. 102, a. 134.
 - Électeur non résidant, où il doit voter, c. 102, a. 132.
 - Endroit où les électeurs doivent voter, c. 102, a. 130.
 - Omission du nom d'un électeur de la liste, c. 102, a. 131.
 - Personnes ayant plus d'un vote, c. 102, a. 130.
 - Personnes dont les noms ne peuvent être inscrits sur la liste, c. 102, a. 133.
 - Qui est électeur, c. 102, a. 128.

Préparation de la liste

- Amende imposée au greffier en certains cas, c. 102, a. 141.
- Contenu de la liste, c. 102, a. 136.
- Dépôt de la liste, avis, c. 102, a. 139.
- Devoirs du maire et des officiers envers le greffier spécial, c. 102, a. 146.
- Époque de la confection de la liste, c. 102, a. 135.
- Greffier en défaut, sa responsabilité, c. 102, a. 144.
- Greffier spécial en certains cas, c. 102, a. 143.
- Greffier spécial, ses devoirs, c. 102, a. 145.
- Liste doit être par ordre alphabétique, c. 102, a. 138.
- Liste pour la municipalité, comment constituée, c. 102, a. 140.
- Maire doit voir à la confection légale de la liste, c. 102, a. 142.
- Subdivision en quartiers et en arrondissements, c. 102, a. 137.

Matières sujettes à réglementation par le conseil**Abattoirs, c. 102, a. 468.****Aide aux travaux publics étrangers**

- Chemins de colonisation, c. 102, r. 474, § 3°.
- Conditions de l'aide accordée, c. 102, a. 476.
- Entretien des ponts, c. 102, a. 474, § 7°.
- Lignes télégraphiques ou téléphoniques, c. 102, a. 474, § 5°.
- Ouvrages publics, c. 102, a. 474, § 1°.
- Ponts et ouvrages municipaux, c. 102, a. 474, §§ 4° et 6°.
- Règlements doivent être approuvés en certains cas, c. 102, a. 475.
- Voirie, c. 102, a. 474, § 2°.

Approvisionnement de l'eau

- Acquisition de terrains nécessaires, c. 102, a. 435.
- Arrêt de l'eau en certains cas, c. 102, a. 450.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—*Suite***Matières sujettes à réglementation par le conseil—*(Suite)*****Approvisionnement de l'eau—*Suite***

- Avis que la municipalité peut fournir l'eau, c. 102, a. 445.
- Consommation excédant l'ordinaire, c. 102, a. 443.
- Construction et entretien d'un aqueduc, c. 102, a. 434.
- Expropriation faute d'entente, c. 102, a. 436.
- Fourniture de l'eau hors de la municipalité, c. 102, a. 453.
- Inspection des appareils, c. 102, a. 451.
- Insuffisance de l'eau, c. 102, a. 452.
- Obstruction aux travaux, c. 102, a. 438.
- Perception de la taxe, c. 102, a. 444.
- Plusieurs locataires occupant une maison, c. 102, a. 448.
- Pose des tuyaux de distribution, c. 102, a. 446.
- Propriétaire d'un pâté de maisons, c. 102, a. 449.
- Recours du locataire privé d'eau, c. 102, a. 447.
- Règlements pourvoyant à l'approvisionnement de l'eau, c. 102, a. 433.
- Règlements pourvoyant à l'usage de l'eau, c. 102, a. 442.
- Réparation des conduites d'eau, c. 102, a. 437.
- Taxe pour construction d'aqueduc, c. 102, a. 439.
- Taxe sur les immeubles, c. 102, a. 441.
- Taxe sur les propriétaires ne se servant pas de l'aqueduc, c. 102, a. 440.
- Transfert des droits du conseil, c. 102, a. 454.

Aqueduc voir Approvisionnement de l'eau

Bibliothèques publiques, c. 102, a. 477.

Chauffage et force motrice, c. 102, a. 464.

Chemins de fer urbains, c. 102, a. 465

Cimetières, c. 102, a. 471.

Commerces et industries

Bouchers, c. 102, a. 469, § 2°.

Bureaux de placement, c. 102, a. 469, § 8°.

Cochers, c. 102, a. 469, § 9°.

Combustible, c. 102, a. 469, § 21°.

Commerçants étrangers, c. 102, a. 469, § 12°.

Jeux, c. 102, a. 469, § 3°.

Métiers de tout genre, c. 102, a. 469, § 1°.

Musiciens ambulants, c. 102, a. 469, § 13°.

Pain, c. 102, a. 469, § 18°.

Passeurs, c. 102, a. 469, § 16°.

Poids insuffisant, c. 102, a. 469, § 20°.

Porteballes, c. 102, a. 469, § 6°.

Prêteurs sur gage, c. 102, a. 469, § 5°.

Ratissage, c. 102, a. 469, § 17°.

Regrattiers, c. 102, a. 469, § 7°.

Vente dans les rues, c. 102, a. 469, § 14°.

Vente des chevaux, c. 102, a. 469, § 15°.

Vente des denrées, c. 102, a. 469, § 19°.

Ventes à encan, c. 102, a. 469, § 4°.

Voitures de commerçants étrangers, c. 102, a. 469, § 11°.

Voitures de livraison, c. 102, a. 469, § 10°.

Confiscations, c. 102, a. 425, § 2°.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102).—*Suite*Matières sujettes à réglementation par le conseil.—*Suite*

Décence et bonnes mœurs

- Attroupement, c. 102, a. 428, § 4°.
- Bains et natation, c. 102, a. 428, § 7°.
- Jeux de hasard, c. 102, a. 428, § 3°.
- Maisons de jeu, c. 102, a. 428, § 1°.
- Maisons de prostitution, c. 102, a. 428, § 2°.
- Mendiants, c. 102, a. 428, § 10°.
- Placards, c. 102, a. 428, § 6°.
- Porteurs de journaux, c. 102, a. 428, § 9°.
- Protection des cultes, c. 102, a. 428, § 8°.
- Représentations publiques, c. 102, a. 428, § 5°.

Décès, causes et certificats, c. 102, a. 471.

Éclairage

- Fonds d'amortissement, c. 102, a. 458.
- Inspection des appareils, c. 102, a. 462.
- Perception de la taxe spéciale, c. 102, a. 460.
- Posage des poteaux, c. 102, a. 463.
- Règlements pourvoyant à l'éclairage, c. 102, a. 455.
- Règlements pourvoyant à l'usage du système, c. 102, a. 459.
- Système d'éclairage, c. 102, a. 456.
- Taxe pour l'établissement du système, c. 102, a. 457.
- Usage de l'éclairage municipal, libre, c. 102, a. 461.

Feu *voir* Protection de la personne et de la propriété

Indemnités, secours et récompenses

- Actions méritoires, c. 102, a. 473, § 3°.
- Arrestation des criminels, c. 102, a. 473, § 7°.
- Blessés dans un incendie, c. 102, a. 473, § 2.
- Colonisation, c. 102, a. 473, § 9.
- Familles des sauveteurs, c. 102, a. 473, § 4°.
- Indemnité au cas d'émeute, c. 102, a. 473, § 1°.
- Institutions de charité, c. 102, a. 473, § 6°.
- Pauvres, c. 102, a. 473, § 5°.
- Pensions, c. 102, a. 473, § 8°.
- Inhumations et exhumations, c. 102, a. 471.
- Maîtres et serviteurs, c. 102, a. 470.

Marchés

- Pouvoirs des commis de marché, c. 102, a. 467.
- Règlements concernant les marchés, c. 102, a. 466.

Nuisances, c. 102, a. 472.

Plans de la municipalité

- Confection des plans, c. 102, a. 430.
- Constructions faites contrairement aux plans, c. 102, a. 432.
- Dépôt des plans c. 102, a. 431.

Police *voir* Protection de la propriété

Pouvoir général de réglementation

- Bien général de la municipalité, c. 102, a. 424, § 1°.
- Règlements antérieurs, c. 102, a. 424, § 2°.

Protection de la personne et de la propriété

- Appareils fumivores, c. 102, a. 426, § 5°.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—*Suite***Matières sujettes à réglementation par le conseil—*Suite*****Protection de la personne et de la propriété—*Suite***

Chevaux, c. 102, a. 426, § 14°.

Chiens, c. 102, a. 426, § 13°.

Clôtures, c. 102, a. 426, §§ 8° et 9°.

Construction et inspection des bâtiments, c. 102, a. 426, §§ 1° à 4°.

Feu et brigade de pompiers, c. 102, a. 426, §§ 18° à 44°.

Fourrières, c. 102, a. 426, § 15°.

Gaz et appareils électriques, c. 102, a. 426, § 7°.

Jeux dans les rues, c. 102, a. 426, § 10°.

Machines et chaudières, c. 102, a. 426, § 6°.

Police et constables, c. 102, a. 426, §§ 16° et 17°.

Sautage des mines, c. 102, a. 426, § 11°.

Tir au fusil, c. 102, a. 426, § 12°.

Recensements, c. 102, a. 478.

Récompenses, voir Indemnité, secours et récompenses

Santé et salubrité publique

Animaux atteints de maladies contagieuses, c. 102, a. 427, § 21°.

Bains et cabinets d'aisance publics, c. 102, a. 427, § 22°.

Commission d'hygiène et maladies contagieuses, c. 102, a. 427, §§ 1° à 3°.

Égouts, fossés et cours d'eau, c. 102, a. 427, §§ 23° à 32°.

Établissements ou industries insalubres, c. 102, a. 427, §§ 16° à 20°.

Inspection des glaciers, c. 102, a. 427, § 7°.

Inspection et saisie des produits et des denrées, c. 102, a. 427, §§ 4° à 6°.

Salubrité des maisons, c. 102, a. 427, §§ 8° à 10°.

Vidanges, fosses d'aisance, et conditions non hygiéniques, c. 102, a. 427, §§ 11° à 15°.

Secours voir Indemnité, secours et récompenses

Visite des maisons, c. 102, § 1°.

Voies et places publiques, c. 102, a. 429, §§ 1° à 32°.

Municipalités nouvelles. Dispositions applicables

Copies des listes c. 102, a. 20.

Élections

Élections générales subséquentes, c. 102, a. 17, § 3.

Garde des documents, c. 102, a. 21.

Liste servant à la première élection, c. 102, a. 19.

Maintien en office des officiers avant l'élection, c. 102, a. 17, § 2.

Officier-rapporteur de la première élection, c. 102, a. 18.

Première élection générale, c. 102, a. 17, § 1.

Première séance du conseil, c. 102, a. 22.

Règlements et résolutions antérieurs continuent d'être en vigueur, c. 102, a. 24.

Rôle d'évaluation existant, c. 102, a. 23.

Organisation de la municipalité

Annexion de nouveaux territoires

Approbation par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 102 a. 43.

Approbation du règlement par municipalité à annexer requise, c. 102, a. 34.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—Suite**Organisation de la municipalité—Suite****Annexion de nouveaux territoires—Suite**

- Comment est tenue l'assemblée générale, c. 102, a. 36.
- Convocation d'une assemblée, générale, c. 102, a. 35.
- Déclaration du président peut être décision finale, c. 102, a. 37.
- Documents à soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, c. 102, a. 43.
- Effet de l'annexion sur le territoire annexé, c. 102, a. 44.
- Effet de l'approbation ou désapprobation du règlement, c. 102, a. 42.
- Publication du règlement, c. 102, a. 35.
- Refus d'accomplir certains actes, amende, c. 102, a. 45.
- Règlement d'annexion, son contenu, c. 102, a. 33.
- Résultat de la votation, c. 102, a. 41.
- Votation, ajournement et clôture, c. 102, a. 40.
- Votation, comment demandée, c. 102, a. 38.
- Vote, comment il se donne, c. 102, a. 39.

Conseil de la municipalité

- Attributions du conseil, c. 102, a. 46.
- Commissions nommées par le conseil, c. 102, a. 68.
- Composition du conseil, c. 102, a. 47.
- Démission des échevins, c. 102, a. 59.
- Démission du maire, c. 102, a. 55.
- Durée de la charge d'échevin, c. 102, a. 49.
- Durée de la charge de maire, c. 102, a. 48.
- Élection du maire par le conseil, en certains cas, c. 102, a. 48.
- Enquêtes faites par le conseil, c. 102, a. 67.
- Exercice illégal de charge, effet quant aux votes donnés, c. 102, a. 65.
- Expiration des charges de maire et d'échevin, c. 102, a. 50.
- Gratuité des services du maire et des échevins, c. 102, a. 64.
- Lecture des communications du ministre et autres, c. 102, a. 53.
- Maire et échevins sont juges de paix d'office, c. 102, a. 66.
- Maire suppléant, c. 102, a. 57.
- Omission de prêter serment, c. 102, a. 63.
- Pouvoirs du maire, c. 102, a. 51.
- Pouvoirs du maire suppléant au cas de vacance, c. 102, a. 58.
- Remplacement d'échevins au cas de vacance, c. 102, a. 61.
- Remplacement du maire au cas de vacance, c. 102, a. 56.
- Rémunération des services du maire et des échevins, c. 102, a. 64.
- Renseignements au lieutenant-gouverneur ou au ministre, c. 102, a. 54.
- Serment du maire et des échevins, c. 102, a. 62.
- Signature des règlements, c. 102, a. 52.
- Vacance de la charge de maire ou d'échevin, c. 102, a. 60.

Constitution de la corporation

- Habitants et contribuables d'une municipalité sont une corporation, c. 102, a. 25.

- Pouvoirs généraux de la corporation, c. 102, a. 26.

Division de la municipalité en quartiers

- Modification des quartiers, c. 102, a. 31.
- Nombre de quartiers prescrit par la charte, c. 102, a. 30.
- Représentation des nouveaux quartiers, c. 102, a. 32.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—*Suite*Organisation de la municipalité—*Suite*

Estimateurs

Fonctions et durée de la charge, c. 102, a. 106.

Emploi du greffier ou autres personnes, c. 102, a. 107.

Gérant

Administration temporaire par le conseil, c. 102, a. 120.

Création de la charge par règlement, et approbation, c. 102, a. 108.

Démission du gérant, avis, c. 102, a. 116.

Destitution du gérant, c. 102, a. 117.

Devoirs du gérant, c. 102, a. 109.

Effet du vote sur la destitution du gérant, c. 102, a. 121.

Formalités de la soumission du règlement aux électeurs, c. 102, a. 110.

Majorité requise pour approbation, c. 102, a. 111.

Nomination du gérant, c. 102, a. 112.

Résolution de destitution soumise aux électeurs en certains cas, c. 102, a. 113.

Salaire, c. 102, a. 114.

Serment d'office et cautionnement, c. 102, a. 113.

Suspension des employés par le gérant, c. 102, a. 115.

Vote des électeurs sur résolution de destitution, c. 102, a. 119.

Greffier

Amende contre le greffier en certains cas, c. 102, a. 91.

Bureau du greffier, c. 102, a. 83.

Délivrance de copies et extraits, c. 102, a. 87.

Documents dont le greffier a la garde, c. 102, a. 84.

État transmis au ministre et ce qu'il contient, c. 102, a. 90.

Fonction principale du greffier, c. 102, a. 82.

Force probante des copies, c. 102, a. 88.

Greffier-adjoint, ses pouvoirs, c. 102, a. 92.

Présence aux séances, c. 102, a. 85.

Registres et documents sont ouverts à l'examen, c. 102, a. 89.

Signature des procès-verbaux, c. 102, a. 86.

Juridiction de la corporation *voir* Limites de la municipalité

Limites de la municipalité

Juridiction de la corporation, c. 102, a. 28.

Juridiction si la municipalité est bornée par des eaux, c. 102, a. 29.

Territoire de la municipalité, c. 102, a. 27.

Officiers du conseil. Dispositions générales

Actes faits par plus de deux officiers municipaux, c. 102, a. 74.

Cautionnement des officiers municipaux, c. 102, a. 72.

Contrainte par corps, c. 102, a. 78.

Dépôt des certificats de prestation du serment, c. 102, a. 71.

Devoirs des officiers définis par règlements, c. 102, a. 73.

Nomination des officiers municipaux, c. 102, a. 69.

Rapport des officiers municipaux, c. 102, a. 79.

Reddition de compte, c. 102, a. 80.

Recours en revendication par le conseil, c. 102, a. 77.

Remise de deniers et insignes de ses fonctions par un officier démissionnaire,
c. 102, a. 75.

Remise par les héritiers d'un officier municipal, c. 102, a. 76.

Serment d'office, c. 102, a. 70.

Tarif d'honoraires, c. 102, a. 81.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—*Suite***Organisation de la municipalité—*Suite***

Quartiers *voir* Division de la municipalité en quartiers

Secrétaire-trésorier

Nomination par le conseil et fonctions, c. 102, a. 103.

Trésorier

Actes défendus au trésorier, c. 102, a. 97.

Bureau du trésorier, c. 102, a. 94.

Délivrance de copies ou extraits, c. 102, a. 99.

Dépôt des deniers de la municipalité, c. 102, a. 95.

Fonction principale du trésorier, c. 102, a. 93.

Force probante des copies, c. 102, a. 100.

Livres de compte, comment tenus, c. 102, a. 96.

Livres du trésorier ouverts à l'examen, c. 102, a. 98.

Prescription des actions contre le trésorier, c. 102, a. 102.

Reddition de compte, c. 102, a. 101.

Vérificateurs

Devoirs des vérificateurs, c. 102, a. 105.

Nomination et durée de la charge, c. 102, a. 104.

Police *voir* Matières sujettes à réglementation par le conseil**Poursuites contre la municipalité**

Actions en dommages

Délais requis, c. 102, a. 622, § 3.

Dommages à la propriété, c. 102, a. 622, § 2.

Dommages résultant d'accidents, c. 102, a. 622, § 1.

Empêchement de donner avis, c. 102, a. 622, § 4.

Prescription des actions en dommages, c. 102, a. 622, § 5.

Recours en garantie de la municipalité, c. 102, a. 622, § 6.

Délai d'exécution des jugements, c. 102, a. 627.

Dommages résultats d'obstructions dans les rues

Exécution du jugement, c. 102, a. 625.

Responsabilité, c. 102, a. 624.

Jugements rendus contre la municipalité, comment exécutés

Arrérages et surplus sur le rôle spécial de perception, c. 102, a. 639.

Bref d'exécution, émission, c. 102, a. 631.

Bref d'exécution, forme et contenu, c. 102, a. 632.

Délai pour prélever les fonds, c. 102, a. 630.

Ordres de la cour si requis, c. 102, a. 640.

Paiement sur signification, c. 102, a. 628.

Prélèvement à défaut de fonds, c. 102, a. 629.

Remise des documents par le shérif, c. 102, a. 638.

Rôle spécial de perception, c. 102, a. 636.

Shérif, accès aux archives, c. 102, a. 634.

Shérif, ses devoirs, c. 102, a. 633.

Shérif, ses droits et pouvoirs, c. 102, a. 635.

Taxation des frais, c. 102, a. 637.

Vente des biens, c. 102, a. 641.

Prescription des actions contre municipalité, officiers ou employés, c. 102, a. 623.

Signification des actions, a. 102, a. 626.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—*Suite***Recorder voir Cour de recorder****Recouvrements des amendes**

- A qui appartiennent les amendes, c. 102, a. 614.
- Audition, c. 102, a. 618.
- Cumul des poursuites, c. 102, a. 611.
- Devant qui recouvrables, c. 102, a. 610.
- Emprisonnement à défaut de paiement, c. 102, a. 615.
- Exécution du jugement, c. 102, a. 621.
- Loi applicable, c. 102, a. 617.
- Notes des témoignages, c. 102, a. 620.
- Par qui poursuite peut être intentée, c. 102, a. 613.
- Prescription, c. 102, a. 612.
- Rapports de signification, c. 102, a. 619.
- Renvoi de la plainte, c. 102, a. 616.

Règlements du conseil

- Adoption, entrée en vigueur, et promulgation des règlements
 - Abrogation ou modification des règlements, c. 102, a. 395.
 - Abrogation ou modification des règlements approuvés par les électeurs, c. 102 a. 394.
 - Autorité des règlements, c. 102, a. 396.
 - Durée des règlements, c. 102, a. 393.
 - Entrée en vigueur, c. 102, a. 390.
 - Force probante des copies, c. 102, a. 397.
 - Garde des règlements, c. 102, a. 388.
 - Lectures des règlements, et avis, c. 102, a. 385.
 - Mode de publication, c. 102, a. 392.
 - Publication de certains règlements, c. 102, a. 391.
 - Registre des règlements, c. 102, a. 387.
 - Règlement ayant plusieurs objects, c. 102, a. 389.
 - Signature des règlements, et certificat en certains cas, c. 102, a. 386.
- Annulation des règlements voir Contestation des règlements

Approbation par les propriétaires fonciers

- Ajournement en certains cas, c. 102, a. 403.
- Comment se donne le vote, c. 102, a. 405.
- Compte des votes, certificat, c. 102, a. 407.
- Conditions requises pour approbation, c. 102, a. 408.
- Dépôt des documents de l'élection, c. 102, a. 410.
- Droit de vote, c. 102, a. 406.
- Époque de la votation, avis, c. 102, a. 400.
- Heures de la votation, c. 102, a. 402.
- Président de la votation, c. 102, a. 401.
- Règlement soumis aux électeurs, c. 102, a. 399.
- Remplacement du président, c. 102, a. 404.
- Vote prépondérant, c. 102, a. 409.

Contestation des règlements

- Cassation pour partie seulement, c. 102, a. 412.
- Cautionnement pour les frais, c. 102, a. 415.
- Contenu de la requête, c. 102, a. 413.
- Dépens, c. 102, a. 420.
- Dommages, c. 102, a. 421.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—*Suite***Règlements du conseil—*Suite*****Contestation des règlements—*Suite***

- Effet du jugement, c. 102, a. 419.
- Jugement, c. 102, a. 418.
- Prescription de l'action en cassation, c. 102, a. 422.
- Procédure est sommaire, c. 102, a. 417.
- Réponse par écrit, c. 102, a. 416.
- Requête en cassation, c. 102, a. 411.
- Signification de la requête, c. 102, a. 414.

Désaveu des règlements

- Avis, c. 102, a. 423, § 3.
- Délai pour désaveu, c. 102, a. 423, § 2.
- Transmission des règlements, c. 102, a. 423, § 1.

Peines attachées aux règlements

- Frais, c. 102, a. 398, § 3.
- Infraction aux règlements punie, c. 102, a. 398, § 1.
- Infraction continue, c. 102, a. 398, § 2.

Rôles d'évaluation.**Appel**

- Appel à la Cour du banc du roi, quand il y a lieu, c. 102, a. 514.
- Appel a priorité, c. 102, a. 509.
- Appel des décisions du conseil, c. 102, a. 504, § 1°.
- Appel porté au tribunal par simple avis, c. 102, a. 505.
- Confection du rôle pendant un appel, c. 102, a. 515.
- Décision du tribunal, d'appel, c. 102, a. 510.
- Frais d'appel, c. 102, a. 512.
- Infirmation au cas d'injustice réelle seulement, c. 102, a. 511.
- Inscription et audition de l'appel, c. 102, a. 508.
- Négligence de procéder sur appel, c. 102, a. 513.
- Production de l'avis d'appel, c. 102, a. 506.
- Production des documents sur un appel, c. 102, a. 507.
- Refus ou négligence du conseil de considérer une plainte, c. 102, a. 504, § 2°.
- Appel au conseil, avis, c. 102, a. 495.
- Audition de la plainte, c. 102, a. 496.
- Base de l'évaluation, c. 102, a. 487.
- Cassation du rôle, effet, c. 102, a. 503.
- Compagnies de chemins de fer doivent fournir un état, c. 102, a. 489.
- Confection annuelle, c. 102, a. 485.
- Délais inobservés, c. 102, a. 501.
- Dépôt du rôle, avis, c. 102, a. 494.
- Entrée en vigueur, c. 102, a. 498.
- Immeubles possédés par indivis, c. 102, a. 490.
- Mutation de propriété, c. 102, a. 502.
- Omissions au rôle, c. 102, a. 499.
- Personnes imposables doivent donner renseignement requis, c. 102, a. 492.
- Propriétaires inconnus, c. 102, a. 491.
- Réduction de l'estimation, c. 102, a. 500.
- Renseignements demandés entrés au rôle, c. 102, a. 486.
- Revision et homologation du rôle, c. 102, a. 497.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—*Suite***Rôles d'évaluation—*Suite***

Signature du rôle, c. 102, a. 493.

Valeur réelle, ce qu'elle comprend, c. 102, a. 488.

Santé et salubrité publiques voir Matières sujettes à réglementation par le conseil**Séances du conseil**

Ajournement à défaut de quorum, c. 102, a. 354.

Ajournement des séances, c. 102, a. 353.

Décision des questions, c. 102, a. 356.

Endroit des séances, c. 102, a. 345.

Époque des séances, avis, c. 102, a. 346.

Jours de fête, c. 102, a. 347.

Maintien de l'ordre, c. 102, a. 359.

Membres intéressés, c. 102, a. 357.

Présidence des séances, c. 102, a. 355.

Procès-verbaux, c. 102, a. 360.

Publicité des séances, c. 102, a. 349.

Quorum, c. 102, a. 348.

Règlements de régie interne, c. 102, a. 358.

Séances spéciales, c. 102, a. 350.

Séances spéciales, convocation au cas de refus du maire, c. 102, a. 351.

Séances spéciales, ordre du jour, c. 102, a. 352.

Secrétaire-trésorier voir Organisation de la municipalité**Taxes et permis**

Achat par la municipalité des immeubles vendus pour taxes

Défaut de retrait, c. 102, a. 570.

Droit de la municipalité d'enchérir, ses limites, c. 102, a. 568.

Effets de cet achat par la municipalité, c. 102, a. 569.

Vente des immeubles ainsi acquis, c. 102, a. 571.

Biens non imposables

Application de l'exemption, c. 102, s. 520, § 2.

Énumération, c. 102, a. 520, § 1.

Restriction de l'exemption, c. 102, a. 520, § 3.

Imposition des taxes

Capitation, c. 102, a. 525.

De qui peut être réclamée la taxe sur un terrain, c. 102, a. 534.

Description au rôle des propriétés imposées, c. 102, a. 530.

Propriétés subdivisées, c. 102, a. 531.

Responsabilité solidaire des associés, c. 102, a. 535.

Subrogation en certains cas, c. 102, a. 533.

Taxe autorisée généralement, c. 102, a. 528.

Taxe d'affaires payable pour chaque établissement, c. 102, a. 532.

Taxe imposée sous forme de permis, c. 102, a. 527.

Taxe payable annuellement suivant règlements, c. 102, a. 529.

Taxe scolaire perçue par la municipalité, c. 102, a. 537.

Taxe spéciale, comment perçue, c. 102, s. 536.

Taxe sur certains animaux, c. 102, a. 524.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—*Suite***Taxes et permis—*Suite*****Imposition des taxes—*Suite***

- Taxe sur commerce et industrie, c. 102, a. 526.
- Taxe sur les immeubles, c. 102, a. 521.
- Taxes sur les terres en culture, c. 102, a. 522.
- Taxe sur locataires et occupants, c. 102, a. 523, § 2°.
- Taxe sur marchandises, c. 102, a. 523, § 1°.

Intérêts sur les taxes, c. 102, a. 517.**Poursuites en recouvrement**

- Action en réclamation des taxes, c. 102, a. 546, § 1.
- Appel à la Cour du banc du roi, c. 102, a. 547.
- Droit de retrait, c. 102, a. 546, § 2.
- Prélèvement additionnel en certains cas, c. 102, a. 516.
- Prescription des arrérages, c. 102, a. 519.
- Privilege attaché aux taxes et intérêts, c. 102, a. 518.
- Remise du paiement des taxes aux pauvres, c. 102, a. 572.
- Suspension de l'action, c. 102, a. 546, § 3.

Retrait

- Acte constatant le retrait, c. 102, a. 565.
- Droit de retrait, comment il s'exerce, c. 102, a. 564.
- Privilege de l'acheteur, c. 102, a. 567.
- Retrait par une personne autre que le propriétaire, c. 102, a. 566.

Rôle de perception

- Demande de paiement, c. 102, a. 541.
- Dépôt du rôle, avis, c. 102, a. 540.
- Rôle général ou spécial, c. 102, a. 538.
- Taxe scolaire portée au rôle, c. 102, a. 539.

Saisie et vente des meubles

- Mandat de saisie et vente, c. 102, a. 543.
- Opposition suspend la vente, c. 102, a. 545.
- Ouverture de force, si nécessaire, c. 102, a. 544.
- Prélèvement des taxes par saisie et vente, c. 102, a. 542.

Vente des immeubles

- Acte de vente, c. 102, a. 560.
- Avis de la vente, son contenu, c. 102, a. 550.
- Certificat d'adjudication, c. 102, a. 554.
- Défaut de retrait, effet, c. 102, a. 558.
- Droit de l'acquéreur à un acte de vente, c. 102, a. 559.
- Effet de la vente quant aux droits sur l'immeuble, c. 102, a. 563.
- Effet du certificat d'adjudication, c. 102, a. 555.
- État des immeubles sur lesquels les taxes sont imposées, c. 102, a. 548.
- Héritiers ou ayants cause de l'adjudicataire, c. 102, a. 561.
- Liste des immeubles vendus, c. 102, a. 556.
- Ordre du conseil de vendre, c. 102, a. 549.
- Prix d'adjudication, paiement, c. 102, a. 553.
- Produit de la vente, à qui transmis, c. 102, a. 557.
- Publication de l'avis de vente, c. 102, a. 551.
- Vente au temps fixé, c. 102, a. 552.
- Vente constitue titre translatif, c. 102, a. 562.

CITÉS ET VILLES.—LOI DES CITÉS ET VILLES. (CHAP. 102)—*Suite***Trésorier** *voir* **Organisation de la municipalité****Vérificateurs** *voir* **Organisation de la municipalité****CLAIMS MINIERS** *voir* **MINES****CLASSIFICATION ET MESURAGE DES BOIS ABATTUS SUR LES TERRES DE LA COURONNE.—LOI DES MESUREURS DE BOIS. (CHAP. 45)****Bureau d'examineurs des mesureurs de bois**

- Candidats aux examens, c. 45, a. 10.
- Devoirs des membres du bureau, c. 45, a. 7.
- Époque de la tenue des examens, c. 45, a. 10.
- Établissement d'un bureau d'examineurs, c. 45, a. 5.
- Quorum du bureau, c. 45, a. 7.
- Rapport des examens au ministre, c. 45, a. 10.
- Règlements des examens, c. 45, a. 9.
- Secrétaire du bureau, c. 45, a. 6.
- Serment des examineurs, c. 45, a. 8.
- Tarif d'honoraires d'examineurs, c. 45, a. 9.

Exécution de la loi

- Ministre des terres chargé de l'exécution de la loi, c. 45, a. 2.

Interprétation des mots

- "Bille", c. 45, a. 3, § 1°.
- "Magistrat", c. 45, a. 3, § 3°.
- "Mesureur de bois", c. 45, a. 3, § 2°.

Maintien des lois et règlements actuels du département des terres

- Loi ne doit pas être interprétée comme abrogeant lois et règlements non incompatibles, c. 45, a. 4.

Permis et devoirs des mesureurs de bois

- Annulation des permis de mesureurs, c. 45, a. 17.
- Défense de mesurer sans permis le bois coupé sur terres de la couronne, c. 45, a. 13.
- Devoirs des mesureurs c. 45, a. 14.
- Examen des livres, etc., des mesureurs, c. 45, a. 15.
- Permis délivrés par le ministre, c. 45, a. 11.
- Permis spécial de mesureur, c. 45, a. 13.
- Privilege des porteurs de diplômes d'ingénieur forestier, etc., c. 45, a. 11.
- Rapports des mesureurs, c. 45, a. 16.
- Révocation des permis de mesureurs, c. 45, a. 18.
- Serment prêté par les candidats, c. 45, a. 12.

CLUBS DE PROTECTION DU POISSON ET DU GIBIER.—LOI DES CLUBS DE PÊCHE ET DE CHASSE. (CHAP. 87)

- But, c. 87, a. 3.
- Constitution, c. 87, a. 2.
- Loi des compagnies s'applique, c. 87, a. 6.

CLUBS DE PROTECTION DU POISSON ET DU GIBIER.—LOI DES CLUBS DE PÊCHE ET DE CHASSE. (CHAP. 87)—*Suite*

Rèlements, c. 87, a. 4.

Transmission de la liste des membres et des invités au ministre, c. 87, a. 5.

CLUBS DE RÉCRÉATION.—LOI DES CLUBS DE RÉCRÉATION. (CHAP. 257)**Constitution en corporation**

Changement de nom, c. 257, a. 4.

Constitution en corporation, c. 257, a. 3.

Enregistrement, c. 257, a. 2.

Formalités de la formation, c. 257, a. 2.

Nom, c. 257, a. 3.

Lois applicables

Loi des compagnies s'applique, c. 257, a. 8.

Pouvoirs généraux

Droits d'acquérir biens meubles et immeubles, c. 257, a. 5.

Rèlements, droit de les passer, c. 257, a. 6.

Production de certains documents

Sur demande de la police, etc., c. 257, a. 9.

Responsabilité

Les membres ne sont pas personnellement responsables, c. 257, a. 7.

COCAÏNE *voir* VENTE DES NARCOTIQUES**COCAÏNE, MORPHINE ET LEURS COMPOSÉS.—LOI DE LA VENTE DE LA COCAÏNE ET DE LA MORPHINE. (CHAP. 187)**

Dispositions applicables et non-applicables, c. 187, arts 11, 12.

Identité de l'acheteur, et étiquetage de la bouteille, c. 187, a. 3.

Livraison, etc., de la cocaïne, c. 187, a. 2.

Mandat de recherches en certains cas, c. 187, a. 8.

Non-application de la loi à certains cas, c. 187, a. 5.

Pénalités, c. 187, a. 10.

Personnes pouvant avoir ces substances en leur possession, c. 187, a. 7.

Préparation de l'ordonnance, c. 187, a. 4.

Propriétaire, quand censé auteur de la vente, etc., c. 187, a. 9.

Registre spécial, entrées, c. 187, a. 6.

CODE DU NOTARIAT *voir* NOTARIAT**COFFRE-FORT *voir* COMPAGNIES DE DÉPÔTS DE SURETÉ****COLLÈGE DES CHIRURGIENS-DENTISTES *voir* DENTISTES****COLLÈGE DES MÉDECINS ET CHIRURGIENS *voir* MÉDECINS ET CHIRURGIENS****COLLÈGE DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES *voir* VÉTÉRINAIRES**

COLLÈGES CLASSIQUES, SUBVENTIONS AUX—*voir* **SUBVENTIONS AUX COLLÈGES CLASSIQUES**

COLONISATION, CHEMINS DE—*voir* **CHEMINS DE COLONISATION**

COLONISATION, MINES ET PÊCHERIES *voir* **DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION**

COLONISATION, SOCIÉTÉS DE— *voir* **SOCIÉTÉS DE COLONISATION**

COLONS, PROTECTION DES—*voir* **PROTECTION DES COLONS**

COLPORTEURS *voir* **LICENCES**

COLPORTEURS.—LOI DES COLPORTEURS. (CHAP. 126)

“Colporteur”, définition, c. 126, a. 2.

Coût de la licence, c. 126, a. 4.

Exceptions, c. 126, a. 8.

Infraction et pénalité, c. 126, a. 6.

Licence du gouvernement, c. 126, a. 9.

Licence municipale, c. 126, a. 3.

Refus de montrer sa licence, c. 126, a. 7.

Terme de la licence, c. 126, a. 5.

COMBATS DE BOXE PERMIS PAR COMMISSIONS ATHLÉTIQUES *voir* **COMMISSION ATHLÉTIQUE**

COMITÉ DES CHEMINS DE FER *voir* **COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER**

COMITÉ PERMANENT D'EXPOSITIONS *voir* **CONSEIL D'AGRICULTURE**

COMITÉS DU CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE *voir* **INSTRUCTION PUBLIQUE**

COMMISSAIRE DES INCENDIES *voir* **ENQUÊTES DANS LES CAS D'INCENDIE et PRÉVENTION DES INCENDIES**

COMMISSAIRES, COUR DES—*voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

COMMISSAIRES D'ÉCOLES *voir* **INSTRUCTION PUBLIQUE**

COMMISSAIRES POUR ÉRECTION CIVILE DES PAROISSES *voir* **PAROISSES ET FABRIQUES**

COMMISSION ADMINISTRATIVE DU FONDS DE PENSION DES FONCTIONNAIRES *voir* **INSTRUCTION PUBLIQUE**

COMMISSION DE GÉOGRAPHIE DE QUÉBEC.—LOI DE LA COMMISSION DE GÉOGRAPHIE DE QUÉBEC. (CHAP. 50)

Cartes géographiques, leur préparation, c. 50, a. 5.

Création de la commission, c. 50, a. 2.

Décisions de la commission, c. 50, a. 4.

COMMISSION DE GÉOGRAPHIE DE QUÉBEC.—LOI DE LA COMMISSION DE GÉOGRAPHIE DE QUÉBEC. (CHAP. 50)—*Suite*

- Dépenses de la commission, c. 50, a. 7.
- Exécution de la loi, c. 50, a. 9.
- Pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil relativement à la préparation des cartes, c. 50, a. 6.
- Pouvoirs et devoirs de la commission, c. 50, a. 3.
- Régie interne, c. 50, a. 8.

COMMISSION DE LA CONSERVATION DES MONUMENTS ET OBJETS D'ART
voir MONUMENTS ET OBJETS D'ART**COMMISSION DES EAUX COURANTES** *voir* EXPLOITATION DES COURS D'EAU**COMMISSION DES LIQUEURS** *voir* LIQUEURS ALCOOLIQUES**COMMISSION DES SERVICES PUBLICS—LOI DE LA COMMISSION DES SERVICES PUBLICS. (CHAP. 17)****Appel**

- Avis de cautionnement et transmission du dossier, c. 17, a. 62.
- Cautionnement en appel, c. 17, a. 61.
- Décisions susceptibles d'appel, c. 17, a. 58.
- Délais d'appel, c. 17, a. 59.
- Frais d'appel, c. 17, a. 64.
- Inscription en appel, c. 17, a. 60.
- Procédures d'appel, c. 17, a. 63.
- Retard dans la transmission, du dossier, c. 17, a. 63.

Compétence de la commission et du président

- Accomplissement des termes et conditions stipulées, c. 17, a. 28, § 7°.
- Augmentation des taux, c. 17, a. 28, § 8°.
- Contestations concernant les taux, c. 17, a. 28, § 4°.
- Différends concernant les tramways, c. 17, a. 28, § 12°.
- Enquêtes dans les affaires municipales, c. 17, a. 28, § 9°.
- Expropriations pour cités de Québec et Montréal, c. 17, a. 28, § 11°.
- Extension d'un réseau sur voies publiques ou cours d'eau, c. 17, a. 28, § 6°.
- Extension d'un service dans une municipalité, c. 17, a. 28, § 8°.
- Flottage du bois, c. 17, a. 28, § 10°.
- Remplace le comité des chemins de fer, c. 17, a. 28, § 1°.
- Remplace ministre des travaux publics pour certaines matières, c. 17, a. 28, § 3°.
- Transport de marchandises par les tramways, c. 17, a. 28, § 2°.
- Usage des voies publiques ou cours d'eau, c. 17, a. 28, § 5°.

Devoirs des services publics *voir* Obligations des services publics**Interprétation**

- Services publics, c. 17, a. 2.
- Commission, c. 17, a. 2.

Juridiction de la commission *voir* Compétence de la commission et du président

COMMISSION DES SERVICES PUBLICS.—LOI DE LA COMMISSION DES SERVICES PUBLICS. (CHAP. 17)—Suite**Obligations des services publics**

- Compagnies pour l'exploitation de l'électricité, etc., c. 17, a. 29.
- Échange de services, c. 17, a. 31.
- Enquêtes sur services publics, c. 17, a. 30.
- Fusion de services publics, c. 17, a. 31.
- Ordonnances de la commission dans des cas spéciaux, c. 17, a. 33.
- Quand une municipalité peut porter plainte, c. 17, a. 32.
- Révision des ordonnances, c. 17, a. 34.
- Surveillance générale des services publics, c. 17, a. 30.
- Suspension de certains pouvoirs, c. 17, a. 35.

Organisation

- Commissaires, leur rémunération, c. 17, a. 22.
- Commissaires suppléants, leur nomination, c. 17, a. 12.
- Commissaire suppléant, magistrat en chef, c. 17, a. 8.
- Composition, c. 17, a. 4.
- Durée des fonctions, c. 17, a. 5.
- Employés, leur rémunération, c. 17, a. 23.
- Employés temporaires, leur rémunération, c. 17, a. 24.
- Experts, leur nomination, c. 17, a. 17.
- Experts, leur rémunération, c. 17, a. 22.
- Immunité des commissaires et employés, c. 17, a. 21.
- Incompatibilités, c. 17, a. 13.
- Local des séances spéciales, c. 17, a. 16.
- Local du bureau et des séances, c. 17, a. 15.
- Magistrat en chef est d'office membre suppléant de la commission, c. 17, a. 8.
- Nombre des commissaires, c. 17, a. 4.
- Président et président suppléant, c. 17, a. 6.
- Président suppléant et ses fonctions, c. 17, a. 7.
- Prohibitions aux commissaires, c. 17, a. 13.
- Questions de droit décidées par le président, c. 17, a. 10.
- Quorum, c. 17, a. 9.
- Rémunération des commissaires, du secrétaire et des experts, c. 17, a. 22.
- Rémunération des employés, c. 17, a. 23.
- Rémunération des employés temporaires, c. 17, a. 24.
- Rémunérations, leur paiement, c. 17, a. 25.
- Résidence des commissaires, c. 17, a. 14.
- Secrétaire, sa nomination, c. 17, a. 18.
- Secrétaire, sa rémunération, c. 17, a. 22.
- Secrétaire, ses devoirs, c. 17, a. 19.
- Secrétaire suppléant, c. 17, a. 20.
- Vacance n'entraîne pas dissolution, c. 17, a. 11.

Pension du président

- Dispositions applicables, c. 17, a. 26.
- Pension à laquelle a droit le président, c. 17, a. 27.

Procédure

- Administrateur et séquestre sont soumis à la juridiction, c. 17, a. 43.
- Assignation des témoins, c. 17, a. 38.
- Avis préalable à certaines ordonnances, c. 17, a. 53.

COMMISSION DES SERVICES PUBLICS.—LOI DE LA COMMISSION DES SERVICES PUBLICS. (CHAP. 17)—*Suite***Procédure—*Suite***

- Commissions rogatoires, c. 17, a. 38
- Décision des questions de fait, c. 17, a. 49.
- Défaut de comparaître, c. 17, a. 40.
- Entrée en vigueur des ordonnances, c. 17, a. 45.
- Exécution de travaux ordonnés par la commission, c. 17, a. 46.
- Frais et tarif applicable, c. 17, a. 55.
- Homologation des ordonnances, c. 17, a. 54.
- Huissiers de la commission, c. 17, a. 39.
- Immunité des témoins, c. 17, a. 41.
- Mise à exécution des ordonnances, c. 17, a. 50. ^a
- Mode de signification, c. 17, a. 39.
- Omission technique n'invalide pas ordonnance, c. 17, a. 57.
- Ordonnance portant condamnation précaire, c. 17, a. 52.
- Ordonnances provisoires, c. 17, a. 44.
- Pouvoirs d'inspection, etc., c. 17, a. 42.
- Preuve devant la commission, c. 17, a. 41.
- Prise de possession, c. 17, a. 50.
- Prolongation de délais, c. 17, a. 47.
- Rapport annuel, c. 17, a. 56.
- Refus d'obéir à une ordonnance, c. 17, a. 51.
- Règles de pratique, c. 17, a. 37.
- Services publics doivent communiquer ordonnances à leurs officiers, c. 17, a. 48.

Tarif des honoraires

- Par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 17, a. 36.

COMMISSIONS ATHLÉTIQUES.—LOI DES COMMISSIONS ATHLÉTIQUES. (CHAP. 131)

- Bureau principal, c. 131, a. 8.
- Commission conjointe, c. 131, a. 20.
- Composition de la commission, c. 131, a. 3.
- Comptes, c. 131, a. 12.
- Conditions du permis, c. 131, a. 15.
- Consentement de municipalité où commission existe, c. 131, a. 18.
- Création de commissions, c. 131, a. 2.
- Dépenses, c. 131, a. 10.
- Dispositions sauvegardées, c. 131, a. 22.
- Gratuité des services, c. 131, a. 7.
- Juridiction en dehors de la municipalité, c. 131, a. 17.
- Mode de nomination en certains cas, c. 131, a. 19.
- Nominations aux vacances, c. 131, a. 5.
- Objets, c. 131, a. 13.
- Pénalités, c. 131, a. 16.
- Permis, c. 131, a. 14.
- Quorum, c. 131, a. 9.
- Rémunération aux membres, c. 131, a. 11.
- Résolution créant commission conjointe, c. 131, a. 21.
- Secrétaire, c. 131, a. 6.
- Vacances dans le personnel, c. 131, a. 4.

**COMMISSIONS D'ENQUÊTE. — LOIS DES COMMISSIONS D'ENQUÊTES.
(CHAP. 8)**

Ajournements des séances, c. 8, a. 5.
 Assignation de témoins, c. 8, a. 9.
 Avis de la première séance, c. 8, a. 5.
 Brefs de prohibition ou d'injonction ne peuvent être émis, c. 8, a. 17.
 Commissaires enquêteurs, leur nomination c. 8, a. 2.
 Comparution des témoins, c. 8, a. 9.
 Copie des dépositions, c. 8, a. 18.
 Dépenses de voyage, etc., des témoins, c. 8, a. 13.
 Dépenses que peuvent faire les commissaires, c. 8, a. 4.
 Devoirs des commissaires, c. 8, a. 6.
 Époque de la fin des enquêtes déterminée par arrêté en conseil, c. 8, a. 19.
 Frais des enquêtes relatives à des affaires municipales, c. 8, a. 15.
 Immunités et privilèges des commissaires, c. 8, a. 16.
 Indemnité aux juges nommés commissaires, c. 8, a. 8.
 Nomination de commissaires enquêteurs, c. 8, a. 2.
 Pouvoirs de faire des enquêtes accordés à certains fonctionnaires, c. 8, a. 14.
 Pouvoirs des commissaires, c. 8, a. 7.
 Rapport de l'enquête, c. 8, a. 6.
 Refus de produire des documents, etc., c. 8, a. 12.
 Rémunération des commissaires, etc., c. 8, a. 4.
 Séances de la commission, c. 8, a. 5.
 Secrétaire de la commission, sa nomination, c. 8, a. 4.
 Serment des commissaires, c. 8, a. 3.
 Serment des témoins, c. 8, a. 9.
 Sténographes, leur nomination, c. 8, a. 4.
 Témoins faisant défaut de comparaître, c. 8, a. 10.
 Témoins, leur assignation, c. 8, a. 9.
 Témoins, leur immunité, c. 8, a. 11.
 Témoins refusant de prêter serment, c. 8, a. 11.

**COMMISSIONS ROGATOIRES TENUES DANS LA PROVINCE *voir* MATIÈRES
SPÉCIALES RELATIVES À LA PROCÉDURE**

COMMISSIONS ROYALES *voir* COMMISSIONS D'ENQUÊTES

**COMMISSIONS SCOLAIRES *voir* CONTRIBUTIONS DES COMMISSIONS
SCOLAIRES *et* INSTRUCTION PUBLIQUE**

COMMISSIONS SCOLAIRES, LEURS CONTRIBUTIONS POUR FINS PATRIOTIQUES, NATIONALES ET SCOLAIRES *voir* CONTRIBUTIONS DES COMMISSIONS SCOLAIRES POUR FINS NATIONALES, ETC.

COMMUTATION DE TAXES *voir* SUBVENTIONS PAR LES MUNICIPALITÉS

COMPAGNIES—LOI DES—*Voir* COMPAGNIES ET CORPORATIONS

**COMPAGNIES À FONDS SOCIAL ÉTRANGÈRES.—LOI DES COMPAGNIES À
FONDS SOCIAL ÉTRANGÈRES. (CHAP. 226)**

Agent principal, c. 226, a. 4.
 Avis d'émission de permis dans Gazette officielle, c. 226, a. 5.
 Bureau principal, c. 226, a. 4.
 Changement d'agent principal, c. 226, a. 6.

COMPAGNIES À FONDS SOCIAL ÉTRANGÈRES.—LOI DES COMPAGNIES À FONDS SOCIAL ÉTRANGÈRES. (CHAP. 226)—*Suite*

- Changement de nom, c. 226, arts 4 et 7.
- Changement du lieu du bureau principal, c. 226, a. 6.
- Définition des mots: "corporation étrangère", c. 226, a. 2.
- État annuel pour la Législature, c. 226, a. 13.
- Loi des convictions sommaires s'applique, c. 226, a. 12.
- Loi des déclarations des compagnies et des sociétés s'applique, c. 226, a. 14.
- Pénalités pour infractions, c. 226, a. 11.
- Permis requis pour faire affaires, c. 226, a. 3.
- Permis requis pour représenter une compagnie étrangère, c. 226, a. 3.
- Pouvoirs que confère le permis, c. 226, a. 8.
- Prescription des actions, c. 226, a. 12.
- Procédures pour obtenir le permis, c. 226, a. 4.
- Règlements par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 226, a. 10.
- Révocation du permis, c. 226, a. 9.
- Suspension du permis, c. 226, a. 9.

COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DES BEURRERIES ET FROMAGERIES.—LOI DES COMPAGNIES D'ASSURANCE DES BEURRERIES ET FROMAGERIES. (CHAP. 247)

- Aliénation par le propriétaire des propriétés assurées, c. 247, arts 9 et 10.
- Annulation facultative des polices, c. 247, a. 13.
- Approbation des règlements par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 247, a. 4.
- Assurances additionnelles, c. 247 a. 12.
- Changements faits à des objets assurés, c. 247, a. 11.
- Constitution en corporation, c. 247, a. 2.
- Créancier hypothécaire devenant propriétaire d'un immeuble assuré, c. 247, a. 10.
- Délai d'exécution contre compagnie, c. 247, a. 14.
- Durée pour laquelle police peut être émise, c. 247, a. 8.
- Formalités et conditions de la formation, c. 247, a. 2.
- Membres sont les intéressés, c. 247, a. 7.
- Pouvoirs corporatifs, c. 247, a. 2.
- Règlements de la compagnie, c. 247, a. 3.
- Règlements, leur changement, c. 247, a. 5.
- Règlements obligeant la compagnie et les membres, c. 247, a. 6.

COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DIOCÉSAINES.—LOI DES COMPAGNIES D'ASSURANCE DIOCÉSAINES. (CHAP. 246)

- Constitution en corporation, c. 246, a. 5.
- Déclaration qui doit être faite, c. 246, a. 3.
- Dépôt de la déclaration chez le registraire, c. 246, a. 4.
- Double de la déclaration transmis à l'inspecteur des assurances, c. 246, a. 5.
- Droits des assurés, c. 246, a. 8.
- Extension des affaires dans les diocèses voisins, c. 246, a. 10.
- Formation des compagnies, c. 246, a. 2.
- Inspecteur, ses devoirs, c. 246, a. 6.
- Loi des assurances s'applique, c. 246, a. 7.
- Qualités requises des directeurs, c. 246, a. 9.

COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, SOCIÉTÉS CHARITABLES.—LOI DES ASSURANCES DE QUÉBEC. (CHAP. 243)

Agents d'assurance *voir* **Licences d'agents**

Annulation de l'enregistrement *voir* **Suspension ou annulation de l'enregistrement.**

Assurance funéraire *voir* **Compagnies d'assurance funéraires**

Assurance sur la personne

Circulaires qui sollicitent assurance sur les enfants, c. 243 a. 217.

Continuation du contrat durant les trente jours qui suivent l'échéance de la prime, c. 243, a. 216.

Délai de grâce, c. 243, a. 216.

Limitation des actions, c. 243, a. 216.

Montant maximum pour lequel la vie des enfants peut être assurée, c. 243, a. 217.

Prescription des actions, c. 243, a. 216.

Recouvrement des sommes payées illégalement, c. 243, a. 217.

Billet de dépôt *voir* **Compagnies d'assurance mutuelle contre le feu**

Bureau de direction *voir* **Directeurs**

Caducité de certains pouvoirs corporatifs *voir* **Constitution ou corporation de compagnies d'assurance à fonds social**

Cautionnements *voir* **Vérification des livres**

Changements de nom ou de bureau principal

Formalités, effets et avis, c. 243, a. 93.

Compagnies d'assurance contre le feu, dispositions générales qui les concernent

Assurances incidentes, c. 243, a. 238.

Biens qui peuvent être assurés, c. 243, a. 238.

Changement dans les conditions de la police, c. 243, arts 241 et 242.

Conditions qui doivent être insérées dans chaque police, c. 243, a. 240.

Limitation de la durée des contrats, c. 243, a. 239.

Limitation du montant de l'assurance, c. 243, a. 239.

Reçus intérimaires, leur contenu, c. 243, a. 243.

Renouvellement des contrats, c. 243, a. 239.

Compagnies d'assurance funéraire

"Assurance funéraire", définition des mots, c. 243, a. 223.

Capital-actions autorisé, c. 243, a. 225.

Constitution par lettres patentes, c. 243, a. 224.

Contrat d'assurance funéraire, ce qu'il doit contenir, c. 243, a. 228.

Contrats libérés et contrats émis après 22 décembre 1916 pour une seule prime doivent contenir valeur de rachat, c. 243, a. 230.

Dépôts exigés au département du trésor, c. 243, a. 226.

Exception pour certaines sociétés, ou corporations religieuses, c. 243, a. 237.

Listes des valeurs en argent, c. 243, a. 229.

Lois concernant assurances sur la vie s'appliquent, c. 243 a. 234.

COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, SOCIÉTÉS CHARITABLES.—LOI DES ASSURANCES DE QUÉBEC. (CHAP. 243)—Suite

Compagnies d'assurance funéraire—Suite

- Nécessité du permis, c. 243, a. 235.
- Obligations éventuelles, leur évaluation, c. 243, a. 227.
- Pénalités pour contraventions, c. 243, a. 236.
- Permis, leur émission et délai pour les obtenir, c. 243, a. 231, 232, 233.
- Permis, leur nécessité, c. 243, a. 235.
- Primes de renouvellement, c. 243, a. 229.

Compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent formées par des conseils municipaux

- Administration de la compagnie, c. 243, a. 41.
- Amendement du rôle spécial, c. 243, a. 43.
- Assurance des bâtiments portés au rôle spécial, c. 243, a. 46.
- Assurance des grains, meubles etc., c. 243, a. 47.
- Commencement de l'assurance, c. 243, a. 45.
- Demande d'assurance, c. 243, a. 44.
- Entrées faites au rôle spécial, c. 243, a. 44.
- Évaluation des bâtiments situés à une distance moindre de cinquante pieds les uns des autres, c. 243, a. 55.
- Évaluation des bâtiments sur un rôle spécial, c. 243, a. 42.
- Fonds de réserve, c. 243, a. 51.
- Formation de la compagnie, c. 243, a. 41.
- Indemnité payable au conseil, c. 243, a. 50.
- Mon ant maximum d'assurances c. 243, a. 42.
- Nom de la compagnie, c. 243, a. 41.
- Permis et enregistrement c. 243, a. 40.
- Propriétaires des biens assurés sont les membres de la compagnie, c. 243, a. 48.
- Règlement pourvoyant à la formation de la compagnie, c. 243, a. 40.
- Règlements, pouvoirs de les faire, c. 243, a. 54.
- Responsabilité de la compagnie en faveur de ses membres, c. 243, a. 49.
- Taxe pour création de fonds de réserve, c. 243, arts 51 et 52.
- Union de compagnies, c. 243, a. 53.

Compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent formées par des particuliers dans une paroisse ou une municipalité locale

- Assemblées annuelles, c. 243, a. 61.
- Avis, leur publication, c. 243, a. 60.
- Bureau principal, son endroit, c. 243, a. 63.
- Cens d'éligibilité des directeurs, c. 243, a. 58.
- Formalités de la constitution en corporation, c. 243, a. 56.
- Pouvoirs d'assurer contre le feu, la foudre, etc., c. 243, a. 57.
- Qualités requises pour être membre, c. 243, a. 59.
- Règlements pour l'administration, c. 243, a. 62.
- Répartition de l'indemnité en cas de pertes dans un village, c. 243, a. 57.
- Taux de l'assurance, c. 243, a. 57.

Compagnies d'assurance mutuelle contre le feu—Responsabilité des membres—Cotisations

- Annulation des polices par la compagnie, c. 243, arts 200 et 201.
- Assemblées annuelles, leur date, c. 243, a. 178.

COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, SOCIÉTÉS CHARITABLES.—LOI DES ASSURANCES DE QUÉBEC. (CHAP. 243)—*Suite*

Compagnies d'assurance mutuelle contre le feu—Responsabilité des membres—Cotisations—*Suite*

- Assemblées générales, leur convocation, c. 243, a. 181.
- Assemblées spéciales, c. 243, a. 187.
- Assurances au comptant, c. 243, a. 193.
- Avis du montant à payer sur les billets de dépôts, c. 243, a. 206.
- Biens assurables, c. 243, a. 198.
- Billets de dépôts, c. 243, arts 195 et 196.
- Cens d'éligibilité de directeurs, c. 243, arts 184 et 185.
- Défaut de payer répartitions, c. 243, a. 208.
- Dépenses et pertes payées par les membres, c. 243, arts 202, et 203.
- Dépenses, leur répartition, c. 243, a. 192.
- Dépenses, montant de la cotisation pour les payer, c. 243, a. 197.
- Devoirs des directeurs, c. 243, a. 187.
- Dissentiment des directeurs, c. 243, a. 188.
- Division des affaires de la compagnie en deux classes, c. 243, a. 190.
- Droit d'annuler les polices c. 243, arts 200 et 201.
- Droit de vote des membres, c. 243, a. 183.
- Élection des directeurs, c. 243, a. 179.
- Emprunts pour certaines fins, c. 243, a. 205.
- Exécution des jugements, dans quels délais ils peuvent avoir lieu, c. 243, a. 211.
- Intérêt d'un juge n'est pas cause suffisante de récusation, c. 243, a. 212.
- Limitation de l'émission de polices, c. 243, a. 189.
- Listes des risques de chaque classe, c. 243, a. 191.
- Personnes qui sont membres des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, c. 243, a. 194.
- Pertes et dépenses payées par les membres, c. 243, arts 202 et 203.
- Pertes par le feu subies par un membre, leur paiement, c. 243, a. 204.
- Poursuites pour recouvrer les cotisations, c. 243, a. 207.
- Pouvoir d'emprunter pour certaines fins, c. 243, a. 205.
- Privilèges pour garantir paiement des cotisations, c. 243, arts 209 et 210.
- Procurations pour voter c. 243, a. 183.
- Qualification des directeurs c. 243, a. 184.
- Quorum des directeurs, c. 243, a. 186.
- Rapports soumis aux assemblées annuelles, c. 243, a. 182.
- Réassurance exigée dans certains cas, c. 243, a. 189.
- Réclamation hypothécaire sur la propriété assurée, c. 243, a. 199.
- Secrétaire, sa suspension, c. 243, a. 178.
- Secrétaire, ses privilèges, c. 243, a. 178.
- Vacance parmi les directeurs, c. 243, a. 180.

Compagnies ou sociétés de fonds de pension

- Compagnies sont sujettes à la loi des assurances, c. 243, a. 218.
- Dépôt au département du trésor, c. 243, a. 220.
- État des affaires, sa production, c. 243, a. 222.
- État des affaires, son attestation sous serment, c. 243, a. 222.
- Montant défini de pension, c. 243, a. 221.
- Propriété du fonds de pension, c. 243, a. 219.

COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, SOCIÉTÉS CHARITABLES.—LOI DES ASSURANCES DE QUÉBEC. (CHAP. 243)—*Suite***Constitution en corporation des compagnies d'assurance à fonds social et caducité de certains pouvoirs corporatifs**

- Assemblées générales, c. 243, a. 7.
- Avis préalable dans la Gazette officielle, c. 243, arts. 3 et 4.
- Bureau de direction, c. 243, a. 7.
- Caducité des pouvoirs corporatifs des compagnies formées avant 10 février, 1909, c. 243, a. 9.
- Caducité des pouvoirs corporatifs des compagnies formées en vertu de la loi actuelle, c. 243, a. 9.
- Capital-actions exigé des compagnies d'assurance, c. 243, a. 8.
- Cens d'éligibilité des directeurs, c. 243, a. 7.
- Directeurs permanents, c. 243, a. 7.
- Directeurs provisoires, c. 243, a. 7.
- Émission de lettres patentes, c. 243, a. 2.
- Lettres patentes doivent déclarer nécessité de l'obtention d'un permis de faire affaires, c. 243, a. 6.
- Loi des compagnies de Québec s'applique, c. 243, a. 7.
- Production de certains documents, c. 243, a. 5.

Constitution en corporation des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, dans les comtés

- Assemblée des souscripteurs, c. 243, a. 13.
- Assemblée préliminaire pour la formation de la compagnie, c. 243, a. 10.
- Avis de l'assemblée préliminaire, c. 243, a. 11.
- Certificat transmis par l'inspecteur au trésorier provincial, c. 243, a. 19.
- Constitution en corporation, c. 243, a. 17.
- Copies des résolutions délivrées à l'inspecteur, c. 243, a. 17.
- Copies de permis du trésorier provincial remises à l'inspecteur, c. 243, a. 17.
- Dépôt des livres et des résolutions adoptées à la première assemblée, chez le registraire, c. 243, a. 16.
- Devoirs de l'inspecteur sur réception des copies de résolution, c. 243, a. 18.
- Durée du permis, c. 243, a. 20.
- Effets du permis, c. 243, a. 22.
- Élection des directeurs, c. 243, a. 15.
- Émission du permis par le trésorier provincial, c. 243, a. 20.
- Enregistrement du permis, c. 243, a. 22.
- Livres, etc., que doit tenir l'inspecteur, c. 243, a. 21.
- Nombre de propriétaires qui doivent être présents à l'assemblée préliminaire, c. 243, a. 12.
- Nom de la compagnie, c. 243, a. 15.
- Permis pour compagnies en opération avant 10 février, 1909, c. 243, a. 22.
- Permission du trésorier provincial pour tenue de l'assemblée préliminaire, c. 243, a. 10.
- Permis supplémentaire, c. 243, a. 22.
- Première assemblée de la compagnie, c. 243, a. 14.
- Première assemblée pour l'élection des officiers, c. 243, a. 23.
- Preuve requise avant la convocation de l'assemblée préliminaire, c. 243, a. 10.
- Quorum de la première assemblée, c. 243, a. 15.

COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, SOCIÉTÉS CHARITABLES.—LOI DES ASSURANCES DE QUÉBEC. (CHAP. 243).—*Suite*

Conversion des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu en compagnies d'assurance mutuelle au comptant

Conditions auxquelles compagnie d'assurance mutuelle contre le feu peut effectuer des assurances d'après le système des primes en argent ou au comptant, c. 243, a. 24.

Permis pour faire affaires d'assurance au comptant, c. 243, arts. 24 et 26.

Rapport de l'inspecteur sur accomplissement des formalités, c. 243, a. 25.

Conversion des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu et des compagnies d'assurance mutuelle au comptant contre le feu en compagnie d'assurance à fonds social

Avis de la conversion, c. 243, a. 27.

Conditions de la conversion, c. 243, a. 27.

Formalités de la conversion, c. 243, a. 27.

Organisation de la compagnie après conversion, c. 243, a. 29.

Responsabilité de la compagnie après conversion, c. 243, a. 28.

Dépôts au département du trésor

Abandon des affaires, c. 243, a. 103 et 104.

Administration du dépôt sur ordre de la Cour supérieure, c. 243, arts. 101 et 102.

Annulation du permis si dépôt est insuffisant, c. 243, a. 97.

Compagnies obligées de faire un dépôt, c. 243, arts. 94 et 105.

Défaut de faire les dépôts requis, c. 243, a. 99.

Dépôt considéré comme l'actif des assurés, c. 243, a. 101.

Dépôt initial, c. 243, a. 94.

Dépôts additionnels, c. 243, a. 94.

Dépôts ne sont employés que pour le paiement de certains contrats c. 243, a. 100.

Diminution dans la valeur des garanties, c. 243, a. 95.

Évaluation de certaines valeurs, c. 243, a. 95.

Fixation du dépôt, c. 243, a. 94.

Intérêt sur dépôts, c. 243, a. 98.

Maximum du dépôt, c. 243, a. 94.

Montant du dépôt, c. 243, a. 94.

Remise du dépôt sur abandon des affaires, c. 243, arts. 103 et 104.

Retrait du dépôt, c. 243, a. 96.

Substitution de valeurs, c. 243, a. 95.

Directeurs

Administration des fonds, c. 243 a. 173.

Augmentation du nombre des directeurs, c. 243, a. 170.

Compagnies auxquelles s'appliquent les dispositions de la loi concernant les directeurs, c. 243, a. 169.

Dividendes ou bonis illégaux c. 243, a. 177.

Emprunts permis, c. 243, a. 175.

Nomination des officiers, c. 243, a. 171.

Obligations, etc., leur émission, c. 243, a. 175.

Réassurance permise, c. 243, a. 174.

Règlements, leur entrée au livre des minutes, c. 243, a. 172.

Règlements, leur production au département du trésor, c. 243, a. 172.

Règlements, pouvoir de les édicter, c. 243, a. 172.

Rémunération des directeurs, c. 243, a. 176.

Tables de taux, etc., c. 247, a. 171.

COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, SOCIÉTÉS CHARITABLES.—LOI DES ASSURANCES DE QUÉBEC. (CHAP. 243)—*Suite***Droit d'entrée et d'accès**

Appartient aux compagnies après perte ou dommage survenu à propriété assurée, c. 243, a. 215.

Droits et honoraires

Droits et honoraires sont payables au trésorier de la province, c. 243, a. 279.

Tarif, c. 243, a. 278.

Endroit du contrat

Contrats censés faits dans cette province, si objet ou intérêt assuré est dans cette province, c. 243, a. 213.

Enregistrement

Agent principal, sa nomination, c. 243, a. 114.

Agent principal, son changement, c. 243, a. 115.

Avis, leur signification, c. 243, a. 122.

Bureau principal, c. 243, a. 114.

Bureau principal, son changement, c. 243, a. 115.

Certificat d'enregistrement, c. 243, a. 108.

Certificat temporaire d'enregistrement, c. 243, a. 118.

Compagnies et sociétés autorisées par le fédéral, c. 243, a. 112.

Durée du certificat d'enregistrement, c. 243, a. 117.

Effet de la suspension, etc., de l'enregistrement, c. 243, a. 111.

Effet de la suspension, etc., du permis, c. 243, a. 111.

Enregistrement sans frais en certains cas, c. 243, a. 111.

"Faire affaires" définition des mots, c. 243, a. 109

Formalités de l'enregistrement, c. 243, a. 113.

Liste des compagnies, etc., publiée dans Gazette officielle, c. 243, a. 121.

Liste des documents et valeurs produits chez le trésorier provincial, c. 243, a. 108.

Liste des permis et des certificats d'enregistrement, c. 243, a. 108.

Lloyd's, c. 243, a. 112.

Nécessité de l'enregistrement, c. 243, a. 109.

Nécessité du certificat d'enregistrement, c. 243, a. 119.

Noms identiques ne sont pas permis, c. 243, a. 120.

Permis émis sous les lois fédérales, leur production, c. 243, a. 116.

Procuration qui doit être produite pour l'enregistrement, c. 243, arts 113 et 114.

Registres d'enregistrement, c. 243, a. 190.

"Transigner des affaires", définition des mots, c. 243, a. 109.

États annuels voir Vérification des livres**Exclusion dans les chartes de certaines dispositions**

Dispositions de la loi pour être exclues des chartes doivent l'être expressément par leurs numéros d'ordre, c. 243, a. 281.

Fonds de pension voir Compagnies ou sociétés de fonds de pension**Fusion de compagnies d'assurance mutuelle contre le feu**

Aprobation par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 243, a. 272.

Avis dans la Gazette officielle, c. 243, a. 273.

COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, SOCIÉTÉS CHARITABLES.—LOI DES ASSURANCES DE QUÉBEC. (CHAP. 243)—*Suite***Fusion de compagnies d'assurance mutuelle contre le feu—*Suite***

- Conditions de la fusion, c. 243, a. 272.
- Effets de la fusion, c. 243, a. 274.
- Formalités de la fusion, c. 243, a. 271.
- Pouvoirs de fusion, c. 243, a. 271.

Fusion des sociétés de secours mutuels

- Approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 243, a. 266.
- Avis préalable, c. 243, a. 268.
- Conditions de la fusion, c. 243, a. 267.
- Effets de la fusion, c. 243, arts 269 et 270.
- Formalités nécessaires de la fusion, c. 243, a. 265.

Honoraires voir Droits et honoraires**Inspection des compagnies d'assurances porteurs de permis de la province**

- Annulation ou suspension du permis, après rapport de l'inspecteur, c. 243, a. 251.
- Compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent non nécessairement soumises à l'inspection, c. 243, a. 255.
- Dépenses du bureau de l'inspecteur, leur paiement, c. 243, a. 254.
- Devoirs des officiers envers l'inspecteur, c. 243, a. 247.
- Évaluation des polices émises par les compagnies d'assurance sur la vie, c. 243, a. 249.
- Examen additionnel par l'inspecteur, c. 243, a. 246.
- Gardien provisoire, sa nomination, c. 243, a. 252.
- Inspecteur d'assurance, sa nomination, ses devoirs, c. 243, a. 244.
- Liquidateur, sa nomination, c. 243, a. 252.
- "Police" définition du mot—c. 243, a. 249.
- Rapport annuel sur chaque compagnie par inspecteur, c. 243, a. 245.
- Rapport au sujet du nom d'une compagnie susceptible d'être confondu avec celui d'une autre, c. 243, a. 253.
- Rapport mentionnant toutes les compagnies, c. 243, a. 248.
- Rapport spécial si la compagnie n'a pas un actif suffisant, c. 243, a. 250.
- Visite des principaux bureaux d'affaires des compagnies, c. 243, a. 245.

Inspection des sociétés de secours mutuels et des sociétés charitables

- Annulation ou suspension du permis après rapport de l'inspecteur, c. 243, a. 262.
- Certaines sociétés non soumises à l'inspection, c. 243, a. 264.
- Devoirs des officiers envers l'inspecteur, c. 243, a. 260.
- Droit de l'inspecteur d'interroger des témoins c. 243, a. 260.
- Gardien provisoire, sa nomination, c. 243, a. 263.
- Inspecteur, nomination, traitement, devoirs, c. 243, a. 257.
- Liquidateur, sa nomination, c. 243, a. 263.
- Rapport par l'inspecteur, c. 243, a. 259.
- Rapport spécial quand l'actif est insuffisant, c. 243, a. 261.
- Sociétés sujettes à l'inspection, c. 243, arts 256 et 264.
- Visite annuelle des principaux bureaux d'affaires, c. 243, a. 258.

COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, SOCIÉTÉS CHARITABLES.—LOI DES ASSURANCES DE QUÉBEC. (CHAP. 243)—*Suite***Inspection et liquidation de compagnies d'assurances ou de sociétés de secours mutuels non porteurs de permis de cette province**

Devoirs des officiers envers l'inspecteur, c. 243, a. 275.

Gardien provisoire, c. 243, a. 275.

Inspection, c. 243, a. 275.

Licences d'agent

"Agent" définition du mot— c. 243, a. 132.

Agents d'autres provinces, c. 243, a. 138.

Agents ne doivent pas faire de fausses représentations, c. 243, a. 136.

Annulation de la licence, c. 243, a. 137.

Certaines sociétés n'ont pas besoin de licences d'agent, c. 243, a. 141.

Droits payables sur licences, c. 243, a. 142.

Liste des licences accordées, c. 243 a. 135.

Nécessité d'une licence, c. 243, a. 133.

Notaires pas considérés comme agents dans certains cas, c. 243, a. 132.

Octroi des licences, c. 243, a. 134.

Pénalité pour infractions, c. 243, a. 139.

Validité des polices pas affectée par dispositions de la loi, c. 243, a. 140.

Lieu du contrat voir Endroit du contrat**Liquidation des compagnies d'assurance ou sociétés constituées par l'autorité de cette province**

Avis avant liquidation, c. 243, a. 276

Cautionnement du liquidateur, c. 243, a. 276.

Direction de l'inspecteur, c. 243, a. 276.

Dispositions du Code civil et de Procédure civile s'appliquent, c. 243, a. 277.

Liquidateur, ses fonctions et droits, c. 243 a. 277.

Production de documents par le liquidateur, c. 243, a. 276.

Réassurance à même fonds de réserve, c. 243 a. 276.

Réassurance dans compagnies enregistrées, c. 243, a. 276.

Remboursement de certaines primes, c. 243, a. 276

Pénalités

Loi des convictions sommaires de Québec s'applique, c. 243, a. 145.

Permission de s'assurer dans compagnies non enregistrées dans certains cas, c. 243, a. 147.

Personne entreprenant contrats d'assurance contrairement à la loi, c. 243, a. 143.

Prescription des infractions, c. 243, a. 145.

Preuve de l'enregistrement, c. 243, a. 145.

Procédure pour recouvrer pénalités, c. 243, a. 145.

Responsabilité pour infractions commises par la compagnie ou société, c. 243, a. 146.

Risques de manufacture, et de commerce, c. 243, a. 147.

"Système de cotisation", c. 243, a. 144.

Permis

Émission du permis, c. 243, a. 106.

Formalités pour obtenir permis, c. 243, a. 106.

Forme du permis, c. 243, a. 106.

COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, SOCIÉTÉS CHARITABLES.—LOI DES ASSURANCES DE QUÉBEC. (CHAP. 243)—*Suite*

Permis—*Suite*

- Nécessité du permis, c. 243, a. 106.
- Paiement des pertes après retrait du permis, c. 243, a. 106.
- Permis confère droit à enregistrement, c. 243, a. 106.
- Permis supplémentaires, c. 243, a. 106.
- Sociétés charitables, c. 243, a. 107.
- Sociétés de secours mutuels, c. 243, a. 107.

Placements *voir* Vérification des livres

Pouvoirs accordés aux compagnies d'assurance mutuelle et aux compagnies d'assurance mutuelle au comptant contre le feu de former un capital et un capital de garantie ou fonds de réserve. — Emploi des profits annuels des compagnies d'assurance contre le feu

- Affaires au comptant, quand elles peuvent être faites, c. 243, a. 34.
- Augmentation du capital, c. 243, a. 30.
- Augmentation du capital à même fonds de réserve, c. 243, a. 35.
- Capital de garantie c. 243, a. 38.
- Cens d'éligibilité spécial des directeurs, c. 243, a. 36.
- Confiscation des actions pour non paiement des versements, c. 243, a. 33.
- Droit de vote des actionnaires, c. 243, a. 31.
- Fonds de réserve, sa création, c. 243, a. 35.
- Formation d'un capital, c. 243, a. 30.
- Paiement de dividendes, c. 243, a. 35.
- Placement du fonds de réserve, c. 243, a. 39.
- Règlements, leur adoption, c. 243, a. 37.
- Souscripteur d'action est membre de la compagnie, c. 243, a. 31.
- Transfert des actions, c. 243, a. 32.

Réserve légale *voir* Vérification des livres

Sociétés charitables *voir* Sociétés de secours mutuels

Sociétés de secours mutuels constituées dans une autre province

- Conditions auxquelles le permis est accordé, c. 243, a. 88.
- Dépôts additionnels qui peuvent être faits, c. 243, a. 92.
- Inspection des affaires de la société, c. 243, a. 91.
- Preuve exigée avant émission du permis, c. 243, a. 89.
- Rapport annuel au trésorier de la province, c. 243, a. 90.
- Sociétés qui peuvent être autorisées à faire affaires dans cette province, c. 243, a. 87.

Sociétés de secours mutuels et sociétés charitables

Application de la loi

- A quelles sociétés s'appliquent les dispositions de la loi concernant les sociétés de secours mutuels et sociétés charitables, c. 243, a. 64.

Avantages établis en faveur des membres

- Caisse pour frais généraux, c. 243, a. 82.
- Comptabilité, mode de la tenir, c. 243, a. 81.
- Insaisissabilité des avantages, c. 243, a. 79.

COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, SOCIÉTÉS CHARITABLES.—LOI DES ASSURANCES DE QUÉBEC. (CHAP. 243)—*Suite*

Sociétés de secours mutuels et sociétés charitables—*Suite*

Avantages établis en faveur des membres—*Suite*

- Liquidation d'une caisse, c. 243, a. 83.
- Maximum des avantages payés aux membres, c. 243, a. 80.
- Responsabilité des caisses lors d'une liquidation générale c. 243, a. 85.
- Responsabilité des membres du bureau de direction, c. 243, a. 86.
- Souscription aux différentes caisses, c. 243, a. 84.
- Transfert des avantages, c. 243, a. 79.

Définition des mots:

- "Société charitable", c. 243, a. 65 § 2°.
- "Société de secours mutuels", c. 243, a. 65, § 1°.

Formation des sociétés.

- Autorisation accordée par trésorier de la province, c. 243, a. 66.
- Avis de la formation, c. 243, a. 66.
- Déclaration nécessaire, pour la formation, c. 243, a. 66.
- Formalités de la formation, c. 243, a. 66.
- Frais de l'avis, c. 243, a. 66.
- Succursales, c. 243, a. 67.

Pouvoirs et privilèges

- Acquisition, etc., de biens meubles et immeubles, c. 243, a. 75.
- Bureau de direction, c. 243, a. 69.
- Cautionnement des officiers, c. 243, a. 74.
- Limitation de la responsabilité des membres, c. 243, a. 76.
- Pouvoirs corporatifs, c. 243, a. 68.
- Première assemblée pour l'élection des directeurs, c. 243, a. 70.
- Président et autres officiers, c. 243, a. 71.
- Preuve de certains faits dans les procédures, c. 243, a. 77.
- Quorum du bureau de direction, c. 243, a. 69.
- Règlements, conditions qu'ils doivent remplir, c. 243, a. 73.
- Règlements, pouvoirs de les faire, c. 243, a. 72.
- Sceau, c. 243, a. 68.
- Taxe d'affaires, société en est exempte en certains cas, c. 243, a. 78.

Surintendant des assurances

- Nomination, traitement, fonction, c. 243, a. 280.

Suspension ou annulation de l'enregistrement

- Accès aux livres par inspecteur, c. 243, a. 128.
- Avis de suspension, à la compagnie, c. 243, a. 125.
- Décision du trésorier provincial au cas de contestation, c. 243, arts 123, 124 et 131.
- Défaut de laisser inspecter les livres, c. 243, a. 129.
- Défaut de paiement d'une réclamation dans les délais légaux, c. 243, a. 127.
- Délai pour le paiement d'une réclamation, c. 243, a. 126.
- Faits qui rendent nul l'enregistrement, c. 243, a. 123.
- Faits qui suspendent l'enregistrement, c. 243, a. 123.
- Fautes entrées, c. 243, a. 129.
- Obtention frauduleuse d'un certificat, c. 243, a. 125.
- Preuve peut être faite par serment, c. 243, a. 131.
- Rapport du vérificateur spécial, c. 243, a. 130.
- Vérification spéciale des livres en certains cas, c. 243, a. 129.

COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, SOCIÉTÉS CHARITABLES.—LOI DES ASSURANCES DE QUÉBEC. (CHAP. 243)—Suite

Termes et conditions

Doivent toutes être insérées dans un contrat, c. 243, a. 214.

Vérification des livres. Placements. États annuels.—Réserve légale

Calcul de la réserve légale, c. 243, a. 166.

Cautionnement exigés des officiers, c. 243, a. 159.

Classification des contrats, c. 243, a. 148.

Compagnies étrangères, examen de leurs livres, etc., c. 243, a. 168.

Comptable spécial nommé par trésorier provincial pour vérification et inspections, c. 243, a. 149.

Contrats avec vérificateurs, etc., prohibés, c. 243, a. 156.

État de la situation financière, sa production, c. 243, a. 162.

État des affaires doit être attesté sous serment, c. 243, arts 163, 164, 165.

État sommaire doit être produit annuellement par compagnie à chacun de ses membres, c. 243, a. 153.

État sommaire doit être produit annuellement, par sociétés de secours mutuels, ou charitables à chaque succursale, c. 243, a. 153.

État sommaire, sa publication, c. 243, a. 153.

Formules, leur changement, c. 243, a. 167.

Livres, etc., sont la propriété de la compagnie, c. 243, a. 161.

Placement de fonds de réserve, c. 243, a. 154.

Placement de surplus des fonds d'assurance, c. 243, a. 154.

Pouvoirs de posséder, etc., des biens immeubles, c. 243, a. 156.

Rapport que doivent faire certaines compagnies d'assurance mutuelle contre le feu c. 243, a. 153.

Recouvrement des sommes d'argent illégalement placées, c. 243, arts 157 et 158

Registres d'actions, c. 243, a. 150.

Registres des polices, c. 243, a. 151.

Registres et livres qui doivent être tenus, c. 243, a. 148.

Règlements concernant les placements, c. 243, a. 155.

Responsabilité des directeurs pour pertes financières dues à l'infidélité du trésorier, etc., c. 243, a. 160.

Sommaire des rapports, sa publication dans la Gazette officielle et sa distribution, c. 243, a. 162.

Vérificateur, ses qualifications, rémunération et suspension, c. 243, a. 152.

Vérification annuelle, c. 243, a. 152.

COMPAGNIES DE CAUTIONNEMENT OU DE GARANTIE.—LOI DES COMPAGNIES DE GARANTIE. (CHAP. 249)

Avis dans la Gazette officielle, c. 249, a. 10.

Cautionnement légaux, etc., peuvent être donnés par compagnie autorisée, c. 249, a. 2.

Cautionnements suivent règles ordinaires des cautionnements judiciaires, c. 249, a. 7.

Changement de bureau ou d'agent par la compagnie, c. 249, a. 11.

Contestation de la caution, c. 249, a. 3.

Contrainte par corps contre officiers de la compagnie, c. 249, a. 6.

Dépôt chez le trésorier de la province, c. 249, a. 9.

Estimation de la solvabilité de la compagnie, c. 249, a. 4.

Formalités pour obtenir autorisation pour une compagnie, c. 249, a. 8.

Révocation de l'autorisation, c. 249, a. 12.

Signature de l'acte de cautionnement, c. 249, a. 5.

COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.—LOI DES CHEMINS DE FER DE QUÉBEC. (CHAP. 230)**Acquisition des terrains** *voir* **Terrains et leur évaluation****Actions et transferts d'actions**

- Achat par une compagnie de ses propres actions, prohibé, c. 230, a. 46.
- Actions avec versements arriérés ne peuvent être transférées, c. 230, a. 43.
- Actions réputées meubles, c. 230, a. 43.
- Fidéicommiss. La compagnie n'est pas tenue de veiller à l'exécution de—c. 230, a. 45.
- Transmission d'actions autrement que par transfert, c. 230, a. 44.
- Vente des actions et formule de l'acte de vente, c. 230, a. 41 et 42.

Appels de versements

- Avis d'une demande de versement, c. 230, a. 32.
- Comment se font les versements, c. 230, a. 33.
- Confiscation des actions pour défaut du paiement des versements, c. 230, a. 37.
- Force probante du certificat d'action, c. 230, a. 36.
- Formalités des poursuites pour recouvrement des versements, c. 230, a. 35.
- Intérêts sur versements arriérés, c. 230, a. 33.
- Paiements peuvent être faits d'avance, c. 230, a. 39.
- Recouvrement des versements, c. 230, a. 34.
- Vente des actions confisquées, c. 230, a. 38.
- Versements qui peuvent être exigés, c. 230, a. 32.

Application de certains articles

- Application des articles 5 à 204, c. 230, arts 2 et 3.
- Application des articles 205 à 266, c. 230, a. 4.

Arpentages *voir* **Plans et arpentages****Assemblées générales des actionnaires**

- Convocation d'assemblées à la demande d'actionnaires, c. 230, a. 11.
- Objets des assemblées, c. 230, a. 11.

Avis *voir* **Règlements, avis, etc.****Bureau de direction** *voir* **Président et directeurs****Clôtures** *voir* **Grands chemins, ponts et clôtures****Comité des chemins de fer**

- Accidents doivent être rapportés au comité, c. 230, a. 222.
- Amende pour défaut de transmettre les rapports requis, c. 230, a. 228.
- Amende pour ouverture du chemin sans avis au comité, c. 230, a. 209.
- Avis requis avant passation d'un règlement municipal autorisant construction dans une rue, etc., c. 230, a. 241.
- Changement sur rapport de l'ingénieur du comité, c. 230, a. 213.
- Circulation des trains peut être prohibée par inspecteur au cas de danger c. 230, a. 214.
- Compagnies de chemin de fer électrique peuvent conclure ententes avec autre, compagnie électrique, c. 230, a. 231.
- Composition du comité, c. 230, a. 205.

COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.—LOI DES CHEMINS DE FER DE QUÉBEC. (CHAP. 230)—*Suite*

Comité des chemins de fer—*Suite*

- Consentement des municipalités requis, c. 230, a. 240.
- Défense de changer certains ponts, c. 230, a. 219.
- Départ des trains, c. 230, a. 221.
- Devoirs du comité en recevant avis de l'ouverture d'un chemin, c. 230, a. 210.
- Ententes entre compagnies de chemin de fer électrique
 - Appel au comité au cas de refus par municipalité, c. 230, a. 233.
 - Approbation par autorités municipales, c. 230, a. 232.
 - Approbation par les actionnaires, c. 230, a. 231.
 - Décision et jugement du comité, c. 230, a. 239.
 - Enquête sur ordre du comité, c. 230, a. 235 à 238.
 - Ententes peuvent être conclues, c. 230, a. 231.
 - Objections écrites doivent être produites par municipalités, c. 230, a. 234.
- Forme des rapports prescrite par le comité des chemins de fer, c. 230, a. 227.
- Ingénieur du comité examine les travaux, c. 230, a. 216.
- Inspection des ouvrages sur ordre du comité, c. 230, a. 213.
- Inspection doit être faite suivant la loi, c. 230, a. 230.
- Juridiction du comité, c. 230, a. 240.
- Ordre du comité, pour obliger compagnie, doit être remis à cette dernière, c. 230, a. 212.
- Ouverture de la voie ferrée doit être précédée d'un avis d'un mois au comité, c. 230, a. 208.
- Ouverture du chemin différée sur rapport de l'ingénieur, c. 230, a. 210.
- Ouverture d'un chemin malgré l'ordre du comité, c. 230, a. 211.
- Passages à niveau, c. 230, a. 220.
- Passages à niveau, leur réparation, c. 230, a. 220.
- Ponts fixes substitués à des ponts mobiles sur ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 230, a. 218.
- Pouvoirs des compagnies de chemin de fer électrique, c. 230, a. 231.
- Président, sa nomination, c. 230, a. 206.
- Questions que le comité peut décider, c. 230, a. 239.
- Rapports ne peuvent servir de preuve en cour, c. 230, a. 229.
- Rapports semestriels des accidents, c. 230, a. 226.
- Ratification par comité de l'ordre prohibant circulation des trains au cas de danger, c. 230, a. 215.
- Règlements que peut faire le comité, c. 230, a. 207.
- Renseignements que les compagnies doivent donner à l'ingénieur, c. 230, a. 217.
- Responsabilité de la compagnie demeure malgré l'inspection, c. 230, a. 223.
- Secrétaire, sa nomination, c. 230, a. 206.
- Signification des ordres du comité à la compagnie, c. 230, a. 225.
- Signification des ordres du comité par la compagnie à ses employés, c. 230, a. 224.
- Télégraphistes, leurs devoirs envers l'ingénieur, c. 230, a. 217.
- Transfert de l'ingénieur par les compagnies, c. 230, a. 217.
- Vitesse des trains, c. 230, a. 221.

Comptes soumis à la Législature

- État des recettes et déboursés doit être fourni annuellement à la Législature, c. 230, a. 181.

COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.—LOI DES CHEMINS DE FER DE QUÉBEC. (CHAP. 230)—*Suite*

Constables de chemin de fer

- Arrestation par les constables, c. 230, a. 249.
- Juges de paix, leur juridiction, c. 230, a. 249.
- Négligence des constables, c. 230, a. 252.
- Nomination par le tribunal, c. 230, a. 248.
- Pouvoirs des constables, c. 230, a. 249.
- Protection des constables, c. 230, a. 249.
- Registre de la nomination des constables, c. 230, a. 251.
- Réinstallation après renvoi, c. 230, a. 250.
- Renvoi des constables, c. 230, a. 250.
- Résistance aux constables, c. 230, a. 253.
- Serment d'office, c. 230, a. 248.

Constitution en corporation

- Par charte, c. 230, a. 8.

Construction du chemin

- Approbation du contrat par les actionnaires, c. 230, a. 178.
- Contrats pour la construction, etc., du chemin, c. 230, a. 178.
- Délai pour construction du chemin, c. 230, a. 180.
- Emploi du capital, c. 230, a. 180.
- Soumissions pour les travaux qui ne sont pas immédiatement nécessaires, c. 230, a. 179.

Convention du trafic

- Amendes pour infractions, c. 230, a. 245.
- Arrangements de fusion entre compagnies, c. 230, a. 247.
- Arrangements entre deux compagnies pour échange du trafic, c. 230, a. 242.
- "Chemin de fer" interprétation des mots, c. 230, a. 246.
- Compagnies de messageries ont même droits et devoirs, c. 230, a. 244.
- Échanges de facilités de transport, c. 230, a. 243.
- Facilité du trafic, obligatoire pour toutes les compagnies, c. 230, a. 243.
- Préférences prohibées, c. 230, a. 243.
- "Trafic" interprétation du mot, c. 230, a. 246.

Définition des mots

- "Actionnaire", c. 230, a. 6, § 12°.
- "Bail", c. 230, a. 6, § 2°.
- "Charte", c. 230, a. 5, § 1°.
- "Chemin de fer", c. 230, a. 6, § 11°.
- "Compagnie", c. 230, a. 6, § 10° et a. 7.
- "Compagnie de chemin de fer", c. 230, a. 7.
- "Comté", c. 230, a. 6, § 5°.
- "Coût d'exploitation", c. 230, a. 6, § 13°.
- "Deux juges de paix", c. 230, a. 6, § 8°.
- "Effets", c. 230, a. 6, § 4°.
- "Entreprise", c. 230, a. 5, § 4°.
- "Grands chemins", c. 230, a. 6, § 6°.
- "Greffier de la paix", c. 230, a. 6, § 7°.
- "Juge de paix", c. 230, a. 6, § 8°.
- "La compagnie", c. 230, a. 6, § 10° et a. 7.
- "Le chemin de fer", c. 230, a. 6, § 11°.

COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.—LOI DES CHEMINS DE FER DE QUÉBEC. (CHAP. 230)—*Suite*

Définition des mots—*Suite*

- "L'entreprise", c. 230, a. 5, § 4°.
- "Loi spéciale", c. 230, a. 5, § 1°.
- "Première émission d'actions, c. 230, a. 6, § 14°.
- "Prescrit", c. 230, a. 5, § 2°.
- "Propriétaire", c. 230, a. 6, § 9°.
- "Shérif", c. 230, a. 6, § 7°.
- "Taux", c. 230, a. 6, § 3°.
- "Terrains", c. 230, a. 5, § 3° et a. 6, § 1°.

Demandes de versements *voir* Appels de versements

Dettes contractées au cours de la construction

- Cession des subsides n'affecte pas les réclamations, c. 230, a. 192.
- Contestation des réclamations, c. 230, a. 190.
- Formalités obligatoires concernant emploi et paiement d'ouvriers, c. 230, a. 189.
- Réclamations des ouvriers produites chez le ministre des travaux publics, c. 230, a. 190.
- Union de plusieurs ouvriers dans une même réclamation, c. 230, a. 191.

Directeur *voir* Président et directeurs

Dissolution

- Peut être prononcée par la Législature, c. 230, a. 182.

Dividendes

- Déclaration et paiement de dividendes, c. 230, a. 40.

Évaluation des terrains *voir* Terrains et leur évaluation

Expropriation *voir* Terrains et leur évaluation

Fonds d'inspection des chemins de fer

- Païement d'une somme annuelle à cette fin par les compagnies, c. 230, a. 266.

Grands chemins, ponts et clôtures

Clôtures

- Animaux sur voie, c. 230, a. 139.
- Barrières aux traverses à niveau, c. 230, a. 139.
- Clôtures de chaque côté de la voie, c. 230, a. 139.
- Clôtures sur terrains adjacents, c. 230, a. 139.
- Marcher sur la voie est défendu, c. 230, a. 139.
- Responsabilité de la compagnie, c. 230, a. 139.
- Traverses de ferme, c. 230, a. 139.

Grands chemins et ponts

- Conditions imposées aux voies électriques construites sur les rues, c. 230, a. 138.
- Défense de longer un grand chemin, c. 230, a. 130.
- Défense d'obstruer un grand chemin, c. 230, a. 130.
- Descente sous le pont, c. 230, a. 132.

COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.—LOI DES CHEMINS DE FER DE QUÉBEC. (CHAP. 230)—*Suite***Grands chemins, ponts et clôtures—*Suite*****Grands chemins et ponts—*Suite***

- Enseignes aux endroits où la voie traverse un grand chemin, c. 230, a. 135.
- Hauteur des ponts de grands chemins traversant un chemin de fer, c. 230, a. 134.
- Hauteur et largeur des ponts sur les grands chemins, c. 230, a. 132.
- Montée des ponts, c. 230, a. 133.
- Niveau des rails à une traverse à niveau, c. 230, a. 131.
- Protection des fils de télégraphe et de téléphone et autres, c. 230, a. 137.
- Protection des tuyaux d'aqueduc, c. 230, a. 137.
- Traverses de niveau prohibées en certains cas, c. 230, a. 136.

Interprétation voir Définition**Manufactures de matériaux de chemin de fer**

- Durée de l'exemption de taxes, c. 230, a. 268.
- Encouragement aux manufactures, c. 230, a. 267.
- Exemption de taxes, c. 230, a. 267.

Mise sous séquestre

- Chemins de fer en la possession de fidéicommissaires pour porteurs d'obligations, c. 230, a. 204.
- Mise en possession par huissier, c. 230, a. 200.
- Mise sous séquestre et vente de certains chemins de fer, c. 230, a. 198.
- Paiement des dépenses d'exploitation, d'entretien, etc., par le séquestre, c. 230, a. 201.
- Pouvoir d'ester en justice, c. 230, a. 200.
- Pouvoirs généraux du séquestre, c. 230, a. 200.
- Procédures sont sommaires et privilégiées, c. 230, a. 203.
- Remplacement du séquestre, c. 230, a. 200.
- Saisie et vente du chemin par le shérif, en certains cas, c. 230, a. 202.
- Séquestre, sa nomination, c. 230, a. 199.
- Serment du séquestre, c. 230, a. 200.

Obligations des compagnies et restrictions à l'exercice de leurs pouvoirs

- Appareils pour appliquer les freins à volonté, c. 230, a. 65 et 66.
- Appareils pour assurer la sécurité des sièges, c. 230, a. 65 et 66.
- Appareils pour établir communication entre conducteurs et mécaniciens, c. 230, a. 65 et 66.
- Arrêt des trains avant de passer sur les ponts tournants, etc., c. 230, a. 64.
- Bestiaux ne peuvent circuler qu'à un demi mille de la voie, c. 230, a. 72.
- Intérêt du prix d'achat d'un terrain nécessaire est considéré comme frais d'exploitation, c. 230, a. 78.
- Mauvaises herbes doivent être coupées, c. 230, a. 76, et 77.
- Mise en fourrière des animaux, c. 230, a. 73.
- Obstacles à la navigation, c. 230, a. 60.
- Passages d'autres chemins de fer à niveau, c. 230, a. 67 et 68.
- Plans soumis au comité des chemins de fer, c. 230, a. 62.
- Pouvoirs expressément conférés par la charte, c. 230, a. 63.

COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.—LOI DES CHEMINS DE FER DE QUÉBEC. (CHAP. 230)—*Suite*

Obligations des compagnies et restrictions à l'exercice de leurs pouvoirs—*Suite*

- Recours enlevé au propriétaire d'animaux tués alors qu'errant sur la voie, c. 230, a. 74.
- Service des ponts pour les piétons, c. 230, a. 71.
- Train marchant à reculons ou avec locomotive en arrière, c. 230, a. 70.
- Traverses à niveau, c. 230, a. 75.
- Traverses de rivières, etc., c. 230, a. 61.
- Vitesse dans les parties populeuses, c. 230, a. 69.

Pénalités et leur emploi

- Amende imposée à un officier peut être payée par la compagnie et retenue sur les gages, c. 230, a. 264.
- Amendes payées au trésorier de la province, à moins d'autres dispositions, c. 230, a. 265.
- Emploi des amendes, c. 230, a. 263.
- Entrave aux inspecteurs dans l'exécution de leurs devoirs, c. 230, a. 260.
- Infractions aux règlements par les officiers, c. 230, arts. 261 et 262.
- Obstruction de la voie ferrée, c. 230, a. 259.

Plans et arpentages

- Commencement des travaux doit être précédé du dépôt du plan, c. 230, a. 84.
- Copies des plans et arpentages primitifs gardées par les registrateurs, c. 230, a. 85.
- Déviations de plus d'un mille du plan, prohibée, c. 230, a. 86.
- Examen et approbation du plan et livre de renvoi, c. 230, a. 80.
- Force probante des copies, c. 230, a. 81.
- Livre de renvoi doit accompagner plan, c. 230, a. 79.
- Modification du tracé primitif, c. 230, a. 83.
- Noms inscrits par erreur dans le livre de renvoi, c. 230, a. 87.
- Plan déposé au département des travaux publics dans les 6 mois après exécution des travaux, c. 230, a. 88.
- Plan du chemin de fer projeté doit être fait, c. 230, a. 79.
- Rectification d'omissions et d'erreurs, c. 230, a. 82.

Ponts voir Grands chemins, ponts et clôtures

Poursuites pour indemnités; recouvrement des amendes; pénalités et procédures y relatives

- Application des amendes, c. 230, a. 177.
- Défenses possibles à l'action, c. 230, a. 177.
- Prescription des poursuites, c. 230, a. 177.
- Recouvrement des amendes, c. 230, a. 177.

Pouvoirs de la compagnie

- Acceptation de dons et d'octrois, c. 230, a. 9, § 1°.
- Achat de moteurs électriques, wagons, etc., c. 230, a. 9, § 24°.
- Achat de terrains, c. 230, a. 9, § 2°.
- Achat, etc., de terrains d'amusement, c. 230, a. 9, § 15°.
- Acquisition ou achat d'électricité, c. 230, a. 9, § 25°.
- Approbation de certains arrangements par les actionnaires, c. 230, a. 9, § 26°.
- Augmentation de capital, c. 230, a. 9, § 27°.

COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.—LOI DES CHEMINS DE FER DE QUÉBEC. (CHAP. 230)—Suite

Pouvoirs de la compagnie—Suite

Autorisation du comité des chemins de fer, c. 230, a. 9, § 20°.
 Commerce d'électricité, c. 230, a. 9, § 10°.
 Construction de chemins de fer, c. 230, a. 9, § 6°.
 Construction de gares, dépôts, quais, etc., c. 230, a. 9, § 8°.
 Construction d'embranchements, c. 230, arts 9, § 12°, 21° et 22°.
 Construction d'ouvrages nécessaires à la voie ferrée, c. 230, a. 9, § 13°.
 Construction d'usines, etc., c. 230, a. 9, § 7°.
 Copie d'acte de fidéicommiss doit être donnée sur demande, c. 230, a. 10.
 Croisement ou jonction avec autres chemins de fer, c. 230, a. 9, § 19°.
 Droit d'hypothéquer, de nantir, etc., biens mobiliers et immobiliers, c. 230, a. 10.
 Droit d'hypothéquer en faveur de fidéicommissaires, c. 230, a. 10.
 Émission d'obligations, etc., c. 230, a. 9, § 16°.
 Emprunts, c. 230, a. 9, § 16°.
 Enlèvement des arbres, c. 230, a. 9, § 18°.
 Enregistrement, etc., de l'acte de fidéicommiss, c. 230, a. 10.
 Modification des lignes, c. 230, a. 9, § 23°.
 Obligations, c. 230, a. 9, § 16°.
 Occupation de terrains publics, c. 230, a. 9, § 3°.
 Passage près des cours ou grands chemins, c. 230, a. 9, § 5°.
 Passage sur terrains privés, c. 230, a. 9, § 4°.
 Passage sur terrains privés pour fins d'arpentage, c. 230, a. 9, § 17°.
 Privilèges résultant du nantissement, etc., c. 230, a. 10.
 Production d'électricité, c. 230, a. 9, § 9°.
 Règlement permettant l'hypothèque, etc., c. 230, a. 10.
 Transmission de l'électricité à travers terrains privés, c. 230, a. 9, § 11°.
 Transport de personnes et d'effets, c. 230, a. 9, § 14°.
 Voies d'évitement, c. 230, a. 9, § 22°.

Président et directeurs

Augmentation du nombre des directeurs, c. 230, a. 12.
 Cautionnement des officiers, c. 230, a. 26.
 Comptes annuels par les directeurs, c. 230, a. 28.
 Contrôle des actionnaires, c. 230, a. 23.
 Convocation des assemblées générales, c. 230, a. 15.
 Diminution du nombre des directeurs, c. 230, a. 12.
 Dix pour cent doivent être payés dans les six mois après souscription, c. 230, a. 31.
 Droit de vote des actionnaires, c. 230, a. 16 et 31.
 Durée de la charge de directeur, c. 230, a. 19.
 Élection des directeurs, c. 230, a. 12.
 Élection des directeurs après souscription obligatoire d'un certain montant, c. 230, a. 29.
 Majorité gouverne, c. 230, a. 18.
 Officiers, etc., ne peuvent être directeurs ni entrepreneurs, c. 230, a. 24.
 Officiers, leur nomination, c. 230, a. 26.
 Président, son élection et durée de sa charge, c. 230, a. 20.
 Procurations, c. 230, a. 17, et 18.
 Qualification des directeurs, c. 230, a. 14.
 Quorum des directeurs, c. 230, a. 21.
 Règlements faits par les directeurs, c. 230, a. 25.

COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.—LOI DES CHEMINS DE FER DE QUÉBEC. (CHAP. 230)—*Suite*

Président et directeurs—*Suite*

- Représentant d'une municipalité actionnaire ne peut voter pour élection des directeurs, c. 230, a. 30.
- Vacances parmi les directeurs, c. 230, a. 13 et 19.
- Vice-président, c. 230, a. 20.
- Vice-président remplace président au besoin, c. 230, a. 27.
- Vote prépondérant du président, c. 230, a. 22.

Protection des personnes employées à la construction des chemins de fer sous le contrôle de la province

- Informations qui peuvent être prises avant de payer les entrepreneurs, c. 230, a. 195.
- Mode du paiement des ouvriers stipulé au contrat, c. 230, a. 193.
- Responsabilité de la compagnie envers les ouvriers en certains cas., c. 230, a. 196.
- Suspension de paiement, etc., à défaut de stipulation dans le contrat concernant le mode de paiement des ouvriers, c. 230, a. 194.
- Suspension du paiement s'il y a contestation des gages de l'ouvrier, c. 230, a. 197.

Règlements, avis, etc.

- Approbation par le lieutenant-gouverneur, c. 230, a. 48.
- Avis, publication et affichage des règlements, c. 230, a. 55.
- Contravention par un employé, c. 230, a. 57.
- Force probante des copies, c. 230, a. 48.
- Formalités des règlements, c. 230, a. 48, et 51.
- Imposition d'amendes aux conducteurs, etc., c. 230, a. 52.
- Intervention sommaire pour prévenir danger ou entrave, c. 230, a. 53.
- Modification des règlements, c. 230, a. 50.
- Preuve des avis et de l'affichage des règlements, c. 230, a. 58, et 59.
- Preuve des règlements, c. 230, a. 56.
- Publication des règlements, c. 230, a. 48.
- Règlements obligent conducteurs, etc., c. 230, a. 56.
- Règlements pour la conduite des conducteurs et autres officiers, c. 230, a. 49.
- Sanction des règlements par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 230, a. 54.

Responsabilité des actionnaires

- Limite de la responsabilité d'un actionnaire, c. 230, a. 47.
- Liste des noms et adresses des actionnaires, c. 230, a. 47.
- Souscriptions d'actions par municipalités, c. 230, a. 47.

Sauvegarde des droits

- Droits de Sa Majesté, etc., sauvegardés, c. 230, a. 183.

Séquestre *voir* Mise sous séquestre

Service des chemins de fer

- Devoirs des employés
 - Abris sur les wagons pour les gardes moteurs, c. 230, a. 170.
 - Cloche aux traverses, c. 230, a. 167.
 - Cloche et sifflet sur locomotives, c. 230, a. 166.
 - Cloche, quand elle doit être sonnée, c. 230, a. 169.

COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.—LOI DES CHEMINS DE FER DE QUÉBEC. (CHAP. 230)—Suite**Service des chemins de fer—Suite****Devoirs des employés—Suite**

- Cloches sur les wagons, c. 230, a. 168.
 - Contremarques attachées au bagage, c. 230, a. 163 et 164.
 - Départ régulier des trains, c. 230, a. 160.
 - Effets d'une nature dangereuse, c. 230, a. 174, et 175.
 - Expulsion d'un voyageur qui ne veut pas payer, c. 230, a. 172.
 - Insignes des employés, c. 230, a. 159.
 - Ivresse d'un conducteur ou mécanicien, c. 230, a. 171.
 - Prix du transport, c. 230, a. 161.
 - Refus de transport, c. 230, a. 162.
 - Voyageurs sur plate-formes, c. 230, a. 173.
 - Wagons à bagage, c. 230, a. 165.
 - Wagons à fumer, c. 230, a. 160.
- Trains en retard**
- Affichage des retards, c. 230, a. 176.
 - Devoirs du chef de gare lorsqu'un train est en retard, c. 230, a. 176.

Statistiques

- Affichage des rapports hebdomadaires dans le bureau principal, c. 230, a. 186.
- "Compagnie" interprétation du mot c. 230, a. 184.
- "Personne" interprétation du mot, c. 230, a. 184.
- Rapport à la Législature par le ministre des travaux publics, c. 230, a. 187.
- Rapports annuels au ministre des travaux publics, c. 230, a. 185.
- Rapports hebdomadaires pour publication, c. 230, a. 186.
- Rapports sont des communications privilégiées, c. 230, a. 188.

Taux de péage

- Approbation des taux par comité des chemins de fer, c. 230, arts 140 et 141.
- Comment doit être fixé le montant des péages, c. 230, a. 151.
- Compte du surplus des péages, c. 230, arts 151 et 152.
- Défaut de payer les péages, c. 230, a. 144 et 145.
- Défense de faire fonds communs des recettes ou taux, c. 230, a. 142.
- Entente entre deux ou plusieurs compagnies, c. 230, a. 140.
- Établissement des taux, c. 230, a. 140.
- Examen des colis, c. 230, a. 147.
- Fausse lettres de voiture, c. 230, arts 146 et 147.
- Fractions de distances et de tonneaux, c. 230, a. 153.
- Péages, de qui ils peuvent être requis, c. 230, a. 143.
- Péages qui peuvent être perçus, c. 230, a. 150.
- Pénalités pour contravention à la loi ou aux règlements, c. 230, a. 158.
- Quand le prix de passage est exigible, c. 230, a. 150.
- Recouvrement des péages, c. 230, a. 144.
- Tableau des taux affichés dans les bureaux, c. 230, a. 154.
- Taux doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur arts 155 à 157.
- Taux identiques pour toutes personnes, c. 230, a. 141.
- Vente des effets non réclamés, c. 230, arts 148 et 149.

COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.—LOI DES CHEMINS DE FER DE QUÉBEC. (CHAP. 230)—*Suite*

Télégraphe et téléphone

- Consentement préalable des autorités municipales, c. 230, a. 178.
- Lignes de télégraphe et de téléphone peuvent être construites, c. 230, a. 178.
- Loi des compagnies de télégraphe s'applique, c. 230, a. 178.
- Usage par le public, c. 230, a. 178.

Terrains et leur évaluation

- Absence, etc., de la partie adverse, c. 230, a. 102.
- Acquisition de tout un terrain au lieu d'une partie seulement, c. 230, a. 122.
- Ajournement de la requête à défaut de consentement, c. 230, a. 105.
- Appel de la décision du juge si l'indemnité excède \$200.00, c. 230, a. 106.
- Arbitrage en cas de désaccord, c. 230, a. 99.
- Arbitrage peut être demandé par le propriétaire, c. 230, arts 123 et 124.
- Arrangements peuvent être conclus un mois après l'avis du dépôt du plan, c. 230, a. 99.
- Audition devant le juge, c. 230, a. 105.
- Avis aux parties intéressées, du dépôt du plan, c. 230, a. 101.
- Charge sur le terrain convertie en droit sur l'indemnité, c. 230, a. 116.
- Continuation de la cause devant un autre juge, c. 230, a. 109.
- Contrats passés avant dépôt du plan c. 230, a. 95.
- Corporations peuvent vendre des terrains à la compagnie, c. 230, arts 91 à 94.
- Curateurs peuvent vendre des terrains à la compagnie, c. 230, arts 91, a. 94.
- Défaut de comparution devant le juge, c. 230, a. 105.
- Dépôt du plan, etc., et avis considérés comme un avis général, c. 230, a. 100.
- Désaccord est réglé par arbitrage, c. 230, a. 99.
- Désistement par la compagnie, c. 230, a. 110.
- Droit de passage pour aller chercher matériaux, etc., nécessaires, c. 230, a. 121.
- Étendue de grèves publiques, etc., qui peuvent être prise, c. 230, a. 90.
- Étendue de terrain qui peut être prise sans le consentement du propriétaire, c. 230, a. 89.
- Exécuteur peut vendre terrains à la compagnie, c. 230, arts 91 à 94.
- Frais, leur paiement et taxation, c. 230, a. 108.
- Garanties pour assurer paiement de la vente annuelle, c. 230, a. 97.
- Grevé de substitution peut vendre terrains à la compagnie, c. 230, arts 91 à 94.
- Hypothèques, etc., sur les terrains, c. 230, a. 117.
- Indemnité, sa fixation par le juge, c. 230, a. 106.
- Indemnité tient lieu du terrain, c. 230, a. 116.
- Juge intéressé ne peut agir, c. 230, a. 103.
- Mandat de possession, c. 230, a. 111.
- Mandat de possession émis avant sentence arbitrale, c. 230, a. 112.
- Paiement du dépôt sur ordre d'un juge, c. 230, a. 114.
- Plus-value prise en considération pour fixer indemnité, c. 230, a. 107.
- Possession peut être prise sur offre de la somme adjugée, c. 230, a. 111.
- Prise de matériaux, etc., pour la construction du chemin, c. 230, a. 120.
- Propriétaire a droit à l'arbitrage, c. 230, arts 123 et 124.
- Propriétaires conjoints, vente par l'un d'eux, c. 230, a. 98.
- Ratification de titres, c. 230, arts 117 à 119.
- Recours du propriétaire qui n'est pas payé, c. 230, a. 115.
- Rente annuelle convenue pour remplacer prix de vente en certains cas, c. 230, a. 96.
- Réparation et entretien confèrent les mêmes droits d'expropriation. c. 230, a. 121.

COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.—LOI DES CHEMINS DE FER DE QUÉBEC. (CHAP. 230)—Suite

Terrains et leur évaluation—Suite

- Requête au juge si indemnité offerte n'est pas acceptée, c. 230, a. 104.
- Requête, etc., doit rester dans les archives de la Cour supérieure, c. 230, a. 113.
- Sténographie, frais de, c. 230, a. 106.
- Terrains nécessaires plus considérables que ceux qui peuvent être expropriés, c. 230, a. 125 à 129.
- Tuteurs, curateurs, etc., peuvent vendre des terrains à la compagnie, c. 230, arts 91 à 94.
- Usufruitiers peuvent vendre des terrains à la compagnie, c. 230, arts 91, à 94.
- Vente des terrains acquis qui ne sont plus nécessaires, c. 230, a. 127.
- Voies d'évitement, etc., droit de les construire pour aller chercher matériaux, etc. nécessaires, c. 230, a. 121.

Transferts d'actions voir Actions et transferts d'actions

Vente d'un chemin de fer à des acheteurs n'ayant pas de pouvoirs corporatifs

- Acheteur qui n'a pas de pouvoirs corporatifs ne peut exploiter un chemin de fer, c. 230, a. 254.
- Demande à la Législature des pouvoirs nécessaires, c. 230, a. 257.
- Fermeture du chemin, c. 230, a. 257.
- Ordonnance permettant l'exploitation, c. 230, a. 256.
- Procédure pour obtenir permis d'exploitation du chemin de fer acheté, c. 230, a. 255.
- Vente à l'acquéreur des pouvoirs conférés par la charte, c. 230, a. 258.

COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER, POUVOIRS SPÉCIAUX voir EXERCICE DE CERTAINS POUVOIRS PAR LES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

COMPAGNIES DE CIMETIÈRES.—LOI DES COMPAGNIES DE CIMETIÈRE. (CHAP. 206)

Formation de la compagnie

- Actes de constitution et leur contenu, c. 206, a. 3.
- Confirmation d'actes de vente pour fins de cimetière, c. 206, a. 2.
- Enregistrement de l'arrêté en conseil, etc., et avis, c. 206, a. 5.
- Preuve que doivent faire les requérants, c. 206, a. 4.

Formation d'une compagnie pour cimetière déjà existant

- Constitution de corporation pour entretien de cimetières protestants, c. 206, a. 11.

Pouvoirs généraux de la compagnie

- Corporation, ses pouvoirs, c. 206, a. 6.
- Cession de parties de terrain, réserve, c. 206, a. 10.
- Échange de terrains, conditions, c. 206, a. 9.
- Possession en fidéicommiss. c. 206, a. 7.
- Poursuites, mention du mode corporatif non requis, c. 206, a. 12.
- Tarif d'honoraires, c. 206, a. 13.
- Terrain réputé cimetière, et inaliénable, c. 206, a. 8.

COMPAGNIES, DÉCLARATIONS QU'ELLES DOIVENT FAIRE ENREGISTRER
voir **DÉCLARATIONS QUE DOIVENT FAIRE ENREGISTRER LES COM-
 PAGNIES, ETC**

COMPAGNIES DE CONSTRUCTION *voir* **SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION**

COMPAGNIES DE CONSTRUCTION DE MAISONS D'HABITATION *voir* **MAI-
 SONS D'HABITATION**

**COMPAGNIES DE DÉPÔTS DE SÛRETÉ.—LOI DES COMPAGNIES DE DÉPÔTS
 DE SÛRETÉ. (CHAP. 250)**

Conditions auxquelles l'autorisation d'ouvrir coffre-fort est accordée par le tri-
 bunal, c. 250, a. 5.

Cour supérieure peut ordonner l'ouverture d'un coffre-fort, c. 250, a. 3.

Dépôt à faire avant l'ouverture d'un coffre-fort, c. 250, a. 6.

Effet de l'autorisation du tribunal relativement à la compagnie, c. 250, a. 9.

Formalités lors de l'ouverture d'un coffre-fort, c. 250, a. 7.

Infractions et pénalités, c. 250, a. 10.

Pouvoirs du tribunal relativement au contenu du coffre-fort, c. 250, a. 8.

Procédures aux fins d'obtenir l'autorisation du tribunal, c. 250, a. 4.

Qui peut ouvrir coffre-fort loué par la compagnie, c. 250, a. 2.

**COMPAGNIES DE FIDÉICOMMIS.—LOI DES COMPAGNIES DE FIDÉICOM-
 MIS. (CHAP. 248)**

Application de la loi des compagnies *voir* **Loi des compagnies**

Application de la loi des compagnies de fidéicommis

A quelles compagnies elle s'applique, c. 248, a. 3.

Constitution en corporation

Capital doit être permanent, c. 248, a. 6.

Certificats d'actions libérées, c. 248, a. 6.

Conditions de l'émission des lettres patentes, c. 248, a. 5.

Émission de lettres patentes, c. 248, a. 4.

Définition des mots

"Actions permanentes", c. 248, a. 2, § 8°.

"Actions temporaires", c. 248, a. 2, § 9°.

"Bureau principal", c. 248, a. 2, § 1°.

"Bureau principal dans la province", c. 248, a. 2, § 2°.

"Capital-actions permanent, c. 248, a. 2, § 8°.

"Capital-actions temporaire", c. 248, a. 2, § 9°.

"Compagnie", c. 248, a. 2, § 3°.

"Compagnie de fidéicommis". c. 248, a. 2, § 7°.

"Compagnie enregistrée", c. 248, a. 2, § 6°.

"Compagnie étrangère", c. 248, a. 2, § 5°.

"Compagnie extra-provinciale", c. 248, a. 2, § 4°.

"Libéré", c. 248, a. 2, § 10°.

"Trésorier de la province", c. 248, a. 2, § 11°.

COMPAGNIES DE FIDÉICOMMIS.—LOI DES COMPAGNIES DE FIDÉICOMMIS. (CHAP. 248)—*Suite*

Droits et honoraires

- Caducité de certains pouvoirs corporatifs, c. 248, a. 44.
- Droits sont payables au trésorier de la province, c. 248, a. 43.
- Tarif des droits établi par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 248, a. 43.

Enregistrement

- Annulation du certificat, c. 248, a. 33.
- Avis à la compagnie de la suspension, etc., du certificat, c. 248, a. 32.
- Avis de renouvellement, émission, suspension, annulation et expiration d'un certificat d'enregistrement, c. 248, a. 30.
- Certificat d'enregistrement, ses effets, c. 248, a. 17.
- Certificat d'enregistrement, forme et contenu, c. 248, a. 21.
- Certificat d'enregistrement supplémentaire, c. 248, arts 22, et 23.
- Compagnies extra-provinciales, ou étrangères
 - Avis de l'émission ou du renouvellement du certificat d'enregistrement, c. 248, a. 30.
 - Changement de bureau principal ou d'agent principal, c. 248, a. 27.
 - Changement de nom, c. 248, a. 28.
 - Enregistrement, c. 248, a. 26.
 - Pouvoirs conférés par le certificat d'enregistrement, c. 248, a. 29.
 - Compagnies qui peuvent être enregistrées, c. 248, a. 19.
 - Défense de se servir de certains mots dans le nom des compagnies, c. 248, a. 35.
 - État financier doit être produit avant enregistrement, c. 248, a. 24.
 - Expiration du certificat, c. 248, a. 33.
 - Fraude dans l'obtention du certificat, c. 248, a. 31.
 - Infractions et peines, c. 248, a. 34.
 - Loi des convictions sommaires s'applique, c. 248, a. 34.
 - Nécessité de l'enregistrement, c. 248, a. 17.
 - Nom de la compagnie ne doit pas être identique à celui d'un autre, c. 248, a. 25.
 - Prescription des actions, c. 248, a. 34.
 - Preuve de l'enregistrement, c. 248, a. 34.
 - Registre des compagnies de fidéicommiss, c. 248, a. 20.
 - Suspension, annulation ou expiration du certificat, ses effets, c. 248, a. 33.
 - Terme d'enregistrement, c. 248, a. 21.
 - Tuteur ou subrogé-tuteur, une compagnie ne peut pas être—, c. 248, a. 18.

Inspection et vérification

- Contrôle par l'inspecteur, c. 248, a. 36.
- Dépenses d'inspection payées par contribution, c. 248, a. 38.
- Droits et pouvoirs des inspecteurs, c. 248, a. 40.
- Examen spécial, frais qu'il entraîne, c. 248, a. 42.
- Examen spécial sur ordre du trésorier de la province, c. 248, a. 42.
- Insolvabilité, etc., entraîne suspension, etc., de l'enregistrement, c. 248, a. 42.
- Inspecteurs des compagnies de fidéicommiss sa nomination, c. 248, a. 36.
- Nécessité de l'inspection, c. 248, a. 37.
- Pénalité pour entrave à l'inspecteur, c. 248, a. 41.
- Rapport annuel, c. 248, a. 39.
- Vérificateurs, leurs pouvoirs, c. 248, a. 42.
- Vérification annuelle, c. 248, a. 42.

COMPAGNIES DE FIDÉICOMMIS.—LOI DES COMPAGNIES DE FIDÉICOMMIS. (CHAP. 248)—*Suite***Loi des compagnies**

A quelles compagnies s'appliquent la première ou la deuxième partie, c. 248, a. 3.

Objets de la compagnie

Énumération des objets de la compagnie, c. 248, a. 2.

Pouvoirs généraux

Cautionnement n'est pas nécessaire, c. 248, a. 14.

Certains emprunts prohibés, c. 248, a. 7.

Comité exécutif c. 248, a. 11.

Comptes séparés doivent être tenus, c. 248, a. 15.

Contrainte par corps, c. 248, a. 13.

Délégation de pouvoirs à un comité exécutif, c. 248, a. 11.

Droit de posséder des immeubles, c. 248, a. 12.

Exercice de certains pouvoirs, c. 248, a. 14.

Fusion, c. 248, a. 16.

Obligations, etc., ne peuvent être émises, c. 248, a. 7.

Placements de deniers au nom de la compagnie, c. 248, a. 9.

Placements de deniers suivant l'acte de fidéicommis, c. 248, a. 10.

Placements suivants art. 981o du Code civil, c. 248, a. 8.

Placements sur hypothèque, c. 248, a. 8.

Vérification *voir* Inspection et vérification**COMPAGNIES DE FLOTTAGE DE BOIS *voir* COMPAGNIES POUR L'ÉTABLISSEMENT DE TRAVAUX DESTINÉS A FACILITER LE FLOTTAGE DU BOIS****COMPAGNIES DE GAZ ET D'EAU *voir* COMPAGNIES POUR FOURNIR LE GAZ ET L'EAU****COMPAGNIES DE LUMIÈRE ÉLECTRIQUE ET D'EAU.—LOI DES COMPAGNIES DE LUMIÈRE ÉLECTRIQUE ET D'EAU. (CHAP. 233)**

Certaines dispositions de la loi des compagnies de télégraphe s'appliquent, c. 233, a. 2.

Loi des compagnies de gaz et d'eau s'applique, c. 233, a. 2.

COMPAGNIES DE LUMIÈRE OU DE FORCES ÉLECTRIQUES.—LOI DES COMPAGNIES DE LUMIÈRE ET DE FORCES ÉLECTRIQUES. (CHAP. 234)

Certaines dispositions de la loi des compagnies de gaz et d'eau s'appliquent, c. 234, a. 2.

COMPAGNIES DE POMPIERS *voir* POMPIERS**COMPAGNIES DE PRÊTS ET DE PLACEMENTS *voir* SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET DE PLACEMENTS**

COMPAGNIES DES CHEMINS À BARRIÈRES DE PÉAGE.—LOI DE L'ENTRETIEN DES CHEMINS À BARRIÈRES. (CHAP. 241)

- Commission des services publics, sa juridiction, c. 241, arts 6 et 9.
- Conditions du prélèvement des taux, c. 241, a. 4.
- Entretien et réparation des chemins, c. 241, a. 5.
- Limitation des taux, c. 241, a. 3.
- Ordonnances de la commission des services publics, c. 241, a. 7.
- Prélèvement de taux de péage avec permission du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 241, a. 2.
- Usage conjoint de certains chemins, c. 241, a. 8.

COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE ÉLECTRIQUE.—LOI DES COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE. (CHAP. 235)**Formation de la compagnie**

- Certificat qui doit être produit, c. 235, a. 3.
- Constitution en corporation, c. 235, a. 5.
- Force probante des copies certifiées du certificat, c. 235, a. 6.
- Formalités de la formation, c. 235, a. 2.
- Reconnaissance du certificat, c. 235, a. 4.

Pouvoirs et devoirs

- Augmentation du capital, c. 235, a. 11.
- Compagnies formées avant 10 novembre, 1852, c. 235, a. 14.
- Dépêches privilégiées, c. 235, a. 16.
- Dettes limitées, c. 235, a. 12.
- Divulgarion de secrets, c. 235, a. 17.
- Immeubles, droit de les acquérir, etc., c. 235, a. 7.
- Lignes de télégraphe, leur construction, c. 235, a. 9.
- Lignes de télégraphe, leur prolongation, c. 235, a. 9.
- Nomination de directeurs et d'officiers, c. 235, a. 8.
- Ponts, leur construction pas permise sur cours d'eau navigables, c. 235, a. 10.
- Signature des actes constitutifs de dettes, c. 235, a. 13.
- Transmission des dépêches dans l'ordre de leur réception, c. 235, a. 15.

Prise de possession de la ligne par Sa Majesté

- Arbitrage en cas de différend, c. 235, a. 20.
- Nomination des arbitres, c. 235, a. 20.
- Prise de possession finale par Sa Majesté, c. 235, a. 19.
- Prise de possession temporaire par Sa Majesté, c. 235, a. 18.

Souscriptions par les municipalités

- Droit des municipalités de souscrire, c. 235, a. 21.

COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE.—LOI DES COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE. (CHAP. 236)

- Loi des compagnies de télégraphe s'applique, c. 236, a. 2.
- Pénalité pour indiscretion de personne non employée, c. 236, a. 4.
- Pénalité pour indiscretion d'un employé, c. 236, a. 3.

**COMPAGNIES ET CORPORATIONS.—LOI DES COMPAGNIES DE QUÉBEC.
(CHAP. 223)**

PREMIÈRE PARTIE

Abandon de la charte

Manière de procéder et effets, c. 223, a. 25.

Accès aux livres voir Livres de la compagnie

Actions

Actions privilégiées, c. 223, a. 41.

Actions réputées biens mobiliers, c. 223, a. 39.

Comment les actions doivent être payées, c. 223, a. 38.

Conversion d'actions d'une catégorie en une autre, c. 223, a. 41.

Irresponsabilité de la compagnie à l'égard d'un fidéicommis, c. 223, a. 42.

Répartition des actions, c. 223, a. 40.

Actions d'autres compagnies

Achat d'actions d'autres compagnies, c. 223, a. 37.

Actions privilégiées voir Actions

Actions sans valeur au pair ou nominale

Emission d'actions sans valeur au pair, c. 223, a. 13.

Annulation de la charte

Pour non usage ou défaut de commencer opérations, c. 223, a. 24.

Appels de versements

Confiscation des actions pour défaut de paiement, c. 223, a. 59.

Intérêt sur les appels de versement, c. 223, a. 57.

Recouvrement des versements passés dus, c. 223, a. 60.

Versement de dix par cent exigible, c. 223, a. 56.

Versements anticipés et intérêt sur iceux, c. 223, a. 58.

Application de la 1^{ère} partie de la loi

Compagnies et corporations auxquelles s'applique la première partie, c. 223, a. 4.

Assemblées générales

Avis d'assemblées, c. 223, a. 85.

Bilan, c. 223, a. 86.

Convocation d'assemblées à la demande d'actionnaires, c. 223, a. 87.

Déclaration d'adoption d'une résolution, c. 223, a. 89.

Droit de vote, c. 223, a. 90.

Fondé de procuration, c. 223, a. 91.

Mode de vote, c. 223, a. 89.

Président des assemblées, c. 223, a. 88.

Procurations, c. 223, a. 91.

Tenue des assemblées, c. 223, a. 86.

COMPAGNIES ET CORPORATIONS.—LOI DES COMPAGNIES DE QUÉBEC.
(CHAP. 223)—*Suite***PREMIÈRE PARTIE—Suite****Assemblées générales—Suite**

- Vote des actionnaires, c. 223, a. 90.
- Vote par procuration, c. 223, a. 91.
- Vote prépondérant du président, c. 223, a. 89.

Augmentation et diminution des pouvoirs

- Demande de lettres patentes supplémentaires, c. 223, a. 31.
- Effet de la modification, c. 223, a. 33.
- Émission des lettres patentes supplémentaires, c. 223, a. 33.
- Modifications qui peuvent être demandées et formalités, c. 223, a. 30.
- Preuve qui doit être fournie au préalable, c. 223, a. 32.

Augmentation, réduction du capital, modification de la valeur des actions

- Approbation et entrée en vigueur du règlement, c. 223, a. 53.
- Augmentation du capital, c. 223, a. 47.
- Contributaires, leurs obligations et droits, c. 223, a. 50.
- Demande de lettres patentes, c. 223, a. 54.
- Dissimulation du nom d'un créancier, c. 223, a. 51.
- Division des actions, c. 223, a. 46.
- Émission des lettres patentes, c. 223, a. 55.
- Liste des créanciers, dressée par le secrétaire de la province, c. 223, a. 49.
- Opposition à la réduction par un créancier, c. 223, a. 49.
- Publication des motifs de la réduction, c. 223, a. 52.
- Réduction du capital, c. 223, a. 48.
- Refonte de la valeur des actions, c. 223, a. 46.
- Responsabilité des actionnaires après réduction, c. 223, a. 50.

Billets, etc. voir Pouvoir d'emprunter, etc.**Bureau de direction voir Directeurs et leurs pouvoirs****Certificat d'actions**

- Certificat d'actions au porteur, c. 223, a. 45.
- Doit être remis aux actionnaires, c. 223, a. 43.
- Force probante du certificat, c. 223, a. 43.
- Remplacement d'un certificat, c. 223, a. 44.
- "Share warrant", c. 223, a. 45.

Changement de nom

- Changement ordonné par le lieutenant-gouverneur, c. 223, a. 20.
- Changement sur demande de la compagnie, c. 223, a. 19.
- Effets du changement, c. 223, a. 21.

Changement du bureau principal voir Directeurs et leurs pouvoirs**Commencement des opérations**

- Quand une compagnie peut commencer ses opérations, c. 223, a. 23.

COMPAGNIES ET CORPORATIONS.—LOI DES COMPAGNIES DE QUÉBEC.
(CHAP. 223)—*Suite*

PREMIÈRE PARTIE—*Suite*

Compagnies déjà constituées en vertu de lois spéciales, etc.

- Directeurs provisoires et nom de la compagnie, c. 223, a. 16.
- Requête pour être régies par 1^{ère} partie de la loi, c. 223, a. 14.
- Requête pour pouvoirs additionnels, c. 223, a. 15.

Contraventions et peines

- Pénalité générale pour contravention, c. 223, a. 112.

Conversion d'une compagnie sans capital en compagnie à fonds social

- Manière de l'opérer, c. 223, a. 17.

Correction des lettres patentes erronées voir Formation de nouvelles compagnies

Définitions

- "Actionnaire", c. 223, a. 3, § 3^o.
- "Compagnie", c. 223, a. 3, § 1^o.
- "Entreprise", c. 223, a. 3, § 2^o.
- "Gérant", c. 223, a. 3, § 4^o.
- "Obligations", c. 223, a. 3, § 5^o.

Directeurs et leurs pouvoirs

- Augmentation du nombre des directeurs, c. 223, a. 76.
- Bureau principal, son changement, c. 223, a. 76.
- Cens d'éligibilité des directeurs, c. 223, a. 75.
- Changement du bureau principal, c. 223, a. 76.
- Composition du bureau de direction, c. 223, a. 72.
- Contrôle des directeurs sur la compagnie, c. 223, a. 80.
- Dépenses des directeurs, c. 223, a. 79.
- Diminution du nombre des directeurs, c. 223, a. 76.
- Directeurs provisoires, c. 223, a. 73.
- Distribution de l'actif entre les actionnaires, c. 223, a. 81.
- Élection des directeurs, c. 223, a. 77 et 78.
- Pouvoirs des directeurs, c. 223, a. 80.
- Règlement de distribution de l'actif, c. 223, a. 81.
- Règlements que peuvent passer les directeurs, c. 223, a. 80.
- Remplacement des directeurs provisoires, c. 223, a. 73.
- Retard dans l'élection des directeurs, c. 223, a. 74.
- Révocation, etc., des règlements passés par les directeurs, c. 223, a. 80.

Dividendes

- Dividendes ne doivent pas entamer le capital, c. 223, a. 69.
- Dividendes peuvent être payés à même fonds de réserve, c. 223, a. 69.
- Dividendes peuvent être payés en actions, c. 223, a. 70.
- Sommes qui peuvent être retenues sur dividendes, c. 223, a. 71.

Émission d'obligations voir Pouvoir d'emprunter, etc.

COMPAGNIES ET CORPORATIONS.—LOI DES COMPAGNIES DE QUÉBEC.
(CHAP. 223)—*Suite*

PREMIÈRE PARTIE—Suite

Emprunts *voir* **Pouvoir d'emprunter, etc.**

Enregistrement des lettres patentes et tarif des droits

Sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 223, a. 22.

État sommaire qui doit être transmis au secrétaire de la province

Contenu de l'état, c. 223, a. 103.

Dépôt de l'état au bureau du secrétaire de la province, c. 223, a. 103.

État sommaire annuel doit être préparé, c. 223, a. 103.

Force probante de l'état, etc., c. 223, a. 103.

Formation de nouvelles compagnies

Avis de l'émission des lettres patentes, c. 223, a. 11.

Correction des lettres patentes, c. 223, a. 12.

Lettres patentes, ce qu'elles doivent alléguer, c. 223, a. 9.

Mémoire des conventions, c. 223, a. 8.

Nom autre que celui suggéré peut être donné par le lieutenant-gouverneur, c. 223, a. 10.

Pouvoir du lieutenant-gouverneur de constituer corporations par lettres patentes, c. 223, a. 6.

Preuve à produire au soutien de la requête, c. 223, a. 8.

Règlements peuvent être insérés dans les lettres patentes, c. 223, a. 8.

Requête pour constitution en corporation, c. 223, a. 7.

Fusion des compagnies

Manière de l'opérer et effet, s. 223, a. 18.

Gage *voir* **Pouvoir d'emprunter, etc.**

Hypothèques *voir* **Pouvoir d'emprunter, etc.**

Inspection

Force probante du rapport des inspecteurs, c. 223, a. 100.

Nomination d'inspecteurs par la compagnie, c. 223, a. 99.

Nomination d'inspecteurs par secrétaire de la province, c. 223, a. 98.

Livres de la compagnie

Accès aux livres, c. 223, a. 94.

Fausse entrée dans les livres, c. 223, a. 95.

Force probante des livres, c. 223, a. 97.

Livres qu'une compagnie doit tenir, c. 223, a. 92.

Négligence de tenir livres, c. 223, a. 96.

Refus de permettre examen des livres, c. 223, a. 95.

Registres des hypothèques, c. 223, a. 93.

Registre des transferts, c. 223, a. 92.

Modification de la valeur des actions *voir* **Augmentation, réduction du capital, etc.**

Modification des lettres patentes *voir* **Augmentation et diminution des pouvoirs**

COMPAGNIES ET CORPORATIONS.—LOI DES COMPAGNIES DE QUÉBEC.
(CHAP. 223)—*Suite*

PREMIÈRE PARTIE—*Suite*

Nantissement voir **Pouvoir d'emprunter, etc.**

Nullité des lettres patentes

N'a pas lieu pour seule irrégularité des formalités prescrites, c. 223, a. 5.

Obligations voir **Pouvoir d'emprunter, etc.**

Pouvoir d'emprunter, d'hypothéquer, de constituer gages et nantissements

Copie d'acte de fidéicommiss doit être fournie sur demande, c. 223, a. 68.

Emprunts, etc., doivent être autorisés par règlement, c. 223, a. 67.

Emprunts par billets, c. 223, a. 67.

Modes d'emprunt permis, c. 223, a. 67.

Règlement d'emprunt, c. 223, a. 67.

Pouvoirs généraux et devoirs

Agences, etc., c. 223, a. 28.

Agents non responsables personnellement, c. 223, a. 29.

Bureau principal, c. 223, a. 28.

Contrats lient la compagnie, c. 223, a. 29.

Exercice des pouvoirs, c. 223, a. 26.

Pouvoir d'acquérir et de posséder meubles et immeubles, etc., c. 223, a. 27.

Procédure

Accès au bilan, etc., des détenteurs d'obligations ou d'actions privilégiées, c. 223, a. 111.

Attestation de documents, c. 223, a. 104.

Avis transmis par la poste, c. 223, a. 106.

Force probante des lettres patentes, etc., c. 223, a. 109.

Preuve de la constitution en corporation, c. 223, a. 108.

Preuve de la signification, c. 223, a. 103.

Preuve des règlements, c. 223, a. 107.

Preuve peut être faite par serment, c. 223, a. 110.

Signification des avis, c. 223, a. 105.

Procurations voir **Assemblées générales**

Réduction du capital voir **Augmentation, etc.**

Responsabilité des actionnaires

Fidéicommissaires, etc., leur droit de vote, c. 223, a. 36.

Fidéicommissaires, etc., leur irresponsabilité, c. 223, a. 35.

Limitation de la responsabilité des actionnaires, c. 223, a. 34.

Responsabilité des directeurs

Dividende déclaré quand compagnie est insolvable, c. 223, a. 82.

Prêt aux actionnaires prohibé, c. 223, a. 83.

Salaire des ouvriers, etc., c. 223, a. 84.

Signature des lettres patentes, etc.

Lieutenant-gouverneur peut autoriser une personne à signer à sa place, c. 223, a. 2.

COMPAGNIES ET CORPORATIONS.—LOI DES COMPAGNIES DE QUÉBEC.
(CHAP. 223)—*Suite*

PREMIÈRE PARTIE—*Suite*

Tarif des droits voir Enregistrement des lettres patentes

Transfert des actions

- Transfert d'actions non entièrement payées, c. 223, a. 62.
- Transfert d'actions par suite de décès, etc., c. 223, arts 64 à 66.
- Transfert d'actions sur lesquelles des versements sont dus, c. 223, a. 63.
- Transfert des actions n'a d'effet vis-à-vis de la compagnie qu'après enregistre-
c. 223, a. 61.

Vérificateurs

- Devoirs des vérificateurs, c. 223, a. 102.
- Directeur, etc., ne peut être nommé vérificateur, c. 223, a. 101.
- Nomination de vérificateurs par la compagnie, c. 223, a. 101.
- Nomination de vérificateurs par le secrétaire de la province, c. 223, a. 101.
- Pouvoirs des vérificateurs, c. 223, a. 102.
- Vacance dans la charge de vérificateur, c. 223, a. 101.

DEUXIÈME PARTIE

Abandon de la charte

- Conditions, procédures, effets, c. 223, a. 119.

Actions

- Actions privilégiées, c. 223, a. 131.
- Actions sont des biens mobiliers, c. 223, a. 129.
- Comment doivent être payées les actions, c. 223, a. 123.
- Irresponsabilité de la compagnie à l'égard des fidéicommiss, c. 223, a. 132.
- Répartition des actions, c. 223, a. 130.

Actions d'autres compagnies

- Manière de procéder pour les acheter, c. 223, a. 127.

Actions privilégiées voir Actions

Annulation de la charte

- Pour non usage ou défaut d'opérations, c. 223, a. 118.

Appels de versements

- Confiscation des actions pour non-paiement, c. 223, a. 143.
- Intérêt sur les appels de versements, c. 223, a. 141.
- Mode de paiement des actions, c. 223, a. 140.
- Recouvrement des versements dus, c. 223, a. 144.
- Versement de dix pour cent sur actions doit être payé, c. 223, a. 140.
- Versements anticipés et intérêt sur iceux, c. 223, a. 142.

Application de la deuxième partie

- Compagnies auxquelles la 2^{ème} partie de la loi s'applique, c. 223, a. 114.
- Dispositions de la 2^{ème} partie sont censées faire partie de toute charte, c. 223, a. 115.

COMPAGNIES ET CORPORATIONS.—LOI DES COMPAGNIES DE QUÉBEC.
(CHAP. 223)—*Suite*

DEUXIÈME PARTIE—Suite

Assemblées générales

- Assemblée annuelle, c. 223, a. 170.
- Avis des assemblées générales, c. 223, a. 169.
- Bilan qui doit être présenté à l'assemblée annuelle, c. 223, a. 170.
- Déclaration d'adoption d'une résolution, c. 223, a. 173.
- Demande d'assemblée par un certain nombre d'actionnaires, c. 223, a. 171.
- Fondés de procuration, c. 223, a. 175.
- Président des assemblées, c. 223, a. 172.
- Procurations, c. 223, a. 175.
- Vote des actionnaires, c. 223, a. 174.
- Vote et manière de le prendre, c. 223, a. 173.
- Vote prépondérant du président, c. 223, a. 173.

Certificats d'actions

- Certificats d'actions au porteur, c. 223, a. 135.
- Certificats d'actions doivent être remis aux actionnaires, c. 223, a. 133.
- Force probante du certificat, c. 223, a. 133.
- Remplacement des certificats, c. 223, a. 134.
- "Share warrant", c. 223, a. 135.

Commencement des opérations

- Conditions requises au préalable, c. 223, a. 117.

Contraventions et peines

- Pénalité générale pour cas non prévus, c. 223, a. 195.

Définitions

- "Actionnaire", c. 223, a. 113, § 4°.
- "Charte", c. 223, a. 113, § 1°.
- "Compagnie", c. 223, a. 113, § 2°.
- "Entreprise", c. 223, a. 113, § 3°.
- "Gérant", c. 223, a. 113, § 5°.
- "Obligations", c. 223, a. 113, § 6°.

Directeurs et leurs pouvoirs

- Augmentation du nombre de directeurs, c. 223, a. 160.
- Bureau de direction doit avoir au moins trois directeurs, c. 223, a. 156.
- Cens d'éligibilité des directeurs, c. 223, a. 159.
- Diminution du nombre des directeurs, c. 223, a. 160.
- Directeurs provisoires et leur remplacement, c. 223, a. 157.
- Distribution de l'actif entre les membres, c. 223, a. 165.
- Élection des directeurs, c. 223, arts 158, 161 et 162.
- Frais et dépenses des directeurs, c. 223, a. 163.
- Pouvoirs des directeurs, c. 223, a. 164.
- Qualification des directeurs, c. 223, a. 159.
- Règlements que peuvent passer les directeurs, c. 223, a. 164.
- Révocation, etc., des règlements passés par les directeurs, c. 223, a. 164.

COMPAGNIES ET CORPORATIONS.—LOI DES COMPAGNIES DE QUÉBEC.
(CHAP. 223)—*Suite***DEUXIÈME PARTIE—Suite****Dividendes**

- Montants retenus sur dividendes, c. 223, a. 155.
- Ne doivent pas entamer capital, c. 223, a. 153.
- Peuvent être payés à même fonds de réserve, c. 223, a. 153.
- Peuvent être payés en actions, c. 223, a. 154.

État sommaire à transmettre au secrétaire de la province

- Dépôt de l'état au département, c. 223, a. 187..
- État sommaire annuel et son contenu, c. 223, a. 187.
- Force probante de l'état, c. 223, a. 187.

Inspection

- Force probante du rapport de l'inspecteur, c. 223, a. 184.
- Inspecteur nommé par la compagnie, c. 223, a. 183.
- Inspecteur nommé par le secrétaire de la province, c. 223, a. 182

Livres de la compagnie

- Accès aux livres, c. 223, a. 178.
- Fausse entrées, c. 223, a. 179.
- Force probante des livres, c. 223, a. 181.
- Livres qui doivent être tenus, c. 223 a. 176.
- Omission de tenir livres requis, c. 223, arts 177 et 180.
- Registre des hypothèques, c. 223, a. 177
- Registre des transferts, c. 223, a. 176.

Modification de la valeur des actions

- Approbation du règlement par les actionnaires, c. 223, a. 137.
- Demande de ratification par lettres patentes, c. 223, a. 138
- Effet du règlement après ratification, c. 223, a. 139.
- Emission des lettres patentes ratifiant le règlement, c. 223, a. 139.
- Entrée en vigueur du règlement, c. 223, a. 137
- Fractions d'actions, c. 223, a. 136.
- Refonte des actions, c. 223, a. 136.
- Subdivision des actions, c. 223, a. 136.

Pouvoir d'emprunter, d'hypothéquer, de constituer des gages et nantissements

- Copie d'un acte de fidéicomis doit être fournie sur demande, c. 223, a. 152.
- Formalités du règlement d'emprunt, c. 223, a. 151.
- Règlement nécessaire pour emprunter, etc., c. 223, a. 151.

Pouvoirs généraux et devoirs

- Agences, c. 223, a. 122.
- Agents non responsables personnellement, c. 223, a. 123.
- Bureaux de la compagnie, c. 223, a. 122.
- Contrats, etc., dûment exécutés lient la compagnie, c. 223, a. 123.
- Exercice des pouvoirs conformément à la loi, c. 223, a. 120.
- Pouvoirs de posséder biens meubles et immeubles, c. 223, a. 121.
- Pouvoirs généraux, c. 223, a. 121.

**COMPAGNIES ET CORPORATIONS.—LOI DES COMPAGNIES DE QUÉBEC.
(CHAP. 223)—Suite****DEUXIÈME PARTIE—Suite****Procédure**

- Attestation des documents, c. 223, a. 188.
- Examen du bilan, etc., par actionnaires privilégiés et porteurs d'obligations, c. 223, a. 194
- Preuve de la constitution en corporation, c. 223, a. 192.
- Preuve des règlements, c. 223, a. 191.
- Preuve se fait par serment, c. 223, a. 193.
- Signification des avis, c. 223, arts 189 et 190.

Procurations voir Assemblées générales**Responsabilité des actionnaires**

- Fidéicommissaires, etc., leur droit de vote, c. 223, a. 126.
- Fidéicommissaires etc., leur irresponsabilité, c. 223, a. 125.
- Limite de la responsabilité des actionnaires, c. 223, a. 124.

Responsabilité des directeurs

- Défense de prêter aux actionnaires, c. 223, a. 167.
- Dividende déclaré quand la compagnie est insolvable, etc., c. 223, a. 166.
- Salaire des ouvriers, etc., c. 223, a. 168.

Signature des lettres patentes, etc.

- Lieutenant-gouverneur peut autoriser une personne à signer à sa place, c. 223, a. 2.

Tarif des droits

- Fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 223, a. 116.
- Païement préalable des honoraires, c. 223, a. 116.

Transfert des actions

- Formalités requises pour transfert d'actions, c. 223, a. 145.
- Transfert d'actions non entièrement payées, c. 223 a. 146.
- Transfert d'actions sur lesquels il est dû des versements, c. 223, a. 147.
- Transfert par suite de décès, etc., c. 223, arts 148 à 150.

Vérificateurs

- Directeur ne peut être vérificateur, c. 223, a. 185.
- Pouvoirs et devoirs des vérificateurs, c. 223, a. 186.
- Vacance dans la charge d'inspecteur, c. 223, a. 185.
- Vérificateurs nommés par la compagnie, c. 223, a. 185.
- Vérificateurs nommés par le secrétaire de la province, c. 223, a. 185.

Vote voir Assemblées générales**TROISIÈME PARTIE****Application de la troisième partie**

- A quelles corporations s'applique la troisième partie, c. 223, a. 197.

Définitions

- "Corporation", c. 223, a. 196 § 1°.
- "Entreprise", c. 223, a. 196, § 2°.
- "Membre", c. 223, a. 196, § 3°.

COMPAGNIES ET CORPORATIONS.—LOI DES COMPAGNIES DE QUÉBEC.
(CHAP. 223)—*Suite*

TROISIÈME PARTIE—Suite

Formation et fonctionnement

- Articles de la première partie qui s'appliquent à la troisième partie, c. 223, a. 204.
- Avis de l'émission des lettres patentes, c. 223, a. 200.
- Constitution par lettres patentes, c. 223, a. 198.
- Contribution annuelle des membres, c. 223, a. 202.
- Interprétation des mots: "compagnie", "actionnaire", c. 223, a. 205.
- Lettres patentes aux corporations déjà constituées, c. 223, a. 201.
- Liste annuelle des membres, c. 223, a. 203.
- Lois existantes continuent de régir corporation sous 3ème partie, c. 223, a. 207.
- Mémoire des conventions, c. 223, a. 199.
- Requête pour constitution en corporation, c. 223, a. 199.
- Responsabilité des membres, c. 223, a. 206.
- Vote requis dans une proportion déterminée, c. 223, a. 205.

Signature des lettres patentes, etc.

- Lieutenant-gouverneur peut autoriser une personne à signer à sa place, c. 223, a. 2.

Tarif des droits

- Déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 223, a. 208.
- Droits doivent être payés au préalable, c. 223, a. 208.

COMPAGNIES, LEUR DROIT DE FAIRE AFFAIRES EN DEHORS DE LA PROVINCE voir POUVOIRS SPÉCIAUX A CERTAINES COMPAGNIES ET CORPORATIONS

COMPAGNIES, LEURS POUVOIRS SPÉCIAUX voir POUVOIRS SPÉCIAUX À CERTAINES COMPAGNIES ET CORPORATIONS

COMPAGNIES MINIÈRES.—LOI DES COMPAGNIES MINIÈRES DE QUÉBEC.
(CHAP. 82)

Application de la loi

- A certaines compagnies minières, c. 82, a. 2.

Capital et actions

- Confiscation et vente des actions pour non-paiement des versements, c. 82, a. 7.
- Défense de vendre actions en bas du pair sans certaines formalités, c. 82, a. 9.
- Limitation de la responsabilité des actionnaires, c. 82, a. 6.
- Règlement pour émission d'actions en bas du pair, c. 82, a. 8.

Compagnie minières étrangères

- Autorisation requise pour la vente de leurs actions, c. 82, a. 12.
- Avis de l'octroi de l'autorisation, c. 82, a. 15.
- Avis du changement du bureau ou de l'agent, c. 82, a. 16.
- Changement de nom, c. 82, a. 17.
- Comment l'autorisation s'obtient, c. 82, a. 13.
- Conditions préalables à l'octroi de l'autorisation, c. 82, a. 14.
- Pénalités pour certaines contraventions, c. 82, a. 19.
- Pénalités pour fausses déclarations dans un rapport, c. 82, a. 20.
- Poursuites sous loi des convictions sommaires de Québec, c. 82, a. 21.
- Révocation de l'autorisation, c. 82, a. 18.

COMPAGNIES MINIÈRES.—LOI DES COMPAGNIES MINIÈRES DE QUÉBEC.
(CHAP. 82)—Suite

Loi des compagnies de Québec

S'applique aux compagnies minières, c. 82, a. 3.

Pouvoirs et objets

Pouvoirs généraux, c. 82, a. 4.

Rapports

Nécessaires sur demande du secrétaire de la province, c. 82, a. 11.

Responsabilité des directeurs

Envers journaliers, serviteurs et apprentis, c. 82, a. 10.

COMPAGNIES POUR FOURNIR LE GAZ ET L'EAU AUX MUNICIPALITÉS. —
LOI DES COMPAGNIES DE GAZ ET D'EAU. (CHAP. 232)

Arbitrage

Arbitres, leur nomination, c. 232, a. 77.

Décision des arbitres est obligatoire, c. 232, a. 81.

Paiement des sommes adjugées par les arbitres, c. 232, a. 79.

Pouvoirs et devoirs des arbitres, c. 232, a. 78.

Refus de nommer des arbitres, c. 232, a. 80.

Augmentation du capital

Assemblée pour décider l'augmentation, c. 232, a. 48.

Inscription des actionnaires nouveaux au registre, c. 232, a. 50.

Majorité des directeurs peut décider d'augmenter le capital et convoquer assemblée, c. 232, a. 48.

Règlement pour augmentation, c. 232, a. 49.

Responsabilité des nouveaux actionnaires, c. 232, a. 50.

Avis

Comment ils doivent être donnés, c. 232, a. 5.

Définition des mots

"Compagnie", c. 232, a. 2.

"Gérant", c. 232, a. 4.

Directeurs

Avis de l'élection, c. 232, a. 17.

Convocation d'assemblée par président ou par trois directeurs, c. 232, a. 25.

Élection des directeurs, c. 232, a. 16.

Mode de l'élection, c. 232, a. 18.

Pluralité des voix, c. 232, a. 20.

Président et autres officiers, c. 232, arts 23 et 24.

Retard dans l'élection, c. 232, a. 22.

Vacance parmi les directeurs, c. 232, a. 21.

Votation, c. 232, a. 19.

Emprunts

Bons et obligations payés sans préférence, c. 232, a. 86.

Limites des emprunts, c. 232, a. 83.

**COMPAGNIES POUR FOURNIR LE GAZ ET L'EAU AUX MUNICIPALITÉS.—
LOI DES COMPAGNIES DE GAZ ET D'EAU. (CHAP. 232)—*Suite*****Emprunts—*Suite***

- Mode de paiement des obligations, c. 232, a. 85.
- Obligations, etc., dûment autorisées sont valides, c. 232, a. 90.
- Pouvoir d'emprunter, c. 232, a. 82.
- Pouvoir d'hypothéquer, c. 232, a. 84.
- Président peut être autorisé à signer lettres de change et billets, c. 232, a. 89.
- Président peut être autorisé à signer obligations, etc., c. 232, a. 88.
- Protection des porteurs d'obligations, c. 232, a. 87.

Exemption de saisie

- Appareils sont exempts de saisie, c. 232, a. 98.

Formation de la compagnie

- Attestation de la déclaration, c. 232, a. 7.
- Bureau de direction, c. 232, a. 13.
- Constitution en corporation, c. 232, a. 9.
- Déclaration qui doit être produite, c. 232, a. 6.
- Dépôt de la déclaration, c. 232, a. 8.
- Immeubles, pouvoir de les posséder, c. 232, a. 12.
- Preuve de l'accomplissement des formalités, c. 232, a. 10.
- Quorum des directeurs, c. 232, a. 13.
- Règlement municipal autorisant le posage des tuyaux, c. 232, a. 8.
- Valeur probante de la copie de la déclaration, c. 232, a. 11.

Pénalités

- Contamination d'un réservoir, etc., c. 232, a. 92.
- Dommages aux appareils et tuyaux, c. 232, a. 93.
- Emploi sans permis, etc., de l'eau, etc., c. 232, a. 91.
- Éteindre une lumière publique, c. 232, a. 94.
- Gaspillage de l'eau, etc., c. 232, a. 92.

Poursuites

- Actions séparées pour dommages et pour pénalités, c. 232, a. 97.
- Procédures pour recouvrer les amendes, c. 232, a. 95.
- Tribunaux qui ont juridiction, c. 232, a. 96.

Pouvoir des officiers d'entrer sur la propriété privée

- Amende pour refus de permettre l'entrée, c. 232, a. 75.
- Enlèvement des appareils, c. 232, a. 74.
- Entrée des employés dans les maisons, etc., c. 232, a. 75.

Pouvoirs spéciaux de la compagnie

- Droit de passage sur propriétés privés, c. 232, arts 68 à 70.
- Droits des particuliers sauvegardés, c. 232, a. 67.
- Louage d'appareils pour le gaz et l'eau, etc., c. 232, a. 64.
- Ouverture et creusage des rues, c. 232, a. 65.
- Posage des tuyaux par une autre compagnie, c. 232, a. 66.
- Recours pour l'eau et le gaz, c. 232, a. 73.
- Restrictions aux pouvoirs de la compagnie, c. 232, a. 72.
- Santé et sûreté publiques sauvegardées, c. 232, a. 71.
- Vente d'appareils pour le gaz et l'eau, etc., c. 232, a. 63.

**COMPAGNIES POUR FOURNIR LE GAZ ET L'EAU AUX MUNICIPALITÉS.—
LOI DES COMPAGNIES DE GAZ ET D'EAU. (CHAP. 232)—*Suite***

Privilèges des autres compagnies

Défense de les enfreindre, c. 232, a. 3.

Rapports

Rapports annuels que doit fournir la compagnie, c. 232, a. 26.

Signature des rapports, c. 232, a. 27.

Registre des actions

Achat d'actions dans d'autres compagnies, c. 232, a. 47.

Actions non transférables en cas d'arrérages, c. 232, a. 45.

Actions réputées meubles, c. 232, a. 44.

Défaut de tenir registre ouvert à l'inspection, c. 232, a. 43.

Enregistrement des transferts, c. 232, a. 46.

Examen du registre par actionnaires et créanciers, c. 232, a. 39.

Extraits du registre, c. 232, a. 39.

Force probante du registre, c. 232, a. 41.

Négligence de faire des entrées, c. 232, a. 42.

Refus de faire des entrées, c. 232, a. 42.

Registre doit être tenu, c. 232, a. 38.

Transfert d'actions, leur enregistrement, c. 232, arts 40 et 46.

Règlements

Pouvoir de faire des règlements, c. 232, a. 14.

Valeur probante des copies de règlements, c. 232, a. 15.

Responsabilité des directeurs et officiers

Dividendes déclarés illégalement, c. 232, arts 29 et 30.

Droit de vote des porteurs d'actions au nom d'autrui, c. 232, a. 36.

Négligence des directeurs à produire rapport, c. 232, a. 28.

Passif excédant fonds social, c. 232, a. 33.

Porteurs d'actions au nom d'autrui, c. 232, a. 34.

Porteurs d'actions au nom d'autrui ne peuvent être directeurs, c. 232, a. 37.

Porteurs d'actions comme garantie, c. 232, a. 35.

Prêts aux actionnaires, c. 232, a. 31.

Rapport ou certificat faux, c. 232, a. 32.

Versements sur les actions

Appel aux actionnaires, c. 232, a. 52.

Aubains peuvent être actionnaires, c. 232, a. 62.

Confiscation des actions pour défaut de paiement, c. 232, a. 53.

Effets de la confiscation, c. 232, a. 54.

Intérêt sur les versements, c. 232, a. 56.

Maire d'une municipalité qui a souscrit est de droit directeur, c. 232, a. 61.

Poursuites, c. 232, arts 57 et 58.

Preuve requise sur poursuite, c. 232, a. 59.

Recouvrement des versements, c. 232, a. 55.

Responsabilité des actionnaires pour le montant souscrit, c. 232, a. 51.

Souscription par les municipalités, c. 232, a. 60.

COMPAGNIES POUR LA CONSTRUCTION DE CHEMINS.—LOI DES COMPAGNIES POUR LA CONSTRUCTION DES CHEMINS. (CHAP. 237)**Actions, versements et emprunts**

- Augmentation du capital, c. 237, a. 15.
- Confiscation et vente des actions sur non-paiement des versements, c. 237, a. 14.
- Demande et recouvrement des versements, c. 237, a. 13.
- Emprunts, c. 237, a. 15.
- Montant des actions, c. 237, a. 12.
- Tranfert des actions, c. 237, a. 12.

Amendes et leur recouvrement

- Amendes contre personnes qui aident à éluder le paiement des péages, c. 237, a. 62.
- Déchets jetés dans les fossés, c. 237, a. 60.
- Dépôt de déchets, c. 237, a. 60.
- Détérioration des indications, c. 237, a. 60.
- Domages aux poteaux, etc., c. 237, a. 60.
- Domages et amendes à la discrétion du juge de paix, c. 237, a. 60.
- Enlèvement des pierres, c. 237, a. 60.
- Enlèvement illégal de matériaux, etc., c. 237, a. 60.
- Lampes renversées, c. 237, a. 60.
- Obstacles laissés sur le chemin, c. 237, a. 60.
- Passage de voitures en certains endroits, c. 237, a. 60.
- Passage sans paiement de péage, c. 237, a. 60.
- Recouvrement des amendes, c. 237, a. 63.
- Tableau des péages renversé, c. 237, a. 60.
- Tentative de passage sans paiement de péage, c. 237, a. 61.
- Trainage de bois, etc., c. 237, a. 60.
- Voitures sans gardien, c. 237, a. 60.

Arbitrage

- Arbitre nommé par les parties, c. 237, a. 35.
- Arbitre nommé par un juge, c. 237, a. 37.
- Avis des travaux à propriétaire privé, c. 237, a. 35.
- Certificat d'arpenteur doit accompagner l'avis, c. 237, a. 35.
- Défaut de forme n'invalide pas la sentence, c. 237, a. 45.
- Devoirs des arbitres, c. 237, a. 39.
- Domages causés par les travaux de la compagnie, c. 237, a. 33.
- Frais d'arbitrage, c. 237, a. 40.
- Incapacité d'un arbitre, c. 237, a. 43.
- Inhabilités à agir comme arbitre, c. 237, a. 44.
- Mode de régler les difficultés, c. 237, a. 34.
- Montant pour lequel la sentence doit être rendue, c. 237, a. 40.
- Partie adverse, absente ou inconnue, c. 237, a. 36.
- Pouvoirs des arbitres au sujet des clôtures, c. 237, a. 45.
- Sentence par les arbitres, c. 237, a. 39.
- Témoins entendus sous serment, c. 237, a. 41.
- Temps où la sentence est rendue, c. 237, a. 42.
- Tiers arbitre, c. 237, a. 38.

Avis de la formation et but de la compagnie

- Avis que doit donner la compagnie, c. 237, a. 16.
- Lois applicables, c. 237, a. 22.
- Opposition à la formation d'une compagnie, c. 237, arts 17, 18 et 20.

COMPAGNIES POUR LA CONSTRUCTION DE CHEMINS.—LOI DES COMPAGNIES POUR LA CONSTRUCTION DES CHEMINS. (CHAP. 237)—*Suite***Avis de la formation et but de la compagnie—*Suite***

- Ouvrages proposés sur propriété privée, c. 237, a. 19.
- Permission pour passer dans les cités, etc., c. 237, a. 21.

Cession et transfert des terrains

- Accords s'il y a plusieurs propriétaires, c. 237, a. 32.
- Affectation du chemin et des péages au paiement de la dette, c. 237, a. 31.
- Personnes capables d'opérer transferts à la compagnie, c. 237, a. 30.
- Rente annuelle dans le cas où vente est impossible, c. 237, a. 31.

Construction des chemins sur propriété publique ou privée

- Clôtures, leur entretien, c. 237, a. 29.
- Exploration des lieux et entrée sur propriétés privées, c. 237, a. 26.
- Fossés, etc., sur terres voisines, c. 237, a. 26.
- Inclinaison des chemins, c. 237, a. 24.
- Largeur de terre qui peut être prise sans consentement, c. 237, a. 27.
- Permission préalable doit être obtenue du propriétaire, c. 237, arts 23 et 25.
- Ponts, etc., sur les rivières navigables, etc., c. 237, a. 24.
- Ponts sur la ligne du chemin, c. 237, a. 28.
- Propriétaire du terrain privé peut faire travaux lui-même, c. 237, a. 25.

Définition des mots

- "La compagnie", "Telle compagnie", c. 237, a. 65.

Directeurs

- Élection des directeurs, c. 237, a. 7.
- Président, officiers et serviteurs, c. 237, a. 8.
- Quorum des directeurs, c. 237, a. 7.
- Rapport des directeurs, c. 237, a. 9.

Emprunts voir Actions, versements et emprunts**Extinction des charges**

- Compensation tient lieu du terrain, c. 237, a. 47.
- Confirmation de titre, c. 237, a. 47.
- Décision des oppositions, c. 237, a. 47.
- Extinction des charges, c. 237, a. 47.
- Manière de dégrever les terrains, c. 237, a. 47.
- Ordre de distribution, c. 237, a. 47.
- Titre de la compagnie, c. 237, a. 47.

Formation de la compagnie

- Acte d'association, c. 237, a. 3.
- Chemins, etc., appartiennent à la compagnie, c. 237, a. 6.
- Communauté religieuse peut être actionnaire, c. 237, a. 4.
- Constitution en corporation, c. 237, a. 3.
- Formalités de la formation, c. 237, a. 2.
- Ligne de chemins couverte par charte spéciale ne peut faire l'objet d'une compagnie, c. 237, a. 5.

COMPAGNIES POUR LA CONSTRUCTION DE CHEMINS.—LOI DES COMPAGNIES POUR LA CONSTRUCTION DES CHEMINS. (CHAP. 237)—Suite

Livres de la compagnie

- Examen des livres, c. 237, a. 10.
- Extraits des livres, c. 237, a. 11.
- Livres que doit tenir la compagnie, c. 237, a. 10.

Péages

- Abonnements, c. 237, a. 48.
- Croisée d'un autre chemin, c. 237, a. 53.
- Érection des barrières de péage, c. 237, a. 52.
- Fixation du montant des péages, c. 237, a. 49.
- Limitation des péages, c. 237, a. 48.
- Quand péage est exigible, c. 237, a. 50.
- Taux confirmés par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 237, a. 51.

Pertes des droits corporatifs

- Défaut de compléter chemin dans les délais, c. 237, a. 54.
- Défaut de compléter glissoir dans les délais, c. 237, a. 55.
- Défaut de conserver travaux en bon ordre, c. 237, a. 56.
- Délai pour compléter le chemin, c. 237, a. 54.
- Délai pour compléter un glissoir, c. 237, a. 55.
- Travaux doivent être conservés en bon ordre, c. 237, a. 56.

Pouvoir des municipalités de prendre des actions

- Maire d'une municipalité ayant souscrit des actions est considéré comme actionnaire, c. 237, a. 57.
- Municipalités peuvent prendre des actions, c. 237, a. 57.
- Paiement des actions et versements, c. 237, a. 57.
- Prêts de deniers à la compagnie, c. 237, a. 58.

Prescription des actions

- Dans les six mois, c. 237, a. 64.

Prise de possession des terres par la compagnie

- Prise de possession avant la sentence des arbitres, c. 237, a. 46.
- Quand compagnie peut prendre possession, c. 237, a. 46.
- Résistance par particuliers, c. 237, a. 46.

Prise de possession par Sa Majesté

- Après certains délais actions peuvent être achetées au nom de Sa Majesté, c. 237, a. 59.

Versements voir Actions, etc.

COMPAGNIES POUR LA PROTECTION DES FORÊTS, COMPOSITION DE LEUR BUREAU DE DIRECTION voir POUVOIRS SPÉCIAUX À CERTAINES COMPAGNIES ET CORPORATIONS

COMPAGNIES POUR L'EMPIERREMENT DES CHEMINS.—LOI DES COMPAGNIES POUR L'EMPIERREMENT DES CHEMINS. (CHAP. 238)**Acquisition du chemin par les municipalités.**

Droit des municipalités d'acquérir le chemin, c. 238, a. 57.

Partage entre actionnaires du montant payé, c. 238, a. 58.

Arbitrage

Absence de la partie intéressée, c. 238, a. 45.

Arbitrage au cas de désaccord sur le montant qui doit être payé pour commutation c. 238, arts 49 et 50.

Arbitres, leur nomination, c. 238, a. 44.

Devoirs des arbitres, c. 238, a. 46.

Échéance des paiements annuels, c. 238, a. 51.

Mandat de possession, c. 238, a. 48.

Offres par la compagnie à la partie adverse, c. 238, a. 47.

Opposition à la prise de possession, c. 238, a. 48.

Pouvoirs des arbitres, c. 238, a. 46.

Prise de possession, quand elle peut avoir lieu, c. 238, a. 48.

Avis

Manière de les donner, c. 238, arts 60 et 61.

Cession et transport des terrains nécessaires

Propriétaires par indivis peuvent contracter pour copropriétaires, c. 238, a. 3.

Tuteurs, curateurs, etc., peuvent vendre terrains nécessaires, c. 238, a. 42.

Commencement et parachèvement des travaux

Délai pour ce faire, c. 238, a. 62.

Directeurs

Assemblées convoquées à la demande d'actionnaires, c. 238, a. 37.

Assemblées générales annuelles, c. 238, a. 36.

Bureau de direction administre les affaires de la compagnie, c. 238, a. 35.

Cens d'éligibilité des directeurs, c. 238, a. 39.

Élection des directeurs, c. 238, arts 35 et 36.

Pouvoirs des directeurs, c. 238, a. 41.

Président, son élection, c. 238, a. 40.

Vote aux assemblées générales, c. 238, a. 38.

Vote prépondérant du président, c. 238, a. 38.

Emprunts

Obligations, leur émission, etc., c. 238, a. 30.

Pouvoir d'emprunter, c. 238, a. 29.

Pouvoir d'hypothéquer et de donner des garanties, c. 238, a. 29.

Prêts par les communautés, c. 238, a. 31.

Transfert des obligations, c. 238, a. 30.

Transferts de versements, c. 238, a. 29.

Entretien des chemins

Défaut d'entretien, c. 238, a. 56.

La compagnie doit entretenir le chemin, c. 238, a. 56.

COMPAGNIES POUR L'EMPIERREMENT DES CHEMINS.—LOI DES COMPAGNIES POUR L'EMPIERREMENT DES CHEMINS. (CHAP. 238—*Suite*)**Formation de la compagnie**

- Avis de la requête et sa publication, c. 238, a. 6.
- Changements dans les lettres patentes, c. 238, arts 11 à 13.
- Chemin dans plusieurs municipalités, c. 238, a. 3.
- Contenu des lettres patentes, c. 238, a. 9.
- Formalités de la formation, c. 238, a. 2.
- Octroi de la charte, c. 238, a. 8.
- Publication des lettres patentes, c. 238, a. 10.
- Renseignements à fournir au ministre, c. 238, a. 7.
- Requête pour charte, c. 238, a. 4.
- Signature de la requête, c. 238, a. 5.

Fusion de compagnies

- Manière d'y procéder, c. 238, a. 59.

Obligations voir Emprunts**Pénalités et poursuites**

- Attribution des amendes, c. 238, a. 54.
- Domages et obstruction aux ouvrages de la compagnie, c. 238, a. 52.
- Listes des immeubles sur lesquels il est dû des versements, c. 238, a. 55.
- Poursuites pour amendes, c. 238, a. 54.
- Poursuites pour versements non payés, c. 238, a. 55.
- Prescription des offenses, c. 238, a. 53.

Pouvoirs généraux de la compagnie

- Acquisition, etc., de biens meubles et immeubles, c. 238, a. 20.
- Barrières de péage, c. 238, a. 27.
- Billets et lettres de change, c. 238, a. 28.
- Commutation de l'obligation d'entretenir la route en paiement d'une rente, c. 238, a. 24.
- Commutation de l'obligation d'entretenir les ponts, c. 238, a. 25.
- Découvert dans les forêts, c. 238, a. 22.
- Déplacement du chemin, c. 238, a. 26.
- Dépôt de l'indemnité si elle excède \$30.00, c. 238, a. 21.
- Devoirs des propriétaires de côtes bordant le chemin, c. 238, a. 26.
- Entretien des fossés, etc., sur terrains voisins, c. 238, a. 23.
- Exploration sur le chemin, c. 238, a. 23.
- Largeur de terrain que peut prendre la compagnie, c. 238, a. 21.
- Obligations des propriétaires sur le chemin, c. 238, a. 20.
- Terrains pour maisons de péage, c. 238, a. 21.

Privilèges de la compagnie

- Pour arrérages, c. 238, a. 33.
- Pour montant de la contribution, c. 238, a. 32.
- Rang des privilèges, c. 238, a. 34.

Souscription d'actions dans la compagnie

- Communautés religieuses peuvent faire partie de la compagnie, c. 238, a. 14.
- Détermination de la valeur des propriétés, c. 238, arts 17 et 19.

COMPAGNIES POUR L'EMPIERREMENT DES CHEMINS.—LOI DES COMPAGNIES POUR L'EMPIERREMENT DES CHEMINS. (CHAP. 238)—*Suite*

Souscription d'actions dans la compagnie—*Suite*

- Évaluation des terrains quand le chemin est dans deux municipalités, c. 238, a. 17.
- Partage du capital quand chemin est partie route et partie chemin de front, c. 238, a. 16.
- Propriétaires obligés au chemin peuvent prendre actions, c. 238, a. 15.
- Tuteurs, etc., peuvent faire partie de la compagnie, c. 238, a. 14.

COMPAGNIES POUR L'ÉTABLISSEMENT D'OUVRAGES DESTINÉS A FACILITER LE FLOTTAGE DU BOIS.—LOI DES COMPAGNIES DE FLOTTAGE. (CHAP. 47)

Arbitrage en cas de dommages par les compagnies

- Absents, comment procéder dans leurs cas, c. 47, a. 45.
- Devoirs des arbitres, c. 47, a. 42.
- Droit de la compagnie au transfert du terrain après offre de la somme adjugée, c. 47, a. 43.
- Frais d'arbitrage, c. 47, a. 49.
- Mémoire du jugement, c. 47, a. 48.
- Mode de procéder des arbitres, c. 47, a. 46.
- Nomination d'arbitres au cas de différend, c. 47, a. 41.
- Nomination d'un arbitre par le juge, c. 47, a. 44.
- Paiement du montant adjugé, c. 47, a. 47.
- Pouvoirs de la compagnie après jugement, c. 47, a. 48.
- Transfert de la propriété des terrains dont la compagnie a pris possession, c. 47, a. 50.

Devoirs relativement aux ouvrages

- Avis du mauvais état des ouvrages, c. 47, a. 66.
- Caducité des pouvoirs corporatifs en certains cas, c. 47, a. 65.
- Dommages faute de réparation après avis, c. 47, a. 66.
- Ouvrages doivent être tenus en bon état, c. 47, a. 66.
- Parachèvement obligatoire des ouvrages, c. 47, a. 65.

Dissolution des compagnies

- Dissolution peut être déclarée par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 47, a. 74.

Droits sur le bois

- Bois sur lesquels les droits peuvent être perçus, c. 47, a. 60.
- Bordereau des droits à annexer au compte annuel, c. 47, a. 58.
- Échelle des droits, c. 47, a. 57.
- État écrit que peut requérir la compagnie, c. 47, a. 59.
- Mode de calculer les droits, c. 47, a. 56.
- Offre de paiement de la totalité des droits, son effet, c. 47, a. 62.
- Proportion de droits à payer seulement en certains cas, c. 47, a. 63.
- Recouvrement des droits, c. 47, a. 61.
- Saisie du bois pour paiement des droits, c. 47, a. 64.

Emprunts, actions et versements de souscription

- Appels de versement, c. 47, a. 33.
- Augmentation du capital pour certaines fins, c. 47, a. 29.

COMPAGNIES POUR L'ÉTABLISSEMENT D'OUVRAGES DESTINÉS À FACILITER LE FLOTTAGE DU BOIS.—LOI DES COMPAGNIES DE FLOTTAGE. (CHAP. 47)—*Suite*

Emprunts, actions et versements de souscription—*Suite*

- Confiscation des actions à défaut de paiement, c. 47, a. 34.
- Déclaration de la confiscation des actions, c. 47, a. 35.
- Droits et obligations des souscripteurs des nouvelles actions, c. 47, a. 31.
- Effet de la confiscation vis-à-vis de l'actionnaire, c. 47, a. 36.
- Émission de nouvelles actions, c. 47, a. 29.
- Émission d'obligations, c. 47, a. 29.
- Emprunts, c. 47, a. 29.
- Enregistrement des nouvelles actions, c. 47, a. 30.
- Versement du nouveau capital, c. 47, a. 32.

Exécution de la loi

- Exécution confiée au ministre des terres, c. 47, a. 77.

Formation des compagnies

- Commencement des travaux, c. 47, a. 10.
- Consentement requis au préalable avant formation de la compagnie dans certains cas, c. 47, a. 4.
- Contenu du rapport préalable au ministre et au conseil de comté, c. 47, a. 9.
- Déclaration de société, c. 47, a. 5.
- Défense d'empiéter sur les propriétés d'autrui sans permission, c. 47, a. 2.
- Enregistrement de la déclaration de société, c. 47, a. 6.
- Formation de la compagnie, c. 47, a. 2.
- Montant des actions de la compagnie, c. 47, a. 3.
- Pouvoirs de la compagnie après accomplissement des formalités, c. 47, a. 11.
- Rapport préalable au ministre des terres et au conseil de comté, c. 47, a. 8.
- Recours des personnes payant la part d'actionnaires, c. 47, a. 7.

Fusion des compagnies

- Effets de la fusion, c. 47, a. 73.
- Fusion permise dans certains cas, c. 47, a. 73.

Livres tenus par les compagnies

- Examen des livres, c. 47, a. 28.
- Livres que doivent tenir les compagnies, c. 47, a. 28.

Pénalités et poursuites

- Emploi des amendes, c. 47, a. 71.
- Emprisonnement faute de meubles, c. 47, a. 70.
- Mode de recouvrer les amendes, c. 47, a. 69.
- Pénalités pour molestation de la compagnie dans ses opérations, c. 47, a. 67.
- Prescription des actions, c. 47, a. 72.
- Procédures devant les juges de paix, c. 47, a. 68.

Prise de possession de certains ouvrages faits par des particuliers

- Acquisition seule ne nécessite pas toutes les formalités, c. 47, a. 52.
- Consentement requis pour la prise de possession d'emplacements de moulin, c. 47, a. 53.
- Défense d'obstruer les cours d'eau navigables, c. 47, a. 54.

COMPAGNIES POUR L'ÉTABLISSEMENT D'OUVRAGES DESTINÉS À FACILITER LE FLOTTAGE DU BOIS.—LOI DES COMPAGNIES DE FLOTTAGE. (CHAP. 47)—*Suite*

Prise de possession de certains ouvrages faits par des particuliers—*Suite*

- Droits des parties quant aux forces hydrauliques créées par la compagnie, c. 47, a. 55.
- Pouvoir de prendre possession de certains travaux faits par des particuliers, c. 47, a. 51.
- Pouvoir des particuliers de devenir actionnaires, c. 47, a. 51.

Recouvrement des versements sur les actions

- Actions en recouvrement des versements dus, c. 47, a. 38.
- Preuve lors de l'instruction de l'action, c. 47, a. 39.
- Recouvrement des versements par actions, c. 47, a. 37.
- Témoignage du trésorier est suffisant, c. 47, a. 40.

Règlements des compagnies

- Communication des règlements, c. 47, a. 13.
- Directeurs de la compagnie, c. 47, a. 16.
- Droit de vote des actionnaires, c. 47, a. 22.
- Élection des directeurs n'ayant pas lieu à date fixée, c. 47, a. 20.
- Éligibilité au poste de directeur, c. 47, a. 23.
- Entrée en vigueur des règlements, c. 47, a. 14.
- Modification du règlement concernant l'élection des directeurs, c. 47, a. 19.
- Nomination du président et des autres officiers, c. 47, a. 25.
- Nouvelle élection, c. 47, a. 21.
- Pouvoir de faire des règlements, c. 47, a. 12.
- Publication du règlement concernant l'élection des directeurs, c. 47, a. 18.
- Quorum des directeurs, c. 47, a. 24.
- Rapport des directeurs au ministre des terres, c. 47, a. 27.
- Règlement concernant l'élection des directeurs, c. 47, a. 17.
- Restrictions au pouvoir de faire des règlements, c. 47, a. 15.
- Vacances dans la charge de directeur, c. 47, a. 26.

Titres douteux

- Cas de substitution, etc., c. 47, a. 76.
- Dépôt des deniers, c. 47, a. 76.
- Effet de la ratification de titre, c. 47, a. 76.
- Intervention du propriétaire légitime, c. 47, a. 76.
- Prix d'ouvrages dont les titres sont douteux peuvent être déposés chez protonotaire, c. 47, a. 75.
- Ratification de titre, c. 47, a. 75.

COMPTABLES.—LOI DES COMPTABLES. (CHAP. 222)

- Candidats aux examens, c. 222, a. 6.
- Diplôme donnant droit d'être membre, c. 222, a. 15.
- Droit d'acquiescer et de disposer, c. 222, a. 9.
- Emploi des profits, c. 222, a. 10.
- Force probante des copies ou extraits, c. 222, a. 13.
- Honoraires d'admission et autres, c. 222, a. 11.
- Membres sans examen, c. 222, a. 3.
- Nombre des directeurs, officiers, et vacances, c. 222, a. 7.

COMPTABLES.—LOI DES COMPTABLES. (CHAP. 222)—*Suite*

- Nom et bureau, c. 222, a. 2.
- Objets de la corporation, c. 222, a. 4.
- Registre des noms des membres, c. 222, a. 12.
- Règlements de régie interne, c. 222, a. 5.
- Règlement et décision des questions, c. 222, a. 8.
- Titres réservés aux membres, c. 222, a. 14.

COMPTES DES CORONERS *voir* CORONERS**COMPTES MUNICIPAUX.—LOI DES COMPTES MUNICIPAUX. (CHAP. 110)**

- Dépenses des inspecteurs, c. 110, a. 8.
- Destination des montants perçus, c. 110, a. 11.
- Peines pour contravention, c. 110, a. 5.
- Production des documents, c. 110, a. 4.
- Protection des intérêts de la municipalité, c. 110, a. 7.
- Rapport annuel au ministre, c. 110, a. 2.
- Recommandations par les inspecteurs, c. 110, a. 6.
- Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 110, a. 10.
- Traitement des inspecteurs ou comptables, c. 110, a. 9.
- Vérification par le département, c. 110, a. 3.

COMPTES PUBLICS *voir* VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS**COMTÉS *voir* DIVISION TERRITORIALE****CONCESSIONS DE TERRES PUBLIQUES *voir* TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES****CONCESSIONS FORESTIÈRES *voir* TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES****CONCESSIONS MINIÈRES *voir* MINES****CONCILIATION *voir* CONSEILS DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE****CONCILIATION, CONSEIL DE—*voir* CONSEILS DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE****CONCOURS DU MÉRITE AGRICOLE *voir* ORDRE DU MÉRITE AGRICOLE****CONCOURS LITTÉRAIRES OU SCIENTIFIQUES *voir* AIDE AUX PRODUCTIONS LITTÉRAIRES ET SCIENTIFIQUES****CONDITIONS DE TRAVAIL DANS ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS *voir* ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS****CONFECTION DE LA LISTE DES JURÉS *voir* JURÉS****CONFECTION DU CADASTRE.—LOI DU CADASTRE. (CHAP. 261)****Cadastre des chemins de fer**

- Chaque partie de lot prise devient un lot avec numéro, c. 261, a. 8.
- Correction des plans, etc., pour indiquer lots pris pour chemins de fer, c. 261, a. 9.

CONFECTION DU CADASTRE.—LOI DU CADASTRE. (CHAP. 261)—*Suite***Cadastre des chemins de fer—*Suite***

- Créancier peut déposer plan à défaut de la compagnie, c. 261, a. 8.
- Devoirs du régistrateur après radiation, c. 261, a. 13.
- Effet des avis de renouvellement des hypothèques, c. 261, a. 12.
- Plan du terrain pris pour un chemin de fer, c. 261, a. 8.
- Renouvellement des hypothèques dans certains cas, c. 261, a. 10.
- Signature de l'avis de renouvellement des hypothèques, c. 261, a. 11.

Préparation des plans et livres de renvoi officiels

- Aide par le régistrateur à la préparation des plans, c. 261, a. 5.
- Chemin qui devient propriété privée, c. 261, a. 7.
- Date et dépôt des plans, etc., c. 261, a. 2.
- Emploi des cartes et arpentages dans les cantons, c. 261, a. 4.
- Localités dans lesquelles l'article 2168 du Code civil n'est pas en vigueur, c. 261, a. 6.
- Objet des plans, etc., c. 261, a. 3.
- Préparation des plans, etc., c. 261, a. 2.

Subdivision des lots

- Annotation par le régistrateur chez qui un plan a été déposé, c. 261, a. 14.
- Certificat qui accompagne les plan et livre de renvoi, c. 261, arts 17 et 18.
- Consentement par les créanciers hypothécaires, c. 261, arts 17 et 18.
- Désignation de la partie non divisée, c. 261, a. 15.
- Désignation des lots de la subdivision, c. 261, a. 15.
- Honoraires du régistrateur dans le cas de substitution d'une subdivision, c. 261 a. 19.
- Publication du livre de renvoi d'une subdivision, c. 261, a. 16.

CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES, IMMEUBLES POSSÉDÉS PAR DES TERRAINS POSSÉDÉS PAR DES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES**CONNAISSEMENTS ET REÇUS POUR MARCHANDISES ET BOIS DE CONSTRUCTION.—LOI DES CONNAISSEMENTS POUR MARCHANDISES ET BOIS DE CONSTRUCTION. (CHAP. 267)****Transport des connaissances**

- Avances sur connaissance, c. 267, a. 4.
- Avis de la vente des effets, c. 267, a. 5.
- Certificat pour effets, etc., donné par garde-magasin, etc., c. 267, a. 3.
- Effet de l'endossement, c. 267, a. 2.
- Effets ne peuvent être pris en gage pour plus de six mois, c. 267, a. 5.
- Transport par endossement, c. 267, a. 2.
- Vente des effets en cas de non-paiement à échéance, c. 267, a. 2.

Transport des reçus pour bois de construction

- Avis de la vente, c. 267, a. 8.
- Bois, etc., ne peuvent être mis en gage pour plus de douze mois, c. 267, a. 8.
- Effet de l'endossement, c. 267, a. 6.
- Endossement des reçus, c. 267, a. 6.
- Mode de faire la vente, c. 267, a. 8.
- "Papier-nouvelles", définition du mot, c. 267, a. 8.

CONNAISSEMENTS ET REÇUS POUR MARCHANDISES ET BOIS DE CONSTRUCTION.—LOI DES CONNAISSEMENTS POUR MARCHANDISES ET BOIS DE CONSTRUCTION. (CHAP. 267)—*Suite*

Transport des reçus pour bois de construction—*Suite*

- Privilege résultant de l'endossement, c. 267, a. 9.
- Reçus pour bois de construction, c. 267, a. 6.
- Validité du reçu si le garde-chantier, etc., est lui-même propriétaire des effets, c. 267, a. 7.
- Vente des effets dans le cas de non-paiement à échéance, c. 267, a. 6.

CONSEIL D'AGRICULTURE. — LOI DU CONSEIL D'AGRICULTURE. (CHAP. 52)

Comité permanent d'expositions

- Compagnie à fonds social peut remplacer comité, c. 52, a. 20.
- Organisation, direction et pouvoirs du comité, c. 52, a. 20.
- Vente à l'encan d'animaux exposés, c. 52, a. 21.

Conseil

- Composition du conseil, c. 52, a. 2.
- Conseil relève du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 52, a. 3.
- Officiers du conseil, c. 52, a. 5.
- Pouvoirs corporatifs et nom, c. 52, a. 4.
- Président, vice-président et président temporaire, c. 52, a. 6.
- Secrétaire du conseil, c. 52, a. 7.

Exécution de la loi

- Ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution de la loi, c. 52, a. 37.

Octroi provincial aux sociétés et institutions d'enseignement agricole

- Paiement de l'octroi, c. 52, a. 36.
- Suspension ou suppression de l'octroi, c. 52, a. 36.

Pouvoirs et devoirs du conseil

- Devoirs du conseil, c. 52, a. 8.
- Pouvoirs et attributions du conseil, c. 52, arts 9 et 10.

Publications

- Journal d'agriculture, c. 52, a. 34.
- Rapports, essais, conférences, renseignements utiles, c. 52, a. 33.

Règlements et résolutions du conseil

- Doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 52, a. 35.

Séances du conseil

- Assemblées spéciales, leur convocation, c. 52, a. 18.
- Défaut d'assister aux séances, c. 52, a. 19.
- Gratuité des services des membres, c. 52, a. 12.
- Local des réunions, c. 52, a. 11.
- Paiement des dépenses, c. 52, a. 16.
- Quorum, c. 52, a. 13.

CONSEIL D'AGRICULTURE.—LOI DU CONSEIL D'AGRICULTURE. (CHAP. 52)—*Suite*

Séances du conseil—*Suite*

- Règlements concernant les assemblées, c. 52, a. 17.
- Secrétaire, ses devoirs, c. 52, a. 15.
- Voix prépondérante du président, c. 52, a. 14.

Surveillance des étalons

- Appel au comité de surveillance, c. 52, a. 29.
- Comité de surveillance des étalons, c. 52, a. 22.
- Déclaration des possesseurs d'étalons, c. 52, a. 24.
- Devoirs du comité de surveillance, c. 52, a. 27.
- Exhibition du permis de monte, c. 52, a. 30.
- Honoraires d'inspection, c. 52, a. 28.
- Inspecteurs des étalons, c. 52, a. 23.
- Inspection des étalons, c. 52, a. 26.
- Pénalités contre les contrevenants, c. 52, a. 32.
- Permis de monte, c. 52, a. 25.
- Pouvoirs du comité de surveillance, c. 52, a. 31.

CONSEIL D'HYGIÈNE voir HYGIÈNE

CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE voir INSTRUCTION PUBLIQUE

CONSEIL DES ARTS ET MANUFACTURES.—LOI DU CONSEIL DES ARTS ET MANUFACTURES. (CHAP. 142)

Composition du conseil

- Durée de la charge, c. 142, a. 4.
- Élection des officiers, c. 142, a. 7.
- Gratuité des services, c. 142, a. 8.
- Membres du conseil, c. 142, a. 3.
- Nom corporatif et pouvoirs, c. 142, a. 5.
- Officiers, c. 142, a. 6.

Mise à exécution de la loi, c. 142, a. 2.

Pouvoirs et devoirs du conseil

- Absence prolongée d'un membre, c. 142, a. 23.
- Approbation des règlements, c. 142, a. 22.
- Collèges pour les artisans, c. 142, a. 18.
- Coopération aux expositions, c. 142, a. 16, § 3°.
- Écoles de dessin, c. 142, a. 17.
- Encouragement des arts, c. 142, a. 16, § 6°.
- Établissements de musées, bibliothèques, etc., c. 142, a. 16, § 1°.
- Importation d'instruments, c. 142, a. 16, § 2°.
- Registres et rapports, c. 142, a. 19.
- Règlements d'administration, c. 142, a. 20.
- Règlements pour l'enseignement du dessin, c. 142, a. 16, § 5°.
- Représentation aux expositions étrangères, c. 142, a. 16, § 4°.
- Transmission au ministre des procès-verbaux et règlements, c. 142, a. 21.

Séances du conseil et pouvoirs des officiers

- Assemblées spéciales, convocation et avis, c. 142, a. 14.
- Devoirs du secrétaire, c. 142, a. 11.

CONSEIL DES ARTS ET MANUFACTURES.—LOI DU CONSEIL DES ARTS ET MANUFACTURES. (CHAP. 142)—*Suite*

Séances du conseil et pouvoirs des officiers—*Suite*

- Païement des dépenses, c. 142, a. 12.
- Quorum, c. 142, a. 9.
- Règlements des assemblées, c. 142, a. 13.
- Vacances, c. 142, a. 15.
- Vote du président, c. 142, a. 10.

CONSEIL EN LOI DU ROI *voir* **BARREAU**

CONSEIL EXÉCUTIF *voir* **DÉPARTEMENT DU CONSEIL EXÉCUTIF et EXÉCUTIF**

CONSEIL GÉNÉRAL DU BARREAU *voir* **BARREAU**

CONSEIL LÉGISLATIF *voir* **LÉGISLATURE**

CONSEILLERS LÉGISLATIFS *voir* **LÉGISLATURE**

CONSEILS DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE.—LOI DES DIFFÉRENDIS OUVRIERS DE QUEBEC. (CHAP. 97)

Conseils d'arbitrage

- Composition du conseil, c. 97, a. 18.
- Décision suivant l'équité, c. 97, a. 24.
- Différends qui peuvent être soumis au conseil, c. 97, a. 20.
- Droit de soumettre différend à un conseil de conciliation, c. 97, a. 21.
- Durée de l'office, c. 97, a. 19.
- Engagement des parties de s'en rapporter à la sentence, c. 97, a. 26.
- Rémunération des membres, c. 97, a. 22.
- Représentants des parties, c. 97, a. 23.
- Séances, comment elles sont tenues, c. 97, a. 24.
- Sentence arbitrale, c. 97, a. 25.

Conseils de conciliation

- Autorisation des représentants, c. 97, a. 14.
- Composition du conseil, c. 97, a. 10.
- Convocation des conciliateurs, c. 97, a. 16.
- Différends qui peuvent être soumis au conseil, c. 97, a. 11.
- Élection des représentants, c. 97, a. 14.
- Mémoire conjoint, c. 97, a. 15.
- Rapport des conciliateurs, c. 97, a. 17.
- Réception d'une demande, c. 97, a. 12.
- Représentants des parties, c. 97, a. 13.

Fonctionnement de la loi

- Assignation des témoins, c. 97, a. 8.
- Définition des mots: "patron" et "employé", c. 97, a. 3.
- Différend ou litige, portée de ces mots, c. 97, a. 4.
- Greffier, sa nomination, c. 97, a. 6.

**CONSEILS DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE.—LOI DES DIFFÉREND
OUVRIERS DE QUÉBEC. (CHAP. 97)—*Suite***

Fonctionnement de la loi—*Suite*

- Greffier, ses devoirs, c. 97, a. 7.
- Nombre d'employés intéressés requis, c. 97, a. 5.
- Visite de la localité où se produit un différend, c. 97, a. 9.

Mise à exécution de la loi, ministre des travaux publics et du travail, c. 97, a. 2.

Pouvoirs des conseils

- Agents ne peuvent être retribués, c. 97, a. 28.
- Assignation des témoins, c. 97, a. 27, § 2°.
- Honoraires du greffier, c. 97, a. 29.
- Irrégularités et vices de forme, c. 97, a. 33.
- Réception du serment, c. 97, a. 27, § 3°.
- Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 97, a. 32.
- Rémunération des membres du conseil de conciliation, c. 97, a. 30.
- Taxe des témoins, c. 97, a. 31.
- Visite des lieux, c. 97, a. 27, § 1°.

CONSEILS LOCAUX D'HYGIÈNE *voir* **HYGIÈNE**

CONSERVATION DES MONUMENTS ET OBJETS D'ART *voir* **MONUMENTS
ET OBJETS D'ART**

CONSIGNATION *voir* **TRÉSOR**

CONSTITUTIONS DE CERTAINES ÉGLISES *voir* **ORGANISATION ET POU-
VOIRS DE CERTAINES ÉGLISES**

**CONSTABLES ET CONSTABLES SPÉCIAUX.—LOI DE LA NOMINATION DES
CONSTABLES. (CHAP. 169)**

- Autorisation préalable requise, exceptions, c. 169, a. 3.
- Dépôt des documents au greffe, c. 169, a. 5.
- Destitution, c. 169, a. 8.
- Infractions, pénalités, c. 169, a. 10.
- Insignes, c. 169, a. 6.
- Insignes défendus, c. 169, a. 7.
- Nomination, comment et par qui faite, c. 169, a. 2.
- Nominations antérieures au 19 mars, 1921, c. 169, a. 9.
- Prestation du serment, c. 169, a. 4.

CONSTABLES DE CHEMIN DE FER *voir* **COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER**

CONSTABLES NOMMÉS PAR JUGE DE PAIX *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

CONSTABLES NOMMÉS PAR MAGISTRAT DE POLICE *voir* **TRIBUNAUX
JUDICIAIRES**

CONSTABLES POUR MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LES ÉGLISES *voir*
LIBERTÉ DES CULTES ET BON ORDRE DANS LES ÉGLISES

CONSTABLES SPÉCIAUX *voir* **CONSTABLES ET CONSTABLES SPÉCIAUX**

CONSTABLES SPÉCIAUX DANS LES CAS D'ÉMEUTES *voir* **POLICE ET BON ORDRE**

CONSTRUCTION DE CHEMINS, CONTRIBUTION PAR MUNICIPALITÉS *voir*
CONTRIBUTION PAR MUNICIPALITÉS À LA CONSTRUCTION DES CHEMINS

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS OUVRIERS OU DE MAISONS SALUBRES
voir **LOGEMENTS OUVRIERS**

CONSTRUCTION DES CHEMINS *voir* **CONTRIBUTION PAR MUNICIPALITÉS
À LA CONSTRUCTION DES CHEMINS**

CONSTRUCTION DES CHEMINS, COMPAGNIES DE— *voir* **COMPAGNIES
POUR LA CONSTRUCTION DES CHEMINS**

CONSTRUCTION DES CHEMINS ET ROUTES *voir* **VOIRIE**

CONSTRUCTION DES ÉCHAFAUDAGES *voir* **ÉCHAFAUDAGES**

CONSTRUCTION DES ÉGLISES, PRESBYTÈRES ET CIMETIÈRES *voir* **PA-
ROISSES ET FABRIQUES**

CONSTRUCTION, SOCIÉTÉS DE— *voir* **SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION**

CONTAGION, MALADIES COMPORTANT— *voir* **HYGIÈNE**

CONTESTATIONS D'ÉLECTION PROVINCIALES *voir* **ÉLECTIONS CONTESTÉES**

CONTRATS POUR L'ÉDUCATION DES AVEUGLES *voir* **INSTITUTIONS D'ÉDU-
CATION POUR LES AVEUGLES**

CONTRE-GRÈVES *voir* **DIFFÉRENDS ENTRE EMPLOYEURS ET EMPLOYÉS**

**CONTRIBUTION DES COMMISSIONS SCOLAIRES POUR FINS PATRIOTI-
QUES, NATIONALES OU SCOLAIRES.—LOI DES CONTRIBUTIONS DES
COMMISSIONS SCOLAIRES. (CHAP. 135)**

Montant des contributions, c. 135, a. 3.

Pouvoir de souscrire pour certaines fins, c. 135, a. 2.

**CONTRIBUTION DES MUNICIPALITÉS POUR L'ENTRETIEN DES PRISON-
NIERS.—LOI DE L'ENTRETIEN DES PRISONNIERS. (CHAP. 33)**

État préparé par shérif de chaque district, c. 33, a. 4.

Mode de paiement de la contribution, c. 33, a. 3.

Montant payable pour la détention de certains délinquants, c. 33, a. 2.

Recouvrement de la contribution, c. 33, a. 5.

Remboursement des municipalités par les délinquants, c. 33, a. 6.

Trésorier de la province chargé de l'exécution de la loi, c. 33, a. 7.

**CONTRIBUTION PAR MUNICIPALITÉS À LA CONSTRUCTION DES CHEMINS.
—LOI DE LA CONTRIBUTION MUNICIPALE À LA CONSTRUCTION DES
CHEMINS. (CHAP. 93)**

- Déduction en certains cas, c. 93, a. 3
- Effet de certaines résolutions, c. 93, a. 4.
- Municipalités qui sont tenues de contribuer, c. 93, a. 2.
- Pouvoir d'emprunter, c. 93, a. 5.

**CONTRIBUTION PAR MUNICIPALITÉS POUR ÉCOLES D'INDUSTRIE voir
ÉCOLES D'INDUSTRIE**

**CONTRÔLE DU REVENU DE LA PROVINCE.—LOI DU CONTRÔLE DU RE-
VENU. (CHAP. 22)**

Contrôleur du revenu

- Bureau du revenu, c. 22, a. 2.
- Nomination du contrôleur, c. 22, a. 3.
- Nomination d'un inspecteur des bureaux, etc., c. 22, a. 4.
- Services qui peuvent être donné en charge au contrôleur, c. 22, a. 6.
- Services sous la charge du contrôleur, c. 22, a. 5.

Percepteurs et autres officiers du revenu

- Authenticité des règlements ou des arrêtés ministériels, c. 22, a. 23.
- Contrôle des officiers, c. 22, a. 29.
- Définition des mots: "officiers du revenu", c. 22, a. 7.
- Définition des mots: "percepteur du revenu de la province", c. 22, a. 13.
- Distribution de brochures contenant les lois du revenu, c. 22, a. 21.
- Division de la province en districts de revenu, c. 22, a. 12.
- Emploi des sommes perçues, c. 22, a. 14.
- Endroits où peuvent être accomplis certains actes, c. 22, a. 25.
- Exemptions et incapacités des officiers, c. 22, a. 10.
- Frais de voyage, c. 22, a. 19.
- Heures de bureau, c. 22, a. 27.
- Incapacité d'agir du percepteur, c. 22, a. 17.
- Incapacité d'être officier municipal, c. 22, a. 20.
- Inhabilité des officiers d'occuper un autre emploi, c. 22, a. 9.
- Nomination des députés percepteurs, c. 22, a. 16.
- Nomination des officiers du revenu, c. 22, a. 8.
- Officiers compétents à agir, c. 22, a. 24.
- Reddition de comptes des officiers, c. 22, a. 15.
- Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 22, a. 22.
- Serment d'office des officiers, c. 22, a. 11.
- Tenue de livres ou de comptes, c. 22, a. 28.
- Traitement des officiers, c. 22, a. 18.
- Traitement ou rémunération des officiers, c. 22, a. 9.
- Transmutation d'officiers d'une branche à une autre, c. 22, a. 26.
- Vacance dans la charge de percepteur, c. 22, a. 17.

Remise des droits et peines

- Mode de la remise des peines, c. 22, a. 44.
- Rapport des remises à la Législature, c. 22, a. 45.
- Remise des peines par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 22, a. 44.

CONTRÔLE DU REVENU DE LA PROVINCE.—LOI DU CONTRÔLE DU REVENU. (CHAP. 22)—*Suite***Responsabilité des comptables et officiers du revenu**

- Avis d'avoir à rendre compte, c. 22, a. 31.
- Avis d'avoir à transmettre des pièces justificatives, c. 22, a. 34.
- Défaut de rendre compte, c. 22, a. 33.
- Destitution des officiers qui acceptent des présents, c. 22, a. 39.
- Exécution contre les défalcataires, c. 22, a. 35.
- Peines contre personnes qui donnent des cadeaux aux officiers, c. 22, a. 39.
- Peines pour défaut de rendre compte, c. 22, a. 30.
- Procédures contre personnes qui négligent d'employer deniers publics de la manière déterminée, c. 22, a. 36.
- Propriété des livres, etc., en la possession des officiers du revenu, c. 22, a. 38.
- Responsabilité des officiers en cas de perte de revenus publics, c. 22, a. 37.
- Signification de l'avis d'avoir à rendre compte, c. 22, a. 32.

Serments, investigations et amendes

- Discontinuation de poursuites, c. 22, a. 43.
- Emploi des amendes, c. 22, a. 42.
- Recouvrement des amendes, c. 22, a. 42.
- Substitution de la déclaration au serment, c. 22, a. 40.
- Témoignages donnés sous serment, c. 22, a. 41.

CONTRÔLEUR DU REVENU *voir* CONTRÔLE DU REVENU**CONVENTION COLLECTIVE DU TRAVAIL *voir* SYNDICATS PROFESSIONNELS****CONVENTION DU TRAFFIC *voir* COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER****CONVICTIONS SOMMAIRES. — LOI DES CONVICTIONS SOMMAIRES DE QUEBEC. (CHAP. 165)****Appel**

- Application de la section, c. 165, a. 71.
- Procédure en appel
 - Appel basé sur formalités c. 165, a. 76.
 - Appel déserté, frais, c. 165, a. 78.
 - Appel renvoyé, c. 165, a. 79.
 - Audition, c. 165, a. 74.
 - Cas d'appel, c. 165, a. 72.
 - Décision quant au fond, c. 165, a. 77.
 - Désistement, c. 165, a. 83.
 - Enquête devant la cour c. 165, a. 75.
 - Formalités à observer, c. 165, a. 73.
 - Ordre quant aux frais, c. 165, a. 81.
 - Recouvrement des frais, c. 165 a. 82.
 - Transmission de la condamnation, à la Cour d'appel, c. 165, a. 80.
- Procédure par exposé de la cause
 - Audition de la cause, c. 165, a. 90.
 - Cautionnement, c. 165, a. 86.
 - Certiorari non requis, c. 165, a. 93.
 - Délais, c. 165, a. 85.

CONVICTIONS SOMMAIRES. — LOI DES CONVICTIONS SOMMAIRES DE QUÉBEC. (CHAP. 165)—*Suite*

Appel—*Suite*

Procédure par exposé de la cause—*Suite*

- Demande pour contraindre le juge à faire l'exposé, c. 165, a. 89.
- Exécution du jugement c. 165, a. 92.
- Exposé de cause empêche l'appel, c. 165, a. 94.
- Exposé pour la Cour d'appel c. 165, a. 84.
- Modification de l'exposé, c. 165, a. 91.
- Mort ou sortie de charge du juge, c. 165, a. 87.
- Refus du juge c. 165, a. 88.
- Règles générales concernant les appels
 - Cas de non-invalidation, c. 165, a. 97.
 - Causes pendantes et condamnations antérieures à la loi, c. 165, a. 102.
 - Certiorari, c. 165, a. 96
 - Défaut de forme, c. 165, a. 100
 - Informalités, c. 165, a. 95.
 - Irrégularités, en quoi elles consistent, c. 165, a. 98.
 - Preuve d'ordres en conseil, etc. c. 165, a. 99.
 - Protection des juges de paix, c. 165, a. 101.

Application de la loi

- Dérogations continuées en vigueur à partie XV du Code criminel c. 165, a. 3, § 2.
- Lois générales ou spéciales auxquelles s'applique cette loi, c. 165, a. 3, § 1.

Assignation des témoins

- Assignation par le juge de paix, c. 165, a. 22.
- Mandat d'amener, c. 165, a. 24.
- Mandat d'amener en premier lieu, c. 165, a. 26.
- Signification, c. 165, a. 23.
- Témoin en défaut, c. 165, a. 25.

Audition

- Ajournements, c. 165, a. 42.
- Audition, quand le juge y procède, c. 165, a. 33.
- Aveu ou admission offerts en preuve, c. 165, a. 39.
- Condamnation au cas d'admission, c. 165, a. 34, § 2.
- Conseils des parties c. 165, a. 28.
- Dénégation de la plainte, c. 165, a. 35.
- Dépositions, comment prises, c. 165, a. 36.
- Examen volontaire, c. 165, a. 34, § 1.
- Loi de la preuve en Canada, applicable, c. 165, a. 41.
- Non-comparution du plaignant, c. 165, a. 32.
- Non-comparution du prévenu, c. 165, a. 31.
- Plaidoyer de culpabilité en l'absence du prévenu, c. 165, a. 34, § 3.
- Preuve d'exception, etc., c. 165, a. 30.
- Preuve en réplique, c. 165, a. 38
- Preuve sous serment, c. 165 a. 29.
- Séance publique ou à huis clos, c. 165, a. 27.
- Témoin refusant de déposer, c. 165, a. 40.
- Témoins de la défense, c. 165, a. 37.

CONVICTIONS SOMMAIRES. — LOI DES CONVICTIONS SOMMAIRES DE QUÉBEC. (CHAP. 165)—*Suite*

Bon ordre à l'audience

Maintien de l'ordre, c. 165, a. 69

Punition de la résistance, c. 165, a. 70.

Cautionnements

Défaut de comparaitre, c. 165, a. 64.

Mandat d'élargissement, c. 165, a. 65.

Décision

Condamnation, ordre ou acquittement, c. 165, a. 43.

Emprisonnement, procédure, c. 165, a. 52.

Frais, c. 165, a. 47.

Frais, recouvrement des—c. 165, arts 49, 50.

Frais sur renvoi de poursuite, c. 165, a. 48.

Mémoire de la condamnation ou de l'ordre, c. 165, a. 44.

Non lieu, c. 165, a. 45.

Paiement d'une somme d'argent ordonné, procédure, c. 165, a. 51.

Signification de copie de l'ordre, c. 165, a. 46.

Dénonciation et plainte

Comment faite, c. 165, a. 12.

Devant qui portée, c. 165, a. 13.

Dispositions déclaratoires et interprétatives

"Circonscription territoriale", c. 165, a. 2, § 1°.

"Cour", c. 165, a. 2, § 2°.

"District" ou "district électoral", c. 165, a. 2, § 3°.

"Juge de paix", c. 165, a. 2, § 5°.

"Prison commune" ou "prison", c. 165, a. 2, § 4°.

Exécution du jugement

Admission ou non à caution, c. 165, a. 57.

Mandat d'emprisonnement quand prévenu est en prison, c. 165, a. 58.

Mandat de saisie et vente ou d'emprisonnement, c. 165, a. 53.

Mandat non émis en certains cas, c. 165, a. 56.

Offre de paiement sur saisie ou au geôlier, c. 165, a. 59.

Ordre pour prélèvement des frais, c. 165, a. 54.

Translation du prévenu à la prison, c. 165, a. 60.

Visa d'un mandat de saisie, c. 165, a. 55.

Irrégularités et objections

Divergences, c. 165, a. 62.

Infraction représentée de diverses manières, c. 165, a. 63.

Motifs insuffisants, c. 165, a. 61.

Juridiction

Actes préliminaires, c. 165, a. 5, § 1.

Audition devant un juge de paix ou plus, c. 165, a. 4, § 1.

Juges doivent être présents ensemble s'ils agissent ensemble, c. 165, a. 5, § 4.

Lieu de l'audition, c. 165, a. 4, § 2.

CONVICTIONS SOMMAIRES. — LOI DES CONVICTIONS SOMMAIRES DE QUÉBEC. (CHAP. 165)—*Suite*

Juridiction—*Suite*

- Mandats après audition, c. 165, a. 5, § 2.
- Même juge de paix n'est pas requis, c. 165, a. 5, § 3.
- Personnes ayant autorité de deux juges de paix, c. 165, a. 6.

Juridiction spéciale

- Infractions au cours d'un voyage, etc., c. 165, a. 7, § 3°.
- Sur la frontière de deux juridictions, c. 165, a. 7, § 2°.
- Sur l'eau, entre deux juridictions, c. 165, a. 7, § 1°.

Perquisitions

- Dénonciation pour mandat de perquisition, énoncés, c. 165, a. 8.
- Exécution d'un mandat, c. 165, a. 10.
- Exécution d'un mandat en dehors d'une juridiction, c. 165, a. 9.
- Objets saisis, détention et restitution, c. 165, a. 11.

Punition

- Amende à la discrétion de la cour, c. 165, a. 68, § 1.
- Conviction requise avant punition, c. 165, a. 66.
- Degrés de la punition, c. 165, a. 67.
- Durée de l'emprisonnement, computation de la—c. 165, a. 68, § 2.

Sommation et mandat

- Copies de mandat, c. 165, a. 17.
- Émission de sommation ou mandat, c. 165, a. 14.
- Exécution du mandat, c. 165, a. 20.
- Mandat, comment rédigé, c. 165, a. 18.
- Mandat, formalités requises, c. 165, a. 19.
- Signification à une corporation, c. 165, a. 16.
- Sommation, comment faite, c. 165, a. 15.
- Visa du mandat, c. 165, a. 21.

CONVOCATION D'ASSEMBLÉES PUBLIQUES *voir* **ASSEMBLÉES PUBLIQUES**

CONVOCATION DE LA LÉGISLATURE *voir* **LÉGISLATURE**

COOPÉRATIVES AGRICOLES *voir* **SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES**

COOPÉRATIVES DE CERCLES AGRICOLES *voir* **SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CERCLES AGRICOLES**

COPIES ET EXTRAITS D'ACTES NOTARIÉS *voir* **NOTARIAT**

CORONERS, ENQUÊTES DES—DANS LES CAS D'INCENDIES *voir* **ENQUÊTES DANS LES CAS D'INCENDIES**

CORONERS.—LOI DES CORONERS. (CHAP. 153)**Devoirs des coroners**

- Avis au surintendant des mines, c. 153, a. 56.
- Avis d'émission d'un mandat, c. 153, a. 55.
- États semestriels, c. 153, a. 54.
- Objets trouvés et non réclamés, c. 153, a. 57.
- Rapport au cas d'enquête, c. 153, s. 53, § 1°.
- Rapport au cas de recherches, c. 153, a. 53, § 2°.

Enquêtes

- Ajournements, c. 153, a. 40.
- Analyse chimique, c. 153, a. 31.
- Assermentation des jurés et des témoins, c. 153, a. 35.
- Assignation du jury, c. 153, a. 23.
- Assignation verbale des jurés, c. 153, a. 32.
- Cas d'enquête, avis au coroner, c. 153, a. 20.
- Décès d'un détenu, c. 153, a. 21.
- Déclaration du coroner, son contenu, c. 153, a. 24.
- Dépositions, comment prises, c. 153, a. 37.
- Détention de toute personnes à discrétion, c. 153, a. 38.
- Documents transmis au greffier de la paix, c. 153, a. 47.
- Enquête ordonnée par procureur général, c. 153, a. 25.
- Examen du cadavre sur demande du jury, c. 153, a. 30.
- Exhumation non requise en certains cas, c. 153, a. 46.
- Jury, composition, c. 153, a. 26.
- Morgue, c. 153, a. 28.
- Morgue, paiement du directeur, c. 153, a. 29.
- Nouvelle enquête ordonnée, c. 153, a. 45, § 2°.
- Preuve, règles ordinaires, c. 153, a. 33.
- Publicité des enquêtes, c. 153, a. 34.
- Questions aux témoins, droits des parties, c. 153, a. 36.
- Refus de donner avis, pénalité, c. 153, a. 22.
- Réouverture de l'enquête ordonnée, c. 153, a. 35, § 1°.
- Résumé de la preuve, c. 153, a. 41.
- Tenue de l'enquête, c. 153, a. 27.
- Verdict, accord ou désaccord des jurés, et effet, c. 153, a. 44.
- Verdict, ce qu'il contient, c. 153, a. 42.
- Verdict, par qui signé, c. 153, a. 43.
- Visite des lieux, c. 153, a. 39.

Formules et règlements

- Approbation du procureur général, c. 153, s. 76.

Inhumations et exhumations

- Exhumation, ordre et autorisation, c. 153, s. 50.
- Exhumation pour fins d'examen, c. 153, s. 51.
- Inhumation de certains cadavres, c. 153, s. 49.
- Inhumation immédiate, dès que possible, c. 153, s. 52.
- Permis du coroner, quand requis, c. 153, s. 48.

Nomination et juridiction

- Coroner est juge de paix d'office, c. 153, a. 8.
- Coroner nommé pour un ou plusieurs districts, c. 153, a. 2.

CORONERS.—LOI DES CORONERS. (CHAP. 153)—*Suite***Nomination et juridiction—*Suite***

- Coroners conjoints, c. 153, a. 3.
- Coroners conjoints, leurs pouvoirs, c. 153, a. 15.
- Député-coroner, ses devoirs, c. 153, a. 9.
- Enquêtes, droits du procureur général à ce sujet, c. 153, a. 12.
- Interprètes, leurs honoraires, c. 153, a. 14.
- Juridiction en certains cas, c. 153, a. 4.
- Secrétaire et constables, c. 153, a. 13.
- Serments, certificat de prestation, c. 153, a. 7.
- Serments d'allégeance et d'office, c. 153, a. 5.
- Serments des députés-coroners, c. 153, a. 10.
- Serments, devant qui reçus, c. 153, a. 6.
- Services d'un coroner voisin, comment requis, c. 153, a. 11.

Nominations spéciales

- Coroner pour Montréal, c. 153, a. 69.
- Coroner pour Québec, c. 153, a. 70.
- Ile d'Anticosti, c. 153, a. 71.
- Officiers spéciaux, c. 153, a. 73.
- Traitements fixes, c. 153, a. 72.

Paiement des traitements et honoraires

- Comment payés, c. 153, a. 74.
- Pensions, dispositions applicables, c. 153, a. 75.

Recherches

- Examen interne et externe des cadavres, c. 153, a. 17.
- Procès-verbal des renseignements, c. 153, a. 19.
- Recherches faites de lui-même ou sur ordres reçus, c. 153, a. 16.
- Témoins, c. 153, a. 18.

Tarif des frais

- Attestation des comptes, c. 153, a. 65.
- Cas d'enquêtes ou de recherches, c. 153, a. 58.
- Dépenses imprévues, c. 153, a. 60.
- Dépenses réelles, c. 153, a. 59.
- Enquête inutile, c. 153, a. 67.
- Enquête unique si possible, c. 153, a. 68.
- Honoraires, quand non exigibles, c. 153, a. 66.
- Mode de transport, c. 153, a. 62.
- Pièces justificatives, c. 153, a. 63.
- Recherches, quand frais non exigibles, c. 153, a. 64.
- Témoins non indemnisés, exception, c. 153, a. 61.

CORPORATION DES INGÉNIEURS PROFESSIONNELS DE QUÉBEC voir **INGÉNIEURS CIVILS**

CORPORATION DU BARREAU voir **BARREAU**

CORPORATION SCOLAIRE *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

CORPORATIONS, ACQUISITION ET ALIÉNATION D'IMMEUBLES PAR LES—
voir ACQUISITIONS ET ALIÉNATIONS D'IMMEUBLES PAR LES COR-
PORATIONS ET LES GENS DE MAINMORTE

CORPORATIONS, LEUR DROIT DE FAIRE AFFAIRES EN DEHORS DE LA
● **PROVINCE** *voir* POUVOIRS SPÉCIAUX À CERTAINES COMPAGNIES
ET CORPORATIONS

CORPORATIONS, LEURS POUVOIRS SPÉCIAUX *voir* POUVOIRS SPÉCIAUX
À CERTAINES COMPAGNIES ET CORPORATIONS

CORPORATIONS, LOI DES—*voir* COMPAGNIES ET CORPORATIONS

CORPS DE POLICE À CHEVAL *voir* ÉMEUTE PRES DES TRAVAUX PUBLICS

CORRUPTION DANS LES AFFAIRES MUNICIPALES.—LOI SUR LA FRAUDE
ET LA CORRUPTION DANS LES AFFAIRES MUNICIPALES. (CHAP. 107)

Corruption municipale dans les cités et les villes

Accepter des présents, etc., c. 107, a. 2, § 2°.

Durée de la déchéance réduite, c. 107, a. 2.

Offrir des présents, etc., c. 107, a. 2, § 1°.

Corruption municipale et civique

Actionnaire dans une compagnie, c. 107, a. 5.

Affidavit et dépôt sur requête, c. 107, a. 9.

Charge ou fonction lucrative inaccessibles aux membres du conseil, c. 107, a. 6.

Comparution et défense, c. 107, a. 15.

Contrat ou emploi d'un membre du conseil, c. 107, a. 3.

Copie du rapport, c. 107, a. 16.

Dispositions applicables, c. 107, a. 17.

Enquêtes sur les affaires municipales, c. 107, a. 7.

Intérêt, commission ou pourcentage d'un membre du conseil, c. 107, a. 4.

Interrogatoires par écrit, c. 107, a. 11.

Maintien des autres recours, c. 107, a. 20.

Matières sur lesquelles porte l'enquête, c. 107, a. 12.

"Membre d'un conseil municipal", définition, c. 107, a. 19.

Obligation de témoigner, c. 107, a. 13.

Pouvoirs du juge, c. 107, a. 10.

Refus de témoigner, c. 107, a. 14.

Répétition des sommes illégalement payées, c. 107, a. 18.

Requête, à qui soumise, c. 107, a. 8.

CÔTE NORD ENTRE BETSIAMITES ET BLANC-SABLON, LOIS SPÉCIALES
CONCERNANT LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES *voir* TRIBUNAUX JUDI-
CIAIRES

COTISATION POUR CONSTRUCTION OU RÉPARATION D'ÉGLISES, PRES-
BYTÈRES ET CIMETIÈRES *voir* PAROISSES ET FABRIQUES

COTISATIONS SCOLAIRES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

COUR CIVILE D'APPEL *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES

- COUR CRIMINELLE** *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**
- COUR DE CIRCUIT** *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**
- COUR DE CIRCUIT DU DISTRICT DE MONTRÉAL** *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**
- COUR DE L'ÉCHIQUIER** *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**
- COUR DE MAGISTRAT** *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**
- COUR DES COMMISSAIRES** *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**
- COUR DES JEUNES DÉLINQUANTS** *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**
- COUR DES SESSIONS DE LA PAIX** *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**
- COUR DES SESSIONS GÉNÉRALES DE LA PAIX** *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**
- COUR DES SESSIONS SPÉCIALES DE LA PAIX** *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**
- COUR D'OYER ET TERMINER** *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**
- COUR DU BANC DU ROI** *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**
- COUR DU BANC DU ROI PEUT ÊTRE SAISIE DE CERTAINES QUESTIONS**
voir **RENVOIS**
- COUR DU RECORDER** *voir* **CITÉS ET VILLES, TRIBUNAUX JUDICIAIRES** *et*
COURS DE RECORDER
- COUR SUPÉRIEURE** *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**
- COURS ADDITIONNELS EN EUROPE, BOURSES POUR—***voir* **AIDE AUX ÉLÈVES GRADUÉS**
- COURS DE JUSTICE** *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**
- COURS DE JUSTICE DANS LE DISTRICT DE GASPÉ** *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**
- COURS DE RECORDER.—LOI DES COURS DE RECORDER. (CHAP. 106)**

Appel des décisions des recorders et des cours de recorder

- Appel à la Cour du banc du roi, en certains cas, c. 106, a. 9.
- Dispositions applicables, c. 106, a. 15.
- Évocation à la Cour supérieure en certains cas, c. 106, a. 16.
- Lois spéciales n'empêchent pas cet appel, c. 106, a. 14.
- Manière d'interjeter appel, c. 106, a. 10.
- Procédures devant la Cour du banc du roi, c. 106, a. 13.
- Témoignages, c. 106, a. 12.
- Transmission du dossier, c. 106, a. 11.

Greffier

- Nomination, c. 106, a. 2.

COURS DE RECORDER.—LOI DES COURS DE RECORDER. (CHAP. 106)—*Suite***Juridiction de la cour du recorder en dehors de la municipalité**

- Consentement de la municipalité où la cour existe, c. 106, a. 5.
- Contenu du règlement, c. 106, a. 4.
- Copies transmises au lieutenant-gouverneur, c. 106, a. 6.
- Décision du lieutenant-gouverneur, effet, c. 106, a. 7.
- Règlements, c. 106, a. 3.

Traitements des recorders

- Diminution non permise, c. 106, a. 8.

COURS PROFESSIONNELS *voir* ÉCOLES TECHNIQUES ET COURS PROFESSIONNELS**COURS PROFESSIONNELS.—LOI DES COURS PROFESSIONNELS. (CHAP. 136)**

- Approbation des nominations, c. 136, a. 5.
- Comment sont payées les subventions, c. 136, a. 8.
- Condition requise pour obtention de subvention, c. 136, a. 3.
- Écoles publiques peuvent seules bénéficier des subventions, c. 136, a. 7.
- Mise à exécution de la loi, c. 136, a. 9.
- Subventions payées sur rapport favorable, c. 136, a. 6.
- Subventions spéciales, c. 136, a. 2.
- Surveillance des cours, c. 136, a. 4.

COURSES *voir* LICENCES**COURTIERS *voir* LICENCES****COÛT DE L'ENTRETIEN DES ENFANTS DANS LES ÉCOLES D'INDUSTRIE
voir ÉCOLES D'INDUSTRIE****COÛT DE L'ENTRETIEN DES ENFANTS DANS LES ÉCOLES DE RÉFORME *voir*
ÉCOLES DE RÉFORME****COÛT D'ENTRETIEN DES ALIÉNÉS *voir* ASILES D'ALIÉNÉS****COÛT D'ENTRETIEN DES INDIGENTS DANS INSTITUTIONS D'ASSISTANCE
PUBLIQUE *voir* ASSISTANCE PUBLIQUE****CRÈME, PAIEMENT DE LA—DANS LES FABRIQUES DE PRODUITS LAI-
TIERS *voir* PAIEMENT DU LAIT ET DE LA CRÈME DANS LES FABRI-
QUES DE PRODUITS LAITIERS****CRUAUTÉ ENVERS LES ANIMAUX *voir* SOCIÉTÉS PRÉVENTIVES DE CRU-
AUTÉ ENVERS LES ANIMAUX****CULTES, LIBERTÉ DES—*voir* LIBERTÉ DES CULTES ET BON ORDRE DANS
LES ÉGLISES**

D

DÉCÈS, AVIS D'UN—AU CORONER *voir* CORONER

DÉCÈS, CERTIFICAT DE—*voir* HYGIÈNE

DÉCÈS D'UN ALIÉNÉ *voir* ASILES D'ALIÉNÉS *et* CORONERS

DÉCLARATION DES PROPRIÉTAIRES DE JOURNAUX ET AUTRES PUBLICATIONS *voir* JOURNAUX ET AUTRES PUBLICATIONS

DÉCLARATIONS QUE DOIVENT FAIRE ENREGISTRER LES COMPAGNIES ET CERTAINES SOCIÉTÉS ET PERSONNES.—LOI DES DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET DES SOCIÉTÉS. (CHAP. 224)

Compagnies

- Attribution des amendes, c. 224, a. 8.
- Déclaration que doivent faire les compagnies, c. 224, a. 2.
- Défaut de faire et d'enregistrer la déclaration, c. 224, a. 5.
- Enregistrement de la déclaration, c. 224, a. 3.
- Honoraires d'enregistrement, c. 224, a. 4.
- Poursuite doit être autorisée par le procureur général, c. 224, a. 7.
- Prescription des poursuites, c. 224, a. 6.
- Production de la déclaration après les délais, c. 224, a. 6.
- Recouvrement des amendes, c. 224, a. 7.

Femmes séparées de biens faisant commerce

- Déclaration nécessaire, c. 224, a. 18.
- Enregistrement de la déclaration, c. 224, a. 18.
- Pénalité pour défaut de faire et enregistrer déclaration, c. 224, a. 18.

Sociétés en commandite

- Certificat de formation de société en commandite, c. 224, a. 15.
- Dépôt du certificat, c. 224, a. 16.
- Enregistrement du certificat, c. 224, a. 16.
- Honoraires d'enregistrement, c. 224, a. 17.

Sociétés et personnes faisant affaires sous une raison sociale

Pénalités

- Amendes, c. 224, a. 14.
- Attribution des amendes, c. 224, a. 14.
- Loi des actions pénales s'applique, c. 224, a. 14.
- Poursuite doit être autorisée par le procureur général, c. 224, a. 14.

Personnes faisant affaires sous une raison sociale

- Changement de nom, c. 224, a. 11.
- Déclaration nécessaire, c. 224, a. 11.
- Forme et dépôt de la déclaration, c. 224, a. 11.
- Honoraires d'enregistrement, c. 224, a. 12.
- Index des enregistrements, c. 224, a. 13.
- Registre pour fins d'enregistrement, c. 224, a. 12.

Sociétés

- Annulation d'enregistrements illégaux, c. 224, a. 10.
- Déclaration nécessaire, c. 224, a. 9.
- Défense d'enregistrer société sous le nom d'une autre société, c. 224, a. 10.
- Forme et dépôt de la déclaration, c. 224, a. 9.

DÉCRET CANONIQUE D'ÉRECTION DE PAROISSES *voir* PAROISSES ET FABRIQUES

DÉCRET DES STATUTS *voir* STATUTS

DÉCRET, VENTES AYANT L'EFFET DU— *voir* MATIÈRES SPÉCIALES RELATIVES À LA PROCÉDURE

DÉFENSE DE CHASSER *voir* CHASSE

DÉFENSE DE FAIRE CERTAINES EXHIBITIONS *voir* EXHIBITIONS PUBLIQUES PROHIBÉES

DÉMISSION DES DÉPUTÉS *voir* LÉGISLATURE

DENTISTES.—LOI DES DENTISTES DE QUÉBEC. (CHAP. 216)

Admission à l'étude

- Bacheliers, c. 216, a. 67.
- Certificat requis, c. 216, a. 64.
- Cléricature, c. 216, a. 69.
- Détenteurs de certains certificats, c. 216, a. 66.
- Examineurs, c. 216, a. 70.
- Procédure, c. 216, a. 71.
- Qui a droit au certificat, c. 216, a. 65.
- Rapport des examens, c. 216, a. 68.

Admission à l'exercice de la chirurgie dentaire

- Admission de certains étudiants, c. 216, arts 81, 82, 84.
- Assesseurs aux examens pour les degrés universitaires, c. 216, a. 74.
- Avis du temps et du lieu des examens, c. 216, a. 77.
- Choix des assesseurs, c. 216, a. 75.
- Droits des dentistes licenciés, c. 216, a. 88.
- Enregistrement requis, c. 216, a. 90.
- Formalités à remplir, c. 216, a. 78.
- Licence requise, c. 216, a. 83.
- Obtention de la licence, c. 216, a. 85.
- Pénalité en certains cas, c. 216, a. 87.
- Pratique de la chirurgie dentaire, c. 216, a. 80.
- Pseudonyme interdit, c. 216, a. 89.
- Rapport des assesseurs, c. 216, a. 76.
- Signature de la licence, c. 216, a. 86.
- Transmission des rapports, c. 216, a. 79.

Amendes

- Attribution des amendes, c. 216, a. 148.
- Remise au registraire, c. 216, a. 149.

Appel au bureau provincial

- Mode de procéder, c. 216, a. 133.

DENTISTES.—LOI DES DENTISTES DE QUÉBEC. (CHAP. 216)—*Suite***Bureau provincial de chirurgie dentaire**

- Assemblées des membres, c. 216, a. 33.
- Assemblées spéciales, c. 216, a. 38.
- Avis d'assemblée, c. 216, a. 39.
- Bornes des districts, c. 216, a. 17.
- Choix des gouverneurs, c. 216, a. 22.
- Composition, c. 216, a. 9.
- Démission pour cause d'absence, c. 216, a. 34.
- Division de la province pour fins d'élection, c. 216, a. 11.
- Division de Montréal-Est, c. 216, a. 13.
- Division de Montréal-Ouest, c. 216, a. 12.
- Division de Québec, c. 216, a. 16.
- Division de Saint-François, c. 216, a. 15.
- Division de Trois-Rivières, c. 216, a. 14.
- Droit de vote, c. 216, a. 37.
- Élections générales, c. 216, a. 10.
- Gouverneur choisi par institutions, c. 216, a. 27.
- Gouverneurs additionnels, c. 216, a. 20.
- Gouverneurs de Montréal-Ouest, c. 216, a. 18.
- Gouverneurs des autres divisions, c. 216, a. 19.
- Mode des élections, c. 216, a. 24.
- Mode et date de certaines élections, c. 216, a. 26.
- Nombre de gouverneurs diminué ou augmenté, c. 216, a. 21.
- Qualités requises des gouverneurs, c. 216, arts 23, 31.
- Quorum, c. 216, a. 35.
- Rapports d'élection, c. 216, a. 29.
- Tenue de l'élection fixée par lieutenant-gouverneur, c. 216, a. 25.
- Terme d'office, c. 216, a. 28.
- Vacance déclarée, c. 216, a. 32.
- Vacances, c. 216, a. 30.
- Votation, c. 216, a. 36.

Conseil de discipline

- Accusations portées par le registraire, c. 216, a. 132.
- Actes dérogatoires, c. 216, a. 122.
- Avis au registraire, c. 216, a. 126.
- Cause de destitution, c. 216, a. 125.
- Composition, c. 216, a. 114.
- Convocation et lieu des séances, c. 216, a. 123.
- Copies de sentence, c. 216, a. 129.
- Imposition des peines, c. 216, a. 131.
- Juridiction, c. 216, a. 121.
- Mode de procéder, c. 216, a. 124.
- Nominations par le bureau, c. 216, a. 115.
- Peines disciplinaires, c. 216, a. 130.
- Pouvoirs du conseil, c. 216, a. 117.
- Quorum, etc., c. 216, a. 118.
- Remplacement, c. 216, a. 120.
- Suspension ou destitution, c. 216, arts 127, 128.
- Terme d'office, etc., c. 216, a. 119.
- Vacances, c. 216, a. 116.

DENTISTES.—LOI DES DENTISTES DE QUÉBEC. (CHAP. 216)—*Suite***Conseil exécutif, officiers, leurs devoirs**

- Accès aux livres, c. 216, a. 54.
- Authenticité des documents, c. 216, a. 55.
- Conseil exécutif, c. 216, a. 44.
- Destitution, etc., des officiers, c. 216, a. 61.
- Gardien du sceau, c. 216, a. 52.
- Impression de copies du registre, c. 216, a. 51.
- Mise à exécution de la loi, etc., c. 216, a. 58.
- Nomination des officiers, c. 216, a. 42.
- Officiers jugés nécessaires, c. 216, a. 45.
- Perception des deniers, c. 216, a. 56.
- Personnel des officiers, c. 216, a. 43.
- Pièces justificatives et relevé requis, c. 216, a. 57.
- Président, c. 216, a. 46.
- Rapport des vérificateurs, c. 216, a. 63.
- Régistraire, c. 216, a. 48.
- Régistraire, ses devoirs, c. 216, arts 49, 53.
- Registres, c. 216, a. 50.
- Remise des documents, c. 216, a. 60.
- Remplacement du président, c. 216, a. 47.
- Remplacement du régistraire, c. 216, a. 59.
- Vérificateurs, c. 216, a. 62.

Contribution annuelle

- Actions en recouvrement, c. 216, arts 100, 101.
- Appel des décisions, c. 216, a. 98.
- Avis de demande de suspension, c. 216, a. 106.
- Certificat de dentiste non enregistré, c. 216, a. 112.
- Droit de poursuite, c. 216, a. 110.
- Droit du dentiste à des honoraires, c. 216, a. 111.
- Durée de la suspension, c. 216, a. 109.
- Époque du paiement, c. 216, a. 91.
- États de compte reçus en preuve, c. 216, a. 102.
- Exercice continué, c. 216, a. 94.
- Liste des membres endettés, c. 216, a. 105.
- Membres endettés envers le collège, c. 216, a. 104.
- Nom rayé du registre, c. 216, a. 93.
- Paiement suspendu après avis, c. 216, a. 92.
- Prescription, c. 216, a. 103.
- Preuve de l'envoi de l'avis, c. 216, a. 107.
- Privilèges, c. 216, a. 113.
- Questions soumises au conseil de discipline, c. 216, a. 97.
- Recouvrement des amendes, c. 216, a. 99.
- Réinscription du nom, c. 216, a. 96.
- Reprise de l'exercice, c. 216, a. 95.
- Suspension décrétée, c. 216, a. 108.

Corporation des chirurgiens dentistes

- Assignation, c. 216, a. 8.
- Bureau d'affaires, c. 216, a. 7.
- Constitution en corporation, c. 216, a. 4.
- Interprétation, c. 216, a. 2.

DENTISTES.—LOI DES DENTISTES DE QUÉBEC. (CHAP. 216) —Suite**Corporation des chirurgiens dentistes—Suite**

- Obligations de la corporation, c. 216, a. 3.
- Pouvoirs généraux, c. 216, a. 5.
- Valeur des immeubles possédés, c. 216, a. 6.

Étude de la chirurgie dentaire

- Cours qui doivent être suivis, c. 216, a. 72.
- Matières du cours, c. 216, a. 73.

Obligation d'obtenir licence

- Licence requise, c. 216, a. 150.

Pénalités

- Contraventions diverses, c. 216, arts 134, 135, 136.

Poursuites

- Devant qui intentées, c. 216, a. 137.
- Dispositions applicables, c. 216, arts 139, 141.
- Exécution des jugements, c. 216, a. 146.
- Fardeau de la preuve, c. 216, a. 143.
- Honoraires de l'avocat, c. 216, a. 142.
- Honoraires pour services professionnels illégaux, c. 216, a. 145.
- Par qui intentées, c. 216, a. 138.
- Preuve des copies des registres, c. 216, a. 144.
- Procédure devant les cours civiles, c. 216, a. 140.
- Remise en liberté sur paiement, c. 216, a. 147.

Pouvoirs du bureau provincial

- Matières sujettes à réglementation, c. 216, a. 41.
- Pouvoirs généraux, c. 216, a. 40.

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.—LOI DU DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE. (CHAP. 51)

- Administration du département, c. 51, a. 2.
- Attributions des employés, c. 51, a. 7.
- Attributions du ministre, c. 51, a. 3.
- Devoirs du secrétaire, c. 51, a. 8.
- Documents requis par ministre ou sous-ministre, c. 51, a. 9.
- Enquêtes relatives aux intérêts agricoles, c. 51, a. 4.
- Rapport du ministre aux chambres, c. 51, a. 5.
- Renseignements obligatoires au département, c. 51, a. 11.
- Sous-ministre, secrétaire, comptable, inspecteurs et fonctionnaires, c. 51, a. 6.
- Valeur probante des copies de documents, c. 51, a. 10.

**DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, DES MINES ET DES PÊCHERIES.—
LOI DU DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, DES MINES ET DES
PÊCHERIES. (CHAP. 74)****Actes, contrats, documents, etc.**

- Doivent être signés par ministre ou sous-ministre, c. 74, a. 11.
- Force probante des copies certifiées, c. 74, a. 12.

**DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, DES MINES ET DES PÊCHERIES.—
LOI DU DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, DES MINES ET DES
PÊCHERIES. (CHAP. 74)—*Suite***

Droit de passer sur propriété privée

Pour accomplissement d'un devoir imposé par la loi, c. 74, a. 13.

Ministre et ses fonctions

Administration du département, c. 74, a. 2.

Enquêtes, c. 74, a. 7.

Listes des terres sous billet de location, transmise aux secrétaires-trésoriers,
c. 74, a. 6.

Ministre, ses fonctions et pouvoirs, c. 74, a. 3.

Publication d'une liste des terres en vente, c. 74, a. 5.

Rapport annuel à la Législature, c. 74, a. 4.

Taxes sur terres sous billet de location, c. 74, a. 6.

Personnel du département

Agents de colonisation, c. 74, a. 8.

Cautionnements exigés, c. 74, a. 10.

Inspecteurs des sociétés de colonisation, c. 74, a. 9.

Officiers du département, c. 74, a. 8.

Sous-ministre, sa nomination et ses pouvoirs, c. 74, a. 8.

DÉPARTEMENT DE LA VOIRIE *voir* VOIRIE

**DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE *voir* INSTRUCTION PUBLI-
QUE**

**DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES.—LOI DU DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES MUNICIPALES. (CHAP. 101)**

Inspecteurs-vérificateurs

Composition du bureau, c. 101, a. 8.

"Conseil municipal", définition, c. 101, a. 8.

"Conseils municipaux", définition, c. 101, a. 8.

Devoirs des inspecteurs-vérificateurs, c. 101, a. 9.

Enquête sur la conduite des officiers municipaux, c. 101, a. 13.

Frais encourus, c. 101, a. 17.

Instructions du ministre, c. 101, a. 11.

Paiement des dépenses, c. 101, a. 18.

Peine au cas de refus de production, c. 101, a. 15.

Production des livres et documents, c. 101, a. 14.

Rapport au ministre, c. 101, a. 10.

Sous-ministre, pouvoirs, c. 101, a. 16.

Transmission des instructions, c. 101, a. 12.

Ministre et personnel du département

Fonctions du ministre, c. 101, a. 3.

Ministre des affaires municipales, c. 101, a. 2.

Personnel du département

Devoirs des officiers, c. 101, a. 5.

Force probante des rapports, c. 101, a. 5.

Officiers, c. 101, a. 5.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES.—LOI DU DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES. (CHAP. 101)—*Suite***Ministre et personnel du département—*Suite*****Personnel du département—*Suite***

- Serment d'office, c. 101, a. 5.
- Service extérieur, c. 101, a. 5.
- Sous-ministre, c. 101, a. 5.
- Rapport à la législature, c. 101, a. 4.
- Signature des documents, et copies, c. 101, a. 6.
- Tarif et paiement des droits, c. 101, a. 7.

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS.—LOI DU DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS. (CHAP. 43)**Agences et agents**

- Devoirs des agents, c. 43, a. 14.
- Devoirs des sous-agents, c. 43, a. 13.
- Division de la province en agences, c. 43, a. 12.
- Inspecteurs des agences et leurs devoirs, c. 43, a. 15.
- Sous-agents, c. 43, a. 13.

Ministre et ses fonctions

- Administration du département, c. 43, a. 2.
- Fonctions, pouvoirs et devoirs du ministre, c. 43, a. 3.
- Liste des terres publiques à vendre, c. 43, a. 5.
- Pouvoirs et devoirs du ministre quant à l'arpentage, c. 43, a. 7.
- Rapport à la législature, c. 43, a. 4.
- Transmission aux municipalités de comté d'une liste des terres concédées, ou retrocédées, c. 43, a. 6.

Sous-ministres et autres employés

- Cautionnements du sous-ministre et des agents, c. 43, a. 11.
- Employés et leur nomination, c. 43, a. 8.
- Fonctionnaires et agents, c. 43, a. 9.
- Pouvoirs et devoirs du sous-ministre, c. 43, a. 10.
- Rémunération des officiers et agents, c. 43, a. 9.
- Révocation des pouvoirs du sous-ministre, c. 43, a. 10.
- Sous-ministre et sa nomination, c. 43, a. 8.

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL.—LOI DU DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL. (CHAP. 94)**Devoirs des officiers de certaines institutions**

- Officiers publics, leurs devoirs envers le département, c. 94, a. 12.
- Remise de documents par les corporations, c. 94, a. 13.

Ministre des travaux publics et du travail, ses fonctions

- Administration du département, c. 94, a. 2.
- Fonctions du ministre, c. 94, a. 4.
- Rapport du ministre à la Législature, c. 94, a. 5.
- Signature des documents, c. 94, a. 3.

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL.—LOI DU DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL. (CHAP. 94)—*Suite***Personnel du département**

- Devoirs des officiers, c. 94, a. 8.
- Force probante des copies de documents, c. 94, a. 10.
- Ingénieur-directeur, ses devoirs, c. 94, a. 11.
- Nomination du personnel, c. 94, a. 6.
- Secrétaire du département, ses devoirs, c. 94, a. 9.
- Sous-ministre du travail, c. 94, a. 7.

DÉPARTEMENT DU CONSEIL EXÉCUTIF.—LOI DU DÉPARTEMENT DU CONSEIL EXÉCUTIF. (CHAP. 14)

- Personnel du département, c. 14, a. 2.
- Premier ministre préside département, c. 14, a. 2.

DÉPARTEMENT DU PROCUREUR GÉNÉRAL.—LOI DU DÉPARTEMENT DU PROCUREUR GÉNÉRAL. (CHAP. 16)

- Assistant procureur général et ses pouvoirs, c. 16, a. 6.
- Attributions du procureur général, c. 16, a. 4.
- Fonctions du procureur général, c. 16, a. 3.
- Juriconsulte de la couronne, c. 16, a. 2.
- Pouvoirs généraux du procureur général, c. 16, a. 5.

DÉPARTEMENTS.—LOI DES DÉPARTEMENTS. (CHAP. 13)

- Constitution des départements, c. 13, a. 2.
- Noms des départements et ministres qui les président, c. 13, a. 2.

DÉPENSES D'ÉLECTION *voir* ÉLECTIONS**DÉPENSES D'ENTRETIEN DES ALIÉNÉS *voir* ASILES D'ALIÉNÉS****DÉPENSES DES CORONERS *voir* CORONERS****DÉPENSES DES TÉMOINS DE LA COURONNE *voir* TÉMOINS DE LA COURONNE****DÉPÔT DES MINUTES, RÉPERTOIRES ET INDEX DES NOTAIRES *voir* NOTARIAT****DÉPÔT DES RÔLES D'ÉVALUATION ET AVIS DES MUTATIONS DE PROPRIÉTÉ.—LOI CONCERNANT LES RÔLES D'ÉVALUATION ET LES AVIS DE MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. (CHAP. 108)****Avis des mutations de propriétés**

- Régistrateur doit donner avis aux municipalités, c. 108, a. 6.

Dépôt des rôles d'évaluation

- Copies des rôles doivent être fournies au registrateur, c. 108, a. 2.
- Devoir du registrateur, c. 108, a. 4.
- Honoraires des greffiers et secrétaires-trésoriers, c. 108, a. 3.
- Suffisance des copies des rôles, c. 108, a. 5.

DÉPÔTS DE SÛRETÉ *voir* **COMPAGNIES DE DÉPÔTS DE SÛRETÉ**

DÉPÔTS JUDICIAIRES ET AUTRES *voir* **TRÉSOR**

DÉPUTÉS *voir* **LÉGISLATURE**

DÉPUTÉS DES OFFICIERS DE JUSTICE, LEURS HONORAIRES *voir* **SALAIRES
ET HONORAIRES DES OFFICIERS DE JUSTICE**

DÉPUTÉS-GREFFIERS DES APPELS *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

DÉPUTÉS-PROTONOTAIRES *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

DÉPUTÉS-SHÉRIFS *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

DÉSARBEU DES STATUTS *voir* **STATUTS**

DESHÉRENCE *voir* **BIENS EN DESHÉRENCE**

**DÉSORDRE DANS LES MAISONS CONSTRUITES SUR LES FRONTIÈRES DE
LA PROVINCE** *voir* **MAISONS DE DÉSORDRE**

DÉSORDRE, MAISONS DE— *voir* **MAISONS DE DÉSORDRE**

DESSIN, ENSEIGNEMENT DU—DANS LES ÉCOLES *voir* **INSTRUCTION PU-
BLIQUE**

DESTITUTION DES HUISSIERS *voir* **HUISSIERS**

DÉTECTIVES PARTICULIERS *voir* **POLICE ET BON ORDRE**

DÉTECTIVES PROVINCIAUX *voir* **POLICE ET BON ORDRE**

**DETTES ET EMPRUNTS DES CORPORATIONS MUNICIPALES —LOI DES DET-
TES ET EMPRUNTS MUNICIPAUX. (CHAP. 111).**

Approbation des règlements d'emprunt

Par qui et comment elle se fait, exceptions, c. 111, a. 11.

Consolidation des dettes municipales

Dettes dont la consolidation peut se faire, c. 111, a. 4.

Émission des obligations, c. 111, a. 7.

Règlement non soumis à l'approbation des électeurs, c. 111, a. 5.

Taux de l'intérêt, c. 111, a. 6.

Emploi des deniers provenant d'un emprunt

Application du produit, c. 111, a. 12.

Responsabilité à ce sujet, c. 111, a. 13.

Emprunts par billets

Application de l'article 597 de la Loi des cités et villes, c. 111, a. 48.

Enregistrement et transfert des obligations

Adoption finale, quand accomplie, c. 111, a. 23.

**DETTES ET EMPRUNTS DES CORPORATIONS MUNICIPALES. — LOI DES
DETTES ET EMPRUNTS MUNICIPAUX. (CHAP. 111)—*Suite***

Enregistrement et transfert des obligations—*Suite*

- Allégations suffisantes dans une poursuite basée sur obligation, c. 111, a. 28.
- Enregistrement des obligations, c. 111, a. 19.
- Enregistrement des règlements et rapports, c. 111, a. 18.
- États tabulaires soumis à la Législature, c. 111, a. 32.
- Examen des règlements, rapports et registres, c. 111, a. 21.
- Honoraires payables, c. 111, a. 22.
- Mode d'authentifier les règlements, c. 111, a. 20.
- Négligence des officiers, c. 111, a. 25.
- Négociation au-dessous du pair, c. 111, a. 29.
- Quand obligations sont validées et lient la corporation, c. 111, a. 30.
- Rapport au ministre, c. 111, a. 31.
- Règlements et obligations non assujettis, c. 111, a. 24.
- Transfert des obligations payables à ordre, c. 111, a. 27.
- Transfert des obligations payables au porteur, c. 111, a. 26.
- Transmission au registraire des copies de règlement, c. 111, a. 17.

Fonds d'amortissement

- Application, c. 111, a. 43.
- Création d'un fonds en certains cas spéciaux, dispositions s'y appliquant, c. 111, arts 46 et 47.
- Dépôt fait ailleurs qu'au trésor, c. 111, a. 34.
- Dispositions applicables, c. 111, a. 39.
- Emploi du fonds, c. 111, a. 45.
- Intérêt sur deniers déposés, remboursement, c. 111, a. 36.
- Interprétation, c. 111, a. 42.
- Négligence des officiers, c. 111, a. 41.
- Placement des deniers, c. 111, a. 38.
- Rapport au trésorier provincial, son contenu, c. 111, a. 35.
- Règlements et tarif, c. 111, a. 40.
- Règlements pour créer un fonds d'amortissement, c. 111, a. 44.
- Saisie du dépôt, et distribution, c. 111, a. 37.
- Suffisance des deniers y destinés, et dépôt, c. 111, a. 33.

Forme des obligations

- Certificat requis, c. 111, a. 14.
- Destination des montants perçus en vertu des règlements, c. 111, a. 16.
- Règlements du lieutenant-gouverneur, c. 111, a. 15.

Remboursement au moyen d'annuités

- Ce que comprennent les annuités, c. 111, a. 9.
- Émission d'obligations, c. 111, a. 10.
- Règlement à cet effet, c. 111, a. 8.

Terme de paiement des dettes municipales

- Chemins, rues, trottoirs, etc., c. 111, a. 2, §§ 3° et 4°.
- Dettes contractées avant le 9 février 1918, c. 111, a. 2, § 6°.
- Éclairage, chemins, ponts, etc., c. 111, a. 2, § 2°.
- Égouts, aqueducs et terrains publics, c. 111, a. 2, § 1°.
- Émission d'obligations à court terme, c. 111, a. 3.
- Objets divers, c. 111, a. 2, § 5°.

DÉVELOPPEMENT DE L'ART MUSICAL, AIDE AU—voir AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ART MUSICAL

DÉVELOPPEMENT DES PÊCHERIES, AIDE AU—voir AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES PÊCHERIES

DEVOIRS FÉODEAUX voir SEIGNEURIES

DIFFÉRENDS ENTRE EMPLOYEURS ET EMPLOYÉS.—LOI DES GRÈVES ET CONTRE-GRÈVES MUNICIPALES. (CHAP. 98)

Application de la loi

Prix du travail, c. 98, a. 4, § 1°.

Renvoi d'un employé membre d'une union, c. 98, a. 4, § 2°.

Arbitrage

Composition du bureau, c. 98, a. 8.

Décision du conseil communiquée au ministre, c. 98, a. 10.

Demande d'arbitrage

Comment doit être faite la demande, c. 98, a. 7, § 1.

Contenu de la demande, c. 98, a. 7, § 2.

Décision du ministre est finale, c. 98, a. 7, § 3.

Délai pour la constitution du bureau, c. 98, a. 7, § 4.

Nomination d'arbitre par le ministre, c. 98, a. 9.

Illégalité des grèves et des contre-grèves

Grèves ou contre-grèves avant arbitrage sont illégales, c. 98, a. 5.

Loi des différends ouvriers de Québec applicable, exceptions

Délais, c. 98, a. 6, § 2°.

Nomination des arbitres, c. 98, a. 6, § 1°.

Rédaction des cédules et avis, c. 98, a. 6, § 3°.

Interprétation

"Employé", définition, c. 98, a. 3, § 2°.

"Employeur", définition, c. 98, a. 3, § 1°.

"Service public municipal", définition, c. 98, a. 3, § 3°.

Mise à exécution de la loi

Ministre des travaux publics et du travail, c. 98, a. 2.

Peines et honoraires

Fauteurs de grèves ou contre-grèves, c. 98, a. 13.

Frais de l'arbitrage, c. 98, a. 16.

Infractions d'un employé, c. 98, a. 12.

Infractions d'un employeur, c. 98, a. 11.

Poursuites, c. 98, a. 14.

Rémunération des arbitres, c. 98, a. 15.

DIFFÉRENDS OUVRIERS voir CONSEILS DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE

**DIFFORMES, PERSONNES—NE PEUVENT ÊTRE EXHIBÉES EN PUBLIC
voir EXHIBITIONS PUBLIQUES PROHIBÉES**

DIMANCHE voir OBSERVANCE DU DIMANCHE

DIRECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE *voir* ÉCOLES TECHNIQUES
ET COURS PROFESSIONNELS

DIRECTEUR DU LOGEMENT *voir* LOGEMENTS OUVRIERS

DIRECTEUR DU SERVICE PROVINCIAL D'HYGIÈNE *voir* HYGIÈNE

**DIRECTEUR MÉDICAL DES HOPITAUX D'ALIÉNÉS.—LOI DU DIRECTEUR
MÉDICAL DES HÔPITAUX D'ALIÉNÉS. (CHAP. 191)**

Fonctions, c. 191, a. 3.

Frais de déplacement, c. 191, a. 4.

Nomination et traitement, c. 191, a. 2.

DISPENSAIRES ANTI-TUBERCULEUX *voir* TUBERCULOSE ET MORTALITÉ
INFANTILE

DISSIDENTS EN MATIÈRE SCOLAIRE *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES *voir* LICENCES

DISTRIBUTION DES STATUTS *voir* STATUTS

DISTRIBUTION GRATUITE DES LIVRES DE CLASSE *voir* INSTRUCTION
PUBLIQUE

DISTRICTS ÉLECTORAUX *voir* DIVISION TERRITORIALE

DISTRICTS JUDICIAIRES *voir* DIVISION TERRITORIALE

**DIVERTISSEMENTS. LOI DES DROITS SUR LES DIVERTISSEMENTS. (CHAP.
125)**

Billet de faveur, c. 125, a. 5.

Droit exigible, c. 125, a. 3.

Exceptions, c. 125, a. 4.

Fixation de la taxe par le ministre, c. 125, a. 7.

Infractions, pénalités, c. 125, a. 8.

Inspection par les officiers de police, c. 125, a. 10.

"Lieu d'amusements", définition, c. 125, a. 2, § 1°.

Peines dans les cas non prévus, c. 125, a. 9.

Perception du droit, c. 125, a. 6.

"Prix d'entrée", définition, c. 125, a. 2, § 2°.

Règlements, c. 125, a. 11.

Répartition des droits perçus, c. 125, a. 12.

Sommes affectées aux institutions de charité, c. 125, a. 13.

DIVISION DES PAROISSES *voir* PAROISSES ET FABRIQUES

DIVISION DU FONDS SOCIAL PAR CORPORATION *voir* POUVOIRS SPÉCIAUX
À CERTAINES COMPAGNIES ET CORPORATIONS *et* COMPAGNIES

DIVISIONS DU CONSEIL LÉGISLATIF *voir* **DIVISION TERRITORIALE**

DIVISIONS D'ENREGISTREMENT *voir* **DIVISION TERRITORIALE**

DIVISION TERRITORIALE.—LOI DE LA DIVISION TERRITORIALE. (CHAP. 2)

Division de la province pour certaines fins

Districts électoraux

Ce que renferment les districts électoraux, c. 2, a. 8.

"Comté" signifie district électoral, c. 2, a. 11.

Deux rivages dans un district, c. 2, a. 9.

Limites des districts bornés par une rivière, c. 2, a. 10.

Mode d'établir proximité d'une île d'un district, c. 2, a. 11.

Noms, délimitation, bornes des districts électoraux, c. 2, a. 7.

Districts électoraux servent de base pour autres divisions, c. 2, a. 6.

Districts judiciaires

Municipalité établie comme chef lieu d'un district judiciaire, considérée comme cité pour fins judiciaires, c. 2, a. 15.

Noms et composition des districts judiciaires, c. 2, a. 14.

Division pour assemblée législative, conseil législatif, administration de la justice, enregistrement, fins municipales, c. 2, a. 4.

Divisions d'enregistrement

Noms et composition des divisions d'enregistrement, c. 2, a. 16.

Divisions pour Conseil Législatif

Noms et compositions des divisions pour le Conseil législatif, c. 2, a. 13.

Municipalités de comté

Noms et composition des municipalités de comté, c. 2, a. 17.

Territoires, c. 2, a. 5.

Frontières de la Province

Frontières Nord-Ouest, Nord et Nord-Est de la province, c. 2, a. 3.

Divisions entre Québec et Ontario, c. 2, a. 2.

Organisation des territoires

Abitibi, Mistassini et Ashuanipi

Description des territoires, c. 2, a. 19.

Division d'une partie de la province en trois territoires, c. 2, a. 18.

Divisions judiciaires et d'enregistrement, c. 2, a. 21.

Juges de paix, c. 2, a. 22.

Lois concernant la chasse et la pêche, c. 2, a. 20.

Lois en vigueur dans les territoires c. 2, a. 20.

Nouveau Québec

Description du Nouveau Québec, c. 2, a. 23.

Divisions judiciaires et d'enregistrement, c. 2, a. 25.

Enquêtes du coroner, c. 2, a. 26.

Juges de paix c. 2 a. 27.

Lois concernant la chasse et la pêche, c. 2, a. 24.

Lois en vigueur, c. 2, a. 24.

DOMMAGES AUX MOUTONS, FONDS DESTINÉS À INDEMNISER LES PROPRIÉTAIRES DE—voir FONDS DESTINÉS À INDEMNISER LES PROPRIÉTAIRES DE MOUTONS

DRAINAGE DES TERRES, AIDE PAR LES MUNICIPALITÉS AU—voir AIDE AU DRAINAGE DES TERRES

DRAINAGES, HYGIÈNE DES—*voir* **HYGIÈNE**

DROGUES, VENTE DES—*voir* **PHARMACIENS**

DROGUISTE *voir* **PHARMACIENS**

DROITS *voir* **TAXES**

DROITS D'ENTRÉE AUX LIEUX D'AMUSEMENT *voir* **DIVERTISSEMENTS**

DROITS DE PÊCHE *voir* **PÊCHE**

**DROITS DES COMPAGNIES OU CORPORATIONS DE FAIRE AFFAIRES EN
DEHORS DE LA PROVINCE** *voir* **POUVOIRS SPÉCIAUX À CERTAINES
COMPAGNIES ET CORPORATIONS**

DROITS FÉODaux *voir* **SEIGNEURIES**

DROITS, OCTROI DE—PAR MUNICIPALITÉS *voir* **OCTROI DE PRIVILÈGES,
DROITS OU FRANCHISES PAR LES MUNICIPALITÉS**

DROITS POLITIQUES *voir* **LÉGISLATURE**

DROITS, REMISE DES— *voir* **CONTRÔLE DU REVENU**

DROITS SEIGNEURIAUX *voir* **SEIGNEURIES**

DROITS SUR ACHAT DE GAZOLINE *voir* **GAZOLINE**

DROITS SUR HONORAIRES DE CERTAINS OFFICIERS PUBLICS *voir* **POUR-
CENTAGE SUR HONORAIRES DE CERTAINS OFFICIERS PUBLICS**

DROITS SUR LA VENTE DE LA GAZOLINE *voir* **GAZOLINE**

DROITS SUR LES DIVERTISSEMENTS *voir* **DIVERTISSEMENTS**

DROITS SUR LES MINES *voir* **MINES**

DURÉE DU TRAVAIL DANS ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS *voir* **ÉTABLIS-
SEMENTS INDUSTRIELS**

E

EAU, COMPAGNIES DE GAZ ET D'EAU *voir* **COMPAGNIES POUR FOURNIR
LE GAZ ET L'EAU**

EAU, COMPAGNIES DE LUMIÈRE ÉLECTRIQUE ET D'— *voir* **COMPAGNIES
DE LUMIÈRE ÉLECTRIQUE ET D'EAU**

ÉCHAFAUDAGES.—LOI DE L'INSPECTION DES ÉCHAFAUDAGES. (CHAP. 177)

Application de la loi, c. 177, a. 9.
Certificat d'inspection, c. 177, a. 3.
Corporation en défaut, c. 177, a. 7.

ÉCHAFAUDAGE.—LOI DE L'INSPECTION DES ÉCHAFAUDAGES. (CHAP. 177)*—Suite*

- Défaut de se conformer aux formules, c. 177, a. 5.
- Dispositions étendues à autres constructions, c. 177, a. 10.
- Entrepreneur en défaut, c. 177, a. 6.
- Formules-types, à qui fournies, c. 177, a. 4.
- Inspecteur, ses honoraires, c. 177, a. 2.
- Poursuites, c. 177, a. 8.

ÉCHANGE DE FILMS *voir* LICENCES**ÉCHIQUIER, COUR DE L'—*voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES****ÉCOLE DE LAITERIE ET ÉCOLES MOYENNES D'AGRICULTURE.—LOI DE L'ÉCOLE DE LAITERIE ET DES ÉCOLES MOYENNES D'AGRICULTURE. (CHAP. 62)**

- Achat des terrains nécessaires, c. 62, a. 3.
- Contrôle des écoles par le ministre, c. 62, a. 2.
- Dépenses du maintien des écoles, c. 62, a. 3.
- Écoles peuvent être établies par le ministre de l'agriculture, c. 62, a. 2.
- Somme affectée aux dépenses, c. 62, a. 4.

ÉCOLES CATHOLIQUES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE**ÉCOLES DE COMTÉ *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE****ÉCOLES DE FABRIQUE *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE****ÉCOLES DE RÉFORME *voir* PLACEMENT EN APPRENTISSAGE *et* TRAVAIL DES DÉTENUS****ÉCOLES DE RÉFORME.—LOI DES ÉCOLES DE RÉFORME. (CHAP. 159)****Directeurs des écoles, leurs devoirs et pouvoirs**

- Avis d'octroi ou d'abandon de certificat, c. 159, a. 21.
- Copie du mandat d'internement, quand transmise, c. 159, a. 10.
- Devoirs généraux des directeurs, c. 159, a. 13.
- Engagement hors de l'école, c. 159, a. 15.
- Entretien d'un enfant chez personne de confiance, c. 159, a. 16.
- Officiers des écoles, leurs pouvoirs, c. 159, a. 12.
- Pouvoirs généraux des directeurs, c. 159, a. 11.
- Régie et discipline, règlements, c. 159, a. 22.
- Règlements pour certains cas, c. 159, a. 17.
- Renonciation au certificat, c. 159, a. 18.
- Renonciation, effet, c. 159, a. 19.
- Résidence chez personne de confiance, quand permise, c. 159, a. 14.
- Transfert des délinquants, c. 159, a. 20.

Entretien des enfants, coût, comment payé

- États à transmettre, leur contenu, c. 159, a. 25.
- États du secrétaire de la province aux percepteurs, c. 159, a. 26.
- Force probante de certains documents, c. 159, a. 30.
- Frais de garde et d'entretien, réserve, c. 159, a. 24.

ÉCOLES DE RÉFORME.—LOI DES ÉCOLES DE RÉFORME. (CHAP. 159)—*Suite***Entretien des enfants, coût, comment payé—*Suite***

- Frais de transport, c. 159, a. 36.
- Loi des convictions sommaires applicable, c. 159, a. 37.
- Percepteurs, leurs devoirs, c. 159, a. 27.
- Prélèvement par la municipalité, c. 159, a. 29.
- Prélèvement sur municipalités locales en certains cas, c. 159, a. 35.
- Privilege de la couronne, c. 159, a. 31.
- Recouvrement du montant, c. 159, a. 28.
- Remboursement par ceux responsables pour l'enfant, c. 159, arts 32, 33.
- Remboursement par municipalité locale à municipalité de comté, c. 159, a. 34.

Établissement des écoles, et procès des délinquants

- Certificat octroyé pour l'école, c. 159, a. 3.
- Certificat, son contenu, c. 159, a. 4.
- Changements aux bâtiments, consentement requis, c. 159, a. 6.
- Croyance religieuse du délinquant, c. 159, a. 7.
- École certifiée censée prison de réforme, c. 159, a. 5.
- Procès d'un enfant, devoirs du juge, c. 159, a. 8.
- Prolongation du terme de détention, et dépenses requises, c. 159, a. 9.

Inspection des écoles

- Visite annuelle au moins, c. 159, a. 23.

Interprétation

- "Directeurs", définition, c. 159, a. 2.

ÉCOLES DE RÉFORME, PLACEMENT EN APPRENTISSAGE DES ENFANTS INTERNÉS DANS LES—*voir* PLACEMENT EN APPRENTISSAGE DES ENFANTS INTERNÉS**ÉCOLES DE RÉFORME, TRAVAIL DES DÉTENUS DANS LES—*voir* TRAVAIL DES DÉTENUS DANS LES ÉCOLES DE RÉFORME ET D'INDUSTRIE****ÉCOLES D'INDUSTRIE *voir* PLACEMENT EN APPRENTISSAGE *et* TRAVAIL DES DÉTENUS****ÉCOLES D'INDUSTRIE.—LOI DES ÉCOLES D'INDUSTRIE. (CHAP. 160)****Contribution par les municipalités**

- Approbation du lieutenant-gouverneur, comment l'obtenir, c. 160, a. 11.
- Conditions de cette contribution, c. 160, a. 10.

Dépenses des enfants

- Contributions de certaines institutions, c. 160, a. 60.
- Contribution du gouvernement, c. 160, a. 58.
- Entente entre conseil municipal et directeurs, c. 160, a. 59.

Direction des écoles, règles à suivre

- Absence sur permis compte sur temps de détention, c. 160, a. 52.
- Certificat faisant foi de son contenu, c. 160 a. 47.
- Engagements hors de l'école, c. 160, a. 44.

ÉCOLES D'INDUSTRIE.—LOI DES ÉCOLES D'INDUSTRIE. (CHAP. 160)—Suite**Direction des écoles, règles à suivre—Suite**

- Entretien non payé en certains cas, c. 160, arts 45,46, 54.
- Fuite d'un enfant, c. 160, a. 53.
- Instruction religieuse, c. 160, a. 40.
- Libération de l'enfant résidant hors de l'école, c. 160, a. 51.
- Logement hors de l'école, c. 160, a. 48.
- Placement en apprentissage, c. 160, a. 42.
- Règlements, c. 160, s. 43.
- Résidence avec personne de confiance, c. 160, a. 41.
- Secrétaire de la province, permis qu'il peut donner, c. 160, arts. 49, 50.

Dispositions déclaratoires et interprétatives

- "Directeurs", définition, c. 160, a. 2.
- "École d'industrie", définition, c. 160, a. 3.
- "Juges", définition, c. 160, a. 2.
- "Magistrats", définition, c. 160, a. 2.
- Pouvoirs du juge de la Cour des jeunes délinquants, c. 160, a. 2.

Élargissement des enfants

- Avis donné aux parents, et défaut de s'y conformer, c. 160, a. 64.
- Élargissement absolu ou conditionnel, c. 160, a. 63.
- Frais de transfert, c. 160, a. 62.
- Transfert d'une école à une autre, c. 160, a. 61.

Établissement des écoles

- Avis d'octroi du certificat, c. 160, a. 6.
- Changements aux bâtiments, c. 160, a. 7.
- Examen de l'inspecteur, c. 160, a. 4.
- Octroi du certificat, c. 160, a. 5.

Infractions aux règlements

- Évasion de l'école, c. 160, a. 56.
- Infractions par les enfants, c. 160, a. 55.
- Personnes favorisant l'évasion, leur punition, c. 160, a. 57.

Inspecteurs, nomination et devoirs

- Inspecteur et son assistant, c. 160, a. 8.
- Visite des écoles, c. 160, s. 9.

Internement des enfants, et paiement des frais

- Age de l'enfant, devoir des inspecteurs, c. 160, a. 32.
- Age de l'enfant, limites, c. 160, a. 31.
- Contribuables peuvent amener enfants devant juge, c. 160, a. 12.
- Défaut de paiement de contribution, c. 160, a. 30.
- Devoirs des juges, c. 160, s. 13.
- Enfants considérés jeunes délinquants, c. 160, a. 27.
- État du secrétaire de la province aux percepteurs, c. 160, a. 17.
- États à transmettre, leur contenu, c. 160, a. 16.
- Force probante des documents, c. 160, a. 21.
- Frais de garde et d'entretien, c. 160, a. 14.
- Frais de transfert, c. 160, a. 15.

ÉCOLES D'INDUSTRIE.—LOI DES ÉCOLES D'INDUSTRIE. (CHAP. 160)—*Suite***Internement des enfants, et paiement des frais—*Suite***

- Internement continué, c. 160, a. 33.
- Juges des cours criminelles, leurs pouvoirs, c. 160, a. 35.
- Loi des convictions sommaires applicable, c. 160, a. 34.
- Maire d'une municipalité, ses pouvoirs, c. 160, a. 29.
- Officiers de paix, leurs pouvoirs, c. 160, a. 28.
- Parents, leurs pouvoirs, c. 160, a. 26.
- Percepteurs, leurs devoirs, c. 160, a. 18.
- Prélèvement par municipalité, c. 160, a. 20.
- Privilege de la couronne, c. 160, a. 22.
- Recouvrement par le gouvernement, c. 160, a. 19.
- Remboursement à la municipalité, c. 160, arts. 23, 24.
- Remboursement par municipalité locale, c. 160, a. 25.

Ordre de détention

- Engagements pris par les directeurs recevant un enfant, c. 160, a. 36.
- Force probante des documents, c. 160, a. 39.
- Ordre du secrétaire de la province, c. 160, a. 38.
- Recours des parents au sujet de la croyance religieuse de l'enfant, c. 160, a. 37.

Retrait du certificat d'école

- Avis de retrait ou d'abandon, c. 160, a. 67.
- Défaut de forme, c. 160, a. 70.
- Effet de l'avis, c. 160, a. 68.
- Enfants détenus lors du retrait, c. 160, a. 69.
- Mode de retrait, c. 160, a. 65.
- Pouvoir de renonciation, c. 160, a. 66.
- Signification des avis, c. 160, a. 71.

ÉCOLES D'INDUSTRIE, PLACEMENT EN APPRENTISSAGE DES ENFANTS INTERNÉS DANS LES—*voir* PLACEMENT EN APPRENTISSAGE DES ENFANTS INTERNÉS**ÉCOLES D'INDUSTRIE, TRAVAIL DES DÉTENUS DANS LES—*voir* TRAVAIL DES DÉTENUS DANS LES ÉCOLES DE RÉFORME ET D'INDUSTRIE****ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE****ÉCOLES INTERMÉDIAIRES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE****ÉCOLES MOYENNES D'AGRICULTURE *voir* ÉCOLE DE LAITERIE ET ÉCOLES MOYENNES D'AGRICULTURE****ÉCOLES NORMALES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE****ÉCOLES PRIMAIRES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE****ÉCOLES PROTESTANTES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE****ÉCOLES PUBLIQUES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE**

ÉCOLES TECHNIQUES ET COURS PROFESSIONNELS.—LOI DES ÉCOLES TECHNIQUES. (CHAP. 141)**Constitution en corporation**

- Avis dans la Gazette officielle de Québec, c. 141, a. 14.
- Commencement des opérations, c. 141, a. 17.
- Contenu des lettres patentes, c. 141, a. 11.
- Formules, c. 141, a. 7.
- Insertions dans les lettres patentes, c. 141, a. 10.
- Lettres patentes supplémentaires, c. 141, a. 15.
- Mémoire des conventions et règlements, c. 141, a. 6.
- Mémoire des conventions, son contenu, c. 141, a. 8.
- Nom de la corporation, c. 141, a. 12.
- Nullité de plein droit de la charte, c. 141, a. 16.
- Obtention de charte, dispositions applicables, c. 141, a. 3.
- Octroi de la charte, c. 141, a. 13.
- Paiement des droits, c. 141, a. 19.
- Pouvoirs requis pour exécution de la loi, c. 141, a. 4.
- Règlements, leur objet, c. 141, a. 9.
- Requête, son contenu, c. 141, a. 5.
- Tarif des droits, c. 141, a. 18.

Directeur de l'enseignement technique

- Fonctions et traitement, c. 141, a. 45.
- "Inspecteur" et "inspecteur général de l'enseignement technique", interprétation, c. 141, a. 46.

Dispositions interprétatives

- "Corps privé", c. 141, a. 2, § 2°.
- "Corps public", c. 141, a. 2, § 1°.
- "Directeur", c. 141, a. 2, § 3°.

Pouvoirs de la corporation

- Affiliation ou annexion, c. 141, a. 39.
- Bureau de gouverneurs, c. 141, a. 21.
- Caractère professionnel de l'enseignement, c. 141, a. 40.
- Commission administrative, c. 141, a. 37.
- Conseil de perfectionnement, c. 141, a. 38.
- Diplômes, c. 141, a. 41.
- Donations, etc., à la corporation, c. 141, a. 27.
- Droit d'acquiescer et d'être propriétaire, c. 141, a. 30.
- Droit d'ester en justice et pouvoirs généraux, c. 141, a. 31.
- Élection des gouverneurs, c. 141, a. 26.
- Emploi des revenus, c. 141, a. 32.
- Gouverneurs provisoires, c. 141, a. 23.
- Jury, c. 141, a. 42.
- Limitation des revenus, c. 141, a. 33.
- Membres à vie, c. 141, a. 24.
- Membres ordinaires, c. 141, a. 25.
- Officiers de la corporation, c. 141, a. 28.
- Pouvoirs généraux et spéciaux, responsabilité, c. 141, a. 20.
- Principal de l'école, c. 141, a. 29.
- Professeurs, c. 141, a. 35.
- Quorum, c. 141, a. 36.
- Rapport annuel au secrétaire de la province, c. 141, a. 44.
- Rapport au lieutenant-gouverneur en conseil, c. 141, a. 43.
- Règlements, leur objet, c. 141, a. 34.
- Représentation des corps publics ou privés, c. 141, a. 22.

**ÉDIFICES PUBLICS.—LOI DE LA SÉCURITÉ DANS LES ÉDIFICES PUBLICS.
(CHAP. 176)****Application**

Édifices compris dans les dispositions de la loi, c. 176, a. 4

Devoirs des propriétaires

Avis à transmettre, c. 176, a. 6, § 1°.

Certificat d'inspection, affiché, c. 176, a. 6, § 4°.

Incendies doivent être déclarés, c. 176, a. 6, § 2°.

Inspections facilitées, c. 176, a. 6, § 3°.

Sièges mis à disposition des femmes, c. 176, a. 6, § 5°.

Dispositions interprétatives et déclaratoires

“Édifices publics”, interprétation, c. 176, a. 2.

“Propriétaires d'édifices publics”, interprétation, c. 176, a. 3.

Entretien des édifices publics

Démolition de bâtiments, c. 176, a. 34.

Hôtel ou maison de pension, c. 176, a. 31.

Gradins, c. 176, a. 14.

Issues de sauvetage, c. 176, a. 15.

Maisons d'instruction ou asiles, c. 176, a. 32.

Portes tenues ouvertes, c. 176, a. 16.

Protection contre les accidents, c. 176, a. 12.

Refus de se conformer aux avis, c. 176, a. 33.

Salles d'amusement, c. 176, a. 30.

Systèmes de sauvetage, approuvés, c. 176, a. 13.

Théâtres

Avertisseurs approuvés, c. 176, a. 27.

Corridors, c. 176, a. 20.

Décor et accessoires incombustibles, c. 176, a. 28.

Éclairage électrique, c. 176, a. 25.

Inspection annuelle, c. 176, a. 29.

Mode de construction, c. 176, a. 17.

Plans sur les programmes, c. 176, a. 19.

Rideau de matériel incombustible, c. 176, a. 22.

Salles de vues animées, c. 176, a. 26.

Scène séparée par un mur, c. 176, a. 21.

Sorties, c. 176, a. 18.

Tuyaux à incendie sur la scène, c. 176, a. 24.

Ventilateurs incombustibles, c. 176, a. 23.

Infractions et peines

Démolition des bâtiments, c. 176, a. 36, § 2.

Pénalité additionnelle pour durée de contravention, c. 176, a. 36, § 1.

Refus d'accès à inspecteur, c. 176, a. 36, § 3.

Refus de se conformer à la loi, c. 176, a. 35.

Juridiction et procédure

Droits respectifs des intéressés, c. 176, a. 41.

Emploi des amendes, c. 176, a. 38.

Exécution des travaux aux frais du propriétaire, c. 176, a. 42.

Loi applicable, c. 176, a. 37, § 2.

ÉDIFICES PUBLICS.—LOI DE LA SÉCURITÉ DANS LES ÉDIFICES PUBLICS.
(CHAP. 176)—*Suite*

Juridiction et procédure—*Suite*

- Poursuites, devant qui intentées, c. 176, a. 37, § 1.
- Pouvoirs réglementaires du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 176, a. 39.
- Prescription, c. 176, a. 37, § 3.
- Règlements non affectés, c. 176, a. 40.

Pouvoirs des inspecteurs

- Assistance aux enquêtes sur les incendies, c. 176, a. 9
- Dispositions applicables, c. 176, a. 8.
- Exécution des règlements, c. 176, a. 7.
- Fonctions diverses, c. 176, a. 10.
- Publication de la loi dans la Gazette officielle, c. 176, a. 11.

Sécurité dans les édifices publics

- Règles à observer, c. 176, a. 5.

ÉDIFICES PUBLICS, PROTECTION DES—CONTRE LES INCENDIES *voir* PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS CONTRE LES INCENDIES

ÉDUCATION *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

ÉDUCATION, ASSURANCE SUR LA VIE AU BÉNÉFICE DES MAISONS D'—*voir* ASSURANCE SUR LA VIE AU BÉNÉFICE DES MAISONS D'ÉDUCATION

ÉDUCATION, CONTRATS POUR L'—DES AVEUGLES *voir* INSTITUTIONS D'ÉDUCATION POUR LES AVEUGLES

EFFETS NON RECLAMÉS ENTRE LES MAINS DE POSSESSEURS DE QUAIS ET AUTRES.—LOI DE LA VENTE DES EFFETS NON RÉCLAMÉS. (CHAP. 266)

- Amendes contre gardiens, c. 266, a. 6.
- Avis qui doit être donné, c. 266, a. 2.
- Compte des ventes, c. 266, a. 4.
- Devoirs des possesseurs lorsque, sur ouverture des ballots, les noms des propriétaires sont découverts, c. 266, a. 3.
- Effets périssables, c. 266, a. 2.
- Frais d'avis, de vente, etc., c. 266, a. 5.
- Liste des effets non réclamés doit être publiée une fois par mois, c. 266, a. 2.
- Ouverture des ballots, c. 266, a. 2.
- Règlements des différends, c. 266, a. 5.
- Remise du produit de la vente, c. 266, a. 4.
- Vente des effets non réclamés, c. 266, a. 4.

EFFETS NON RÉCLAMÉS.—LOI DES EFFETS NON RÉCLAMÉS EN POSSESSION DES GREFFIERS DE LA PAIX. (CHAP. 147)

- Avis de vente, c. 147, a. 4.
- Dépôt de copie du livre, c. 147, a. 3.
- Livre d'entrée des effets, c. 147, a. 2.
- Produit de la vente, c. 147, a. 5.

ÉGLISES *voir* ORGANISATION ET POUVOIRS DE CERTAINES ÉGLISES**ÉGLISES, CONSTITUTION DE CERTAINES**—*voir* ORGANISATION ET POUVOIRS DE CERTAINES ÉGLISES**ÉGLISES, CONSTRUCTION ET RÉPARATION DES**—*voir* PAROISSES ET FABRIQUES**ÉGLISES, MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LES**—*voir* LIBERTÉ DES CULTES ET BON ORDRE DANS LES ÉGLISES**ÉLECTEURS** *voir* ÉLECTIONS**ÉLECTIONS.—LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC. (CHAP. 4)****Annexion de territoires pour fins électorales**

Effet d'annexion, c. 4, a. 8.

Entrée en vigueur de l'annexion ou de la séparation, c. 4, a. 8.

Territoires détachés d'une municipalité, c. 4, a. 8.

Territoires non organisés, c. 4, a. 8.

Application de la loi électorale

A toutes élections de députés, c. 4, a. 2.

Arrondissements de votation

Arrondissements trop nombreux, c. 4, a. 151.

Avis par secrétaire-trésorier, si division nécessaire, c. 4, a. 150.

Division en arrondissements par les conseils, c. 4, a. 149.

Limites des arrondissements, c. 4, a. 149.

Modification des arrondissements par le conseil, c. 4, a. 152.

Nombre d'électeurs dans les arrondissements, c. 4, a. 149.

Président d'élection a pouvoirs nécessaires en certains cas, c. 4, a. 153.

Avis, manière dont ils doivent être donnés

Quand manière spéciale n'est pas indiquée, c. 4, a. 407.

Défaut du droit de suffrage chez signataires du bulletin de présentation

N'annule pas l'élection, c. 4, a. 408.

Délais et leur prolongation, délai tombant jour férié, c. 4, a. 5.**Délais non observés**

Élection non annulée, c. 4, a. 411.

Dépenses d'élection

Agents, leur remplacement, c. 4, a. 393.

Agents, publication de leurs noms, c. 4, a. 392.

Comptes, leur production, c. 4, a. 394.

Garde des relevés et pièces justificatives, c. 4, a. 400.

Mode de faire les paiements, c. 4, a. 391.

Paiements après les délais, c. 4, a. 395.

Paiements, mode de les faire, c. 4, a. 391.

Publication des noms des agents, c. 4, a. 392.

Publication d'un sommaire des dépenses, c. 4, a. 399.

ÉLECTIONS.—LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC. (CHAP. 4)—Suite**Dépenses d'élection—Suite**

- Relevé des dépenses, c. 4, a. 396.
- Relevé des dépenses, défaut de le déposer, c. 4, a. 397.
- Relevé faux des dépenses, c. 4, a. 398.

Dépenses occasionnées par élection

- Payées sur fonds consolidé du revenu, c. 4, a. 412.

Électeurs

- Altération ou falsification de la liste électorale, c. 4, a. 139.

Appel au juge,

- Appel des décisions du conseil, c. 4, a. 129.
- Appel en cas de refus de considérer une demande, c. 4, a. 130.
- Audition de l'appel, c. 4, a. 133.
- Cautionnement pour les frais, c. 4, a. 132.
- Correction de la liste, c. 4, a. 138.
- Délais d'appel au juge, c. 4, a. 129.
- Devant quel tribunal l'appel est porté, c. 4, a. 129.
- Finalité de la décision, c. 4, a. 137.
- Formalités d'appel, c. 4, a. 129.
- Frais de l'appel, c. 4, a. 136.
- Juridiction d'appel, c. 4, a. 129.
- Mode d'appel, c. 4, a. 129.
- Pouvoirs du juge, c. 4, a. 134.
- Priorité de l'appel, c. 4, a. 133.
- Requête en appel, c. 4, a. 129.
- Signification de la requête, c. 4, a. 131.
- Tribunal devant lequel l'appel est porté, c. 4, a. 129.
- Vices de forme, c. 4, a. 135.

Capacités et incapacités

- Incapacité de l'officier-rapporteur, c. 4, a. 16.
- Incapacités électorales, c. 4, a. 14.
- Inhabilités à voter, c. 4, a. 15.
- Inscription au rôle d'évaluation pas nécessaire, c. 4, a. 11.
- Membres de corporations, c. 4, a. 13.
- Peines contre personnes inhabiles qui votent, c. 4, a. 17.
- Personnes domiciliées dans territoires non organisés, c. 4, a. 12.
- Qui a droit de voter, c. 4, a. 9.
- Qui peut être inscrit sur les listes c. 4, a. 10.

Copies de liste, c. 4, a. 141.

- Correction de la liste altérée ou falsifiée, c. 4, a. 140.

Délivrance de copies de liste, c. 4, a. 141.

- Délivrance gratuite de copies aux sous-officiers-rapporteurs, c. 4, a. 142.

Examen et mise en vigueur des listes électorales

- Appel, ses effets, c. 4, a. 88.
- Audition de témoins, c. 4, a. 83.
- Avis public de l'examen des listes, c. 4, a. 82.
- Avis spéciaux aux intéressés, c. 4, a. 82.
- Certificat à la fin de la liste, c. 4, a. 93.
- Certificat des corrections, c. 4, a. 87.
- Correction des inscriptions, c. 4, a. 85.

ÉLECTIONS.—LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC. (CHAP. 4)—*Suite***Électeurs—*Suite*****Examen et mise en vigueur des listes électorales—*Suite***

- Décisions du conseil, c. 4, a. 84.
- Défaut de transmission d'un des doubles de la liste, c. 4, a. 94.
- Délai du dépôt des demandes, c. 4, a. 80.
- Délai pour l'examen des listes, c. 4, a. 81.
- Demandes en inscription ou en radiation, c. 4, a. 79.
- Destruction des deux doubles de la liste, c. 4, a. 89.
- Durée de la liste, c. 4, a. 88.
- Entrée en vigueur de la liste, c. 4, a. 88.
- Examen de la liste, c. 4, a. 83.
- Frais des avis, c. 4, a. 82.
- Garde de l'un des doubles de la liste, c. 4, a. 94.
- Hull, dispositions concernant la liste électorale de la cité de—c. 4, arts 97 à 99.
- Inscription d'une personne omise, c. 4, a. 92.
- Liste d'un territoire annexé, c. 4, a. 90.
- Montréal, dispositions concernant la liste électorale de la cité de, c. 4, arts 100 à 128.
- Noms nouveaux, comment inscrits, c. 4, a. 84.
- Personne omise, son inscription, c. 4, a. 92.
- Perte des deux doubles de la liste, c. 4, a. 89.
- Publication des avis, c. 4, a. 82.
- Québec, dispositions concernant la liste électorale de la cité de, c. 4, arts 100 à 128.
- Qui donne les avis, c. 4, a. 82.
- Régistrateur, ses devoirs, c. 4, a. 95.
- Retard de transmission d'un des doubles de la liste, c. 4, a. 94.
- Sherbrooke, dispositions concernant la liste électorale de la cité de, c. 4, arts 100 à 128.
- Signification des avis, c. 4, a. 82.
- Territoire annexé, liste de, c. 4, a. 90.
- Titres frauduleux, c. 4, a. 86.
- Transmission de l'un des doubles de la liste, c. 4, a. 94.
- Transmission d'une copie de la liste, c. 4, a. 95.
- Trois-Rivières, dispositions concernant la liste électorale de la cité de, c. 4, arts 100 à 128.
- Valeur de la liste, c. 4, a. 91.
- Valleyfield, dispositions concernant la liste électorale de la cité de, c. 4, arts 100 à 128.
- Falsification ou altération de la liste électorale, c. 4, a. 139.
- Incapacités *voir* Capacités et incapacités.
- Infractions, c. 4, a. 145.
- Infractions par dépositaires de listes, c. 4, a. 146.
- Listes électorales
 - Avis du dépôt de la liste, c. 4, a. 24.
 - Certificat de la liste, c. 4, a. 22.
 - Dépôt d'un des doubles de la liste, c. 4, a. 23.
 - Devoirs du conseil municipal, c. 4, a. 18.
 - Devoirs du greffier *ad hoc* c. 4, a. 28.

ÉLECTIONS.—LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC. (CHAP. 4)—Suite**Électeurs—Suite****Listes électorales—Suite**

- Devoirs du maire, etc., c. 4, a. 29.
- Droit de suffrage ailleurs qu'au domicile, c. 4, a. 19.
- Droit du secrétaire-trésorier de dresser la liste, c. 4, a. 27.
- Époque de la confection des listes, c. 4, a. 18.
- Forme des listes, c. 4, a. 20.
- Greffier *ad hoc*, c. 4, a. 25.
- Hull, confection de la liste dans la cité de, c. 4, a. 30.
- Inscription des personnes omises, c. 4, a. 21.
- Mode de dresser les listes, c. 4, a. 20.
- Montréal, confection de la liste dans la cité de, c. 4, arts 31 à 56.
- Publication de l'avis du dépôt de la liste, c. 4, a. 24.
- Québec, confection de la liste dans la cité de, c. 4, arts 57 à 78.
- Responsabilité du secrétaire-trésorier dans le cas d'un greffier *ad hoc*, c. 4, a. 26.
- Sherbrooke, confection de la liste dans la cité de, c. 4, a. 30.
- Trois-Rivières, confection de la liste dans la cité de, c. 4, a. 30.
- Valleyfield, confection de la liste dans la cité de, c. 4, a. 30.
- Mise en vigueur des listes électorales voir Examen et mise en vigueur des listes électorales.
- Peines contre secrétaire-trésorier négligent ou coupable d'abus c. 4, a. 144
- Peines pour infractions, c. 4, a. 145.
- Peines pour infractions par dépositaires de listes, c. 4, a. 146.
- Refus de délivrer gratuitement des copies, c. 4, a. 143.
- Secrétaire-trésorier négligent ou coupable d'abus, c. 4, a. 144.

Éligibilité

- Conditions d'éligibilité, c. 4, a. 147.
- Éligibilité des anciens employés publics, c. 4, a. 148.

Formalités non accomplies, erreur dans l'emploi de formules, c. 4, a. 410.

Formules, leur emploi, c. 4, a. 4.

Greffier suppléant de la couronne en chancellerie, ses pouvoirs, c. 4, a. 7.

Iles de la Madeleine, dispositions spéciales concernant les—c. 4, a. 413.

Interprétation

- "Arrondissement de votation", c. 4, a. 3, § 1°.
- "Dépenses personnelles", c. 4, a. 3, § 2°.
- "District électoral", c. 4, a. 3, § 3°.
- "Domicile", c. 4, a. 3, § 4°.
- "Fils", c. 4, a. 3, § 5°.
- "Fils de veuve", c. 4, a. 3, § 6°.
- "Liste", "Liste électorale", "Liste des électeurs", c. 4, a. 3, § 7°.
- "Locataire", c. 4, a. 3, § 8°.
- "Mère", c. 4, a. 3, § 9°.
- "Municipalité", c. 4, a. 3, § 10°.

ÉLECTIONS.—LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC. (CHAP. 4)—Suite**Interprétation—Suite**

- "Occupant", c. 4, a. 3, § 11°.
- "Officier d'élection", c. 4, a. 3, § 12°.
- "Père", c. 4, a. 3, § 13°.
- "Personne", c. 4, a. 3, § 14°.
- "Propriétaire", c. 4, a. 3, § 15°.
- "Régistrateur", c. 4, a. 3, § 16°.
- "Rôle d'évaluation", c. 4, a. 3, § 18°.
- "Secrétaire d'élection", c. 4, a. 3, § 19°.
- "Voter", c. 4, a. 3, § 20°.

Interruption des opérations électorales, recommencement des opérations,
c. 4, a. 409.

Honoraires et frais des officiers d'élection

- Allocations additionnelles dans certains districts, c. 4, a. 402.
- Dépenses pour aller prêter serment ne sont pas remboursables, c. 4, a. 405.
- Distribution et rapport de distribution, c. 4, a. 404.
- Inaccessibilité des honoraires et frais, c. 4, a. 406.
- Paiement des honoraires, c. 4, a. 404.
- Tarif d'honoraires et déboursés, c. 4, a. 401.
- Tarif modifié ou révisé, c. 4, a. 403.
- Tarif nouveau, c. 4, a. 403.

Poursuites civiles et pénales

- Allégations requises dans poursuites pour manœuvres frauduleuses, c. 4, a. 385.
- Amendes, poursuites civiles pour les recouvrir, c. 4, a. 375.
- Application de la Loi des convictions sommaires de Québec, c. 4, a. 380.
- Assignation de délinquants au cours de l'instruction d'une pétition d'élection,
c. 4, a. 388.
- Attribution de certaines amendes, c. 4, a. 388.
- Cautionnement pour les frais, c. 4, a. 378.
- Constables nommés par sous-officier-rapporteur au cas de supposition de per-
sonne, c. 4, a. 381.
- Contenu de la déclaration sur action civile en recouvrement d'amendes, c. 4,
a. 377.
- Déclaration sous serment sur action civile en recouvrement d'amendes, c. 4, a. 376.
- Défaut de paiement entraîne emprisonnement, c. 4, a. 379.
- Dénonciation au bureau de votation d'une supposition de personne, c. 4, a. 381.
- Dépens et frais, c. 4, a. 384.
- Diligence doit être faite, c. 4, a. 389.
- Doubles frais en certains cas, c. 4, a. 384.
- Emprisonnement à défaut de paiement, c. 4, a. 379.
- Intervention dans les poursuites, c. 4, a. 390.
- Loi des convictions sommaires, s'applique, c. 4, a. 380.
- Obligation de témoigner, c. 4, a. 383.
- Poursuite des infractions punissables par voie sommaire, c. 4, a. 380.
- Poursuites civiles en recouvrement d'amendes, c. 4, a. 375.
- Prescription des actions, c. 4, a. 389.
- Preuve de la mise en candidature et de la tenue de l'élection, c. 4, a. 385.

ÉLECTIONS.—LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC. (CHAP. 4)—*Suite***Poursuites civiles et pénales—*Suite***

- Preuve du bref, du rapport, etc., c. 4, a. 386.
- Priorité accordée aux actions sous loi électorale, c. 4, a. 389.
- Production des documents par greffier de la couronne en chancellerie, c. 4, a. 387.
- Protection des témoins, c. 4, a. 383.
- Supposition de personne dans bureau de votation, c. 4, a. 381.
- Témoins compétents, c. 4, a. 382.
- Témoins sont protégés, c. 4, a. 383.
- Témoignages obligatoires, c. 4, a. 383.

Serments, leur réception, c. 4, a. 6.

Tenue des élections

Bon ordre—*voir* Maintien du bon ordre dans les élections

Brefs d'élection

- Bref adressé à l'officier-rapporteur, c. 4, a. 155.
- Brefs pour élections générales, c. 4, a. 158.
- Date des brefs, c. 4, a. 154.
- Décès de l'officier-rapporteur etc., c. 4, a. 157.
- Forme des brefs, c. 4, a. 154.
- Perte d'un bref, c. 4, a. 157.
- Rapport des brefs, c. 4, a. 154.
- Transmission du bref, c. 4, a. 156.

Clôture du scrutin et opérations subséquentes

- Absence de relevés dans des boîtes de scrutin, c. 4, a. 290.
- Addition des votes par l'officier-rapporteur, c. 4, a. 283.
- Ajournement s'il manque des boîtes, c. 4, a. 287.
- Ajournement s'il manque des relevés, c. 4, a. 288.
- Boîtes de scrutin après relevé du vote doivent être scellées, c. 4, a. 282.
- Bulletins à écarter, c. 4, a. 274.
- Bulletins gâtés, c. 4, a. 277.
- Bulletins non initialés par sous-officier-rapporteur, c. 4, a. 275.
- Bulletins sont mis sous enveloppe ou en paquets, c. 4, a. 277.
- Certificats remis aux agents par sous-officier, c. 4, a. 279.
- Certificats transmis aux candidats par sous-officiers, c. 4, a. 279.
- Décision des objections, c. 4, a. 276.
- Déclaration des officiers du bureau après compte des votes, c. 4, a. 278.
- Déclaration du résultat de l'élection, c. 4, a. 291.
- Dépouillement du scrutin, c. 4, a. 273.
- Fermeture et remise des boîtes de scrutin, c. 4, a. 281.
- Garde des boîtes de scrutin après les élections, c. 4, a. 293.
- Heure de clôture, c. 4, a. 272.
- Initiales non opposées par sous-officier sur bulletins, c. 4, a. 275.
- Interrogatoire des sous-officiers et greffiers si boîte de scrutin est perdue, c. 4, a. 289.
- Mise des paquets de bulletins, etc, dans grande enveloppe etc., c. 4, a. 280.
- Mise sous enveloppe ou en paquets des bulletins, c. 4, a. 277.
- Objections et décisions d'icelles c. 4, a. 276.
- Perte de boîtes de scrutin après votation, c. 4, a. 289.
- Proclamation du candidat élu, c. 4, a. 284.
- Rapport par officiers du bureau après compte des votes, c. 4, a. 278.

ÉLECTIONS.—LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC. (CHAP. 4)—*Suite***Tenue des élections—*Suite*****Clôture du scrutin et opérations subséquentes—*Suite***

Refus d'obtempérer à un ordre de l'officier-rapporteur, c. 4, a. 292.

Relevé du scrutin, c. 4, a. 278.

Relevé du scrutin contenu dans grande enveloppe dans boîte de scrutin, c. 4, a. 286.

Remise des boîtes à une nouvelle élection, c. 4, a. 293.

Résultat de l'élection déclaré, c. 4, a. 291.

Sceau apposé sur boîtes de scrutin après relevé du vote, c. 4, a. 282.

Sceau apposé sur enveloppes et paquets contenant bulletins, c. 4, a. 277.

Serment des personnes chargées du transport des boîtes, c. 4, a. 281.

Voix prépondérante de l'officier-rapporteur, c. 4, a. 285.

Maintien du bon ordre dans les élections

Arrestation de personnes qui troublent la paix, c. 4, a. 338.

Assistance de constables spéciaux, c. 4, a. 337.

Défense aux étrangers de venir armés dans un arrondissement de votation, c. 4, a. 340.

Défense d'approcher d'un bureau de vote avec des armes, c. 4, a. 341.

Défense de fournir ou porter des drapeaux, etc., c. 4, a. 342.

Défense de fournir ou porter des insignes, etc., c. 4, a. 343.

Défense de se servir d'une taverne comme salle de comité, c. 4, a. 348.

Défense de transporter des spiritueux le jour du scrutin, sauf dans certains cas, c. 4, a. 347.

Défense de vendre des spiritueux le jour du scrutin, c. 4, a. 346.

Fermeture des tavernes, etc., le jour du scrutin, c. 4, a. 345.

Nombre de comités permis dans cités et villes, c. 4, a. 349.

Peines contre ceux qui refusent de livrer les armes, c. 4, a. 339.

Pouvoirs des sous-officiers-rapporteurs, c. 4, a. 336.

Saisie des armes, etc., c. 4, a. 339.

Spiritueux ne peuvent être transportés le jour du scrutin sauf dans certains cas, c. 4, a. 347.

Spiritueux ne peuvent être vendus le jour du scrutin, c. 4, a. 346.

Taverne ne doit pas être utilisée comme salle de comité, c. 4, a. 348.

Tavernes, etc., fermées le jour du scrutin, c. 4, a. 345.

Manœuvres frauduleuses et autres illégalités

Abus d'influence, c. 4, a. 355.

Abus d'influence prouvé contre candidat, c. 4, a. 370.

Accepter des mets ou boissons, c. 4, a. 353.

Actes de corruption, c. 4, a. 350.

Actes de corruption concernant les candidatures, c. 4, a. 350.

Actes illicites, c. 4, a. 356.

Actes illicites des agents, c. 4, a. 363.

Avancer ou donner de l'argent pour des fins de corruption, c. 4, a. 350.

Boissons, les accepter, distribuer ou payer, c. 4, a. 353.

Candidat convaincu de corruption ou d'abus d'influence, c. 4, a. 370.

Candidat coupable de supposition de personne, etc., c. 4, a. 372.

Candidat non responsable en certains cas, c. 4, a. 371.

Contrats nuls en certains cas, c. 4, a. 365.

Corruption prouvée contre candidat, c. 4, a. 370.

Corruptions, actes de, c. 4, a. 350.

ÉLECTIONS.—LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC. (CHAP. 4)—*Suite***Tenue des élections—*Suite*****Manœuvre frauduleuses et autres illégalités—*Suite***

- Défalcation de votes, c. 4, arts 352 et 366.
- Demande de réhabilitation, c. 4, a. 374.
- Demander de l'argent à un candidat pour lui donner appui, c. 4, a. 350.
- Dépenses illicites de voyages, c. 4, a. 356.
- Dépenses légales, c. 4, a. 351.
- Désistement d'un candidat, fausse rumeur la concernant, c. 4, a. 361.
- Distribuer des mets ou boissons, c. 4, a. 353.
- Dons ou promesses pour faire élire un candidat, c. 4, a. 350.
- Droits politiques, leur perte au cas de manœuvres frauduleuses, c. 4, a. 373.
- Effet de manœuvres commises à une élection précédente, c. 4, a. 369.
- Élection nulle au cas de manœuvres frauduleuses, c. 4, a. 367.
- Élection nulle au cas d'emploi de certains agents, c. 4, a. 368.
- Fausse nouvelle du désistement d'un candidat, c. 4, a. 361.
- Imprimés doivent porter à leur face certains renseignements, c. 4, a. 362.
- Irresponsabilité du candidat en certains cas, c. 4, a. 371.
- Location illicite de véhicules, c. 4, a. 356.
- Manœuvres frauduleuses commises à une élection précédente, c. 4, a. 369.
- Manœuvres frauduleuses entraînent perte des droits politiques, c. 4, a. 373.
- Manœuvres frauduleuses, leur définition, c. 4, a. 364.
- Mets, les accepter, distribuer ou payer, c. 4, a. 353.
- Nullité de contrats, etc., c. 4, a. 365.
- Nullité de l'élection au cas de manœuvres frauduleuses, c. 4, a. 367.
- Nullité de l'élection au cas de l'emploi de certains agents, c. 4, a. 368.
- Paris, c. 4, a. 350.
- Participation à une supposition de personne, c. 4, a. 358.
- Payer des mets ou boissons, c. 4, a. 353.
- Peines contre personnes coupables d'abus d'influence, c. 4, a. 355.
- Peines pour accepter, distribuer ou payer des mets et boissons, c. 4, a. 353.
- Peines pour manœuvres frauduleuses, c. 4, a. 350.
- Peines pour régalaide, c. 4, a. 352.
- Peines pour régalaide le jour de la nomination ou du scrutin, c. 4, a. 354.
- Peines pour vote illégal, c. 4, a. 360.
- Perte des droits politiques au cas de manœuvres frauduleuses, c. 4, a. 373.
- Promesses d'emploi, etc., pour obtenir des votes, c. 4, a. 350.
- Recevoir de l'argent, etc., pour avoir voté ou s'être abstenu de voter, c. 4, a. 350.
- Recevoir de l'argent, etc, pour voter ou s'abstenir de voter, c. 4, a. 350.
- Régalaide, c. 4, a. 352.
- Régalaide le jour de la nomination ou du scrutin, c. 4, a. 354.
- Réhabilitation, c. 4, a. 374.
- Subornation de parjure, c. 4, a. 359.
- Supposition de personne, c. 4, a. 357.
- Supposition de personne prouvée contre candidat, c. 4, a. 372.
- Transport illicite des électeurs, c. 4, a. 356.
- Travailler au succès d'un candidat à raison de dons, etc., c. 4, a. 350.
- "Véhicule", définition du mot, c. 4, a. 356.
- Vote sans droit, c. 4, a. 360.

ÉLECTIONS.—LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC. (CHAP. 4).—*Suite*Tenue des élections.—*Suite*

Nouvelle addition et nouveau dépouillement des votes

Ajournement du rapport, c. 4, a. 301.

A qui la demande doit être faite, c. 4, a. 295.

Assignation à comparaître devant juge de la Cour du banc du roi, c. 4, a. 313.

Assignation de l'officier-rapporteur et du secrétaire de l'élection, c. 4, a. 301.

Avis aux candidats, c. 4, a. 299.

Bulletins qui peuvent être examinés, c. 4, a. 303.

Cas où il y a lieu à nouvelle addition au nouveau dépouillement, c. 4, a. 294.

Certificat du résultat, c. 4, a. 308.

Date de la nouvelle addition ou du nouveau dépouillement, c. 4, a. 298.

Déclarations en réponse peuvent être produites devant juge de la Cour du banc du roi, c. 4, a. 314.

Délai dans lequel la demande doit être faite, c. 4, a. 296.

Devoirs du juge de la Cour supérieure sur ordonnance d'un juge de la Cour du banc du roi, a. 4, a. 316.

Égalité de voix, c. 4, a. 308.

Emploi du dépôt, c. 4, a. 311.

Frais du candidat élu, c. 4, a. 309.

Frais sur procédures devant juge de la Cour du banc du roi, c. 4, a. 315.

Garantie des frais, c. 4, a. 297.

Heures de l'addition ou du dépouillement, c. 4, a. 304.

Insuffisance du dépôt, c. 4, a. 311.

Mode de la nouvelle addition ou du nouveau dépouillement, c. 4, a. 306.

Opérations de la nouvelle addition ou du nouveau dépouillement, c. 4, a. 303.

Ordonnance du juge de la Cour du banc du roi, c. 4, a. 315.

Personnes qui peuvent assister à la nouvelle addition ou au nouveau dépouillement, c. 4, a. 302.

Pouvoirs du juge, c. 4, a. 307.

Précaution concernant les bulletins de vote, c. 4, a. 305.

Proclamation du résultat, c. 4, a. 308.

Requête à un juge de la Cour du banc du roi sur refus d'un juge de la Cour supérieure, c. 4, a. 312.

Révision des décisions de l'officier-rapporteur, c. 4, a. 307.

Signification des avis, c. 4, a. 300.

Taxe et tarif des frais, c. 4, arts 309 et 310.

Officiers d'élection

Défaut de réclamer l'exemption, c. 4, a. 167.

Demande d'exemption, c. 4, a. 167.

Exemption d'agir comme officier-rapporteur, c. 4, 164.

Exemption des candidats futurs, c. 4, a. 165.

Exemption des personnes non domiciliées dans municipalité, c. 4, a. 166.

Inhabilité à agir comme officier-rapporteur, c. 4, a. 161.

Inhabilité des candidats, c. 4, a. 162.

Nomination d'officiers-rapporteur, c. 4, a. 160.

Officiers conjoints, c. 4, a. 159.

Officiers-rapporteurs d'office, c. 4, a. 159.

Peines contre officiers inhabiles, c. 4, a. 163.

Peine pour refus d'accepter charge d'officier d'élection, c. 4, a. 168.

Peines pour refus d'accomplir devoir de sa charge, c. 4, a. 169.

ÉLECTIONS.—LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC. (CHAP. 4)—*Suite***Tenue des élections—*Suite*****Opérations entre mise en nomination et scrutin**

Affichage de l'avis de scrutin, c. 4, a. 207.

Affichage d'une liste de sous-officiers et de greffiers, c. 4, a. 219.

Avis de scrutin, c. 4, a. 207.

Boîtes de scrutin, formules, etc., fournies aux sous-officiers-rapporteurs, c. 4, a. 210.

Boîtes de scrutin, leur confection, c. 4, a. 224.

Boîtes de scrutin, leur mode de construction, c. 4, a. 227.

Boîtes de scrutin, leur propriété, c. 4, a. 231.

Boîtes de scrutin perdues, c. 4, a. 226.

Boîtes de scrutin sont gardées et remises par shérifs au registrateurs, c. 4, a. 225.

Bulletins de vote, etc., remis aux sous-officiers-rapporteurs, c. 4, a. 211.

Bulletins de vote, leur forme, c. 4, a. 228.

Bulletins de vote, leur uniformité, c. 4, a. 228.

Bulletins employés si un candidat se désiste, c. 4, a. 230.

Bureau de votation, plus d'un—dans un arrondissement, c. 4, a. 216.

Bureaux de votation, c. 4, a. 215.

Construction de boîtes de scrutin, mode de—c. 4, a. 227.

Endroit des bureaux de votation, c. 4, a. 217.

Exemplaire de la loi fournie aux sous-officiers-rapporteurs, c. 4, a. 209.

Forme des bulletins de vote, c. 4, a. 228.

Garde des boîtes de scrutin par shérifs ou registrateurs, c. 4, a. 225.

Greffier agissant comme sous-officier doit se nommer un greffier, c. 4, a. 223.

Greffier doit parfois agir comme sous-officier, c. 4, a. 222.

Greffier du bureau de votation, c. 4, a. 218.

Greffier du bureau de votation, son serment, c. 4, a. 218.

Greffier du bureau, ses devoirs, c. 4, a. 220.

Imprimeur des bulletins, déclaration qu'il doit faire, c. 4, a. 229.

Imprimeur des bulletins, inscription de son nom, c. 4, a. 229.

Instructions officielles fournies aux sous-officiers-rapporteurs, c. 4, a. 209.

Instructions sur la manière de voter remises aux sous-officiers-rapporteurs, c. 4, a. 212.

Lieu des bureaux de votation, c. 4, a. 217.

Liste électorale fournie aux sous-officiers-rapporteurs, c. 4, a. 209.

Liste électorale perdue, c. 4, a. 214.

Liste des greffiers de bureau de votation fournie à l'officier-rapporteur, c. 4, a. 219.

Liste des sous-officiers-rapporteurs et greffiers doit être affichée, c. 4, a. 219.

Liste des sous-officiers-rapporteurs fournie aux candidats, c. 4, a. 213.

Mode de construction des boîtes de scrutin, c. 4, a. 227.

Nomination des sous-officiers-rapporteurs, c. 4, a. 208.

Nouveau greffier, sa nomination, serment qu'il doit prêter, c. 4, a. 221.

Nouveau sous-officier-rapporteur, sa nomination, c. 4, a. 222.

Perte des boîtes de scrutin, c. 4, a. 226.

Perte des listes électorales, c. 4, a. 214.

Propriété des boîtes de scrutin, c. 4, a. 231.

Rédaction de l'avis de scrutin, c. 4, a. 207.

Remise de listes, etc., c. 4, a. 209.

Remise des boîtes de scrutin par shérifs ou registrateurs, c. 4, a. 225.

ÉLECTIONS.—LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC. (CHAP. 4)—*Suite***Tenue des élections—*Suite*****Opérations entre mise en nomination et scrutin—*Suite***

Serment des sous-officiers-rapporteurs, c. 4, a. 208.

Serment du greffier du bureau de votation, c. 4, a. 218.

Sous-officiers-rapporteurs, leur nomination, c. 4, a. 208.

Sous-officiers-rapporteurs, leur serment, c. 4, a. 208.

Uniformité des bulletins de vote, c. 4, a. 228.

Opérations entre l'émission du bref et la proclamation

Avis de l'émission du bref, etc., c. 4, a. 171.

Devoirs des registrateurs quant aux listes, c. 4, a. 172.

Envoi de la loi électorale, des instructions, des registres, etc., c. 4, a. 170.

Fonctions du secrétaire, c. 4, a. 176.

Honoraires des registrateurs, c. 4, a. 172.

Impression des bulletins de vote, c. 4, a. 170.

Inscription au dos du bref d'élection, c. 4, a. 173.

Listes à employer, c. 4, a. 178.

Nomination d'un secrétaire, c. 4, a. 174.

Obtention des listes et des règlements, c. 4, a. 177.

Refus de fournir les listes ou les règlements, c. 4, a. 177.

Secrétaire, fonctions du, c. 4, a. 176.

Secrétaire, nomination du, c. 4, a. 174.

Secrétaire, serment du, c. 4, a. 175.

Serment de l'officier-rapporteur, c. 4, a. 173.

Serment du secrétaire, c. 4, a. 175.

Présentation des candidats

Absence des candidats, c. 4, a. 192.

Attestation du bulletin, c. 4, a. 195.

Bulletin de présentation, c. 4, a. 188.

Confiscation du dépôt, c. 4, a. 194.

Consentement des candidats, c. 4, a. 192.

Consentement pas nécessaire pour les Iles-de-la-Madeleine, c. 4, a. 192.

Correction d'un bulletin, c. 4, a. 199.

Date dans Gaspé, Charlevoix-Saguenay et Iles-de-la-Madeleine, c. 4, a. 184.

Date de la présentation, c. 4, a. 181.

Date doit être indiquée dans bref, c. 4, a. 182.

Décès d'un candidat, c. 4, a. 205.

Déclaration d'admission ou de rejet par l'officier-rapporteur, c. 4, a. 198.

Déclaration d'admission ou de rejet par officier-rapporteur doit être mentionnée sur reçu, c. 4, a. 200.

Défaut d'affichage de la proclamation, c. 4, a. 185.

Dépôt confisqué, c. 4, a. 194.

Dépôt des bulletins de présentation, c. 4, a. 190.

Dépôt doit accompagner bulletin de présentation, c. 4, a. 192.

Dépôt d'un candidat décédé, c. 4, a. 205.

Dépôt remis, c. 4, a. 194.

Désistement des candidats, c. 4, a. 204.

Emploi du dépôt confisqué, c. 4, a. 194.

Endroit de la mise en candidature, c. 4, a. 186.

Examen du bulletin peut être fait après deux heures, c. 4, a. 201.

ÉLECTIONS.—LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC. (CHAP. 4)—*Suite***Tenue des élections—*Suite*****Présentation des candidats—*Suite***

- Formalités de la mise en candidature, c. 4, a. 188.
- Formalités du bulletin sont nécessaires, c. 4, a. 198.
- Heure de la mise en candidature, c. 4, a. 187.
- Jour férié, c. 4, a. 183.
- Lieu de la mise en candidature, c. 4, a. 186.
- Liste des candidats, c. 4, a. 191.
- Marque sur bulletin des électeurs qui ne savent pas écrire, c. 4, a. 189
- Mode de la mise en candidature, c. 4, a. 188.
- Mort d'un candidat, c. 4, a. 205.
- Nécessité des formalités du bulletin, c. 4, a. 197.
- Nouveau bulletin, c. 4, a. 199.
- Procès-verbal s'il n'y a qu'un candidat, c. 4, a. 203.
- Rapport s'il n'y a qu'un candidat, c. 4, a. 202.
- Reçu de l'officier-rapporteur, ses effets, c. 4, a. 193.
- Remise du dépôt, c. 4, a. 194.
- Retard dans l'affichage de la proclamation, c. 4, a. 185.
- Retrait des candidats, c. 4, a. 204.
- Scrutin doit être tenu s'il y a plus d'un candidat, c. 4, a. 206.
- Serment du candidat sur bulletin, c. 4, a. 196.
- Temps de la mise en candidature, c. 4, a. 187.

Proclamation de l'officier-rapporteur

- Affichage de la proclamation, c. 4, a. 179.
- Contenu de la proclamation, c. 4, a. 179.
- Proclamation doit être publiée, c. 4, a. 179.

Rapports d'élection

- Copie de rapport aux candidats, c. 4, a. 317.
- Garde des documents, etc., transmis au greffier de la couronne en chancellerie, c. 4, a. 325.
- Inscription des rapports et des avis d'élection, c. 4, a. 324.
- Mode de transmission du rapport et du procès-verbal, c. 4, a. 321.
- Procès-verbal des opérations, c. 4, a. 319.
- Rapport au cas de nouvelle addition ou nouveau dépouillement, c. 4, a. 318.
- Rapport au greffier de la couronne en chancellerie, c. 4, a. 317.
- Rapport irrégulier, c. 4, a. 322.
- Responsabilité de l'officier qui refuse ou néglige de déclarer un candidat élu, c. 4, a. 323.
- Transmission des documents, etc., au greffier de la couronne en chancellerie, c. 4, a. 320.

Scrutin

- Absence des agents, c. 4, a. 238.
- Affichage d'instructions sur la manière de voter, c. 4, a. 246.
- Agent autorisé peut rester dans bureau de préférence à simple électeur, c. 4, a. 236.
- Agent de scrutin, c. 4, a. 237.
- Agent, s'il est électeur, peut obtenir certificat pour voter dans bureau où il se tient, c. 4, a. 243.
- Agents, leur absence, c. 4, a. 238.

ÉLECTIONS.—LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC. (CHAP. 4)—*Suite*Tenue des élections—*Suite*Scrutin—*Suite*

- Agents, leur présence, c. 4, a. 233.
- Aide pour voter à électeur incapable, c. 4, a. 264.
- Amende spéciale pour officiers d'élection, c. 4, a. 269.
- Annulation d'un premier bulletin, c. 4, a. 262.
- Apposition d'initiales sur dos du bulletin, c. 4, a. 259.
- Boîte de scrutin, son examen et sa fermeture avant votation, c. 4, a. 247.
- Bulletin de vote marqué, maculé ou déchiré, c. 4, a. 262.
- Bulletins, leur examen avant ouverture du scrutin, c. 4, a. 242.
- Candidat peut agir comme agent, c. 4, a. 239.
- Certificats permettant à sous-officiers, etc., de voter dans bureaux où ils se tiennent, c. 4, a. 243.
- Compartiments, instructions pour leur aménagement, c. 4, a. 234.
- Compartiments pour voter, c. 4, a. 233.
- Crayons et tables pour voter, c. 4, a. 233.
- Date du scrutin, c. 4, a. 232.
- Dépôt du bulletin dans la boîte du scrutin, c. 4, a. 261.
- Devoirs du votant, c. 4, a. 251.
- Diligence à voter, c. 4, a. 266.
- Dispense de comparaitre comme témoin, c. 4, a. 270.
- Droit de voter, c. 4, a. 251.
- Droits que confèrent à sous-officiers, etc., certificats permettant de voter dans bureau où ils se tiennent, c. 4, a. 244.
- Endroit du scrutin, c. 4, a. 233.
- Endroit où droit de vote peut être exercé, c. 4, a. 267.
- Examen des bulletins avant ouverture du scrutin, c. 4, a. 242.
- Examen et fermeture de la boîte de scrutin, c. 4, a. 247.
- Facilité de voter doit être assurée, c. 4, a. 249.
- Fermeture des manufactures le jour du scrutin, c. 4, a. 271.
- Formule du serment additionnel du voteur, c. 4, a. 256.
- Formule du serment du voteur, c. 4, a. 253.
- Greffier, si électeur, peut voter dans le bureau où il agit, c. 4, a. 243.
- Heures du scrutin, c. 4, a. 235.
- Infractions et peines, c. 4, a. 269.
- Initiales sur dos du bulletin, c. 4, a. 259.
- Inscription au registre de scrutin, c. 4, a. 251.
- Inscriptions au registre du scrutin, c. 4, a. 268.
- Instructions sur aménagement des compartiments, c. 4, a. 234.
- Instructions sur la manière de voter et leur affichage, c. 4, a. 246.
- Interprètes et leur nomination, etc., c. 4, a. 265.
- Invitation à voter, c. 4, a. 248.
- Jour du scrutin, c. 4, a. 232.
- Lieu du scrutin, c. 4, a. 233.
- Manufactures etc., fermées le jour du scrutin, c. 4, a. 271.
- Mode du scrutin, c. 4, a. 258.
- Nomination des agents de scrutin, c. 4, a. 237.
- Nomination d'interprètes, c. 4, a. 265.
- Nombre de votants admis à la fois, c. 4, a. 250.

ÉLECTIONS.—LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC. (CHAP. 4)—*Suite***Tenue des élections—*Suite*****Scrutin—*Suite***

- Nouveau bulletin quand premier annulé, c. 4, a. 262.
- Omission du nom d'un électeur sur la liste, c. 4, a. 252.
- Opérations du vote, c. 4, a. 261.
- Peine contre officier-rapporteur ou sous-officier qui agit comme agent, c. 4, a. 240.
- Peines et infractions, c. 4, a. 269.
- Personnes qui peuvent rester dans bureau, c. 4, a. 236.
- Présence des agents, c. 4, a. 238.
- Refus de prêter le serment, c. 4, a. 255.
- Refus de prêter serment additionnel, c. 4, a. 256.
- Registre de scrutin, c. 4, a. 251.
- Registre de scrutin doit faire mention de la prestation du serment, c. 4, a. 257.
- Registre du scrutin, inscriptions qui doivent y être faites, c. 4, a. 268.
- Renseignements fournis au voteur, c. 4, a. 260.
- Retard indu à voter, c. 4, a. 266.
- Scrutin secret, c. 4, a. 258.
- Secret du vote, serment de le garder, c. 4, a. 241.
- Serment additionnel du voteur, c. 4, a. 256.
- Serment de garder le secret du vote, c. 4, a. 241.
- Serment des sous-officiers, etc., qui désirent voter dans bureau où ils se tiennent, c. 4, a. 245.
- Serment du voteur, c. 4, a. 253.
- Serment du voteur, refus de le prêter, c. 4, a. 255.
- Serment et mention de sa prestation au registre, c. 4, a. 257.
- Serment partiel du voteur, c. 4, a. 254.
- Sous-officier, dans certains cas, doit requérir de lui-même le serment, c. 4, a. 257.
- Sous-officier-rapporteur, si électeur, peut voter dans le bureau qu'il tient, c. 4, a. 243.
- Tables et crayons pour voter, c. 4, a. 233.
- Un seul droit de vote par élection, c. 4, a. 267.
- Vote unique, c. 4, a. 267.
- Voteur qui vient voter quand une autre personne a déjà voté sous son nom, c. 4, a. 263.

Secret du vote

- Copies de documents par greffier de la couronne en chancellerie, c. 4, a. 334.
- Défense de chercher à savoir pour qui un électeur a voté, c. 4, a. 326.
- Défense de faire connaître le vote d'un voteur, c. 4, a. 331.
- Défense de montrer son bulletin, c. 4, a. 328.
- Défense d'engager un voteur à montrer son bulletin, c. 4, a. 329.
- Discretion lors du dépouillement, c. 4, a. 331.
- Examen des bulletins doit être autorisé par ordonnance d'un tribunal, c. 4, a. 335.
- Peines contre ceux qui violent le secret du vote, c. 4, a. 332.
- Protection du secret du vote, c. 4, a. 333.
- Secret au sujet des votes donnés, c. 4, a. 330.
- Secret durant le scrutin au sujet des noms des voteurs, c. 4, a. 326.

ÉLECTIONS CONTESTÉES. — LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC. (CHAP. 5).**Application de la loi**

La loi s'applique à toutes élections après entrée en vigueur des statuts refondus de 1925, c. 5, a. 2.

Définitions

Interprétation de certains mots, c. 5, a. 3.

Délai dans les procédures

Tombant un jour férié, c. 5, a. 6.

Interprétation

Définition de certains mots, c. 5, a. 3.

Signification du mot "orateur", c. 5, a. 4.

Juridiction de la Cour supérieure

Cour supérieure a juridiction pour prendre connaissance des pétitions en contestation d'élection, c. 5, a. 7.

Dépôt des règles de pratique à l'Assemblée législative, c. 5, a. 14.

Devoirs des officiers du tribunal, c. 5, a. 10.

Effet des règles de pratique, c. 5, a. 13.

Juge non résidant, c. 5, a. 11.

Lieu de la présentation de la pétition, c. 5, a. 8.

Lieu de l'instruction et de l'audition, c. 5, a. 8.

Pouvoirs des officiers du tribunal, c. 5, a. 10.

Pouvoirs du juge, c. 5, a. 9.

Priorité des procédures, c. 5, a. 9.

Règles applicables dans les cas non prévus, c. 5, a. 14.

Règles de pratique, c. 5, a. 12.

Pétition en contestation d'élection

Définition d'une—c. 5, a. 5.

Procédure**Appel**

Appel des décisions des juges de la Cour supérieure, c. 5, a. 90.

Avis d'inscription en appel, c. 5, a. 91.

Dépôt sur appel, c. 5, a. 91.

Dispositions applicables sur appel, c. 5, a. 93.

Factums, c. 5, a. 91.

Mode de porter l'appel, c. 5, a. 91.

Priorité en appel, c. 5, a. 92.

Témoignages imprimés ou non, c. 5, a. 91.

Transmission du dossier, c. 5, a. 91.

Tribunal d'appel, c. 5, a. 90.

Contestation au fond

Contestation liée c. 5, a. 39.

Délai en cas d'appel, c. 5, a. 38.

Délai pour réponse, c. 5, a. 38.

Fixation de la date et de l'endroit de l'instruction, c. 5, a. 39.

Réponse à la pétition, c. 5, a. 38.

ÉLECTIONS CONTESTÉES.—LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC. (CHAP. 5)—*Suite*

Procédure—*Suite*

Désistement par la poursuite ou par la défense

- Affidavit à l'appui d'une demande d'autorisation, c. 5, a. 96.
- Affidavit à produire avant les débats, c. 5, a. 99.
- Autorisation de désistement, c. 5, a. 94.
- Avis à donner dans certains cas, c. 5, a. 113.
- Avis d'annulation, sa publication, c. 5, a. 110.
- Avis de demande d'autorisation, c. 5, a. 95.
- Cautionnement et responsabilité du pétitionnaire primitif au cas de substitution, c. 5, a. 101.
- Cautionnement pour les frais, c. 5, a. 102.
- Computation de certains délais, c. 5, a. 120.
- Décès du pétitionnaire, c. 5, a. 108.
- Délais dans lesquels l'instruction doit commencer, c. 5, a. 120.
- Demande de substitution de défendeur, c. 5, a. 114.
- Demande de substitution de pétitionnaire, c. 5, arts 100 et 111.
- Demande faite de bonne foi seule est accordée, c. 5, a. 97.
- Désistement autorisé, c. 5, a. 94.
- Désistement s'il y a plus d'un pétitionnaire, c. 5, a. 105.
- Double rapport et désistement du défendeur, c. 5, a. 119.
- Frais antérieurs à l'annulation, c. 5, a. 109.
- Frais du défendeur en cas de désistement, c. 5, a. 104.
- Frais ultérieurs à la substitution de défendeur, c. 5, a. 116.
- Inhabilité du défendeur qui renonce à se défendre, c. 5, a. 118.
- Nouveau pétitionnaire, ses droits et obligations, c. 5, a. 103.
- Rapport à l'orateur si défendeur renonce à se défendre, c. 5, a. 117.
- Rapport à l'orateur si désistement est entaché de corruption, c. 5, a. 106.
- Rapport à l'orateur si la demande est accordée, c. 5, a. 98.
- Réduction du cautionnement, c. 5, a. 102.
- Substitution de défendeur, c. 5, a. 115.
- Substitution de pétitionnaire, c. 5, arts 101 et 112.
- Substitution en cas de refus de procéder, c. 5, a. 107.

Devoirs de l'orateur après réception des jugements et rapports

- Communication des jugements à l'assemblée législative, c. 5, a. 122.
- Devoirs de l'orateur en recevant jugement ou rapport, c. 5, a. 121.
- Rapports spéciaux, c. 5, a. 123.

Frais

- Adjudication des frais, c. 5, a. 126.
- Assignation des agents, c. 5, a. 133.
- Emprisonnement à défaut de paiement, c. 5, a. 135.
- Exécution contre les agents, c. 5, a. 134.
- Frais au cas de manœuvres frauduleuses commises par agents, c. 5, a. 132.
- Frais contre le pétitionnaire, c. 5, a. 129.
- Frais excédant le dépôt, c. 5, a. 130.
- Frais inutiles, c. 5, a. 127.
- Jugement contre agents, c. 5, a. 133.
- Paiement des frais sur le dépôt, c. 5, a. 130.
- Recouvrement des frais contre le défendeur, c. 5, a. 131.

ÉLECTIONS CONTESTÉES.—LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC. (CHAP. 5)—*Suite***Procédure—*Suite*****Frais—*Suite***

Solde du dépôt, c. 5, a. 129.

Taxation des frais, c. 5, a. 128.

Inscription et jugement

Audition à Montréal, c. 5, a. 81.

Audition à Québec, c. 5, a. 81.

Avis d'inscription, c. 5, a. 79.

Cas spécial, c. 5, a. 89.

Cour, sa composition, c. 5, a. 80.

Inscription pour audition, c. 5, a. 78.

Jours d'audience, c. 5, a. 84.

Jugement, ce qu'il peut couvrir, c. 5, a. 85.

Paiement sur inscription pour audition, c. 5, a. 78.

Procédure comme dans cause ordinaire, c. 5, a. 83.

Rapport du tribunal à l'orateur, c. 5, a. 87.

Rapport spécial, c. 5, a. 88.

Transmission du dossier, c. 5, a. 82.

Transmission du jugement, c. 5, a. 86.

Tribunal, sa composition, c. 5, a. 80.

Instruction

Ajournement des procédures, c. 5, a. 44.

Assignation des témoins, c. 5, a. 45.

Assignation par ordre du juge, c. 5, a. 46.

Documents officiels, leur force probante, c. 5, a. 52.

Endroit de l'instruction, c. 5, a. 42.

Force probante des documents officiels, c. 5, a. 52.

Frais des témoins, c. 5, a. 49.

Greffier spécial, ses pouvoirs, ses honoraires, c. 5, a. 43.

Immunité des témoins, c. 5, a. 48.

Lieu de l'instruction, c. 5, a. 42.

Ordre des instructions de pétitions, c. 5, a. 40.

Pouvoirs du juge concernant la preuve, c. 5, a. 41.

Preuve contre un autre candidat, c. 5, a. 51.

Preuve de manœuvres frauduleuses, c. 5, a. 50.

Preuve, ses règles, c. 5, a. 52.

Preuve verbale, c. 5, a. 52.

Règles de la preuve, c. 5, a. 52.

Serment des témoins, c. 5, a. 45.

Sténographes, leur emploi, c. 5, a. 47.

Suspension des procédures, c. 5, a. 53.

Témoins doivent répondre, c. 5, a. 48.

Témoins, leurs frais, c. 5, a. 49.

Témoins sont protégés, c. 5, a. 48.

Interrogatoire spécial des parties et d'autres personnes

Assignation devant l'instructeur spécial, c. 5, a. 59.

Avis des interrogatoires, c. 5, a. 61.

Copies, leur délivrance, c. 5, a. 69.

Dépositions, leur lecture et signature, c. 5, a. 64.

ÉLECTIONS CONTESTÉES.—LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC. (CHAP. 5)—*Suite*

Procédure—*Suite*

Interrogatoire spécial des parties et d'autres personnes—*Suite*

Dépositions, leur usage, c. 5, a. 70.
 Dépositions, mode de les recueillir, c. 5, a. 64.
 Dépositions transmises, c. 5, a. 69.
 Examen additionnel, c. 5, a. 54.
 Inhabilité d'un témoin à signer, c. 5, a. 65.
 Instructeur spécial, c. 5, a. 57.
 Interrogatoire de personnes ayant des intérêts communs, c. 5, a. 55.
 Interrogatoires des parties, c. 5, a. 54.
 Interrogatoire des prisonniers, c. 5, a. 60.
 Interrogatoire devant juge ou instructeur spécial, c. 5, a. 57.
 Interrogatoire d'un candidat non partie à la pétition, c. 5, a. 56.
 Mode d'interrogatoire, c. 5, a. 58.
 Objections du témoin, c. 5, a. 63.
 Objections mentionnées, c. 5, a. 68.
 Questions et réponses mises par écrit, c. 5, a. 67.
 Rapport de faits spéciaux, c. 5, a. 66.
 Refus de comparaître ou de répondre, punition, c. 5, a. 62.
 Refus de signer par un témoin, c. 5, a. 65.
 Réponses et questions mises par écrit, c. 5, a. 67.
 Usage des dépositions c. 5, a. 70.

Objections préliminaires

Appel, c. 5, a. 37.
 Audition et décision des objections, c. 5, a. 37.
 Copie des objections, c. 5, a. 36.
 Délai de production des objections préliminaires, c. 5, a. 36.
 Préséance des causes, c. 5, a. 37.
 Procédures sur l'appel, c. 5, a. 37.

Présentation de la pétition

Affidavit qui accompagne pétition, c. 5, a. 16.
 Allégations de la pétition, c. 5, a. 17.
 Cautionnement consiste en un dépôt, c. 5, a. 23.
 Cautionnement pour les frais, c. 5, a. 22.
 Copie de la liste des élections contestées, c. 5, a. 30.
 Délai de présentation de la pétition, c. 5, a. 19.
 Délai de présentation de la pétition si des manœuvres frauduleuses sont alléguées, c. 5, a. 20.
 Démission du député-élu, c. 5, a. 26.
 Dépôt sert de cautionnement, c. 5, a. 23.
 Dissolution n'arrête pas procédures, c. 5, a. 27.
 Forme de la pétition, c. 5, a. 16.
 Formule de l'affidavit qui accompagne pétition, c. 5, a. 16.
 Liste des élections contestées de Québec, c. 5, a. 29.
 Mode de présentation de la pétition, c. 5, a. 21.
 Montant du cautionnement pour les frais, c. 5, a. 23.
 Par qui la pétition peut être présentée, c. 5, a. 15.
 Pétition contre officiers d'élection, c. 5, a. 25.
 Plusieurs défendeurs sur même pétition, c. 5, a. 24.

**ÉLECTIONS CONTESTÉES.—LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉ-
BEC. (CHAP. 5)—*Suite***

Procédure—*Suite*

Présentation de la pétition—*Suite*

Plusieurs pétitions pour même élection, c. 5, a. 31.

Prorogation n'arrête pas procédure, c. 5, a. 27.

Refus de continuer procédures, c. 5, a. 28.

Registre des pétitions, c. 5, a. 29.

Signature de la pétition, c. 5, a. 18.

Réquisition de documents

Examen des documents, c. 5, a. 76.

Nature de l'ordonnance, c. 5, a. 72.

Objections à production de documents, c. 5, a. 77.

Ordonnance de produire des documents, c. 5, a. 71.

Refus d'obéir à l'ordonnance, c. 5, a. 75.

Serment de celui qui produit les documents, c. 5, a. 74.

Signification de l'ordonnance, c. 5, a. 73.

Signification de la pétition

Délai de signification, c. 5, a. 32.

Délai de signification prolongé, c. 5, a. 33.

Mode de signification, c. 5, a. 35.

Signification autre que personnelle, c. 5, a. 34.

Signification de la pétition, etc., dans les cinq jours de la présentation, c. 5, a. 32.

Tarif des honoraires

Dépôt du tarif à l'Assemblée législative, c. 5, a. 124.

Frais des protonotaires et taxes, c. 5, a. 125.

Tarif des honoraires des avocats, c. 5, a. 124.

ÉLECTIONS DANS CITÉS ET VILLES *voir* CITÉS ET VILLES

ÉLECTIONS POUR FINS SCOLAIRES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

**ÉLECTRICIENS, EXAMEN D'—*voir* PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS
CONTRE LES INCENDIES**

**ÉLECTRICIENS, LICENCES D'—*voir* PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS
CONTRE LES INCENDIES**

**ÉLECTRICITÉ, INSTALLATION DE L'—DANS LES ÉDIFICES PUBLICS *voir*
PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS CONTRE LES INCENDIES**

ÉLEVAGE, SYNDICATS D'—*voir* SYNDICATS D'ÉLEVAGE

**ÉMEUTES, CONSTABLES SPÉCIAUX DANS LES CAS D'—*voir* POLICE ET BON
ORDRE**

ÉMEUTES DANS LE VOISINAGE DES MINES *voir* MINES

ÉMEUTES PRÈS DES TRAVAUX PUBLICS.—LOI CONCERNANT LES ÉMEUTES PRÈS DES TRAVAUX PUBLICS. (CHAP. 96)

Dépenses en vertu de cette loi

- Dépenses faites pour une compagnie, c. 96, a. 19.
- Paiement des dépenses, c. 96, a. 18.

Mise à exécution de la loi

- Définition du mot: "arme", c. 96, a. 3.
- Ministre des travaux publics et du travail, c. 96, a. 2.

Mise en vigueur de la loi

- Pénalité contre qui cache des armes, c. 96, a. 9.
- Perquisition et saisie des armes, c. 96, a. 10.
- Poursuites, devant qui portées, c. 96, a. 14.
- Procédure
 - Défense, c. 96, a. 13.
 - Jugement, c. 96, a. 13.
 - Lieu d'introduction de l'action, c. 96, a. 13.
 - Prescription, c. 96, a. 13.
 - Preuve, quand suffisante, c. 96, a. 14.
 - Proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 96, a. 4.
 - Prohibition de porter ou garder des armes, c. 96, a. 5.
 - Rapport mensuel, c. 96, a. 11.
 - Remise des armes à leurs propriétaires, c. 96, a. 7.
 - Remise des armes aux autorités, c. 96, a. 6.
 - Saisie et confiscation des armes, c. 96, a. 8.
 - Vente des armes confisquées, c. 96, a. 12.

Police à cheval

- Attributions des hommes de police à cheval, c. 96, a. 17.
- Juges de paix spéciaux, c. 96, a. 16.
- Organisation d'un tel corps, c. 96, a. 15.

ÉMISSION DE BONS ET OBLIGATIONS PAR CORPORATIONS *voir* POUVOIRS SPÉCIAUX A CERTAINES COMPAGNIES ET CORPORATIONS *et* COMPAGNIES ET CORPORATIONS

ÉMISSION ET VENTE D' ACTIONS, OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS.—LOI DE L'ÉMISSION ET DE LA VENTE DE VALEURS MOBILIÈRES. (CHAP. 228)

Application de la loi

- Quand la loi s'applique ou ne s'applique pas, c. 228, a. 2.

Définition des mots

- "Actions", c. 228, a. 2, § 2.
- "Compagnie", c. 228, a. 2, § 1.
- "Obligations", c. 228, a. 2, § 2.

Émission et vente d'actions

- Bail, cas d'un—c. 228, a. 6.
- Défense de mentionner l'accomplissement des formalités, c. 228, a. 10.
- Documents qu'il faut transmettre avant l'émission ou la vente d'actions, c. 228, a. 4.

**ÉMISSION ET VENTE D' ACTIONS, OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS.—
LOI DE L'ÉMISSION ET DE LA VENTE DE VALEURS MOBILIÈRES.
(CHAP. 228)—*Suite***

Émission et vente d'actions—*Suite*

- Droits sauvegardés, c. 228, a. 11.
- Nullité de certaines stipulations, c. 228, a. 7.
- Personnes tenues pour vendeur, c. 228, a. 5.
- Perte de tout recours civil, c. 228, a. 11.
- Responsabilité des directeurs, c. 228, a. 11.
- Responsabilité non limitée par dispositions de la loi, c. 228, a. 9.
- "Vendeur", signification du mot, c. 228, a. 5.
- Ventes non soumises aux formalités, c. 228, a. 8.

Émission et vente d'obligations

- Documents qu'il faut transmettre au secrétaire de la province avant l'émission ou la vente d'obligations, c. 228, a. 3.

Pénalité pour vente ou émission sans formalités observées

- Amende imposée pour opération illicite, a. 228, c. 12.

EMMAGASINEMENT DES EAUX *voir* EXPLOITATION DES COURS D'EAU

**EMPIERREMENT DES CHEMINS, COMPAGNIES POUR L'—*voir* COMPAGNIES
POUR L'EMPIERREMENT DES CHEMINS**

EMPLOI DES FORMULES *voir* STATUTS

**EMPLOI DES GARÇONS, FILLES OU FEMMES DANS ÉTABLISSEMENTS
INDUSTRIELS *voir* ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS**

**EMPLOYÉS DES OFFICIERS DE JUSTICE, LEURS HONORAIRES *voir* SALAI-
RES ET HONORAIRES DES OFFICIERS DE JUSTICE**

EMPLOYÉS PUBLICS *voir* FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS PUBLICS

**EMPRUNT PAR BILLET PAR CITÉS ET VILLES *voir* DETTES ET EMPRUNTS
DES CORPORATIONS MUNICIPALES**

EMPRUNT PAR LES FABRIQUES *voir* PAROISSES ET FABRIQUES

**EMPRUNT PAR MUNICIPALITÉS POUR CONTRIBUTION À LA CONSTRUC-
TION DES CHEMINS *voir* CONTRIBUTION PAR MUNICIPALITÉS À LA
CONSTRUCTION DES CHEMINS**

**EMPRUNTS MUNICIPAUX *voir* DETTES ET EMPRUNTS DES CORPORA-
TIONS MUNICIPALES**

**EMPRUNTS PAR MUNICIPALITÉS POUR AIDER AUX TRAVAUX DE DRAI-
NAGE DES TERRES *voir* AIDE AU DRAINAGE DES TERRES**

**EMPRUNTS PAR SYNDICS POUR CONSTRUCTION OU RÉPARATION D'ÉGLI-
SES, PRESBYTÈRES ET CIMETIÈRES *voir* PAROISSES ET FABRIQUES**

EMPRUNTS POUR LOGEMENTS OUVRIERS OU HABITATIONS SALUBRES
voir LOGEMENTS OUVRIERS

ENCANTEURS *voir* LICENCES

ENCOURAGEMENT À L'AGRICULTURE.—LOI DE L'ENCOURAGEMENT À L'AGRICULTURE. (CHAP. 73)

Exécution de la loi, c. 73, a. 4.
 Fonds spécial, c. 73, a. 3.
 Pouvoirs du ministre, c. 73, a. 2.

ENCOURAGEMENT À L'EXPLOITATION DES MINÉRAIS DE FER.—LOI DE LA PRIME SUR LES MINÉRAIS DE FER. (CHAP. 81)

Exécution de la loi par ministre de la colonisation, etc., c. 81, a. 5.
 Interprétation des mots: "tonne" et "unité", c. 81, a. 2.
 Prime aux exploitants ou producteurs de minerais, c. 81, a. 3.
 Teneur des minerais, comment elle est déterminée, c. 81, a. 4.

ENCOURAGEMENT AUX OEUVRES LITTÉRAIRES ET SCIENTIFIQUES *voir*
 AIDE AUX PRODUCTIONS LITTÉRAIRES ET SCIENTIFIQUES

ENFANTS IMMIGRANTS.—LOI DES ENFANTS IMMIGRANTS. (CHAP. 195)

"Agent", définition, c. 195, a. 2, § 3°.
 Amende à défaut de certificat, c. 195, a. 10.
 Asile ou maison de refuge, c. 195, a. 6.
 Certificat de l'agent, c. 195, a. 5.
 Certificat que doit obtenir la société, c. 195, a. 3.
 Dispositions applicables aux poursuites, c. 195, a. 17.
 "Enfant", définition, c. 195, a. 2, § 1°.
 Enregistrement des noms des agents et visiteurs, c. 195, a. 4.
 "Ministre", définition, c. 195, a. 2, § 4°.
 Pénalité contre agent, c. 195, a. 11.
 Pénalité pour enlèvement de l'enfant, c. 195, a. 16.
 Pénalité pour placement d'un enfant vicieux, c. 195, a. 12.
 Pénalité pour refus de ramener l'enfant, c. 195, a. 15.
 Pouvoir de l'officier principal sur l'enfant, c. 195, a. 9.
 Registre, son contenu, c. 195, a. 7.
 Renvoi de l'enfant au refuge en certains cas, c. 195, a. 14.
 Renvoi des enfants infirmes, etc., c. 195, a. 13.
 Révocation du certificat, c. 195, a. 18.
 "Société", définition, c. 195, a. 2, § 2°.
 Visite des enfants placés, c. 195, a. 8.

ENFANTS INTERNÉS, PLACEMENT EN APPRENTISSAGE DES—*voir* PLACE-
 MENT EN APPRENTISSAGE DES ENFANTS INTERNÉS

ENFANTS, LEUR ADMISSION AUX VUES ANIMÉES *voir* VUES ANIMÉES

ENFANTS, TRAVAIL DES—DANS ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS *voir*
 ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

**ENFANTS TROUVÉS.—LOI DE LA GARDE DES ENFANTS TROUVÉS.
(CHAP. 194)**

- Bref de possession, c. 194, a. 4.
- Droits et autorité de la personne ayant la garde des enfants, c. 194, a. 6.
- Forme du bref, c. 194, a. 5.
- Garde des enfants, c. 194, a. 3.
- Tuteurs de droit, c. 194, a. 2.

ENGAGEMENT DES GARÇONS, FILLES OU FEMMES DANS ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS *voir* ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS**ENGAGEMENT DES PÊCHEURS ET RECOUVREMENT DE LEURS GAGES.—
LOI DE L'ENGAGEMENT DES PÊCHEURS. (CHAP. 273)****Amendes pour désertion et pour embauchage**

- Désertion du service, c. 273, a. 2.
- Embauchage, c. 273, a. 3.

Privilege des pêcheurs

- Bateaux pris sans permission, c. 273, a. 6.
- Droit et privilege sur la pêche, c. 273, a. 4.
- Engins de pêche non saisissables, c. 273, a. 5.

ENGAGEMENT D'INSTITUTEURS *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE**ENQUÊTES DANS LES CAS D'INCENDIE.—LOI DES ENQUÊTES SUR LES INCENDIES. (CHAP. 179)****Enquêtes ailleurs qu'à Québec et à Montréal****Devoirs des coroners**

- Affidavit requis avant l'enquête, c. 179, a. 3.
- Enquêtes par coroners en certains endroits, c. 179, a. 2.

Frais des coroners

- Enquête dans une cité, ville ou village, c. 179, a. 9.
- Enquête hors d'une cité, ville ou village, c. 179, a. 10.

Pouvoirs des coroners

- Jurés ne comparaisant pas, c. 179, a. 7.
- Jury, assignation, c. 179, a. 5.
- Pouvoirs sauvegardés, c. 179, a. 8.
- Refus de comparaître, c. 179, a. 6.
- Témoins, assignation et interrogatoire, c. 179, a. 4.

Enquêtes à Québec et à Montréal**Commissaires des incendies et leurs officiers**

- Député-commissaire à Québec, c. 179, a. 13.
- Devoirs du commissaire, c. 179, a. 14.
- Jurisdiction, c. 179, a. 11.
- Nomination, et secrétaire, c. 179, a. 12.
- Secrétaire, ses qualités, pouvoirs et devoirs, c. 179, a. 15.

Pouvoirs des commissaires

- Arrestation des personnes soupçonnées, c. 179, a. 21.
- Emprisonnement en certains cas, c. 179, a. 20.
- Examen sous serment, c. 179, a. 17.

ENQUÊTES DANS LES CAS D'INCENDIE.—LOI DES ENQUÊTES SUR LES INCENDIES. (CHAP. 179)—*Suite*

Enquêtes à Québec et à Montréal—*Suite*

Pouvoirs des commissaires—*Suite*

Juridiction, et pouvoir d'assignation, c. 179, a. 16.

Mandats d'amener, c. 179, a. 18.

Mode d'exécuter les mandats, c. 179, a. 22.

Officiers de police peuvent être requis, c. 179, a. 24.

Personnes troublant la paix, c. 179, a. 23.

Présomption de défaut de comparaître, c. 179, a. 19.

Remise des procédures au greffier de la paix, c. 179, a. 25.

Traitements

Traitement du commissaire à Québec, de qui recouvrable, c. 179, a. 27.

Traitement du commissaire et du secrétaire à Montréal, de qui recouvrable, c. 179, a. 26.

ENQUÊTES PAR CORONERS *voir* CORONERS

ENQUÊTES PAR VISITEURS D'ASILES D'ALIÉNÉS *voir* ASILES D'ALIÉNÉS

ENQUÊTES ROYALES *voir* COMMISSIONS D'ENQUÊTES

ENQUÊTES SUR LA CONDUITE DES OFFICIERS MUNICIPAUX *voir* DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES

ENQUÊTES SUR LES AFFAIRES MUNICIPALES *voir* CORRUPTION DANS LES AFFAIRES MUNICIPALES

ENQUÊTES SUR LES AFFAIRES PUBLIQUES *voir* COMMISSIONS D'ENQUÊTE

ENQUÊTES TENUES DANS LA PROVINCE SUR DEMANDE DE TRIBUNAUX ÉTRANGERS *voir* MATIÈRES SPÉCIALES RELATIVES À LA PROCÉDURE

ENREGISTREMENT, BUREAUX D'—*voir* BUREAUX D'ENREGISTREMENT ET RÉGISTRATEURS

ENREGISTREMENT DES COMPAGNIES, SOCIÉTÉS ET CERTAINES PERSONNES *voir* DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES, ETC.

ENREGISTREMENT DES OBLIGATIONS ÉMISES PAR LA PROVINCE *voir* TRÉSOR

ENREGISTREMENT DES OBLIGATIONS MUNICIPALES *voir* DETTES ET EMPRUNTS DES CORPORATIONS MUNICIPALES

ENREGISTREMENT DES VÉHICULES AUTOMOBILES *voir* VÉHICULES AUTOMOBILES

ENSEIGNEMENT *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

ENSEIGNEMENT DE LA PAPETERIE *voir* ENSEIGNEMENT FORESTIER**ENSEIGNEMENT FORESTIER ET ENSEIGNEMENT DE LA PAPETERIE.— LOI DE L'ENSEIGNEMENT FORESTIER. (CHAP. 48)**

- Achat de terrain, etc., pour construction de l'école des gardes forestiers, c. 48, a. 3.
- Arrangements peuvent être conclus pour établir une école de gardes forestiers, l'enseignement forestier et pour activer recherches forestières, c. 48, a. 2.
- Chaire d'enseignement forestier à l'Université Laval, c. 48, a. 7.
- Contributions, etc., c. 48, a. 6.
- Fonds spéciaux, c. 48, a. 6.
- Inspecteur général, c. 48, a. 8.
- Installation, etc., des écoles de papeterie, c. 48, a. 4.
- Installation, etc., des stations et laboratoires de recherches forestières, c. 48, a. 5.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, AIDE À L'—*voir* SUBVENTIONS AUX COLLÈGES CLASSIQUES**ENSEIGNEMENT TECHNIQUE *voir* ÉCOLES TECHNIQUES ET COURS PROFESSIONNELS****ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, ENCOURAGEMENT À L'—PAR CORPORATION MUNICIPALE *voir* AIDE À L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET AUX BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES****ENTRÉE EN VIGUEUR DES STATUTS *voir* STATUTS****ENTREPÔTS FRIGORIFIQUES, AIDE À LA CONSTRUCTION DES—*voir* AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES PÊCHERIES****ENTREPÔTS FRIGORIFIQUES, PERMIS POUR—*voir* CHASSE****ENTRETIEN DE PONTS *voir* TRAVAUX PUBLICS****ENTRETIEN DES ALIÉNÉS *voir* ASILES D'ALIÉNÉS****ENTRETIEN DES CHEMINS À BARRIÈRES *voir* COMPAGNIES DES CHEMINS À BARRIÈRES DE PÉAGE****ENTRETIEN DES CHEMINS D'HIVER *voir* VOIRIE****ENTRETIEN DES ENFANTS DANS LES ÉCOLES DE RÉFORME *voir* ÉCOLES DE RÉFORME****ENTRETIEN DES ENFANTS DANS LES ÉCOLES D'INDUSTRIE *voir* ÉCOLES D'INDUSTRIE****ENTRETIEN DES INDIGENTS DANS INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE *voir* ASSISTANCE PUBLIQUE****ENTRETIEN DES PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS *voir* PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS**

ENTRETIEN DES PRISONNIERS PAYÉ EN PARTIE PAR MUNICIPALITÉS
voir CONTRIBUTION DES MUNICIPALITÉS POUR L'ENTRETIEN DES PRISONNIERS

ENTRETIEN ET RÉPARATION DES CHEMINS *voir* VOIRIE

ÉPIDÉMIES *voir* HYGIÈNE

ÉPOQUE DE LA TENUE DE LA COUR, SON CHANGEMENT *voir* MATIÈRES SPÉCIALES RELATIVES À LA PROCÉDURE

ÉRECTION CANONIQUE DES PAROISSES *voir* PAROISSES ET FABRIQUES

ÉRECTION CIVILE DES PAROISSES, *voir* PAROISSES ET FABRIQUES

ÉRECTION DE MUNICIPALITÉS DANS COMTÉS D'ABITIBI ET DE TÉMISCAMINGUE AU NORD DE LA LIGNE 48^e DE LATITUDE *voir* MUNICIPALITÉS FORMÉES DANS LES COMTÉS D'ABITIBI, ETC.

ÉRECTION DE PARANEIGES.—LOI DES PARANEIGES. (CHAP. 240)

Enlèvement des paraneiges le printemps, c. 240, a. 2.

Mode de construction, c. 240, a. 2.

Pouvoir d'ériger des paraneiges, c. 240, a. 2.

ÉRECTION DES PAROISSES *voir* PAROISSES ET FABRIQUES

ERREUR DE DROIT, PAIEMENTS FAITS À LA COURONNE PAR—*voir* PRESCRIPTION DES PAIEMENTS À LA COURONNE

ÉTABLISSEMENT SUR LES TERRES DE LA COURONNE, DES VÉTÉRANS DE LA GUERRE 1914-1918.—LOI DE L'ÉTABLISSEMENT DES VÉTÉRANS. (CHAP. 79)

Affectation de terres à l'établissement de certains soldats, c. 79, a. 2.

Concession gratuite, c. 79, a. 3.

Dispositions concernant le patrimoine de famille ne s'appliquent pas, c. 79, a. 7.

Insaisissabilité des terres avant l'émission des lettres patentes, c. 79, a. 5.

Maintien des droits de la couronne en cas d'aliénation, c. 79, a. 6.

Quantité de terre à être concédée, c. 79, a. 4.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 79, a. 8.

Réserve, c. 79, a. 2.

Révocation de l'octroi, c. 79, a. 6.

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS.—LOI DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS. (CHAP. 182)

Amendes

Par qui perçues et à qui remises, c. 182, a. 43.

Application de la loi

Application et exceptions, c. 182, a. 3.

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS. — LOI DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS. (CHAP. 182)—*Suite***Avis et signification**

Mode de les formuler et signifier, c. 182, a. 27.

Chefs d'établissement, leurs devoirs

Affichage des avis, c. 182, a. 18, § 5°.

Aide à l'inspecteur, c. 182, a. 18, § 4°.

Avis concernant l'établissement, c. 182, a. 18, § 1°.

Avis des accidents, c. 182, a. 18, § 2°.

Certificat d'inspection des chaudières, c. 182, a. 18, § 7°.

Certificat d'officier d'hygiène, c. 182, a. 18, § 6°.

Registres, c. 182, a. 18, § 3°.

Dispositions déclaratoires et interprétatives

"Atelier de famille", c. 182, a. 2, § 1°.

"Chef d'établissement" ou "patron", c. 182, a. 2, § 2°.

"Établissement industriel", c. 182, a. 2, § 3°.

"Femme", c. 182, a. 2, § 8°.

"Inspecteurs" ou "médecins hygiénistes", c. 182, a. 2, § 4°.

"Jeune fille", c. 182, a. 2, § 7°.

Lois civiles non affectées, c. 182, a. 45.

"Ministre" et "sous-ministre", c. 182, a. 2, § 6°.

"Semaine", c. 182, a. 2, § 5°.

Contraventions et pénalités

Contravention générale, c. 182, a. 28.

Défaut de faire faire inspection des chaudières, c. 182, a. 31.

Degré de pression dépassé, c. 182, a. 32.

Fausse entrée dans un registre, c. 182, a. 34.

Infraction des agents ou employés, c. 182, a. 39.

Infractions faites à l'insu du patron, c. 182, a. 37.

Obstacles aux devoirs des officiers, c. 182, a. 30.

Parents des enfants employés contrairement à la loi, c. 182, a. 29.

Patron, amende pour le faire mettre en règle, c. 182, a. 33.

Patron faisant connaître personne coupable, c. 182, a. 38.

Pénalité pour offense dont punition n'est pas prescrite, c. 182, a. 36.

Refus de tenir registre des employés, c. 182, a. 35.

Inspection des chaudières et moteurs

En quoi elle consiste, c. 182, a. 19.

Inspection des établissements

Devoirs des officiers, et leurs pouvoirs

Amende pour obstacles à leurs fonctions, c. 182, a. 26.

Pouvoirs généraux, c. 182, a. 25.

Serment d'office, c. 182, a. 24.

Nomination des inspecteurs et des médecins hygiénistes

Contrôle du ministre, rapport, c. 182, a. 23.

Nomination, par qui faite, c. 182, a. 21.

Traitement, c. 182, a. 22.

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS. — LOI DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS. (CHAP. 182)—*Suite*

Juridiction et procédure

Poursuites, où intentées, c. 182, a. 40.

Prescription, c. 182, a. 42.

Procédure, c. 182, a. 41.

Propriétaires des établissements

Leurs devoirs, c. 182, a. 20.

Règlements

Matières sujettes à réglementation, c. 182, a. 44.

Sécurité des travailleurs et salubrité des établissements

Mode général de construction et tenue des établissements, c. 182, a. 4.

Règlements spéciaux du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 182, a. 5.

Travail des garçons, filles ou femmes

Age et autres conditions d'admission

Certificat d'âge fourni par le patron, c. 182, a. 6, § 3.

Certificats d'étude requis, c. 182, a. 10.

Copies des certificats gardés par les patrons, c. 182, a. 13.

Élèves des écoles du soir, c. 182, a. 11.

Employés de moins de 16 ans doivent lire et écrire couramment, c. 182, a. 8.

Établissements dangereux, etc., c. 182, a. 6, § 1.

Établissements ordinaires, c. 182, a. 6, § 2.

Nouvel examen sur demande de l'inspecteur, c. 182, a. 7.

Patron tenu responsable en certains cas, c. 182, a. 12.

Pénalité, c. 182, a. 14.

Vendeurs de journaux de moins de 16 ans doivent lire et écrire couramment, c. 182, a. 9.

Durée du travail

Filatures de coton, c. 182, a. 16.

Heures de travail, c. 182, a. 15.

Prolongement des heures en certains cas, c. 182, a. 17.

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS, SALUBRITÉ DES—*voir* HYGIÈNE

ÉTALONS DE MESURE *voir* ARPENTEURS ET ARPENTAGES

ÉTALONS, LEUR SURVEILLANCE *voir* CONSEIL D'AGRICULTURE

ÉTAT CIVIL, REGISTRE DE L'—DANS CERTAINES PARTIES DU DISTRICT DE SAGUENAY *voir* REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL DANS PARTIE DU DISTRICT DE SAGUENAY

ÉTAT CIVIL, REGISTRES DE L'—TENUE PAR CERTAINES ÉGLISES PROTESTANTES *voir* REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL TENUS PAR CERTAINES ÉGLISES PROTESTANTES

ÉTUDE DE CERTAINES PROFESSIONS.—LOI DE L'ADMISSION À L'ÉTUDE DE CERTAINES PROFESSIONS. (CHAP. 209)

Bacheliers dispensés des examens exigés, c. 209, a. 2.

Publication d'avis doit être préalablement approuvée, c. 209, a. 3.

ÉTUDE DE L'ANATOMIE *voir* ANATOMIE

EUCAÏNE *voir* VENTE DES NARCOTIQUES

ÉVALUATION MUNICIPALE DES BIENS MINIERES IMPOSABLES *voir* MINES

ÉVASION D'UN ASILE *voir* ASILES D'ALIÉNÉS

EXAMEN DES FILMS DE VUES ANIMÉES PAR OFFICIERS DE POLICE *voir*
VUES ANIMÉES

EXAMEN INTERNE OU EXTERNE D'UN CADAVRE *voir* CORONERS

EXAMEN "POST MORTEM" *voir* CORONERS

EXAMENS D'ÉLECTRICIENS *voir* PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS
CONTRE LES INCENDIES

EXAMENS DES MÉCANICIENS DE MACHINES FIXES *voir* MÉCANICIENS DE
MACHINES FIXES

EXAMENS DU BARREAU *voir* BARREAU

EXAMINATEURS DES ÉCOLES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

**EXAMINATEURS DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET DES SYSTÈMES DE
CHAUFFAGE** *voir* PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS CONTRE LES
INCENDIES

EXÉCUTIF.—LOI DE L'EXÉCUTIF. (CHAP. 6)

Conseil exécutif

Attributions des membres du conseil, c. 6, a. 7.

Composition du Conseil exécutif, c. 6, a. 4.

Fonctions des membres du conseil, c. 6, a. 7.

Ministres avec portefeuille, c. 6, a. 5.

Ministres par intérim, gratuité de leurs services, c. 6, a. 8.

Traitements du président et des membres, c. 6, a. 6.

Pouvoirs du lieutenant-gouverneur

Étendue des pouvoirs, c. 6, a. 2.

Prérogative de grâce, c. 6, a. 3.

EXEMPTION D'AGIR COMME GRAND OU PETIT JURÉ *voir* JURÉS

**EXEMPTIONS DE PÉAGE SUR LES CHEMINS À BARRIÈRES.—LOI DES EXEMP-
TIONS DE PÉAGE. (CHAP. 239)**

Funérailles, c. 239, arts 4 et 5.

Ministres du culte, c. 239, a. 2.

Personnes allant à ou revenant du service divin, c. 239, arts 3, 4 et 5.

Propriétaires dont les terres sont coupées par le chemin, c. 239, a. 6.

Voitures chargées d'engrais, c. 239, a. 6.

EXEMPTIONS DE TAXES *voir* SUBVENTIONS PAR LES MUNICIPALITÉS**EXEMPTIONS DE TAXES.—LOI DES EXEMPTIONS DE TAXES MUNICIPALES.
(CHAP. 117)****Agents d'assurance**

Taxe interdite, c. 117, a. 7.

Commis voyageurs

Taxe interdite, condition, c. 117, a. 6.

Compagnies de chemins de fer

Approbation du règlement, c. 17, a. 3.

Conditions de l'exemption, c. 117, a. 4.

Exemption accordée, c. 117, a. 2.

Municipalités régies par des lois spéciales

Application, c. 117, a. 12.

Date de l'application de la section, c. 117, a. 13.

Exception, c. 117, a. 11.

Exemptions de certains immeubles, c. 117, a. 9.

Limitation de l'exemption, c. 117, a. 10.

Sociétés d'agriculture et d'horticulture

Exemption des propriétés, c. 117, a. 5.

Sociétés de secours et associations charitables

Taxe interdite, conditions, c. 117, a. 8.

**EXERCICE DE CERTAINS POUVOIRS PAR LES COMPAGNIES DE CHEMINS
DE FER.—LOI DE CERTAINS POUVOIRS DES COMPAGNIES DE CHE-
MINS DE FER. (CHAP. 231)**Construction du réseau doit précéder l'exercice par la compagnie de ses autres
objets, c. 231, a. 2.

Droits d'entrer sur les terres de la couronne, c. 231, a. 3.

Existence corporative continuée en certains cas, c. 231, a. 2.

**EXERCICES OBLIGATOIRES DE SAUVETAGE EN CAS D'INCENDIE *voir*
ÉDIFICES PUBLICS****EXHIBITEURS AMBULANTS *voir* LICENCES****EXHIBITIONS DE VUES ANIMÉES *voir* VUES ANIMÉES****EXHIBITIONS PUBLIQUES PROHIBÉES.—LOI DES EXHIBITIONS PUBLI-
QUES. (CHAP. 175)**

Énumération des exhibitions prohibées. c. 175, a. 2.

EXHUMATIONS *voir* CORONERS

EXHUMATIONS *voir* **INHUMATIONS ET EXHUMATIONS****EXPLOITATION DE LA BOITTE** *voir* **ASSOCIATIONS DE PÊCHEURS POUR L'EXPLOITATION DE LA BOITTE****EXPLOITATION DES COURS D'EAU ET FLOTTAGE DU BOIS.—LOI DU RÉGIME DES EAUX COURANTES. (CHAP. 46)****Aliénation du lit et des rives des cours d'eau et de la mer**

Aliénation a toujours été permise, c. 46, a. 3.

Conditions et restrictions de l'aliénation, c. 46, a. 3.

Commission des eaux courantes

Bureau principal, c. 46, a. 71.

Composition de la commission, c. 46, a. 69.

Constitution et nom de la commission, c. 46, a. 68.

Dépenses de la commission, comment elles sont payées, c. 46, a. 76.

Devoirs de la commission, c. 46, a. 73.

Etendue des pouvoirs, c. 46, a. 73.

Exécution de la loi confiée au ministre des terres et forêts, c. 46, a. 78.

Fonctions de la commission, c. 46, a. 69.

Indemnités des commissaires et du secrétaire, c. 46, a. 75.

Nomination d'officiers, etc., c. 46, a. 72.

Pouvoirs spéciaux de la commission, c. 46, a. 77.

Quorum, c. 46, a. 71.

Rapport annuel au lieutenant-gouverneur en conseil, c. 46, a. 74.

Vacances parmi les membres, c. 46, a. 70.

Construction et maintien de réservoirs pour l'emménagement de l'eau

Acquisition à l'amiable par la couronne des ouvrages faits, c. 46, a. 67.

Approbation des plans et devis par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 46, a. 57.

Approbation peut être pour tous les travaux ou partie seulement, c. 46, a. 61.

Demande d'approbation au lieutenant-gouverneur en conseil, c. 46, a. 59.

Démolition des ouvrages faits sans autorisation, c. 46, a. 57.

Droits des particuliers en jeu nécessitent dépôt du plan et avis, c. 46, a. 60.

Emménagement des eaux permis, c. 46, a. 56.

Expropriation des terrains requis, c. 46, a. 62.

Permission d'occuper terres publiques nécessaires doit être obtenue au préalable, c. 46, a. 63.

Pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil pour faire cesser empiètements, c. 46, a. 58.

Tarifs d'honoraires, c. 46, a. 66.

Tarifs établis par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 46, a. 65.

Utilisation des travaux faits pour faciliter le flottage du bois, c. 46, a. 64.

Exécution de la loi

Ministre des terres est chargé de l'exécution de la loi, c. 46, a. 2.

Exploitation des cours d'eau par les propriétaires riverains

Approbation des plans et devis, c. 46, a. 8.

Approbation requise au préalable pour certains travaux, c. 46, a. 5.

● Concession des terrains nécessaires, c. 46, a. 9.

Défaut du paiement des dommages, c. 46, a. 15.

EXPLOITATION DES COURS D'EAU ET FLOTTAGE DU BOIS.—LOI DU RÉGIME DES EAUX COURANTES. (CHAP. 46)—*Suite*

Exploitation des cours d'eau par les propriétaires riverains—*Suite*

- Démolition des travaux si conditions préalables ne sont pas remplies, c. 46, a. 5.
- Droits des propriétaires d'exploiter cours d'eau bordant leurs propriétés, c. 46, a. 4.
- Expertise des dommages causés, c. 46, a. 12.
- Ouvrages établis avant 1918, c. 46, a. 11.
- Pouvoirs des experts, c. 46, a. 14.
- Pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil de faire cesser travaux illégaux, a. 46, a. 6.
- Procédures pour obtenir l'autorisation d'établir des ouvrages, c. 46, a. 7.
- Responsabilité pour les dommages causés, c. 46, a. 12.
- Serment des experts, c. 46, a. 13.
- Tarif d'honoraires, c. 46, a. 10.

Expropriation des terrains requis pour exploitation de forces hydrauliques

- Appel de la sentence arbitrale, c. 46, a. 25.
- Approbation de l'expropriation par l'exécutif, c. 46, a. 22.
- Conditions de l'exercice du droit d'expropriation, c. 46, a. 18.
- Droit d'expropriation en faveur du propriétaire d'un pouvoir hydraulique, c. 46, a. 16.
- Droit d'expropriation pour la transmission de l'énergie électrique, c. 46, a. 19.
- Immeubles sujets à expropriation, c. 46, a. 17.
- Plan du terrain à exproprier doit être notifié au propriétaire, c. 46, a. 21.
- Prise de possession, c. 46, a. 24.
- Procédures relatives au règlement des indemnités, c. 46, a. 23.
- Remise du terrain en bon état après travaux, c. 46, a. 20.
- Suspension de la prise de possession au cas d'appel, c. 46, a. 25.

Expropriation du passage nécessaire à l'installation des tuyaux requis pour conduire l'eau à une fabrique de papier ou de pulpe

- Expropriation de passages souterrains, c. 46, a. 26.
- Formalités de l'expropriation, c. 46, a. 29.
- Localisation du passage, c. 46, a. 26.
- Nivellement du terrain, c. 46, a. 27.
- Servitude de faire travaux de réparations, c. 46, a. 28.

Flottage du bois

- Droit de flotter le bois dans les cours d'eau et d'y faire travaux nécessaires
- Approbation peut être complète ou partielle, c. 46, a. 36.
- Approbation préalable des ouvrages projetés, c. 46, a. 33.
- "Bois", signification du mot, c. 46, a. 30.
- Certaines obstructions ne sont pas couvertes par la loi, c. 46, a. 30.
- Concession des terrains nécessaires, c. 46, a. 37.
- Construction de chaussées, glissoirs, etc., c. 46, a. 32.
- Démolition des travaux exécutés sans approbation préalable, c. 46, a. 33.
- Droit de se servir des travaux déjà faits sur paiement de certains péages, c. 46, a. 41.
- Expropriation, c. 46, a. 32.
- Flottage du bois permis, c. 46, a. 31.

EXPLOITATION DES COURS D'EAU ET FLOTTAGE DU BOIS.—LOI DU RÉGIME DES EAUX COURANTES. (CHAP. 46)—*Suite*

Flottage du bois—*Suite*

Droit de flotter le bois dans les cours d'eau et d'y faire travaux nécessaires—*Suite*

Maintien des droits des compagnies à fonds social pour le flottage du bois, c. 46, a. 30.

Obligation des propriétaires de travaux faits avant 9 février, 1918, c. 46, a. 40.

Ouvrages établis avant 1918, c. 46, a. 39.

Ouvrages temporaires, c. 46, a. 39.

Pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil de faire cesser travaux non autorisés, c. 46, a. 34.

Priviège des propriétaires des travaux pour paiement des péages, c. 46, a. 42.

Procédure pour obtenir approbation nécessaire, c. 46, a. 35.

Responsabilité pour dommages causés, c. 46, a. 44.

Saisie conservatoire à défaut de paiement des péages, c. 46, a. 43.

Tarif d'honoraires, c. 46, a. 38.

Travaux dans les rivières à saumon, c. 46, a. 32.

Flottage et triage des billes sur les lacs, rivières et cours d'eau

Avis que l'on procédera au flottage des billes d'autrui, c. 46, a. 48.

Conditions préalables de la répartition des billes non marquées, c. 46, a. 46.

Diligence à apporter dans le flottage, c. 46, a. 50.

Droit de préférence à celui qui a donné premier avis, c. 46, a. 49.

Obstacles au flottage des billes, c. 46, a. 47.

Répartition des billes trouvées sans marques, c. 46, a. 45.

Infractions, amendes et dommages

Pénalités pour destruction des chaussées, etc., c. 46, a. 52.

Pénalités pour obstruction des cours d'eau, c. 46, a. 51.

Poursuites pour recouvrement des amendes, c. 46, a. 53.

Protection des forêts

Pénalités pour infractions, c. 46, a. 54.

Poursuites pour infractions, c. 46, a. 55.

Précautions qui doivent être prises, c. 46, a. 54.

Prescription des actions pour infractions, c. 46, a. 55.

EXPLOITATION DES FORÊTS *voir* TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES

EXPLOITATION DES MINÉRAIS DE FER, ENCOURAGEMENT À L'—*voir* ENCOURAGEMENT À L'EXPLOITATION DES MINÉRAIS DE FER

EXPLOITATION DES MINES *voir* MINES

• EXPLORATIONS GÉOLOGIQUES *voir* MINES

EXPORTATION DU GIBIER *voir* CHASSE

EXPOSITIONS AGRICOLES *voir* SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE

EXPOSITIONS, COMITÉ PERMANENT D'—*voir* CONSEIL D'AGRICULTURE

EXPOSITIONS SCOLAIRES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

EXPROPRIATION.—LOI DE L'EXPROPRIATION. (CHAP. 263)**Application de la loi**

Auquels cas s'applique la loi, c. 263, a. 2.

Arbitres

Récusation d'un arbitre, c. 263, a. 7.

Remplacement d'un arbitre décédé, c. 263, a. 7.

Serment des arbitres, c. 263, a. 7.

Défaut de payer l'indemnité déterminée

Propriétaire exproprié peut poursuivre après deux mois, c. 263, a. 19.

Prise de possession après la sentence arbitrale

Cautionnement par dépôt pour défrayer indemnité et frais, c. 263, a. 17.

Documents restent dans les archives de la cour, c. 263, a. 18.

Effet du paiement ou offre de l'indemnité déterminée, c. 263, a. 16.

Mandat ou bref de possession, c. 263, a. 16.

Ordre du juge pour remboursement du dépôt, c. 263, a. 18.

Résistance à la prise de possession, c. 263, a. 16.

Procédures avant l'arbitrage

Arbitre unique peut être nommé par le procureur général en certains cas, c. 263, a. 5.

Avis par le réclamant, c. 263, a. 4.

Certificat d'un arpenteur géomètre doit accompagner l'avis du réclamant, c. 263, a. 4.

Curateur aux absents, c. 263, a. 4.

Règlement des questions en dispute, c. 263, a. 4.

Signification de l'avis du réclamant, c. 263, a. 4.

Tiers arbitre nommé par le procureur général, c. 263, a. 6.

Procédure devant les arbitres

Décision des arbitres, c. 263, a. 12.

Défaut de forme n'annule pas sentence, c. 263, a. 13.

Examen des lieux et des parties, c. 263, a. 9.

Frais, c. 263, a. 15.

Honoraires, c. 263, a. 15.

Plus-value causée par l'expropriation peut être prise en considération, c. 263, a. 11.

Secrétaire, sa nomination, etc., c. 263, a. 8.

Temps et lieu pour procéder, c. 263, a. 10.

Transmission des minutes au greffe de la Cour supérieure, c. 263, a. 14.

Ratification de titre

Dépôt de l'indemnité s'il y a crainte de réclamations hypothécaires, c. 263, a. 20.

Distribution de l'indemnité, c. 263, a. 20.

Frais de procédure, c. 263, a. 20.

Intérêt sur indemnité déposée, c. 263, a. 20.

Jugement en ratification, c. 263, a. 20.

Sentence arbitrale vaut titre, c. 263, a. 20.

Tuteurs, usufruitiers, etc.

Peuvent vendre et être poursuivis, c. 263, a. 3.

EXTINCTEURS CHIMIQUES DANS LES ÉDIFICES PUBLICS *voir* **ÉDIFICES PUBLICS**

EXTORSIONS PAR LES OFFICIERS DE JUSTICE *voir* **SALAIRES ET HONORAIRES DES OFFICIERS DE JUSTICE**

EXTRAITS ET COPIES D'ACTES NOTARIÉS *voir* **NOTARIAT**

F

FABRICATION DE BEURRE OU DE FROMAGE *voir* **FABRICATION DES PRODUITS LAITIERS**

FABRICATION DE BEURRE OU DE FROMAGE, SOCIÉTÉS DE—*voir* **SOCIÉTÉS DE FABRICATION DE BEURRE OU DE FROMAGE**

FABRICATION DES PRODUITS LAITIERS.—LOI DES PRODUITS LAITIERS.
(CHAP. 63)

- Actions en recouvrement des amendes, c. 63, arts 15 à 19.
- Classification de la crème, etc., c. 63, a. 7.
- Contrainte par corps, c. 63, a. 18.
- Contraventions et peines, c. 63, a. 14.
- Crème, sa classification, c. 63, a. 7.
- Diplôme des fabricants, c. 63, a. 5.
- Examen des livres de répartition, c. 63, a. 12.
- Exécution de la loi, c. 63, a. 20.
- Exploitant d'une fabrique doit retenir services d'un fabricant en chef diplômé, c. 63, a. 6.
- Fermeture des fabriques, etc., dans certains cas, c. 63, a. 4.
- Inspection des fabriques, c. 63, a. 11.
- Interprétation des mots: "inspecteur", "fabrique de beurre", "fabrique de fromage", c. 63, a. 2.
- Lait écrémé doit être gardé dans récipient de métal, c. 63, a. 9.
- Pasteurisation obligatoire du lait, c. 63, a. 9.
- Permission nécessaire pour exploiter une fabrique de beurre, etc., c. 63, a. 3.
- Permis spécial peut remplacer diplôme de fabricant, c. 63, a. 5.
- Petit lait doit être gardé dans réservoir de métal, c. 63, a. 9.
- Pouvoirs des propriétaires de fabrique, c. 63, a. 8.
- Rapports au ministre par propriétaire et gérant, c. 63, a. 13.
- Récipients séparés pour chaque patron, c. 63, a. 7.
- Règlements par inspecteur général des beurreries, et fromageries, c. 63, a. 7.
- Répartition des dommages, c. 63, a. 8.
- Sous-produits du lait doivent être gardés dans récipients de métal, c. 63, a. 10.

FABRICATION DU PAIN.—LOI DE LA FABRICATION DU PAIN. (CHAP. 269)

- Manière obligatoire de fabriquer pain destiné à être vendu, c. 269, a. 2.
- Pénalité pour infractions, c. 269, a. 3.
- Procédure pour recouvrer les amendes, c. 269, a. 4.

FABRIQUES *voir* **PAROISSES ET FABRIQUES**

FABRIQUES, ASSEMBLÉES DE—*voir* **PAROISSES ET FABRIQUES**

FABRIQUES DE PRODUITS LAITIERS *voir* **FABRICATION DES PRODUITS LAITIERS**

FABRIQUES DE PRODUITS LAITIERS, PAIEMENT DU LAIT ET DE LA CRÈME
voir **PAIEMENT DU LAIT ET DE LA CRÈME DANS LES FABRIQUES DE PRODUITS LAITIERS**

FABRIQUES DE PRODUITS LAITIERS, SOCIÉTÉS DE PATRONS DE—*voir*
SOCIÉTÉS DE PATRONS DE FABRIQUES DE PRODUITS LAITIERS

FEMMES, SALAIRE MINIMUM DES—*voir* **SALAIRE MINIMUM POUR LES FEMMES**

FEMMES SÉPARÉES DE BIENS FAISANT LE COMMERCE *voir* **DÉCLARATIONS QUE DOIVENT FAIRE ENREGISTRER LES COMPAGNIES, ETC.**

FEMMES, TRAVAIL DES—DANS ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS *voir* **ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS**

FÉODALITÉ *voir* **SEIGNEURIES**

FERMES DE DÉMONSTRATION.—LOI DES FERMES DE DÉMONSTRATION
(CHAP. 69)

Établissement de fermes de démonstration, c. 69, a. 2.

Exécution de la loi, c. 69, a. 5.

Exploitation de la ferme, c. 69, a. 3.

Rémunération des propriétaires, c. 69, a. 2.

Taxes municipales, etc., c. 69, a. 4.

Visite de la ferme, c. 69, a. 3.

FERMETURE À BONNE HEURE.—LOI DE LA FERMETURE À BONNE HEURE.
(CHAP. 127)

Dispositions applicables, c. 127, a. 4.

Punition des infractions, c. 127, a. 3.

Règlement ordonnant la fermeture des magasins, c. 127, a. 2.

FÊTES DES ARBRES *voir* **TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES**

FEU, ENQUÊTES DANS LES CAS DE— *voir* **ENQUÊTES DANS LES CAS D'INCENDIE**

FEU, INSTRUCTIONS QUI DOIVENT ÊTRE DONNÉS AUX ÉLÈVES POUR LE CAS DE—*voir* **ÉDIFICES PUBLICS**

FEU, PRÉVENTION CONTRE LE—*voir* **PRÉVENTION DES INCENDIES**

FEU, PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS CONTRE LE—*voir* **PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS CONTRE LES INCENDIES**

FEU, PROTECTION POUR LE PUBLIC CONTRE LE—DANS LES ÉDIFICES PUBLICS *voir* **ÉDIFICES PUBLICS**

FIDÉICOMMIS, COMPAGNIES DE— *voir* **COMPAGNIES DE FIDÉICOMMIS**

FILLES, TRAVAIL DES,—DANS ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS *voir* **ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS**

FLOTTAGE DU BOIS *voir* **EXPLOITATION DES COURS D'EAU, ETC.**

FLOTTAGE DU BOIS, COMPAGNIES POUR L'ÉTABLISSEMENT DES TRAVAUX DESTINÉS À LE FACILITER *voir* **COMPAGNIES POUR L'ÉTABLISSEMENT DE TRAVAUX DESTINÉS À FACILITER LE FLOTTAGE DU BOIS**

FOIN DE GRÈVE *voir* **PROPRIÉTÉ DU FOIN DE GRÈVE**

FONCTIONNAIRES DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE *voir* **INSTRUCTION PUBLIQUE**

FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS PUBLICS.—LOI DES EMPLOYÉS PUBLICS.
(CHAP. 9)

Cautionnement des employés publics

Cautionnement couvre actes du député de l'employé qui donne caution, c. 9, arts 18 et 19.

Cautionnement de la personne qui désire poursuivre, c. 9, a. 35.

Cautionnement des officiers de justice, c. 9, a. 13.

Cautionnement des receveurs et payeurs, c. 9, a. 12.

Communication du cautionnement sur demande, c. 9, a. 22.

Copies de l'acte de cautionnement, c. 9, a. 36.

Déchéance faute de fournir le cautionnement, c. 9, a. 31.

Délai pour fournir cautionnement, c. 9, a. 39.

Désignation du trésorier dans les poursuites, c. 9, a. 32.

Effet du cautionnement, c. 9, a. 34.

Effet du cautionnement hypothécaire, c. 9, a. 28.

Espèces de cautionnements, c. 9, arts 20 et 21.

État des cautionnements pour la Législature, c. 9, a. 41.

Extinction du cautionnement des registrateurs et autres employés, c. 9, a. 38.

Inaisissabilité des valeurs données en gage, c. 9, a. 24.

Libération de la caution après avis, c. 9, a. 25.

Lieutenant-gouverneur en conseil peut requérir cautionnement de tous employés, c. 9, a. 15.

Montant du cautionnement et délai pour le fournir, c. 9, a. 16.

Objet du cautionnement, c. 9, a. 17.

Paiement de la prime dans le cas d'employés à traitement, c. 9, a. 26.

Pénalités pour shérifs et coroners qui n'ont pas fourni de cautionnement, c. 9, a. 40.

Procureur général peut exiger cautionnement de certains employés, c. 9, a. 14.

Propriété des valeurs données en gage, c. 9, a. 23.

Radiation de l'hypothèque donnée comme cautionnement, c. 9, a. 29.

Rapport sur la suffisance des cautionnements, c. 9, a. 30.

Remise du gage ou d'un certificat de radiation, c. 9, a. 37.

Renouvellement de la police, c. 9, a. 27.

Valeur du certificat du trésorier dans poursuites pour violation du cautionnement, c. 9, a. 33.

FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS PUBLICS.—LOI DES EMPLOYÉS PUBLICS.
(CHAP. 9)—*Suite*

Commissions

- Décès du souverain, c. 9, arts 7 et 8.
- Délivrance des commissions, c. 9, a. 5.
- Enregistrement des commissions, c. 9, a. 6.
- Listes des commissions pour Législature, c. 9, a. 6.

Limitation des traitements

- Maximum du traitement des employés publics, c. 9, a. 42.

Nomination, destitution, suspension

- Destitution, c. 9, a. 3.
- Nomination, c. 9, a. 2.
- Suspension, c. 9, a. 4.

Saisissabilité des traitements

- Bref de saisie, comment signifié, c. 9, a. 43.
- Code de procédure civile s'applique, c. 9, a. 46.
- Paiement autorisé par employé, c. 9, a. 45.
- Production d'une réclamation par le créancier, c. 9, a. 45.
- Rapport du chef au sous chef sur réception d'un bref de saisie, c. 9, a. 44.

Serments d'allégeance et d'office

- Emploi de la formule, c. 9, a. 10.
- Formule du serment d'allégeance, c. 9, a. 9.
- Personnes autorisées à recevoir serment d'allégeance, c. 9, a. 11.
- Personnes qui doivent prêter serments, c. 9, a. 9.

FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU *voir* TRÉSOR

FONDS DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE *voir* ASSISTANCE PUBLIQUE

FONDS DE L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

FONDS DES BÂTISSÉS ET DES JURÉS *voir* PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS

FONDS DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

FONDS DES ÉCOLES PUBLIQUES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

FONDS DES MUNICIPALITÉS.—LOI DU FONDS DES MUNICIPALITÉS.
(CHAP. 109)

- Appropriation des montants du fonds, c. 109, a. 5.
- Composition du fonds provenant des réserves du clergé, c. 109, a. 3, § 1.
- Emploi du fonds des réserves du clergé, c. 109, a. 3, § 2.
- Fonds provenant des réserves du clergé, c. 109, a. 2.
- Terres censées être réserves du clergé, c. 109, a. 4.

FONDS DES MUNICIPALITÉS PAUVRES POUR FINS SCOLAIRES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

FONDS DESTINÉ À INDEMNISER LES PROPRIÉTAIRES DE MOUTONS.—LOI DE L'INDEMNISATION DES POSSESSEURS DE MOUTONS. (CHAP. 123)

- Contenu du règlement, c. 123, a. 3.
- Durée du règlement, c. 123, a. 7.
- Emploi de la balance du fonds, c. 123, a. 6.
- Moutons errants, c. 123, a. 4.
- Païement des dommages et des amendes, c. 123, a. 5.
- Punition des infractions, c. 123, a. 8.
- Requête pour adoption du règlement, c. 123, a. 2.

FONDS D'HONORAIRES DES OFFICIERS DE JUSTICE *voir* SALAIRES ET HONORAIRES DES OFFICIERS DE JUSTICE**FONDS SPÉCIAL POUR PAIEMENT DE LA DETTE *voir* TRÉSOR****FORCES ÉLECTRIQUES, COMPAGNIES DE LUMIÈRE ET DE—*voir* COMPAGNIES DE LUMIÈRE ET DE FORCES ÉLECTRIQUES****FORÊTS PUBLIQUES *voir* TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES****FORFAITURE DES CAUTIONNEMENTS DANS LES CAUSES CRIMINELLES
voir CAUTIONNEMENTS DANS LES CAUSES CRIMINELLES****FORMULES, LEUR EMPLOI *voir* STATUTS****FRAIS D'ENTRETIEN DES ALIÉNÉS *voir* ASILES D'ALIÉNÉS****FRAIS D'ENTRETIEN DES ENFANTS DANS ÉCOLES D'INDUSTRIE *voir* ÉCOLES D'INDUSTRIE****FRAIS D'ENTRETIEN DES ENFANTS DANS LES ÉCOLES DE RÉFORME *voir* ÉCOLES DE RÉFORME****FRAIS D'ENTRETIEN DES INDIGENTS DANS INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE *voir* ASSISTANCE PUBLIQUE****FRAIS DES AVOCATS *voir* BARREAU****FRAIS DES JURÉS *voir* JURÉS****FRAIS DES TÉMOINS DE LA COURONNE *voir* TÉMOINS DE LA COURONNE****FRAIS ET DÉPENSES DES CORONERS *voir* CORONERS****FRANCHISES, OCTROI DE—PAR MUNICIPALITÉS *voir* OCTROI DE PRIVILÈGES, DROITS EN FRANCHISES PAR LES MUNICIPALITÉS****FRAUDES DANS LES AFFAIRES MUNICIPALES *voir* CORRUPTION DANS LES AFFAIRES MUNICIPALES****FROMAGE, HALLES AU—*voir* HALLES AU BEURRE ET AU FROMAGE****FROMAGE, SOCIÉTÉS DE FABRICATION DE—*voir* SOCIÉTÉS DE FABRICATION DE BEURRE OU DE FROMAGE**

FROMAGERIES, LEUR INSPECTION *voir* **INSPECTION DES BEURRERIES ET FROMAGERIES**

FROMAGERIES *voir* **FABRICATION DES PRODUITS LAITIERS**

FRONTIÈRES DE LA PROVINCE, DÉSORDRE DANS LES MAISONS CONSTRUITES SUR LES—*voir* **MAISONS DE DÉSORDRE**

FRONTIÈRES DE LA PROVINCE *voir* **DIVISION TERRITORIALE**

FUSION DES SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION ET DES SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET DE PLACEMENTS.—LOI DE LA FUSION DES SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION ET DES SOCIÉTÉS DE PRÊTS. (CHAP. 253)

Acte de fusion, c. 253, a. 3.

Acte de fusion vaut titre, c. 253, a. 13.

Actions déjà intentées, c. 253, a. 14.

Approbation de la fusion par les actionnaires, c. 253, a. 2.

Assemblée des actionnaires pour décider de la fusion, c. 253, a. 2.

Consolidation des capitaux, etc.

Approbation de la convention par les actionnaires, c. 253, arts 9 et 10.

Convention de consolidation, c. 253, a. 8.

Dépôt de la convention, etc., au bureau du secrétaire de la province, c. 253, a. 11.

Droit de consolidation, c. 253, a. 7.

Lettres patentes, émission de—, c. 253, a. 11.

Dépôt d'une copie de l'acte de fusion chez le protonotaire et chez le registra-
teur, c. 253, a. 4.

Dettes des vieilles sociétés, c. 253, a. 13.

Droit de se fusionner, c. 253, a. 2.

Droits des créanciers des sociétés éteintes, **sauvegardés**, c. 253, a. 5.

Droits et obligations de la nouvelle **compagnie**, c. 253, a. 2.

Effet de la fusion quant à l'actif, c. 253, a. 5.

Formalités de la fusion, c. 253, a. 2.

Mode de faire la fusion, c. 253, a. 2.

Nom de la société après la fusion, c. 253, a. 5.

Pouvoirs des sociétés fusionnées, c. 253, a. 12.

Procédures pendantes, manière de les continuer, c. 253, a. 6.

Procuration pour voter, c. 253, a. 2.

Sceau commun, c. 253, a. 12.

Signature de l'acte de fusion, c. 253, a. 3.

Valeur des droits des créanciers, c. 253, a. 13.

Vote par procuration, c. 253, a. 2.

G

GAGES DES PÊCHEURS, RECOUVREMENT DES—*voir* **ENGAGEMENT DES PÊCHEURS, ETC.**

GAGES, DROIT DES CORPORATIONS DE LES DONNER *voir* **POUVOIRS SPÉCIAUX À CERTAINES COMPAGNIES ET CORPORATIONS ET COMPAGNIES ET CORPORATIONS**

GARANTIE, COMPAGNIES DE—voir COMPAGNIES DE CAUTIONNEMENT OU DE GARANTIE

GARÇONS, TRAVAIL DES—DANS ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS voir ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

GARDE DES ENFANTS TROUVÉS voir ENFANTS TROUVÉS

GASPÉ, COURS DE JUSTICE DANS LE DISTRICT DE—voir TRIBUNAUX JUDICIAIRES

GASPÉ, JURIDICTION CONCURRENTÉ voir TRIBUNAUX JUDICIAIRES

GASPÉ, LOIS SPÉCIALES CONCERNANT L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE DANS—voir TRIBUNAUX JUDICIAIRES

GASPÉ, LOIS SPÉCIALES CONCERNANT LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES DANS—voir TRIBUNAUX JUDICIAIRES

GASPÉSIE, RÉSERVE FORESTIÈRE DE LA—voir RÉSERVE DE FORÊTS, DE CHASSE ET DE PÊCHE DANS LA GASPÉSIE

GAZ, COMPAGNIES DE—ET D'EAU voir COMPAGNIES POUR FOURNIR LE GAZ ET L'EAU

GAZETTE OFFICIELLE voir SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE

GAZOLINE.—LOI DE LA GAZOLINE. (CHAP. 36)

Arrangements conclus par le ministre

Ministre peut conclure arrangements, avec vendeurs, c. 36, a. 11.

Attribution des honoraires, etc.

Honoraires font partie du fonds consolidé, c. 36, a. 12.

Comptes et rapports

Vendeur doit tenir et rendre compte, c. 36, a. 5.

Contrôle des compteurs automatiques

Bureau a droit de contrôle, c. 36, a. 10.

Définition des mots

"Bureau", c. 36, a. 2, § 7°.

"Dépôt de gazoline", c. 36, a. 2, § 4°.

"Gazoline", c. 36, a. 2, § 1°.

"Ministre", c. 36, a. 2, § 6°.

"Personne", c. 36, a. 2, § 5°.

"Usage", c. 36, a. 2 § 8°.

"Véhicule automobile" c. 36, a. 2, § 2°.

"Vendeur", c. 36, a. 2, § 3°.

Droit sur l'achat de la gazoline

Imposition d'un droit sur achat de gazoline, c. 36, a. 4.

GAZOLINE.—LOI DE LA GAZOLINE. (CHAP. 36)—*Suite***Emploi du revenu.**

Comment est employé le revenu provenant des honoraires, etc., c. 36, a. 13.

Infractions et pénalités

Contraventions et peines, c. 36, a. 7.

Inspections

Droits d'inspection des officiers du revenu, c. 36, a. 6.

Licences

Émission de la licence, c. 36, a. 3.

Nécessité de la licence, c. 36, a. 3.

Poursuites

Loi des convictions sommaires s'applique, c. 36, a. 8.

Règlements par lieutenant-gouverneur en conseil

Droits d'édicter des règlements, c. 36, a. 9.

Réserves et exceptions

Loi ne s'applique pas à certaines personnes, c. 36, a. 14.

GENS DE MAINMORTE *voir* ACQUISITIONS ET ALIÉNATIONS D'IMMEUBLES PAR LES CORPORATIONS ET LES GENS DE MAINMORTE

GÉOGRAPHIE, COMMISSION DE—*voir* COMMISSION DE GÉOGRAPHIE DE QUÉBEC

GIBIER, CLUBS POUR LA PROTECTION DU—*voir* CLUBS DE PROTECTION DU POISSON ET DU GIBIER

GRAINE DE SEMENCE, AIDE À L'ACHAT DE—*voir* AIDE À L'ACHAT DE GRAINS DE SEMENCES

GRANDS JURÉS *voir* JURÉS

GRATUITÉ DANS LA DISTRIBUTION DES LIVRES DE CLASSE *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

GREFFE DE LA PAIX DANS LE DISTRICT DE PONTIAC *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES

GREFFE DE NOTAIRES *voir* NOTARIAT

GREFFIERS DE LA COUR DE CIRCUIT *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES

GREFFIERS DE LA PAIX, EFFETS NON RÉCLAMÉS EN LA POSSESSION DE—
voir EFFETS NON RÉCLAMÉS

GREFFIERS DE LA PAIX *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES

GREFFIERS DES APPELS *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES

GRÈVE, FOIN DE— *voir* **PROPRIÉTÉ DU FOIN DE GRÈVE**

GRÈVES *voir* **DIFFÉRENDS ENTRE EMPLOYEURS ET EMPLOYÉS**

GUIDES-VOYAGEURS.—LOI DES GUIDES-VOYAGEURS. (CHAP. 272)

Désertion sans cause légitime, c. 272, a. 4.

Domages pécuniaires ne sont pas accordés dans certains cas, c. 272, a. 4.

Marchés faits par les guides, etc., c. 272, a. 2.

Marché verbal suffit en certains cas, c. 272, a. 2.

Refus d'obéir à l'ordre du juge de paix, c. 272, a. 3.

Refus du guide d'entreprendre le voyage, c. 272, a. 3.

H

HABEAS CORPUS.—LOI DE L'HABEAS CORPUS. (CHAP. 167)

Admission à caution, conditions, c. 167, a. 7.

Appel à la Cour du banc du roi, c. 167, a. 3.

Cautionnement pour les frais, c. 167, a. 8.

Comparution et mémoire, c. 167, a. 11.

Délai d'exécution du jugement, c. 167, a. 4.

Délai d'inscription en appel, c. 167, a. 5.

Dispositions applicables, c. 167, a. 13.

Inscription et priorité, c. 167, a. 12.

Requête doit être signifiée au procureur général, c. 167, a. 2.

Signification de l'appel, c. 167, a. 6.

Transmission du dossier, c. 167, a. 9.

Transmission par greffier des appels, c. 167, a. 10.

HABITATIONS SALUBRES *voir* **LOGEMENTS OUVRIERS**

HALLES AU BEURRE ET AU FROMAGE.—LOI DES HALLES AU BEURRE ET AU FROMAGE. (CHAP. 68)

Modification des règlements, c. 68, a. 5.

Procédures de constitution en corporation, c. 68, arts 2 et 3.

Rapport annuel au ministre de l'agriculture, c. 68, a. 6.

Règlements et ce qu'ils doivent contenir, c. 68, a. 4.

HEBDOMADAIRE, REPOS—DANS CERTAINES INDUSTRIES *voir* **REPOS POUR LES EMPLOYÉS DANS CERTAINES INDUSTRIES**

HEURE AVANCÉE *voir* **AVANCE DE L'HEURE**

HEURE *voir* **TEMPS RÉGLEMENTAIRE**

HEURES DE CLASSE *voir* **INSTRUCTION PUBLIQUE**

"HIGH SCHOOLS" *voir* **INSTRUCTION PUBLIQUE**

HIPPODROME *voir* **LICENCES, LOI DES—**

HIVER, VOITURES D'—*voir* **VOITURES D'HIVER**

HOMÉOPATHES.—LOI DE L'ASSOCIATION HOMÉOPATHIQUE. (CHAP. 214)

Amendes et poursuites

Comment et au nom de qui amendes sont recouvrées, c. 214, a. 17.

Infractions et pénalités, c. 214, a. 16.

Constitution en corporation

Affiliation à une université, c. 214, a. 6.

Avis pour se présenter à l'examen, c. 214, a. 8.

Bureau des examinateurs, c. 214, a. 7.

Dispensaire, c. 214, a. 3.

Enseignement de la médecine, c. 214, a. 5.

Hôpital, c. 214, a. 4.

Nom de la corporation, c. 214, a. 2.

Octroi de certificat, c. 214, a. 9.

Pouvoir d'acquérir, etc., c. 214, a. 10.

Validité des legs, c. 214, a. 11.

Pouvoirs généraux

Administration des affaires, c. 214, a. 12.

Rapport à la Législature, c. 214, a. 13.

Registre, comment tenu, c. 214, a. 15.

Secrétaire, ses devoirs, c. 214, a. 14.

"HOMESTEAD" *voir* PROTECTION DES COLONS

HONORAIRES DE CERTAINS OFFICIERS PUBLICS AFFECTÉS D'UN DROIT
voir **POURCENTAGE SUR HONORAIRES DE CERTAINS OFFICIERS**
PUBLICS

HONORAIRES DES AVOCATS *voir* BARREAU

HONORAIRES DES JURÉS *voir* JURÉS

HONORAIRES DES OFFICIERS DE JUSTICE *voir* SALAIRES ET HONORAIRES
DES OFFICIERS DE JUSTICE

HÔPITAL SAINT-MICHEL-ARCHANGE, VISITE DE L'—PAR INSPECTEURS
voir **PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS**

HÔPITAUX D'ALIÉNÉS, DIRECTEUR MÉDICAL DES—*voir* DIRECTEURS
MÉDICAL DES HÔPITAUX D'ALIÉNÉS

HÔPITAUX MUNICIPAUX *voir* ASSISTANCE PUBLIQUE

HÔPITAUX, VISITE DES—PAR INSPECTEURS DES PRISONS *voir* PALAIS DE
JUSTICE ET PRISONS

HORTICULTURE *voir* SOCIÉTÉS D'HORTICULTURE

HOSPICES MUNICIPAUX *voir* ASSISTANCE PUBLIQUE

HÔTELS *voir* **LICENCES, LOI DES—****HÔTELS, RESTAURANTS, ET MAISONS DE LOGEMENT.—LOI DE L'INSPECTION DES HÔTELS. (CHAP. 183)**

- Certificat d'un inspecteur requis, c. 183, a. 8.
- Disposition interprétative, c. 183, a. 2.
- Indications requises, c. 183, a. 5.
- Inspecteurs, nomination et rémunération, c. 183, a. 3.
- Pénalités, c. 183, a. 7.
- Rapport au ministre, c. 183, a. 4.
- Règlements, c. 183, a. 6.

HUISSIERS, LEUR DESTITUTION *voir* **HUISSIERS****HUISSIERS.—LOI DES HUISSIERS. (CHAP. 152)****Admission des huissiers**

- Gaspé, exception pour ce district, c. 152, a. 5.
- Honoraires du protonotaire, c. 152, a. 3.
- Pouvoirs discrétionnaire du tribunal, c. 152, a. 4.
- Qualifications, requête, c. 152, a. 2.

Cautionnement des huissiers

- Montant du cautionnement, et son effet, c. 152, a. 6.

Cautionnement des huissiers de Montréal

- Corporation donne elle-même caution, c. 152, a. 7.
- Police d'assurance en garantie, c. 152, a. 8.

Destitution des huissiers

- Par qui faite, c. 152, a. 11.

Devoirs des huissiers

- Devoirs comme huissiers de la Cour de circuit, c. 152, a. 9.
- Où ils peuvent agir, c. 152, a. 10.

Pénalités

- Extorsion, c. 152, a. 14.
- Refus d'agir, c. 152, a. 12.
- Responsabilité pour deniers prélevés, c. 152, a. 13.

HUISSIERS *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES****HUITRIÈRES** *voir* **PÊCHE****HULL, JURIDICTION CONCURRENT** *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES****HYGIÈNE, ENSEIGNEMENT DE L'—DANS LES ÉCOLES** *voir* **INSTRUCTION PUBLIQUE**

HYGIÈNE.—LOI DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE DE QUÉBEC. (CHAP. 186)**Causes d'insalubrité, devoirs divers à ce sujet****Aliments et boissons**

- Inspection des boucheries, c. 186, a. 74.
- Inspection des laiteries, c. 186, a. 73.
- Inspection et confiscation des aliments, c. 186, a. 72.
- Pouvoirs des officiers, c. 186, a. 75.
- Vente d'aliments malsains, c. 186, a. 71.

Constatations

- Aide par les constables, c. 186, a. 96.
- Amendes pour infractions, c. 186, a. 98.
- Inspections, c. 186, a. 95.
- Rapport de l'inspecteur des logements*, c. 186, a. 97.

Eaux servant à l'alimentation et au drainage

- Amende contre municipalité, c. 186, a. 60.
- Appel des décisions, c. 186, a. 68.
- Aqueducs, approbation requise, etc., c. 186, a. 56.
- Égouts, confection, etc., c. 186, a. 57.
- Emprunts pour satisfaire aux ordonnances, c. 186, a. 69.
- Ordonnance de la commission, exécution, c. 186, a. 63.
- Paiement des travaux, c. 186, a. 62.
- Pénalités contre municipalités en défaut, c. 186, a. 70.
- Plans et devis, c. 186, a. 58.
- Prise d'eau souillée par autre prise, c. 186, a. 66.
- Purification de l'eau, appareils défectueux, c. 186, a. 67.
- Règlements, approbation requise en certains cas, c. 186, a. 59.
- Souillure d'eau, enquête en ce cas, c. 186, a. 65.
- Souillure de l'eau d'alimentation, c. 186, a. 64.
- Travaux faits par plusieurs municipalités, c. 186, a. 61.

Maladies contagieuses

- Avis de libération en certains cas, c. 186, a. 92.
- Chefs de famille, leurs devoirs, c. 186, a. 76.
- Désinfection des effets, c. 186, a. 86.
- Devoir de faire connaître maison où existe maladie contagieuse, c. 186, a. 80.
- Devoir de l'autorité sanitaire municipale envers le bureau provincial, c. 186, a. 79.
- Établissement d'hôpitaux, etc., c. 186, a. 94.
- Isolement de certaines personnes, c. 186, a. 84.
- Maladie vénérienne, communication, c. 186, a. 90.
- Médecin, ses devoirs, c. 186, a. 77.
- Médecins, quand non tenus au secret professionnel, c. 186, a. 93.
- Mesures préventives contre certaines municipalités, c. 186, a. 88.
- Municipalités en défaut, c. 186, a. 81.
- Navires, juridiction, c. 186, a. 89.
- Nettoyage, etc., pour prévenir maladie infectieuse, c. 186, a. 87.
- Notification, son effet, c. 186, a. 78.
- Pouvoirs du conseil municipal, c. 186, a. 82.
- Prise de possession d'immeubles pour fins d'isolement, c. 186, a. 85.
- Prostituées, examen médical, c. 186, a. 91.
- Wagons de chemin de fer, pouvoir d'y entrer, c. 186, a. 83.

Nuisances

- Amende pour désobéissance, c. 186, a. 50.
- Autorité sanitaire doit agir en certains cas, appel, c. 186, a. 49.

HYGIÈNE.—LOI DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE DE QUÉBEC. (CHAP. 186)—*Suite***Causes d'insalubrité, devoirs divers à ce sujet—*Suite*****Nuisances—*Suite***

- Avis de faire disparaître les nuisances, c. 186, a. 46.
- Définition des nuisances, c. 186, a. 42.
- Dépenses encourues pour faire disparaître nuisance, c. 186, a. 48.
- Directeur du service provincial, ses devoirs, c. 186, a. 55.
- Fosses d'aisance, c. 186, a. 52.
- Maisons malsaines, c. 186, a. 54.
- Nuisance causée hors de la municipalité, c. 186, a. 47.
- Officier exécutif, ses pouvoirs, c. 186, a. 51.
- Plainte qu'il existe des nuisances, c. 186, a. 44.
- Puits, nettoyage, etc., c. 186, a. 53.
- Réception de la plainte, procédure, c. 186, a. 45.
- Recherche des nuisances, c. 186, a. 43.

Dispositions déclaratoires et interprétatives

- "Autorité sanitaire municipale", c. 186, a. 2, § 6°.
- "Conseil d'hygiène", c. 186, a. 2, § 4°.
- "Directeur", c. 186, a. 2, § 2°.
- "Inspecteur en chef", c. 186, a. 2, § 3°.
- "Ministre", c. 186, a. 2, § 1°.
- "Municipalité", c. 186, a. 2, § 8°.
- "Officier exécutif", c. 186, a. 2, § 7°.
- Règlements municipaux antérieurs, c. 186, a. 157.
- Règlements restant en vigueur, c. 186, a. 156.
- "Secrétaire", c. 186, a. 2, § 5°.

Inoculation du virus variolique et vaccination antivariolique

- Pénalités pour inoculation du virus variolique
 - Annulation de la licence du contrevenant, c. 186, a. 120.
 - Emprisonnement pour infraction, c. 186, a. 119.
- Pouvoirs des municipalités quant à la vaccination
 - Vaccination et revaccination peuvent être rendues obligatoires, c. 186, a. 121.
- Vaccination antivariolique dans certaines localités
 - Endroits spéciaux pour vacciner choisis par le conseil, c. 186, arts 122, 123.
 - Honoraires du médecin, c. 186, a. 129.
 - Négligence de faire vacciner, amende, c. 186, a. 132.
 - Obligation des parents, c. 186, a. 124.
 - Poursuite renouvelée, c. 186, a. 133.
 - Refus d'exclure enfant d'une école, amende, c. 186, a. 134.
 - Résultat doit être constaté, c. 186, a. 125.
 - Si résultat est satisfaisant, c. 186, a. 126.
 - Si résultat n'est pas satisfaisant, c. 186, a. 127.
 - Vaccination dans les écoles, c. 186, arts 130, 131.
 - Vaccin ne pouvant être employé avec succès, c. 186, a. 128.

Maladies vénériennes, protection du public

- Constitution d'un comité, c. 186, a. 149.
- Paiement ou rémunération, c. 186, a. 151.
- Pénalités, c. 186, a. 152.
- Pouvoirs du comité, c. 186, a. 150.

HYGIÈNE.—LOI DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE DE QUÉBEC. (CHAP. 186)—Suite**Poursuites**

Par qui intentées, à qui appartiennent amendes, c. 186, a. 153.

Salubrité des établissements industriels

Amende pour infraction, c. 186, a. 100.

Devoirs des médecins hygiénistes, c. 186, a. 102.

Effet des règlements municipaux, c. 186, a. 101.

Procédure pour avis et poursuites, dépôt requis, c. 186, a. 103.

Réglementation par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 186, a. 99.

Service sanitaire dans les cas d'épidémie**Conseils locaux d'hygiène**

Dépenses du conseil local, c. 186, a. 115.

Emprisonnement à défaut de paiement, c. 186, a. 117.

Exécution des règlements, c. 186, a. 110.

Négligence du conseil local, c. 186, a. 114.

Officier exécutif du conseil local, c. 186, a. 111.

Organisation, c. 186, a. 109.

Pénalité pour infractions, c. 186, a. 117.

Pouvoirs des officiers, c. 186, a. 112.

Recouvrement des amendes, c. 186, a. 118.

Suspension des règlements locaux, c. 186, a. 113.

Interprétation

"Conseil local", c. 186, a. 104, § 4°.

"Deux juges de paix", c. 186, a. 104, § 1°.

"Lieu" ou "localité", c. 186, a. 104, § 2°.

"Rue", c. 186, a. 104, § 3°.

Proclamations et règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

Dépenses du service provincial d'hygiène, c. 186, a. 108.

Entrée en vigueur, c. 186, a. 107.

Proclamation en temps d'épidémie, c. 186, a. 105.

Règlements après émission de proclamation, c. 186, a. 106.

Service provincial d'hygiène**Bureaux locaux et service sanitaire municipal**

Aide des conseils municipaux, c. 186, a. 32.

Autorité des bureaux locaux, c. 186, a. 29.

Avis d'établissement, c. 186, a. 28.

Dispositions applicables aux conseils municipaux, c. 186, a. 36.

Formation du bureau local, c. 186, a. 26.

Inhumations et exhumations, c. 186, a. 35.

Médecin, nomination nécessaire parfois, c. 186, a. 37.

Officier exécutif, c. 186, a. 31.

Ordre du service provincial, exécution, c. 186, a. 34.

Plusieurs municipalités ayant un seul bureau, c. 186, a. 27.

Pouvoirs des officiers municipaux, à défaut de bureau, c. 186, a. 33.

Rapport des conseils municipaux au directeur, c. 186, a. 39.

Régie interne, c. 186, a. 30.

Remboursement de certaines dépenses, c. 186, a. 38.

Conseil d'hygiène

Création de ce conseil, c. 186, a. 14.

Devoirs du conseil, c. 186, a. 17.

HYGIÈNE.—LOI DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE DE QUÉBEC. (CHAP. 186)—*Suite***Service provincial d'hygiène—*Suite*****Conseil d'hygiène—*Suite***

- Indemnités et dépenses de voyage, c. 186, a. 19.
- Membres continués en office, vacances, c. 186, a. 15.
- Réunions du conseil, règles, c. 186, a. 18.
- Secrétaire du conseil, c. 186, a. 16.
- Dépenses du service, c. 186, a. 155.
- Établissement du service, c. 186, a. 3.
- Officiers et employés
 - Contrôle du ministre, c. 186, a. 7.
 - Directeur, ses devoirs, c. 186, arts 8, 10.
 - Enquêtes en certains cas, c. 186, a. 9.
 - Inspecteur, ses devoirs, c. 186, a. 11.
 - Nomination, c. 186, a. 4.
 - Officiers subalternes, traitement, c. 186, a. 6.
 - Secrétaire, ses devoirs, c. 186, a. 12.
 - Serment, qui peut le faire prêter, c. 186, a. 13.
 - Traitements, c. 186, a. 5.
 - Rapport annuel des affaires du service, c. 186, a. 154.
- Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil
 - Approbation de certains règlements, c. 186, a. 25.
 - Continuation en vigueur en certains cas, c. 186, a. 24.
 - Entrée en vigueur, c. 186, a. 22.
 - Incompatibilité de certains règlements, c. 186, a. 23.
 - Matières sujettes à réglementation, c. 186, a. 20.
 - Pénalités pour infractions, c. 186, a. 21.
- Service sanitaire dans des territoires, non organisés
 - Officier d'hygiène, c. 186, a. 40.
 - Règlements applicables aux chantiers, etc., c. 186, a. 41.

Statistiques relatives au mouvement de la population

- Catholiques romains, personnes tenues de fournir renseignements, c. 186, a. 139.
- Certificat de décès, c. 186, a. 141.
- Collecteurs de statistiques, c. 186, a. 138.
- Compilation par le directeur, c. 186, a. 135.
- Faux rapports, amendes, etc., c. 186, a. 148.
- Formules, par qui fournies, c. 186, a. 146.
- Indemnité à l'expéditeur, c. 186, a. 147.
- Naissance illégitime, c. 186, a. 137.
- Non-catholiques, personnes tenues de fournir renseignements, c. 186, a. 140.
- Rapport des naissances, c. 186, a. 136.
- Rapports en temps d'épidémie, c. 186, a. 143.
- Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 186, a. 145.
- Sujet étranger, décès, c. 186, a. 144.
- Transport d'un cadavre dans une autre municipalité, c. 186, a. 142.

Vaccination voir Inoculation du virus variolique, etc.**HYPOTHÈQUES, DROIT DES CORPORATIONS DE LES DONNER voir POUVOIRS SPÉCIAUX À CERTAINES COMPAGNIES ET CORPORATIONS et COMPAGNIES**

I

IDENTIFICATION DES CADAVRES *voir* CORONERS

ÎLE D'ANTICOSTI, LOIS SPÉCIALES CONCERNANT LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES

ÎLES-DE-LA-MADELEINE, LOIS SPÉCIALES CONCERNANT LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES

IMMEUBLES POSSÉDÉS PAR LES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES *voir*
TERRAINS POSSÉDÉS PAR DES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES

IMMUNITÉ DE LA LÉGISLATURE *voir* LÉGISLATURE

IMPRESSION DES STATUTS *voir* STATUTS

IMPRIMEUR DU ROI *voir* SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE

INCENDIE D'UN PALAIS DE JUSTICE, PERTES CAUSÉES PAR—*voir* PALAIS DE JUSTICE INCENDIÉS

INCENDIE, ENQUÊTE DANS LES CAS D'—*voir* ENQUÊTES DANS LES CAS D'INCENDIE

INCENDIE, INSTRUCTIONS QUI DOIVENT ÊTRE DONNÉES AUX ÉLÈVES POUR LE CAS D'—*voir* ÉDIFICES PUBLICS

INCENDIES, COMMISSAIRE DES—*voir* ENQUÊTES DANS LES CAS D'INCENDIE *et* PRÉVENTION DES INCENDIES

INCENDIES ET DESTRUCTION D'ARCHIVES *voir* PALAIS DE JUSTICE INCENDIÉS

INCENDIES, PRÉVENTION CONTRE LES—*voir* PRÉVENTION DES INCENDIES

INCENDIES, PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS CONTRE LES—*voir* PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS CONTRE LES INCENDIES

INCENDIES, PROTECTION DU PUBLIC CONTRE LES—DANS ÉDIFICES PUBLICS *voir* ÉDIFICES PUBLICS

INCESSIBILITÉ ET INSAISSABILITÉ DES RENTES VIAGÈRES.—LOI DE L'INSAISSABILITÉ DES RENTES VIAGÈRES. (CHAP. 268)

Droits de certains créanciers sont sauvegardés, c. 268, a. 3.

Incessibilité de l'intérêt d'un crédientier, c. 268, a. 2.

Insaissabilité de l'intérêt d'un crédientier, c. 268, a. 3.

INDEMNISATION DES POSSESSEURS DE MOUTONS *voir* FONDS DESTINÉS À INDEMNISER LES PROPRIÉTAIRES DE MOUTONS

INDEMNITÉ DES JURÉS *voir* JURÉS

INDEMNITÉ LÉGISLATIVE *voir* **LÉGISLATURE**

INDÉPENDANCE DE LA LÉGISLATURE *voir* **LÉGISLATURE**

INDEX DES MINUTES DE NOTAIRES *voir* **NOTARIAT**

INDIGENTS *voir* **ASSISTANCE PUBLIQUE**

INDUSTRIE LAITIÈRE, SOCIÉTÉ D'—*voir* **SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE LAITIÈRE**

INDUSTRIES, REPOS HEBDOMADAIRE DANS CERTAINES—*voir* **REPOS POUR LES EMPLOYÉS DANS CERTAINES INDUSTRIES**

INGÉNIEURS CIVILS.—LOI DES INGÉNIEURS CIVILS. (CHAP. 218)

- Admission en certains cas, c. 218, a. 9.
- Approbation des règlements, c. 218, a. 15.
- Bureau d'examineurs, c. 218, a. 11.
- Composition de la corporation, c. 218, a. 3.
- Conditions d'admission à l'étude, c. 218, a. 12.
- Conditions d'admission à la pratique, c. 218, a. 13.
- Conseil d'administratoir, ses pouvoirs, c. 218, a. 4.
- "Conseil", définition, c. 218, a. 2, § 2°.
- "Corporation", définition, c. 218, a. 2, § 1°.
- Défense de prendre nom d'ingénieur civil, c. 218, a. 6.
- Diplômes accordés, c. 218, a. 14.
- Droits des arpenteurs, sauvegardés, c. 218, a. 18.
- Exercice illégal de la profession, c. 218, a. 17.
- Incapacité de recouvrer honoraires, c. 218, a. 16.
- "Ingénieur civil", définition, c. 218, a. 2, § 4°.
- "Membre", définition, c. 218, a. 2, § 3°.
- Membres de droit, c. 218, a. 8.
- Membres de la corporation, c. 218, a. 7.
- Permis temporaire pour ingénieurs étrangers, c. 218, a. 10.
- Siège social, c. 218, a. 5.

INGÉNIEURS FORESTIERS.—LOI DES INGÉNIEURS FORESTIERS. (CHAP. 221)

- Actions en recouvrement d'amendes, c. 221, a. 13.
- Administration, c. 221, a. 5.
- Admission de droit, c. 221, a. 7.
- Amendes, à qui elles appartiennent, c. 221, a. 14.
- Assemblée annuelle, c. 221, a. 11.
- "Association", définition, c. 221, a. 3, § 3°.
- Bureau d'examineurs, c. 221, a. 9.
- "Conseil", définition, c. 221, a. 3, § 1°.
- Corporation continuée, c. 221, a. 2.
- Droits sauvegardés, c. 221, a. 16.
- Emploi du nom ou titre, c. 221, a. 12.
- "Ingénieur forestier", définition, c. 221, a. 3, § 4°.
- Membres de l'association, c. 221, a. 6.
- "Membres de l'association", définition, c. 221, a. 3, § 2°.
- Pouvoirs, c. 221, a. 4.

INGÉNIEURS FORESTIERS.—LOI DES INGÉNIEURS FORESTIERS. (CHAP. 221)—*Suite*

- Qualités requises, c. 221, a. 8.
- Registre de l'association, c. 221, a. 15.
- Tarif d'honoraires, c. 221, a. 10.

INGÉNIEURS PROFESSIONNELS *voir* INGÉNIEURS CIVILS**INHUMATIONS *voir* CORONERS *et* HYGIÈNE****INHUMATIONS ET EXHUMATIONS.—LOI DES INHUMATIONS ET DES EXHUMATIONS. (CHAP. 208)****Dispositions interprétatives**

- "Autorité ecclésiastique" ou "autorité religieuse", en certains cas, c. 208, a. 24.
- "Directeur du service provincial d'hygiène", c. 208, a. 2.
- "Marguillier", c. 208, a. 16.
- Restriction à l'application de la loi, c. 208, a. 25.

Exhumations

- Date des exhumations, c. 208, a. 21.
- Ordonnance du juge, et procédures subséquentes, c. 208, a. 17.
- Registre des cadavres transférés, c. 208, a. 19.
- Registre doit être certifié, c. 208, a. 20.
- Transfert des cadavres d'un cimetière à un autre, c. 208, a. 18.

Inhumations

- Catholiques romains, décision de l'autorité religieuse, c. 208, a. 6.
- Certificat devant les précéder, et acte de sépulture, c. 208, a. 3.
- Délai pour inhumer les cadavres, c. 208, a. 5.
- Où peuvent être faites les inhumations, c. 208, a. 4.
- Règles pour les inhumations.
 - Charniers particuliers, c. 208, a. 13.
 - Charniers publics, c. 208, a. 11.
 - Comment est couvert le cercueil, dispense, c. 208, a. 7.
 - Défense de continuer à se servir d'un cimetière, c. 208, a. 15.
 - Droit de l'autorité ecclésiastique, c. 208, a. 10.
 - Époque du dépôt dans le charnier et de l'inhumation, c. 208, a. 12.
 - Inhumation dans une église, c. 208, a. 8.
 - Morts provenant de maladies contagieuses, c. 208, a. 9.
 - Ouvrir cercueil sans permission est défendu, c. 208, a. 14.

Pénalités

- Contraventions, appel, c. 208, a. 22.
- Qui peut poursuivre, c. 208, a. 23.

INOCULATION DU VIRUS VARIOLIQUE *voir* HYGIÈNE**INSAISSABILITÉ DES RENTES VIAGÈRES *voir* INCESSIBILITÉ ET INSAISSABILITÉ DES RENTES VIAGÈRES****INSECTES NUISIBLES À L'AGRICULTURE *voir* PROTECTION DES PLANTES, ETC.**

INSPECTEURS D'ANATOMIE *voir* ANATOMIE

INSPECTEUR D'HYGIÈNE *voir* HYGIÈNE

INSPECTEURS D'ÉCOLES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

INSPECTEURS DES PRISONS *voir* PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS

INSPECTEURS-VÉRIFICATEURS *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

INSPECTEUR VÉRIFICATEUR DES CONSEILS MUNICIPAUX *voir* DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES

INSPECTION DES APPAREILS À INCENDIE *voir* PRÉVENTION DES INCENDIES

INSPECTION DES BEURRERIES ET FROMAGERIES.—LOI DE L'INSPECTION DES BEURRERIES ET FROMAGERIES. (CHAP. 64)

Devoirs des inspecteurs, c. 64, a. 2.

Diplômes d'inspecteurs, c. 64, a. 2.

Exécution de la loi, c. 64, a. 10.

Nomination d'un inspecteur général, c. 64, a. 2.

Objets de l'inspection, c. 64, a. 3.

Pénalités contre qui entrave un inspecteur dans l'exécution de ses devoirs, c. 64, a. 6.

Pouvoirs additionnels des inspecteurs, c. 64, a. 8.

Pouvoirs des inspecteurs, c. 64, a. 4.

Preuve de l'autorité de l'inspecteur, c. 64, a. 5.

Qualités requises des inspecteurs, c. 64, a. 2.

Règlements par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 64, a. 9.

Tribunaux et magistrats compétents c. 64, a. 7.

INSPECTION DES BUREAUX D'ENREGISTREMENT *voir* BUREAUX D'ENREGISTREMENT ET RÉGISTRATEURS

INSPECTION DES CHAUDIÈRES À VAPEUR, ETC. *voir* ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

INSPECTION DES COMPAGNIES D'ASSURANCE *voir* COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, ETC.

INSPECTION DES ÉCHAFAUDAGES *voir* ÉCHAFAUDAGES

INSPECTION DES ÉCOLES DE RÉFORME *voir* ÉCOLES DE RÉFORME

INSPECTION DES ÉCOLES D'INDUSTRIE *voir* ÉCOLES D'INDUSTRIE

INSPECTION DES ÉDIFICES PUBLICS *voir* ÉDIFICES PUBLICS

INSPECTION DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS *voir* ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

INSPECTION DES FILMS DE VUES ANIMÉES PAR OFFICIERS DE POLICE *voir* VUES ANIMÉES

INSPECTION DES GREFFES DE NOTAIRE *voir* NOTARIAT

INSPECTION DES HÔTELS, RESTAURANTS ET MAISONS DE LOGEMENT
voir HÔTELS, RESTAURANTS ET MAISONS DE LOGEMENT

INSPECTION DES PONTS *voir* TRAVAUX PUBLICS

INSPECTION DES PRISONS DE RÉFORME *voir* PRISONS DE RÉFORME POUR
LES JEUNES DÉLINQUANTS

**INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET DE SYSTÈMES DE CHAUFFAGE DANS
LES ÉDIFICES PUBLICS** *voir* PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS CON-
TRE LES INCENDIES

INSTITUTEURS *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

**INSTITUTIONS CHARITABLES, VISITE DES—PAR INSPECTEURS DES PRI-
SONS** *voir* PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS

INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE *voir* ASSISTANCE PUBLIQUE

**INSTITUTIONS DE CHARITÉ, PLACEMENT EN APPRENTISSAGE DES EN-
FANTS INTERNÉS DANS LES—** *voir* PLACEMENT EN APPRENTISSAGE
DES ENFANTS INTERNÉS

**INSTITUTIONS D'ÉDUCATION POUR LES AVEUGLES.—LOI CONCERNANT
LES CONTRATS POUR L'ÉDUCATION DES AVEUGLES. (CHAP. 193)**

Contrats autorisés, c. 193, a. 9.

Objet de ces contrats, c. 193, a. 3.

Païement des dépenses autorisées, c. 193, a. 5.

Païement des montants stipulés, c. 193, a. 4.

**INSTITUT PÉDAGOGIQUE À MONTRÉAL.—LOI DE L'INSTITUT PÉDAGOGI-
QUE À MONTRÉAL. (CHAP. 137)**

Mise à exécution de la loi, c. 137, a. 3.

Subvention autorisée, c. 137, a. 2.

INSTITUTS D'ARTISANS *voir* ASSOCIATIONS DE BIBLIOTHÈQUES ET INSTI-
TUTS D'ARTISANS

INSTRUCTION PUBLIQUE.—LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. (CHAP. 133)

Amendes

Compétence des tribunaux, c. 133, a. 505.

Détention illégale de livres ou documents, c. 133, a. 503.

Emploi du produit des amendes, c. 133, a. 507.

Obtention frauduleuse de deniers, c. 133, a. 502.

Qui peut poursuivre, c. 133, a. 506.

Refus d'accepter charge ou de remplir fonctions, c. 133, a. 501.

Troubler la paix près des écoles, c. 133, a. 504.

**INSTRUCTION PUBLIQUE.—LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
(CHAP. 133)—*Suite*****Appels**

- Appel suspensif de la décision, c. 133, a. 517.
- Avis d'appel, c. 133, a. 510.
- Cas où il y a appel, c. 133, a. 508.
- Décision du tribunal, c. 133, a. 515
- Délai d'appel, c. 133, a. 509.
- Frais, c. 133, a. 518.
- Inscription et audition, c. 133, a. 513.
- Pénalité pour défaut de se conformer au jugement, c. 133, a. 516.
- Priorité de l'appel, c. 133, a. 514.
- Production de l'avis d'appel. c. 133, a. 511.
- Production des documents, c. 133, a. 512.

Arrondissements scolaires

- Cités, villes et villages, c. 133, a. 89.
- Division en arrondissements, c. 133, a. 88.
- Droit de fréquenter certaines écoles, c. 133, a. 97.
- École que doivent fréquenter les enfants, c. 133, a. 96.
- Écoles réputées être un arrondissement, c. 133, a. 98.
- Étendue des arrondissements, c. 133, a. 92.
- Limites des arrondissements, c. 133, a. 90.
- Maisons d'école par arrondissement, c. 133, a. 95.
- Nombre d'écoles par arrondissement, c. 133, a. 93.
- Nombre des enfants, c. 133, a. 91.
- Réunion d'arrondissements, transport des enfants, c. 133, a. 94.
- Transport des enfants, c. 133, a. 91.

Avis

- Avis devant être donnés pour certains actes
 - Devoir du secrétaire-trésorier de lire et afficher certaines résolutions, c. 133, a. 307.

Avis public

- Affichage à d'autres endroits fixés, c. 133, a. 293.
- Affichage à défaut d'endroits fixés, c. 133, a. 292.
- Affichage des avis, c. 133, a. 291.
- Computation du délai d'avis publié dans les journaux c. 133, a. 298.
- Délai de publication, c. 133, a. 297.
- Effet de la publication des avis, c. 133, a. 299.
- Lecture de l'avis, c. 133, a. 294.
- Publication dans les deux langues, c. 133, a. 296.
- Publication dans les journaux, c. 133, a. 295.

Avis spécial

- Avis à une personne ne parlant ni l'anglais ni le français, c. 133, a. 301.
- Heures de signification, c. 133, a. 305.
- Langue dans laquelle est rédigé l'avis, c. 133, a. 300.
- Signification à un agent, ou à défaut d'agent, c. 133, a. 303.
- Signification de l'avis spécial, c. 133, a. 302.
- Signification facultative en certains cas, c. 133, a. 304.
- Signification si les portes sont fermées, c. 133, a. 306.

INSTRUCTION PUBLIQUE.—LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
(CHAP. 133)—*Suite*

Bibliothèques scolaires

- Aide des municipalités, c. 133, a. 572.
- Allocation pour établissement de bibliothèques, c. 133, a. 571.

Bureau central d'examineurs

- Bureau pour chaque croyance, fonctions, c. 133, a. 59.
- Composition du bureau, c. 133, a. 60.
- Devoirs, c. 133, a. 62.
- État annuel au surintendant, c. 133, a. 65.
- Inspection des livres, c. 133, a. 66.
- Modification des devoirs du bureau, c. 133, a. 67.
- Nécessité du brevet de capacité, c. 133, a. 68.
- Observation des conditions du programme, c. 133, a. 63.
- Régie du bureau, c. 133, a. 61.
- Transmission de la liste des admis, c. 133, a. 64.

Commissaires et syndics d'écoles

Assemblée pour l'élection des commissaires et des syndics

- Assemblée annuelle, exception, c. 133, a. 127.
- Convocation de la première assemblée, c. 133, a. 133.
- Convocation par le secrétaire-trésorier, c. 133, a. 128.
- Convocation, s'il n'y a pas de secrétaire-trésorier, c. 133, a. 129.
- Nombre de commissaires et de syndics à élire, c. 133, a. 131.
- Présidence de la première assemblée, c. 133, a. 134.
- Présidence des assemblées, c. 133, a. 130.
- Remise de l'assemblée en certains cas, c. 133, a. 132.

Caisses d'économie scolaires

- Pouvoirs des commissaires et des syndics, c. 133, a. 224.

Contestations d'élections

- Avis de requête, délais, c. 133, a. 186.
- Cas de contestation, c. 133, a. 183.
- Cautionnement fourni au greffier, c. 133, a. 188.
- Cautionnement pour les frais, c. 133, a. 187.
- Cautions, qualités requises, c. 133, a. 189.
- Dépens, c. 133, a. 194.
- Devoirs des commissaires et syndics élus, c. 133, a. 202.
- Exécution pour dépens contre les cautions, c. 133, a. 195.
- Instruction est continuée sans interruption, c. 133, a. 197.
- Instruction et audition, c. 133, a. 190.
- Jugement, c. 133, a. 193.
- Nouvelle élection, avis, c. 133, a. 199.
- Nouvelle élection ordonnée, c. 133, a. 198.
- Nouvelle élection, procédure, c. 133, a. 203.
- Omission de l'avis d'une nouvelle élection, c. 133, a. 200.
- Présidence de l'assemblée, c. 133, a. 201.
- Preuve, comment prise, c. 133, a. 192.
- Procédure est sommaire, c. 133, a. 191.
- Requête, c. 133, a. 185.
- Signification du jugement, c. 133, a. 196.
- Tribunaux compétents, c. 133, a. 184.

INSTRUCTION PUBLIQUE.—LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
(CHAP. 133)—Suite

Commissaires et syndics d'écoles—Suite

Devoirs des commissaires et des syndics relativement à l'inspection médicale des élèves et des écoles

Inspection médicale autorisée, c. 133, a. 290.

Devoirs des commissaires et des syndics relativement au recensement annuel des enfants

Amende au cas de fausse déclaration ou refus de renseignements, c. 133 a. 289.

Personnes autorisées à faire le recensement, c. 133, a. 287.

Recensement annuel obligatoire, c. 133, a. 285.

Recensement ordonné par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 133, a. 286.

Transmission au surintendant, c. 133, a. 288.

Devoirs des commissaires et des syndics relativement aux instituteurs

Acte d'engagement, c. 133, a. 227.

Actes en triplicata, c. 133, a. 229.

Avis des instituteurs aux commissaires et aux syndics, c. 133, a. 235.

Brevet requis, c. 133, a. 231.

Défaut de signification, effets, c. 133, a. 233.

Durée de l'engagement, c. 133, a. 225.

Engagement par écrit, c. 133, a. 226.

Instituteur mineur, sa capacité, c. 133, a. 230.

Nullité des avis aux instituteurs, c. 133, a. 234.

Représentant de la commission à l'acte d'engagement, c. 133, a. 228.

Signification de la cessation de l'engagement, c. 133, a. 232.

Devoirs des commissaires et des syndics relativement aux maisons d'école et à leurs emplacements

Appel à la Cour de circuit ou de magistrat touchant cotisation spéciale, c. 133, a. 267.

Approbation des plans, c. 133, a. 264.

Arbitrage au sujet d'un terrain destiné à maison d'école, c. 133, a. 268.

Coopération à la construction d'écoles, c. 133, a. 281.

Cotisation pour une école modèle, etc., c. 133, a. 266.

Cotisations pour maisons d'école, c. 133, a. 265.

Division d'arrondissement, arbitrage, c. 133, a. 276.

Droits des enfants d'une municipalité participant à l'entretien d'une école, c. 133, a. 282.

Effet de sentence arbitrale, c. 133, a. 271.

Effet d'une division d'arrondissement quant à la maison d'école, c. 133, a. 275.

Nomination d'experts par la Cour supérieure en certains cas, c. 133, a. 277.

Paiement de l'indemnité, c. 133, a. 272.

Perception du montant fixé par les experts, c. 133, a. 279.

Pouvoirs des arbitres au cas de division d'arrondissement, c. 133, a. 278.

Prise de possession des terrains par autorité de justice, c. 133, a. 273.

Propriétés exemptes d'expropriation, c. 133, a. 274.

Sentence arbitrale, c. 133, a. 270.

Serment des arbitres, c. 123, a. 269.

Union des municipalités pour certaines fins, c. 133, a. 280.

INSTRUCTION PUBLIQUE.—LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
(CHAP. 133)—*Suite*

Commissaires et syndics d'écoles—*Suite*

Devoirs des commissaires et des syndics relativement aux propriétés scolaires et aux emprunts

- Achat de terrains, etc., c. 133, a. 236, § 3°.
- Acquisition, etc., de biens, c. 133, a. 236, § 2°.
- Administration des biens, c. 133, a. 236, § 1°.
- Approbation de l'obligation par le ministre, c. 133, a. 246.
- Assurance des bâtiments, c. 133, a. 236, § 5°.
- Avis préalable à émission d'obligations, c. 133, a. 243.
- Capacité d'aliéner, autorisation et mode de procéder, c. 133, a. 240.
- Consolidation des dettes, c. 133, a. 241.
- Conventions pour fins scolaires, c. 133, a. 238.
- Émission d'obligations à courte échéance, c. 133, a. 247.
- Emprunts et émissions d'obligations, c. 133, a. 242.
- Emprunts temporaires, c. 133, a. 248.
- Imposition de taxe pour payer emprunt, c. 133, a. 244.
- Limitation de la capacité de détenir biens-fonds, c. 133, a. 239.
- Nomination de régisseurs, c. 133, a. 236, § 4°.
- Travaux de construction ou amélioration, formalités à observer, c. 133, a. 237.
- Vente des obligations par soumission, c. 133, a. 245.

Devoirs des commissaires et des syndics relativement aux taxes scolaires

- Contribuable ayant enfants de croyance autre que la sienne, c. 133, a. 250.
- Cotisation différente sur divers biens-fonds, c. 133, a. 252.
- Exemption de contributions en certains cas, c. 133, a. 256.
- Exemptions de taxes, c. 133, a. 251.
- Imposition et répartition des cotisations, c. 133, a. 249.
- Modifications au rôle, d. 133, a. 254.
- Publication des modifications au rôle, c. 133, a. 255.
- Taxes pour payer mensuellement salaires des instituteurs, c. 133, a. 253.

Devoirs et pouvoirs des commissaires et des syndics relativement à l'administration des écoles

- Comptes et registres, c. 133, a. 221, § 9°.
- Cours d'études, c. 133, a. 221, § 3°.
- Date des examens, c. 133, a. 221, § 6°.
- Destitution des instituteurs, c. 133, a. 221, § 2°.
- Engagement des instituteurs, c. 133, a. 221, § 1°.
- Hygiène, c. 133, a. 221, § 7°.
- Livres aux enfants pauvres, c. 133, a. 221, § 15°.
- Livres de classe, c. 133, a. 221, § 4°.
- Livres de compte, c. 133, a. 221, § 12°.
- Livres peuvent être fournis à tous les enfants, c. 133, a. 222.
- Nominations relatives aux écoles, c. 133, a. 223.
- Paiement des instituteurs, c. 133, a. 221, § 16°.
- Rapport au surintendant, c. 133, a. 221, § 10°.
- Régie des écoles, c. 133, a. 221, § 5°.
- Registre des délibérations, c. 133, a. 221, § 11°.
- Règlement des différends, c. 133, a. 221, § 13.
- Renvoi de l'école, c. 133, a. 221, § 14°.
- Visite des écoles, c. 133, a. 221, § 8°.

INSTRUCTION PUBLIQUE.—LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.(CHAP. 133)—*Suite***Commissaires et syndics d'écoles—*Suite*****Devoirs et pouvoirs des commissaires et des syndics relativement à la rétribution mensuelle**

- Abolition de la rétribution, c. 133, a. 263.
- Enfant pour qui la rétribution est exigible, c. 133, a. 259.
- Exemptions, c. 133, a. 261.
- Fixation du taux de la rétribution, et comment elle est payable, c. 133, a. 257.
- Maximum et minimum de rétribution, c. 133, a. 258.
- Perception de la rétribution, c. 133, a. 260.
- Rapport au surintendant, c. 133, a. 262.

Durée du mandat des commissaires et des syndics

- Charge dure trois ans, sauf cas spéciaux, c. 133, a. 179.
- Remplacement des commissaires et syndics sortant de charge, c. 133, a. 182.
- Serment d'office, c. 133, a. 180.
- Tirage au sort pour sortie, de charge, c. 133, a. 181.

Élection des commissaires et des syndics d'écoles

- Attestation du livre de votation, c. 133, a. 140.
- Certificat du nombre de votes donnés, et proclamation des élus, c. 133, a. 147.
- Clôture de l'élection, c. 133, a. 145.
- Conditions de la mise en nomination, c. 133, a. 136.
- Délai pour la mise en nomination, c. 133, a. 137.
- Enregistrement des votes, c. 133, a. 139.
- Interprète, et serment qu'il prête, c. 133, a. 144.
- Nombre de votes que peut donner un électeur, c. 133, a. 141.
- Nomination des candidats à l'ouverture de l'assemblée, c. 133, a. 135.
- Nomination par lieutenant-gouverneur en conseil, ou ordonnance d'élection, c. 133, a. 151.
- Obligation d'accepter la charge, exception, c. 133, a. 148.
- Proclamation des élus sans opposition, et votation, c. 133, a. 138.
- Rapport au surintendant, et avis aux élus, c. 133, a. 149.
- Rapport au surintendant, si assemblée ou élection n'a pas eu lieu, c. 133, a. 150.
- Serment, mention qui en est faite, c. 133, a. 143.
- Serment qui peut être requis, c. 133, a. 142.
- Vote prépondérant, c. 133, a. 146.

Pouvoirs des commissaires et des syndics relativement aux écoles de filles et aux écoles de garçons

- École d'une communauté religieuse placée sous contrôle, c. 133, a. 284.
- Écoles séparées pour filles et garçons, c. 133, a. 283.

Qualités requises pour être commissaire ou syndic

- Cens d'éligibilité, exceptions, c. 133, a. 122.
- Inéligibilité des dissidents et *vice versa*, c. 133, a. 123.
- Inhabilités, c. 133, a. 124.

Qualités requises pour être électeur

- Cens électoral, c. 133, a. 125.
- Pénalité pour vote illégal, c. 133, a. 126.

Remplacement des commissaires et des syndics au cas de vacance

- Nomination par lieutenant-gouverneur en certains cas, c. 133, a. 205.
- Remplacement est fait par les commissaires et les syndics, c. 133, a. 204.
- Sortie de charge du remplaçant, c. 133, a. 206.
- Vacance causée par maladie, c. 133, a. 207.

INSTRUCTION PUBLIQUE.—LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
(CHAP. 133)—*Suite*

Commissaires et syndics d'écoles—*Suite*

Scrutin secret dans certaines municipalités

- Appel des électeurs, c. 133, a. 164.
- Avis donnés par officier-rapporteur, c. 133, a. 175.
- Boîtes de scrutin et bulletins, c. 133, a. 156.
- Bulletin, au cas de désistement, c. 133, a. 159.
- Bureau de votation, c. 133, a. 154.
- Confection des boîtes, c. 133, a. 157.
- Décisions du président, finales, c. 133, a. 174.
- Dépouillement du scrutin et résultat du vote, c. 133, a. 172.
- Époque de la votation, durée et avis, c. 133, a. 153.
- Fermeture des buvettes, etc., c. 133, a. 178.
- Forme des bulletins de vote, c. 133, a. 158.
- Infractions et peines, c. 133, a. 171.
- Inspection des bulletins et documents, c. 133, a. 162.
- Nouveau bulletin, c. 133, a. 169.
- Officier-rapporteur et greffier, c. 133, a. 155.
- Omission d'initialer bulletins, c. 133, a. 173.
- Ouverture de la boîte, c. 133, a. 163.
- Président d'élection, pouvoirs, c. 133, a. 176.
- Président d'élection, pouvoirs additionnels, c. 133, a. 177.
- Propriété de tout ce qui sert au scrutin, c. 133, a. 160.
- Règles de la votation, c. 133, a. 165.
- Renseignements au votant, c. 133, a. 167.
- Scrutin est secret, c. 133, a. 166.
- Serment des agents, c. 133, a. 161.
- Votant incapable de voter seul, c. 133, a. 170.
- Votation au scrutin secret, exception, c. 133, a. 152.
- Vote, comment il se donne, c. 133, a. 168.

Sessions des commissions scolaires et des syndics d'écoles

- Amendements aux règlements et résolutions, c. 133, a. 220.
- Convocation des assemblées, c. 133, a. 212.
- Demande de convocation, c. 133, a. 214.
- Époque de l'assemblée pour l'élection du président, c. 133, a. 208.
- Irrégularités dans la convocation, c. 133, a. 213.
- Lieu des séances, c. 133, a. 216.
- Majorité décide, c. 133, a. 218.
- Nomination du président par le lieutenant-gouverneur, c. 133, a. 210.
- Président de la première séance, c. 133, a. 209.
- Président temporaire, c. 133, a. 211.
- Procès-verbaux, c. 133, a. 219.
- Publicité des séances, exception, c. 133, a. 215.
- Séances aux jours non juridiques, c. 133, a. 217.

Conseil de l'instruction publique et ses comités

Comités du conseil

- Approbation des livres de classe, c. 133, a. 30.
- Classification des écoles, c. 133, a. 28.
- Deniers non dépensés, état annuel, c. 133, a. 37.
- Enquête sur les inspecteurs, c. 133, a. 32.

INSTRUCTION PUBLIQUE.—LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
(CHAP. 133)—*Suite*

Conseil de l'instruction publique et ses comités—*Suite*

Comités du conseil—*Suite*

- Faculté de recevoir des biens, c. 133, a. 34.
- Legs d'une personne ni catholique, ni protestante, c. 133, a. 36.
- Legs faits au conseil, c. 133, a. 35.
- Pouvoirs de réglementation, c. 133, a. 29.
- Révocation des brevets d'instituteur, procédures, c. 133, a. 31.
- Séances distinctes, c. 133, a. 27.
- Secrétaires, leurs devoirs, c. 133, a. 33.

Conseil

- Attributions des comités, c. 133, a. 23.
- Attributions du conseil, c. 133, a. 22.
- Composition des comités, c. 133, a. 21.
- Composition du conseil, c. 133, a. 20.
- Dépenses du conseil, c. 133, a. 26.
- Président du conseil, c. 133, a. 24.
- Secrétaires du conseil, c. 133, a. 25.
- Dispositions applicables au conseil et aux deux comités
 - Assemblées convoquées sur demande de deux membres, c. 133, a. 41.
 - Assemblées spéciales, avis, c. 133, a. 40.
 - Enquêtes, c. 133, a. 43.
 - Inspections médicales, c. 133, a. 45.
 - Mode des réunions, quorum, c. 133, a. 38.
 - Représentation par délégué, c. 133, a. 42.
 - Sous-comités, rapports, c. 133, a. 44.
 - Vote prépondérant, c. 133, a. 39.

Corporations scolaires

- Commissaires et syndics forment corporation, c. 133, a. 118.
- Corporation agit par résolutions, c. 133, a. 120.
- Corporation est indissoluble, c. 133, a. 119.
- Pouvoirs et devoirs des commissaires et des syndics, analogues, c. 133, a. 121.

Département de l'instruction publique

- Département partie du service civil, c. 133, a. 10.
- Personnel du département
 - Fonctionnaires, c. 133, a. 11, § 3°.
 - Secrétaires, c. 133, a. 11, § 2°.
 - Surintendant, c. 133, a. 11, § 1°.

Dessin, hygiène et agriculture dans les écoles rurales

- Obligations d'enseigner ces matières, c. 133, a. 570.

Dispositions déclaratoires

Avis

- Computation des délais, c. 133, a. 9.
- Connaissance d'une chose en l'absence d'avis, c. 133, a. 8.
- Formules, c. 133, a. 5.
- Nominations par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 133, a. 3.

INSTRUCTION PUBLIQUE.—LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
(CHAP. 133)—*Suite*

Dispositions déclaratoires—*Suite*

Quorum

- Pouvoirs de la majorité, c. 133, a. 7.
- Quel est le quorum, c. 133, a. 6.
- Serments et déclarations solennelles, c. 133, a. 4.

Dispositions interprétatives

- "Absent", c. 133, a. 2, § 23°.
- "Année scolaire", c. 133, a. 2, § 26°.
- "Biens-fonds", terrains" ou "immeubles", c. 133, a. 2, § 15°.
- "Biens imposables", c. 133, a. 2, § 16°.
- "Canton", c. 133, a. 2, § 9°.
- "Comté", c. 133, a. 2, § 7°.
- "Contribuables", c. 133, a. 2, § 21°.
- "Corporation scolaire", c. 133, a. 2, § 3°.
- "Cotisation scolaire", c. 133, a. 2, § 18°.
- "Cour de circuit", c. 133, a. 2, § 10°.
- "Cour de magistrat", c. 133, a. 2, § 11°.
- "District", c. 133, a. 2, § 6°.
- "École", etc., c. 133, a. 2, § 12°.
- "Évaluateur" et "estimateur", c. 133, a. 2, § 20°.
- "Fonctionnaire de l'enseignement primaire", c. 133, a. 2, § 13°.
- "Gardien", c. 133, a. 2, § 24°.
- "Instituteur" ou "professeur", c. 133, a. 2, § 14°.
- "Jour suivant", c. 133, a. 2, § 28°.
- "Majorité religieuse", "minorité religieuse", c. 133, a. 2, § 25°.
- "Mois", c. 133, a. 2, § 27°.
- "Municipalité de campagne", c. 133, a. 2, § 4°.
- "Municipalité locale", c. 133, a. 2, § 5°.
- "Municipalité scolaire", c. 133, a. 2, § 2°.
- "Paroisse", c. 133, a. 2, § 8°.
- "Occupant", c. 133, a. 2, § 22°.
- "Rétribution mensuelle", c. 133, a. 2, § 19°.
- "Surintendant", c. 133, a. 2, § 1°.
- "Taxe" ou "taxe scolaire", c. 133, a. 2, § 17°.

Dissidents

- Avis de dissidence, forme et signification, c. 133, a. 100.
- Contribuable considéré dissident, c. 133, a. 103.
- Date où la dissidence prend effet, c. 133, a. 101.
- Déclaration de cessation de dissidence, effet, c. 133, a. 117.
- Déclaration de dissidence, c. 133, a. 99.
- Dissidence dans canton, etc., divisé en plusieurs municipalités, c. 133, a. 109.
- Dissidence de l'ancienne majorité, avis, c. 133, a. 105.
- Dissident cessant de l'être, c. 133, a. 116.
- Dissidents contribuant à une école voisine, c. 133, a. 113.
- Dissidents devenant majorité, c. 133, a. 104.
- Dissidents non assujetti à certaines taxes, c. 133, a. 106.
- Enfants fréquentant école d'un autre arrondissement, c. 133, a. 115.
- Extinction de la corporation dissidente, c. 133, a. 110.

INSTRUCTION PUBLIQUE.—LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
(CHAP. 133)—*Suite*

Dissidents—*Suite*

- Extinction, effet quant aux contribuables, c. 133, a. 111.
- Irresponsabilité absolue en certains cas, c. 133, a. 107.
- Païement des taxes des dissidents, c. 133, a. 114.
- Rétablissement de corporation dissidente, c. 133, a. 112.
- Statu quo maintenu jusqu'aux élections, c. 133, a. 102.
- Union des dissidents à municipalité voisine, c. 133, a. 108.

Écoles de fabrique

- Accord nécessaire à l'union, c. 133, a. 488.
- Droit des curé et marguillier en charge d'être commissaire, c. 133, a. 487.
- Réunion aux écoles publiques, c. 133, a. 486.

Écoles normales

- Administration des écoles normales
 - Admission des élèves, c. 133, a. 482.
 - Brevets de capacité, c. 133, a. 484.
 - Contrôle du surintendant, c. 133, a. 479.
 - Droits conférés par les brevets, c. 133, a. 485.
 - Nomination et destitution des professeurs, c. 133, a. 481.
 - Obligations des élèves avant admission, c. 133, a. 483.
 - Rapports des principaux des écoles, c. 133, a. 480.
- Établissement des écoles normales
 - Dépenses pour ces écoles, c. 133, a. 478.
 - Écoles établies par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 133, a. 477.

Écoles primaires complémentaires et académies ou "high schools" de comté

- Dispositions applicables, c. 133, a. 493.
- Droit à la subvention votée par la Législature, c. 133, a. 497.
- Établissement de ces écoles, procédure, c. 133, a. 489.
- Imposition de taxes pour diverses fins, c. 133, a. 494.
- Rapport des syndics, c. 133, a. 491.
- Responsabilité des commissaires ou syndics, c. 133, a. 495.
- Rétribution mensuelle exigée, c. 133, a. 496.
- Secrétaire-trésorier, c. 133, a. 492.
- Syndics subséquents, vérificateurs, c. 133, a. 490.

Expositions scolaires

- Règlements à ce sujet, c. 133, a. 575.

Fonctionnaires *voir* Pension des fonctionnaires

Fonctionnaires *voir* Traitement des fonctionnaires

Fonds de l'éducation supérieure

- École n'ayant pas été en activité, c. 133, a. 468.
- Rapport à l'appui de demande de subvention, c. 133, a. 466.
- Renseignements supplémentaires, c. 133, a. 467.
- Répartition du fonds, paiement, c. 133, a. 464.
- Répartition entre institutions catholiques et protestantes, c. 133, a. 465.

INSTRUCTION PUBLIQUE.—LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
(CHAP 133)—*Suite*

Fonds des écoles élémentaires

- Allocation en aide audit fonds, c. 133, a. 474.
- Application du produit de la vente des terres, c. 133, a. 472.
- Appropriation de terres publiques, à cette fin, c. 133, a. 471.
- Cessation de l'allocation, c. 133, a. 475.
- Emploi du revenu de ce fonds, c. 133, a. 473.
- Frais d'administration, c. 133, a. 476.

Fonds des écoles publiques

Emploi du fonds

- Conditions pour avoir droit à une allocation, c. 133, a. 458.
- Distribution de ces fonds, c. 133, a. 456.
- Inobservation de la loi, bonne foi, c. 133, a. 459.
- Refus d'allocation pour infraction, c. 133, a. 460.
- Surintendant le dépose dans une banque, c. 133, a. 455.
- Surintendant paie allocation annuellement, c. 133, a. 457.

Emploi du fonds local des écoles

- Deniers n'ayant pas destination spéciale, c. 133, a. 461.
- Dépôt des deniers non dépensés, c. 133, a. 463.
- Paiement des dépenses non visées par la loi, c. 133, a. 462.

Fonds des municipalités pauvres

- Distribution de l'allocation, c. 133, a. 469.

Fonds provenant des licences de mariage chez les protestants

- Distribution entre institutions protestantes, c. 133, a. 470.

Inspecteurs d'écoles

- Communication de documents, c. 133, a. 56.
- Dépenses de voyage et déboursés, c. 133, a. 58.
- Devoirs, c. 133, a. 55.
- Inspection dans un autre district, c. 133, a. 57.
- Nomination et traitement, c. 133, a. 51.
- Qualités requises, c. 133, a. 53.
- Qualités requises pour Saguenay, Gaspé et Îles-de-la-Madeleine, c. 133, a. 54.
- Résidence, et inhabilité en certains cas, c. 133, a. 52.

Inspecteurs-vérificateurs voir Secrétaires-trésoriers des commissaires et des syndics d'écoles

Instruction publique quant aux personnes professant la religion judaïque

- Droits des enfants de ces personnes dans les écoles protestantes, c. 133, a. 581.
- Effet quant à répartition de l'allocation de la Législature, c. 133, a. 580.
- Effet quant à répartition des taxes scolaires, c. 133, a. 579.
- État sur lequel les biens sont inscrits, c. 133, a. 578.
- Juifs traités comme protestants pour fins d'éducation, c. 133, a. 576.
- Municipalités à qui ces personnes paient taxes, c. 133, a. 577.

Interprétation voir Dispositions interprétatives

Juifs voir Instruction publique quant aux personnes professant la religion judaïque

INSTRUCTION PUBLIQUE.—LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
(CHAP. 133)—Suite

Livres de classe

- Acquisition de livres, c. 133, a. 573.
- Distribution gratuite de livres, c. 133, a. 574.

Municipalités scolaires

- Demandes d'érection, etc., avis, c. 133, a. 73.
- Délai pour accorder demandes, exception et avis, c. 133, a. 74.
- Écoles publiques dans chaque municipalité, c. 133, a. 69.
- Élection ordonnée par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 133, a. 80.
- Élection ou nomination des commissaires, c. 133, a. 79.
- Enquête sur les affaires d'une municipalité démembrée
 - Avis par personne chargée de l'enquête, c. 133, a. 82.
 - Cas où elle doit être faite, c. 133, a. 81.
 - Continuation de municipalité abolie, c. 133, a. 85.
 - Décision du surintendant, c. 133, a. 83.
 - Perception d'une taxe spéciale, c. 133, a. 87.
 - Pouvoirs de municipalités avant sentence, c. 133, a. 84.
 - Rapport annuel au surintendant, c. 133, a. 86.
- Érection, division ou modification des municipalités, c. 133, a. 71.
- Étendue des modifications, avis, c. 133, a. 72.
- Frais d'annexion, responsabilité, c. 133, a. 76.
- Garantie des frais, c. 133, a. 75.
- Juridiction des commissaires ou syndics, c. 133, a. 70.
- Paiement des cotisations imposées, avant demande, c. 133, a. 77.
- Répartition de l'actif et du passif, c. 133, a. 78.

Pension des fonctionnaires

- Années comprises dans les années de service, c. 133, a. 529.
- Années de service hors de la province, c. 133, a. 530.
- Application des dispositions, c. 133, a. 569.
- Augmentation de certaines pensions, c. 133, a. 521.
- Certificat de médecin, attestation, c. 133, a. 527.
- Certificat de médecin en certains cas, c. 133, a. 526.
- Documents requis, c. 133, a. 532.
- Insaisissabilité, c. 133, a. 568.
- Maximum de la pension, c. 133, a. 524.
- Montant de la pension, c. 133, a. 520.
- Pension annuelle en cas de retraite, c. 133, a. 519.
- Pension de certains fonctionnaires, c. 133, a. 522.
- Pension des fonctionnaires à la retraite le ou après le 1er janvier, 1924, c. 133, a. 523.
- Pension des malades, c. 133, a. 525.
- Pension servie par semestre sur déclaration, c. 133, a. 567.
- Preuve requise, c. 133, a. 531.
- Suppression de la pension, c. 133, a. 528.
- Tenue de comptes du fonds de pension, c. 133, a. 566.

Pension des fonctionnaires—Commission administrative

- Composition de la commission, c. 133, a. 561.
- Pouvoirs de la commission, c. 133, a. 563.
- Procès-verbaux des délibérations, c. 133, a. 564.

INSTRUCTION PUBLIQUE.—LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
(CHAP. 133)—*Suite*

Pension des fonctionnaires—Commission administrative—*Suite*

- Règlements de la commission, c. 133, a. 565.
- Remplacement des délégués, c. 133, a. 562.

Pension des fonctionnaires—Paiement des pensions

- Causes ne faisant pas perdre droit à la pension, c. 133, a. 554.
- Commencement de la jouissance des pensions, c. 133, a. 550.
- Époque de la demande de pension, c. 133, a. 555.
- Époque du paiement, c. 133, a. 551.
- Perte du droit à la pension, c. 133, a. 552.
- Prescription des pensions, c. 133, a. 553.

Pension des fonctionnaires—Versements et retenues

- Administration du fonds de pension, c. 133, a. 544.
- Augmentation de la retenue en certains cas, c. 133, a. 545.
- Constitution du fonds de pension, c. 133, a. 542.
- Dépôt pour former le fonds de pension, c. 133, a. 543.
- Diminution des pensions pour cause d'insuffisance du fonds, c. 133, a. 547.
- Emploi de l'excédent des recettes, c. 133, a. 546.
- Intérêt en faveur de ceux qui ont fait certains paiements, c. 133, a. 541.
- Retenues annuelles par le surintendant, c. 133, a. 549.
- Retenues pour années antérieures au 24 juillet, 1880, c. 133, a. 540.
- Versement graduel du fonds de 1856 dans le fonds actuel, c. 133, a. 548.
- Versements pour années antérieures au 24 juillet, 1880, c. 133, a. 539.

Pension des veuves des fonctionnaires

- Documents que doit produire la veuve, c. 133, a. 538.
- Droit de la veuve sujet au paiement de la retenue, c. 133, a. 536.
- Fonctionnaire mort après juillet, 1886, c. 133, a. 534.
- Fonctionnaire mort entre juillet, 1880, et juillet, 1886, c. 133, a. 533.
- Retenue non payée par mari, c. 133, a. 537.
- Retenues pour années antérieures à juillet, 1880, c. 133, a. 535.

Poursuites

- Action pour recouvrement des taxes, c. 133, a. 498.
- Qui intente les actions, c. 133, a. 500.
- Tribunaux compétents, appel, c. 133, a. 499.

Rôle d'évaluation

- Amendement du rôle après avis, c. 133, a. 382.
- Avis de dépôt du rôle, c. 133, a. 377.
- Avis des changements au rôle, c. 133, a. 370.
- Avis du jour où commencera l'examen, c. 133, a. 380.
- Base des cotisations, c. 133, a. 367.
- Certificat concernant les amendements, c. 133, a. 384.
- Confection du rôle en certains cas, c. 133, a. 372.
- Contenu de copie du rôle, c. 133, a. 369.
- Dépôt du rôle, c. 133, a. 376.
- Examen des plaintes et audition, c. 133, a. 381.
- Examen et correction du rôle, c. 133, a. 378.

INSTRUCTION PUBLIQUE.—LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
(CHAP. 133)—*Suite*

Rôle d'évaluation—*Suite*

- Inscription des amendements, c. 133, a. 383.
- Nouveau rôle dans municipalité formée de plusieurs autres, c. 133, a. 373.
- Objet et durée du rôle, c. 133, a. 385.
- Pénalité pour refus de renseignements, c. 133, a. 375.
- Plainte contre le rôle, c. 133, a. 379.
- Pouvoirs des évaluateurs, c. 133, a. 374.
- Qualités requises des évaluateurs, c. 133, a. 387.
- Qui peut amender le rôle et la répartition, c. 133, a. 386.
- Remise de copie du rôle d'évaluation, c. 133, a. 368.
- S'il n'y a pas de rôle, c. 133, a. 371.

Secrétaires-trésoriers des commissaires et des syndics d'écoles

Cautionnement

- Cautionnement par police d'assurance, c. 133, a. 325.
- Cautionnement requis, c. 133, a. 322.
- Comment et par qui donné, c. 133, a. 323.
- Durée du cautionnement, c. 133, a. 326.
- Enregistrement du cautionnement sous seing-privé, c. 133, a. 324.

Cautions

- Certificat de libération exigible, c. 133, a. 332.
- Décès, faillite, etc., de la caution, c. 133, a. 329.
- Inhabilité des cautions, c. 133, a. 327.
- Libération des cautions, c. 133, a. 330.
- Remplacement des cautions, c. 133, a. 331.
- Responsabilité, c. 133, a. 328.

Devoirs généraux

- Archives ouvertes à examen, c. 133, a. 344.
- Assistance aux séances, c. 133, a. 335.
- Authenticité des documents, certifiés, c. 133, a. 336.
- Ce que ne peut faire le secrétaire-trésorier, c. 133, a. 340.
- Copies délivrées moyennant honoraires, exceptions, c. 133, a. 345.
- Garde des registres et documents, c. 133, a. 334.
- Paiement des dettes, c. 133, a. 338.
- Paiement des mandats, c. 133, a. 339.
- Perception des deniers, c. 133, a. 337.
- Pièces justificatives, c. 133, a. 342.
- Répertoire des rapports, c. 133, a. 343.
- Suivre la loi, c. 133, a. 333.
- Tenue des livres, c. 133, a. 341.

Inspecteurs-vérificateurs

- "Commission scolaire", définition, c. 133, a. 356, §2.
- Enquête sur les officiers, c. 133, a. 361.
- Frais encourus, c. 133, a. 365.
- Instructions du secrétaire provincial, c. 133, a. 359.
- Paiement des dépenses, c. 133, a. 366.
- Peine au cas de refus, c. 133, a. 363.
- Pouvoirs du sous-secrétaire provincial, c. 133, a. 364.
- Production des livres, c. 133, a. 362.
- Rapport au ministre, c. 133, a. 358.

INSTRUCTION PUBLIQUE.—LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
(CHAP. 133)—*Suite*

Secrétaires-trésoriers des commissaires et des syndicats d'écoles—*Suite*

Inspecteurs-vérificateurs—*Suite*

- Transmission des instructions, c. 133, a. 360.
- Visite des bureaux, ce qu'elle comporte, c. 133, a. 357.
- Visite des bureaux des commissions scolaires, c. 133, a. 356, § 1.
- Production des comptes
 - États annuels doivent être fournis, c. 133, a. 346.
 - Résumé des recettes et dépenses, c. 133, a. 348.
 - Résumé doit être affiché, c. 133, a. 349.
 - Vérificateurs, c. 133, a. 347.
- Secrétaire-trésorier et son assistant
 - Assistant-secrétaire-trésorier, c. 133, a. 320.
 - Bureau ouvert au public, c. 133, a. 319.
 - Cautionnement et serment, c. 133, a. 317.
 - Instituteur ne peut l'être, c. 133, a. 321.
 - Lieu de sa résidence et de son bureau, c. 133, a. 318.
 - Nomination, c. 133, a. 315.
 - Nomination dans les municipalités nouvelles, c. 133, a. 316.
- Vérification des comptes
 - Avis au secrétaire-trésorier, c. 133, a. 351.
 - Ordre de vérification, frais, c. 133, a. 350.
 - Païement du reliquat, c. 133, a. 353.
 - Prescription des actions contre le secrétaire-trésorier, c. 133, a. 355.
 - Recouvrement du reliquat en justice, c. 133, a. 354.
 - Vérification nonobstant absence, c. 133, a. 352.

Surintendant de l'instruction publique

- Délégation de ses pouvoirs, c. 133, a. 14.
- Dépositaire des documents, c. 133, a. 15.
- Devoirs du surintendant
 - Préparation du budget, c. 133, a. 18, § 2°.
 - Publication des statistiques, c. 133, a. 18, § 3°.
 - Rapport annuel à la Législature, c. 133, a. 18, § 4°.
 - Rapport sur emploi des subventions, c. 133, a. 18, § 5°.
 - Réception et distribution des fonds scolaires, c. 133, a. 18, § 1°.
 - Rédaction des formules, c. 133, a. 18, § 9°.
 - Rédaction des instructions, c. 133, a. 18, § 8°.
 - Tenue des livres, c. 133, a. 18, § 6°.
 - Vérification des comptes, c. 133, a. 18, § 7°.
- Enquêtes par surintendant, c. 133, a. 17.
- Fonctions, c. 133, a. 13.
- Pouvoirs du surintendant
 - Écoles d'adultes, c. 133, a. 19, § 3°.
 - Encouragement de l'instruction, c. 133, a. 19, § 4°.
 - Établissement de concours, c. 133, a. 19, § 2°.
 - Établissement de sociétés, c. 133, a. 19, § 1°.
- Rétention des subventions, c. 133, a. 16.
- Surintendant est membre du conseil et des comités, c. 133, a. 12.

INSTRUCTION PUBLIQUE.—LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
(CHAP. 133)—*Suite*

Syndics des écoles dissidentes

- Droit au rôle de perception, etc., c. 133, a. 312.
- Établissement d'arrondissements, c. 133, a. 314.
- Part des syndics dans le fonds des écoles publiques, c. 133, a. 309.
- Rôle de perception n'existant pas, procédure à suivre, c. 133, a. 313.
- Syndics forment une corporation, leurs pouvoirs et devoirs, c. 133, a. 308.
- Taxes sur les dissidents, c. 133, a. 310.
- Union de municipalités, c. 133, a. 311.

Syndics voir Commissaires et syndics d'écoles

Taxes scolaires

Annulation de la cotisation et des cotisations spéciales pour certaines fins

- Cas d'une cotisation spéciale, c. 133, a. 430.
- Effet de l'annulation d'une cotisation spéciale, c. 133, a. 431.
- Effet de l'annulation d'une répartition, c. 133, a. 429.
- Répartition nouvelle si première est annulée, c. 133, a. 428.

Cotisation des contribuables ne résidant pas dans la municipalité

- Division des taxes suivant déclaration, prélèvement, c. 133, a. 427.

Imposition des taxes

- Audition de plaintes, c. 133, a. 394.
- Avis du dépôt et de l'homologation du rôle, c. 133, a. 391.
- Certificat relatif aux amendements, c. 133, a. 396.
- Époque de la répartition, c. 133, a. 388.
- Examen et correction du rôle, c. 133, a. 392.
- Inscription de l'amendement, c. 133, a. 395.
- Intérêt sur les taxes, prescription, c. 133, a. 397.
- Mentions faites au rôle de perception, c. 133, a. 390.
- Plaintes contre le rôle, c. 133, a. 393.
- Rôle de perception, c. 133, a. 389.

Oppositions à saisie et vente, et au paiement sur produit de la vente

- Affidavit et signification, c. 133, a. 409.
- Paiement de deniers s'il n'y a pas d'opposition, c. 133, a. 413.
- Procédures sur l'opposition, c. 133, a. 411.
- Qui peut former opposition, c. 133, a. 408.
- S'il y a opposition au paiement, c. 133, a. 414.
- Surplus, c. 133, a. 415.
- Suspension des procédures, c. 133, a. 410.
- Vente si l'opposition est rejetée, c. 133, a. 412.

Perception des cotisations des corporations et compagnies légalement constituées

- Emploi des taxes si dénomination religieuse n'est pas définie, c. 133, a. 426.
- Exemption des institutions ou corporations religieuses, c. 133, a. 424.
- Perception s'il y a deux corporations de commissaires d'écoles, c. 133, a. 423.
- Prélèvement par les commissaires et remise d'une part aux syndics, c. 133, a. 422.

Propriétés possédées pour fins de revenu, c. 133, a. 425.

Perception des taxes

- Honoraires pour signification, c. 133, a. 402.
- Remise des taxes au trésorier de la corporation scolaire, c. 133, a. 399.
- Signification de l'avis au contribuable, c. 133, a. 401.

INSTRUCTION PUBLIQUE.—LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
(CHAP. 133)—*Suite*

Taxes scolaires—*Suite*

Perception des taxes—*Suite*

- Taxes peuvent être perçues par secrétaire-trésorier, c. 133, a. 400.
- Taxes sont perçues avec celles de la municipalité, c. 133, a. 398.
- Procédures exécutoires contre corporations scolaires endettées**
 - Bref d'exécution, contenu et à qui adressé, c. 133, a. 438.
 - Cas où un bref d'exécution peut être émis, c. 133, a. 436.
 - Copie du rôle de perception transmise par le shérif, c. 133, a. 449.
 - Cotisations spéciales pour le paiement des dettes, c. 133, a. 432.
 - Délais accordés par le tribunal, c. 133, a. 437.
 - Honoraires du shérif, c. 133, a. 452.
 - Honoraires et frais du shérif, c. 133, a. 441.
 - Mention au bref s'il s'agit de partie de municipalité, c. 133, a. 453.
 - Opposition des contribuables et autres, c. 133, a. 445.
 - Ordre du tribunal, c. 133, a. 451.
 - Perception de la cotisation, c. 133, a. 443.
 - Produit de la vente faite sur bref du shérif, c. 133, a. 444.
 - Recouvrement des arrérages, c. 133, a. 450.
 - Répartition et rôle spécial faits par le shérif, c. 133, a. 442.
 - Répartition pour paiement des dettes de municipalité divisée, c. 133, a. 433.
 - Rôle spécial et perception, c. 133, a. 435.
 - Saisie et vente des meubles, immeubles et créances d'une commission scolaire, c. 133, a. 454.
 - Second bref d'exécution, c. 133, a. 439.
 - Shérif doit se procurer rôle d'évaluation, c. 133, a. 440.
 - Signification d'un jugement à une corporation scolaire, c. 133, a. 434.
 - Titres de rachat et de vente, c. 133, a. 448.
 - Vente annoncée pour le même jour par shérif et secrétaire-trésorier du comté, c. 133, a. 447.
 - Vente des terrains par le shérif, c. 133, a. 446.
- Saisie des biens meubles**
 - Avis de la vente, c. 133, a. 406.
 - Exécution du mandat, c. 133, a. 405.
 - Mandat de saisie et vente, c. 133, a. 404.
 - Saisie et vente, c. 133, a. 403.
 - Si les portes sont fermées, c. 133, a. 407.
- Vente des immeubles**
 - Approbation des états, c. 133, a. 417.
 - État des taxes fait en novembre, c. 133, a. 416.
 - Paiement au secrétaire-trésorier scolaire du montant recouvré, c. 133, a. 420.
 - Procédure dans les cités et villes, c. 133, a. 421.
 - Retrait des immeubles vendus, c. 133, a. 419.
 - Transmission au conseil de comté, c. 133, a. 418.

Traitement des fonctionnaires. Évaluation

- Avantages pouvant faire partie du traitement, c. 133, a. 557.
- Évaluation des avantages, limitée, c. 133, a. 560.
- Évaluation des avantages par inspecteur d'écoles, c. 133, a. 558.
- Évaluation par inspecteurs d'écoles, c. 133, a. 556.
- Rapport des commissaires relatif aux fonctionnaires, c. 133, a. 559.

INSTRUCTION PUBLIQUE.—LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.(CHAP. 133)—*Suite***Visiteurs d'écoles**

Communication des règlements aux visiteurs, c. 133, a. 50.

Prêtres et ministres visiteurs, c. 133, a. 49.

Surintendant est visiteur, c. 133, a. 46.

Visites des écoles, c. 133, a. 47.

Visiteurs pour toute la province, c. 133, a. 48, § 1.

Visiteurs pour une municipalité, c. 133, a. 48, § 2.

INTERNEMENT DES ALIÉNÉS voir ASILES D'ALIÉNÉS**INTERNEMENT DES ENFANTS DANS ÉCOLES D'INDUSTRIE voir ÉCOLES D'INDUSTRIE****INTERPRÉTATION DES STATUTS voir STATUTS****IVROGNES, ASILE POUR LES—voir ASILES POUR LES IVROGNES****IVROGNES D'HABITUDE voir ASILES POUR LES IVROGNES****J****JEUNES DÉLINQUANTS, COUR DES—voir TRIBUNAUX JUDICIAIRES****JEUNES DÉLINQUANTS, PRISONS DE RÉFORME POUR LES—voir PRISONS DE RÉFORME POUR LES JEUNES DÉLINQUANTS****JEUX DE QUILLES voir LICENCES****JOURNAL D'AGRICULTURE voir CONSEIL D'AGRICULTURE****JOURNAUX ET AUTRES PUBLICATIONS.—LOI DES JOURNAUX ET AUTRES PUBLICATIONS. (CHAP. 172)****Déclaration requise**

Contenu de la déclaration, c. 172, a. 3.

Déclaration, comment faite et reçue, c. 172, a. 6.

Imprimeurs et éditeurs doivent faire déclaration, c. 172, a. 2.

Nombre de propriétaires excédant deux, c. 172, a. 4.

Renouvellement de déclaration au cas de changement, c. 172, a. 5.

Signature de déclaration, si intéressés n'excèdent pas quatre, c. 172, a. 7.

Dépôt de déclaration, sa valeur

Copie certifiée, son effet, c. 172, a. 10.

Délivrance de copies, honoraires, c. 172, a. 11.

Dépôt au greffe, effet, c. 172, a. 8.

Preuve d'achat non requise, c. 172, a. 9.

Pénalités

Noms et titres devant paraître dans le journal, c. 172, a. 13.

Publication sans déclaration, c. 172, a. 12.

Recouvrement des amendes, c. 172, a. 15.

Vente illégale en certains cas, c. 172, a. 14.

JUGES DE LA COUR DU BANC DU ROI *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

JUGES DE PAIX, LEURS PRIVILÈGES *voir* **PRIVILÈGES DES JUGES DE PAIX, MAGISTRATS ET OFFICIERS PUBLICS**

JUGES DE PAIX, TRIBUNAL DES—*voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

JUGES DE PAIX *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

JUIFS, INSTRUCTION PUBLIQUE DES—*voir* **INSTRUCTION PUBLIQUE**

JUIFS, TRAVAIL PAR LES—LE DIMANCHE *voir* **OBSERVANCE DU DIMANCHE**

JURÉS DANS ENQUÊTES DE CORONER *voir* **CORONERS**

JURÉS.—LOI DES JURÉS. (CHAP. 150)

Assignation des jurés

Assignation dans les affaires civiles

Code de procédure civile applicable, c. 150, a. 70.

Assignation dans les affaires criminelles

Assignation ordonnée par le tribunal, c. 150, a. 50.

Avis concernant demande d'exemption, c. 150, a. 61.

Certificats ou défaut d'assignation, c. 150, a. 58.

Date de l'assignation, procédures préliminaires, c. 150, a. 49.

Délai pour assigner les jurés, c. 150, a. 51.

Délais d'assignation, cas divers, c. 150, a. 59.

Devoirs du shérif, c. 150, a. 57.

Exemption spéciale par le juge, c. 150, a. 62.

Frais d'assignation, c. 150, a. 60.

Habilité du shérif, demande qui lui est faite, c. 150, a. 52.

Honoraires et déboursés, c. 150, a. 55.

Inhabilité du grand constable, effet, c. 150, a. 53.

Juré sert pour la durée du terme, c. 150, a. 69.

Jurés additionnels, dispositions applicables, c. 150, a. 64.

Mentions faites au tableau, c. 150, a. 65.

Mode de procéder, pouvoirs nécessaires, c. 150, a. 54.

Nombre des demandes d'exemption, effet, c. 150, a. 63.

Nouveau tableau, c. 150, a. 56.

Rapport des tableaux et des opérations du shérif, c. 150, a. 66.

Surplus de jurés, renvoi, c. 150, a. 67.

Tableaux supplémentaires, assignation, c. 150, a. 68.

Charge de juré. Personnes habiles, inhabiles ou exemptes

Personnes exemptes d'être grand ou petit juré

Exemptions légales ou spéciales, c. 150, a. 8.

Personnes habiles à être grands ou petits jurés

Liste des jurés, personnes inscrites, c. 150, a. 6.

Qualités requises, c. 150, a. 4.

Résidence dans rayon de 40 milles, exception, c. 150, a. 5.

Personnes inhabiles à être grands ou petits jurés

Cause d'incapacité, c. 150, a. 7.

JURÉS.—LOI DES JURÉS. (CHAP. 150)—*Suite***Dispositions déclaratoires et interprétatives**

Application de la loi, c. 150, a. 3.

Interprétation, c. 150, a. 2.

Indemnité des jurés

Frais des jurés libérés, c. 150, a. 71, § 3.

Frais de voyage et de pension, c. 150, a. 71, § 2.

Gaspé et Bonaventure, c. 150, a. 71, § 6.

Jurés exemptés, pas d'indemnité, c. 150, a. 71, § 5.

Montant accordé, c. 150, a. 71, § 1.

Païement, par qui fait, c. 150, a. 71, § 4.

Liste des jurés, confection et revision

Approbation de la liste et paiement des dépenses

Dépenses encourues, c. 150, a. 39.

Transmission au procureur général, c. 150, a. 38.

Confection de la liste

Accès à la liste, c. 150, a. 30.

Authenticité de la liste, c. 150, a. 28.

Date de la confection et renouvellement, c. 150, a. 25.

Dépôt de la liste, avis, c. 150, a. 29.

Examen par officier spécial, c. 150, a. 26.

Liste unique, c. 150, a. 24.

Mode de confection, c. 150, a. 27.

Greffiers et secrétaires-trésoriers, leurs devoirs

Attestation des documents, c. 150, a. 20.

Défaut d'agir, droits de l'officier spécial, c. 150, a. 22.

Défaut de rôle d'évaluation, c. 150, a. 23.

Doubles de l'extrait et de la liste supplémentaire, c. 150, a. 19.

Extrait du rôle d'évaluation, son contenu, c. 150, aa. 15, 16.

Honoraires payables, c. 150, a. 21.

Liste supplémentaire à fournir, c. 150, a. 17.

Renseignements exigés, c. 150, a. 18.

Officier spécial en charge de la liste

Confection de la liste, c. 150, a. 12.

Nomination et rémunération de l'officier et des assistants, c. 150, a. 9.

Obtention de renseignements, c. 150, a. 13.

Réception des serments, c. 150, a. 11.

Remplacement de l'officier, c. 150, a. 14.

Serment, c. 150, a. 10.

Revision de la liste

Avis des changements au protonotaire, c. 150, a. 34.

Date de la revision, c. 150, a. 31.

Mode de revision, c. 150, a. 32.

Noms ajoutés ou rayés, leurs numéros, c. 150, a. 33.

Noms rayés par officier spécial, avis, c. 150, a. 35.

Pouvoir du tribunal de faire corriger la liste, c. 150, a. 36.

Valeur des listes revisées, c. 150, a. 37.

Pénalités

Amendes pour infractions, c. 150, a. 72.

Attribution et recouvrement des amendes, c. 150, a. 75.

JURÉS.—LOI DES JURÉS. (CHAP. 150)—*Suite***Pénalités—*Suite***

- Dispositions incompatibles, c. 150, a. 77.
- Emprisonnement à défaut de paiement, c. 150, a. 76.
- Greffiers et secrétaires-trésoriers en défaut, c. 150, a. 74.
- Jurés refusant de comparaître, c. 150, a. 73.

Tableaux des jurés

- Communication du tableau, quand donnée, c. 150, a. 48.
- Formation varie suivant districts, c. 150, a. 41.
- Jurés ayant qualités spéciales, c. 150, a. 47.
- Jury mixte, assignation, c. 150, a. 46.
- Jurys mixtes en certains endroits, c. 150, a. 42.
- Mode de dresser tableau s'il y a pas jury mixte, c. 150, a. 43.
- Mode de dresser tableau s'il y a jury mixte, c. 150, a. 44.
- Nombre des grands et petits jurés, c. 150, a. 45.
- Shérif dresse le tableau, c. 150, a. 40.

**JURIDICTION CONCURRENTTE DES TRIBUNAUX SUR CERTAINS DISTRICTS
voir TRIBUNAUX JUDICIAIRES****JURIDICTION DES TRIBUNAUX *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES****JURY *voir* JURÉS****L****LAIT, PAIEMENT DU—DANS LES FABRIQUES DE PRODUITS LAITIERS *voir*
PAIEMENT DU LAIT ET DE LA CRÈME DANS LES FABRIQUES DE PRO-
DUITS LAITIERS****LAURENTIDES, PARC NATIONAL DES,—*voir* PARC NATIONAL DES LAU-
RENTIDES****LÉGISLATURE—LOI DE LA LÉGISLATURE. (CHAP. 3)****Assemblée législative****Démission des députés**

- Démission de vive voix, c. 3, a. 28.
- Démission écrite, c. 3, a. 30.
- Démission en l'absence de l'orateur, c. 3, a. 31.
- Démission non permise en certains cas, c. 3, a. 33.
- Effet de la démission, c. 3, a. 32.
- Mention au Journal d'une démission de vive voix, c. 3, a. 29.
- Orateur fait rapport d'une démission de vive voix au greffier de la couronne en chancellerie, c. 3, a. 29.

Durée d'une assemblée

- La durée d'une assemblée est de cinq années, c. 3, a. 38.

Éligibilité, incompatibilités, perte des droits politiques

- Conditions d'éligibilité, c. 3, a. 22.
- Conseiller législatif ne peut être élu, c. 3, a. 23.
- Député aux communes ne peut être élu, c. 3, a. 24.

LÉGISLATURE—LOI DE LA LÉGISLATURE, (CHAP. 3)—*Suite***Assemblée législative—*Suite*****Éligibilité, incompatibilités, perte des droits politiques—*Suite***

Incompatibilité avec candidature aux Communes et nomination au Sénat,
c. 3, a. 25.

Pénalités contre sénateur, etc., qui siège ou vote à l'Assemblée, etc., c. 3, a. 26.

Personnes privées de leurs droits politiques, c. 3, a. 27.

Sénateur ne peut être élu, c. 3, a. 24.

Matières de finance

Initiative en matières de finances appartient à l'Assemblée, c. 3, a. 39.

Recommandation préalable par le lieutenant-gouverneur, c. 3, a. 40.

Orateur

Absence de l'orateur, c. 3, a. 41.

Orateur suppléant, c. 3, a. 41.

Pouvoirs de l'orateur après la dissolution, c. 3, a. 42.

Traitement de l'orateur et de l'orateur suppléant, c. 3, a. 43.

Personnel de l'Assemblée

Destitution d'un officier, etc., c. 3, a. 51.

Enquête sur inconduite ou incompétence d'un officier, etc., c. 3, a. 51.

Prestation du serment d'allégeance, c. 3, a. 52.

Registre des serments, c. 3, a. 52.

Suspension d'un officier, etc., c. 3, a. 51.

Quorum

Quinze députés constituent un quorum, c. 3, a. 37.

Régie interne de l'Assemblée

Commission de régie interne, quorum, c. 3, a. 44.

Comptable de l'Assemblée, c. 3, a. 47.

Crédit dans une banque, c. 3, a. 48.

Décès du comptable de l'Assemblée, c. 3, a. 48.

État estimatif préparé par le greffier de l'Assemblée, c. 3, a. 45.

État estimatif préparé par le sergent d'armes, c. 3, a. 45.

Païement des sommes placées au crédit de la commission, c. 3, a. 47.

Pouvoirs des commissaires en cas de décès de l'orateur, c. 3, a. 50.

Remise du surplus du crédit au trésorier, c. 3, a. 49.

Sommes placées au crédit de la commission, c. 3, a. 46.

Représentation

Charlevoix-Saguenay, c. 3, a. 21.

Composition de l'Assemblée, c. 3, a. 19.

Nombre de députés, c. 3, a. 19.

Noms des districts électoraux, c. 3, a. 20.

Un député élu par district électoral, c. 3, a. 20.

Vacances

Effet d'une nouvelle élection au cas de la contestation de l'élection précédente, c. 3, a. 36.

Mandat de deux députés au cas d'absence de l'orateur, c. 3, a. 35.

Mandat et bref d'élection au cas de vacance, c. 3, a. 34.

Bibliothèque de la Législature

Devoirs du personnel, c. 3, a. 98.

Direction et contrôle de la bibliothèque, c. 3, a. 94.

Orateurs, leurs pouvoirs, c. 3, a. 95.

LÉGISLATURE—LOI DE LA LÉGISLATURE. (CHAP. 3)—*Suite***Bibliothèque de la Législature—*Suite***

- Personnel de la bibliothèque, c. 3, a. 96.
- Propriété des livres, c. 3, a. 93.
- Surnuméraires pendant les sessions, c. 3, a. 97.
- Traitements et dépenses incidentes, c. 3, a. 99.

Composition de la Législature

- Législature se compose du lieutenant-gouverneur et des deux Chambres, c. 3, a. 2.

Conseil législatif**Composition du Conseil législatif**

- Déclaration que doivent faire les conseillers, c. 3, a. 8.
- Domicile des conseillers, c. 3, a. 7.
- Nombre des conseillers, c. 3, a. 6.
- Nomination des conseillers, c. 3, a. 6.
- Situation des biens-fonds que doivent posséder les conseillers, c. 3, a. 7.

Officiers du Conseil législatif

- Absence du greffier, c. 3, a. 17.
- Assistant greffier, sa nomination, c. 3, a. 16.
- Destitution des officiers, c. 3, a. 18.
- Gentilhomme huissier de la verge noire, sa nomination, c. 3, a. 15.
- Greffier, sa nomination, c. 3, a. 15.

Orateur du Conseil législatif

- Absence de l'orateur à l'ouverture d'une séance, c. 3, a. 11.
- Absence prolongée de l'orateur, c. 3, a. 12.
- Nomination et révocation de l'orateur, c. 3, a. 9.
- Orateur peut être membre du Conseil exécutif, c. 3, a. 14.
- Remplacement de l'orateur pendant une séance, c. 3, a. 10.
- Traitement de l'orateur, c. 3, a. 13.

Convocation de la Législature

- Proclamation n'est nécessaire que si convocation est pour expédition des affaires, c. 3, a. 5.

Dissolution de la Législature

- N'a pas lieu par suite du décès du Souverain, c. 3, a. 4.

Immunités voir Privilèges, etc.**Impressions**

- Crédit dans une banque, c. 3, a. 92.
- Emploi des sommes votées, c. 3, a. 92.
- État estimatif des sommes à voter pour impressions, c. 3, a. 91.

Indemnité législative

- Ajournements, c. 3, a. 84.
- Bordereau des frais de déplacement, c. 3, a. 88.
- Bordereau des jours de présence, c. 3, a. 88.
- Chef de l'opposition reçoit une indemnité additionnelle, c. 3, a. 86.
- Déductions pour défaut de présence, c. 3, a. 84.

LÉGISLATURE—LOI DE LA LÉGISLATURE. (CHAP. 3)—*Suite***Indemnité législative—*Suite***

- Époque de paiement de l'indemnité, c. 3, a. 83.
- Frais de déplacement, c. 3, a. 87.
- Gestion des sommes affectées au paiement des indemnités, c. 3, a. 90.
- Indemnité additionnelle au chef de l'opposition, c. 3, a. 86.
- Indemnité des conseillers et députés, c. 3, a. 81.
- Maladie, c. 3, a. 84.
- Montant de l'indemnité, c. 3, a. 81.
- Nombre requis de présences, c. 3, a. 82.
- Paiement des indemnités et allocations, c. 3, a. 88.
- Partie de session donne droit à partie du traitement, c. 3, a. 85.
- Sommes affectées au paiement des indemnités, c. 3, a. 89.

Indépendance de la Législature

- Associé d'un conseiller ou député, c. 3, a. 76.
- Changement de ministère par un ministre, c. 3, a. 73.
- Chef de l'opposition peut recevoir traitement fixe, c. 3, a. 66.
- Conseiller devenu inhabile, c. 3, a. 74.
- Député devenu inhabile, c. 3, a. 72.
- Députés et conseillers peuvent recevoir traitement fixe, c. 3, a. 66.
- Élection d'une personne inéligible, c. 3, a. 71.
- Entrepreneurs publics ne peuvent être membres d'une Chambre, c. 3, a. 69.
- Fonctionnaires du gouvernement ne peuvent être membres d'une Chambre, c. 3, a. 65.
- Fonctionnaire d'un autre gouvernement provincial ne peut être membre d'une Chambre, c. 3, a. 68.
- Fonctionnaires fédéraux ne peuvent faire partie d'une Chambre, c. 3, a. 67.
- Ministres peuvent recevoir traitement fixé par la loi, c. 3, a. 66.
- Peines encourues par conseillers, c. 3, a. 78.
- Peines encourues par députés, c. 3, a. 77.
- Prescription des actions, c. 3, a. 70.
- Preuve des infractions, c. 3, a. 79.
- Punition des infractions, c. 3, a. 70.
- Récompenses à un conseiller ou député pour manière de voter, c. 3, a. 75.

Privilèges et immunités des deux Chambres

- Arrestation en matière civile et exemption d'arrestation, c. 3, a. 58.
- Assistance peut être requise pour l'exécution des mandats, c. 3, a. 55.
- Authenticité des exemplaires des journaux des Chambres, c. 3, a. 64.
- Enquête sur infractions, c. 3, a. 61.
- Exemption d'agir comme jurés, c. 3, a. 59.
- Exemption d'arrestation en matières civiles, c. 3, a. 58.
- Immunité de ceux qui publient des documents des Chambres, c. 3, a. 62.
- Immunité de ceux qui publient des extraits des documents des Chambres, c. 3, a. 63.
- Immunité des personnes agissant sous l'autorité d'une Chambre, c. 3, a. 54.
- Infractions aux privilèges des membres d'une Chambre, c. 3, a. 56.
- Liberté de parole, c. 3, a. 57.
- Punition des infractions, c. 3, a. 60.
- Témoins peuvent être assignés, c. 3, a. 53.
- Violation de la liberté de parole, c. 3, a. 57.

LÉGISLATURE—LOI DE LA LÉGISLATURE. (CHAP. 3)—*Suite***Prorogation de la Législature**

Lieutenant-gouverneur, lorsqu'il proroge Législature, n'est pas tenu de fixer jour auquel elle est prorogée, c. 3, a. 5.

Renouvellement de la Législature

Chaque élection générale constitue nouvelle Législature, c. 3, a. 3.

Témoins devant les comités

Interrogatoire des témoins et serment qu'ils doivent prêter, c. 3, a. 80.

LETTRES PATENTES POUR OCTROI OU VENTE DE TERRES PUBLIQUES
voir **ADMINISTRATION ET VENTE DES TERRES PUBLIQUES PROPRES**
À LA CULTURE

LIBERTÉ DES CULTES ET BON ORDRE DANS LES ÉGLISES.—LOI DE LA
LIBERTÉ DES CULTES ET DU BON ORDRE DANS LES ÉGLISES.
(CHAP. 198)

Bon ordre dans les églises et les alentours

Arrestations pour inconvenance, c. 198, a. 5.

"Église", définition, c. 198, a. 3.

Maintien de l'ordre par les marguilliers, c. 198, a. 4.

Officiers de paix, leurs pouvoirs, c. 198, a. 7.

Troubler la paix près des églises, c. 198, a. 6.

Liberté des cultes

Liberté des cultes, garantie par la loi, c. 198, a. 2.

Pénalités, prélèvement des amendes et poursuites

Constables pour assister les marguilliers, c. 198, a. 10.

Délai pour intenter actions, c. 198, a. 12.

Infraction punie une seule fois, c. 198, a. 14.

Personnes s'amusant ou buvant pendant le service divin, c. 198, a. 8.

Plaidoyer par les marguilliers, c. 198, a. 13.

Prélèvement des amendes, leur emploi, c. 198, a. 11.

Vitesse en voiture ou à cheval près d'une église, c. 198, a. 9.

LICENCE POUR TENIR ASILE POUR LES IVROGNES *voir* **ASILES POUR LES**
IVROGNES

LICENCE POUR TENIR ASILE PRIVÉ D'ALIÉNÉS *voir* **ASILES D'ALIÉNÉS**

LICENCE POUR VENTE DE GAZOLINE *voir* **GAZOLINE**

LICENCES D'AGENTS D'ASSURANCE *voir* **COMPAGNIES D'ASSURANCE,**
SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, ETC.

LICENCES D'AUTOMOBILES *voir* **VÉHICULES AUTOMOBILES**

LICENCES DE COLPORTEURS *voir* **COLPORTEURS et LICENCES**

LICENCES D'ÉLECTRICIEN *voir* **PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS CON-**
TRE LES INCENDIES

LICENCES DE MARIAGE.—LOI DES LICENCES DE MARIAGE. (CHAP. 203)

- Émission, signature et validité des licences, c. 203, a. 2.
- Honoraires exigibles, c. 203, a. 5.
- Immunité du ministre, c. 203, a. 7.
- Mise à exécution de la loi, c. 203, a. 8.
- Par qui et à qui fournies, c. 203, a. 4.
- Seule licence requise, c. 203, a. 3.
- Sommes payées, application, c. 203, a. 6.

LICENCES DE MÉCANICIENS DE MACHINES FIXES voir MÉCANICIENS DE MACHINES FIXES**LICENCES DES SOCIÉTÉS POUR PROTECTION DES ENFANTS IMMIGRANTS
voir ENFANTS IMMIGRANTS****LICENCES.—LOI DES LICENCES. (CHAP. 25)****Amendes**

- Distribution des amendes, c. 25, a. 175.
- Distribution est faite par percepteur, c. 25, s. 176.
- Pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 25, a. 177.
- Remise d'amendes, c. 25, s. 177.
- Suspension de procédures, c. 25, a. 177.

Buanderies publiques

- Définition des mots: "buanderie publique", c. 25, a. 89.
- Infractions et pénalités, c. 25, a. 91.
- Licence nécessaire pour buanderie publique, c. 25, a. 90.
- Tarif des droits, c. 25, a. 90.

Bureaux de placement

- Infractions et peines, c. 25, a. 123.
- Tarif des droits, c. 25, a. 123.

Bureaux de prêts

- Discretion du trésorier sur octroi de licences, c. 25, a. 97.
- Infractions et peines, c. 25, a. 98.
- Licence nécessaire pour bureaux de prêts, c. 25, a. 96.
- Prohibitions de certaines transactions, c. 25, a. 97.
- Tarif des droits, c. 25, a. 96.

Certiorari et prohibition

- Cas où il y a lieu à certiorari, c. 25, a. 174.
- Délais pour émission des brefs, c. 25, a. 174.
- Dépôts requis, c. 25, a. 174.

Colporteurs

- Arrestation sans mandat en certains cas, c. 25, a. 81.
- Définition du mot: "colporteur", c. 25, a. 75.
- Infractions et peines, c. 25, a. 79.
- Licence nécessaire pour colporteur, c. 25, a. 76.
- Licence pas nécessaire en certains cas, c. 25, a. 82.
- Licence pour véhicule de colporteur, c. 25, a. 77.

LICENCES.—LOI DES LICENCES. (CHAP. 25)—*Suite***Colporteurs—*Suite***

- Photographie sur licences de colporteur, c. 25, a. 76.
- Saisie et vente des véhicules, etc., au cas d'infractions, c. 25, a. 83.
- Tarif des droits, c. 25, a. 78.

Commerce et possession de la poudre

- Définition du mot: "poudre", c. 25, a. 99.
- Enseigne des vendeurs de poudre, c. 25, 102.
- Infractions et peines, c. 25, a. 103.
- Licence nécessaire pour vente de poudre, c. 25, a. 100.
- Poudrières et magasins de Sa Majesté, c. 25, a. 105.
- Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 25, a. 104.
- Restrictions au droit de garder de la poudre pour usage personnel, c. 25, a. 101.
- Tarif des droits, c. 25, a. 100.

Courtiers

- Enregistrement des courtiers de la province, c. 25, a. 94.
- Licence d'agent de courtier étranger, c. 25, a. 92.
- Licence temporaire de courtier étranger, c. 25, a. 94.
- Peines contre agent de courtier étranger non licencié, c. 25, a. 93.
- Peines contre courtiers non licenciés, c. 25, a. 95.

Dépens

- Frais de voyage du percepteur, c. 25, a. 163.
- Frais des dépositions, c. 25, a. 165.
- Modification du tarif des frais de voyage du percepteur, c. 25, a. 164.
- Paiement discrétionnaire, c. 25, a. 162.
- Pas de frais contre percepteur, c. 25, a. 162.
- Tarif des honoraires, c. 25, a. 161.

Distributeurs automatiques

- Définition des mots: "distributeurs automatique", c. 25, a. 118.
- Infractions et peines, c. 25, a. 121.
- Licence nécessaire pour distributeur automatique, c. 25, a. 119.
- Licence n'est pas une autorité d'agir contre toute autre loi, c. 25, a. 122.
- Plaque à apposer sur l'appareil, c. 25, a. 120.

Encanteurs

- Biens qui ne peuvent être vendus que par des encanteurs licenciés, c. 25, a. 67.
- Droits sur les ventes à l'enchère, c. 25, a. 68.
- Droits sur ventes faites par personne non licenciée, c. 25, a. 70.
- Durée de la licence, c. 25, a. 65.
- Époques du paiement des droits par encanteur licencié, c. 25, a. 71.
- Infractions et peines, c. 25, a. 72.
- Licence nécessaire pour encanteurs, c. 25, a. 65.
- Licence nécessaire pour assistant encanteur, c. 25, a. 65.
- Police d'assurance garantie, c. 25, a. 65.
- Preuve contre encanteur non licencié, c. 25, a. 74.
- Recouvrement des droits, c. 25, a. 73.
- Révocation de la licence, c. 25, a. 73.
- Tarif des droits pour licences, c. 25, a. 66.
- Tarif des droits sur ventes à l'enchère, c. 25, a. 69.

LICENCES.—LOI DES LICENCES. (CHAP. 25)—Suite**Exécution des jugements**

- Cas d'une femme mariée, c. 25, a. 172.
- Cas d'un membre d'une société, c. 25, a. 173.
- Contrainte par corps, c. 25, a. 170.
- Défaut de forme n'affecte pas le jugement, c. 25, a. 167.
- Droit d'option du poursuivant, c. 25, a. 166.
- Exécution du jugement, c. 25, a. 169.
- Paiement partiel n'affecte pas le jugement, c. 25, a. 167.
- Peines contre qui aide à éviter l'arrestation, c. 25, a. 168.
- Terme de la détention, c. 25, a. 171.

Hôtels, restaurants, maisons de logement

- Admission des voyageurs dans les hôtels, c. 25, a. 32.
- Admission des voyageurs dans les restaurants, c. 25, a. 33.
- Base de l'évaluation, c. 25, a. 25.
- Certificat d'évaluation doit être produit avec demande de licence, c. 25, a. 24.
- Conditions de l'émission des licences, c. 25, a. 21.
- Définition des mots: "hôtel", "restaurant", "maison de logement", "voyageur", c. 25, a. 19.
- Demande de licence, son contenu, c. 25, a. 23.
- Hôtels dans villes et cités doivent remplir certaines conditions, c. 25, a. 31.
- Hôtels de campagne doivent avoir comestibles pour voyageurs et chevaux, c. 25, a. 30.
- Hôtels de campagne doivent avoir nombre minimum de chambres à coucher, c. 25, a. 29.
- Évaluation par le percepteur, c. 25, a. 24.
- Exemption d'impôts municipaux, c. 25, a. 34.
- Licences requises, c. 25, a. 20.
- Nombre minimum de chambres à coucher dans hôtels de campagne, c. 25, a. 29.
- Peines contre qui fait croire qu'il a une licence, c. 25, a. 27.
- Peines pour tenir hôtel, etc., sans licence, c. 25, a. 26.
- Permission de loger sans licence voyageurs en certains cas, c. 25, a. 28.
- Tarif des droits, c. 25, a. 22.

Jeux de quilles voir Tables de billard et jeux de quilles**Jugements**

- Application des jugements, c. 25, a. 160.
- Avis de la condamnation au trésorier de la province, c. 25, a. 159.
- Désaccord entre deux juges de paix, c. 25, a. 154.
- Emprisonnement, c. 25, a. 157.
- Emprisonnement faute de paiement, c. 25, a. 155.
- Enregistrement de jugement à défaut de prononcé, c. 25, a. 158.
- Prononcé du jugement, c. 25, a. 153.
- Récidive, c. 25, a. 156.

Licences

- Affichage des licences, c. 25, a. 10.
- Annulation de licences, c. 25, a. 9.
- Défaut d'afficher la licence, c. 25, a. 10.
- Définition du mot: "personne", c. 25, a. 18.
- Droits payables pour licences, c. 25, a. 8.

LICENCES.—LOI DES LICENCES. (CHAP. 25)—Suite**Licences—Suite**

- Durée des licences, c. 25, a. 4.
- Exécution de jugements contre des corporations, c. 25, a. 11.
- Expiration des licences, c. 25, a. 4.
- Forme et signature des licences, c. 25, a. 3.
- Licence pour partie d'une année, c. 25, a. 5.
- Octroi des licences, c. 25, a. 2.
- Permis doubles en certains cas, c. 25, a. 15.
- Peines pour infractions, c. 25, a. 14.
- Percepteurs adjoints, leurs pouvoirs, c. 25, a. 17.
- Privilège de la couronne pour obtenir paiement c. 25, a. 16.
- Recherches des infractions, c. 25, a. 13.
- Suspension de licences, c. 25, a. 9.
- Transfert des licences c. 25, a. 7.
- Validité des licences, c. 25, a. 6.
- Visite des établissements sans licence, c. 25, a. 12.

Lieux d'amusement

- Définition des mots: "lieu d'amusement", "personne faisant le commerce d'échange de films", "exhibiteur ambulant", c. 25, a. 35.
- "Licences annuelles" et "licences au jour" pour fins d'amusements, c. 25, a. 36.
- Licence pour cirque, c. 25, a. 40.
- Licence requise pour échange de films, c. 25, a. 38.
- Licence requise pour exhibiteurs ambulants, c. 25, a. 39.
- Licence requise pour lieux d'amusements, c. 25, a. 37.
- Peines pour exploiter cirque sans licence, c. 25, a. 42.
- Peines pour exploiter cirque sans licence, saisie et vente des animaux, c. 25, a. 43.
- Peines pour exploiter lieux d'amusements, sans licence, c. 25, a. 44.
- Présentation de la licence sur demande, c. 25, a. 41.
- Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 25, a. 45.
- Tarif des droits, c. 25, a. 37.

Perception des poursuites

- Actions contre percepteur, c. 25, a. 179.
- Délais de prescription des poursuites, c. 25, a. 178.

Poudre voir Commerce et possession de la poudre**Poursuites**

- Amendement de la déclaration, etc., c. 25, a. 141.
- Assignation des témoins, c. 25, a. 144.
- Audition des poursuites, c. 25, a. 136.
- Certificat du percepteur fait preuve de l'émission de la licence, c. 25, a. 151.
- Défendeur témoin compétent, c. 25, a. 148.
- Défense générale du percepteur, c. 25, a. 180.
- Dépositions peuvent être prises par écrit, c. 25, a. 146.
- Dépôt pour garantir les frais de poursuite, c. 25, a. 126.
- Dispositions applicables, c. 25, a. 134 et 135.
- Dommages nominaux en certains cas, c. 25, a. 181.
- Endroit de la poursuite, c. 25, a. 128.
- Faits qu'il n'est pas nécessaire d'alléguer, c. 25, a. 139.

LICENCES.—LOI DES LICENCES. (CHAP. 25)—*Suite***Poursuites—*Suite***

- Formules, c. 25, a. 183.
- Paiement des frais en cas de remise de la cause, c. 25, a. 142.
- Peines contre personne qui refuse de comparaître ou de répondre, c. 25, a. 145.
- Percepteur doit poursuivre infractions, c. 25, a. 125.
- Plusieurs infractions par même personne, c. 25, a. 140.
- Poursuites pour infractions intentées au nom du percepteur, c. 25, a. 124.
- Preuve de la date de l'infraction, c. 25, a. 149.
- Preuve de la nomination du percepteur, c. 25, a. 138.
- Preuve de l'émission d'une licence, c. 25, a. 151.
- Preuve des significations, c. 25, a. 132.
- Preuve du nom du défendeur, c. 25, a. 150.
- Preuve du paiement du droit de licence, c. 25, a. 152.
- Procédures assimilées à celles entre locateurs et locataires, c. 25, arts 131 et 133.
- Protection des témoins, c. 25, a. 147.
- Recouvrement des amendes, c. 25, a. 127.
- Responsabilité du mari de la femme qui a commis une infraction, c. 25, a. 143.
- Signature des plaintes, c. 25, a. 137.
- Tableaux des poursuites doit être transmis au trésorier de la province, c. 25, a. 182.
- Témoins doivent répondre, c. 25, a. 147.
- Tribunal compétent, c. 25, a. 130.
- Verchères fait partie de Montréal, pour les fins de la présente loi, c. 25, a. 129.

Prêteurs sur gages

- Définition des mots: "prêter sur gages", "prêteur", "emprunteur", "commerce de prêteur sur gages", c. 25, a. 106.
- Infractions et peines, c. 25, a. 108.
- Licence nécessaire pour commerce de prêteur sur gages, c. 25, a. 107.
- Memorandum peut être signé par prêteur avant remise des objets en gage, c. 25, a. 109.
- Mise en gage de certains effets de manufacture, etc., c. 25, a. 112.
- Objets d'autrui déposés en gage, c. 25, a. 111.
- Preuve de la propriété des effets mis en gage, c. 25, a. 113.
- Recours de l'emprunteur, c. 25, a. 110.
- Tarif des droits, c. 25, a. 107.
- Vente à réméré assimilée à prêt, c. 25, a. 106.

Réunions de courses

- Appareils requis pour paris, leur enregistrement et leur examen, c. 25, a. 51.
- Avis des réunions de courses au trésorier, c. 25, a. 52.
- Changement de la date des réunions de courses, c. 25, a. 54.
- Conditions de la licence, c. 25, a. 47.
- Définition des mots: "hippodrome", "rond de courses", c. 25, a. 64.
- Droits d'entrée, c. 25, a. 48.
- Droits sur les paris mutuels, c. 25, a. 49.
- Droits sur paris non mutuels, c. 25, a. 50.
- Émission de licence ne doit pas être interprétée comme contredisant **Code criminel**, c. 25, a. 60.
- Époques des réunions de courses, c. 25, a. 53.
- Exemption d'impôt municipal, c. 25, a. 63.

LICENCES.—LOI DES LICENCES. (CHAP. 25)—*Suite***Réunions de courses—*Suite***

- Licence nécessaire pour hippodrome ou réunion de courses, c. 25, a. 47.
- Licence pas nécessaire pour certaines courses, c. 25, a. 61.
- Paris mutuels, leur enregistrement, c. 25, z. 55.
- Peines pour exploitation d'un rond de course sans licence, c. 25, a. 58.
- Privilège de la couronne pour obtenir paiement des droits, c. 25, a. 59.
- Rapport du licencié au percepteur, c. 25, a. 57.
- Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 25, a. 62.
- Ronds de course, leur classification, c. 25, a. 56.
- Tarif des honoraires, c. 25, a. 47.

Tables de billards et jeux de quilles

- Autorisation municipale nécessaire, c. 25, a. 85.
- Définition des mots: "table de billard", c. 25, a. 83.
- Infractions et peines, c. 25, a. 88.
- Licence nécessaire pour table de billard et jeu de quilles, c. 25, a. 86.
- Peines pour exploitation sans licence, c. 25, a. 87.
- Profit, ce qui le constitue, c. 25, a. 84.
- Tarif des droits, c. 25, a. 86.

Traversiers

- Droits déterminés par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 25, a. 115.
- Endroits où la licence n'est pas requise, c. 25, a. 116.
- Exemption de certains vaisseaux, c. 25, a. 117.
- Licence nécessaire pour traversiers, c. 25, a. 114.
- Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 25, a. 115.

LIEU DE LA TENUE DE LA COUR, SON CHANGEMENT *voir* MATIÈRES SPÉCIALES RELATIVES A LA PROCÉDURE**LIEUX D'AMUSEMENT *voir* LICENCES****LIEUX D'AMUSEMENT, DROIT D'ENTRÉE DANS—*voir* DIVERTISSEMENTS****LIMITES DE LA PROVINCE *voir* DIVISION TERRITORIALE****LIQUEURS ALCOOLIQUES DANS LES PRISONS *voir* PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS****LIQUEURS ALCOOLIQUES, LEUR POSSESSION ET TRANSPORT *voir* POSSESSION ET TRANSPORT DE LIQUEURS ALCOOLIQUES****LIQUEURS ALCOOLIQUES, LEUR VENTE PRÈS DES TRAVAUX PUBLICS
voir VENTE DE LIQUEURS ALCOOLIQUES PRÈS DES TRAVAUX PUBLICS****LIQUEURS ALCOOLIQUES.—LOI DES LIQUEURS ALCOOLIQUES. (CHAP. 37)****Amendes infligées**

- A qui l'amende est payée, c. 37, a. 140.
- Attribution des amendes au cas de poursuite par corporation municipale, c. 37, a. 142.

LIQUEURS ALCOOLIKES.—LOI DES LIQUEURS ALCOOLIKES.
(CHAP. 37)—*Suite*

Amendes infligées—*Suite*

Remise des amendes, c. 37, a. 143.

Remise des amendes à la commission, c. 37, a. 141.

Application de la loi

A quels territoires s'applique la loi, c. 37, a. 2.

Commission des liqueurs

Bureau principal, c. 37, a. 8.

Cautionnement des employés, c. 37, a. 11.

Commandes de liqueurs par la commission, c. 37, a. 17.

Contrôle des opérations, c. 37, a. 20.

Création de la commission, c. 37, a. 5.

Défense d'avoir des intérêts dans le commerce, etc., de l'alcool, etc., c. 37, a. 14.

Emprunts de la commission, c. 37, a. 18.

Fonctions, devoirs et pouvoirs de la commission, c. 37, a. 9.

Magasins et entrepôts, c. 37, a. 21.

Nombre des membres, c. 37, a. 5.

Nomination des membres et de l'avocat, c. 37, a. 6.

Poursuites contre commissaires, et contre commission, c. 37, a. 12.

Poursuites contre employés, c. 37, a. 13.

Propriété des biens de la commission, c. 37, a. 19.

Quorum des assemblées, c. 37, a. 8.

Reddition des comptes au trésorier de la province, c. 37, a. 20.

Règlements de la commission, c. 37, a. 16.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 37, a. 15.

Remise de l'argent au trésorier de la province, c. 37, a. 19.

Serment d'office des commissaires et employés, c. 37, a. 10.

Succursales, c. 37, a. 21.

Vacance dans la commission, c. 37, a. 7.

Définition des mots

"Alcool", c. 37, a. 3, § 1°.

"Bières", c. 37, a. 3, § 4°.

"Bouteille", c. 37, a. 3, § 15°.

"Club", c. 37, a. 3, § 7°.

"Colportage", c. 37, a. 3, § 16°.

"Colporter", c. 37, a. 3, § 16°.

"Commission", c. 37, a. 3, § 10°.

"Établissement", c. 37, a. 3, § 17°.

"Hôtel", c. 37, a. 3, § 20°.

"Liqueurs alcooliques", c. 37, a. 3, § 5°.

"Liqueurs enivrantes", c. 37, a. 147.

"Loi des licences de Québec", c. 37, a. 147.

"Maison de désordre", c. 37, a. 3, § 22°.

"Membre d'un club", c. 37, a. 3, § 8°.

"Montant brut de son achat", c. 37, a. 3, § 24°.

"Personne", c. 37, a. 3, § 12°.

"Population", c. 37, a. 3, § 23°.

LIQUEURS ALCOOLIKES.—LOI DES LIQUEURS ALCOOLIKES.
(CHAP. 37)—*Suite*

Définition des mots—*Suite*

- "Quiconque", c. 37, a. 3, § 13°.
- "Repas", c. 37, a. 3, § 6°.
- "Résidence", c. 37, a. 8, § 14°.
- "Restaurant", c. 37, a. 3, § 19°.
- "Spiritueux", c. 37, a. 3, § 2°.
- "Taverne", c. 37, a. 8, § 9°.
- "Véhicule", c. 37, a. 3, § 21°.
- "Vendre", c. 37, a. 3, § 11°.
- "Vente", c. 37, a. 3, § 11°.
- "Vins", c. 37, a. 3, § 3°.
- "Voyageur", c. 37, a. 3, § 18°.

Infractions et peines

- Action en dommage par femme mariée, c. 37, a. 65.
- Amende au lieu de l'emprisonnement, c. 37, a. 57.
- Défaut de faire rapport requis, c. 37, a. 59.
- Devoirs du tribunal saisi d'une poursuite pour infraction, c. 37, a. 68.
- Durée d'action pour prix de liqueurs, c. 37, a. 70.
- Entraver un officier dans l'exécution de ses devoirs, c. 37, a. 58.
- Immunité des officiers de la commission, c. 37, a. 66.
- Infractions et peines, c. 37, arts 54, 55, 56.
- Infractions subséquentes, c. 37, a. 67.
- Négligence de faire un rapport requis, c. 37, a. 59.
- Nullité de certains paiements, c. 37, a. 69.
- Preuve de l'âge de l'acheteur, c. 37, a. 61.
- Répétition de certains paiements, c. 37, a. 69.
- Responsabilité en cas de mort ou de suicide par suite d'ivresse, c. 37, arts 63, 64.
- Restitution du prix de vente de liqueurs alcooliques, c. 37, a. 60.
- Vente à personne à qui vente n'est pas permise, c. 37, a. 62.

Livraison de liqueurs

- Ce qui constitue une livraison, c. 37, a. 4.

Poursuites

Dépens

- Dépenses du percepteur ou d'un officier assigné comme témoin, c. 37, a. 127.
- Frais des dépositions, c. 37, a. 128.
- Paiement des frais par la commission, c. 37, a. 126.
- Tarif des honoraires, c. 37, a. 125.

Exécution du jugement

- Computation du terme d'emprisonnement, c. 37, a. 134.
- Contrainte par corps accordée en certains cas, c. 37, a. 133.
- Défaut de forme dans mandat d'emprisonnement, c. 37, a. 130.
- Délai d'exécution du jugement, c. 37, a. 132.
- Délai pour le paiement de l'amende en certains cas, c. 37, a. 136.
- Demande de libération doit être signifiée au poursuivant, c. 37, a. 130.
- Entraves à l'exécution d'un mandat d'emprisonnement, c. 37, a. 131.
- Option du poursuivant au cas de défaut de paiement de l'amende et des frais, c. 37, a. 129.

LIQUEURS ALCOOLIQUES. — LOI DES LIQUEURS ALCOOLIQUES.
(CHAP. 37)—*Suite*

Poursuites—*Suite*

Exécution du jugement—*Suite*

- Païement partiel n'affecte pas jugement, c. 37, a. 130.
- Saisie au cas de condamnation d'une femme mariée, c. 37, a. 137.
- Saisie au cas de condamnation d'un sociétaire, c. 37, a. 138.
- Saisie de l'ameublement, etc., d'un bateau ou wagon, c. 37, a. 135.
- Terme d'emprisonnement, comment il est computé, c. 37, a. 134.

Jugement

- Application du jugement aux seules infractions alléguées dans la plainte, c. 37, a. 124.
- Désaccord des juges de paix, c. 37, a. 118.
- Dispositif nécessaire dans le jugement, c. 37, a. 121.
- Emprisonnement pour défaut de payer l'amende, c. 37, a. 119.
- Enregistrement et notification du jugement, c. 37, a. 122.
- Jugement peut être prononcé par l'un des juges de paix qui a entendu cause, c. 37, a. 117.
- Notification à la commission de toute condamnation, c. 37, a. 123.
- Nouvelle action au cas de désaccord entre juges, c. 37, a. 118.
- Peine en cas de récidive, c. 37, a. 120.
- Prononcé du jugement en cas d'incapacité du juge, c. 37, a. 122.

Procédures avant jugement

- Actions intentées au nom de la commission, c. 37, a. 79.
- Ajournements des causes, c. 37, a. 91.
- Amendement de la déclaration sans frais, c. 37, a. 103.
- Analyse de liqueurs et frais d'icelle, c. 37, a. 116.
- Assignation des témoins, c. 37, a. 106.
- Choix de l'accusation donné à la commission, c. 37, a. 100.
- Code de procédure civile règle les procédures devant Cour de circuit ou de magistrat, c. 37, a. 87.
- Code de procédure civile s'applique en certains cas, c. 37, a. 92.
- Commission doit poursuivre infractions sur demandé du conseil municipal, c. 37, a. 82.
- Conseil municipal doit poursuivre infractions à loi de prohibition, c. 37, a. 82.
- Contenu de la déclaration, c. 37, a. 97.
- Cumul d'actions, c. 37, a. 102.
- Date de l'infraction, c. 37, a. 111, 112.
- Défaut de comparaître comme témoin, c. 37, a. 107.
- Défaut de prêter serment ou de répondre, c. 37, a. 107.
- Dépositions des témoins, c. 37, a. 108.
- Dépôt peut parfois être exigé, c. 37, a. 81.
- Double peine pour vente de liqueurs de mauvaise qualité, c. 37, a. 101.
- Frais de remise de cause, c. 37, a. 104.
- Lieu d'introduction de l'action, c. 37, a. 84.
- Loi des convictions sommaires s'applique, c. 37, a. 91.
- Mandat émis sans plainte assermentée, c. 37, a. 93.
- Mari responsable en cas d'infraction par la femme, c. 37, a. 105.
- Nom et identité du défendeur, c. 37, a. 113.
- Personne responsables des peines encourues à raison d'infractions, c. 37, a. 98.

LIQUEURS ALCOOLIQUES. — LOI DES LIQUEURS ALCOOLIQUES.(CHAP. 37)—*Suite***Poursuites—*Suite*****Procédures avant jugement—*Suite***

Poursuite par commission annule poursuite par corporation municipale en certains cas, c. 37, a. 95.

Présomption de paiement du droit exigible, c. 37, a. 115.

Présomption résultant de la consommation de liqueurs, c. 37, a. 99.

Preuve de la date de l'infraction, c. 37, arts 111, 112.

Preuve de la qualité d'une personne qui signe un document ou procédure, c. 37, a. 96.

Preuve de la signification, c. 37, a. 89.

Preuve de l'existence d'un permis, c. 37, a. 114.

Preuve des faits mentionnés dans certificat d'analyse, c. 37, a. 116.

Preuve des quantités et espèces de liqueurs vendues, c. 37, a. 110.

Preuve de vente faite en contravention avec la loi, c. 37, a. 99.

Preuve du nom et de l'identité du défendeur, c. 37, a. 113.

Procédure dans Cour de circuit ou de magistrat, c. 37, a. 90.

Quand une action peut être intentée, c. 37, a. 80.

Questions permises et non permises, c. 37, a. 109.

Règles à suivre pour recouvrer amendes, etc., c. 37, a. 83.

Signature de la plainte, c. 37, a. 94.

Signature du mandat, etc par un seul juge de paix, c. 37, a. 86.

Signification de l'assignation, c. 37, a. 88.

Tribunal compétent, c. 37, a. 86.

Verchères fait partie du district de Montréal, c. 37, a. 85.

Prescriptions

Délai de prescription des actions, c. 37, a. 144.

Délai pour confiscation des liqueurs saisies, c. 37, a. 144.

Prise de possession par commission des liqueurs alcooliques

Licenciés au 21 mars, 1922, doivent remettre liqueurs à la commission, c. 37, a. 146.

Recours

Appel n'existe pas excepté en certains cas, c. 37, a. 139.

Brefs de quo warranto, mandamus, injonction, certiorari et prohibition ne peuvent être émis, c. 37, a. 139.

Procédures en appel, c. 37, a. 139.

Requête en appel, c. 37, a. 139.

Saisie et confiscation des liqueurs

Confiscation des liqueurs saisies, c. 37, a. 78.

Examen du contenu des récipients, et saisie, c. 37, a. 72.

Liqueurs dans une maison de désordre, c. 37, a. 75.

Liqueurs expédiées dans endroit de prohibition, c. 37, a. 74.

Liqueurs vendues ou gardées en contravention avec la loi c. 37, a. 76.

Recherches et saisies, c. 37, a. 71.

Véhicules dans lesquels sont saisies des liqueurs, c. 37, a. 77.

Visite des bateaux, véhicules, etc., et saisie, c. 37, a. 73.

LIQUEURS ALCOOLIKES.—LOI DES LIQUEURS ALCOOLIKES.**(CHAP. 37).—Suite****Taxes imposées par corporations municipales**

Corporations municipales peuvent prélever une certaine taxe des permissionnaires, c. 37, a. 145.

Vente et livraison des liqueurs alcooliques

Alcools pour fins médicales et alcools et vins fabriqués dans la province

Achat de liqueurs alcooliques pour fins médicales et pharmaceutiques, c. 37, a. 48.

Analyse des médicaments brevetés, c. 37, a. 53.

Fabrication, possession, vente et livraison par un distillateur autorisé, c. 37, a. 49.

Produit contenant alcool et servant comme breuvage, c. 37, a. 52.

Vente de breuvage contenant de l'alcool, c. 37, a. 52.

Vente de médecine brevetée, c. 37, a. 51.

Vente de produits contenant de l'alcool, c. 37, a. 51.

Vente par distillateurs aux commerçants, c. 37, a. 50.

Débit des liqueurs

Débit des liqueurs en bouteille, c. 37, a. 41.

Droit de la commission de refuser de vendre, c. 37, a. 44.

Endroits où peuvent être gardées liqueurs alcooliques, c. 37, a. 45.

Étiquetage des bouteilles, c. 37, a. 41.

Jours, etc., pendant lesquels la vente est défendue, c. 37, a. 42.

Mélange des liqueurs, c. 37, a. 41.

Mode de transport des bières, c. 37, a. 46.

Personnes auxquelles il est défendu de vendre des liqueurs alcooliques, c. 37, a. 43.

Saisie et confiscation des liqueurs gardées ou transportées illégalement, c. 37, a. 47.

Vins pour fins religieuses, c. 37, a. 44.

Droits payables sur l'octroi des permis

Application des droits payés pour demande de permis, c. 37, a. 38.

Droit partiel pour permis octroyé après le 1er mai, c. 37, a. 39.

Remise des droits en certains cas, c. 37, a. 40.

Tarif des droits sur demande de permis, c. 37, a. 37.

Tarif des droits sur octroi de permis, c. 37, a. 37.

Valeur annuelle, manière de l'établir, c. 37, a. 38.

Permis de vente

Aménagement des tavernes, c. 37, a. 33.

Annulation des permis, c. 37, a. 35.

Demande de permis, c. 37, a. 32.

Droit de refuser permis, c. 37, a. 34.

Expiration des permis, c. 37, a. 35.

Obligation de refuser permis, c. 37, a. 34.

Octroi de permis, c. 37, a. 32.

Rapports par marchands de bières, c. 37, a. 33.

Transport d'un permis, c. 37, a. 36.

Personnes qui peuvent vendre et livrer des liqueurs et à quelles conditions

Défense de vendre ou livrer, c. 37, a. 22.

Droit payable sur l'achat des bières, c. 37, a. 29.

Examen des livres des brasseurs, c. 37, a. 28.

Mode de livraison par la commission, c. 37, a. 24.

LIQUEURS ALCOOLIQUES.—LOI DES LIQUEURS ALCOOLIQUES.(CHAP. 37)—*Suite***Vente et livraison des liqueurs alcooliques—*Suite***Personnes qui peuvent vendre et livrer des liqueurs et à quelles conditions—*Suite*

Mode de vente par la commission, c. 37, a. 23.

Permis à un club, c. 37, a. 31.

Personnes autorisées à vendre liqueurs alcooliques, c. 37, a. 30.

Personnes autorisées à vendre vins et bières, c. 37, a. 30.

Personnes qui peuvent vendre et livrer des bières, c. 37, a. 25.

Rapport mensuel des brasseurs à la commission, c. 37, a. 27.

Vente de bières, par brasseurs, c. 37, a. 26.

LIQUEURS ALCOOLIQUES, PROHIBITION DE VENTE PAR LES MUNICIPALITÉS voir TEMPÉRANCE**LIQUEURS ALCOOLIQUES, VENTE DE—À DES IVROGNES D'HABITUDE voir ASILES POUR LES IVROGNES****LIQUEURS ALCOOLIQUES, VENTE DE—PRÈS DES MINES voir MINES****LIQUIDATION VOLONTAIRE DES COMPAGNIES À FONDS SOCIAL —LOI DE LA LIQUIDATION VOLONTAIRE DES COMPAGNIES À FONDS SOCIAL (CHAP. 225)****Liquidateurs**

Arrêt des procédures en liquidation, c. 225, a. 18.

Avis dans la Gazette officielle de la résolution décrétant la dissolution, c. 225, a. 9.

Démission des liquidateurs, c. 225, a. 7.

Démission des liquidateurs par le juge, c. 225, a. 8.

Devoirs des liquidateurs, c. 225, a. 10.

Distribution de l'actif, c. 225, a. 12.

Durée de la liquidation de plus d'un an, c. 225, a. 15.

Enregistrement de la résolution décrétant la dissolution, c. 225, a. 9.

État après la liquidation, c. 225, a. 16.

Majorité des liquidateurs gouverne, c. 225, a. 11.

Nomination des liquidateurs, c. 225, a. 6.

Nomination des liquidateurs par un juge, c. 225, a. 8.

Paiement des dettes, c. 225, a. 12.

Perception des sommes dues, c. 225, a. 13.

Pouvoirs des liquidateurs, c. 225, a. 10.

Rapport au secrétaire de la province, c. 225, a. 17.

Rémunération des liquidateurs, c. 225, a. 14.

Reprise des opérations par la compagnie, c. 225, a. 18.

Vacance dans la charge de liquidateur, c. 225, a. 7.

Mode de liquidation

Assemblée générale décide la liquidation, c. 225, a. 4.

Assemblée générale doit être convoquée, c. 225, a. 3.

Directeurs peuvent proposer liquidation, c. 225, a. 2.

Pouvoirs corporatifs continués jusqu'après liquidation, c. 225, a. 5.

**LIQUIDATION VOLONTAIRE DES COMPAGNIES À FONDS SOCIAL.—LOI DE
LIQUIDATION VOLONTAIRE DES COMPAGNIES À FONDS SOCIAL.
(CHAP. 225)—*Suite***

Procédures après la dissolution

- Avis de la liquidation par le secrétaire de la province, dans la *Gazette officielle*, c. 225, a. 19.
- Défaut de faire dépôts requis, c. 225, a. 22.
- Dépôt chez le trésorier de la province des dettes, dividendes, etc., non réclamés, c. 225, a. 20.
- Dépôts des livres, comptes, etc., c. 225, a. 21.
- Obligation de rendre compte, c. 225, a. 23.

LISTE DES JURÉS *voir* JURÉS

LISTES ÉLECTORALES *voir* ÉLECTIONS

**LITTÉRATURE, AIDE AUX OEUVRES LITTÉRAIRES *voir* AIDE AUX PRO-
DUCTIONS LITTÉRAIRES OU SCIENTIFIQUES**

LIVRES DE CLASSE *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

LOGEMENTS OUVRIERS.—LOI DES HABITATIONS SALUBRES. (CHAP. 128)

- Acceptation du prêt du gouvernement du Canada, c. 128, a. 2.
- Approbation du système, exception, c. 128, a. 16.
- Commissions nommées par les municipalités, c. 128, a. 11.
- Exercice des pouvoirs, approbation requise, c. 128, a. 13.
- Garanties exigibles en certains cas, c. 128, a. 6.
- "Habitation", définition, c. 128, a. 18.
- Hypothèque attachée aux prêts, c. 128, a. 15.
- Maximum du coût et de la valeur, c. 128, a. 8.
- Pourcentage de l'avance, permis, c. 128, a. 9.
- Pouvoir d'emprunt non affecté, c. 128, a. 5.
- Pouvoirs des municipalités
 - Avances aux compagnies d'habitation, c. 128, a. 7, § 3°.
 - Avancer aux particuliers, c. 128, a. 7, § 2°.
 - Construire des habitations, c. 128, a. 7 § 1°.
 - Transporter des terrains à la municipalité, c. 128, a. 7, § 4°.
- Pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 128, a. 17.
- Pouvoirs du ministre
 - Avances aux municipalités, conditions, c. 128, a. 4, § 3°.
 - Directeur du logement, c. 128, a. 4, § 2°.
 - Préparation d'un système général, c. 128, a. 4 § 1°.
- Qui peut emprunter, c. 128, a. 14.
- Remboursement des emprunts à la province, c. 128, a. 12.
- Remboursement et intérêt du prêt, c. 128, a. 3.
- Terme des prêts, c. 128, a. 10.

LOUPS, LEUR DESTRUCTION *voir* CHASSE

**LUMIÈRE ÉLECTRIQUE ET EAU, COMPAGNIE DE — *voir* COMPAGNIE DE
LUMIÈRE ÉLECTRIQUE ET D'EAU**

LUMIÈRE ET FORCES ÉLECTRIQUES, COMPAGNIE DE — *voir* **COMPAGNIES DE LUMIÈRE ET DE FORCES ÉLECTRIQUES**

LUSTRAGE DES POILS ET FOURRURES, PERMIS POUR USINES DE— *voir* **CHASSE**

M

MACHINES FIXES, MÉCANICIENS DE— *voir* **MÉCANICIENS DE MACHINES FIXES**

MAGASINS, FERMETURE À BONNE HEURE DES—*voir* **FERMETURE À BONNE HEURE**

MAGASINS, FERMETURE DES—**LE DIMANCHE** *voir* **LIBERTÉ DES CULTES ET BON ORDRE DANS LES ÉGLISES**

MAGISTRAT, COUR DE—*voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

MAGISTRATS *voir* **PRIVILÈGES DES JUGES DE PAIX, MAGISTRATS ET OFFICIERS PUBLICS**

MAGISTRATS DE POLICE *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

MAGISTRATS, LEURS PRIVILÈGES *voir* **PRIVILÈGES DES JUGES DE PAIX, MAGISTRATS ET OFFICIERS PUBLICS**

MAINMORTE *voir* **ACQUISITION ET ALIÉNATION D'IMMEUBLES PAR LES CORPORATIONS, ETC.**

MAINTIEN DE LA PAIX AUX ASSEMBLÉES PUBLIQUES *voir* **ASSEMBLÉES PUBLIQUES.**

MAISONS CONSTRUITES SUR LES FRONTIÈRES DE LA PROVINCE, DÉSORDRE DANS LES—*voir* **MAISONS DE DÉSORDRE**

MAISONS D'ÉCOLES *voir* **INSTRUCTION PUBLIQUE**

MAISONS DE CORRECTION *voir* **PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS**

MAISONS DE DÉSORDRE.—LOI DES MAISONS DE DÉSORDRE. (CHAP. 270)

Maisons de désordre

Avis au propriétaire, etc., qu'une bâtisse est employée comme maison de désordre
c. 270, a. 5.

Bail considéré comme nul, c. 270, a. 12.

Confiscation du dépôt en cas d'inobservance de la condition du cautionnement,
c. 270, a. 10.

Défense d'utiliser une maison comme maison de désordre, c. 270, a. 3.

Effet de l'enregistrement de l'ordonnance, c. 270, a. 9.

Enregistrement de l'ordonnance, c. 270, a. 9.

Fermeture de la maison ordonnée par le juge, c. 270, a. 9.

Force probante des copies de jugements sous certains articles du Code criminel,
c. 270, a. 4.

MAISONS DE DÉSORDRE. — LOI DES MAISONS DE DÉSORDRE.
(CHAP. 270)—*Suite*

Maisons de désordre—*Suite*

- Injonctions gouvernées par dispositions du Code civil, c. 270, a. 7.
- Injonction peut être accordée dix jours après l'avis, c. 270, a. 6.
- "Maison de désordre", définition du mot, c. 270, a. 2.
- Permission d'occuper la bâtisse dans certains cas, c. 270, a. 11.
- "Personne", définition du mot, c. 270, a. 2.
- Signification de l'injonction, c. 270, a. 8.
- Suspension de l'exécution de l'ordonnance obtenue en donnant caution, c. 270, a. 10.

Répression de certains désordres dans les maisons construites sur les frontières de la province

- Annulation du bail, c. 270, a. 24.
- Avis au propriétaire, c. 270, a. 16.
- Défense d'utiliser maison comme maison de désordre, c. 270, a. 14.
- Effet de l'enregistrement de l'ordonnance, c. 270, a. 20.
- Enregistrement de l'ordonnance, c. 270, a. 20.
- Fermeture de la maison ordonnée par le juge, c. 270, a. 20.
- Force probante de copies de jugements pour infraction à certains articles du Code criminel, c. 270, a. 15.
- Injonction contre le propriétaire, c. 270, a. 17.
- Injonction régie par dispositions du Code de procédure civile, c. 270, a. 18.
- "Maison de désordre", définition des mots, c. 270, a. 13.
- "Maison", définition du mot, c. 270, a. 13.
- Paiement du prix de démolition, c. 270, a. 23.
- Permission d'occuper la maison ou d'en enlever les effets, c. 270, a. 22.
- "Personne", définition du mot, c. 270, a. 13.
- Signification de l'injonction, c. 270, a. 19.
- Suspension de l'exécution de l'ordonnance obtenue en donnant cautionnement, c. 270, a. 21.

MAISONS DE LOGEMENT *voir* **LICENCES**

MAISONS DE LOGEMENT, INSPECTEURS DES—*voir* **HÔTELS, RESTAURANTS ET MAISONS DE LOGEMENT**

MAISONS DE REFUGE POUR ENFANTS IMMIGRANTS *voir* **ENFANTS IMMIGRANTS**

MAISONS D'HABITATION.—LOI DES COMPAGNIES DE CONSTRUCTION DE MAISONS D'HABITATION. (CHAP. 129)

- Acte d'hypothèque, contenu, c. 129, a. 14.
- Actions rachetées, c. 129, a. 30.
- Approbation de la garantie, c. 129, a. 6.
- Approbation des plans et terrains, c. 129, a. 7.
- Approbation du règlement, exceptions, c. 129, a. 8.
- Bureau de fiduciaires, c. 129, a. 22.
- Bureau des fiduciaires forme corporation, c. 129, a. 25.
- Bureau des fiduciaires, quand obligatoire, c. 129, a. 24.

**MAISONS D'HABITATION.—LOI DES COMPAGNIES DE CONSTRUCTION DE
MAISONS D'HABITATION. (CHAP. 129)—*Suite***

Compagnies pouvant bénéficier de la loi, c. 129, a. 3.

Définitions

“Compagnie”, c. 129, a. 2, § 1°.

“Compagnie bénéficiaire”, c. 129, a. 2, § 2°.

“Conseil” ou “municipalité”, c. 129, a. 2, § 3°.

“Livres”, c. 129, a. 2, § 5°.

“Obligations”, c. 129, a. 2, § 4°.

Délégué de municipalité sur bureau de direction, c. 129, a. 15.

Demande en dissolution, curateur, c. 129, a. 21.

Deniers nécessaires au rachat des actions, c. 129, a. 29.

Emploi des bénéfices nets, c. 129, a. 18.

Emprunt spécial, c. 129, a. 12.

Garantie de certains emprunts, c. 129, a. 5.

Garanties données à la municipalité, c. 129, a. 10.

Inspection des livres, c. 129, a. 16.

Limitation de la garantie, c. 129, a. 13.

Limitation des dividendes, exception, c. 129, a. 17.

Liquidation, c. 129, a. 28.

Liste des membres du bureau, c. 129, a. 26.

Mandamus par la municipalité, c. 129, a. 27.

Mode de l'emprunt, etc., c. 129, a. 11.

Païement des actions, c. 129, a. 31.

Pouvoirs des fiduciaires, c. 129, a. 23.

Pouvoir de vendre des immeubles, c. 129, a. 4.

Rachat des actions, c. 129, a. 19.

Rachat des actions, quand obligatoire, c. 129, a. 20.

Votation, c. 129, a. 9.

MAISONS SALUBRES voir LOGEMENTS OUVRIERS

**MAÎTRES ET SERVITEURS.—LOI DES MAÎTRES ET DES SERVITEURS.
(CHAP. 271)**

Devoirs des maîtres et des serviteurs

Application de la loi, c. 271, a. 2.

Avis que doit donner le maître à son serviteur, c. 271, a. 4.

Avis que doit donner le serviteur qui veut laisser le service, c. 271, a. 3.

Pénalités

Artistes lyriques et dramatiques dans Montréal, c. 271, a. 11.

Cacher des déserteurs, c. 271, a. 8.

Congédier un serviteur sans lui payer ses gages, c. 271, a. 9.

Désertion du service, c. 271, a. 6.

Mauvais traitements aux serviteurs, c. 271, a. 10.

Punition des serviteurs qui ne font pas leur devoir, c. 271, a. 5.

Serviteurs, etc., employés dans les forêts, c. 271, a. 7.

Poursuites

Annulation du contrat d'engagement, c. 271, a. 13.

Emploi des amendes, c. 271, a. 14.

Instruction des plaintes pour contravention, c. 271, a. 12.

Plaidoyer possible par le défendeur, c. 271, a. 12.

Prescription des actions, c. 271, a. 15.

MALADIES CONTAGIEUSES *voir* HYGIÈNE

MALADIES CONTAGIEUSES DES ANIMAUX *voir* ABUS PRÉJUDICIALES À L'AGRICULTURE

MALADIES CRYPTOGAMIQUES *voir* PROTECTION DES PLANTES

MALADIES VÉNÉRIENNES *voir* HYGIÈNE

MANICOUAGAN, AFFERMAGE DE LA PÉNINSULE DE—*voir* TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES

MANOEUVRES FRAUDULEUSES AUX ÉLECTIONS *voir* ÉLECTIONS

MANOEUVRES FRAUDULEUSES DANS LES AFFAIRES MUNICIPALES *voir* CORRUPTION DANS LES AFFAIRES MUNICIPALES

MANUFACTURES, CONSEIL DES ARTS ET—*voir* CONSEIL DES ARTS ET MANUFACTURES

MARCHANDISES, CONNAISSEMENTS ET REÇUS POUR—*voir* CONNAISSEMENTS ET REÇUS POUR MARCHANDISES ET BOIS DE CONSTRUCTION

MARCHANDISES, VENTE DE—LE DIMANCHE *voir* LIBERTÉ DES CULTES ET BON ORDRE DANS LES ÉGLISES

MARGUILLIERS *voir* PAROISSES ET FABRIQUES

MARIAGE, LICENCES DE—*voir* LICENCES DE MARIAGE

MATIÈRES SPÉCIALES RELATIVES À LA PROCÉDURE.—LOI DE CERTAINES MATIÈRES SPÉCIALES DE PROCÉDURE. (CHAP. 277)

Acte d'indemnité lors d'une saisie d'un train de bois

Cautionnement pour dommages et frais peut être réclamé avant saisie, c. 277, a. 8.

Affirmation des Quakers

Quakers peuvent affirmer au lieu de prêter serment, c. 277, a. 6.

Capias ad respondendum contre personnes de l'Ontario.

Arrestation des personnes de l'Ontario, c. 277, a. 7.

Changement de l'époque et du lieu de la tenue de la cour

Où et quand est accomplie une chose qui doit être faite avant le changement, c. 277, a. 5.

Commissions rogatoires dans la province.

Cautionnement qui doit être fourni, c. 277, a. 18.

Comparution du témoin, c. 277, a. 20.

Compétence des témoins, c. 277, a. 23.

Endroit de l'enquête, c. 277, a. 21.

Frais des témoins, c. 277, arts 24 et 25.

Libération de la caution, c. 277, a. 26.

Ordre par tribunal permettant l'exécution de la commission, c. 277, a. 16.

**MATIÈRES SPÉCIALES RELATIVES À LA PROCÉDURE.—LOI DE CERTAINES
MATIÈRES SPÉCIALES DE PROCÉDURE. (CHAP. 277)—*Suite***

Commissions rogatoires dans la province—*Suite*

- Par qui est fait l'interrogatoire, c. 277, a. 16.
- Preuve par lettres rogatoires, c. 277, a. 17.
- Serment des témoins, c. 277, a. 22.
- Signification de l'ordre du tribunal, c. 277, a. 19.
- Tarif applicable, c. 277, a. 27.

Frais

- Frais dans les procédures civiles peuvent être recouvrés par la couronne, c. 277, a. 3.
- Frais peuvent être payés par la couronne sur ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 277, a. 4.

Interprétatives

- "Poursuite" "Procédures civiles", c. 277, a. 2.

Ventes ayant l'effet du décret

- Acheteur peut garder immeuble au prix de la dernière surenchère, c. 277, a. 15.
- Annonces de ventes d'immeubles, validées, c. 277, a. 12.
- Avis du dépôt de copie de l'acte de vente, c. 277, a. 11.
- Certificat de registrateur remis au liquidateur, c. 277, a. 10.
- Créanciers peuvent se porter enchérisseurs, c. 277, arts 13 et 14.
- Dépôt de copies de l'acte de vente par le liquidateur, c. 277, a. 10.
- Ventes d'immeubles faites par le liquidateur ont l'effet du décret, c. 277, a. 9.

MAUVAISES HERBES *voir* ABUS PRÉJUDICIALES À L'AGRICULTURE

MÉCANICIENS DE MACHINES FIXES.—LOI DES MÉCANICIENS DE MACHINES FIXES. (CHAP. 184)

- Devoirs des examinateurs, c. 184, a. 4.
- Examineurs, nomination et traitement, c. 184, a. 3.
- Inspecteurs des chaudières, c. 184, a. 8, § 2.
- Interprétation des termes, c. 184, a. 2.
- Pénalités, c. 184, a. 6.
- Programme des examens, c. 184, a. 8, § 1.
- Rapport annuel, c. 184, a. 7.
- Règlements, c. 184, a. 5.
- Suffisance du certificat du bureau, c. 184, a. 9.

MÉDECINS DES ASILES D'ALIÉNÉS *voir* ASILES D'ALIÉNÉS

MÉDECINS ET CHIRURGIENS.—LOI MÉDICALE DE QUÉBEC. (CHAP. 213)

Admission à l'étude

- Avis donné par les aspirants, c. 213, a. 32.
- Bacheliers doivent transmettre leurs diplômes, c. 213, a. 31.
- Certificat, ceux qui y ont droit, c. 213, a. 30.
- Examineurs, et sujets d'examen, c. 213, a. 34.
- Rapport des examens, c. 213, a. 32.

**MÉDECINS ET CHIRURGIENS.—LOI MÉDICALE DE QUÉBEC.
(CHAP. 213)—Suite****Admission à l'exercice, et exercice de la médecine**

- Acceptation des certificats, c. 213, a. 49.
- Avis de l'aspirant au registraire, c. 213, a. 39.
- Bureau médical d'examineurs, c. 213, a. 37.
- Contribution des membres du collège, c. 213, a. 54.
- Date des examens, et langues officielles, c. 213, a. 38.
- Droit de recouvrer honoraires, conditions, c. 213, a. 59.
- Durée du cours, c. 213, a. 42.
- Enregistrement de certaines personnes, c. 213, a. 46.
- Examineurs de délégués, indemnité, c. 213, a. 40.
- "Exercer la médecine", signification, c. 213, a. 44.
- Exigibilité de la licence, c. 213, a. 43.
- Médecin n'exerçant plus sa profession, avis, c. 213, a. 55.
- Médecin occupant position publique, c. 213, a. 53.
- Médecins endettés envers le collège, liste, c. 213, a. 58.
- Nécessité de l'enregistrement, c. 213, a. 51.
- Octroi de licence à personnes diplômées hors de la province, c. 213, arts 47, 50.
- Perception des contributions, c. 213, a. 56.
- Personnes inscrites dans le Royaume-Uni, c. 213, a. 48.
- Prescription de l'action, c. 213, a. 57.
- Pseudonymes, sages-femmes, etc., c. 213, a. 52.
- Rapport des examinateurs, c. 213, a. 41.
- Serment des médecins et leurs privilèges, c. 213, a. 60.
- Signature de la licence, c. 213, a. 45.

Application de la loi médicale du Canada

- Comment s'applique la loi fédérale, c. 213, a. 81.
- Registraire médical canadien, réserve, c. 213, a. 82.

Conseil de discipline

- Appel au bureau provincial de médecine, c. 213, a. 74.
- Constitution et mode de procéder
 - Attributions, c. 213, a. 62.
 - Causes de destitution, c. 213, a. 65.
 - Causes de suspension, c. 213, a. 67.
 - Convocation et lieu des séances, c. 213, a. 63.
 - Copie de sentence transmise, c. 213, a. 66.
 - Formation et régie interne, c. 213, a. 61.
 - Mode de procéder, c. 213, a. 64.
- Exécution des décisions et recouvrement des frais
 - Avis de suspension, etc., publication, c. 213, a. 76.
 - Signification, et bref d'exécution c. 213, a. 75.
- Plainte contre les médecins
 - Frais de l'enquête, c. 213, a. 70.
 - Imposition des peines, c. 213, a. 72.
 - Manière de porter plainte, c. 213, a. 68.
 - Peines disciplinaires, c. 213, a. 71.
 - Plaintes portées par le bureau provincial, c. 213 a. 73.
 - Témoins, c. 213, a. 69.

MÉDECINS ET CHIRURGIENS.—LOI MÉDICALE DE QUÉBEC.
(CHAP. 213)—*Suite*

Constitution en corporation

- Bureau d'affaires, c. 213, a. 4.
- Collège des médecins et chirurgiens, ses pouvoirs, c. 213, a. 3.

Dispositions déclaratoires

- Corporation substituée, c. 213, a. 2.
- Différence entre les textes, c. 213, a. 2.

Étude de la médecine

- Cours de médecine, c. 213, a. 35.
- Nombre de leçons, c. 213, a. 36.

Pénalités et poursuites

- Infractions, et mode de procéder, c. 213, a. 77.
- Mandat du président, c. 213, a. 80.
- Médecin cachant sa destitution, c. 213, a. 78.
- Poursuites au nom du collège, c. 213, a. 79.

Régie du collège

- Bureau provincial de médecine
 - Assemblées du bureau, c. 213, a. 11.
 - Assemblées spéciales, convocation, c. 213, a. 13.
 - Cas où siège doit être déclaré vacant, c. 213, a. 10.
 - Composition, c. 213, a. 5, § 1.
 - Date de l'élection, rapport, etc., c. 213, a. 9.
 - Définition des districts électoraux, c. 213, a. 6, § 1.
 - Division en districts, c. 213, a. 5, § 3.
 - Élection des gouverneurs, c. 213, a. 5, § 2.
 - Enquête sur légalité de l'élection, c. 213, a. 8.
 - Gouverneurs doivent être membres du collège, c. 213, a. 6, § 3.
 - Mode de l'élection, c. 213, a. 7.
 - Quorum et décision des questions, c. 213, a. 12.
 - Résidence des gouverneurs, c. 213, a. 6, § 2.
- Officiers du collège, leurs devoirs
 - Accès aux livres, c. 213, a. 25.
 - Composition du personnel, c. 213, a. 20.
 - Nomination des officiers, c. 213, a. 19.
 - Officiers additionnels, c. 213, a. 22.
 - Officiers sortant de charge ou destitués, c. 213, a. 28.
 - Présidence des assemblées, c. 213, a. 23.
 - Régistrare, c. 213, a. 21.
 - Régistrare, ses devoirs, c. 213 arts 24, 26.
 - Remplacement du registrare, c. 213, a. 27.
- Pouvoirs du bureau
 - Dépenses de conférences, c. 213, a. 18.
 - Droit de faire règlements, c. 213, a. 14.
 - Entrée en vigueur de certains règlements, c. 213, a. 16.
 - Fonds de retraite, c. 213, a. 17.
 - Matières sujettes à réglementation, c. 213, a. 15.
 - Vérificateurs, leur rapport, c. 213, a. 29.

MÉDECINS HYGIÉNISTES POUR INSPECTION DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS *voir* ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

MÉDECINS VÉTÉRINAIRES *voir* VÉTÉRINAIRES

MÉRITE AGRICOLE *voir* ORDRE DU MÉRITE AGRICOLE, ETC.

MESURAGE DES BOIS ABATTUS SUR TERRES DE LA COURONNE *voir* CLASSIFICATION ET MESURAGE DES BOIS ABATTUS SUR LES TERRES DE LA COURONNE

MESUREURS DE BOIS *voir* CLASSIFICATION ET MESURAGE DES BOIS ABATTUS SUR LES TERRES DE LA COURONNE

MILITAIRES, ASILES D'ALIÉNÉS POUR LES—*voir* ASILES D'ALIÉNÉS

MINÉRAIS DE FER, ENCOURAGEMENT À L'EXPLOITATION DE— *voir* ENCOURAGEMENT À L'EXPLOITATION, ETC.

MINES *voir* DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION

MINES—LOI DES MINES DE QUÉBEC. (CHAP. 80)

Acquisition des terrains miniers

Acquisition des droits de mine de la couronne sur propriétés privées, c. 80, a. 29.

Enregistrement de la vente de droits miniers, c. 80, a. 31.

Modes d'acquisition des terrains miniers, c. 80, a. 28.

Permis du ministre pour la vente de droits miniers, c. 80, a. 31.

Permission préalable au piquetage de certains terrains miniers, c. 80, a. 30.

Protêt contre la légalité d'un claim, c. 80, a. 32.

Aubains

Ont les mêmes droits que les sujets britanniques, c. 80, a. 5.

Concessions minières.

Concessions sur les bords des lacs, etc., dans les territoires non arpentés, c. 80, a. 26.

Direction des lignes extérieures dans territoires non arpentés, c. 80, a. 25.

Établissement des concessions dans les territoires non arpentés, c. 80, a. 27.

Étendue des concessions, c. 80, a. 24.

Réserve dans les concessions, c. 80, a. 26.

Droits sur les mines

Contestation du montant des droits réclamés, c. 80, a. 20.

Date du paiement des droits, c. 80, a. 11.

Droits basés sur profits, c. 80, a. 12.

Droits imposés sur les mines, c. 80, a. 11.

Droits sur minéraux traités en dehors de la province, c. 80, a. 12.

Droits sur mines d'amiante, c. 80, a. 12.

Employés nommés pour préparer des listes des mines, c. 80, a. 17.

État annuel doit être fourni au ministre par le propriétaire, c. 80, a. 15.

Listes des personnes, etc., sujettes au paiement des droits, c. 80, a. 19.

Livres de comptabilité, leur tenue, c. 80, a. 16.

MINES.—LOI DES MINES DE QUÉBEC. (CHAP. 80)—*Suite***Droits sur les mines—*Suite***

- Ministre dans certains cas peut fixer lui-même après enquête le montant des droits, c. 80, a. 22.
- Mode de déterminer si une exploitation est sujette aux droits, c. 80, a. 12.
- Pouvoirs des employés chargés de préparer les listes de mines, c. 80, a. 18.
- Privilèges pour garantir paiement des droits dus à la couronne, c. 80, a. 23.
- Profits, mode de les fixer, c. 80, a. 13 et 14.
- Retard dans le paiement des droits, c. 80, a. 21.
- Situation des ateliers de préparation, c. 80, a. 12.
- Tarif des droits, c. 80, a. 12.

Émeutes dans le voisinage des mines

- Exception quant aux cités, c. 80, a. 146.
- Mise en vigueur de la loi des émeutes près des travaux publics, c. 80, a. 144.
- Suspension de l'effet de la loi, c. 80, a. 145.

Emploi des droits, honoraires et amendes

- Destination des droits perçus en vertu de la loi, c. 80, a. 172.
- Distribution et répartition des amendes, c. 80, a. 174 et 175.
- Frais de la mise à exécution de la loi, c. 80, a. 173.

Évaluation municipale des biens miniers imposables

- Sur quelle base elle doit être faite, c. 80, a. 180.

Exécution de la loi

- Par ministre de la colonisation, etc., c. 80, a. 2.

Exploitation des mines

- Cours d'eau et excavations
 - Clôtures autour des excavations, c. 80, a. 102.
 - Différends, leur décision, c. 80, a. 104.
 - Usage des cours d'eau, c. 80, a. 103.
- Dommages résultant de l'exploitation
 - Pénalités et paiement des dommages, c. 80, a. 101.
- Passages mitoyens
 - Fermeture des passages mitoyens, c. 80, a. 100.
 - Passage mitoyen pour aller aux cours d'eau, c. 80, a. 99.
- Travaux pour faciliter le transport des produits miniers
 - Amélioration des cours d'eau, c. 80, a. 108.
 - Chemins nécessaires, pouvoirs de les faire, c. 80, a. 105.
 - Droits de passage sur terres privées et publiques, c. 80, a. 110.
 - Indemnités pour dommages causés, c. 80, a. 109.
 - Lots de grève, etc., c. 80, a. 111.
 - Plans approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 80, a. 112.
 - Pouvoir de construire havres, quais, jetées, etc., c. 80, a. 107.
 - Prise de possession des terres nécessaires, c. 80, a. 106.

Explorations géologiques

- Arpentage des concessions minières, c. 80, a. 177.
- Explorations peuvent être ordonnées par le ministre, c. 80, a. 176.

MINES.—LOI DES MINES DE QUÉBEC. (CHAP. 80)—Suite**Formules de procédure**

Leur emploi, c. 80, a. 184.

Inspecteurs et autres officiers**Nomination**

Absence de l'inspecteur ou du registraire de claims, c. 80, a. 117.

Agents de police, leurs devoirs, c. 80, arts 118, 119.

Inspecteurs de plusieurs divisions, c. 80, a. 115.

Inspecteurs, etc., nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 80, a. 113.

Inspecteurs, qualités requises d'eux, c. 80, a. 114.

Ministre à la direction de tous les officiers, c. 80, a. 120.

Régistres des claims, leurs devoirs, c. 80, a. 116.

Pouvoirs et devoirs

Comptes que doivent rendre les officiers, c. 80, a. 121, 122.

Constables, leurs pouvoirs, c. 80, a. 125.

Constables peuvent être nommés par l'inspecteur, c. 80, a. 123.

Défense aux officiers de s'intéresser dans les mines, c. 80, a. 127.

Direction des constables, c. 80, a. 123.

Droit d'entrer sur terrains exploités, c. 80, a. 126.

Suspension et destitution des constables, c. 80, a. 124.

Interprétation des mots

"Certificat de mineur", c. 80, a. 3, § 8°.

"Claim", c. 80, a. 3, § 9°.

"Concession minière", c. 80, a. 3, § 13°.

"Concession minière souterraine", c. 80, a. 3, § 14°.

"Division minière", c. 80, a. 3, § 3°.

"Exploiter", "Exploitation", c. 80, a. 3, § 1°.

"Faire des fouilles", c. 80, a. 3, § 1°.

"Mesurage", c. 80, a. 3, § 16°.

"Mines", c. 80, a. 3, § 1°.

"Minéraux ou métaux supérieurs", c. 80, a. 3, § 12°.

"Mines et minerais", c. 80, a. 3, § 2° et a. 4.

"Ministre", c. 80, a. 3, § 15°.

"Particulier", c. 80, a. 3, § 6°.

"Passage mitoyen", c. 80, a. 3, § 11°.

"Permis d'exploitation", c. 80, a. 3, § 7°.

"Porteur de certificat de mineur", c. 80, a. 3, § 10°.

"Porteur de permis", c. 80, a. 3, § 10°.

"Production de mine", c. 80, a. 3, § 16°.

"Terres des particuliers", c. 80, a. 3, § 5°.

"Terres publiques ou de la couronne", c. 80, a. 3, § 4°.

Pénalités et peines

Avis d'exploitation qui doit être envoyé au ministre, c. 80, a. 129.

Cas imprévus, c. 80, a. 142.

Dommages causés à l'occupant d'un autre terrain minier, c. 80, a. 133.

Emploi de femmes ou d'enfants dans exploitation minière, c. 80, a. 130.

Excavations non clôturées, c. 80, a. 136.

Exploitation d'une mine sans permis, c. 80, a. 128.

MINES.—LOI DES MINES DE QUÉBEC. (CHAP. 80)—*Suite***Pénalités et peines—*Suite***

- Inspecteurs intéressés dans une exploitation, c. 80, a. 139.
- Liste des mines en opération c. 80, a. 129.
- Obstruction d'un passage mitoyen, c. 80, a. 131, 132.
- * Pénalité générale pour toutes contraventions non spécialement mentionnées, c. 80, a. 142.
- Personnes empêchant l'arrestation d'un contrevenant, c. 80, a. 141.
- Piquets dérangés, etc., c. 80, a. 135.
- Refus de laisser entrer officiers, c. 80, a. 138.
- Refus de se conformer aux décisions de l'inspecteur concernant cours d'eau, c. 80, a. 134.
- Refus d'exhiber un permis, c. 80, a. 137.
- Témoins refusant de comparaître, c. 80, a. 140.
- Terme de l'emprisonnement, c. 80, a. 143.

Permis**Certificats de mineur**

- Cautionnement du porteur de certificat en certains cas, c. 80, a. 47.
- Émission par le ministre, c. 80, a. 44.
- Exhibition du certificat sur demande, c. 80, a. 46.
- Pouvoirs du porteur de certificat, c. 80, a. 47.
- Prix et forme du certificat, c. 80, a. 45.

Établissement des claims

- Abandon d'un claim, c. 80, a. 55.
- Avis du piquetage au département, c. 80, a. 52.
- Défaut de faire piquetage nécessaire, c. 80, a. 51.
- Délai de réouverture d'un claim, c. 80, a. 56.
- Enregistrement des claims, c. 80, a. 52.
- Manière de piqueter des claims dans territoires arpentés, c. 80, a. 49.
- Manière de piqueter des claims dans territoires non arpentés, c. 80, a. 48.
- Mention du claim au dos du certificat de mineur, c. 80, a. 53.
- Permis d'exploitation, c. 80, a. 58.
- Piquetage de claims au bénéfice de la couronne, c. 80, a. 57.
- Piquetage de claims au nom d'autres personnes, c. 80, a. 50.
- Piquetage de terrains sous permis d'exploitation, c. 80, a. 58.
- Plaques métalliques apposés sur piquets, c. 80, a. 54.

État annuel

- Doit être produit par propriétaire de mines, c. 80, a. 94.

Inspection des terrains exploités

- Par inspecteur et autres officiers, c. 80, a. 98..

Permis d'exploitation minière

- Annulation de permis à long terme, c. 80, a. 68.
- Concentration des travaux de développement, c. 80, a. 62.
- Coût des permis, c. 80, a. 61.
- Défense d'exploiter une mine sans permis ou sans l'avoir acquise, c. 80a. 59.
- Droit régalien substitué aux honoraires et à la rente, c. 80, a. 63.
- Durée des permis, c. 80, a. 61.
- Espèces de permis d'exploitation, c. 80, a. 60.
- Étendue que peut couvrir un permis, c. 80, a. 61.
- Formalités pour établissement d'un claim et l'émission d'un permis, c. 80, a. 67.

MINES.—LOI DES MINES DE QUÉBEC. (CHAP. 80)—*Suite***Permis—*Suite*****Permis d'exploitation minière—*Suite***

- Forme de permis d'exploitation, c. 80, a. 60.
- Livres tenus par l'inspecteur, c. 80, arts 64, 65.
- Piquetage de terrains contenant gaz naturel, huile minérale ou naphthe, c. 80, a. 66.
- Renouvellement d'un permis, c. 80, a. 61.
- Renouvellement d'un permis ordinaire, c. 80, a. 68.
- Rente peut remplacer travaux de développement en certains cas, c. 80, a. 61.
- Transfert des permis, c. 80, a. 61.
- Travaux de développement, c. 80, a. 61.

Permis, leur exhibition

- Sur demande de l'inspecteur, etc., c. 80, a. 97.

Pouvoirs des porteurs de permis d'exploitation sur terres des particuliers

- Arbitres, leur nomination, c. 80, a. 75.
- Avis des réunion des arbitres, c. 80, a. 81.
- Avis préalable envoyé au propriétaire du terrain, c. 80, a. 70.
- Canaux de dérivation, c. 80, a. 91.
- Commencement des travaux après arbitrage, c. 80, a. 89.
- Commission des services publics, sa juridiction, c. 80, a. 91.
- Compensation et indemnité, c. 80, a. 82.
- Décès ou maladie de l'unique arbitre, c. 80, a. 87.
- Décision des arbitres sans appel, c. 80, a. 79.
- Délai du propriétaire pour répondre à l'avis, c. 80, a. 71.
- Dépôt préalable requis, c. 80, a. 80.
- Dimension de terre que peuvent accorder les arbitres, c. 80, a. 84.
- Distribution par inspecteur des sommes reçues par lui, c. 80, a. 90.
- Droit de passage sur terres voisines, c. 80, a. 91.
- Frais d'arbitrage, c. 80, a. 85.
- Indemnité et frais après décision, payés à l'inspecteur, c. 80, a. 88.
- Plan fait sur ordre des arbitres, c. 80, a. 83.
- Pouvoir d'exploiter sur terres des particuliers, c. 80, a. 69.
- Procédure quand le propriétaire est absent, c. 80, a. 73.
- Procédure quand le propriétaire nomme son arbitre, c. 80, a. 76.
- Procédure quand le propriétaire refuse arrangement à l'amiable, c. 80, a. 72.
- Réponse du propriétaire, sa forme, c. 80, a. 74.
- Serment des arbitres, c. 80, a. 79.
- Serment, les arbitres peuvent le faire prêter, c. 80, a. 86.
- Tiers arbitre, sa nomination, c. 80, arts 77 et 78.

Renouvellement d'un permis

- État qui doit l'accompagner, c. 80, a. 93.

Restrictions aux droits d'expropriation

- Certains droits dépendent de la volonté du propriétaire superficiaire, c. 80, a. 95.

Voisinage d'une division minière

- Personne faisant des recherches dans le voisinage d'une division minière, c. 80, a. 96.

MINES.—LOI DES MINES DE QUÉBEC. (CHAP. 80).—Suite**Poursuites**

Au nom de qui sont intentées les poursuites, c. 80, a. 157.

Loi des convictions sommaires s'applique pour poursuite des infractions c. 80, a. 156.

Tribunal de l'inspecteur

Amendement des plaintes, c. 80, a. 165.

Appel n'existe pas, c. 80, a. 171.

Exécution des jugements, c. 80, arts 161 et 170.

Faits négatifs n'ont pas besoin d'être allégués, c. 80, a. 164.

Greffier des inspecteurs, c. 80, a. 163.

Honoraires des avocats, etc., c. 80, a. 167.

Indication du jour de l'infraction, c. 80, a. 166.

Inspecteur, juge de paix d'office, c. 80, a. 159.

Juridiction de l'inspecteur, c. 80, a. 160.

Mode de signification, c. 80, a. 168.

Poursuites en recouvrement des amendes, c. 80, a. 158.

Pouvoirs de l'inspecteur, c. 80, a. 162.

Preuve de signification, c. 80, a. 169.

Protection des ouvriers dans l'exploitation des mines

Avis au ministre dans le cas d'accident, c. 80, a. 149.

Avis par l'inspecteur aux propriétaires de mines de réparer déficiences, c. 80, a. 151.

Devoirs de l'inspecteur quant à l'observance des règlements, c. 80, a. 151.

Femmes et filles, leur emploi, c. 80, a. 147.

Garçons, leur emploi, c. 80, a. 147.

Pénalité pour emploi illégal de femmes ou garçons, c. 80, a. 148.

Plan des travaux souterrains, etc., soumis au ministre, c. 80, a. 152.

Rapport trimestriel de l'inspecteur au ministre, c. 80, a. 153.

Règlements par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 80, a. 150.

Rapport annuel à la Législature

Doit être fait par le ministre, c. 80, a. 183.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

Durée des permis dans le Nouveau-Québec, c. 80, a. 182.

Pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil de faire des règlements, c. 80, a. 181.

Réserve des coupes de bois sur concessions minières

Chemins nécessaires aux opérations de coupe de bois, c. 80, a. 39.

Droits des détenteurs de concessions minières de couper du bois, c. 80, a. 40.

Droits des porteurs de permis de coupe de bois, c. 80, a. 38.

Permis de couper le bois réservé, c. 80, a. 39.

Réserve du bois en faveur de la couronne, c. 80, a. 39.

Réserve des droits de mine

Abandon de certains droits de mine par la couronne, c. 80, a. 8.

Droits de la couronne sur les mines dans les concessions faites avant 24 juillet, 1880, c. 80, a. 9.

Droits des propriétaires superficiels en certains cas, c. 80, a. 8.

Nature des droits de mine réservés, c. 80, a. 7.

Préférence en faveur du propriétaire superficiel en certains cas, c. 80, a. 10.

Réserve dans lettres patentes, pas nécessaire depuis 24 juillet 1880, c. 80, a. 6.

MINES.—LOI DES MINES DE QUÉBEC. (CHAP. 80)—*Suite***Révocation de la vente des terrains miniers**

- Conditions de vente des terrains miniers, c. 80, a. 41.
- Correction des lettres patentes erronées, c. 80, a. 43.
- Défaut d'accomplissement des conditions de vente, c. 80, a. 41.
- Émission des lettres patentes, c. 80, a. 41.
- Impôt annuel sur certains terrains miniers, c. 80, a. 42.
- Retour à la couronne de certaines concessions minières, c. 80, a. 42.

Vente de concessions minières

- Effets de la vente, c. 80, a. 36.
- Exhibition préalable de minerais, c. 80, a. 37.
- Mise en vente des concessions minières, c. 80, a. 35.
- Prix des concessions minières, c. 80, a. 34.
- Vente de plus de deux cents acres ne doit pas être faite à une personne dans un rayon de cent milles, c. 80, a. 33.

Vente de liqueurs alcooliques près des mines

- Défense de vendre des liqueurs alcooliques sans permis, c. 80, a. 154.
- Octrois de permis, c. 80, a. 155.
- Surveillance des vendeurs, c. 80, a. 155.

Vente des terres et réserve de terrains miniers

- Réserve de terrains miniers, c. 80, a. 179.
- Vente des terrains miniers. 80, a. c, 178.

MINISTRES DE LA COURONNE *voir* EXÉCUTIF**MINUTES DE NOTAIRE *voir* NOTARIAT****MISE EN NOMINATION DES CANDIDATS *voir* ÉLECTIONS****MISSIONS CANONIQUES *voir* PAROISSES ET FABRIQUES****MISTASSINI, TERRITOIRE DE—*voir* DIVISION ÉLECTORALE****MODIFICATION DES STATUTS *voir* STATUTS****MONSTRES NE PEUVENT ÊTRE EXHIBÉS EN PUBLIC *voir* EXHIBITIONS
PUBLIQUES PROHIBÉES****MONTAGNE TREMBLANTE, PARC DE LA—*voir* PARC DE LA MONTAGNE
TREMBLANTE****MONTCALM, JURIDICTION CONCURRENTÉ *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES****MONTMAGNY, JURIDICTION CONCURRENTÉ *voir* TRIBUNAUX JUDICIAI-
RES**

MONTRÉAL, JURIDICTION CONCURRENTÉ *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

MONTRÉAL, POLICE À—*voir* **POLICE ET BON ORDRE**

MONTRÉAL, PROCESSIONS DE PARTI À—*voir* **PROCESSIONS DE PARTI À MONTRÉAL**

MONUMENTS AUX SOLDATS. — LOI DES MONUMENTS AUX SOLDATS. (CHAP. 124)

Règlement pour érection de monument, emprunt, c. 124, a. 2.

MONUMENTS ET OBJETS D'ART.—LOI DES MONUMENTS HISTORIQUES OU ARTISTIQUES. (CHAP. 144)

- Changement de propriétaire, c. 144, a. 9.
- Classement, comment fait, c. 144, a. 5.
- Classement d'objets mobiliers, c. 144, a. 11.
- Classement des immeubles et avis, c. 144, a. 4.
- Classement des objets mobiliers, comment fait, c. 144, a. 13.
- Commission, c. 144, a. 2.
- Consentement de l'exécutif, c. 144, a. 8.
- Consentement requis en certains cas, c. 144, a. 16.
- Déclassement, c. 144, a. 10.
- Effet du classement, c. 144, a. 6.
- Effet du classement de certains meubles, c. 144, a. 15.
- Expropriation, c. 144, a. 7.
- Frais, c. 144, a. 22.
- Gratuité des fonctions, c. 144, a. 25.
- Immeubles susceptibles d'être classés, c. 144, a. 3.
- Inaliénabilité, etc., c. 144, a. 14.
- Liste des objets classés, c. 144, a. 12.
- Membre d'office, c. 144, a. 26.
- Mise à exécution de la loi, c. 144, a. 27.
- Nullité de l'aliénation, c. 144, a. 20.
- Propriété de la province, c. 144, a. 17.
- Propriété des corporations, c. 144, a. 18.
- Propriété des particuliers, c. 144, a. 19.
- Rapport annuel, c. 144, a. 24.
- Règlements, c. 144, a. 23.
- Revendication des objets classés, c. 144, a. 21.

MONUMENTS HISTORIQUES *voir* **MONUMENTS ET OBJETS D'ART**

MORGUES *voir* **CORONERS**

MORPHINE *voir* **COCAÏNE, MORPHINE ET LEURS COMPOSÉS et VENTE DES NARCOTIQUES**

MORTALITÉ INFANTILE *voir* **TUBERCULOSE ET MORTALITÉ INFANTILE**

MOUTONS, FONDS DESTINÉS À INDEMNISER PROPRIÉTAIRES DE—*voir* **FONDS DESTINÉ À INDEMNISER PROPRIÉTAIRES DE MOUTONS**

MUNICIPALITÉS *voir* **Objets concernés**

MUNICIPALITÉS, ASSISTANCE DES—AUX INDIGENTS *voir* ASSISTANCE PUBLIQUE

MUNICIPALITÉS, CONTRIBUTION PAR LES—AUX ÉCOLES D'INDUSTRIE
voir ÉCOLES D'INDUSTRIE

MUNICIPALITÉS DE COMTÉ *voir* DIVISION TERRITORIALE

MUNICIPALITÉS FORMÉES DANS LES COMTÉS D'ABITIBI ET DE TÉMISCAMINGUE AU NORD DE LA LIGNE 48^{ème} DE LATITUDE.—LOI SUR L'ÉRECTION DES MUNICIPALITÉS DANS LE NORD DES COMTÉS D'ABITIBI ET DE TÉMISCAMINGUE. (CHAP. 104)

Application, c. 104, a. 2.

Chemins et ponts, c. 104, a. 7.

Code municipal applicable, c. 104, a. 8.

Érection de municipalités, c. 104, a. 3.

Nom de la municipalité, c. 104, a. 5.

Pouvoirs de la municipalité, c. 104, a. 6.

Procédures, c. 104, a. 4.

Restrictions à l'application de la loi. c. 104, a. 9.

MUNICIPALITÉS, PAIEMENT PAR—DES FRAIS D'ENTRETIEN DES ALIÉNÉS
voir ASILES D'ALIÉNÉS

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

MUSÉES DE LA PROVINCE.—LOI DES MUSÉES DE LA PROVINCE. (CHAP. 143)

Acquisitions nécessaires, à Montréal, c. 143, a. 7.

Acquisitions nécessaires à Québec, c. 143, a. 3.

Dépenses d'entretien et de maintien, c. 143, a. 6.

Établissement de musées, c. 143, a. 2.

Mise à exécution de la loi, c. 143, a. 10.

Paieement de certaines dépenses, c. 143, a. 8.

Paieement des dépenses, c. 143, a. 4.

Personnel du musée, rémunération, c. 143, a. 5.

Règlements, c. 143, a. 9.

MUSIQUE, AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ART MUSICAL *voir* AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ART MUSICAL

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS *voir* DÉPÔT DES RÔLES D'ÉVALUATION ET AVIS DES MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS, AVIS AUX MUNICIPALITÉS DES—
DÉPÔT DES RÔLES D'ÉVALUATION ET AVIS DES MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS, TAXES SUR—*voir* TAXES SUR CERTAINES
MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS

N

NANTISSEMENTS, DROIT DES CORPORATIONS DE LES CONSTITUER *voir*
POUVOIRS SPÉCIAUX À CERTAINES COMPAGNIES ET CORPORATIONS
et **COMPAGNIES**

NARCOTIQUES *voir* **VENTE DES NARCOTIQUES**

"NATIONAL ELECTRIC CODE" *voir* **PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS**
CONTRE LES INCENDIES

NICOLET, JURIDICTION CONCURRENTÉ *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

NOMINATION DES CONSTABLES ET CONSTABLES SPÉCIAUX *voir* **CONSTABLES ET CONSTABLES SPÉCIAUX**

NOTARIAT.—CODE DU NOTARIAT. (CHAP. 211)

Actes notariés, minutes, copies ou extraits

Actes en brevets

Actes en brevet, définition, c. 211, a. 76.

Documents devant être reçus en brevet, c. 211, a. 77.

Actes en minute

Acte en minute, définition, c. 211, a. 58.

Certificat d'expédition en vertu d'un ordre, c. 211, a. 74.

Communication ou expédition demandée, c. 211, a. 72.

Demande de dépôt contre parties ayant copies authentiques, c. 211, a. 66.

Dépôt de copies authentiques par le porteur, c. 211, a. 65.

Dessaisissement des minutes, c. 211, a. 63.

Dommages sur refus de se conformer au compulsoire, c. 211, a. 75.

Expédition refusée, procédure, c. 211, a. 71.

Expéditions fournies aux étrangers, c. 211, a. 70.

Expéditions fournies aux parties, c. 211, a. 69.

Minutes conservées, c. 211, a. 62.

Minutes devant être gardées, c. 211, a. 59.

Minutes perdues, authenticité des copies, c. 211, a. 64.

Minutes reçues et inscrites séparément, c. 211, a. 61.

Numérotage des minutes, c. 211, a. 60.

Ordre du tribunal, c. 211, a. 68.

Signification de l'ordre du juge, c. 211, a. 73.

Signification de requête, c. 211, a. 67.

Actes notariés

Actes faits le dimanche, etc., quand valides, c. 211, a. 36.

Actes notariés, définition, c. 211, a. 35.

Blancs imprimés, c. 211, a. 39.

Choix du notaire instrumentant, c. 211, a. 56.

Clôture de l'acte, c. 211, a. 52.

Désignation des sociétés commerciales, c. 211, a. 40.

Désignation du lieu où l'acte est reçu, c. 211, a. 45.

NOTARIAT.—CODE DU NOTARIAT. (CHAP. 211)—Suite**Actes notariés, minutes, copies ou extraits—Suite****Actes notariés—Suite**

- Documents annexées ou non à l'acte principal, c. 211, a. 54.
- Formalités prescrites aux codes, c. 211, a. 55.
- Formalités requises pour actes notariés, c. 211, a. 44.
- Lecture de l'acte, c. 211, a. 51.
- Noms, etc., des parties doivent être connus des notaires, c. 211, a. 41.
- Notaire parent ou allié des parties, c. 211, a. 37.
- Notaire partie à l'acte, c. 211, a. 38.
- Papier sur lequel les actes sont écrits, c. 211, a. 42.
- Pluralité de dates, c. 211, a. 46.
- Renvoi devant être mis à la fin de l'acte, c. 211, a. 49.
- Renvois, apostilles, etc., c. 211, a. 48.
- Renvois en marge, c. 211, a. 50.
- Second notaire à un acte, c. 211, a. 57.
- Signature des notaires associés, exception, c. 211, a. 53.
- Surcharges, interlignes, etc., c. 211, a. 47.
- Uniformité du papier requis pour enregistrement par dépôt, c. 211, a. 43.
- Cession et transmission des greffes de notaire**
 - Avis donné au secrétaire de la chambre, c. 211, a. 89.
 - Avis requis, c. 211, a. 85.
 - Cession des greffes, frais dus à la chambre, c. 211, a. 83.
 - Cessionnaire changeant de district, c. 211, a. 72.
 - Cessionnaire doit livrer la voûte à l'inspection, c. 211, a. 88.
 - Durée de la cession, c. 211, a. 91.
 - Frais d'inspection, c. 211, a. 87.
 - Honoraires du cessionnaire pour recherches, c. 211, a. 90.
 - Pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 211, a. 84.
 - Requête, documents à l'appui, c. 211, a. 86.
 - Rétrocession des greffes cédés, c. 211, a. 93.
- Conservation des minutes, répertoire et index, et leur dépôt**
 - Avis par le syndic que le dépôt n'est pas fait, c. 211, a. 98.
 - Cession de greffe, quand prohibée, c. 211, a. 102.
 - Dépôt, délai pour le faire, c. 211, a. 96.
 - Dépôt des greffes de notaires décédés, etc., c. 211, a. 95.
 - Dépôt du greffe après 50 ans, c. 211, a. 94.
 - Devoirs du protonotaire, c. 211, a. 99.
 - Droits des héritiers du notaire décédé, c. 211, a. 108.
 - Frais du dépôt, c. 211, a. 103.
 - Honoraires insaisissables, c. 211, a. 110.
 - Honoraires payés au notaire interdit, etc., c. 211, a. 106.
 - Honoraires pour copies d'actes déposés, c. 211, a. 105.
 - Honoraires si notaire décédé avant 10 ans, c. 211, a. 107.
 - Minutes, etc., déposées font partie des archives, c. 211, a. 104.
 - Notaire contre lequel plainte est portée, c. 211, a. 100.
 - Réduction sur les honoraires, c. 211, a. 109.
 - Refus de faire le dépôt, amende, c. 211, a. 97.

NOTARIAT.—CODE DU NOTARIAT. (CHAP. 211)—*Suite***Actes notariés, minutes, copies ou extraits—*Suite***

Conservation des minutes, répertoire et index, et leur dépôt—*Suite*

Reprise du greffe déposé, condition, c. 211, a. 111.

Requête pour obtenir ordonnance de dépôt, c. 211, a. 101.

Copies et extraits

Copies, ce qu'elles doivent être, c. 211, a. 80.

Copies ou extraits d'actes certifiés, c. 211, a. 79.

Droit de délivrer copies, cas de testament, c. 211, a. 78.

Extraits des actes d'un greffe déposé chez un notaire, c. 211, a. 81.

Extraits, leur contenu, c. 211, a. 82.

Admission à l'étude—Cléricature—Admission à la pratique**Admission à la pratique**

Assignment de témoins, c. 211, a. 232.

Avis donné par le secrétaire, c. 211, a. 229.

Avis requis, son contenu, c. 211, arts 227, 228.

Changements aux prescriptions de la loi, c. 211, a. 241.

Enregistrement, c. 211, arts 239, 240.

Époque de l'examen, c. 211, a. 234.

Mode de faire l'examen, c. 211, a. 235.

Octroi de commission après examen oral, c. 211, a. 237.

Octroi de commission d'un clerc mineur, c. 211, a. 233.

Preuves requises, c. 211, a. 230.

Serments, c. 211, a. 238.

Si 12 mois sont expirés depuis cléricature, c. 211, a. 231.

Sujets de l'examen, c. 211, a. 236.

Admission à l'étude

Avis de demande, c. 211, a. 213.

Avis de demande, son contenu, c. 211, a. 214.

Certificat d'études, son contenu, c. 211, a. 211.

Commencement de la cléricature, c. 211, a. 216.

Conditions requises, c. 211, a. 209.

Cours d'études, c. 211, a. 210.

Droit payable à la chambre, c. 211, a. 217.

Examen, comment il se fait, c. 211, a. 215.

Examen public, c. 211, a. 212.

Personnes admises à l'étude, c. 211, a. 208.

Cléricature

Brevet et transport du brevet, c. 211, a. 218.

"Consécutive", interprétation, c. 211, a. 224.

Durée de la cléricature, c. 211, a. 221.

Enregistrement après le délai exigé, c. 211, a. 219.

Examen des clercs de notaire, c. 211, a. 223.

Interruptions réunies excédant 3 mois, c. 211, a. 226.

Porteurs de diplômes, c. 211, a. 220.

Universitaires, leurs droits, c. 211, a. 222.

Vacances, c. 211, a. 225.

NOTARIAT.—CODE DU NOTARIAT. (CHAP. 211)—*Suite***Chambre des notaires****Attributions de la chambre**

- Assignation des notaires, c. 211, a. 171.
- Attributions générales, c. 211, a. 165.
- Augmentation de son quorum, c. 211, a. 166.
- Authenticité des tarifs, c. 211, a. 181.
- Cachet pour les membres de la profession, c. 211, a. 174.
- Certificat d'admission, octroi ou refus, c. 211, a. 169.
- Conciliation des différends, c. 211, a. 170.
- Corps auxiliaires, c. 211, a. 182.
- Délégation de pouvoirs, c. 211, a. 168.
- Discipline, c. 211, a. 173.
- Emploi du cachet, c. 211, a. 175.
- Punitions, c. 211, a. 172.
- Règlements, c. 211, a. 167.
- Tarif d'honoraires, c. 211, a. 176.
- Tarif d'honoraires payables aux officiers, c. 211, a. 179.
- Tarif, entrée en vigueur, c. 211, a. 177.
- Tarif, impression et modifications, c. 211, a. 178.
- Tarif pour frais, et frais d'appel, c. 211, a. 180.

Conseil de la chambre

- Composition, c. 211, a. 193.
- Délégation des pouvoirs, c. 211, a. 194.
- Durée de la charge, c. 211, a. 196.
- Quorum et secrétaire, c. 211, a. 195.
- Remplacement des membres qui s'absentent, c. 211, a. 197.

Constitution et composition

- Assemblées convoquées sur demande, c. 211, a. 138.
- Assemblées générales, c. 211, a. 119.
- Assemblées générales extraordinaires, c. 211, a. 137.
- Avis des sessions, c. 211, a. 136.
- Chambre des notaires, c. 211, a. 112.
- Choix des membres, c. 211, a. 132.
- Composition de la chambre, c. 211, a. 115.
- Dépôt du procès-verbal et de la liste, c. 211, a. 127.
- District n'ayant pas élu ses membres, c. 211, a. 128.
- Droit de vote, c. 211, a. 121.
- Élection des membres, c. 211, a. 116.
- Époque de la tenue des sessions générales, c. 211, a. 134.
- Frais de voyage des membres, c. 211, a. 143.
- Indemnité pour assister aux séances de la chambre, c. 211, a. 144.
- Jour fixé non juridique, c. 211, a. 118.
- Lieu et date de l'élection, c. 211, a. 117.
- Liste des notaires, à qui transmise, c. 211, a. 124.
- Membre n'ayant pas qualité, c. 211, a. 129.
- Mode de convocation des assemblées, c. 211, a. 139.
- "Notaire pratiquant", définition, c. 211, a. 123.
- Notaires éligibles, c. 211, a. 122.
- Paieement de l'indemnité et des frais de voyage, c. 211, a. 145.
- Pouvoirs corporatifs, c. 211, a. 113.
- Pouvoirs des membres nommés, c. 211, a. 133.
- Procédure des assemblées, c. 211, a. 120.

NOTARIAT.—CODE DU NOTARIAT. (CHAP. 211)—*Suit***Chambre des notaires—*Suite***Constitution et composition—*Suite*

- Quorum, c. 211, a. 140.
- Remise de la liste au président, c. 211, a. 126.
- Remplacement des membres, c. 211, a. 131.
- Session continuée, c. 211, a. 141.
- Sessions spéciales, c. 211, a. 135.
- Shérif, ses devoirs, c. 211, a. 125.
- Signature du procès-verbal, c. 211, a. 142.
- Signification à la chambre, c. 211, a. 114.
- Vacances, quand il en existe, c. 211, a. 130.
- Contribution à la chambre, et ses finances
 - Allégations, c. 211, a. 188.
 - Année financière, c. 211, a. 190.
 - Arrérages de contribution, c. 211, a. 185.
 - Changement dans la contribution, c. 211, a. 184.
 - Contribution annuelle, c. 211, a. 183.
 - État transmis à chaque notaire, c. 211, a. 192.
 - Mention dans les actions, c. 211, a. 187.
 - Preuve de l'état de compte, c. 211, a. 189.
 - Recouvrement des contributions, c. 211, a. 186.
 - Reddition de comptes, c. 211, a. 191.
- Officiers de la chambre, leurs devoirs
 - Choix des officiers, c. 211, a. 147.
 - Dépôts par le trésorier, c. 211, a. 163.
 - Députés-secrétaires, c. 211, a. 159.
 - Destitution des officiers, c. 211, a. 148.
 - Devoirs principaux, c. 211, a. 151.
 - Élection des officiers, c. 211, a. 146.
 - Mode de retirer les deniers, c. 211, a. 164.
 - Officiers peuvent voter, c. 211, a. 150.
 - Président, ses attributions, c. 211, a. 152.
 - Président temporaire, c. 211, a. 155.
 - Rapport du président sortant de charge, c. 211, a. 153.
 - Rédaction des délibérations, c. 211, a. 160.
 - Remplaçants au cas d'absence, c. 211, a. 149.
 - Secrétaires leurs fonctions, c. 211, a. 158.
 - Syndic, ses fonctions, c. 211, a. 156.
 - Syndic, ses pouvoirs en cas d'accusation, c. 211, a. 157.
 - Trésorier, ses devoirs, c. 211, a. 161.
 - Trésorier, son cautionnement, c. 211, a. 162.
 - Vice-président, ses devoirs, c. 211, a. 154.

Devoirs des notaires

- Devoirs généraux, énumération, c. 211, a. 20.
- Répertoires et index
 - Actes accessoires entrés au répertoire, c. 211, a. 23.
 - Index au répertoire, c. 211, a. 24.
 - Numéros des actes, c. 211, a. 26.
 - Répertoire des actes en minute, c. 211, a. 22.

NOTARIAT.—CODE DU NOTARIAT. (CHAP. 211)—*Suite*Devoirs des notaires—*Suite*Répertoires et index—*Suite*

Répertoire spécial, c. 211, a. 25.

Tableau des interdits, c. 211, a. 21.

Discipline

Appel à la chambre des notaires

Appel des décisions du conseil, c. 211, a. 292.

Décision, quand définitive, c. 211, a. 296.

Défaut de procéder, c. 211, a. 294.

Dépôt sur l'appel, c. 211, a. 293.

Signification de la décision, c. 211, a. 295.

Exécution des décisions, et recouvrement des frais

Avis au cas de suspension, etc., c. 211, a. 304.

Bref d'exécution, c. 211, a. 298.

Date de l'effet de la destitution, c. 211, a. 305.

Droits du notaire suspendu, c. 211, a. 309.

Droits que perd le notaire destitué, c. 211, a. 308.

Prise de possession des greffes, c. 211, a. 300.

Procédure pour remise des greffes, c. 211, a. 302.

Publication de l'avis, c. 211, a. 306.

Publication en certains endroits, c. 211, a. 307.

Rapport de signification, c. 211, a. 301.

Rapport des procédures du protonotaire, c. 211, a. 303.

Signification de copie de décision, c. 211, a. 297.

Suspension du notaire ne payant pas les frais, c. 211, a. 299.

Infractions à la discipline

Actes dérogatoires, c. 211, a. 283.

Audition des plaintes, c. 211, a. 281.

Dépens, c. 211, a. 282.

Destitution ou suspension, c. 211, arts 278. 279.

Destitution pour cumul de professions ou de charges, c. 211, a. 284.

Imposition des peines, c. 211, a. 286.

Infractions non prévues, c. 211, a. 274.

Instruction des plaintes, c. 211, a. 271.

Notaire condamné au pénitencier, c. 211, a. 275.

Notaire coupable de faux, c. 211, a. 277.

Notification de la sentence, c. 211, a. 276.

Peines imposées pour dérogation, c. 211, a. 285.

Procédures du conseil, c. 211, a. 273.

Séances du conseil, c. 211, a. 272.

Signification au secrétaire, c. 211, a. 280.

Inspection des greffes de notaire

Application de l'article 249, c. 211, a. 268.

Avis d'inspection, c. 211, a. 258.

Comment rapport est fait, c. 211, a. 262.

Copie de l'ordre, c. 211, a. 259.

Entrée fermée ou refusée, c. 211, a. 265.

Exercice en vacances des pouvoirs de la chambre, c. 211, a. 254.

Frais, ce qu'ils comprennent, c. 211, a. 267.

NOTARIAT.—CODE DU NOTARIAT. (CHAP. 211)—*Suite***Discipline—*Suite*****Inspection des greffes de notaire**

- Indemnité des inspecteurs, c. 211, a. 264.
- Inspection d'un greffe pendant un triennat, c. 211, a. 257.
- Matière sujette à inspection et à rapport, c. 211, a. 261.
- Nomination d'inspecteur, c. 211, a. 256.
- Ordre d'inspection, c. 211, a. 252.
- Présence du notaire, c. 211, a. 260.
- Procédures suivies sur réception de plainte, c. 211, a. 255.
- Procédure sur le rapport d'inspection, c. 211, a. 263.
- Procédure sur rapport d'entrée fermée ou refusée, c. 211, a. 266.
- Raisons et conditions pour obtenir un ordre, c. 211, a. 253.
- Règlements concernant inspecteurs de greffe, c. 211, a. 270.
- Suspension du notaire refusant l'inspection, c. 211, a. 269.

Pénalités, leur recouvrement

- Amendes pour contraventions, c. 211, a. 242.
- Application de l'article 187, c. 211, a. 245.
- Pénalités, c. 211, a. 243.
- Poursuites en recouvrement, c. 211, a. 244.

Plaintes contre les notaires

- Allégations de la plainte, c. 211, a. 288.
- Comment plainte est faite, c. 211, a. 287.
- Documents, leur production, c. 211, a. 290.
- Ordre au syndic de porter plainte, c. 211, a. 291.
- Témoins, c. 211, a. 289.

Recouvrement des droits d'un notaire suspendu

- Certificat du président, c. 211, a. 311.
- Droit de reprendre son greffe, c. 211, a. 310.
- Publicité du relevé de suspension, c. 211, a. 312.

Suspension pour refus de payer contribution

- Avis de la demande de suspension, c. 211, a. 248.
- Effets de la suspension, c. 211, a. 251.
- Liste des notaires en retard, c. 211, a. 247.
- Preuve de l'avis, c. 211, a. 249.
- Suspension par la chambre en session, c. 211, a. 250.
- Suspension sommaire, c. 211, a. 246.

Dispositions déclaratoires et interprétatives

- Désignation des notaires, c. 211, a. 4.
- Différence entre les textes, c. 211, a. 2.
- Interprétation de certains mots, c. 211, a. 3.

Fonctions des notaires—Leurs droits et privilèges

- Effets insaisissables, c. 211, a. 10.
- Fonctions des notaires, c. 211, a. 5.
- Honoraires des notaires, c. 211, a. 12.
- Honoraires suivant tarifs, c. 211, a. 13.
- Paiement des actes sous seing-privé, c. 211, a. 16.
- Paiement préalable requis, c. 211, a. 19.
- Privilège des notaires, c. 211, a. 9.

NOTARIAT.—CODE DU NOTARIAT. (CHAP. 211)—*Suite***Fonctions des notaires—Leurs droits et privilèges—*Suite***

- Procédures en partage et licitation, c. 211, a. 6.
- Protection des notaires, c. 211, a. 7.
- Remise des copies d'actes, c. 211, a. 18.
- Secret des notaires, c. 211, a. 11.
- Secret professionnel, c. 211, a. 8.
- Serment des notaires, c. 211, a. 15.
- Services susceptibles d'honoraires, c. 211, a. 14.
- Solidarité des parties pour les frais, c. 211, a. 17.

Formules, c. 211, a. 317.

Inhabilité et incapacité des notaires

- Dépôt des greffes, en cas d'incompatibilité, c. 211, a. 29.
- Devoir d'un notaire embrassant une autre profession ou charge, c. 211, a. 32.
- Étude, où elle ne peut être tenue, c. 211, a. 27.
- Exercice illégal de la profession, c. 211, a. 34.
- Incompatibilité de certaines charges, c. 211, a. 30.
- Incompatibilité de certaines professions, c. 211, a. 28.
- Privilège de conserver répertoire en certains cas, c. 211, a. 31.
- Reprise de l'exercice de la profession de notaire, c. 211, a. 33.

Tableau général des notaires

- Autres renseignements par ordre, c. 211, a. 204.
- Contenu de la 1^{ère} partie, c. 211, a. 200.
- Contenu de la 2^{ème} partie, c. 211, a. 201.
- Contenu de la 3^{ème} partie, c. 211, a. 202.
- Contenu de la 4^{ème} partie, c. 211, a. 203.
- Devoirs du trésorier, c. 211, a. 207.
- Impression et distribution, c. 211, a. 199.
- Notaires changeant de domicile, c. 211, a. 205.
- Tableau tenu par les secrétaires, c. 211, a. 198.
- Transmission des listes des déclarations, c. 211, a. 206.

Tarif

- Tarif actuel, c. 211, a. 314.
- Tarif de la ci-devant chambre des notaires, c. 211, a. 313.

Validation de certains documents

- Validation de certaines procurations, c. 211, a. 316.
- Validation de certains actes notariés, c. 211, a. 315.

NOTIFICATION D'UN DÉCÈS AUX CORONERS *voir* **CORONERS**

NOUVEAU-QUÉBEC *voir* **DIVISION TERRITORIALE**

NUISANCES À L'HYGIÈNE *voir* **HYGIÈNE**

NUISANCES SUR LE TERRAIN D'AUTRUI *voir* **ABUS PRÉJUDICIALES À L'AGRICULTURE**

O

OBJETS D'ART, LEUR CONSERVATION *voir* MONUMENTS ET OBJETS D'ART

OBJETS TROUVÉS PAR CORONERS SUR CADAVRES *voir* CORONERS

OBLIGATIONS, ÉMISSION D'—PAR CORPORATIONS *voir* POUVOIRS SPÉCIAUX À CERTAINES COMPAGNIES ET CORPORATIONS *et* COMPAGNIES

OBLIGATIONS MUNICIPALES, LEUR ENREGISTREMENT *voir* DETTES ET EMPRUNTS DES CORPORATIONS MUNICIPALES

OBLIGATIONS SCOLAIRES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

OBLIGATIONS, VENTE D'—*voir* ÉMISSION ET VENTE D'ACTIONS, ETC.

OBSERVANCE DU DIMANCHE.—LOI DE L'OBSERVANCE DU DIMANCHE.
(CHAP. 199)

Effet sur les libertés reconnues par la loi fédérale, c. 199, a. 8.

Lois votées par la Législature, c. 199, a. 6.

Pénalités pour infractions, c. 199, a. 4.

Portée générale de la loi, c. 199, a. 2.

Recouvrement de l'impôt, c. 199, a. 5.

Sabbat, exception, c. 199, a. 7.

Travaux prohibés, c. 199, a. 3.

Vente de marchandises le dimanche

Amende, exception, c. 199, a. 9.

Emploi des amendes, c. 199, a. 11.

Prescription des actions, c. 199, a. 12.

Recouvrement des amendes, c. 199, a. 10.

OCTROI DE PRIVILÈGES, DROITS OU FRANCHISES PAR LES MUNICIPALITÉS.—LOI RELATIVE À LA CONCESSION DE FRANCHISES PAR LES MUNICIPALITÉS. (CHAP. 118)

Délai pour approbation du règlement, c. 118, a. 3.

Droits concernés

Ligne de tramways, c. 118, a. 2, § 1^o.

Système d'éclairage, de chauffage, ou transmission d'énergie électrique, c. 118, a. 2, § 2^o.

Procédure pour l'approbation, c. 118, a. 4.

OEUVRES LITTÉRAIRES ET SCIENTIFIQUES, AIDE AUX—*voir* AIDE AUX PRODUCTIONS LITTÉRAIRES OU SCIENTIFIQUES

OEUVRES THÉÂTRALES, REPRÉSENTATION D'—*voir* REPRÉSENTATIONS THÉÂTRALES

OFFICIERS DE JUSTICE *voir* SALAIRES ET HONORAIRES DES OFFICIERS DE JUSTICE *et* TRIBUNAUX JUDICIAIRES

OFFICIERS DE JUSTICE, EXTORSION PAR LES—*voir* SALAIRES ET HONORAIRES DES OFFICIERS DE JUSTICE

OFFICIERS DE JUSTICE, SALAIRES ET HONORAIRES *voir* SALAIRES ET HONORAIRES DES OFFICIERS DE JUSTICE

OFFICIERS DE JUSTICE, TARIF D'HONORAIRES DES—*voir* SALAIRES ET HONORAIRES DES OFFICIERS DE JUSTICE

OFFICIERS DU REVENU *voir* CONTRÔLE DU REVENU DE LA PROVINCE

OFFICIERS MUNICIPAUX, LEURS POUVOIRS POUR PRÉVENTION DES INCENDIES *voir* PRÉVENTION DES INCENDIES

OFFICIERS PUBLICS, LEUR PRIVILÈGES *voir* PRIVILÈGE DES JUGES DE PAIX, MAGISTRATS ET OFFICIERS PUBLICS

OFFICIERS PUBLICS *voir* PRIVILÈGES DES JUGES DE PAIX, MAGISTRATS ET OFFICIERS PUBLICS

OFFICIERS SPÉCIAUX POUR CONFECTION DE LISTES DES JURÉS *voir* JURÉS

OPIUM *voir* VENTE DES NARCOTIQUES

ORATEUR *voir* LÉGISLATURE

ORDONNANCE DE POLICE *voir* POLICE ET BON ORDRE

ORDRE DU MÉRITE AGRICOLE ET CONCOURS DU MÉRITE AGRICOLE.—LOI DU MÉRITE AGRICOLE. (CHAP. 53)

- But de l'ordre, c. 53, a. 2.
- Commandeurs, etc., de droit, c. 53, a. 8.
- Concours de mérite agricole, c. 53, a. 4.
- Décorations et diplômes, c. 53, a. 3.
- Exécution de la loi par le ministre de l'agriculture, c. 53, a. 9.
- Nomination des juges, c. 53, a. 6.
- Octroi des diplômes, c. 53, a. 7.
- Rapport au ministre, c. 53, a. 6.
- Règlements par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 53, a. 5.
- Section des jeunes cultivateurs, c. 53, a. 5.

ORDRE, MAINTIEN DE L'—DANS LES ÉGLISES *voir* LIBERTÉ DES CULTES ET BON ORDRE DANS LES ÉGLISES

ORGANISATION ET POUVOIRS DE CERTAINES ÉGLISES.—LOI DE LA CONSTITUTION DE CERTAINES ÉGLISES. (CHAP. 201)

- Avis de présentation de requête, c. 201, a. 5.
- Bureau des syndics et pouvoirs, c. 201, a. 8.
- Constitution en corporation, c. 201, a. 2.
- Contenu de la requête, c. 201, a. 3.
- Documents accompagnant requête, c. 201, a. 4.
- Droits des créanciers, sauvegardés, c. 201, a. 13.

**ORGANISATION ET POUVOIRS DE CERTAINES ÉGLISES.—LOI DE LA CONS-
TITUTION DE CERTAINES ÉGLISES. (CHAP. 201)—*Suite***

Greffier d'église, ses devoirs, c. 201, a. 11.
Octroi de la requête, c. 201, a. 6.
Pouvoir de faire des règlements, c. 201, a. 7.
Quorum du bureau, c. 201, a. 9.
Rapport sur demande, c. 201, a. 12.
Restrictions à l'application de la loi, c. 201, a. 14.
Trésorier, ses devoirs, c. 201, a. 10.

ORIGINAUX DES STATUTS *voir* **STATUTS**

OUVRAGES PUBLICS *voir* **TRAVAUX PUBLICS**

OUVRAGES PUBLICS DANS LES CITÉS ET LES VILLES *voir* **TRAVAUX
PUBLICS DANS LES CITÉS ET VILLES**

OYER ET TERMINER, COUR D'— *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

P

**PAIEMENT DE CERTAINES DETTES DES MUNICIPALITÉS DE COMTÉ PAR
LES CITÉS ET VILLES DÉTACHÉES DU COMTÉ** *voir* **CITÉS ET VILLES
DÉTACHÉES D'UN COMTÉ**

PAIEMENT DE L'ENTRETIEN DES ENFANTS DANS ÉCOLES DE RÉFORME
voir **ÉCOLES DE RÉFORME**

**PAIEMENT DE L'ENTRETIEN DES ENFANTS DANS LES ÉCOLES D'INDUS-
TRIE** *voir* **ÉCOLES D'INDUSTRIE**

PAIEMENT DES FRAIS D'ENTRETIEN DES ALIÉNÉS *voir* **ASILES D'ALIÉNÉS**

PAIEMENT DES JURÉS *voir* **JURÉS**

PAIEMENT DES TÉMOINS DE LA COURONNE *voir* **TÉMOINS DE LA COU-
RONNE**

**PAIEMENT DU LAIT ET DE LA CRÈME DANS LES FABRIQUES DE PRODUITS
LAITIERS.—LOI DU PAIEMENT DU LAIT ET DE LA CRÈME DANS
CERTAINES FABRIQUES. (CHAP. 65)**

Certificat d'expert essayeur, c. 65, a. 7.
Contrainte par corps, c. 65, a. 15.
Contraventions et pénalités, c. 65, a. 11.
Définition des mots: "fabrique", "épreuve", "matière grasse", c. 65, a. 2.
Enregistrement du pourcentage de matières grasses, c. 65, a. 8.
Exécution de la loi par le ministre de l'agriculture, c. 65, a. 17.
Laitiers non visés par la loi, c. 65, a. 10.
Mesure de l'échantillon de lait, c. 65, a. 5.
Mode d'épreuve, c. 65, a. 4.
Paiement par la fabrique, c. 65, a. 3.
Pesage de l'échantillon de lait, c. 65, a. 6.
Procédures pour recouvrer l'amende, c. 65, arts 12 à 16.
Règlements par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 65, a. 9.

PAIN, FABRICATION DU—voir FABRICATION DU PAIN**PAIX, MAINTIEN DE LA—AUX ASSEMBLÉES PUBLIQUES voir ASSEMBLÉES PUBLIQUES****PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS.—LOI DES PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS. (CHAP. 156)****Allocations aux municipalités de comté**

- Construction d'un palais de justice, c. 156, a. 25.
- Endroit où est tenue la cour, c. 156, s. 28.
- Municipalités où Cour de circuit n'est pas tenue, c. 156, a. 26.
- Palais de justice existant, mais non requis, c. 156, a. 27.

Entretien des palais de justice et prisons

- Amendes faisant partie du fonds, c. 156, a. 19.
- Assurances contre le feu, c. 156, a. 11.
- Augmentation des contributions, si requis, c. 156, a. 18.
- Bâtiments temporaires, c. 156, a. 21.
- Diminution des contributions, c. 156, a. 17.
- Exemption des municipalités locales, si fonds autrement suffisant, c. 156, a. 14.
- Fonds des bâtisses et des jurés, de quoi composé, c. 156, a. 13.
- Fonds des bâtisses et des jurés, par qui reçu, c. 156, a. 15.
- "Municipalité locale", définition, c. 156, a. 13, s. 14°.
- Prélèvement des fonds de reconstruction, c. 156, a. 22.
- Reconstruction de palais de justice ou prison, c. 156, a. 16.
- Site des palais de justice et prisons, c. 156, a. 20.
- Vente des palais de justice et prisons non requis, c. 156, a. 23.
- Titre de propriété, au nom de qui, c. 156, a. 10.
- Titre de propriété d'un palais de justice de district électoral, c. 156, a. 12.

Inspecteurs des prisons et autres institutions

- Asiles se trouvant dans le cas de l'asile de Beauport, c. 156, a. 47.
- Fonctions qui leur sont assignées, c. 156, a. 29.
- Juges de paix d'office, c. 156, a. 41.
- Nomination, et durée des fonctions, c. 156, a. 38.
- Rapport annuel, c. 156, a. 48.
- Rapports spéciaux, c. 156, a. 49.
- Règlements en leur pouvoir, c. 156, a. 42.
- Visite d'asiles privés, c. 156, a. 46.
- Visite de l'asile de Beauport, c. 156, a. 45.
- Visite des hôpitaux, c. 156, a. 44.
- Visite des institutions charitables, c. 156, a. 43.
- Visite des prisons, c. 156, a. 40.

Liqueurs alcooliques dans les prisons

- Défense de les introduire, et peines pour contravention, c. 156, a. 37.

Prisons à Québec et Montréal

- Contributions de ces cités, c. 156, a. 35, § 1.
- Fonds ordinaires insuffisants, c. 156, a. 35, § 2.
- Loi 12 Victoria, c. 112, continuée en vigueur, c. 156, a. 36.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS.—LOI DES PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS. (CHAP. 156)—*Suite*

Prisons et maisons de correction

- Comités de surveillance, c. 156, a. 6.
- Maison de correction à Montréal, c. 156, a. 8.
- Parties des prisons affectées aux maisons de correction, c. 156, a. 9.
- Prison commune à deux districts, c. 156, a. 3.
- Prison considérée maison de correction, surveillance, c. 156, a. 2.
- Prisons additionnelles quand requises, c. 156, a. 5.
- Sommes affectées aux maisons de correction, c. 156, a. 7.
- Transfert de prisonniers, durée de l'emprisonnement, c. 156, a. 4.

Taxes sur les procédures pour le fonds des bâties et des jurés

- Application de loi 12 Victoria, chapitre 112, c. 156, a. 30.
- Excédant de la taxe, son emploi, c. 156, a. 34.
- Honoraires des greffiers ou crieurs, c. 156, a. 31.
- Imposition de taxes, c. 156, a. 29.
- Perception en vertu de 12 Victoria ne se fait qu'une fois, c. 156, a. 32.
- Pouvoirs non exercés en certains cas, c. 156, a. 23.

Usage des palais de justice par la Cour de l'échiquier du Canada.

- Juge a même autorité qu'un juge de la Cour supérieure, c. 156, a. 24.

PALAIS DE JUSTICE INCENDIÉS.—LOI DES PALAIS DE JUSTICE INCENDIÉS. (CHAP. 157)

- Loi 37 Victoria, chapitre 15, applicable par proclamation, c. 157, a. 2.

PAMPHLETS, PUBLICATION DE—voir JOURNAUX ET AUTRES PUBLICATIONS

PAPETERIE, SON ENSEIGNEMENT voir ENSEIGNEMENT FORESTIER, ETC.

PARANEIGES voir ÉRECTION DE PARANEIGES

PARC DE LA MONTAGNE TREMBLANTE.—LOI DU PARC DE LA MONTAGNE TREMBLANTE. (CHAP. 89)

- Dispositions applicables, c. 89, a. 8.
- Émission et renouvellement de certains permis, c. 89, a. 3.
- Maintien de certains permis et baux, c. 89, a. 6.
- Ministre ayant le contrôle du parc, c. 89, a. 2.
- Ministre chargé de l'exécution de la loi, c. 89, a. 9.
- Règlements, c. 89, a. 4.
- Sanatorium, c. 89, a. 5.
- Territoire compris, nom, c. 89, a. 2.
- Territoire pouvant être ajouté au parc, c. 89, a. 7.

PARC NATIONAL DES LAURENTIDES.—LOI DU PARC DES LAURENTIDES. (CHAP. 88)

- Accès au parc des officiers du département, c. 88, a. 15.
- Arrestation des contrevenants, c. 88, a. 12.

PARC NATIONAL DES LAURENTIDES.—LOI DU PARC DES LAURENTIDES.**(CHAP. 88)—Suite**

- Coupe du bois, c. 88, a. 14.
- Défense de louer le parc, c. 88, a. 6.
- Destination du parc, son nom, c. 88, a. 3.
- Domages causés, c. 88, a. 20.
- Droits des porteurs de permis, c. 88, a. 16.
- Émission et renouvellement de certains permis, c. 88, a. 5.
- Emploi des amendes, c. 88, a. 25.
- Emploi des revenus perçus, c. 88, a. 27.
- Infractions, comment punies, c. 88, a. 10.
- Lieu d'emprisonnement des contrevenants, c. 88, a. 22.
- Limites du parc, c. 88, a. 2.
- Lois de pêche et de chasse applicables, c. 88, a. 19.
- Maintien de certains permis et baux, c. 88, a. 28.
- Ministre chargé de la mise à exécution, c. 88, a. 29.
- Pêche et chasse sans permis, c. 88, a. 11.
- Poursuites, devant qui intentées, c. 88, a. 24.
- Prise de possession de partie du parc, c. 88, a. 7.
- Procédure, c. 88, a. 26.
- Recherche des minéraux, c. 88, a. 17.
- Règlements, c. 88, a. 9.
- Surintendant et employés, c. 88, a. 8.
- Surintendant, ses pouvoirs, c. 88, a. 21.
- Témoins compétents, c. 88, a. 23.
- Territoire adjacent, c. 88, a. 4.
- Vente de liqueurs alcooliques, c. 88, a. 18.
- Vente des armes et instruments confisqués, c. 88, a. 13.

PARDON voir EXÉCUTIF**PARIS MUTUELS voir LICENCES****PAROISSES ET FABRIQUES.—LOI DES PAROISSES ET FABRIQUES.****(CHAP. 197)****Commissaires****Nomination**

- Cinq commissaires sont nommés, quorum, c. 197, a. 2.
- Commissaires intéressés dans les entreprises, c. 197, a. 3.

Pouvoirs généraux

- Authenticité des procédures, c. 197, a. 11.
- Commissaire recevant dépositions à l'extérieur, c. 197, a. 10.
- Huissiers de la Cour supérieure, c. 197, a. 6.
- Huissiers, leurs exploits, c. 197, a. 7.
- Juridiction des commissaires et de l'évêque, c. 197, a. 8.
- Maintien de l'ordre, c. 197, a. 9.
- Secrétaire, nomination, c. 197, a. 4.
- Secrétaire, ses honoraires, c. 197, a. 5.
- Validité des actes de cotisation, c. 197, a. 12.

PAROISSES ET FABRIQUES.—LOI DES PAROISSES ET FABRIQUES.
(CHAP. 197)—*Suite*

Construction et réparation des églises, presbytères, et cimetières

Élection des syndics

Assemblée pour nomination de syndics, c. 197, a. 42.

Avis de cette assemblée, c. 197, a. 43.

Jugements rendus contre les syndics, exécution

Accès aux archives, c. 197, a. 94.

Application de sous-section, c. 197, a. 100.

Arrérages en vertu du rôle spécial, c. 197, a. 98.

Bref d'exécution, c. 197, a. 91.

Délai pour prélèvement, c. 197, a. 90.

Devoirs du shérif, c. 197, a. 93.

Forme et contenu du bref, c. 197, a. 92.

Ordres de la cour, c. 197, a. 99.

Paiement sur signification du jugement, c. 197, a. 88.

Prélèvement à défaut de fonds, c. 197, a. 89.

Remise des documents après perception, c. 197, a. 97.

Rôle d'évaluation par officier saisissant, c. 197, a. 95.

Taxation des frais, c. 197, a. 96.

Qualités, pouvoirs et devoirs des syndics

Acte de cotisation supplémentaire, c. 197, a. 63.

Actions des agents, au nom de qui intentées, c. 197, a. 79.

Agents des francs-tenanciers, leurs pouvoirs, c. 197, a. 77.

Amende à défaut de remplir devoirs, c. 197, a. 86.

Application de la loi, c. 197, a. 87.

Commis des syndics, allocation limitée, c. 197, a. 60.

Constructions commencées par souscription volontaire, c. 197, a. 83.

Cotisation constitue première hypothèque, c. 197, a. 69.

Cotisation, époque et mode de la faire, c. 197, a. 55.

Cotisations, quand exigibles, c. 197, a. 59.

Date de l'imposition, c. 197, a. 70.

Destitution des syndics en certains cas, c. 197, a. 49.

Droits résultant de l'élection non affectés par la destitution, c. 197, a. 52.

Élection de nouveaux syndics en certains cas, c. 197, a. 53.

Élection du président et procédures, c. 197, a. 48, § 2.

Émission d'obligations, etc., autorisée, c. 197, a. 73.

Emprunts autorisés, c. 197, a. 71.

État annuel, son contenu, c. 197, a. 61, § 2.

Garantie de remboursement d'emprunt, c. 197, a. 72.

Homologation de cotisation supplémentaire, c. 197, a. 65.

Mode de paiement des cotisations, c. 197, a. 62.

Modifications aux décrets touchant les travaux, c. 197, a. 57.

Montant moindre que celui payable étant suffisant, c. 197, a. 68.

Montant pour couvrir les déficits, c. 197, a. 67.

Montant prélevé étant insuffisant, c. 197, a. 64.

Permission de construire salle publique, c. 197, a. 47.

Poursuites pour balances de souscription, c. 197, a. 85.

Poursuites pour cotisations, c. 197, a. 61, § 1.

Présentation de requête en destitution, c. 197, a. 51.

Preuve du droit des agents de poursuivre, c. 197, a. 78.

Procédure pour obliger syndics à rendre compte, c. 197, a. 76.

Procédure sur cotisation supplémentaire, c. 197, a. 66.

PAROISSES ET FABRIQUES.—LOI DES PAROISSES ET FABRIQUES.
(CHAP. 197)—*Suite***Construction et réparation des églises, presbytères et cimetières—*Suite*****Qualités, pouvoirs et devoirs des syndics—*Suite***

- Protestants non assujettis, c. 197, a. 58.
- Qualités requises, démission, c. 197, a. 44.
- Recours de l'entrepreneur contre la fabrique, c. 197, a. 84.
- Recours du curé, etc., contre les constructeurs, c. 197, a. 82.
- Reddition annuelle des comptes, c. 197, a. 75.
- Reddition de comptes dans l'année suivant la fin des travaux, c. 197, a. 80.
- Requête des syndics en confirmation d'élection, c. 197, a. 46.
- Requête en destitution, c. 197, a. 50.
- Revision de l'acte de cotisation, c. 197, a. 56.
- Révocation du décret canonique, c. 197, a. 45.
- Secrétaire-trésorier, ses devoirs, c. 197, a. 48, § 3.
- Sommes prêtées n'étant pas remboursées, c. 197, a. 74.
- Syndics formant une corporation, c. 197, a. 48, § 1.
- Syndics peuvent être poursuivis pour rendre compte, c. 197, a. 81.
- Vacances, comment remplies, c. 197, a. 54.

Érection et division des paroisses**Élection des marguilliers des paroisses situées dans la cité de Québec**

- Composition des assemblées pour certaines fins, c. 197, a. 40, § 1.
- Organisation d'une nouvelle fabrique, c. 197, a. 40, § 2.
- "Paroisse", compréhension du mot, c. 197, a. 41.

Érection canonique

- Avis aux intéressés, c. 197, a. 14.
- Cimetière, terrain choisi doit être approuvé, c. 197, a. 15.
- Cimetière nouveau demandé par directeur du service d'hygiène, c. 197, a. 16.
- Décret canonique, procédure pour l'obtenir, c. 197, a. 13.

Érection civile

- Amende pour refus d'exhiber documents, c. 197, a. 23.
- Cas où il n'y a pas d'opposition, c. 197, a. 18.
- Cas où il y a opposition, c. 197, a. 20.
- Confirmation d'érection par proclamation, c. 197, a. 25.
- Descente sur les lieux, c. 197, a. 21.
- Description basée sur plan officiel, c. 197, a. 28.
- Description technique de la paroisse, c. 197, a. 27.
- Examen des papiers, etc., relatifs aux limites, c. 197, a. 22.
- Lecture des décrets et avis de la demande, c. 197, a. 17.
- Limites définies par décret canonique, c. 197, a. 29.
- Paroisses dont les dettes n'ont pas été acquittées, c. 197, a. 24.
- Paroisses reconnues malgré absence de preuve d'érection, c. 197, a. 26.
- Proclamation du lieutenant-gouverneur, c. 197, a. 19.
- Proclamation pour émission du décret, c. 197, a. 30.

Érection des paroisses dans l'ancien territoire de Notre-Dame de Montréal

- Assemblées générales remplacées par assemblées de marguilliers, c. 197, a. 37.
- Comment se fait l'érection, c. 197, a. 35.
- Démembrement et subdivision, c. 197, a. 36.
- Limites de la cité de Montréal, sauvegardées, c. 197, a. 39.
- "Paroisse", compréhension du mot, c. 197, a. 38.

PAROISSES ET FABRIQUES.—LOI DES PAROISSES ET FABRIQUES.
(CHAP. 197)—*Suite*

Érection et division des paroisses—*Suite*

Paroisses nationales

Annexion des paroissiens d'une paroisse voisine, c. 197, a. 34.

Détermination par le chef de famille, décision, c. 197, a. 33.

Mode d'érection, c. 197, a. 32.

Paroisses pour les minorités catholiques, c. 197, a. 31.

Fabriques

Assemblées

Convocation, c. 197, a. 104, § 2°.

Droit à la présidence, c. 197, a. 104, § 1°.

Droit de vote, c. 197, a. 104, § 3°.

Enregistrement des votes, c. 197, a. 104, § 4°.

Emprunts

Cotisation pour payer la dette, exemption, c. 197, a. 103.

Emprunts sur hypothèques, c. 197, a. 101.

Vente de protestant à catholique, hypothèque de bailleur de fonds, c. 197, a. 102.

Marguilliers

Démission, et élection de successeurs, c. 197, a. 106.

Reddition de comptes, défaut, c. 197, a. 105.

PAROISSES NATIONALES *voir* **PAROISSES ET FABRIQUES**

PASSES MIGRATOIRES *voir* **PÊCHE**

PATIENTS PRIVÉS DANS LES ASILES *voir* **ASILES D'ALIÉNÉS**

PATIENTS PUBLICS DANS LES ASILES D'ALIÉNÉS *voir* **ASILES D'ALIÉNÉS**

PATRIMOINE DE FAMILLE *voir* **PROTECTION DES COLONS**

PATRONS DE FABRIQUES DE PRODUITS LAITIERS, SOCIÉTÉS DE—*voir*
SOCIÉTÉS DE PATRONS DE FABRIQUES DE PRODUITS LAITIERS

PÉAGE, ABOLITION DES CHEMINS DE— *voir* **ABOLITION DES PONTS ET
CHEMINS DE PÉAGE**

PÉAGE, COMPAGNIES DE CHEMINS À BARRIÈRES DE— *voir* **COMPAGNIES
DES CHEMINS À BARRIÈRES DE PÉAGE**

PÉAGES *voir* **COMPAGNIES POUR LA CONSTRUCTION DE CHEMINS et TRA-
VAUX PUBLICS**

PÉAGES, EXEMPTION DE— *voir* **EXEMPTIONS DE PÉAGES**

PÉAGES SUR OUVRAGES PUBLICS *voir* **TRAVAUX PUBLICS**

PÊCHE.—LOI CONCERNANT LA PÊCHE. (CHAP. 83)**Amendes, confiscations et poursuites**

- Attribution des amendes, c. 83, a. 46.
- Confiscation des navires en contravention, c. 83, a. 41.
- Délai de l'assignation, c. 83, a. 50.
- Dynamite, usage prohibé, c. 83, a. 40.
- Fonctionnaires revêtus d'office des pouvoirs de juge de paix et de garde-pêche, c. 83, a. 54.
- Formules de procédure, c. 83, a. 52.
- Infraction, ce qui la constitue, c. 83, a. 44.
- Infraction qui dure plus d'un jour, c. 83, a. 45.
- Infraction sur limites de deux juridictions, c. 83, a. 49.
- Participation aux infractions, c. 83, a. 43.
- Pénalité générale pour infraction, c. 83, a. 38.
- Pénalités pour infractions commises par une personne déguisée, c. 83, a. 39.
- Prescription des poursuites, c. 83, a. 47.
- Présomption contre certaines personnes, c. 83, a. 42.
- Procédures sont sommaires, c. 83, a. 48.
- Rapport du garde-pêche au ministre, c. 83, a. 53.
- Vices de forme, c. 83, a. 51.

Baux et permis de pêche

- Baux pour lacs et rivières non navigables
 - Confiscation du poisson pris sans permis dans lac, etc., sous bail, c. 83, a. 13.
 - Dommages par les locataires, c. 83, a. 15.
 - Droits de passage, c. 83, arts 11 et 12.
 - Droits résultant du bail, c. 83, a. 11.
 - État que doit fournir le locataire, c. 83, a. 19.
 - Gardes-pêche, leur maintien par les locataires, c. 83, a. 15.
 - Indemnité au locataire précédent, c. 83, a. 20.
 - Louage des réserves, c. 83, a. 7.
 - Nullité des baux par suite d'erreur ou d'inexactitude des arpentages, c. 83, a. 9.
 - Paiement du loyer, c. 83, a. 10.
 - Personnes et clubs ou corporations peuvent obtenir bail, c. 83, a. 8.
 - Réserves pour fins de pêche, c. 83, a. 7.
 - Réserve pour subsistance des personnes dans nouveaux cantons, c. 83, a. 14.
 - Révocation du bail, causes et effets, c. 83, arts 16 et 18.
 - Rivières à saumon en partie navigables, c. 83, a. 7.
 - Transport de bail doit être autorisé par ministre, c. 83, a. 17.
- Baux pour les eaux de la province
 - Annulation du permis, c. 83, a. 22.
 - Conditions du permis, c. 83, a. 22.
 - Décisions des contestations quant aux limites et appel au ministre, c. 83, a. 24.
 - Défense de pêcher dans les limites sans permis, c. 83, a. 23.
 - Distance entre les pêcheries, c. 83, a. 25.
 - Droits conférés aux porteurs de permis, c. 83, a. 21.

Conditions des permis de pêche

- Soumission aux lois et aux règlements, c. 83, a. 6.

Contrôle des droits de pêche appartenant à des particuliers

- Consentement des propriétaires, c. 83, a. 5.

PÊCHE.—LOI CONCERNANT LA PÊCHE. (CHAP. 83)—*Suite***Droit de pêcher**

Émission de permis de pêche, c. 83, a. 3.

Mode de pêcher, c. 83, a. 3.

Personnes qui doivent prendre un permis pour pêcher, c. 83, a. 3.

Durée des baux de pêche

Ne peuvent excéder neuf ou quinze ans, c. 83, a. 4.

Eaux réservées pour reproduction du poisson

Réserves peuvent être constituées par le ministre, c. 83, a. 31.

Emploi des terrains vacants pour les besoins de la pêche

Par personnes ayant droit de pêche, c. 83, a. 32.

Huîtrières

Pénalités pour pêche sans permis, c. 83, a. 29.

Permis pour huîtrières, c. 83, a. 29.

Interprétation des mots

“Bail”, “bail de pêche”, c. 83, a. 2, §§ 2°, 4°.

“Eaux de la province”, c. 83, a. 2, § 1°.

“Garde-pêche”, c. 83, a. 2, § 3°.

“Inspecteur des pêcheries”, c. 83, a. 2, § 7°.

“Ministre”, c. 83, a. 2, § 2°.

“Permis”, “permis de pêche”, c. 83, a. 2, § 5°.

“Permis spécial”, a. 83, a. 2, § 6°.

Officiers et circonscriptions de pêche

Bec-scie, martin pêcheur, sur rivières à saumon, c. 83, a. 64.

Condamnation sur le fait par les gardes-pêche, c. 83, a. 62.

Division de la province en circonscriptions de pêche, c. 83, a. 56.

Gardes-pêche d'office, c. 83, a. 60.

Gardes-pêche locaux, c. 83, a. 60.

Gardiens, c. 83, a. 58.

Inspecteurs, leurs fonctions, c. 83, a. 55.

Pénalités contre certains officiers, c. 83, a. 59.

Perquisitions par les gardes-pêche, c. 83, a. 63.

Pouvoirs des gardes-pêche, c. 83, a. 61.

Rémunération des inspecteurs, c. 83, a. 57.

Surintendant, ses fonctions, c. 83, a. 55.

Vente des droits de pêche par les colons, c. 83, a. 65.

Passes migratoires

Construction de passes migratoires au cours des poursuites, c. 83, a. 34.

Domages à une passe migratoire, c. 83, a. 36.

Passes migratoires doivent être établies, c. 83, a. 33.

Pénalités pour infractions, c. 83, a. 34.

Temps où les passes doivent être ouvertes, c. 83, a. 35.

Pêche au saumon

Limites des permis, c. 83, a. 26.

Pêche au saumon dans les estuaires, c. 83, a. 27.

Plans des estuaires, c. 83, a. 28.

PÊCHE.—LOI CONCERNANT LA PÊCHE. (CHAP. 83)—*Suite*

Règlements

Du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 83, a. 37.

Testacés

Émission de permis pour pêcheries, c. 83, a. 30.

PÊCHERIES *voir* DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION

PÊCHERIES MARITIMES *voir* AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES PÊCHERIES

PÊCHEURS, LEUR ENGAGEMENT *voir* ENGAGEMENT DES PÊCHEURS, ETC.

PÊCHEURS, RECOUVREMENT DES GAGES DES— *voir* ENGAGEMENT DES PÊCHEURS, ETC.

PÊCHEURS, SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE—*voir* AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES PÊCHERIES

PÉDAGOGIE, INSTITUT DE—À MONTRÉAL *voir* INSTITUT PÉDAGOGIQUE À MONTRÉAL

PEINES, REMISE DES—*voir* CONTRÔLE DU REVENU

PÉNALITÉS.—LOI DU PAIEMENT DES PÉNALITÉS. (CHAP. 166)

Amendes, à qui payées, c. 166, a. 2.

Comptes des greffiers et géoliers, c. 166, a. 6.

Greffiers de la paix agissant comme greffiers des sessions ou des juges de paix, c. 166, a. 7.

Païement au géolier, c. 166, a. 3.

Païement au trésorier municipal, c. 166, a. 5.

Païement aux parties y ayant droit, c. 166, a. 4.

PÉNINSULE DE MANICOUAGAN, SON AFFERMAGE *voir* TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES

PENSIONS DE RETRAITE DES EMPLOYÉS PUBLICS.—LOI DES PENSIONS. (CHAP. 11)

Employés permanents du service extérieur

Conditions pour avoir droit à la pension, c. 11, a. 39.

Décès ou retraite avant paiement intégral des arrérages, c. 11, a. 42.

Fonctionnaires nommées avant 19 mars, 1921, c. 11, a. 40.

Païement de certaines retenues, c. 11, a. 41.

Quelles personnes ont droit à la pension, c. 11, a. 38.

Employés permanents du service intérieur nommés après 21 décembre, 1916

Bonification de dix années pas accordée, c. 11, a. 32.

Enfants peuvent retirer contribution, c. 11, a. 37.

Maximum de la pension de la veuve, c. 11, a. 34.

Maximum de la pension des enfants, c. 11, a. 35.

Quelles dispositions s'appliquent à ces employés, c. 11, a. 30.

PENSIONS DE RETRAITE DES EMPLOYÉS PUBLICS.—LOI DES PENSIONS.
(CHAP. 11)—*Suite*

Employés permanents du service intérieur nommés après 21 décembre, 1916—*Suite*

- Quotité de la pension, c. 11, a. 31.
- Retenue sur les traitements, c. 11, a. 33.
- Veuve peut retirer contributions ou accepter pension, c. 11, a. 36.

Employés permanents du service intérieur nommés avant 22 décembre, 1916

- Conseillers légistes du département du trésor. Dispositions qui les concernent, c. 11, arts 27, 28 et 29.
- Démission, destitution, etc.
 - Démission, c. 11, a. 21.
 - Destitution, c. 11, a. 21.
 - Fonds à même lequel les pensions sont payées, c. 11, a. 22.
 - Infirmité, c. 11, a. 21.
 - Insaississabilité de la pension, c. 11, a. 24.
 - Offre d'emploi aux fonctionnaires, c. 11, a. 25.
 - Retraite obligatoire, c. 11, a. 23.

Païement des pensions

- Nombre d'années de contributions requis, c. 11, a. 17.
- Païement de la pension, c. 11, a. 18.
- Pension de la veuve et des enfants, c. 11, a. 19.
- Pension du mois du décès, c. 11, a. 18.
- Résidence des pensionnaires, c. 11, a. 20.

Quotité de la pension

- Base du calcul de la pension, c. 11, a. 4.
- Conditions pour avoir droit à la pension, c. 11, arts 3 et 13.
- Diminution de la pension dans certains cas, c. 11, a. 14.
- Dix années de bonification aux chefs de branche, c. 11, a. 9.
- Dix années de bonification aux techniciens, c. 11, a. 8.
- Enquête préalable à la mise à la retraite, c. 11, a. 11.
- Interruption de services, c. 11, a. 7.
- Liquidation de la pension, c. 11, a. 5.
- Maximum de la pension, c. 11, a. 6.
- Rapport du bureau de la trésorerie, c. 11, a. 12.
- Retenue sur les traitements et versement d'icelle, c. 11, a. 16.
- Services avant l'Union, c. 11, a. 15.
- Services comme surnuméraires, c. 11, a. 10.

Secrétaires-particuliers

- Dispositions qui les concernent, c. 11, arts 23, 28 et 29.

Pension des employés ayant permuté

- Effet de la permutation, c. 11, a. 43.

Pension des employés permanents du service intérieur

- Quelles personnes sont comprises dans cette désignation, c. 11, a. 2.

**PENSIONS DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES DE L'ENSEIGNEMENT
PRIMAIRE voir INSTRUCTION PUBLIQUE**

PERCEPTEURS DU REVENU voir CONTRÔLE DU REVENU

PERMIS DE CHASSE *voir* CHASSE

PERMIS DE CHASSE POUR FINS SCIENTIFIQUES *voir* CHASSE

PERMIS DE COUPE DE BOIS *voir* TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES

PERMIS D'ÉLECTRICIEN *voir* PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS CONTRE LES INCENDIES

PERMIS D'EXPLOITATION DE MINES *voir* MINES

PERMIS D'OCCUPATION DES TERRES PUBLIQUES *voir* ADMINISTRATION ET VENTE DES TERRES PUBLIQUES PROPRES À LA CULTURE *et* TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES

PERMIS DE MAINMORTE *voir* ACQUISITIONS ET ALIÉNATIONS D'IMMEUBLES PAR LES CORPORATIONS ET LES GENS DE MAINMORTE

PERMIS DE MÉCANIENS DE MACHINES FIXES *voir* MÉCANIENS DE MACHINES FIXES

PERMIS DE MINES *voir* MINES

PERMIS DE PÊCHE *voir* PÊCHE

PERMIS DES SOCIÉTÉS POUR PROTECTION DES ENFANTS IMMIGRANTS *voir* ENFANTS IMMIGRANTS

PERMIS DE TANNERIES DE FOURRURES ET D'USINES DE TEINTURE ET DE LUSTRAGE DES POILS ET FOURRURES *voir* CHASSE

PERMIS POUR ENTREPÔTS FRIGORIFIQUES *voir* CHASSE

PERMIS POUR TENIR ASILE POUR LES IVROGNES *voir* ASILES POUR LES IVROGNES

PERMIS POUR TENIR ASILE PRIVÉ D'ALIÉNÉS *voir* ASILES D'ALIÉNÉS

PERSONNE FAISANT AFFAIRES SEULE SOUS UNE RAISON SOCIALE *voir* DÉCLARATIONS QUE DOIVENT FAIRE ENREGISTRER LES COMPAGNIES, ETC.

PERTE DES DROITS POLITIQUES *voir* LÉGISLATURE

PERTES CAUSÉES PAR INCENDIE D'UN PALAIS DE JUSTICE *voir* PALAIS DE JUSTICE INCENDIÉS

PETITS JURÉS *voir* JURÉS

PHARMACIENS.—LOI DE PHARMACIE DE QUÉBEC. (CHAP. 215)

Bureau de discipline

Appel au conseil de la décision du bureau, formalités, c. 215, a. 58.

Assignment, c. 215, a. 52.

PHARMACIENS.—LOI DE PHARMACIE DE QUÉBEC. (CHAP. 215)—Suite**Bureau de discipline—Suite**

- Attributions, c. 215, a. 45.
- Audition, c. 215, a. 54.
- Composition, c. 215, a. 43.
- Convocation du bureau, avis, c. 215, a. 49.
- Copie de sentence doit être transmise, c. 215, a. 46.
- Décision du conseil, c. 215, a. 48.
- Défense écrite, c. 215, a. 50.
- Frais adjugés par le bureau, c. 215, a. 57.
- Peines disciplinaires, c. 215, a. 56.
- Plainte portée contre un membre, c. 215, a. 47.
- Pouvoir de réglementation, c. 215, a. 44.
- Procédure à l'audition, c. 215, a. 55.
- Subpœnas, c. 215, a. 53.
- Témoins, leurs obligations, c. 215, a. 51.

Bureau d'examineurs

- Dispense des examens, c. 215, a. 11.
- Nomination du bureau, c. 215, a. 10.

Conseil de l'association

- Administration des affaires, c. 215, a. 4.
- Bureau de fidéicommissaires, c. 215, a. 6.
- Lieu et époque des assemblées générales, c. 215, a. 7.
- Matières sujettes à règlementation, c. 215, a. 5.

Dispositions déclaratoires et interprétatives

- "Assistants-pharmaciens", c. 215, a. 2, § 3°.
- "Bureau des examinateurs", c. 215, a. 2, § 5°.
- "Conseil", c. 215, a. 2, § 1°.
- "Drogue", c. 215, a. 2, § 8°.
- "Droguerie", c. 215, a. 2, § 10°.
- "Droguiste", etc., c. 215, a. 2, § 11°.
- "Étudiants en pharmacie", c. 215, a. 2, § 4°.
- "Membre", c. 215, a. 2, § 2°.
- "Personne", ou "personnes", c. 215, a. 2, § 12°.
- "Poison", c. 215, a. 2, § 9°.
- "Régistraire", c. 215, a. 2, § 6°.
- "Registre", c. 215, a. 2, § 7°.

Licenciés en pharmacie

- Bureau d'examineurs, c. 215, a. 9.
- Classes de personnes en pharmacie, leur admission, c. 215, a. 8.

Licenciés, leurs devoirs

- Avis en se retirant des affaires, c. 215, a. 15.
- Droguiste décédé, continuation des affaires, c. 215, a. 18.
- Honoraires payables, c. 215, a. 14.
- Liste des employés, c. 215, a. 17.
- Réinscription, c. 215, a. 16.

PHARMACIENS.—LOI DE PHARMACIE DE QUÉBEC. (CHAP. 215)—*Suite***Poursuites et pénalités**

- Défaut de déclarer, c. 215, a. 36.
- Défaut de fournir renseignements, c. 215, a. 39.
- Emploi des amendes, c. 215, a. 42.
- Infractions, c. 215, a. 38.
- Mode de prélever amendes, c. 215, a. 33.
- Nom, etc., pris sans droit, c. 215, a. 35.
- Preuve en certains cas, c. 215, a. 34.
- Recouvrement des amendes, c. 215, a. 32.
- Refus de laisser inspecter registre, c. 215, a. 41.
- Refus de laisser visiter, c. 215, a. 37.
- Vente de certains poisons, c. 215, a. 40.

Pouvoirs corporatifs

- Corporation continuée, ses pouvoirs, c. 215, a. 3.

Privilèges sauvegardés

- Énumération, c. 215, a. 59.

Secrétaire-régistrare

- Devoirs, c. 215, a. 12.
- Inspection des drogueries, c. 215, a. 13.

Vente des drogues et poisons

- Condition pour tenir plus d'un magasin, c. 215, a. 28.
- Déclaration requise, c. 215, a. 25.
- Employés des licenciés, c. 215, a. 26.
- Médecine brevetée, c. 215, a. 31.
- Médecins peuvent ouvrir magasin de drogues, c. 215, a. 22.
- Mode de tenir magasin, c. 215, a. 24.
- Préparation des prescriptions, c. 215, a. 27.
- Qualités des marchands au détail de poisons, c. 215, a. 21.
- Québec et Montréal, c. 215, a. 23.
- Responsabilité du propriétaire, c. 215, a. 30.
- Substances considérées poisons, c. 215, a. 19.
- Vente de certains effets non affectée, c. 215, a. 29.
- Vente des poisons, conditions exigées, c. 215, a. 20.

PHARMACOPOLES *voir* PHARMACIENS

PIQUETAGE DES CLAIMS *voir* MINES

PISCICULTURE *voir* AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES PÊCHERIES

PLACEMENT EN APPRENTISSAGE DES ENFANTS INTERNÉS—LOI DU PLACEMENT EN APPRENTISSAGE DES ENFANTS INTERNÉS. (CHAP. 162)

Dispositions interprétatives

- "Directeurs d'une institution", définition, c. 162, a. 3.
- "Institution de charité", définition, c. 162, a. 2.

PLACEMENT EN APPRENTISSAGE DES ENFANTS INTERNÉS.—LOI DU PLACEMENT EN APPRENTISSAGE DES ENFANTS INTERNÉS. (CHAP. 162)—*Suite*

Placement des enfants

- Directeurs ont autorité de parents, c. 162, a. 7.
- Pouvoirs des directeurs d'écoles de réforme et d'industrie, c. 162, a. 4.
- Pouvoirs des directeurs d'institutions, c. 162, a. 5.
- Validité des reçus donnés par l'enfant, c. 162, a. 6.

Pouvoirs des parents de reprendre leurs enfants

- Pouvoirs du juge, c. 162, a. 9.
- Requête à un juge, c. 162, a. 8.

PLACEMENTS, SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET DE—*voir* SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET DE PLACEMENTS

PLANTES, LEUR PROTECTION *voir* PROTECTION DES PLANTES CONTRE INSECTES NUISIBLES ET MALADIES CRYPTOGAMIQUES

POISONS, VENTE DES—*voir* PHARMACIENS

POISSON *voir* PÊCHE

POISSON, CLUBS POUR LA PROTECTION DU—*voir* CLUBS DE PROTECTION DU POISSON ET DU GIBIER

POLICE À CHEVAL *voir* ÉMEUTES PRÈS DES TRAVAUX PUBLICS

POLICE À QUÉBEC ET À MONTRÉAL *voir* POLICE ET BON ORDRE

POLICE, CORPS DE—À CHEVAL *voir* ÉMEUTES PRÈS DES TRAVAUX PUBLICS

POLICE ET BON ORDRE.—LOI DE LA POLICE ET DU BON ORDRE. (CHAP. 168

Constables spéciaux dans les cas d'émeutes

Ajournement des sessions spéciales, c. 168, a. 31.

Nomination

- Avis de la nomination au procureur général, c. 168, a. 21.
- Nomination en prévision d'émeutes, c. 168, a. 19.
- Règlements, c. 168, a. 22.
- Serment à prêter, c. 168, a. 20.

Pénalités contre les constables

- Refus de comparaître, c. 168, a. 27.
- Refus de prêter serment, c. 168, a. 26.
- Remise des bâtons, etc. en sortant de charge, c. 168, a. 29.
- Suspension ou renvoi, c. 168, a. 28.

Poursuites et pénalités

- Allocation des frais, c. 168, a. 39.
- Défaut de forme dans la saisie, c. 168, a. 37.
- Défauts de forme non préjudiciables, c. 168, a. 36.
- Délai pour intenter certaines actions, c. 168, a. 38.
- Délai pour poursuivre, c. 168, a. 32.
- Formule de conviction, c. 168, a. 35.
- Paiement des pénalités, c. 168, a. 33.
- Recouvrement des pénalités, c. 168, a. 34.

POLICE ET BON ORDRE.—LOI DE LA POLICE ET DU BON ORDRE. (CHAP.**168)—Suite****Constables spéciaux dans les cas d'émeutes—Suite****Pouvoirs**

Pouvoirs généraux, c. 168, a. 23.

Présence requise dans des divisions voisines, c. 168, arts 24, 25.

Rémunération

Montant, et par qui payé, c. 168, a. 30.

Détectives particuliers

Cautionnement, c. 168, a. 92.

Détective ne peut être agent de perception, c. 168, a. 99.

"Détectives particuliers", définition, c. 168, a. 97.

Dispositions non applicables à certains détectives, c. 168, a. 98.

Pénalités pour contraventions, c. 168, a. 96.

Permis émis par trésorier provincial, c. 168, a. 93.

Permis préalable requis, c. 168, a. 91.

Permis spécial pour agents, c. 168, a. 94.

Renouvellement des permis, c. 168, a. 95.

Ordonnance de police**Journaliers, serviteurs et apprentis jouant à des jeux de hasard**

Appel des jugements, c. 168, a. 18.

Emploi des amendes, c. 168, a. 17.

Jeux dans les auberges, c. 168, a. 15.

Pouvoirs du juge quant aux frais, c. 168, a. 16.

Personnes débauchées et poursuites contre elles

Accusation par écrit, c. 168, a. 7.

Amendes, c. 168, a. 6.

Appel des condamnations, c. 168, a. 14

Application, c. 168, a. 2.

Comparution forcée, c. 168, a. 10.

Condamnation des personnes débauchées, c. 168, a. 3.

Cruauté envers les animaux, c. 168, a. 9.

Délai pour payer les amendes, c. 168, a. 12.

Emploi des amendes, c. 168, a. 13.

Mandats de recherche, c. 168, a. 5.

Mention que doit comporter l'accusation, c. 168, a. 8.

Personnes débauchées, énumération des—, c. 168, a. 4.

Prescription des poursuites, c. 168, a. 11.

Police à Québec et à Montréal

Dépenses payées par le gouvernement, c. 168, a. 90.

Interprétation, c. 168, a. 85.

Nomination du corps de police

Cabaretiers, restrictions les concernant, c. 168, a. 88.

Nomination par secrétaire provincial, c. 168, a. 86.

Pouvoirs d'arrêter personnes troublant la paix, c. 168, a. 89.

Règlements de direction, c. 168, a. 87.

Police provinciale**Actions et poursuites**

Emploi des amendes, c. 168, a. 81.

Institution des actions, c. 168 a. 79.

Mode de recouvrement, c. 168, a. 84.

POLICE ET BON ORDRE.—LOI DE LA POLICE ET DU BON ORDRE. (CHAP. 168)—*Suite*

Police provinciale—*Suite*

Actions et poursuites—*Suite*

- Prélèvement de certains deniers, c. 168, a. 83.
- Preuve de la nomination d'un officier, c. 168, a. 82.
- Procédure, devant qui faite, c. 168, a. 80

Administration des propriétés du corps de police

- Contrôle des chefs, c. 168 a. 61.
- Pénalités pour détournement, c. 168 a. 62.

Cas d'urgence

- Constables spéciaux, c. 168, a. 74.
- Émeutes, c. 168, a. 69.
- Maintien de la paix dans une localité, c. 168, a. 72.
- Officiers additionnels, quand requis, c. 168, a. 70.
- Officiers envoyés dans les municipalités, c. 168, a. 71.
- Paiement par les municipalités, c. 168, a. 75.
- Protection des chemins de fer, c. 168, a. 73.

Cautionnement des officiers de police, c. 168, a. 63.

Constitution du corps de police

- Composition, c. 168, a. 41.
- Division en deux classes, c. 168, a. 43.
- Organisation, c. 168 a. 40.
- Qualités requises des constables, c. 168, a. 42.

Contrôle du procureur général, c. 168, a. 53.

Devoirs et obligations des officiers de police

- Cas de mutation, c. 168, a. 50.
- Devoirs généraux, c. 168, a. 45.
- Engagement, conditions, c. 168, a. 49.
- Inhabilité à certaines charges, c. 168, a. 51.
- Officiers investis des pouvoirs des officiers de paix, c. 168, a. 46.
- Rang et préséance, c. 168, a. 44.
- Serment d'office, c. 168, a. 47.
- Serment, devant qui prêté, c. 168, a. 48.

Police municipale pour les tribunaux

- Cas où elle est requise, c. 168, a. 76.
- Devoirs des hommes de police, c. 168, a. 77.
- Pouvoirs du shérif, c. 168, a. 78.
- Quartiers généraux, c. 168, a. 52.

Régie interne

- Destitution des chefs et sous-chefs, c. 168, a. 56.
- Enquêtes par le procureur général, c. 168, a. 59.
- Récompenses et punitions, c. 168, a. 55.
- Remise des armes, etc., en cas de suspension, c. 168, a. 58.
- Suspension par le chef, c. 168, a. 57.
- Taverniers, défense qui leur est faite, c. 168, a. 60.

Règlements d'administration, c. 168, a. 54.

Solde et dépenses du corps de police

- Honoraires payés en certains cas, c. 168, a. 67.
- Paiement des dépenses, c. 168, a. 65.
- Rapport à la Législature, c. 168, a. 68.
- Secours aux officiers hors d'état de servir, c. 168, a. 66.
- Traitement, c. 168, a. 64.

POLICE, MAGISTRATS DE— *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

POLICE, ORDONNANCE DE— *voir* **POLICE ET BON ORDRE**

POLICE PROVINCIALE *voir* **POLICE ET BON ORDRE**

POMOLOGIQUES, SOCIÉTÉS *voir* **SOCIÉTÉS D'HORTICULTURE**

POMPIERS.—LOI DES COMPAGNIES DE POMPIERS. (CHAP. 181)

- Certificat, son effet, c. 181, a. 5.
- Cessation de l'exemption, c. 181, a. 7.
- Établissement en certains cas, c. 181, a. 2.
- Exemption de certains devoirs, c. 181, a. 6.
- Exemption de charges, c. 181, a. 3.
- Pouvoirs des conseils municipaux, c. 181, a. 4.

PONTIAC, GREFFE DE LA PAIX DANS LE DISTRICT DE— *voir* **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**

PONT OU TUNNEL, PRÈS DE MONTRÉAL —LOI DE L'AIDE MUNICIPALE À LA CONSTRUCTION D'UN PONT OU D'UN TUNNEL PRÈS DE MONTRÉAL. (CHAP. 120)

- Subvention par municipalités intéressées, c. 120, a. 2.

PONTS *voir* **TRAVAUX PUBLICS et VOIRIE**

PONTS DE PÉAGE, LEUR ABOLITION *voir* **ABOLITION DES PONTS ET DES CHEMINS DE PÉAGE**

PONTS ET CHEMINS DE TERRE *voir* **VOIRIE**

PONTS, LEUR ENTRETIEN *voir* **TRAVAUX PUBLICS**

PONTS, LEUR INSPECTION *voir* **TRAVAUX PUBLICS**

POSSESSION DE TERRAINS PAR CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES *voir* **TERRAINS POSSÉDÉS PAR DES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES**

POSSESSION ET TRANSPORT DE LIQUEURS ALCOOLIQUES.—LOI CONCERNANT LA POSSESSION ET LE TRANSPORT DES LIQUEURS ALCOOLIQUES. (CHAP. 38)

- Application de la loi, c. 38, a. 2.
- Infractions et peines, c. 38, a. 5.
- Liqueurs en transit, c. 38, a. 4.
- Lois applicables, c. 38, a. 6.
- Possession, garde et transport de liqueurs alcooliques défendus, c. 38, a. 3.
- Possession, garde et transport de liqueurs alcooliques permis en certains cas, c. 38, a. 3.

POUDRE *voir* **LICENCES**

POUDRIÈRES *voir* **LICENCES**

**POURCENTAGE SUR HONORAIRES DE CERTAINS OFFICIERS PUBLICS.--
LOI DU POURCENTAGE SUR LES HONORAIRES DE CERTAINS OFFI-
CIERS PUBLICS. (CHAP. 32)**

- Destination du pourcentage payé, c. 32, a. 8.
- Pourcentage d'honoraires doit accompagner rapport, c. 32, a. 3.
- Pourcentage payable par personnes occupant conjointement une ou plusieurs charges, c. 32, a. 5.
- Pourcentage payable par personnes occupant plusieurs charges, c. 32, a. 4.
- Rapport annuel des officiers publics concernant leurs honoraires, c. 32, a. 2.
- Régistrateurs, dispositions qui les concernent, c. 32, a. 6.
- Rémunération des protonotaires, etc., c. 32, a. 7.
- Trésorier chargé de l'exécution de la loi, c. 32, a. 9.

POUVOIR EXÉCUTIF *voir* **EXÉCUTIF**

**POUVOIRS SPÉCIAUX À CERTAINES COMPAGNIES ET CORPORATIONS.—
LOI DES POUVOIRS SPÉCIAUX DE CERTAINES CORPORATIONS.
(CHAP. 227)**

Augmentation du capital actions

- Approbation du règlement par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 227, arts 5, 6 et 7.
- Approbation du règlement par les actionnaires, c. 227, a. 5.
- Compagnies qui peuvent augmenter leur capital social, c. 227, a. 4.
- Entrée en vigueur du règlement, c. 227, a. 5.
- Formalités de l'augmentation, c. 227, arts 4 et 5.
- Honoraires pour confirmation du règlement, c. 227, a. 8.
- Règlement d'augmentation, c. 227, a. 4.
- Requête pour approbation du règlement par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 227, a. 6.

Droits et pouvoirs des corporations provinciales en dehors de la province

- Reconnaissance des droits et pouvoirs, c. 227, a. 2.

Pouvoir des corporations de diviser leur fonds social

- Reconnaissance de ce pouvoir à certaines corporations, c. 227, a. 3.

Pouvoirs des compagnies pour la protection des forêts concernant le bureau de direction

- Composition spéciale du bureau de direction, c. 227, a. 15.

Pouvoirs d'hypothéquer, nantir ou mettre en gage des biens mobiliers ou immobiliers et d'émettre et réémettre des bons, obligations et autres valeurs

- Droits des fidéicommissaires, c. 227, a. 13.
- Droits d'hypothèques et de mise en gage, c. 227, a. 10.
- Dépôt d'obligations, etc., c. 227, a. 14.
- Enregistrement de l'acte de fidéicommis, c. 227, a. 12.
- Hypothèque, etc., par fidéicommis, c. 227, a. 11.
- Privilèges conférés par hypothèque, c. 227, a. 12.
- Privilèges conférés par le nantissement et le gage, c. 227, a. 12.
- Rachat d'obligations antérieurement émises, c. 227, a. 14.
- Réémission d'obligations, c. 227, a. 14.
- Transfert d'obligations à un mandataire, c. 227, a. 14.

**POUVOIRS SPÉCIAUX À CERTAINES COMPAGNIES ET CORPORATIONS.—
LOI DES POUVOIRS SPÉCIAUX DE CERTAINES CORPORATIONS.
(CHAP. 227)—*Suite***

Pouvoirs d'utiliser plus efficacement les biens-fonds possédés

Biens fonds-possédés et vendus peuvent être remplacés par des nouveaux,
c. 227, a. 9.

**POUVOIRS SPÉCIAUX DE COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER *voir* EXERCICE
DE CERTAINS POUVOIRS PAR LES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER**

**POUVOIRS DES CORPORATIONS DE DIVISER LEUR FONDS SOCIAL *voir*
POUVOIRS SPÉCIAUX À CERTAINES COMPAGNIES**

**POUVOIRS DES CORPORATIONS PROVINCIALES EN DEHORS DE LA PRO-
VINCE *voir* POUVOIRS SPÉCIAUX À CERTAINES COMPAGNIES**

PRÉROGATIVE DE GRÂCE *voir* EXÉCUTIF

**PRESBYTÈRES, CONSTRUCTION ET RÉPARATION DES—*voir* PAROISSES ET
FABRIQUES**

PRESCRIPTION DES ACTIONS PÉNALES *voir* ACTIONS PÉNALES

**PRESCRIPTION DES PAIEMENTS A LA COURONNE.—LOI DE LA PRESCRIP-
TION DES PAIEMENTS À LA COURONNE. (CHAP. 23)**

Paiements faits par erreur de droit avant 3 avril, 1925, prescrits par six mois,
c. 23, a. 2

PRÊTEURS SUR GAGES *voir* LICENCES

**PRÊTS ET PLACEMENTS, SOCIÉTÉS DE— *voir* SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET DE
PLACEMENTS**

**PRÊTS POUR HABITATIONS SALUBRES OU LOGEMENTS OUVRIERS *voir*
LOGEMENTS OUVRIERS**

**PRÉVENTION DES INCENDIES.—LOI DE LA PRÉVENTION DES INCENDIES.
(CHAP. 180)**

Commissaire des incendies de la province, c. 180, a. 2.

Commissaires à Québec et à Montréal, c. 180, a. 14.

Contrôle des officiers, leur traitement, c. 180, a. 4.

Devoirs du commissaire, c. 180, a. 5.

Inspection des appareils à incendie, c. 180, a. 10.

Juridiction des différents commissaires, c. 180, a. 15.

Officiers subalternes, c. 180, a. 3.

Pouvoir d'entrer dans les bâtiments, c. 180, a. 8.

Pouvoirs conférés par le ministre, c. 180, a. 7.

Pouvoirs du commissaire, c. 180, a. 6.

Pouvoirs identiques aux chefs de brigade du feu, c. 180, a. 9.

Primes aux municipalités, c. 180, a. 11.

Rapport annuel, c. 180, a. 12.

Taxe annuelle sur les compagnies d'assurance, c. 180, a. 13.

PRÉVÔT DES INCENDIES *voir* **ENQUÊTES DANS LES CAS D'INCENDIE**

PRISON, ALIÉNÉS EN—*voir* **ASILES D'ALIÉNÉS**

PRISONNIERS, CONTRIBUTION DES MUNICIPALITÉS POUR L'ENTRETIEN DES—*voir* **CONTRIBUTION DES MUNICIPALITÉS POUR L'ENTRETIEN DES PRISONNIERS**

PRISONNIERS, LEUR TRAVAIL EN DEHORS DES MURS DES PRISONS *voir* **TRAVAIL DES PRISONNIERS EN DEHORS DES MURS DES PRISONS**

PRISONNIERS, TRANSFERT DES—*voir* **PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS**

PRISONS *voir* **PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS**

PRISONS DE RÉFORME POUR LES JEUNES DÉLINQUANTS.—LOI DES PRISONS DE RÉFORME POUR LES JEUNES DÉLINQUANTS. (CHAP. 158)

Érection de ces prisons

Construction de l'édifice, ferme y attachée, c. 158, a. 2.

Établissement d'une cayenne

Endroit où elle doit être située, c. 158, a. 8.

Inspecteurs, leurs pouvoirs

Pouvoirs identiques à ceux des inspecteurs de pénitencier, c. 158, a. 6.

Règlements faits par eux, c. 158, a. 7.

Nomination des officiers

Assistants nommés par le préfet. c. 158, a. 4.

Officiers de la prison, c. 158, a. 3.

Préfet, ses devoirs et pouvoirs, c. 158, a. 5.

PRISONS, LIQUEURS ALCOOLIQUES DANS LES—*voir* **PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS**

PRIVILÈGES DE LA LÉGISLATURE *voir* **LÉGISLATURE**

PRIVILÈGES DES JUGES DE PAIX, MAGISTRATS ET OFFICIERS PUBLICS.—LOI DES PRIVILÈGES DES JUGES DE PAIX ET MAGISTRATS. (CHAP. 146)

Bonne foi est requise, c. 146, a. 7.

Compensation peut être offerte, c. 146, a. 2.

Dénégation générale et plaidoyer spécial, c. 146, a. 3.

Frais, si défendeur réussit, c. 146, a. 4.

Inconstitutionnalité d'une loi, protection des fonctionnaires, c. 146, a. 6.

Prescription, c. 146, a. 5.

PRIVILÈGES, OCTROI DE—PAR MUNICIPALITÉS *voir* **OCTROI DE PRIVILÈGES, DROITS OU FRANCHISES PAR LES MUNICIPALITÉS**

PRIX D'EUROPE POUR LA MUSIQUE *voir* **AIDE AUX DÉVELOPPEMENT DE L'ART MUSICAL**

PROCÉDURE, MATIÈRES SPÉCIALES RELATIVES À LA—. *voir* **MATIÈRES SPÉCIALES RELATIVES À LA PROCÉDURE**

PROCÉDURES SUR CAUTIONNEMENT DANS CAUSES CRIMINELLES *voir* **CAUTIONNEMENT DANS LES CAUSES CRIMINELLES**

PROCESSIONS DE PARTI.—LOI DES PROCESSIONS DE PARTI À MONTRÉAL.
(CHAP. 171)

Défense de faire des processions de parti dans les rues

Infraction, c. 171, a. 2.

Juges de paix, pouvoirs et devoirs, c. 171, a. 4.

Ordre commandant de se disperser, c. 171, a. 5.

Prescription des actions, c. 171, a. 6.

Punition pour contravention, c. 171, a. 3.

Exception pour processions du clergé

Processions religieuses, c. 171, a. 7.

PROCUREUR GÉNÉRAL *voir* **DÉPARTEMENT DU PROCUREUR GÉNÉRAL**

PRODUCTION D'OEUVRES LITTÉRAIRES OU SCIENTIFIQUES,—AIDE À LA—*voir* **AIDE AUX PRODUCTIONS LITTÉRAIRES OU SCIENTIFIQUES**

PRODUITS LAITIERS, FABRICATION DES—*voir* **FABRICATION DES PRODUITS LAITIERS**

PROFESSEURS *voir* **INSTRUCTION PUBLIQUE**

PROFESSION MÉDICALE *voir* **MÉDECINS ET CHIRURGIENS**

PROFESSIONS, ADMISSION À L'ÉTUDE DE CERTAINES—*voir* **ÉTUDE DE CERTAINES PROFESSIONS**

PROHIBITION *voir* **TEMPÉRANCE**

PROHIBITION DE CERTAINES EXHIBITIONS PUBLIQUES *voir* **EXHIBITIONS PUBLIQUES PROHIBÉES**

PROHIBITION DE VENTE DE LIQUEURS ALCOOLIQUES PAR MUNICIPALITÉS *voir* **TEMPÉRANCE**

PROHIBITIONS DE CHASSE *voir* **CHASSE**

PROHIBITIONS DE PÊCHE *voir* **PÊCHE**

PROMULGATION DES STATUTS *voir* **STATUTS**

PROPRIÉTAIRES DE MAISONS EMPLOYÉES COMME MAISONS DE DÉSORDRE *voir* **MAISONS DE DÉSORDRE**

PROPRIÉTÉ DES CHEMINS CONSTRUITS PAR GOUVERNEMENT *voir* **VOIRIE**

PROPRIÉTÉ DU FOIN DE GRÈVE.—LOI DU FOIN DE GRÈVE. (CHAP. 265)**Contraventions et pénalités**

- Cas de propriétaires inconnus, c. 265, a. 4.
- Défense de laisser errer bestiaux sur les grèves, c. 265, a. 3.
- Devoirs des personnes qui détiennent animaux trouvés errants, c. 265, a. 5.
- Droits de Sa Majesté sauvegardés, c. 265, a. 6.
- Frais de détention des animaux trouvés errants, c. 265, a. 4.
- Grèves ne peuvent être closes, c. 265, a. 7.

Personnes à qui le foin est réservé

- Actions en dommages pour contravention, c. 265, a. 2.
- Possession le 21 mars, 1836, maintenue, c. 265, a. 2.
- Propriété du foin de grève sur terres au sud du fleuve St Laurent, en bas de Québec, c. 265, a. 2.

Recouvrement des amendes

- Emploi des amendes, c. 265, a. 9.
- Mode de recouvrer les amendes, c. 265, a. 8.

PROPRIÉTÉS SCOLAIRES voir INSTRUCTION PUBLIQUE**PROROGATION DE LA LÉGISLATURE voir LÉGISLATURE****PROTECTION DE LA VIE ET DE LA SANTÉ DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS voir ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS****PROTECTION DES ANIMAUX PUR SANG.—LOI DE LA PROTECTION DES ANIMAUX PUR SANG. (CHAP. 70)**

- Application de la loi, c. 70, a. 4.
- Peines contre qui laisse errer un taureau, c. 70, a. 2.
- Vache en gestation par suite du service d'un taureau mal gardé, c. 70, a. 3.

PROTECTION DES BOIS CONTRE L'INCENDIE voir TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES**PROTECTION DES CHEMINS CONSTRUITS PAR LE GOUVERNEMENT voir VOIRIE****PROTECTION DES COLONS. — LOI DE LA PROTECTION DES COLONS. (CHAP 78)**

- Aliénation à titre gratuit ou onéreux, c. 78, a. 6.
- Création du patrimoine de famille, c. 78, a. 3.
- Exceptions à l'exemption, c. 78, a. 7.
- "Homestead", c. 78, a. 3.
- Insaisissabilité de certains effets du colon, c. 78, a. 4.
- Insaisissabilité du patrimoine de famille, c. 78, a. 3.
- Insaisissabilité, etc., des terres de colons, c. 78, s. 2.
- Pêcheurs, c. 78, a. 8.
- Restriction quant à la durée de l'exemption, c. 78, a. 5.
- Terme de l'exemption de la saisie, c. 78, a. 2.

**PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS CONTRE LES INCENDIES. — LOI
DE LA PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS CONTRE LE FEU.
(CHAP. 178)**

Certificats et licences

Formes diverses de licences, c. 178, a. 17.

Dispositions déclaratoires et interprétatives

“Édifices publics”, c. 178, a. 2 § 1°.

“Inspecteur en chef”, c. 178, a. 2, § 5°.

“Installations électriques”, et “chauffage”, c. 178, a. 2, § 3°.

“Ministre”, c. 178, a. 2, § 4°.

“Propriétaires”, c. 178, a. 2, § 2°.

Examens

Examen pour obtention de certificats, c. 178, a. 22.

Programme des examens, c. 178, a. 23.

Travaux par les mécaniciens de machines fixes, c. 178, a. 24.

Examineurs

Bureau, nomination et devoirs, c. 178, a. 9.

Durée des certificats, taux, c. 178, a. 16.

Émission et renouvellement des certificats, c. 178, a. 15.

Installations par personnes non munies de certificat, c. 178, a. 10.

Licence doit être affichée, c. 178, a. 13.

Licence requise de certaines compagnies, c. 178, a. 11.

Révocation de licence, preuve requise, c. 178, a. 14.

Transfert des permis et licences, prohibé, c. 178, a. 12.

Honoraires

Attribution des amendes, c. 178, a. 20.

Honoraires de certificats, c. 178, a. 19.

Honoraires de licences, c. 178, a. 18.

Travaux non affectés, c. 178, a. 21.

Inspecteurs

Dispositions applicables, c. 178, a. 32.

Honoraires d'inspection, c. 178, a. 30.

Inspection annuelle, c. 178, a. 28.

Nomination, leurs devoirs et salaires, c. 178, a. 27.

Paiement des traitements et dépenses, c. 178, a. 33.

Perception des honoraires, c. 178, a. 31.

Pouvoirs, c. 178, a. 29.

Installation de l'électricité et des systèmes de chauffage

Certaines installations soumises à approbation, c. 178, a. 3.

Certificat d'approbation, c. 178, a. 5.

Conditions prescrites par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 178, a. 7.

Installations défectueuses, c. 178, a. 8.

Licence requise des compagnies, etc., c. 178, a. 4.

Modifications des installations, c. 178, a. 6.

Pénalités

Infractions par des compagnies, c. 178, a. 25.

Infractions par des individus, c. 178, a. 26.

Règlements

Lieutenant-gouverneur en conseil fait les règlements, c. 178, a. 34.

PROTECTION DES ENFANTS IMMIGRANTS *voir* ENFANTS IMMIGRANTS

PROTECTION DES OUVRIERS DANS L'EXPLOITATION DES MINES *voir* MINES

PROTECTION DES PLANTES CONTRE INSECTES NUISIBLES ET MALADIES CRYPTOGAMIQUES. — LOIS DE LA PROTECTION DES PLANTES. (CHAP. 72)

- Défense d'importer certaines plantes, c. 72, a. 2.
- Devoirs du propriétaire de plantes infestées, c. 72, a. 6.
- Dommages sans compensation, c. 72, a. 10.
- Entomologiste, ses pouvoirs, c. 72, arts 3 et 4.
- Exécution de la loi, c. 72, a. 15.
- Importations pour fins scientifiques, c. 72, a. 9.
- Insectes nuisibles, c. 72, a. 11.
- Maladies végétales, c. 72, a. 11.
- Plantes infestées d'insectes, etc., c. 72, a. 5.
- Propriétaire ou exploitant non muni de certificat, c. 72, a. 13.
- Punition pour infractions, c. 72, a. 14.
- Traitement des plantes infestées, c. 72, a. 7.
- Transport des plantes infestées, c. 72, a. 8.
- Visite annuelle des pépinières exploitées, c. 72, a. 12.

PROTECTION DU POISSON ET DU GIBIER *voir* CLUBS PROTECTION DU POISSON ET DU GIBIER

PROTECTION DU PUBLIC DANS LES ÉDIFICES PUBLICS *voir* ÉDIFICES PUBLICS

PROTECTION DU PUBLIC. — LOI DE L'AIDE MUNICIPALE À LA PROTECTION DU PUBLIC AUX TRAVERSES DE CHEMINS DE FER. (CHAP. 119)

- Approbation non requise, c. 119, a. 3.
- Contributions par les municipalités, c. 119, a. 2.

PROTECTION PUBLIQUE CONTRE LES MALADIES VÉNÉRIENNES *voir* HYGIÈNE

PROTONOTAIRES *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES

PUBLIC, SÛRETÉ DU — DANS LES ÉDIFICES PUBLICS *voir* ÉDIFICES PUBLICS

PUÉRICULTURE *voir* TUBERCULOSE ET MORTALITÉ INFANTILE

Q

QUAKERS, AFFIRMATION DES — *voir* MATIÈRES SPÉCIALES RELATIVES À LA PROCÉDURE

QUÉBEC, JURIDICTION CONCURRENTÉ *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES

QUÉBEC, POLICE À—*voir* POLICE ET BON ORDRE

QUESTIONS SOUMISES À LA COUR DU BANC DU ROI PAR L'EXÉCUTIF *voir* RENVOIS

QUILLES *voir* LICENCES

R

RACHAT DES DROITS SEIGNEURIAUX *voir* SEIGNEURIES

RACHAT DES RENTES CONSTITUÉES REMPLAÇANT LES DROITS SEIGNEURIAUX *voir* SEIGNEURIES

RAISONS SOCIALES, DÉCLARATIONS QU'ELLES DOIVENT FAIRE EN REGISTRER *voir* DÉCLARATIONS QUE DOIVENT FAIRE ENREGISTRER LES COMPAGNIES, ETC.

RAPPORT QUE DOIVENT FAIRE LES CORONERS *voir* CORONERS

RATIFICATION DE TITRES *voir* TRAVAUX PUBLICS

REBOISEMENT DES FORÊTS *voir* TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES

RECENSEMENT.—LOI DU RECENSEMENT PROVINCIAL. (CHAP. 19)

- Bureau de recensement peut être créé, c. 19, a. 3.
- Correction des rapports et procès verbal, c. 19, a. 11.
- Date du recensement, c. 19, a. 6.
- Dépenses de la mise à exécution de la loi, c. 19, a. 15.
- Dépôt du procès-verbal, c. 19, a. 12.
- Division des localités en districts de recensement, c. 19, a. 7.
- Droits sauvegardés, c. 19, a. 20.
- Exécution de la loi, c. 19, a. 19.
- Infractions par les employés, c. 19, a. 16.
- Infractions par personnes en refusant de répondre, c. 19, a. 17.
- Instructions et formules établies par le secrétaire de la province, c. 19, a. 4.
- Manière de recueillir les renseignements, c. 19, a. 10.
- Objets du recensement, c. 19, a. 8.
- Procédures sont déterminées par arrêté en conseil, c. 19, a. 5.
- Recensement peut être ordonné par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 19, a. 2.
- Recouvrement des pénalités, c. 19, a. 18.
- Renseignements qui doivent être fournis, c. 19, a. 9.
- Serments que doivent prêter les officiers, c. 19, a. 13.
- Traitement des officiers, c. 19, a. 14.

RECENSEMENT POUR FINS SCOLAIRES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

RECHERCHES FORESTIÈRES *voir* ENSEIGNEMENT FORESTIER

RECHERCHES PAR CORONERS *voir* CORONERS

RECORDER *voir* COURS DE RECORDER, CITÉS ET VILLES et TRIBUNAUX JUDICIAIRES

RECORDER, COUR DE—*voir* **CITÉS ET VILLES, COUR DE RECORDER et TRI-
NAUX JUDICIAIRES**

RECouvreMENT DES GAGES DES PÊCHEURS *voir* **ENGAGEMENT DES
PÊCHEURS**

RÉCRÉATION, CLUBS DE—*voir* **CLUBS DE RÉCRÉATION**

RECTORERIES.—LOI DES RECTORERIES. (CHAP. 200)

Droit de nommer des titulaires, c. 200, a. 4.

Rectoreries non affectées, c. 200, a. 3.

Rectoreries non créées à l'avenir, c. 200, a. 2.

REÇUS POUR MARCHANDISES ET BOIS DE CONSTRUCTION *voir* **CONNAIS-
SEMENTS ET REÇUS POUR MARCHANDISES ET BOIS DE CONSTRU-
TION**

REDDITION DES COMPTES À L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE *voir* **VÉRIFICA-
TION DES COMPTES PUBLICS**

RÉGIME DES EAUX COURANTES *voir* **EXPLOITATION DES COURS D'EAU**

RÉGISTRAIRE DE LA PROVINCE *voir* **SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE**

RÉGISTRATEURS *voir* **BUREAUX D'ENREGISTREMENT ET RÉGISTRATEURS**

**REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL DANS PARTIE DU DISTRICT DE SAGUENAY.—
LOI DES REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL DANS LE DISTRICT DE SAGUE-
NAY. (CHAP. 205)**

Authenticité des registres, c. 205, a. 3.

Dépôt des registres, c. 205, a. 4.

Registres tenus volontairement à l'est de la rivière Portneuf, c. 205, a. 2.

**REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL.—LOI DES ÉGLISES PROTESTANTES AUTO-
RISÉES À TENIR DES REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL. (CHAP. 204)**

"Autre société religieuse", définition, c. 204, a. 3.

"Églises" ou "congrégations protestantes", définition, c. 204, a. 2.

Validité de la tenue des registres et de certains actes, c. 204, a. 4.

RÈGLEMENTS D'EMPRUNTS MUNICIPAUX *voir* **DETTES ET EMPRUNT DES
CORPORATIONS MUNICIPALES**

RÈGLES D'INTERPRÉTATION *voir* **STATUTS**

RÉFÉRENCES À LA COUR DU BANC DU ROI *voir* **RENOIS**

RÉFÉRENDUM AU SUJET DE L'AVANCE DE L'HEURE *voir* **AVANCE DE
L'HEURE**

RELIGION JUDAÏQUE, INSTRUCTION DES PERSONNES PROFESSANT LA—
voir **INSTRUCTION PUBLIQUE**

**RELIGIONS, LIBERTÉ DES — voir LIBERTÉ DES CULTES ET BON ORDRE
DANS LES ÉGLISES****REMBOURSEMENT DES SUBSIDES PAR LES COMPAGNIES DE CHEMINS
DE FER.—LOI DU REMBOURSEMENT DES SUBSIDES PAR LES CHEMINS
DE FER. (CHAP. 31)**

- Examen des livres des compagnies, c. 31, a. 5.
- Fins auxquelles est affecté le fonds de remboursement, c. 31, a. 8.
- Fonds de remboursement, c. 31, a. 6.
- Imposition des droits, c. 31, a. 2 et 3.
- Placement du fonds de remboursement, c. 31, a. 7.
- Pourcentage des recettes annuelles, c. 31, a. 3.
- Pourcentage des subventions payées par la province, c. 31, a. 2.
- Rapport par compagnies au trésorier, de la province, c. 31, a. 4.
- Trésorier est chargé de l'exécution de la loi, c. 31, a. 9.

REMISE DES DROITS ET PEINES voir CONTRÔLE DU REVENU**RÉMUNÉRATION DES CORONERS voir CORONERS****RÉMUNÉRATION DES INSTITUTEURS voir INSTRUCTION PUBLIQUE****RÉMUNÉRATION DES JURÉS voir JURÉS****RÉMUNÉRATION DES OFFICIERS DE JUSTICE voir SALAIRES ET HONORAI-
RES DES OFFICIERS DE JUSTICE****RÉMUNÉRATION DES TÉMOINS DE LA COURONNE voir TÉMOINS DE LA
COURONNE****RENOUVELLEMENT DE LA LÉGISLATURE voir LÉGISLATURE****RENTES CONSTITUÉES REMPLAÇANT LES DROITS SEIGNEURIAUX voir
SEIGNEURIES****RENTES CONSTITUÉES SOUS UNE TENURE LIBRE voir SEIGNEURIES****RENTES VIAGÈRES, LEUR INCESSIBILITÉ ET INSAISSABILITÉ voir INCES-
SIBILITÉ ET INSAISSABILITÉ DES RENTES VIAGÈRES****RENVOIS.—LOI DES RENVOIS A LA COUR DU BANC DU ROI. (CHAP. 7)**

- Avis aux personnes intéressées, c. 7, a. 5.
- Fixation d'un jour pour l'audition, c. 7, a. 4.
- Lieutenant-gouverneur en conseil peut soumettre pour décision certaines ques-
tions à la Cour du banc du roi, c. 7, a. 2.
- Opinion de la Cour, c. 7, a. 6.
- Opinion des juges dissidents, c. 7, a. 7.
- Opinion n'est pas sujette à appel, c. 7, a. 8.
- Règles de pratique, c. 7, a. 3.

RÉPARATION DES CHEMINS voir VOIRIE**RÉPARATION DES ÉGLISES, PRESBYTÈRES ET CIMETIÈRES voir PAROISSES
ET FABRIQUES**

**REPOS POUR LES EMPLOYÉS DANS CERTAINES INDUSTRIES.—LOI DU
REPOS HEBDOMADAIRE. (CHAP. 185)**

- Accès aux établissements, c. 185, a. 8.
- Application de la loi, c. 185, a. 2.
- Avis dans la Gazette officielle, c. 185, a. 4.
- Pénalités pour infractions, c. 185, a. 5.
- Poursuites par les inspecteurs, c. 185, a. 6.
- Procédure, c. 185, a. 7.
- Règlements, c. 185, a. 3.

REPRÉSENTATIONS CINÉMATOGRAPHIQUES voir VUES ANIMÉES

**REPRÉSENTATIONS THÉÂTRALES.—LOI DES REPRÉSENTATIONS THÉÂ-
TRALES. (CHAP. 173)**

- Amendes, attribution et recouvrement, c. 173, a. 5.
- Annonces, ce qu'elles doivent mentionner, c. 173, a. 2.
- Emprisonnement en certains cas, c. 173, a. 4.
- Pénalités, c. 173, a. 3.

**RÉPRESSION DES DÉSORDRES DANS MAISONS CONSTRUITES SUR LES
FRONTIÈRES DE LA PROVINCE voir MAISONS DE DÉSORDRE**

**RÉSERVE DE FORÊTS DE CHASSE ET DE PÊCHE DANS LA GASPÉSIE.—LOI
DE LA RÉSERVE FORESTIÈRE DE LA GASPÉSIE. (CHAP. 90)**

- Accès à la réserve des officiers du département, c. 90, a. 15.
- Annexion de territoire adjacent, c. 90, a. 4.
- Arrestation des contrevenants, c. 90, a. 12.
- Coupe de bois, c. 90, a. 14.
- Défense de louer la réserve, c. 90, a. 6.
- Destination de la réserve, c. 90, a. 3.
- Dommages causés, c. 90, a. 20.
- Droits des porteurs de permis, c. 90, a. 16.
- Émission et renouvellement de certains permis, c. 90, a. 5.
- Emploi des amendes, c. 90, a. 25.
- Emploi des revenus perçus, c. 90, a. 27.
- Lieu d'emprisonnement des contrevenants, c. 90, a. 22.
- Limites de la réserve, c. 90, a. 2.
- Lois de chasse et de pêche applicables, c. 90, a. 19.
- Maintien de certains baux et permis, c. 90, a. 28.
- Ministre chargé de l'exécution de la loi, c. 90, a. 29.
- Pêche ou chasse sans permis, pénalité, c. 90, a. 11.
- Poursuites, devant qui intentées, c. 90, a. 24.
- Prise de possession de partie de la réserve, c. 90, a. 7.
- Procédure, c. 90, a. 26.
- Punition des infractions, c. 90, a. 10.
- Recherche des minéraux, c. 90, a. 17.
- Règlements, c. 90, a. 9.
- Surintendant et employés, leur nomination, c. 90, a. 8.
- Surintendant, ses pouvoirs, c. 90, a. 21.
- Témoins compétents, c. 90, a. 23.
- Vente de liqueurs alcooliques, c. 90, a. 18.
- Vente des armes et instruments confisqués, c. 90, a. 13.

RÉSERVE DES DROITS DE MINES *voir* MINES

RÉSERVE FORESTIÈRE *voir* PARC DE LA MONTAGNE TREMBLANTE *et*
PARC NATIONAL DES LAURENTIDES

RÉSERVES DE CHASSE ET DE PÊCHE *voir* PARC NATIONAL DES LAURENTI-
DES

RÉSERVES DE FORÊTS *voir* TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES

RÉSERVES DES SAUVAGES *voir* TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES

RÉSERVES DU CLERGÉ *voir* FONDS DES MUNICIPALITÉS

RÉSERVES FORESTIÈRES *voir* TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES

RÉSERVOIRS POUR L'EMMAGASINEMENT DES EAUX *voir* EXPLOITATION
DES COURS D'EAU *et* FLOTTAGE DU BOIS

RESTAURATION D'ARCHIVES AU CAS D'INCENDIE *voir* PALAIS DE JUSTICE
INCENDIÉ

RESTAURANTS *voir* LICENCES

RESTAURANTS; INSPECTION DES—*voir* HÔTELS, RESTAURANTS ET MAI-
SONS DE LOGEMENT

RETENUES SUR LE SALAIRE DES OUVRIERS POUR FINS D'ASSURANCE.—
LOI DES RETENUES SUR LE SALAIRE DES OUVRIERS POUR DES FINS
D'ASSURANCE. (CHAP. 275)

Application de la loi, c. 275, a. 5.

Défense de retenir partie du salaire ou gages pour fins d'assurance, c. 275, a. 2.

Droits de l'ouvrier, c. 275, a. 4.

Exceptions pour certains employés de chemins de fer, c. 275, a. 6.

Nullité des conventions contraires à la loi, c. 275, a. 3.

RETRAITE, PENSIONS DE—DES EMPLOYÉS *voir* PENSIONS DE RETRAITE
DES EMPLOYÉS PUBLICS

RETRAITE, PENSION DE—DES FONCTIONNAIRES DE L'ENSEIGNEMENT
PRIMAIRE *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

RÉTRIBUTION MENSUELLE *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

RÉUNIONS DE COURSES *voir* LICENCES

REVENU, CONTRÔLE DU—*voir* CONTRÔLE DU REVENU

RÉVISION DE LA LISTE DES JURÉS *voir* JURÉS

RICHELIEU, JURIDICTION CONCURRENTÉ *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES

RIMOUSKI, JURIDICTION CONCURRENT *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES

RÔLE DES COTISATIONS DES PAROISSES *voir* PAROISSES ET FABRIQUES

RÔLES D'ÉVALUATION *voir* CITÉS ET VILLES

RÔLES D'ÉVALUATION, LEUR DÉPÔT DANS LES BUREAUX D'ENREGISTREMENT *voir* DÉPÔT DES RÔLES D'ÉVALUATION ET AVIS DES MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS

RONDS DE COURSE *voir* LICENCES

ROUTES *voir* VOIRIE

ROUTES DE GRANDE COMMUNICATION *voir* VOIRIE

ROUTES, ENTRETIEN ET RÉPARATION DES—*voir* VOIRIE

ROUTES, LEUR CONSTRUCTION *voir* VOIRIE

ROYAUTÉ SUR GIBIER, ETC. *voir* CHASSE

RUES PUBLIQUES *voir* CHEMINS ET RUES DANS LES CITÉS, VILLES ET VILLAGES

S

SAGUENAY, REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL DANS CERTAINES PARTIES DU DISTRICT DE—*voir* REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL DANS PARTIE DU DISTRICT DE SAGUENAY

SAINTÉ-ANNE-DES-MONTS, LOIS SPÉCIALES CONCERNANT LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES

SAISIE D'UN TRAIN DE BOIS, ACTE D'INDEMNITÉ LORS D'UNE—*voir* MATIÈRES SPÉCIALES RELATIVES À LA PROCÉDURE

SAISINE DE CERTAINS BÉNÉFICIAIRES.—LOI DE LA SAISINE DE CERTAINS BÉNÉFICIAIRES. (CHAP. 30)

Adjudication sur requête pour envoi en possession, etc., c. 30, a. 8.

Application de la loi, c. 30, a. 10.

Déclaration par un héritier ou légataire dispense les autres, c. 30, a. 5.

Déclaration préalable à demande d'envoi en possession, etc., c. 30, a. 4.

Délivrance légale nécessaire dans le cas de certains legs, c. 30, a. 3.

Droits sauvegardés, c. 30, a. 9.

Effets de l'envoi en possession, etc., c. 30, a. 9.

Envoi en possession nécessaire en certains cas, c. 30, a. 2.

Preuve du paiement des honoraires, c. 30, a. 7.

Requête pour envoi en possession, etc., c. 30, a. 8.

Saisine différée en certains cas, c. 30, a. 2.

Tarif d'honoraires requis, c. 30, a. 6.

SALAIRE MINIMUM POUR LES FEMMES.—LOI DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES. (CHAP. 100)

- Action en recouvrement du salaire minimum, c. 100, a. 11.
- Conférence en certains cas, c. 100, a. 6.
- Décision des questions soumises, c. 100, a. 7.
- Dépenses de la commission
 - Paiement des dépenses, c. 100, a. 3.
 - Rémunération des membres, c. 100, a. 3.
 - Secrétaire de la commission, c. 100, a. 3.
- Filles de moins de dix-huit ans, c. 100, a. 10.
- Juridiction de la commission, ses pouvoirs, c. 100, a. 4.
- Mise à exécution de la loi, c. 100, a. 13.
- Nomination d'une commission, c. 100, a. 2.
- Peines contre les patrons, c. 100, a. 12.
- Permis spéciaux, c. 100, a. 9.
- Révision des décisions, c. 100, a. 8.
- Témoins devant la commission, c. 100, a. 5.

SALAIRES ET HONORAIRES DES OFFICIERS DE JUSTICE.—LOI DES SALAIRES DE CERTAINS OFFICIERS DE JUSTICE. (CHAP. 155)

Comptes à rendre au trésorier de la province

- Comptes, comments faits, c. 155, a. 14, § 1.
- Comptes des protonotaires, shérifs et greffiers, c. 155, a. 14, § 4.
- Comptes doivent être attestés, c. 155, a. 14, § 2.
- Comptes tenus par le trésorier, c. 155, a. 14, § 3.
- Officiers exemptés de verser honoraires, sauf à rendre compte, c. 155, a. 15.

Députés et employés des officiers de justice

- Décès ou suspension, devoirs non remplis, c. 155, a. 24.
- Députés et employés d'un officier à honoraires, dispositions les concernant, c. 155, a. 18.
- Députés et employés requis, c. 155, a. 16.
- Devoirs d'un député, c. 155, a. 22.
- Dispense de se nommer un député, c. 155, a. 19.
- Entrées des nominations au registre, c. 155, a. 20.
- Nomination et traitement, c. 155, a. 17.
- Pouvoirs d'un député, comment limités, c. 155, a. 21.
- Premier député, nomination et pouvoirs, c. 155, a. 23.

Extorsion par officier de justice

- Peines imposées, c. 155, a. 26.

Fonds d'honoraires des officiers de justice

- Districts autres que Québec et Montréal
 - Greffiers de la couronne et de la paix, c. 155, a. 13.
 - Perception, comment faite, c. 155, a. 11.
 - Traitement fixe, comment payé, c. 155, a. 12.
- Québec et Montréal
 - Emploi du fonds et du surplus, c. 155, a. 9.
 - Grand constable et crieurs, c. 155, a. 8.
 - Officiers qui ne peuvent percevoir directement leurs honoraires, c. 155, a. 7.

SALAIRES ET HONORAIRES DES OFFICIERS DE JUSTICE.—LOI DES SALAIRES DE CERTAINS OFFICIERS DE JUSTICE. (CHAP. 155)—*Suite*

Fonds d'honoraires des officiers de justice—*Suite*

Québec et Montréal—*Suite*

- Officiers remplissant plus d'une charge, c. 155, a. 6.
- Perception en timbres judiciaires, c. 155, a. 4.
- Salaires additionnels, limite, c. 155, a. 10.
- Salaires annuels et fixes, énumération, c. 155, a. 5.

Loi 12 Victoria, chapitre 112

- Allocation accordée pour perception de taxe, c. 155, a. 25.

Shérifs, leur rémunération

- Commission sur les ventes par les curateurs, c. 155, a. 2, § 2.
- Interprétation de certains mots, c. 155, a. 2, § 1.
- Païement de la commission est condition de validité, c. 155, a. 3.
- Pourcentage, comment calculé, c. 155, a. 2, § 3.

Tarif d'honoraires

- Greffiers des sessions de la paix, et des juges de paix
 - Amende contre greffier en certains cas, c. 155, a. 31.
 - Honoraires payés avant tarif établi, c. 155, a. 32.
 - Tarif établi par les juges de paix, c. 155, a. 30.
- Protonotaires et greffiers de la Cour de circuit
 - Tarif d'honoraires faisant partie du fonds, c. 155, a. 28.
 - Tarif d'honoraires ne faisant pas partie du fonds, c. 155, a. 29.
 - Tarif établi par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 155, a. 27.

SALLES DE VUES ANIMÉES *voir* VUES ANIMÉES

SALUBRITÉ DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS *voir* ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS *et* HYGIÈNE

SANTÉ, PROTECTION DE LA—DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS *voir* ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

SAPEURS-POMPIERS *voir* POMPIERS

SAUMON, PÊCHE AU—*voir* PÊCHE

SAUVAGES, TERRES QUI LEUR SONT RÉSERVÉES *voir* TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES

SCIENCES, AIDE AUX OEUVRES SCIENTIFIQUES *voir* AIDE AUX PRODUCTIONS LITTÉRAIRES ET SCIENTIFIQUES

SCRUTIN *voir* ÉLECTIONS

SCRUTIN POUR FINS SCOLAIRES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

SECOURS MUTUEL, SOCIÉTÉS DE—*voir* COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, ETC.

SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.—LOI DU SECRÉTARIAT. (CHAP. 18)**Bureau des statistiques**

- Devoirs de certains fonctionnaires, c. 18, a. 35.
- Devoirs du chef du bureau, c. 18, a. 33.
- Employés, c. 18, a. 32.
- Ententes pour échanges entre gouvernements, c. 18, a. 37.
- Établissement du bureau, c. 18, a. 31.
- Infractions et peines, c. 18, a. 36.
- Interprétation, "ministre", "chef", "bureau", c. 18, a. 30.
- Publication des statistiques, c. 18, a. 34.

Conservation des anciennes archives françaises

- Règlements au sujet des archives, c. 18, a. 17.
- Personnes qui rendent des archives, c. 18, a. 18.
- Personnes qui retiennent des archives, c. 18, a. 19.

Gazette officielle—Imprimeur du roi

- Authenticité des publications et impressions par l'imprimeur du roi, c. 18, a. 28.
- Avis, leur publication, c. 18, a. 25.
- Imprimeur du roi relève du secrétaire de la province, c. 18, a. 23.
- Imprimeur du roi, sa nomination, c. 18, a. 22.
- Imprimeur du roi, ses devoirs, c. 18, a. 24.
- Publication de la Gazette officielle de Québec, c. 18, a. 26.
- Rapport de l'imprimeur du roi à la Législature, c. 18, a. 29.
- Traitement de l'imprimeur du roi réglé par arrêté en conseil, c. 18, a. 27.

Secrétaire et registraire de la province

- Attributions du secrétaire, c. 18, a. 4.
- Authenticité de la signature du registraire, c. 18, a. 12.
- Authenticité des copies de lettres patentes, c. 18, a. 9.
- Copies de lettres patentes, c. 18, a. 8.
- Devoirs du secrétaire, c. 18, a. 2.
- Enregistrement des lettres patentes, c. 18, a. 6.
- Garde des originaux de certaines lettres patentes, c. 18, a. 10.
- Instruction publique relève du secrétaire, c. 18, a. 3.
- Mode d'enregistrement des lettres patentes, c. 18, a. 7.
- Papier pour documents, c. 18, a. 14.
- Responsabilité du registraire pour négligence, c. 18, a. 11.
- Tarif d'honoraires, c. 18, a. 13.
- Transmission aux registrateurs des listes des terres concédées par lettres patentes, c. 18, a. 5.

Sous-secrétaire et sous-registraire

- Nomination du sous-secrétaire, c. 18, a. 15.
- Signature du sous-secrétaire, c. 18, a. 15.
- Sous-secrétaire est d'office sous-registraire, c. 18, a. 16.

Statistiques

- Tableau des registres de l'état civil par les protonotaires, c. 18, a. 20.
- Transmission des tableaux au secrétaire de la province, c. 18, a. 21.

SECRÉTAIRES DU DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE voir INSTRUCTION PUBLIQUE

SECRET DU VOTE *voir* ÉLECTIONS

SECTIONS DU BARREAU *voir* BARREAU

SÉCURITÉ DANS LES ÉDIFICES PUBLICS *voir* ÉDIFICES PUBLICS

SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS DANS ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS *voir*
ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

SEIGNEURIES.—LOI DES SEIGNEURIES. (CHAP. 260)

Actions pour rentes constituées représentant les droits seigneuriaux

Avis qui doit précéder la poursuite, c. 260, a. 44.

Droit d'intenter des actions, c. 260, a. 43.

Jugements, leur exécution, c. 260, a. 43.

Mode d'intenter des actions, c. 260, a. 43.

Tribunal ayant juridiction, c. 260, a. 43.

Droits et devoirs féodaux

Abolition des droits féodaux

Commutation de la tenure des biens-fonds dans les seigneuries, c. 260, a. 2.

Forces hydrauliques, droit du seigneur de les exploiter, c. 260, a. 3.

Terres non concédées et non commuées, possédées en roture, c. 260, a. 4.

Effet du dépôt des cadastres seigneuriaux

Cadastre est un titre final, c. 260, a. 14.

Censitaire porté au cadastre pour plus ou moins qu'il ne possède, c. 260, arts 16 et 17.

Censitaire tenu au paiement de la rente quand son nom n'a pas été porté au cadastre, c. 260, a. 15.

Erreurs peuvent être corrigées, c. 260, a. 18.

Irrégularités n'affectent pas le cadastre, c. 260, a. 19.

Opposition à la distribution des deniers provenant du rachat des droits seigneuriaux

Dépôt, c. 260, a. 20.

Effet de l'opposition, c. 260, a. 20.

Frais, c. 260, a. 20.

Personnes qui peuvent faire opposition, c. 260, a. 20.

Rachat des rentes constituées remplaçant les droits seigneuriaux

Dépôt des deniers au bureau du trésorier de la province, c. 260, a. 7.

Formalités de rachat au cas d'opposition, c. 260, a. 7.

Personnes qui ont droit de racheter, c. 260, a. 10.

Placement du prix de rachat

Rachat, manière de procéder, c. 260, a. 8.

Rachat par un seul paiement, c. 260, a. 9.

Rentes constituées sont rachetables, c. 260, a. 5.

Rentes rachetables, s'il y a opposition, c. 260, a. 6.

Rentes constituées sous une tenure libre

Capital de la rente non sujet à prescription, c. 260, a. 13.

Rachat des rentes et charges, c. 260, a. 12.

Liste des mutations de propriété dans les seigneuries

Liste des mutations, c. 260, a. 30..

SEIGNEURIES.—LOI DES SEIGNEURIES. (CHAP. 260)—*Suite***Reprise des terres abandonnées dans les seigneuries**

- Définition des mots: "seigneur" et "censitaire", c. 260, a. 45.
- Documents forment partie des archives de la Cour supérieure, c. 260, a. 56.
- Droits des créanciers hypothécaires sauvegardés, c. 260, a. 46.
- Frais et honoraires, c. 260, a. 57.
- Nullité de la concession
 - Appel du jugement, c. 260, a. 55.
 - Contestation de la requête, c. 260, a. 51.
 - Exécution du jugement, c. 260, a. 54.
 - Jugement sur la requête, c. 260, a. 52.
 - Paiement empêche le jugement d'être rendu, c. 260, a. 53.
 - Requête la demandant, c. 260, a. 50.
 - Prescription des privilèges du seigneur, c. 260, a. 46.
 - Recouvrement par un seigneur de la possession de son bien, c. 260, arts 47 à 49.

Saisie des rentes constituées seigneuriales

- Description des rentes dans les poursuites, c. 260, a. 42.
- Droit à une seigneurie peut être exécuté sur les rentes, c. 260, a. 42.
- Espèces de rentes qui peuvent être saisies ensemble, c. 260, a. 41.
- Mode de saisir et vendre les rentes constituées représentant les droits seigneuriaux, c. 260, a. 38.
- Publication du jugement qui constate droit aux rentes, c. 260, a. 42.
- Saisie des rentes, c. 260, a. 35.
- Signification de copie de l'acte de vente, c. 260, a. 37.
- Signification de l'acte de vente par le shérif, c. 260, a. 39.
- Signification du procès-verbal de saisie, c. 260, a. 37.
- Transfert des droits de créanciers seulement, c. 260, a. 40.
- Vente des droits aux rentes, c. 260, a. 36.

Seigneuries de la couronne

- Arrérages dans les seigneuries de la couronne
 - Arrérages échus avant 27 décembre, 1847, c. 260, a. 27.
 - Montant exigé pour mutation en dedans de la cité et en dehors de la cité, c. 260, a. 27.
 - Montant limité des arrérages des lods et ventes dans la cité de Québec, c. 260, a. 27.
- Commutation dans les seigneuries de la couronne
 - Agents, leur nomination, c. 260, a. 24.
 - Droits des censitaires des seigneuries de la couronne de commuer, c. 260, a. 22.
 - Effet de la commutation, c. 260, a. 22.
 - Extinction des droits seigneuriaux après les formalités observées, c. 260, a. 26.
 - Honoraires des agents, c. 260, a. 25.
 - Honoraires du notaire qui dresse l'acte, c. 260, a. 22.
 - Paiement du montant convenu ainsi que des redevances, c. 260, a. 22.
 - Privilèges réservés, c. 260, a. 26.
 - Prix de commutation, c. 260, a. 23.
 - Recours légal de la couronne, c. 260, a. 26.
 - Soulagements accordés aux censitaires, c. 260, a. 23.
 - Tenure du fonds, c. 260, a. 26.

SEIGNEURIES.—LOI DES SEIGNEURIES. (CHAP. 260)—*Suite***Seigneuries de la couronne—*Suite*****Définition des mots**

"Censitaire", c. 260, a. 21.

"Droits", c. 260, a. 21.

"Fonds", c. 260, a. 21.

"Redevances seigneuriales", c. 260, a. 21.

"Seigneurie", c. 260, a. 21.

Effets de la commutation

Droits de Sa Majesté sauvegardés, c. 260, a. 29.

Lois auxquelles les fonds de commutation sont sujets, c. 260, a. 28.

Ventes, cessions et transports des rentes constituées remplaçant les droits seigneuriaux

Acte de signification des ventes, c. 260, arts 33 et 34.

Mode, etc., de vendre les rentes représentant les lods et ventes, c. 260, a. 31.

Signification des ventes, c. 260, a. 33.

Ventes collectives et partielles, c. 260, a. 32.

SEIGNEURIES DE LA COURONNE *voir* SEIGNEURIES**SEIGNEURIE DE LAUZON *voir* TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES****SERMENTS D'ALLÉGEANCE ET D'OFFICE *voir* FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS PUBLICS****SERVICE CIVIL.—LOI DU SERVICE CIVIL. (CHAP. 10)****Aide d'employés d'autres départements**

Au cas de nécessité, après entente, c. 10, a. 34.

Bureau des examinateurs

Brevets, c. 10, a. 22.

Conseil de discipline, c. 10, a. 23.

Constitution, c. 10, a. 17.

Demandes d'admission aux examens, c. 10, a. 21.

Dépenses casuelles, c. 10, a. 25.

Devoirs, c. 10, a. 19.

Enquêtes sur la conduite des employés, c. 10, a. 24.

Examens, date et endroit, c. 10, a. 20.

Ordre d'examen des candidats, c. 10, a. 21.

Porteurs de diplômes ont préséance, c. 10, a. 21.

Président, c. 10, a. 18.

Classement et rémunération du personnel

Allocations au personnel du service civil, c. 10, a. 16.

Augmentation annuelle, c. 10, a. 14.

Classement des commis, etc., c. 10, a. 11.

Classes des employés, c. 10, a. 10.

Traitement des commis, etc., c. 10, a. 12.

Traitement des messagers, c. 10, a. 15.

Traitement des sous-ministres, c. 10, a. 9.

Traitement initial des commis, etc., c. 10, a. 13.

SERVICE CIVIL.—LOI DU SERVICE CIVIL. (CHAP. 10)—*Suite***Composition du personnel**

- Composition du personnel, c. 10, a. 2.
- Employés surnuméraires, c. 10, a. 7.
- Rémunération des employés temporaires, c. 10, a. 8.
- Secrétaires particuliers, c. 10, a. 6.
- Sous-ministres, c. 10, a. 3.
- Sous-ministres conjoints, c. 10, a. 4.
- Techniciens, c. 10, a. 5.

Enquêtes sur administration d'un département ou conduite d'un employé

- Peut-être faite par chef du département ou sous-chef autorisé, c. 10, a. 27.

Examen pas nécessaire en certains cas

- Gradués d'université, avocats, médecins, etc., en sont exemptés, c. 10, a. 28.

Nomination des employés

- Employés permanents et temporaires, c. 10, a. 29.

Paiement des employés

- Employés permanents et surnuméraires, c. 10, a. 36.

Rapport à la Législature

- Doit être fait à chaque session, c. 10 a. 37.

Rapport mensuel des sous-ministres

- Sur régularité et efficacité des employés, c. 10, a. 35.

Règlements concernant le fonctionnement des départements

- Peuvent être passés par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 10, a. 26.

Serments d'office, d'allégeance et de discrétion

- Doivent être prêtés par employés, c. 10, arts 30 et 31.

Sous-ministres absents

- Sont remplacés par un autre officier du département, c. 10, a. 33.

Sous-ministres, leurs pouvoirs et devoirs

- Ont contrôle de leur département, c. 10, a. 32.

SERVICE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE *voir* ASSISTANCE PUBLIQUE

SERVICE DES PÊCHERIES MARITIMES *voir* AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES PÊCHERIES

SERVICE PROVINCIAL D'HYGIÈNE *voir* HYGIÈNE

SERVICE SANITAIRE MUNICIPAL *voir* HYGIÈNE

SERVICES PUBLICS *voir* COMMISSION DES SERVICES PUBLICS

SERVICES PUBLICS MUNICIPAUX *voir* DIFFÉRENDS ENTRE EMPLOYEURS ET EMPLOYÉS

SERVITEURS, voir MAÎTRES ET SERVITEURS

SESSIONS DE LA PAIX, COUR DES—voir TRIBUNAUX JUDICIAIRES

SESSIONS GÉNÉRALES DE LA PAIX voir TRIBUNAUX JUDICIAIRES

SESSIONS SPÉCIALES DE LA PAIX voir TRIBUNAUX JUDICIAIRES

SHÉRIFS voir TRIBUNAUX JUDICIAIRES

SHÉRIFS.—LOI DES SHÉRIFS. (CHAP. 151)

- Amende en certains cas, c. 151, a. .9
- État des comptes du shérif, c. 151, a. 4.
- Règlements quant aux prisons, c. 151, a. 6.
- Remise des titres de vente à leurs successeurs, c. 151, a. 8.
- Responsabilité dans les cas d'évasion de certains prisonniers, c. 151, a. 7.
- Responsabilité quant aux actes de leurs subordonnés, c. 151, a. 2.
- Responsabilité quant aux exécutions, c. 151, a. 3.
- Soin des prisons, c. 151, a. 5.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES INGÉNIEURS CIVILS voir INGÉNIEURS CIVILS

SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE DES VACHES LAITIÈRES voir CERCLES AGRICOLES

SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE LAITIÈRE.—LOI DE LA SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE LAITIÈRE DE QUEBEC. (CHAP. 61)

- Année financière, c. 61, a. 3.
- Assemblées annuelles, c. 61, a. 8.
- Assemblées spéciales, c. 61, a. 10.
- Avis de convocation, c. 61, a. 10.
- Bureau de direction, c. 61, a. 11.
- But et objet, c. 61, a. 2.
- Composition de la société, c. 61, a. 3.
- Constitution en corporation, c. 6, a. 5.
- Déclaration de la formation de la société, c. 61, a. 4.
- Directeurs d'office, c. 61, a. 11.
- Divisions régionales, règlement les constituant, c. 61, a. 7.
- Divisions territoriales pour l'élection des directeurs, c. 61, a. 9.
- Droit de posséder des immeubles, c. 61, a. 5.
- Droit de vote, a. 61, a. 8.
- Élection des officiers, c. 61, a. 8.
- Élection d'un directeur dans chaque division, c. 61, a. 10.
- Exécution de la loi, c. 61, a. 13.
- Formalités d'organisation, c. 61, a. 3.
- Formation, c. 61, a. 2.
- Membres d'office, c. 61, a. 3.
- Nombre de sociétaires, c. 61, a. 3.
- Rapport à l'assemblée annuelle, c. 61, a. 12.
- Rapport au ministre, c. 61, a. 12.
- Règlements par la société, c. 61, a. 6.
- Secrétaire-trésorier, sa nomination, c. 61, a. 11.

SOCIÉTÉS AGRICOLES ET LAITIÈRES.—LOI DES SOCIÉTÉS AGRICOLES ET LAITIÈRES. (CHAP. 60)

Assemblées, c. 60, arts 7 et 8.
 Composition de la société, c. 60, a. 3.
 Constitution en corporation, c. 60, a. 5.
 Déclaration de la formation, c. 60, a. 4.
 Directeurs, leur élection, c. 60, a. 9.
 Exécution de la loi, c. 60, a. 12.
 Formation, c. 60, a. 2.
 Nom, c. 60, a. 2.
 Officiers, leur élection, c. 60, a. 10.
 Pouvoir de posséder des immeubles, c. 60, a. 5.
 Rapport annuel, c. 60, a. 11.
 Règlements, c. 60, a. 6.
 Souscription des membres, c. 60, a. 3.

SOCIÉTÉS CHARITABLES *voir* COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, ETC.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES, DÉCLARATIONS QU'ELLES DOIVENT FAIRE ENREGISTRER *voir* DÉCLARATIONS QUE DOIVENT FAIRE ENREGISTRER DES COMPAGNIES, ETC.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES.—LOI DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES. (CHAP. 57)

Accès aux livres, c. 57, a. 30.
 Actions et capital, c. 57, arts 5 et 6.
 Assemblées générales, c. 57, arts 19 et 20.
 Assemblées, leur convocation, c. 57, a. 11.
 Bénéfices et dividendes, c. 57, a. 25.
 Bureau de direction, c. 57, a. 11.
 Bureaux d'affaires, c. 57, a. 10.
 Changement de nom, c. 57, a. 10.
 Composition de la société, c. 57, a. 9.
 Comptes de la société, c. 57, a. 22.
 Concours d'animaux, c. 57, a. 15.
 Constitution en corporation, c. 57, a. 10.
 Dissolution, c. 57, a. 28.
 Droit de vote, c. 57, a. 20.
 État des affaires doit être tenu et transmis au ministre, c. 57, arts 22 à 24.
 Examen des livres sur ordre du ministre, c. 57, a. 26.
 Exécution de la loi, c. 57, a. 32.
 Exemption de taxes, c. 57, a. 31.
 Formalités de l'organisation, c. 57, a. 8.
 Formation, c. 57, a. 2.
 Gratuité des fonctions, c. 57, a. 17.
 Lieu des assemblées, c. 57, a. 11.
 Limitation des emprunts, c. 57, a. 13.
 Lois qui régissent les sociétés coopératives agricoles, c. 57, a. 20.
 Nature de la société, c. 57, a. 4.
 Nom, c. 57, a. 2.
 Nombre de sociétaires, c. 57, a. 3.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES.—LOI DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES. (CHAP. 57)—*Suite*

- Objets, c. 57, a. 2.
- Officiers, c. 57, a. 16.
- Pouvoir de posséder des immeubles, c. 57, a. 10.
- Pouvoirs généraux du bureau de direction, c. 57, a. 13.
- Primes de conservation, c. 57, a. 15.
- Procurations aux assemblées, c. 57, a. 20.
- Règlements par l'assemblée générale, c. 57, a. 21.
- Règlements par les directeurs, c. 57, a. 11.
- Règlements pour l'admission des sociétaires, c. 57, a. 12.
- Rétribution du gérant, c. 57, a. 17.
- Secrétaire-trésorier, sa responsabilité et cautionnement qu'il doit fournir, c. 57, a. 29.
- Signature des contrats, c. 57, a. 27.
- Transfert des actions, c. 57, a. 7.
- Vacances, c. 57, a. 18.
- Vente à l'encan d'animaux de race pure, etc., c. 57, a. 14.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CERCLES AGRICOLES.—LOI DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DES CERCLES AGRICOLES. (CHAP. 56)

- Allocations et leur paiement, c. 56, a. 6.
- Bureau de direction, c. 56, a. 4.
- Cercles avec nombre de membres insuffisant, c. 56, a. 13.
- Cercles formés subséquemment font partie de la coopérative, c. 56, a. 3.
- Dissolution et liquidation, c. 56, a. 12.
- Exécution de la loi, c. 56, a. 15.
- Expositions, c. 56, a. 10.
- Formation de sociétés coopératives, c. 56, a. 2.
- Lois qui régissent les coopératives, c. 56, a. 14.
- Partage des fonds des coopératives, c. 56, a. 11.
- Première assemblée des directeurs, c. 56, a. 4.
- Rapport qui doit être fourni au ministre, c. 56, a. 5.
- Société d'agriculture existant avant coopératives, c. 56, a. 9.
- Sociétés d'agriculture sont exclues, c. 56, a. 8.
- Sommes payables par les cercles à la coopérative, c. 56, a. 7.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE PÊCHEURS *voir* AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES PÊCHERIES

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE.—LOI DES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE. (CHAP. 54)

Allocation aux sociétés

- Abonnement au journal d'agriculture, c. 54, a. 67.
- Aide par municipalité de cité, etc., c. 54, a. 70.
- Allocation dans le cas de deux sociétés dans un comté, c. 54, a. 65.
- Avis par secrétaire du conseil aux sociétés, c. 54, a. 64.
- Concours d'étalons, c. 54, a. 67.
- Conditions pour obtenir allocation, c. 54, a. 63.
- Dissolution de la société en certains cas, c. 54, a. 69.
- Distribution des balances d'allocation, c. 54, a. 66.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE.—LOI DES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE.
(CHAP. 54)—*Suite*

Allocation aux sociétés—*Suite*

- Droit à l'allocation, c. 54, a. 62.
- Maximum de l'allocation, c. 54, a. 63.
- Ordre de paiement de l'allocation, c. 54, a. 67.
- Partage des propriétés appartenant à une ancienne société, c. 54, a. 68.
- Quand l'allocation est payable, c. 54, a. 64.

Assemblées des sociétés de comté et élection des directeurs

- Assemblées des sociétés de comté, c. 54, a. 43.
- Confirmation de l'élection, c. 54, a. 45.
- Convocation des assemblées, c. 54, a. 44.
- Convocation des assemblées de directeurs, c. 54, a. 47.
- Copie du rapport et de l'état doit être fourni au ministre, c. 54, a. 52.
- Droit de vote, c. 54, a. 45.
- Élection de directeurs, c. 54, a. 45.
- Élection des officiers, c. 54, a. 45.
- État des finances pour l'assemblée annuelle, c. 54, a. 51.
- Faux rapport et pénalité pour sa production, c. 54, a. 53.
- Pouvoir de faire des règlements, c. 54, a. 49.
- Pouvoir de la société sont exercés par directeurs et officiers, c. 54, a. 46.
- Quorum des directeurs, c. 54, a. 48.
- Rapport à l'assemblée annuelle, c. 54, a. 50.
- Vacances parmi les directeurs, c. 54, a. 46.

Assemblées spéciales des sociétés d'agriculture de comté

- Quand elles doivent avoir lieu, c. 54, a. 56.

Contestations d'élections des officiers des sociétés

- Décidées par le ministre, c. 54, arts 59 et 61.

Différends entre sociétés.

- Décidés par le ministre, c. 54, arts 60 et 61.

Dispositions concernant les sociétés de comté, les unions de sociétés et les sociétés de district

But de ces sociétés

- Moyens pour obtenir le but des sociétés, c. 54, a. 34.
- Objets des sociétés, c. 54, a. 34.

Fonds des sociétés

- Dépense des fonds, c. 54, a. 35.
- Limitation des dépenses de réception, c. 54, a. 36.
- Perte de la subvention, c. 54, a. 36.
- Responsabilité des directeurs, c. 54, a. 36.

Organisation des expositions et concours

- Conditions des concours réglées par le conseil d'agriculture, c. 54, a. 39.
- Dispense de tenir des expositions, c. 54, a. 37.
- Nature des prix, c. 54, a. 41.
- Nombre des juges, c. 54, a. 40.
- Organisation d'expositions et de concours, c. 54, a. 37.
- Prix accordés aux expositions, c. 54, a. 38.
- Salaires non payés sur deniers appartenant à la société, c. 54, a. 42.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE.—LOI DES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE.
(CHAP. 54)—*Suite*

Exécution de la loi

Loi exécutée par ministre de l'agriculture, c. 54, a. 71.

Programme d'opérations

Doit être fourni au ministre, c. 54, arts 54 et 55.

Renseignements par sociétés d'agriculture

Doivent être fournis sur demande du ministre ou du conseil d'agriculture, c. 54, a. 57.

Secrétaire-trésorier des sociétés d'agriculture

Responsabilité et cautionnement, c. 54, a. 58.

Sociétés de comté, cité ou ville

Expositions agricoles des sociétés de comté, cité ou ville

Appel au ministre, c. 54, a. 9.

Approbation des procédures de l'assemblée pour choix du lieu de l'exposition
c. 54, a. 9.

Assemblée pour choix du lieu de l'exposition, c. 54, a. 8.

Choix d'un lieu permanent pour les expositions, c. 54, a. 8.

Règlements du conseil de comté, c. 54, a. 9.

Formation des sociétés de comté, cité ou ville

Comtés de Wright et de Labelle, c. 54, a. 5.

Comtés unis en un district électoral, c. 54, a. 3.

Division des comtés, c. 54, a. 4.

Emprunts par une société, c. 54, a. 7.

Formation de la société, c. 54, a. 2.

Nom de la société, c. 54, a. 6.

Pouvoirs corporatifs, c. 54, a. 6.

Taux de la souscription annuelle, c. 54, a. 2.

Seconde société dans un comté et réunion des sociétés

Approbation de l'union des sociétés, c. 54, a. 17.

Mise en commun des fonds de plusieurs sociétés pour certaines fins, c. 54,
a. 16.

Nom et organisation d'une seconde société, c. 54, a. 13.

Organisation de plus d'une société dans un comté, c. 54, arts 11 et 12.

Part de la seconde société dans l'allocation, c. 54, arts 14 et 15.

Pouvoirs et obligations de la seconde société, c. 54, a. 14.

Réunion des deux sociétés, c. 54, a. 15.

Réunion des sociétés non organisées à d'autres, c. 54, a. 10.

Sociétés de district

Bureau de direction, c. 54, a. 20.

Étendue des opérations, c. 54, a. 21.

Existence distincte des sociétés composant la société de district, c. 54, a. 19.

Formation de sociétés de district, c. 54, a. 18.

Formation de sociétés de district spéciales non composées de sociétés de
comtés, c. 54, arts 23 à 28.

Lieu des expositions, c. 54, a. 29.

Nom et pouvoirs corporatifs, c. 54, a. 18.

Rapports qui doivent être faits au ministre, c. 54, a. 22.

Sociétés non réunies, c. 54, a. 18.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE. — LOI DES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE.
(CHAP. 54)—*Suite*

Sociétés de municipalités de comté

- Constitution et formation, c. 54, a. 30.
- Droits et obligations des municipalités devenues sociétés, c. 54, a. 33.
- Livres séparés pour les affaires d'agriculture, c. 54, a. 32.
- Officiers de la société, c. 54, a. 31.

SOCIÉTÉS DE COLONISATION.—LOI DES SOCIÉTÉS DE COLONISATION.
(CHAP. 75)

Exécution de la loi

- Ministre de la colonisation, etc., chargé de l'exécution de la loi, c. 75, a. 2.

Renseignements au ministre

- Doivent être fournis sur demande, c. 75, a. 21.

Société de colonisation dans certains endroits

- Charte des sociétés, c. 75, a. 8.
- Demande de dissolution, c. 75, a. 11.
- Établissement et objets des sociétés, c. 75, a. 3.
- Formation des sociétés, c. 75, a. 4.
- Gratuité des services, c. 75, a. 15.
- Inspection des livres, c. 75, a. 16.
- Liquidation, c. 75, a. 10.
- Octroi gratuit aux sociétés, c. 75, a. 13.
- Rapport annuel au ministre, c. 75, a. 9.
- Rapport annuel du ministre à la Législature, c. 75, arts 17 et 18.
- Résidence des membres, c. 75, a. 5.
- Souscriptions des municipalités et des sociétés d'agriculture, etc., c. 75, a. 14.
- Statuts et règlements, c. 75, arts 6 et 7.
- Subventions, c. 75, a. 9.
- Terres réservées aux sociétés, c. 75, a. 12.

Sociétés de colonisation dans Québec et Montréal

- Formation des sociétés, c. 75, arts 19 et 20.
- Règlements par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 75, a. 20.

**SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION, LEUR FUSION AVEC SOCIÉTÉS DE PRÊTS
ET DE PLACEMENTS voir FUSION DES SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION
ET DES SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET DE PLACEMENTS**

SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION.—LOI DES SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION.
(CHAP. 251)

Adresse des actionnaires

- Doit être donnée par écrit au bureau de la société, c. 251, a. 3.

Application de la loi

- Loi s'applique aussi aux femmes, c. 251, a. 3.

SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION.—LOI DES SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION.
(CHAP. 251)—*Suite*

Définition des mots.

- 'Biens-fonds', c. 251, a. 2.
- "Biens meubles", c. 251, a. 2.
- "Garanties", c. 251, a. 2.
- "Règles", "règlements", c. 251, a. 2.
- "Société", c. 251, a. 2.

Devoirs généraux voir Pouvoirs et devoirs généraux

Directeurs

- Approbation des actes des directeurs, c. 251, a. 19.
- Augmentation du capital, c. 251, a. 24.
- Ce que les règlements doivent mentionner, c. 251, a. 31.
- Délégation des pouvoirs aux directeurs, c. 251, a. 17.
- Directeurs leur rémunération, c. 251, a. 18.
- Directeurs, leurs pouvoirs, c. 251, a. 23.
- Droit de vote des actionnaires, c. 251, a. 17.
- Durée des pouvoirs des directeurs, c. 251, a. 17.
- État général des fonds doit être ordonné par règlement, c. 251, a. 32.
- Fins de la compagnie doivent être déclarées par règlements, c. 251, a. 27.
- Livres des opérations, c. 251, a. 20.
- Modification des règlements, c. 251, arts 28 et 30.
- Nomination des directeurs, c. 251, a. 17.
- Officiers, durée de leur charge, c. 251, a. 21.
- Officiers, leur cautionnement, c. 251, a. 22.
- Officiers, pouvoirs de les élire, c. 251, a. 21.
- Pouvoirs des directeurs, c. 251, a. 23.
- Président et vice-président, leur nomination, c. 251, a. 17.
- Preuve des règlements, c. 251, a. 29.
- Règlements décrétant fins auxquelles sont affectés les deniers souscrits, etc., c. 251, a. 27.
- Règlements doivent être inscrits dans un livre, c. 251, a. 28.
- Règlements sont obligatoires, c. 251, a. 29.
- Remises à la compagnie des sommes dues ou des biens lui appartenant, par les héritiers des officiers décédés, c. 251, a. 26.
- Responsabilité limitée des directeurs, c. 251, a. 25.
- Vérificateurs, leur nomination etc., c. 251, a. 18.
- Vérificateur, vacance dans la charge de—c. 251, a. 18.

Formation de la société

- Déclaration de l'intention de former une société, c. 251, a. 4.
- Enregistrement au bureau du protonotaire, c. 251, a. 4.
- Honoraires du protonotaire pour enregistrement, c. 251, a. 4.
- Objets de la compagnie, c. 251, a. 5.
- Personnes qui peuvent souscrire des actions, c. 251, a. 4.

Interprétation de la loi

- Interprétation la plus avantageuse possible, c. 251, a. 3.

SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION.—LOI DES SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION.
(CHAP. 251)—Suite

Liquidation

- Abandon de la charte, c. 251, a. 61.
- Achat des droits d'actionnaires pour le profit de la société, c. 251, a. 59.
- Annonces de certaines ventes, c. 251, a. 53.
- Assemblée pour décider liquidation, c. 251, arts 49 et 50.
- Cautionnement des liquidateurs, c. 251, a. 58.
- Créanciers dont l'adresse est inconnue, c. 251, a. 61.
- Directeur peut être liquidateur, c. 251, a. 51.
- Distribution de dividendes c. 251 a. 54.
- Effets de la liquidation, c. 251, a. 62.
- Garde des livres, etc. c. 251, a. 61.
- Mode de décider liquidation, c. 251, a. 49.
- Nomination des liquidateurs, c. 251, a. 51.
- Paiement des sommes dues à la société en vertu d'obligations, c. 251, a. 56.
- Partage en nature des biens de la société, c. 251, a. 59.
- Pouvoirs des liquidateurs, c. 251, a. 53.
- Président des liquidateurs, c. 251, a. 52.
- Procédures de liquidation, c. 251, a. 53.
- Rapports annuels des liquidateurs c. 251, a. 61.
- Rapports définitifs des liquidateurs, c. 251, a. 61.
- Remboursement des appropriations payables par termes sans intérêt, c. 251, a. 57.
- Remboursement par transport de réclamations, c. 251, a. 55.
- Remise des biens par liquidateur, c. 251, a. 58.
- Rémunération des liquidateurs, c. 251, a. 58.
- Responsabilité des liquidateurs, c. 251, a. 60.
- Sociétés de construction pe manente, c. 251, a. 63
- Vacances parmi les liquidateurs, c. 251, a. 58.
- Vente en bloc de l'actif, c. 251, a. 59.
- Vote prépondérant du président des liquidateurs, c. 251, a. 52.

Poursuites

- Action pour vendre une propriété hypothéquée, c. 251, arts 45 et 46.
- Frais, c. 251, a. 48.
- Pouvoirs de poursuivre, c. 251, a. 44.
- Protection des immeubles saisis, c. 251, a. 47.
- Titre du shérif, c. 251, a. 48.
- Vente des biens-fonds, c. 251, a. 48.

Pouvoirs et devoirs généraux

- Actionnaires non responsables personnellement, c. 251, a. 16.
- Amendes, leur imposition, c. 251, a. 6.
- Assemblées des membres, c. 251, a. 6.
- Biens appartenant à la société sous son nom corporatif, c. 251, a. 12.
- Bonis sur actions, c. 251, a. 7.
- Conditions d'emprunts, c. 251, a. 14.
- Dividendes ne doivent pas être payés avant paiement complet des actions souscrites, c. 251, a. 6.
- Droit de posséder des immeubles, c. 251, a. 8.
- Droit de poursuivre, c. 251, a. 8.
- Droit de réclamer paiements dus, c. 251, a. 11.
- Emprunts, c. 251, a. 13.

**SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION.—LOI DES SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION.
(CHAP. 251)—*Suite***

Pouvoirs et devoirs généraux—*Suite*

- Garanties sur lesquelles la compagnie peut prêter, c. 251, a. 10.
- Obligations et bons, c. 251, a. 13.
- Placement des excédents de deniers, c. 251, a. 8.
- Pouvoir d'emprunt limité, c. 251, a. 15.
- Vente des propriétés hypothéquées à défaut de paiement des versements, c. 251, a. 9.

Secrétaire-trésorier

- Avis des assemblées aux actionnaires, c. 251, a. 33.
- Avis des dividendes, c. 251, a. 34.
- Liste des noms et résidences des actionnaires, c. 251, a. 35.
- Livraison des copies de listes, c. 251, a. 35.

Sociétés permanentes de construction

- Affectation du capital versé, c. 251, a. 39.
- Conversion des actions d'appropriation en actions permanentes, c. 251, a. 38.
- Dividendes que les directeurs doivent payer aux actionnaires, c. 251, a. 41.
- Emprunt que ces sociétés peuvent contracter, c. 251, a. 39.
- Fidéicommiss, la société n'est pas tenue de veiller à leur exécution, c. 251, a. 43.
- Formation des sociétés, c. 251, arts 36 et 37.
- Membres de la société, c. 251, a. 37.
- Montants que ces sociétés peuvent emprunter, c. 251, a. 39.
- Pouvoir des porteurs d'actions payées de les retirer ou placer, c. 251, a. 40.
- Prêt sur garantie des actions non prêtées, c. 251, a. 42.

SOCIÉTÉS DE FABRICATION DE BEURRE OU DE FROMAGE.—LOI DES SOCIÉTÉS DE FABRICATION DE BEURRE ET DE FROMAGE. (CHAP. 66)

Formation de la société

- Déclaration de société, c. 66, a. 2, et 3.
- Nom corporatif, c. 66, a. 2.
- Procédures de constitution en corporation, c. 66, a. 2.

Peines pour vente de lait de mauvaise qualité

- Incarcération à défaut de paiement de l'amende, c. 66, a. 10.
- Juridiction des tribunaux, c. 66, a. 12.
- Poursuites par la société, c. 66, a. 12.
- Recours pour dommages, c. 66, a. 11.
- Recouvrement des amendes, c. 66, a. 10.
- Vente frauduleuse de lait mélangé, sur, infecté ou écrémé, c. 66, a. 9.

Pouvoirs et devoirs de la société

- Accès aux livres, c. 66, a. 7.
- Assemblées générales, c. 66, a. 5.
- État qui doit être fourni au ministre, c. 66, a. 8.
- Livres qui doivent être tenus, c. 66, a. 6.
- Pouvoirs généraux, c. 66, a. 4.

**SOCIÉTÉS DE PATRONS DE FABRIQUES DE PRODUITS LAITIERS.—LOI DES
SOCIÉTÉS DE PATRONS DE FABRIQUES DE PRODUITS LAITIERS.
(CHAP. 67)**

- Accès aux livres, c. 67, a. 25.
- Assemblées des directeurs, c. 67, a. 19.
- Assemblées générales annuelles, c. 67, arts 15 et 16.
- Assemblées générales spéciales, c. 67, a. 21.
- Bureau de direction, sa composition, a. 67, a. 14.
- But et pouvoirs, c. 67, a. 10.
- Capital et actions, c. 67, arts 6 et 7.
- Composition de la société, c. 67, a. 5.
- Comptes, leur tenue et leur clôture, c. 67, a. 22.
- Contrats, leur signature, c. 67, a. 24.
- Décisions de l'assemblée générale, c. 67, a. 17.
- Devoirs de poursuivre en certains cas, c. 67, a. 13.
- Dissolution de la société, c. 67, a. 28.
- État des affaires, c. 67, a. 23.
- Exemption de taxes, c. 67, a. 26.
- Juridiction des tribunaux, c. 67, a. 30.
- Limitation du nombre des sociétés, c. 67, a. 4.
- Nom de la société, c. 67, a. 9.
- Officiers, élection et rémunération, c. 67, a. 18.
- Partage du reliquat entre les membres, c. 67, a. 29.
- Pouvoirs du bureau de direction, c. 67, a. 11.
- Procédures de constitution en corporation, c. 67, arts 2 et 3.
- Recouvrement des dommages par la société, c. 67, a. 12.
- Responsabilité des membres, c. 67, a. 5.
- Secrétaire-trésorier, sa responsabilité et son cautionnement, c. 67, a. 29.
- Transfert des actions, c. 67, a. 8.
- Vacances parmi les directeurs, c. 67, a. 20.
- Vente des produits laitiers à l'encan, c. 67, a. 27.

**SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET DE PLACEMENTS, LEUR FUSION AVEC SOCIÉTÉS
DE CONSTRUCTION voir FUSION DES SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION
ET DES SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET DE PLACEMENTS**

**SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET DE PLACEMENTS.—LOIS DES SOCIÉTÉS DE PRÊTS
ET DE PLACEMENTS. (CHAP. 252)**

Opérations de la société

- Pouvoirs généraux, c. 252, a. 5.
- Vente des immeubles acquis dans le cours de ses opérations, c. 252, a. 5.

Permis accordés à la société

- Avis de discontinuation des opérations, c. 252, a. 3.
- Avis de l'obtention du permis, c. 252, a. 3.
- Conditions de l'obtention du permis, c. 252, a. 4.
- Honoraires du permis, c. 252, a. 2.
- Permis nécessaire pour conduire opérations, c. 252, a. 2.

Preuve du permis

- Preuve n'est pas nécessaire à moins que son existence ne soit niée, c. 252, a. 8.

SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET DE PLACEMENTS.—LOIS DES SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET DE PLACEMENTS. (CHAP. 252)—*Suite*

Procédures avant commencement des opérations

Production d'une copie de la charte, etc., c. 252, a. 6.

Production d'une procuration nommant un agent principal, c. 252, a. 6

Signification de documents à la société

Peut être faite à l'agent principal, c. 252, a. 7.

SOCIÉTÉS D'HORTICULTURE.—LOI DES SOCIÉTÉS D'HORTICULTURE. (CHAP. 58)

Exécution de la loi

Ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution de la loi, c. 58, a. 2.

Sociétés d'horticulture

Assemblées, c. 58, a. 7.

Constitution en corporation, c. 58, a. 5.

Déclaration de la formation, c. 58, a. 4.

Devoirs des officiers, c. 58, a. 8.

Élection des officiers, c. 58, a. 7.

Formation, c. 58, a. 3.

Nom, c. 58, a. 5.

Pouvoir de faire des règlements, c. 58, a. 6.

Sociétés pomologiques et fruitières

Assemblées générales, c. 58, a. 13.

Bureau principal, c. 58, a. 15.

Constitution en corporation, c. 58 a. 11.

Déclaration de la formation, c. 58, a. 10.

Élection des officiers, c. 58, a. 13.

Formation, c. 58, a. 9.

Nom, c. 58, a. 11.

Octrois à la société, c. 58, a. 16.

Pouvoir de faire des règlements, c. 58, a. 12.

Rapport annuel, c. 58, a. 14.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS *voir* COMPAGNIES D'ASSURANCE, SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, ETC.

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE *voir* DÉCLARATIONS QUE DOIVENT FAIRE ENREGISTRER LES COMPAGNIES, ETC.

SOCIÉTÉS FRUITIÈRES *voir* SOCIÉTÉS D'HORTICULTURE

SOCIÉTÉS NATIONALES DE BIENFAISANCE.—LOI DES SOCIÉTÉS NATIONALES DE BIENFAISANCE. (CHAP. 258)

Constitution en corporation

Constitution en corporation, c. 258, a. 3.

Formalités de la formation, c. 258, a. 2.

Nom, c. 258, a. 3.

SOCIÉTÉS NATIONALES DE BIENFAISANCE.—LOI DES SOCIÉTÉS NATIONALES DE BIENFAISANCE. (CHAP. 258)—*Suite***Lois applicables**

Loi des compagnies de Québec s'applique, c. 258, a. 6.

Pouvoirs généraux

Approbation des règlements par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 258, a. 4.

Droit de posséder des biens meubles et immeubles, c. 258, a. 4.

Règlements, c. 258, a. 4.

Responsabilité

Les membres ne sont pas personnellement responsables, c. 258, a. 5.

SOCIÉTÉS POMOLOGIQUES *voir* SOCIÉTÉS D'HORTICULTURE**SOCIÉTÉS POUR L'AMÉLIORATION DES CHEMINS.—LOI DES SOCIÉTÉS POUR L'AMÉLIORATION DES CHEMINS. (CHAP. 92)**

Assemblée générale annuelle, c. 92, a. 6.

Constitution en corporation, c. 92, a. 4.

Déclaration et avis, c. 92, a. 3.

Formation de la société, c. 92, a. 2.

Rapport annuel, c. 92, a. 7.

Règlements, c. 92, a. 5.

Siège des opérations, c. 92, a. 8.

SOCIÉTÉS POUR LA PROTECTION DES ENFANTS IMMIGRANTS *voir* ENFANTS IMMIGRANTS**SOCIÉTÉS PRÉVENTIVES DE CRUAUTÉ ENVERS LES ANIMAUX.—LOI DES SOCIÉTÉS PRÉVENTIVES DE CRUAUTÉ ENVERS LES ANIMAUX. (CHAP. 259)**

Constitution en corporation, c. 259, a. 3.

Enregistrement, c. 259, a. 2.

Formalités de la formation, c. 259, a. 2.

SOLDATS DE LA GUERRE 1914-1918 *voir* ÉTABLISSEMENT SUR LES TERRES DE LA COURONNE DES VÉTÉRANS DE LA GUERRE 1914-1918**SOLDATS DE LA GUERRE 1914-1918, MONUMENTS AUX — *voir* MONUMENTS AUX SOLDATS****SPIRITUEUX *voir* LIQUEURS ALCOOLIQUES****STATISTIQUES *voir* SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE, BUREAU DES STATISTIQUES****STATISTIQUES DE CHEMIN DE FER *voir* COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER**

STATISTIQUES JUDICIAIRES.—LOI DES STATISTIQUES JUDICIAIRES.
(CHAP. 163.)

Formules de rapports

- A qui sont adressés les rapports, c. 163, a. 7.
- Changements dans les renseignements requis, c. 163, a. 4.
- Contenu des rapports, c. 163, a. 6.
- Extraits sont publiés, c. 163, a. 8.
- Formules fournies par le secrétaire de la province, c. 163, a. 5.

Rapports

- Greffier de la Cour de magistrat, c. 163, a. 2, § 10^o.
- Greffier des appels, c. 163, a. 2, §§ 4^o, 5^o.
- Greffier du magistrat, c. 163, a. 2, § 9^o.
- Greffiers de la couronne, c. 163, a. 2, § 6^o.
- Greffiers des cours de circuit, c. 163, a. 2, § 2^o.
- Greffiers des cours de commissaires, c. 163, s. 2, § 1^o.
- Juges de paix, c. 163, s. 2, § 13^o.
- Juges des sessions, c. 163, s. 2, § 8^o.
- Protonotaires, c. 163, s. 2, § 3^o.
- Rapport spécial du protonotaire, c. 163, a. 3.
- Recorders, c. 163, a. 2, § 11^o.
- Régistrateurs, c. 163, a. 2, § 12^o.
- Shérifs, c. 163, a. 2, § 7^o.

STATISTIQUES RELATIVES AU MOUVEMENT DE LA POPULATION voir
HYGIÈNE

STATUTS—LOI CONCERNANT LES STATUTS. (CHAP. 1)

Abrogation des statuts voir Modification des statuts

Application de la loi

- Application à toute loi sauf disposition contraire, c. 1, a. 2.

Décret

- Dispositif, c. 1, a. 4.
- Formule du décret, c. 1, a. 3.

Désaveu, effet du désaveu, c. 1, a. 7.

Distribution des statuts voir Impression et distribution des statuts

Garde des originaux des statuts voir Originaux des statuts

Impression et distribution des statuts

- Arrêtés en conseil, leur impression dans le statut, c. 1, a. 19.
- Balance des statuts non distribués, c. 1, a. 24.
- Communication des arrêtés fournie à l'imprimeur du roi, c. 1, a. 22.
- Copies fournies par greffier de la Législature pour impression du statut, c. 1, a. 13.
- Dépôt du rapport de l'imprimeur du roi, c. 1, a. 26.
- Distribution des statuts aux conseillers et députés, c. 1, a. 20.
- Distribution des statuts aux départements publics, etc., c. 1, a. 21.
- Distribution par l'imprimeur du roi, c. 1, a. 23.

STATUTS.—LOI CONCERNANT LES STATUTS. (CHAP. 1)—*Suite***Impression et distribution des statuts—*Suite***

- Impression d'un statut privé, c. 1, a. 27.
- Impression, mode d'—c. 1, a. 15.
- Imprimeur du roi distribue les statuts, c. 1, a. 23.
- Imprimeur du roi, rapport qu'il doit faire, c. 1, a. 25.
- Nombre d'exemplaires imprimés, c. 1, a. 14.
- Notes marginales, c. 1, a. 17.
- Rapport de l'imprimeur du roi, c. 1, a. 25.
- Reliure, c. 1, a. 16.
- Statut privé, le coût d'un—doit être payé au gouvernement, c. 1, a. 27.
- Statuts réservés sont publiés plus tard, c. 1, a. 18.

Interprétation des statuts voir Règles d'interprétation**Modification des statuts**

- Abrogation d'une disposition qui en abrogeait une autre, c. 1, a. 10.
- Abrogation, son effet, c. 1, a. 9.
- Actes commencés peuvent être continués, c. 1, a. 12.
- Droits acquis, protégés, c. 1, a. 12.
- Effet de l'abrogation sur droits acquis et actes commencés, c. 1, a. 12.
- Modification et vote d'une loi à la même session, c. 1, a. 8.
- Réserve implicite du droit de restreindre les pouvoirs accordés, c. 1, a. 11.

Originaux des statuts

- Apposition du sceau du greffier de la Législature, c. 1, a. 31.
- Assistant greffier de la Législature remplace le greffier, c. 1, a. 29.
- Authenticité des copies certifiées, c. 1, a. 32.
- Certificat d'authenticité par le greffier de la Législature, c. 1, a. 36.
- Copies des statuts pour le service public, c. 1, a. 35.
- Distribution des statuts, c. 1, a. 33.
- Garde des originaux, c. 1, a. 28.
- Honoraires pour copies des statuts, c. 1, a. 34.
- Remplacement des originaux détruits, c. 1, a. 30.

Promulgation

- Entrée en vigueur des statuts, c. 1, a. 6.
- Inscription en tête de chaque statut, c. 1, a. 5.

Règles d'interprétation

- Adjoint des fonctionnaires, leurs pouvoirs, c. 1, a. 59.
- Application des règles d'interprétation, c. 1, a. 38.
- Connaissance requise des statuts, c. 1, a. 39.
- Délai expirant un jour férié, c. 1, a. 52.
- Distribution, droit de— c. 1, a. 55.
- Dispositions statutaires, leur objet, c. 1, a. 41.
- Droits de la couronne non affectés, c. 1, a. 42.
- Droits des tiers sauvegardés c. 1, a. 42.
- Formule abrégée de renvoi à un statut, c. 1, a. 46.
- Formules, leur emploi, c. 1, a. 48.
- Genre masculin, c. 1, a. 53.

STATUTS.—LOI CONCERNANT LES STATUTS. (CHAP. 1)—*Suite*Règles d'interprétation—*Suite*

Interprétation des mots

- "Acte," c. 1, a. 61, § 11°
- "Actes de l'état civil," c. 1, a. 61, § 23°.
- "Actes fédéraux," c. 1, a. 61, § 11°
- "Actes impériaux," c. 1, a. 61, § 11°.
- "Bas Canada," c. 1, a. 61, § 6°.
- "Canada," c. 1, a. 61 § 4°.
- "Cent, centin," c. 1, a. 61, § 29°.
- "Code civil," c. 1, a. 61, § 12°.
- "Code de procédure civile," c. 1, a. 61, § 12°.
- "Code municipal," c. 1, a. 61, § 12°.
- "Commission," c. 1, a. 61, § 20°.
- "Cour de magistrat," c. 1, a. 61, § 16°.
- "Cour de magistrat de district," c. 1, a. 61, § 16°.
- "Département," c. 1 a. 61 § 14°.
- "Deux juges de paix," c. 1, a. 61, § 15°.
- "Écrit, écriture," c. 1, a. 61, § 22°.
- "États-Unis," c. 1, a. 61, § 4°.
- "Faillite," c. 1, a. 61, § 28°.
- "Fonctionnaires de l'état civil," c. 1, a. 61, § 23°.
- "Gouvernement," c. 1, a. 61, § 13°.
- "Gouvernement exécutif," c. 1, a. 61, § 13°.
- "Gouverneur général," c. 1, a. 61, § 2°.
- "Gouverneur général en conseil," c. 1, a. 61, § 3°.
- "Grand sceau," c. 1, a. 61, § 19°.
- "Jour de fête, jour férié," c. 1, a. 61, § 24°.
- "Législature," c. 1, a. 61, § 9°.
- "Lieutenant-gouverneur," c. 1, a. 61, § 2°.
- "Lieutenant-gouverneur en conseil," c. 1, a. 61, § 3°.
- "Loi," c. 1, a. 61, § 11°.
- "Magistrat," c. 1, a. 61, § 15°.
- "Maintenant," c. 1, a. 61, § 26°.
- "Mois," c. 1, a. 61, § 25°.
- Mots désignant un département, etc. c. 1, a. 61, § 14°.
- Nom d'un pays, une corporation, etc., c. 1, a. 61, § 18°.
- "Officier en loi," c. 1, a. 61, § 14°.
- "Officier en loi de la couronne," c. 1, a. 61, § 13°.
- "Officier public," c. 1, a. 61, § 14°.
- "Parlement impérial, Parlement fédéral," c. 1, a. 61, § 8°.
- "Personne," c. 1, a. 61, § 17°.
- "Prochain," c. 1, a. 61, § 26°.
- "Proclamation," c. 1, a. 61, § 21°.
- "Province," "Provincial," c. 1, a. 61, § 7°.
- "Puissance," c. 1, a. 61, § 4°.
- "Registres de l'état civil," c. 1, a. 61, § 23°.
- "Royaume-Uni," c. 1, a. 61, § 4°.
- "Sa Majesté," c. 1, a. 61, § 1°.
- "Serment," c. 1, a. 61, § 27°.
- "Session," c. 1, a. 61, § 10°.
- "Statuts," c. 1, a. 61, § 11°.

STATUTS.—LOI CONCERNANT LES STATUS. (CHAP. 1)—*Suite***Règles d'interprétation—*Suite***Interprétation des mots—*Suite*

"Statuts refondus, 1925," c. 1, a. 61, § 30°.

"Statuts refondus de la province de Québec, 1925," c. 1, a. 61, § 30°.

"Statuts refondus de Québec, 1925," c. 1, a. 61, § 30°.

"Union," c. 1, a. 61, § 5°.

Juge ayant juridiction et pouvoir doit être compris comme étant celui devant qui une chose doit être faite, c. 1, a. 56.

Majorités, leurs pouvoirs, c. 1, a. 60.

Mode d'interprétation des statuts, c. 1, a. 41.

Nombre singulier, c. 1, a. 54.

Objet des dispositions statutaires, c. 1, a. 41.

Objet du préambule, c. 1, a. 40.

Pouvoirs nécessaires compris dans droit de faire une chose, c. 1, a. 57.

Préambule, son objet, c. 1, a. 40.

Renvoi à un statut, c. 1, a. 47.

Renvoi aux articles, c. 1, a. 43.

Renvoi aux séries d'articles, c. 1, a. 44.

"Sera", "pourra", employés dans la loi, c. 1, a. 51.

Serments, leur prestation, c. 1, a. 58.

Statuts sont censés publics, c. 1, a. 39.

Successeurs des fonctionnaires, leurs pouvoirs, c. 1, a. 59.

Temps du verbe dans la loi, c. 1, a. 49.

Temps présent du verbe dans la loi, c. 1, a. 50.

Validation de certains statuts n'est pas infirmée par loi, c. 1, a. 45.

STÉNOGRAPHES.—LOI DES STÉNOGRAPHES. (CHAP. 154)

Dépôts dans les causes *in forma pauperis*, c. 154, a. 5.

Examens, comment subis, c. 154, a. 3.

Nomination par le protonotaire, c. 154, a. 2.

Tarif d'honoraires, c. 154, a. 4.

SUBSIDES, REMBOURSEMENT DES — PAR LES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER voir REMBOURSEMENT DES SUBSIDES PAR LES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER**SUBVENTION À L'ACADÉMIE DE MUSIQUE DE QUÉBEC voir AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ART MUSICAL****SUBVENTIONS AUX COLLÈGES CLASSIQUES.—LOI DES SUBVENTIONS AUX COLLÈGES CLASSIQUES. (CHAP. 134)**

"Collège classique", définition, c. 134, a. 2.

Élèves envoyés aux écoles normales supérieures, c. 134, a. 7.

Emploi de la subvention, c. 134, a. 6.

Emploi de la subvention pour les élèves pauvres, c. 134, a. 8.

État au surintendant, c. 134, a. 9.

Mise à exécution de la loi, c. 134, a. 10.

SUBVENTIONS AUX COLLÈGES CLASSIQUES.—LOI DES SUBVENTIONS AUX COLLÈGES CLASSIQUES. (CHAP. 134)—*Suite*

Somme attribuée aux collèges, c. 134, a. 4.

Somme attribuée aux écoles protestantes, c. 134, a. 5.

Somme attribuée aux fins de la loi, c. 134, a. 3.

SUBVENTIONS PAR LES MUNICIPALITÉS.—LOI INTERDISANT L'OCTROI DE CERTAINES SUBVENTIONS MUNICIPALES. (CHAP. 116)

Action en nullité, c. 116, a. 4.

Commutation de taxe permise, c. 116, a. 3.

Subventions aux établissements commerciaux ou industriels, c. 116, s. 2.

SUCCESSIONS, DROITS SUR LES—*voir* TAXES SUR LES SUCCESSIONS

SUCCESSIONS VACANTES *voir* BIENS EN DÉSHÉRENCE

SÛRETÉ DU PUBLIC DANS LES ÉDIFICES PUBLICS *voir* ÉDIFICES PUBLICS

SÛRETÉ PROVINCIALE *voir* POLICE ET BON ORDRE

SURINTENDANT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

SURINTENDANT MÉDICAL DES ASILES D'ALIÉNÉS *voir* ASILES D'ALIÉNÉS

SURVEILLANCE DES ÉCHAFAUDAGES *voir* ÉCHAFAUDAGES

SURVEILLANCE DES ÉTALONS *voir* CONSEIL D'AGRICULTURE

SYNDICATS COOPÉRATIFS.—LOI DES SYNDICATS COOPÉRATIFS DE QUÉBEC. (CHAP. 254)

Assemblées générales, c. 254, arts 25 à 29.

Assemblées générales spéciales, c. 254, arts 31 et 32.

Assemblées peuvent être tenues les jours fériés, c. 254, a. 32.

Bénéfices, leur répartition, c. 254, a. 38.

Capital de la société, c. 254, a. 10.

Cautionnement des officiers, c. 254, a. 14.

Commission de crédit

Composition, c. 254, a. 22.

Contrôle des prêts, c. 254, a. 22.

Nomination, c. 254, a. 22.

Remplacement des membres, c. 254, a. 22.

Terme d'office, c. 254, a. 22.

Comptabilité, c. 254, arts 33 et 34.

Compte rendu annuel au conseil municipal et au secrétaire provincial, c. 254, a. 35.

Compte rendu, sa vérification, c. 254, a. 35.

Compte rendu, son attestation, c. 254, a. 37.

Compte rendu, son contenu, c. 254, a. 36.

SYNDICATS COOPÉRATIFS.—LOI DES SYNDICATS COOPÉRATIFS DE QUÉBEC. (CHAP. 254)—*Suite*

- Conseil d'administration
 - Assemblées, c. 254, a. 19.
 - Composition, c. 254, a. 15.
 - Devoirs, c. 254, a. 18.
 - Durée de la charge des membres, c. 254, a. 15.
 - Limites du pouvoir d'emprunt, c. 254, a. 16.
 - Officiers, c. 254, a. 17.
 - Pouvoirs généraux, c. 254, a. 16.
- Conseil de surveillance
 - Composition, c. 254, a. 20.
 - Nomination, c. 254, a. 20.
 - Pouvoirs et devoirs, c. 254, a. 21.
 - Vérification des opérations, c. 254, a. 21.
- Conseils ou commissions, c. 254, a. 14.
- Copies de documents peuvent être obtenues, c. 254, a. 41.
- Déclaration que doivent faire les membres subséquents, c. 254, a. 13.
- Démission des membres, c. 254, a. 43.
- Effet de l'exclusion des membres ou de leur démission, c. 254, a. 45.
- Emploi de la balance de l'actif dans un cas de dissolution, c. 254, a. 29.
- Exclusion des membres, c. 254, a. 44.
- Fonds particuliers, leur application, c. 254, a. 39.
- Fonds particuliers, leur création, c. 254, a. 39.
- Formalités de la formation, c. 254, a. 12.
- Formation des syndicats, c. 254, a. 2.
- Gérant peut être payé, c. 254, a. 23.
- Gratuité de certaines fonctions, c. 254, a. 23.
- Limites territoriales, c. 254, a. 2.
- Liquidateurs, leur nomination, c. 254, a. 30.
- Membres du syndicat, c. 254, a. 5.
- Membres honoraires, c. 254, a. 14.
- Mention sur actes, etc., que la société existe en vertu de la Loi des syndicats coopératifs, c. 254, a. 48.
- Mise du sociétaire au cas de décès, de faillite, etc., c. 254, a. 46.
- Montant des actions, c. 254, a. 9.
- Nature du syndicat, c. 254, a. 3.
- Nombre de membres requis pour formation, c. 254, a. 8.
- Nom du syndicat, c. 254, a. 4.
- Objets, c. 254, a. 6.
- Officiers de la société, c. 254, a. 17.
- Prêts aux membres, c. 254, a. 40.
- Règlements, leur dépôt au conseil municipal, c. 254, a. 14.
- Règlements, leur transmission au lieutenant-gouverneur en conseil, c. 254, a. 14.
- Règlements, pouvoir de les faire, c. 254, a. 14.
- Scellés ne doivent pas être apposés, c. 254, a. 42.
- Signature des billets, etc., des procès-verbaux, c. 254, a. 47.
- Sociétés coopératives de pêcheurs, c. 254, a. 7.
- Sociétés et municipalités qui peuvent prendre des actions, c. 254, a. 7.
- Sociétés existantes, lois qui les régissent, c. 254, a. 51.
- Transfert des actions, c. 254, a. 11.
- Union des sociétés, c. 254, a. 49.

SYNDICATS COOPÉRATIFS.—LOI DES SYNDICATS COOPÉRATIFS DE QUÉBEC. (CHAP. 254)—*Suite*

- Vacances dans conseils ou commission, c. 254, a. 24.
- Vérification du compte rendu, c. 254, a. 35.
- Violation de la loi, responsabilité qui en découle, c. 254, a. 50.

SYNDICATS D'ÉLEVAGE.—LOI DES SYNDICATS D'ÉLEVAGE. (CHAP. 59)

- Actions et capital, c. 59, arts 8 et 9.
- Assemblées générales, c. 59, arts 24 et 25.
- Bénéfices, c. 59, a. 28.
- Bureau de direction, assemblées, quorum, règlements, c. 59, a. 17.
- Bureau de direction, ses pouvoirs, c. 59, a. 18.
- Changement de nom, c. 59, a. 13.
- Composition du syndicat, c. 59, a. 12.
- Comptes, leur tenu, c. 59, a. 26.
- Constitution du syndicat, c. 59, a. 13.
- Directeur d'un cercle agricole, etc., directeur du syndicat, c. 59, a. 23.
- Dissolution et liquidation, c. 59, a. 31.
- Droit de vote, c. 59, a. 25.
- État des affaires, c. 59, arts 26 et 27.
- Exécution de la loi, c. 59, a. 33.
- Exemption de taxes, c. 59, a. 30.
- Formalités de constitution, c. 59, a. 11.
- Formation, c. 59, a. 2.
- Gratuité des fonctions, c. 59, a. 21.
- Nature du syndicat, c. 59, a. 3.
- Nom, c. 59, a. 4.
- Nombre d'associés requis, c. 59, a. 7.
- Objets, c. 59, a. 5.
- Officiers, c. 59, a. 19.
- Permis de conservation, c. 59, a. 16.
- Possession d'animaux reproducteurs, c. 59, a. 15.
- Pouvoir de posséder des immeubles, c. 59, a. 13.
- Représentation des sociétés d'agriculture, etc., actionnaires du syndicat, c. 59, a. 20.
- Secrétaire-trésorier, sa responsabilité et cautionnement qu'il doit fournir, c. 59, a. 32.
- Signature des contrats, c. 59, a. 29.
- Sociétés qui peuvent devenir actionnaires, c. 59, a. 6.
- Transfert des actions, c. 59, a. 10.
- Vacances, c. 59, a. 22.
- Vente à l'encan d'animaux de race pure, c. 59, a. 14.

SYNDICATS PROFESSIONNELS.—LOI DES SYNDICATS PROFESSIONNELS. (CHAP. 255)

Constitution et pouvoirs

- Admission d'adhésions en certains cas entraîne dissolution, c. 255, a. 5.
- Avis de la formation, c. 255, a. 2.
- Conseils de conciliation, c. 255, a. 13.
- Caisse des frais généraux, c. 255, a. 8.
- Caisses distinctes doivent être tenues, c. 255, a. 7.
- Caisses spéciales, leur application, c. 255, a. 10.

SYNDICATS PROFESSIONNELS.—LOI DES SYNDICATS PROFESSIONNELS.
(CHAP. 255)—*Suite*

Constitution et pouvoirs—*Suite*

- Formalités de la formation, c. 255, a. 2.
- Insaisissabilité du fonds des caisses, c. 255, a. 11.
- Liquidation des caisses spéciales, c. 255, a. 9.
- Mineurs et femmes mariées, c. 255, a. 4.
- Nationalité des membres, c. 255, a. 5.
- Objets, c. 255, a. 3.
- Pouvoirs, c. 255, a. 6.
- Retrait des membres, c. 255, a. 14.
- Union des syndicats, c. 255, a. 12.
- Unions, leurs droits et pouvoirs, c. 255, a. 13.

Convention collective du travail

- Convention doit être par écrit, c. 255, a. 18.
- Définition, c. 255, a. 16.
- Dépôt au bureau du ministre des travaux publics et du travail, c. 255, a. 18.
- Effets légaux de la convention, c. 255, a. 19.
- Objets, c. 255, a. 16.
- Parties à la convention sont liées par elle, c. 255, a. 17.

Liquidation

- Dévolution des biens dans le cas de liquidation, c. 255, a. 15.

SYNDICS D'ÉCOLES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

**SYNDICS POUR CONSTRUCTION OU RÉPARATION D'ÉGLISES, PRESBY-
TÈRES OU CIMETIÈRES** *voir* PAROISSES ET FABRIQUES

**SYSTÈMES DE CHAUFFAGE, INSTALLATION DES—DANS LES ÉDIFICES
PUBLICS** *voir* PROTECTION DES ÉDIFICES PUBLICS CONTRE LES INCEN-
DIES

T

TABLEAU DES AVOCATS *voir* BARREAU

TABLEAU DES JURÉS *voir* JURÉS

TABLEAU GÉNÉRAL DES NOTAIRES *voir* NOTARIAT

TABLES DE BILLARDS *voir* LICENCES

TANNERIES DE FOURRURES, PERMIS DE—*voir* CHASSE

TARIF DES FRAIS DES CORONERS *voir* CORONERS

TARIF D'HONORAIRES DES OFFICIERS DE JUSTICE *voir* SALAIRES ET
HONORAIRES DES OFFICIERS DE JUSTICE

TAVERNES *voir* LIQUEURS ALCOOLIQUES

TAXES, COMMUTATION DE—*voir* SUBVENTIONS PAR LES MUNICIPALITÉS

TAXES DES TÉMOINS DE LA COURONNE *voir* TÉMOINS DE LA COURONNE**TAXES, EXEMPTION DE—*voir* EXEMPTIONS DE TAXES****TAXES SCOLAIRES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE****TAXES SUR CERTAINES MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS.—LOI DES DROITS
SUR CERTAINES MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. (CHAP. 28)**

Droit de 2½ par cent imposé sur certaines mutations de propriétés, c. 28, a. 2.

Peine pour refus ou négligence de payer le droit, c. 28, a. 3.

Perception du droit, c. 28, a. 2.

Procédures sont sommaires, c. 28, a. 3.

Rémunération du shérif, c. 28, a. 2.

**TAXES SUR CORPORATIONS ET SOCIÉTÉS.—LOI DE LA TAXE SUR LES
CORPORATIONS. (CHAP. 26)****Exécution de la loi**

Trésorier provincial chargé d'exécuter la loi, c. 26, a. 2.

Imposition de la taxe

Corporations, etc, qui doivent payer la taxe, c. 26, a. 3.

Interprétation des mots:

"Banque", c. 26, a. 4, § 2°.

"Bureau principal", c. 26, a. 4, § 7°.

"Capital versé de la compagnie", c. 26, a. 4, § 10°.

"Compagnie constitué en corporation", c. 26, a. 4, § 1°.

"Compagnie d'assurance", c. 26, a. 4, § 3°.

"Compagnie de fidéicommiss", c. 26, a. 4, § 6°.

"Compagnie de prêts", c. 26, a. 4, § 5°.

"Faire des affaires dans cette province", c. 26, a. 4, § 9°.

"Place d'affaires", c. 26, a. 4, § 8°.

"Prime", c. 26, a. 4, § 4°.

Montant de la taxe

Banques, c. 26, a. 5, § II.

Compagnies constituées en corporation, c. 26, a. 5, § I.

Compagnies d'assurance, c. 26, a. 5, § III.

Compagnies de chemin de fer, c. 26, a. 5, § X.

Compagnies de chemin de fer urbain ou de tramway, c. 26, a. 5, § IX.

Compagnies de fidéicommiss, c. 26, a. 5, § XII.

Compagnies de messagerie, c. 26, a. 5, § VIII.

Compagnies de navigation, etc., c. 26, a. 5, § V.

Compagnies de prêts, c. 26, a. 5, § IV.

Compagnies de télégraphe, c. 26, a. 5, § VI.

Compagnies de téléphone, c. 26, a. 5, § VII.

Compagnies de wagons-dortoirs, ou wagons-salons, c. 26, a. 5, § XI.

Sociétés, associations, raisons sociales, ou personnes étrangères, c. 26, a. 5,
§ XIII.

Prélèvement et emploi de la taxe

Amende pour défaut de faire rapport, c. 26, a. 10.

Amende pour défaut de transmettre état au trésorier de la province, c. 26, a. 9.

Application des taxes, c. 26, a. 16.

TAXES SUR CORPORATIONS ET SOCIÉTÉS.—LOI DE LA TAXE SUR LES CORPORATIONS. (CHAP. 26)—*Suite*

Prélèvement et emploi de la taxe—*Suite*

- A qui paiement doit être fait, c. 26, a. 7.
- Époque du paiement, c. 26, a. 6.
- État transmis au trésorier de la province, c. 26, a. 8.
- Privilege de la couronne, c. 26, a. 15.
- Procédures de recouvrement, c. 26, a. 13.
- Rapports des greffiers, etc., au trésorier de la province, c. 26, a. 14.
- Recouvrement de la taxe et des amendes, c. 26, a. 12.
- Règlements par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 26, a. 17.
- Taxes font partie du fonds consolidé, c. 26, a. 16.
- Taxe proportionnée à durée des opérations, c. 26, a. 11.

TAXES SUR LES SUCCESSIONS.—LOI DES DROITS SUR LES SUCCESSIONS. (CHAP. 29)

Diminution des droits imposés

- Cas ou droits peuvent être diminués, c. 29, a. 36.
- Droits du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 29, a. 36.
- Ententes avec pays étrangers, c. 29, a. 36.

Droits sur les successions

- Amendes, leur recouvrement, c. 29, a. 17.
- Assurance sur la vie, c. 29, a. 10.
- Bénéfices résultant des assurances, c. 29, a. 10.
- Certificats attestant paiement des droits, c. 29, a. 14.
- Comment s'établit le droit à l'exemption, c. 29, a. 9.
- Commission du percepteur, c. 29, a. 19.
- Corporations doivent aviser trésorier du décès d'actionnaires, c. 29, a. 15.
- Défaut de payer les droits, c. 29, a. 14.
- Définition des mots "percepteur du revenu de la province", c. 29, a. 20.
- Définition du mot: "bien", c. 29, a. 5.
- Dispositions applicables en certains cas, c. 29, a. 23.
- Enquêtes sur les biens de successions, c. 29, a. 14.
- État des droits exigibles préparé par percepteur, c. 29, a. 14.
- Imposition des droits, c. 29, a. 3.
- Intérêts moratoires, c. 29, a. 14.
- Legs pour fins charitables, etc., c. 29, a. 11.
- Par qui les droits sont payables, c. 29, a. 13.
- Parts indivises laissées à des copropriétaires, c. 29, a. 7.
- Pénalités pour défaut de déclarer, etc., c. 29, a. 14.
- Présomption de transmission par décès, c. 29, a. 6.
- Privileges de la couronne pour les droits, c. 29, a. 18.
- Quotité des droits, c. 29, a. 3.
- Rapport qui doit être fait au percepteur, c. 29, a. 14.
- Réclamation des droits par percepteur, c. 29, a. 14.
- Réduction des droits dans certains cas, c. 29, a. 12.
- Régistrateurs doivent aviser trésorier de l'enregistrement de testaments, donations, etc., c. 29, a. 16.
- Règlements par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 29, a. 21.
- Répartition des dettes de la succession, c. 29, a. 8.

TAXES SUR LES SUCCESSIONS.—LOI DES DROITS SUR LES SUCCESSIONS.
(CHAP. 29)—*Suite*

Droits sur les successions—*Suite*

- Répartition des legs, c. 29, a. 8.
- Répartition des montants exemptés de l'impôt, c. 29, a. 11.
- Succession comprenant biens situés en dehors de la province, c. 29, a. 4.
- Tarif des honoraires, c. 29, a. 22.
- Validité des donations alors que droits n'ont pas été payés, c. 29, a. 6.

Droits sur transmission de certains biens mobiliers

- Application de certaines dispositions, c. 29, a. 34 et 35.
- Assurances sur la vie, c. 29, a. 29.
- Bénéfices résultant d'assurances sur la vie, c. 29, a. 29.
- Comment s'établit le droit à l'exemption, c. 29, a. 26.
- Créances du de cujus payables en dehors de la province, c. 29, a. 25.
- Défaut de payer les droits, c. 29, a. 33.
- Enquêtes sur les biens de succession, c. 29, a. 33.
- État des droits préparé par percepteur, c. 29, a. 33.
- Imposition des droits, c. 29, a. 24.
- Intérêts moratoires, c. 29, a. 33.
- Legs pour fins charitables, c. 29, a. 30.
- Par qui les droits sont payables, c. 29, a. 32.
- Parts indivises transmises à des co-propriétaires, c. 29, a. 28.
- Peines et infractions, c. 29, a. 33.
- Présomption de transmission par décès, c. 29, a. 27.
- Quotité des droits, c. 29, a. 24.
- Rapport au percepteur, c. 29, a. 33.
- Réclamation des droits, c. 29, a. 33.
- Réduction des droits dans certains cas, c. 29, a. 31.
- Répartition des dettes, c. 29, a. 26.
- Répartition des legs, c. 29, a. 26.
- Répartition des montants exemptés de l'impôt, c. 29, a. 30.
- Validité des donations quand droits ne sont pas payés, c. 29, a. 27.

Exécution de la loi

- Trésorier provincial est chargé de l'exécution de la loi, c. 29, a. 2.

TAXES SUR TERRES SOUS BILLET DE LOCATION voir DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION

TAXES SUR TRANSFERTS D'ACTIONS, BONS, OBLIGATIONS.—LOI DE LA TAXE SUR LES TRANSFERTS DE VALEURS MOBILIÈRES. (CHAP. 27)

- Apposition des timbres sur les registres, c. 27, a. 5.
- Défense d'enregistrer un transfert si la taxe n'est pas payée, c. 27, a. 8.
- Désignation des percepteurs, c. 27, a. 17.
- Émission d'un subpoena contre officiers d'une compagnie en défaut, c. 27, a. 13.
- Exécution de la loi par le trésorier, c. 27, a. 18.
- Examen des livres pour vérification, c. 27, a. 10.
- Lois applicables, c. 27, a. 15.
- Peines pour défaut de faire rapport, c. 27, a. 12.
- Présomption quant au lieu du transfert, c. 27, a. 9.

TAXES SUR LES TRANSFERTS D' ACTIONS, BONS, OBLIGATIONS.—LOI DE LA TAXE SUR LES TRANSFERTS DE VALEURS MOBILIÈRES. (CHAP. 27)*Suite*

Rapport par compagnies au trésorier de la province, c. 27, a. 11.

Règlements par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 27, a. 14.

Taxe sur ventes d'actions, etc.

Imposition de la taxe, c. 27, a. 2.

Mode de perception de la taxe, c. 27, a. 3.

Quotité de la taxe, c. 27, a. 4.

Timbres, leur oblitération, c. 27, a. 7.

Timbres, qui les fournit, c. 27, a. 6.

Transferts non assujétis à la taxe, c. 27, a. 16.

TAXIS voir VÉHICULES AUTOMOBILES**TECHNIQUES, ÉCOLES—voir ÉCOLES TECHNIQUES ET COURS PROFESSIONNELS****TEINTURE DES POILS ET FOURRURES, PERMIS POUR USINES DE—voir CHASSE****TÉLÉGRAPHE ÉLECTRIQUE, COMPAGNIES DE— voir COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE ÉLECTRIQUE****TÉLÉPHONE, COMPAGNIES DE—voir COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE****TÉMISCAMINGUE voir MUNICIPALITÉS FORMÉS DANS LES COMTÉS D'ABITIBI ET DE TÉMISCAMINGUE AU NORD DE LA LIGNE 48^{ème} DE LATITUDE****TÉMOINS DE LA COURONNE.—LOI DU PAIEMENT DES TÉMOINS DE LA COURONNE. (CHAP. 149)**

Frais, par qui payés, c. 149, a. 2.

Indemnité et dépenses de voyage, c. 149, a. 3.

Témoins du défendeur au cas d'offenses étant autrefois félonies, c. 149, a. 4.

TEMPÉRANCE.—LOI DE TEMPÉRANCE DE QUÉBEC (CHAP. 42)

Affidavit de l'imprimeur des bulletins, c. 42, a. 9.

Agents, c. 42, a. 15.

Ajournement du scrutin, c. 42, a. 25.

Appel des électeurs, c. 42, a. 15.

Approbation du règlement par électeurs, c. 42, a. 5.

Avis de la tenue d'un scrutin, c. 42, a. 7.

Avis des règlements au percepteur et à commission des liqueurs, c. 42, a. 35.

Avis des règlements de comté aux secrétaires des divers municipalités du comté, c. 42, a. 36.

Boîtes de scrutin, c. 42, a. 10.

Bulletins maculés, c. 42, a. 20.

Bureaux de vote, c. 42, a. 11.

Bureaux de vote si règlement concerne un comté, c. 42, a. 12.

Cahier du scrutin, c. 42, a. 22.

Certificat du résultat de la votation, c. 42, a. 29.

TEMPÉRANCE.—LOI DE TEMPÉRANCE DE QUÉBEC. (CHAP. 42)—Suite

- Clôture du scrutin, c. 42, a. 23.
- Clôture finale du scrutin, c. 42, a. 26.
- Confirmation de règlements par municipalités voisines, c. 42, a. 39.
- Conseil municipal peut passer règlement de prohibition, c. 42, a. 3.
- Défaut du paiement des taxes n'enlève pas droit de vote, c. 42, a. 16.
- Demande de soumettre un règlement aux électeurs, c. 42, a. 6.
- Devoirs du préfet après votation si règlement est pour un comté, c. 42, a. 30.
- Devoirs du président après l'addition des votes, c. 42, a. 28.
- Devoirs du président qui a oublié d'initialer les bulletins, c. 42, a. 27.
- Devoirs imposés aux officiers municipaux, c. 42, a. 42.
- Dispositions légales applicables, c. 42, a. 42.
- Documents à mettre dans la boîte de scrutin après la votation, c. 42, a. 29.
- Durée des règlements, c. 42, a. 37.
- Durée du scrutin, c. 42, a. 24.
- Entrée en vigueur des règlements, c. 42, a. 37.
- Fermeture de la boîte de scrutin, c. 42, a. 29.
- Forme des bulletins, c. 42, a. 9.
- Forme du règlement, c. 42, a. 4.
- Greffier du bureau de vote, c. 42, a. 21.
- Impression des bulletins, c. 42, a. 8.
- Initiales du président sur bulletins, c. 42, a. 17.
- Majorité affirmative, c. 42, a. 32.
- Majorité négative, c. 42, a. 31.
- Octroi de permis par commission des liqueurs en cas de contestation d'un règlement, c. 42, a. 41.
- Oubli d'initialer les bulletins, c. 42, a. 27.
- Ouverture du scrutin, c. 42, a. 14.
- Personnes habiles à voter, c. 42, a. 16.
- Président du scrutin, c. 42, a. 13.
- Priorité des règlements de comté sur les règlements locaux, c. 42, a. 37.
- Procédures après clôture du scrutin, c. 42, a. 26.
- Procédures de la votation, c. 42, a. 19.
- Publication ordinaire non requise, c. 42, a. 33.
- Règlement non révocable dans un certain délai, c. 42, a. 38.
- Rejet de certains bulletins, c. 42, a. 26.
- Renseignements donnés aux voteurs, c. 42, a. 18.
- Révocation des règlements approuvés par les électeurs, c. 42, a. 34.
- Signification des mots: "liqueurs alcooliques", c. 42, a. 2.
- Vices de fond ou de forme dans les règlements, c. 42, a. 40.

TEMPS DU VERBE DANS LA LOI voir STATUTS**TEMPS RÉGLEMENTAIRE voir AVANCE DE L'HEURE****TEMPS RÉGLEMENTAIRE.—LOI DU TEMPS RÉGLEMENTAIRE. (CHAP. 276)**

- Heure à l'est du 68° de longitude ouest, c. 276, a. 2.
- Heure à l'ouest du 68° de longitude ouest, c. 276, a. 2.
- Horaires des services publics, c. 276, a. 4.
- Modification du temps réglementaire par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 276, a. 3.
- "Temps réglementaire", définition, c. 276, a. 2.

TENUE DES ÉLECTIONS *voir* ÉLECTIONS**TERMES DE LA COUR DU BANC DU ROI, JURIDICTION CRIMINELLE** *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES**TERMES DES COURS** *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES**TERRAINS MINIERES** *voir* MINES**TERRAINS POSSÉDÉS PAR LES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES.—LOI DES TERRAINS DES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES. (CHAP. 202)****Acquisition et étendue de ces terrains**

- Application dans le cas d'une paroisse, c. 202, a. 7.
- Droits de Sa Majesté, etc., non affectés, c. 202, a. 11.
- Enregistrement dans les deux ans par les syndics, c. 202, a. 9.
- Enregistrement des titres, et défaut de titre, c. 202, a. 3.
- Exception quant à l'application, c. 202, a. 10.
- Mode d'acquérir par congrégations non érigées, c. 202, a. 4.
- Pouvoirs des successeurs des syndics, c. 202, a. 5.
- Terrains appartenant à une congrégation dans une paroisse, c. 202, a. 8.
- Terrains possédés le 19 mars, 1839, c. 202, a. 2.
- Validité des copies de minutes certifiées, c. 202, a. 6.

Cimetières

- Acquisition de terrains et création de fidéicommiss, c. 202, a. 12.
- Permission d'échanger terrains pour d'autres, c. 202, a. 13.

Expropriations

- Arbitrage, faute d'entente, c. 202, a. 19.
- Fixation du site et de la superficie, c. 202, a. 18.
- Obtention des terrains nécessaires, c. 202, a. 17.
- Sentence arbitrale finale, c. 202, a. 20.

Successeurs aux syndics ou fiduciaires

- Assemblée pour décider la succession, c. 202, a. 14.
- Effet de la décision après enregistrement, c. 202, a. 16.
- Inscription au livre des minutes, c. 202, a. 15.

TERRES DE LA COURONNE *voir* TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES**TERRES DU CLERGÉ** *voir* TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES**TERRES ET FORÊTS, DÉPARTEMENT DES—***voir* DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS**TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES.—LOI DES TERRES ET FORÊTS. (CHAP. 44)****Affidavit**

- Devant quelles personnes ils peuvent être donnés, c. 44, a. 7.

Annexions

- Parcelles de terre peuvent être annexées aux cantons adjacents, c. 44, a. 9.

TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES.—LOI DES TERRES ET FORÊTS.**(CHAP. 44)—Suite****Arrêtés en conseil**

Arrêtés ne doivent pas être incompatibles avec la loi, c. 44, a. 6.

Lieutenant-gouverneur peut en passer pour certaines fins, c. 44, a. 5.

Pouvoirs du ministre peuvent être exercés par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 44, a. 6.

Publication des arrêtés, c. 44, a. 6.

Biens des jésuites

Sont administrés par ministre des terres et forêts, c. 44, a. 4.

Bois et forêts — Coupe du bois sur réserves forestières permanentes

Autorisation nécessaire du ministre pour coupes spéciales, c. 44, a. 170.

Exploitation des arbres morts, etc., c. 44, a. 170.

Bois et forêts — Exploitation des forêts

Obligations des personnes obtenant des permis

Attestation sous serment du rapport des porteurs de permis, c. 44, a. 79.

Extinction du privilège et du droit de rétention de la couronne, c. 44, a. 82.

Privilège et droits de la couronne sur le bois coupé, c. 44, a. 81.

Rapport que doivent faire les porteurs de permis, c. 44, a. 78.

Refus par porteurs de permis de produire rapport, c. 44, a. 80.

Remise de l'excédent du produit de la vente, c. 44, a. 84.

Vente du bois saisi à défaut de paiement des droits, c. 44, a. 83.

Obligations des propriétaires de scierie et des commerçants de bois autres que les porteurs de permis

Autorisation requise pour l'établissement, etc., de certaines scieries, c. 44, a. 86.

Démolition d'une scierie établie sans permission, c. 44, a. 86.

Pénalité pour infraction, c. 44, a. 86.

Refus de donner renseignements requis, c. 44, a. 85.

Renseignements exigés des propriétaires de scierie, c. 44, a. 85.

Peines contre personnes coupant du bois sans permis

Amende pour coupe de bois sans permis, c. 44, a. 87.

Bois illégalement coupé mêlé avec autre bois, c. 44, a. 90.

Confiscation du bois coupé sans permis, c. 44, a. 87.

Coupe sans permis ne confère pas de droit, c. 44, a. 87.

Fardeau de la preuve de l'existence d'un permis, c. 44, a. 88.

Procès-verbal de saisie, c. 44, a. 91.

Saisie des voitures, etc., c. 44, a. 91.

Saisie du bois illégalement coupé, c. 44, a. 89.

Saisie sommaire des bois coupés, c. 44, a. 91.

Permis de coupe de bois

Autorisation spéciale du lieutenant-gouverneur en conseil requise en certains cas, c. 44, a. 69.

Contenu des permis et droits que ces derniers confèrent, c. 44, a. 71.

Droits de propriété que confèrent les permis sur les arbres, c. 44, a. 72.

Durée des permis, c. 44, a. 70.

Effet du transfert de terres au département de la colonisation en 1921-1922, c. 44, a. 76.

Enregistrement de transactions concernant les concessions forestières, c. 44, a. 73.

TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES—LOI DES TERRES ET FORÊTS.(CHAP. 44)—*Suite***Bois et forêts—Exploitation des forêts—*Suite*****Permis de coupe de bois—*Suite***

Nullité des permis comprenant des terrains déjà affermés, c. 44, a. 70.
Obligations du porteur de permis envers le porteur de billet de location, c. 44, a. 76.

Octroi de permis de coupe de bois, c. 44, a. 68.

Permis émis en certains cas sous condition d'être renouvelés annuellement, c. 44, a. 77.

Procédures pendantes à l'expiration du permis, c. 44, a. 75.

Renouvellement des permis, c. 44, a. 76.

Saisie-revendication du bois coupé, c. 44, a. 74.

Pouvoirs et devoirs des concessionnaires

Accès du ministre aux livres des porteurs de permis, c. 44, a. 102.

Droits de passer durant l'hiver sur les propriétés des tiers, c. 44, a. 103.

Droits de passer, en tout temps, sur les propriétés des tiers, c. 44, a. 104.

Résistance à la saisie du bois illégalement coupé—enlèvement du bois—confiscation du bois

Anciens permis, droits et obligations, sauvegardés, c. 44, a. 98.

Assistance requise par l'officier saisissant, c. 44, a. 92.

Bois coupé illégalement près des frontières, c. 44, a. 96.

Confiscation du bois saisi, etc., c. 44, a. 94.

Fardeau de la preuve du paiement des droits, c. 44, a. 93.

Fraude entraîne confiscation du bois, c. 44, a. 97.

Opposition à la vente du bois, c. 44, a. 94.

Opposition du réclamant, c. 44, a. 95.

Vente du bois saisi, c. 44, a. 94.

Vente des coupes de bois

Avis de la vente, c. 44, a. 100.

Contenu de l'avis de vente, c. 44, a. 101.

Déclaration de la mise à prix, c. 44, a. 101.

Examen des plans, c. 44, a. 101.

Plan du territoire où se trouvent les bois qui doivent être vendus, c. 44, a. 101.

Temps, lieu et mode de la vente c. 44, a. 100.

Vente à l'enchère, c. 44, a. 99.

Bois et forêts—Protection des bois contre le feu**Devoirs généraux et pénalités**

Aide obligatoire à la suppression des incendies, c. 44, a. 154.

Amendes, à qui elles appartiennent, c. 44, a. 159.

Destruction, etc., d'affiches officielles, etc., c. 44, a. 156.

Droit de passage sur terrains privés, c. 44, a. 157.

Juges de paix d'office, c. 44, a. 161.

Obligation d'éteindre le feu des pipes, etc., c. 44, a. 153.

Pénalités contre contrevenants, c. 44, a. 158.

Pouvoirs des juges de paix témoins d'infractions, c. 44, a. 161.

Prescription des poursuites pour amendes, c. 44, a. 160.

Qui peut poursuivre pour pénalité, c. 44, a. 159.

Refus de prêter aide pour suppression d'incendie, c. 44, a. 155.

TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES.—LOI DES TERRES ET FORÊTS.
(CHAP. 44)—*Suite*

Bois et forêts—Protection des bois contre le feu—*Suite*

Protection concernant toute la province

- Appareils pour empêcher les étincelles de s'échapper, c. 44, a. 136.
- Associations de protection, c. 44, a. 132.
- Bois déposés le long de l'emprise d'un chemin de fer, c. 44, a. 140.
- Concessionnaires doivent organiser un système de protection, c. 44, a. 129.
- Coût du système de protection, c. 44, a. 131.
- Défense de mettre le feu au bois debout, c. 44, a. 121.
- Défense de mettre le feu au bois mort, c. 44, a. 124.
- Droit de faire du feu pour cuire aliments, etc., c. 44, a. 126.
- Enlèvements des débris près des chemins de fer, c. 44, a. 128.
- Frais d'extinction, leur remboursement, c. 44, a. 131.
- Indemnité payée par concessionnaires pour protection organisée par le ministre, c. 44, a. 134.
- Juges de paix *ex officio* pour exécution de la loi, c. 44, a. 141.
- Locomotives, appareils dont elles doivent être pourvues, c. 44, a. 135.
- Mécaniciens, leurs devoirs, c. 44, a. 137.
- Ministre peut pénétrer sur domaines privés pour réteindre feux dangereux c. 44, a. 133.
- Pénalité pour défaut d'empêcher un feu de s'étendre, c. 44, a. 122.
- Pénalités contre compagnies de chemin de fer, c. 44, a. 138.
- Pénalités pour infractions non prévues, c. 44, a. 142.
- Permis de brûler bois mort, c. 44, a. 124.
- Précautions nécessaires pour brûler bois mort avec permis, c. 44, a. 125.
- Précautions nécessaires pour faire feu pour cuire aliments, etc., c. 44, a. 127.
- Prescription des poursuites pour pénalités, c. 44, a. 142.
- Présomption de culpabilité, c. 44, a. 123.
- Rapport sur le système de protection en usage, c. 44, a. 130.
- Remboursement des frais d'extinction, c. 44, a. 131.
- Responsabilité des compagnies de chemin de fer, c. 44, a. 139.
- Responsabilité du porteur de permis, c. 44, a. 125.
- Restrictions au permis, c. 44, a. 125.

Régions sauvegardées

- Créations de régions sauvegardées, c. 44, a. 143.
- Distribution des amendes, c. 44, a. 148.
- Emploi des hommes nécessaires, c. 44, a. 151.
- Hommes qui doivent être mis à la disposition de l'intendant général des feux de forêt, c. 44, a. 145.
- Intendant général, sa nomination, c. 44, a. 151.
- Juges de paix d'office, c. 44, a. 149.
- Pénalités pour infractions, c. 44, a. 146.
- Permis de circuler dans les forêts, c. 44, a. 144.
- Pouvoirs des juges de paix témoins d'infractions, c. 44, a. 149.
- Prescription des actions pour pénalité, c. 44, a. 147.
- Recours civil, c. 44, a. 150.
- Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 44, a. 1562.

Bois et forêts—Reboisement

- Aide au reboisement par crédit annuel, c. 44, a. 169.
- Évaluation municipale des terrains reboisés, c. 44, a. 164.

TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES.—LOI DES TERRES ET FORÊTS.(CHAP. 44)—*Suite***Bois et forêts—Reboisement—*Suite***

- Fête des arbres, fixée par proclamation, c. 44, a. 165.
- Formation de forêts par les corporations, etc., c. 44, a. 168.
- Prime accordée pour le reboisement, c. 44, a. 162.
- Règlements des sociétés pour le reboisement, c. 44, a. 166.
- Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 44, a. 163.
- Terrains reboisés soumis au régime forestier, c. 44, a. 167.

Bois et forêts—Réserves de forêts et coupe du bois dans ces réserves**Réserves de forêts domaniales**

- Administration des forêts domaniales, c. 44, a. 108.
- Création de réserves de forêts domaniales, c. 44, a. 108.

Réserves forestières cantonales

- Création de réserves forestières cantonales, c. 44, a. 109.
- Lois applicables aux réserves forestières cantonales, c. 44, a. 113.
- Noms des réserves, c. 44, a. 110.
- Règlements par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 44, a. 112.
- Retrait de certains terrains affermés, c. 44, a. 114.
- Vente des coupes de bois sur réserves forestières cantonales, c. 44, a. 111.

Réserves forestières permanentes

- Concessions forestières faites par ministre des terres, c. 44, a. 107.
- Création de réserves forestières permanentes, c. 44, a. 105.
- Incorporation dans réserves des terres données en subvention, c. 44, a. 106.

Réserves sur rivières à saumon

- Coupe de bois sans permis sur réserve constitue une infraction, c. 44, a. 116.
- Établissement de chemins, etc., dans la réserve, c. 44, a. 117.
- Point de départ de la réserve au cas de terrains immergés, c. 44, a. 118.
- Réserves de trois chaînes sur rivages des rivières à saumon, c. 44, a. 115.

Bois et forêts—Sucreries, terres à bois de chauffage, et terres à bois de construction

- Permis de couper du bois de chauffage sur terres de la couronne, c. 44, a. 120.
- Permis de couper du bois de construction sur terres de la couronne, c. 44, a. 120.
- Permis d'exploiter sucreries sur terres de la couronne, c. 44, a. 119.

Définition des mots

- "Terres publiques", c. 44, a. 3.

Domaine de la couronne

- Administré par le ministre des terres et forêts, c. 44, a. 4.

Enquêtes

- Peuvent être ordonnées par ministre, c. 44, a. 8.

Exécution de la loi

- Le ministre des terres et forêts exécute la loi, c. 44, a. 2.

Infractions et peines

- Agents qui donnent sciemment de faux renseignements, c. 44, a. 13.
- Agents qui refusent ou négligent de faire rapport au ministre, c. 44, a. 15.
- Personnes qui empêchent d'enchérir aux ventes de terres publiques, c. 44, a. 16.

TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES—LOI DES TERRES ET FORÊTS.
(CHAP. 44)—*Suite*

Inhabilités de certains officiers

Agents des terres ne peuvent acheter terres qu'ils sont chargés de vendre, c. 44, a. 11.

Employés du département ne peuvent acheter terres de la couronne, c. 44, a. 12.

Passage sur propriétés privées

Ministre et officiers y ont droit pour exécution de la loi, c. 44, a. 17.

Refus temporaire de vente ou de location

Agent peut à sa discrétion refuser temporairement vente ou location, c. 44, a. 14.

Seigneurie de Lauzon

Administrée par le ministre des terres et forêts, c. 44, a. 4.

Terres publiques

Signifient: "terres de la couronne", "terres du clergé", c. 44, a. 3.

Terres publiques—Affermage de la péninsule de Manicouagan

Affermage de la péninsule et conditions du loyer, c. 44, a. 65.

Sauvegarde des droits des occupants, c. 44, a. 66.

Terres publiques—Concessions gratuites

Concessions gratuites pour certaines fins, c. 44, a. 21.

Concession gratuite prohibée, c. 44, a. 18.

Étendue des concessions en général, c. 44, a. 22.

Règlement de réclamations de terrains fondées sur des arrêtés en conseil, etc., c. 44, a. 19.

Règlement de réclamations de terrains fondées sur des droits de miliciens, c. 44, a. 20.

Réserve au cas de vente de terrains publics adjacents aux frontières, c. 44, a. 23.

Réserve de terres pour certaines fins publiques, c. 44, a. 21.

Terres publiques—Lettres patentes portant concession et leur enregistrement

Enregistrement des lettres patentes

Certificat sous serment de l'accomplissement des conditions voulues, c. 44, a. 59.

Délivrance des lettres patentes après enregistrement, c. 44, a. 58.

Lettres patentes émises par erreur

Annulation des lettres patentes, c. 44, a. 64.

Compensation dans le cas de défaut de contenance à cause de mauvais arpentage, c. 44, a. 62.

Compensation donnée dans le cas de plusieurs lettres patentes concédant la même terre, c. 44, a. 61.

Correction des lettres patentes, c. 44, a. 60.

Nature des compensations, c. 44, a. 63.

Remplacement des lettres patentes erronées, c. 44, a. 60.

Terres publiques—Révocation des concessions

Annonces nécessaires faites sous autorité du ministre, c. 44, a. 51.

Avis de révocation, c. 44, a. 45.

TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES—LOI DES TERRES ET FORÊTS.
(CHAP. 44)—*Suite***Terres publiques—Révocation des concessions—*Suite***

- Confiscations résultant de la révocation, c. 44, a. 43.
- Différence entre droit de révocation et droit de résolution, c. 44, a. 44.
- Formalités de l'avis de révocation, c. 44, a. 46.
- Loi des mines n'est pas affectée par certaines dispositions, c. 44, a. 48.
- Opposition à la révocation, c. 44, a. 47.
- Pénalité pour occupation sans droit du domaine de la couronne, c. 44, a. 49.
- Recouvrement des sommes dues à la couronne
 - Fardeau de la preuve, c. 44, a. 54.
 - Instruction et jugement par défaut, c. 44, a. 53.
 - Juridiction du tribunal, procédures et frais, c. 44, a. 55.
 - Recouvrement par action de dette ordinaire, c. 44, a. 52.
 - Refus de remettre la terre après révocation c. 44, a. 50.
 - Révocation de ventes, etc., pour fraude ou erreur, c. 44, a. 42.

Terres publiques—Terres réservées aux sauvages

- Droits de mines, c. 44, a. 67.
- Porteurs de permis de coupe, c. 44, a. 67.
- Superficie et incessabilité, c. 44, a. 67.
- Usufruit de terres publiques, affecté aux sauvages, c. 44, a. 67.

Terres publiques—Ventes, permis d'occupation et transports

- Acquisition de terrains privés dans l'intérêt de la colonisation, c. 44, a. 25.
- Classification des terres publiques, c. 44, a. 27.
- Concessions de terres propres à la culture, c. 44, a. 28.
- Conditions que doivent remplir les transports, c. 44, arts 35 et 36.
- Effet des transports enregistrés, c. 44, a. 39.
- Fixation du prix, etc., des terres, c. 44, a. 24.
- Numéro et certificat du transport enregistré, c. 44, a. 37.
- Octroi de permis d'occupation, c. 44, a. 30.
- Permis de coupe de bois sur terres concédées propres à la culture, c. 44, a. 28.
- Permis d'occupation, certificats de vente, billets de location antérieurs au 23 avril, 1860, c. 44, a. 31.
- Permis d'occupation, certificats de vente, billets de location antérieurs au 24 décembre, 1875, c. 44, a. 32.
- Permis d'occupation, etc., octroyés par un agent des terres, c. 44, a. 33.
- Preuve du transport quand acte ne peut être produit, c. 44, a. 40.
- Registre des transports, c. 44, a. 34.
- Substitution de noms après l'enregistrement d'un transport, c. 44, a. 38.
- Teneur des lettres patentes, lorsque preuve du transport ne peut être faite, c. 44, a. 41.
- Terres inondées par barrages sont remplacées, c. 44, a. 26.
- Terres qui peuvent être vendues pour fins de colonisation, c. 44, a. 29.

Terres publiques—Vente pour fins industrielles

- Acquisition de certaines terres pour fins industrielles, c. 44, a. 57.
- Effet de la vente sur les permis de coupe, c. 44, a. 56.
- Pouvoir du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 44, a. 56.
- Restrictions quant aux terres sous permis de coupe, c. 44, a. 56.

TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES.—LOI DES TERRES ET FORÊTS.
(CHAP. 44)—*Suite*

Valeur probante des extraits de registres

Extraits certifiés de registre peuvent servir de preuve comme originaux, c. 44, a. 10.

TERRES PUBLIQUES *voir* **TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES**

TERRES PUBLIQUES PROPRES À LA CULTURE *voir* **ADMINISTRATION ET VENTE DES TERRES PUBLIQUES, ETC.**

TERRITOIRES DE CHASSE *voir* **CHASSE**

TERRITOIRES DE LA PROVINCE *voir* **DIVISION TERRITORIALE**

TESTACÉS *voir* **PÊCHE**

THÉÂTRES DE VUES ANIMÉES *voir* **VUES ANIMÉES**

THÉÂTRES, REPRÉSENTATION DANS LES—*voir* **REPRÉSENTATIONS THÉÂTRALES**

TIMBRES.—LOI DES TIMBRES. (CHAP. 24)

Approvisionnement des timbres

Comptes des timbres, c. 24, a. 7.

Décompte des timbres inutiles ou impropres, c. 24, a. 11.

Devoirs des préposés à la vente, c. 24, a. 10.

Garde des timbres, c. 24, a. 7.

Lieutenant-gouverneur peut ordonner que timbres ne soient plus employés, c. 24, a. 13.

Préposés à la vente des timbres, c. 24, a. 9.

Timbres émis par ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 24, a. 8.

Timbres émis pour un fonds spécial, c. 24, a. 12.

Timbres sont fournis par trésorier, c. 24, a. 7.

Cas où l'apposition de timbres est nécessaire

Défense aux tribunaux de prendre connaissance de procédures non timbrées, c. 24, a. 23.

Défense de recevoir en argent des honoraires payables en timbres, c. 24, a. 17.

Défense de recevoir procédures non timbrées, c. 24, a. 18.

Défense de signifier procédures non timbrées, c. 24, a. 21.

Défense d'exiger des commissions ou pourcentages, c. 24, a. 16.

Emploi des timbres, c. 24, a. 14.

Honoraires payables à la couronne, c. 24, a. 26.

Loi non applicable aux commissions, etc., c. 24, a. 15.

Mémoire de recherches tenu par les registrateurs, c. 24, a. 27.

Nullité des procédures non timbrées, c. 24, a. 19.

Procédures non suffisamment timbrées, c. 24, a. 22.

Rétroactivité de l'apposition tardive de timbres avec permission du tribunal, c. 24, a. 25.

Timbres manquant peuvent être apposés avec permission du tribunal, c. 24, a. 24.

Timbres sur anciens documents, c. 24, a. 20.

TIMBRES—LOI DES TIMBRES. (CHAP. 24)—Suite**Définitions et interprétations**

- "Droit", c. 24, a. 4.
- "Honoraires", c. 24, a. 4.
- "Instrument qui doit être timbré", c. 24, a. 5.
- "Officier", c. 24, a. 6.
- "Officier du revenu, c. 24, a. 2.
- "Officiers sujets à la présente loi", c. 24, a. 6.
- "Papier timbré", c. 24, a. 3.
- "Revenu", c. 24, a. 2.
- "Taxes", c. 24, a. 4.
- "Timbre", c. 24, a. 3.

Exécution de la loi

- Trésorier chargé de l'exécution de la loi, c. 24, a. 40.

Infractions et peines

- Emploi des amendes, c. 24, a. 39.
- Peines contre qui émet, etc., des brefs non revêtus de timbres, c. 24, a. 37.
- Peines contre qui omet d'oblitérer un timbre, c. 24, a. 38.

Paiement en timbres des honoraires dus aux départements publics

- Lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter honoraires dus aux départements payables en timbres, c. 24, a. 34.
- Modification des arrêtés décrétant l'emploi de timbres, c. 24, a. 36.
- Obligations de payer en timbres, c. 24, a. 35.

Timbres sur enregistrements et procédures judiciaires

- Droits sur brefs de sommation, c. 24, a. 31.
- Droits sur documents enregistrés
 - Comment la valeur des immeubles est établie, c. 24, a. 28.
 - Documents non assujétis au paiement des droits, c. 24, a. 29.
 - Invalidité des certificats d'enregistrement non timbrés, c. 24, a. 30.
 - Modification du tarif, c. 24, a. 29.
 - Par qui et comment sont payés les droits, c. 24, a. 29.
 - Tarif des droits, c. 24, a. 28.
- Oblitération des timbres, c. 24, a. 32.
- Officiers réputés officiers du revenu, c. 24, a. 33.

TRAFFIC, CONVENTIONS DU— voir COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER**TRAIN DE BOIS, ACTE D'INDEMNITÉ LORS D'UNE SAISIE D'UN—voir MATIÈRES SPÉCIALES RELATIVES À LA PROCÉDURE****TRANSFERT DES LICENCES voir LICENCES****TRANSFERT DES OUVRAGES PUBLICS voir TRAVAUX PUBLICS****TRANSFERT DES PRISONNIERS voir PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS**

TRANSFERTS D' ACTIONS, D'OBLIGATIONS, ETC., TAXES SUR LES—*voir*
TAXE SUR TRANSFERTS D' ACTIONS, ETC.

TRANSMISSION DES GREFFES DE NOTAIRE *voir* **NOTARIAT**

TRANSPORT DE LIQUEURS ALCOOLIQUES *voir* **POSSESSION ET TRANSPORT DE LIQUEURS ALCOOLIQUES**

TRANSPORT DE RENTES CONSTITUÉES REMPLAÇANT LES DROITS SEIGNEURIAUX *voir* **SEIGNEURIES**

TRANSPORT DU GIBIER *voir* **CHASSE**

TRANSPORT D'UN CADAVRE *voir* **HYGIÈNE**

TRAVAIL *voir* **DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL**

TRAVAIL, ACCIDENTS DU—*voir* **ACCIDENTS DU TRAVAIL**

TRAVAIL DES DÉTENUS.—LOI DU TRAVAIL DES DÉTENUS DANS LES ÉCOLES DE RÉFORME ET D'INDUSTRIE. (CHAP. 161)

Application des deniers gagnés, c. 161, a. 5.
 Livres tenus par directeur, c. 161, a. 3.
 Reddition de comptes, c. 161, a. 4.
 Retenue des frais d'entretien, c. 161, a. 6.
 Travail des enfants, c. 161, a. 2.

TRAVAIL DES GARÇONS, FILLES ET FEMMES DANS ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS *voir* **ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS**

TRAVAIL DES PRISONNIERS EN DEHORS DES MURS DES PRISONS.—LOI DU TRAVAIL DES PRISONNIERS. (CHAP. 34)

Attribution des revenus des gages des prisonniers, c. 34, a. 7.
 Caution du shérif, c. 34, a. 8.
 Compte des gages gagnés par les prisonniers, c. 34, a. 6.
 Emploi de certaines personnes condamnées au travail forcé, c. 34, a. 2.
 Emploi des personnes condamnées pour première infraction, c. 34, a. 2.
 Endroits considérés comme partie de la prison, c. 34, a. 5.
 Règlements auxquels sont assujétis prisonniers employés, c. 34, a. 3.
 Surveillance des prisonniers, c. 34, a. 4.
 Trésorier chargé de l'exécution de la loi, c. 34, a. 9.

TRAVAIL LE DIMANCHE *voir* **OBSERVANCE DU DIMANCHE**

TRAVAUX PUBLICS *voir* **DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL**

TRAVAUX, PUBLICS *voir* **ÉMEUTES PRÈS DES TRAVAUX PUBLICS**

TRAVAUX PUBLICS DANS LES CITÉS ET LES VILLES.—LOI CONCERNANT CERTAINS TRAVAUX MUNICIPAUX. (CHAP. 112)

- Cas urgents, c. 112, a. 7.
- Exceptions, c. 112, a. 4.
- Nullité des contrats non conformes à la loi, c. 112, a. 5.
- Règlements ordonnant les travaux, ce qu'il doit contenir, c. 112, a. 2.
- Responsabilité des membres du conseil, c. 112, a. 6.
- Taxe ou emprunts en certains cas, c. 112, a. 3.

TRAVAUX PUBLICS, ÉMEUTES PRÈS DES—voir ÉMEUTES PRÈS DES TRAVAUX PUBLICS

TRAVAUX PUBLICS.—LOI DES TRAVAUX PUBLICS. (CHAP. 95)

Arbitrages

Affaires soumises aux arbitres

- Appel de la sentence d'un seul arbitre, c. 95, a. 29.
- Arbitrage non permis en certains cas, c. 95, a. 31.
- Avis de réclamations, c. 95, a. 24.
- Cautionnement du réclamant, c. 95, a. 27.
- Délai de production des réclamations, c. 95, a. 32.
- Offres, légalité et suffisance, c. 95, a. 25.
- Offres, valeur probante, c. 95, a. 26.
- Preuve au cas d'appel, c. 95, a. 30.
- Renvoi de la réclamation à un ou plusieurs arbitres, c. 95, a. 28.

Arbitres, leurs attributions

- Assignations des témoins, c. 95, a. 33.
- Contrat avec clause pénale, interprétation, c. 95, a. 36.
- Contrat par écrit, décision y relative, c. 95, a. 36.
- Copies des dépositions, c. 95, a. 39.
- Détermination des montants à payer, c. 95, a. 35.
- Évaluation des dommages, c. 95, a. 34.
- Frais et honoraires, c. 95, a. 40.
- Mise par écrit des témoignages, c. 95, a. 37.
- Notification des sentences, c. 95, a. 38.

Arbitres non officiels

- Arbitres particuliers, nomination et pouvoirs, c. 95, a. 41.
- Cautionnement du réclamant, c. 95, a. 43.
- Décision des arbitres, c. 95, a. 44.
- Frais et rémunération, c. 95, a. 45.
- Témoins refusant de comparaitre, c. 95, a. 42.

Arbitres officiels, nomination

- Bureau d'arbitrage, pouvoirs, c. 95, a. 21.
- Secrétaire des arbitres, c. 95, a. 23.
- Serment d'office, c. 95, a. 22.

Chemins voir Vente et transfert des ouvrages publics

Mise à exécution de la loi

- Ministre des travaux publics et du travail, c. 95, a. 2.

Ouvrages publics, pouvoirs du ministre

- Acquisition des terres et propriétés nécessaires, c. 95, a. 11.
- Anciens contrats, leur valeur, c. 95, a. 18.

TRAVAUX PUBLICS.—LOI DES TRAVAUX PUBLICS. (CHAP. 95)—*Suite***Ouvrages publics, pouvoirs du ministre—*Suite***

- Assurance sur les édifices et ouvrages publics, c. 95, a. 3.
- Attestation des comptes, c. 95, a. 5.
- Avis aux propriétaires non résidants, c. 95, a. 15.
- Cautionnement des entrepreneurs, c. 95, a. 9.
- Demande de soumissions, c. 95, a. 8.
- Enlèvement des clôtures adjacentes, c. 95, a. 17.
- Enquêtes sous serment, c. 95, a. 6.
- Fermeture ou déplacement de chemins publics, c. 95, a. 16.
- Forces hydrauliques, vente et affermage, c. 95, a. 20.
- Mandat pour le paiement de deniers, c. 95, a. 4.
- Mesurages nécessaires autorisés, c. 95, a. 10.
- Offres et avis avant prise de possession, c. 95, a. 14.
- Paiement de la compensation, c. 95, a. 13.
- Prise de matériaux, c. 95, a. 12.
- Propriétés dont la couronne est investie, c. 95, a. 19.
- Rapport annuel à la Législature, c. 95, a. 7.

Péages sur les ouvrages publics

- Affermage des péages, c. 95, a. 74.
- Barrières, c. 95, a. 68.
- Effets responsables pour les péages, c. 95, a. 72.
- Imposition de droits et péages, c. 95, a. 67.
- Recouvrement des amendes, c. 95, a. 71.
- Recouvrement des péages, c. 95, a. 70.
- Remise des deniers au trésorier, c. 95, a. 73.
- Soldats de Sa Majesté, c. 95, a. 69.

Ponts—Entretien de certains ponts

- Application de la section, c. 95, a. 81.
- Compagnies de chemins de fer, leurs obligations, c. 95, a. 82.
- Entretien des chemins d'approche, c. 95, a. 79.
- Municipalités chargées de l'entretien, c. 95, a. 78.
- Pouvoirs du ministre, c. 95, a. 80.

Ponts *voir* Vente et transfert des ouvrages publics**Ratification des titres relatifs aux propriétés foncières**

- Charges et hypothèques sur les terres expropriées, c. 95, a. 46.
- Dépôt de la compensation, c. 95, a. 47.
- Distribution des deniers, c. 95, a. 48.
- Paiement des intérêts, c. 95, a. 49.

Règlements pour l'usage des ouvrages publics

- Amendes au cas d'infraction, c. 95, a. 76.
- Décret des règlements nécessaires, c. 95, a. 75.
- Publication des règlements, c. 95, a. 77.

Reprise de possession des ouvrages publics

- Décret de reprise de possession, c. 95, a. 50.
- Formalités, c. 95, a. 51.
- Procédure au cas de refus, c. 95, a. 52.

TRAVAUX PUBLICS.—LOI DES TRAVAUX PUBLICS. (CHAP. 95)—*Suite***Vente et transfert des ouvrages publics**

- Abandon du contrôle de chemins et de ponts, c. 95, a. 53.
- Cautionnement du concessionnaire, c. 95, a. 59.
- Conditions de la concession, leur étendue, c. 95, a. 57.
- Contrats transférant ouvrages publics, c. 95, a. 55.
- Droit de reprise, c. 95, a. 58.
- Entretien des ouvrages concédés, c. 95, a. 60.
- Entretien et réparation des ponts et chemins, c. 95, a. 54.
- Frais d'inspection, c. 95, a. 63.
- Loi des compagnies pour la construction des chemins, applicable, c. 95, a. 64.
- Mode de concession, c. 95, a. 56.
- Péages, comment réglés, c. 95, a. 65.
- Péages, commutation, c. 95, a. 66.
- Ponts de péage, examen
 - Droits de la province sur le pont, c. 95, a. 61, § 5.
 - Négligence à faire les travaux, c. 95, a. 61, § 3.
 - Nomination de personnes pour faire l'examen, c. 95, a. 61, § 1.
 - Publication de la proclamation, c. 95, a. 61, § 4.
 - Signification du rapport au gardien, c. 95, a. 61, § 2.
 - Ponts publics, inspection et examen, c. 95, a. 62.

TRAVERSES À NIVEAU *voir* PROTECTION DU PUBLIC**TRAVERSES DE CHEMINS DE FER, AIDE PAR MUNICIPALITÉS À LA PROTECTION DU PUBLIC AUX—*voir* PROTECTION DU PUBLIC****TRAVERSIERS *voir* LICENCES****TRÉSOR.—LOI DU DÉPARTEMENT DU TRÉSOR. (CHAP. 20)****Bureau de la trésorerie**

- Commissaires pour entendre témoignages, c. 20, a. 15.
- Composition, c. 20, a. 10.
- Objets, c. 20, a. 9.
- Pouvoirs d'interroger sous serment, c. 20, a. 13.
- Pouvoirs si l'auditeur refuse de certifier un mandat, c. 20, a. 12.
- Règlements, c. 20, a. 11.
- Témoins, leur assignation, c. 20, a. 14.
- Témoins qui font défaut de comparaître, c. 20, a. 16.

Comptes rendus par institutions subventionnées

- Départements auxquels rapports doivent être faits, c. 20, a. 69.
- Rapports annuels par institutions subventionnées, c. 20, a. 68.
- Reddition de comptes par institutions subventionnées, c. 20, a. 67.

Dépôts judiciaires et autres

- Bureau des dépôts et consignation
 - Agents de dépôts, c. 20, a. 42.
 - Agents de dépôts, leurs devoirs, c. 20, a. 43.
 - Authenticité des reçus de dépôts, c. 20, a. 41.
 - Bureau des dépôts, c. 20, a. 39.
 - Dépenses du bureau des dépôts, c. 20, a. 45.
 - Mode de faire les dépôts, c. 20, a. 44.
 - Reçus de dépôts, c. 20, a. 40.

TRÉSOR.—LOI DU DÉPARTEMENT DU TRÉSOR. (CHAP. 20)—*Suite***Dépôts judiciaires et autres—*Suite*****Dépôts et consignations**

- Agents du trésorier, c. 20, a. 46.
- Coroners doivent faire certains dépôts, c. 20, a. 48.
- Curateurs aux cessions de biens doivent faire certains dépôts, c. 20, a. 47.
- Défaut de faire dépôts requis, c. 20, s. 64.
- Défaut de signification dans les délais, c. 20, a. 53.
- Dépôt de moins de \$100.00, c. 20, a. 46.
- Dépôt de sommes au cas de refus ou d'absence des créanciers, c. 20, a. 56.
- Dépôt de sommes en contestation, c. 20, a. 58.
- Dépôt des cautionnements, c. 20, s. 63.
- Devoirs du trésorier au cas d'appel ou de contestation, c. 20, a. 51.
- Distribution des deniers du consentement des intéressés, c. 20, a. 55.
- Distribution des deniers s'il n'y a pas d'appel ou d'opposition, c. 20, a. 50.
- Droits du créancier et du déposant dans le cas d'un dépôt, c. 20, a. 57.
- Enregistrement du reçu de dépôt, c. 20, a. 60.
- Greffiers doivent faire certains dépôts, c. 20, a. 46.
- Huissiers doivent faire certains dépôts, c. 20, a. 49.
- Païement par trésorier des sommes déposées, c. 20, s. 65.
- Païement par trésorier du montant déposé, c. 20, a. 59.
- Protonotaires doivent faire certains dépôts, c. 20, a. 46.
- Reddition de comptes par officiers de justice, c. 20, s. 61.
- Remise des deniers dans le cas d'appel ou d'opposition, c. 20, a. 54.
- Responsabilité des officiers en défaut, c. 20, s. 64.
- Saisie des deniers déposés, c. 20, s. 62.
- Shérifs doivent faire certains dépôts, c. 20, a. 46.
- Signification de l'appel ou de l'opposition au greffier, c. 20, a. 52.
- Païement des réclamations du gouvernement à même les dépôts
 - Lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner paiement d'une réclamation du gouvernement à même dépôt, c. 20, a. 66.

Enregistrement des obligations émises par la province

- Droit des porteurs de faire enregistrer les obligations, c. 20, a. 70.
- Exécution de la loi incombe au trésorier provincial, c. 20, a. 72.
- Règlements concernant l'enregistrement des obligations, c. 20, a. 71.

Fonds consolidé du revenu

- Charges dont fonds est grevé, c. 20, a. 18.
- Composition, c. 20, a. 17.
- Dettes dont fonds est grevé, c. 20, a. 19.
- Emprunts temporaires, c. 20, a. 21.
- Placement de partie du fonds, c. 20, a. 20.
- Vérification, c. 20, a. 18.

Fonds spécial pour paiement de la dette

- Composition du fonds, c. 20, a. 22.
- Destination du fonds, c. 20, a. 25.
- Emploi des intérêts provenant des placements, c. 20, a. 24.
- Placement du fonds, c. 20, a. 23.
- Publication d'un état, c. 20, a. 27.
- Rachat des emprunts, c. 20, a. 26.

TRÉSOR.—LOI DU DÉPARTEMENT DU TRÉSOR. (CHAP. 20)—Suite

Maniement des deniers publics

- Comment la demande de dépense est faite, c. 20, a. 37.
- Définition des mots: "revenu", "revenu public", "deniers publics", c. 20, a. 28.
- Dépenses des deniers publics se fait par chèque, c. 20, a. 36.
- Dépôt des balances de subventions scolaires, c. 20, a. 38.
- Dépôt des deniers publics, c. 20, a. 32.
- Dépôt des deniers versés au crédit du trésorier, c. 20, a. 34.
- Époques et mode de l'émission des licences et timbres, c. 20, a. 31.
- Époques et mode de reddition de comptes, c. 20, a. 30.
- Mode de paiement des deniers publics, c. 20, a. 35.
- Tenue de livres de caisse, etc., c. 20, a. 33.
- Versement des revenus au crédit du trésorier, c. 20, a. 29.

Personnel du département du trésor

- Fonctions des employés, c. 20, s. 8.
- Fonctionnaires et commis, c. 20, s. 8.
- Sous-trésorier, c. 20, s. 7.

Trésorier et ses fonctions

- Attributions du trésorier, c. 20, s. 3.
- Estimations budgétaires, c. 20, s. 5.
- Estimations budgétaires, leur contenu, c. 20, s. 6.
- Fonctions, devoirs et pouvoirs du trésorier, c. 20, s. 4.
- Trésorier administre le trésor, c. 20, s. 2.

TRIBUNAL DES JUGES DE PAIX voir TRIBUNAUX JUDICIAIRES

TRIBUNAUX DANS LE DISTRICT DE GASPÉ voir TRIBUNAUX JUDICIAIRES

TRIBUNAUX DE JURIDICTION CIVILE voir TRIBUNAUX JUDICIAIRES

TRIBUNAUX DE JURIDICTION CRIMINELLE voir TRIBUNAUX JUDICIAIRES

TRIBUNAUX DE JURIDICTION MIXTE voir TRIBUNAUX JUDICIAIRES

TRIBUNAUX JUDICIAIRES DE LA PROVINCE.—LOI DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES. (CHAP. 145)

Cap-Chat, établissements de—

- Font partie du district de Gaspé, c. 145, a. 140.

Cour de circuit

Circuits et lieu des séances

- Actions ou causes pendantes devant cour supprimée, c. 145, a. 73.
- Archives, transport au cas d'abolition, c. 145, a. 67.
- "Circuit", interprétation, c. 145, a. 65.
- Comparutions, c. 145, a. 74.
- Cour continuée valablement sauf proclamation, c. 145, arts 70, 71.
- Cour tenue où ne se tient pas la Cour supérieure, c. 145, a. 66.
- Dossiers, transmission au cas d'abolition, c. 145, a. 68.
- Pouvoir de changer siège de la cour, ou de la supprimer, c. 145, a. 72.
- Procédures restant en vigueur au cas de suppression, c. 145, a. 69.
- Constitution et juridiction du tribunal
 - Cour d'archives pour toute la province, sauf Montréal, c. 145, a. 57.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES DE LA PROVINCE.—LOI DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES. (CHAP. 145)—*Suite*

Cour de circuit—*Suite*

Devoirs des shérifs et greffiers du tribunal

Devoirs du shérif et du greffier, c. 145, a. 89.

Livres de comptes du greffier, c. 145, a. 90.

Greffiers du tribunal, leurs cautions et leurs députés

Députés-greffiers, c. 145, a. 84.

Dispositions applicables, c. 145, a. 88.

Greffiers nommés pour chacune des cours, s'il y a lieu, c. 145, a. 87.

Nomination du greffier dans certains districts ou parties de districts, c. 145, a. 85.

Nomination, et inhabilité à pratiquer comme avocats, c. 145, a. 83.

Officiers dans les circuits de district électoral, c. 145, a. 86.

Juridiction du tribunal dans certains districts—Dispositions spéciales

Juridiction concurrente de Beauce avec Québec et Montmagny, c. 145, a. 59.

Juridiction concurrente de Hull et Montcalm, c. 145, a. 62.

Juridiction concurrente de Montréal et Richelieu, c. 145, a. 60.

Juridiction concurrente de Québec et Beauce, c. 145, a. 58, § 2°.

Juridiction concurrente de Québec et Montmagny, c. 145, a. 58, § 1°.

Juridiction concurrente de Rimouski et Gaspé, c. 145, a. 63.

Juridiction concurrente de Trois-Rivières et Nicolet, c. 145, a. 64.

Juridiction exclusive du tribunal de Berthier, c. 145, a. 61.

Termes de la cour

Jours de terme à Montréal et certains districts, c. 145, a. 77.

Jours de terme à Québec, c. 145, a. 76.

Jours juridiques déclarés jours de terme, c. 145, a. 82.

Juges qui tiennent la cour, c. 145, a. 75.

Termes changés par proclamation, c. 145, a. 79.

Termes fixés par proclamation, c. 145, a. 78.

Termes suspendus, c. 145, a. 80.

Vacances, c. 145, a. 81.

Cour de circuit pour le district de Montréal

Causes commencées devant Cour de circuit abolie, c. 145, a. 99.

Composition du tribunal, c. 145, a. 92.

Constitution de la cour, c. 145, a. 91.

Dispositions applicables, c. 145, a. 101.

Dossiers et archives, c. 145, a. 100.

Huissiers, c. 145, a. 98.

Inhabilité des juges à certaines charges, c. 145, a. 93.

Interprétation, c. 145, a. 102.

Juridiction du tribunal, c. 145, a. 96.

Lieu des séances, c. 145, a. 97.

Pouvoirs des juges, c. 145, a. 94.

Pouvoirs des juges de la Cour supérieure, c. 145, a. 103.

Présidence du tribunal, séances, c. 145, a. 95.

Cour de commissaires

Abolition et rétablissement des Cours de commissaires

Abolition, cas et formalités, c. 145, a. 154.

Certificat des requêtes, conditions requises, c. 145, a. 155.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES DE LA PROVINCE.—LOI DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES. (CHAP. 145)—*Suite*

Cour de commissaires—*Suite*

Abolition et rétablissement des Cours de commissaires—*Suite*

- Division de paroisse ou canton, c. 145, a. 160.
- Établissement d'une Cour pour territoire détaché, c. 145, a. 159.
- Exécution des jugements, c. 145, a. 157.
- Juridiction sur territoire détaché, c. 145, a. 158.
- Transfert des archives, c. 145, a. 156.

Amendes

- Commissaire ou greffier coupable de malversations, c. 145, a. 181.
- Recouvrement des amendes, c. 145, a. 182.

Constitution du tribunal et nomination des commissaires

- Commissaire a droit à copie de la loi, c. 145, a. 183.
- Endroits où cour ne peut être tenue, c. 145, a. 152.
- Établissement de la cour, c. 145, a. 147.
- Formalités pour nomination, c. 145, a. 149.
- Gratuité de la charge, c. 145, a. 170.
- Iles-de-la-Madeleine et certaines localités, c. 145, a. 150.
- Personnes inhabiles, c. 145, a. 148.
- Requête, comment faite, c. 145, a. 151.
- Une seule cour par localité, c. 145, a. 153.

Devoirs des commissaires avant d'entrer en fonction

- Prestation du serment, c. 145, a. 161.

Greffier du tribunal, son député, leurs devoirs

- Destitution du greffier, c. 145, a. 163.
- Nombre des greffiers, par localité, c. 145, a. 165.
- Nomination d'un député, c. 145, a. 164.
- Nomination du greffier, mode, c. 145, a. 162.
- Personnes inhabiles, c. 145, a. 166.
- Qualités et cautionnement requis du greffier, c. 145, a. 167.
- Serment du greffier, c. 145, a. 168.

Honoraires du greffier et des huissiers

- Honoraires de l'huissier, c. 145, a. 180.
- Honoraires du greffier, c. 145, a. 179.

Lieu des séances

- Endroit où est tenue la cour, c. 145, a. 169.
- Époque de la tenue des cours, c. 145, a. 171.
- Lieu spécifié dans l'assignation, c. 145, a. 173.
- Par qui tenue, c. 145, a. 172.

Registres et papiers

- Copies des entrées au registre, c. 145, a. 176.
- Registre des poursuites, et son contenu, c. 145, arts 174, 175.
- Registre est celui du tribunal, c. 145, a. 177.
- Remise du registre à la cessation de la charge, c. 145, a. 178.

Cour de l'Échiquier

- Est une cour coloniale d'amirauté, c. 145, a. 2, § 3.

Cour de magistrat—Juridiction mixte

Abolition des cours

- Dossiers des cours abolies, transmission des—c. 145, arts 319 à 328.
- Lieutenant-gouverneur peut l'abolir, c. 145, a. 318.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES DE LA PROVINCE.—LOI DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES. (CHAP. 145)—*Suite*

Cour de magistrat—Juridiction mixte—*Suite*

Juridiction du tribunal

Causes pendantes, non jugées, et jugées mais non terminées le 21 mars 1922, c. 145, aa. 301 à 309.

Code de procédure civile applicable, c. 145, a. 299.

Frais, c. 145, a. 310.

Juridiction exclusive en certains cas, c. 145, a. 300.

Magistrats, leurs pouvoirs et leurs officiers

Député-greffier, c. 145, a. 280.

Disposition concernant les juges de paix applicables, c. 145, a. 288.

Frais de voyage, c. 145, a. 273.

Garde des dossiers, c. 145, a. 279.

Greffier et constables, c. 145, a. 278.

Greffiers, devoirs des magistrats, c. 145, a. 283.

Huissiers agissant comme constables, c. 145, a. 281.

Interprétation, c. 145, a. 317.

Juridiction civile, c. 145, a. 276, § 1^o.

Juridiction civile et criminelle concurrente, son exercice, c. 145, a. 315.

Juridiction criminelle et pénale, c. 145, a. 276, § 2^o.

Magistrat en chef, ses obligations, c. 145, a. 268.

Minutes de la cour et rapport, c. 145, a. 282.

Nomination, c. 145, a. 267.

Pénalités, emploi et transmission, c. 145, a. 316.

Pension, dispositions applicables, c. 145, a. 274.

Pension, dispositions spéciales, c. 145, a. 275.

Pouvoir de siéger en districts étrangers, c. 145, a. 284.

Pouvoirs et devoirs généraux, c. 145, a. 277.

Procédure en matière pénale, dispositions applicables, c. 145, a. 287.

Qualification foncière non requise, c. 145, a. 270.

Rapport au procureur général par magistrat en chef, c. 145, a. 285.

Rapport des autres magistrats, c. 145, a. 286.

Résidence des magistrats, c. 145, a. 271.

Terme d'office, c. 145, a. 269.

Traitement des magistrats, c. 145, a. 272.

Procédure

Code de procédure civile applicable, c. 145, a. 311.

Tarif

Tarif, ce qu'il comprend, c. 145, a. 313.

Tarifs de la Cour de circuit, continués, c. 145, a. 314.

Timbres payables, c. 145, a. 312.

Tribunal, et ses officiers

Ajournement causé par maladie, etc., du magistrat, c. 145, a. 298.

Constables, c. 145, a. 295.

Cours établies avant janvier 1874, c. 145, a. 289, § 3.

Désignation de la cour, c. 145, a. 289, § 2.

Établissement des cours, c. 145, a. 289, § 1.

Huissiers, c. 145, a. 296.

Jours de séance et ajournements, c. 145, a. 297.

Nombre des magistrats, c. 145, a. 289, § 4.

Saguenay, cours dans le district de—c. 145, arts 290, 291, 292, 293.

Siège de la cour et greffier, c. 145, a. 294.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES DE LA PROVINCE.—LOI DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES. (CHAP. 145)—*Suite*

Cour des jeunes délinquants à Montréal

- Constables sont officiers de la cour, c. 145, a. 263.
- Établissement de la cour, c. 145, a. 253.
- Greffier et député-greffier, c. 145, a. 260.
- Greffier, ses devoirs, c. 145, a. 261.
- Institutions pouvant servir d'écoles industrielles, c. 145, a. 264.
- Juge de la cour, c. 145, a. 254.
- Juridiction de la cour peut être étendue, c. 145, a. 266.
- Paiement des frais d'entretien, c. 145, a. 265.
- Pouvoirs de la cour et du juge, c. 145, a. 256.
- Remplacement du juge, c. 145, a. 257.
- Séances de la cour, c. 145, a. 259.
- Serment prêté par le juge, c. 145, a. 258.
- Shérif est officier de la cour, c. 145, a. 262.
- Traitement du juge, c. 145, a. 255.

Cour des sessions de la paix

- Constitution du tribunal, juridiction et pouvoirs du tribunal et des juges
 - Amende pour refus d'obéir, c. 145, a. 233.
 - Composition de la cour, c. 145, a. 215.
 - Constables et officiers de paix, c. 145, a. 231.
 - Cour a les pouvoirs de la cour des sessions générales de la paix, c. 145, a. 235.
 - Démission et destitution, remplacement, c. 145, a. 221.
 - Greffier, ses devoirs, c. 145, a. 229.
 - Greffiers et députés-greffiers, c. 145, a. 228.
 - Inhabilité à certaines charges, c. 145, a. 217.
 - Juges additionnels, c. 145, a. 220.
 - Juges de paix d'office, c. 145, a. 222.
 - Juges en fonction le 10 août 1908. c. 145, a. 218.
 - Juridiction de la cour, c. 145, a. 225.
 - Nomination des juges, leur juridiction, c. 145, a. 216.
 - Pouvoirs de la cour, c. 145, a. 232.
 - Règles de pratique, c. 145, a. 234.
 - Serment des juges, c. 145, a. 223.
 - Shérif est officier de la cour, c. 145, a. 230.
 - Tenue de la cour, c. 145, a. 224.
 - Tenue de la cour à Québec et Montréal, c. 145, a. 226.
 - Tenue de la cour dans les autres districts, c. 145, a. 227.
 - Traitements, c. 145, a. 219.
- Pension des juges des sessions
 - Mise à la retraite, c. 145, a. 239.
 - Pension de cinq mille dollars en certains cas, c. 145, a. 240.
 - Pension des deux tiers, en certains cas, c. 145, a. 236.
 - Pension égale au traitement en certains cas, c. 145, arts 237, 238.
 - Réduction de traitement en certains cas, c. 145, a. 241.

Cour des sessions générales de la paix—Juges de paix—Sessions spéciales de la paix

- Constables et officiers de paix
 - Nomination, devoirs et inhabilité, c. 145, s. 207.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES DE LA PROVINCE.—LOI DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES. (CHAP. 145)—*Suite*

Cour des sessions générales de la paix—Juges de paix—Sessions spéciales de la paix—*Suite*

Disposition interprétative

“Cour des sessions de quartier”, interprétation, c. 145, a. 195.

Gaspé. Dispositions spéciales

Émission d'un ordre, requise, c. 145, a. 206.

Juridiction du tribunal

Matières intéressant conservation de la paix, c. 145, a. 196.

Lieu des séances du tribunal

Discontinuation de la cour, c. 145, a. 199.

Époque de la tenue de la cour, c. 145, a. 200.

Termes à Québec et Montréal, c. 145, a. 197.

Termes aux chefs-lieux des districts, c. 145, a. 198.

Magistrats pouvant présider le tribunal

Durée des sessions, c. 145, a. 205.

Juges de la Cour supérieure, c. 145, a. 202.

Juges de paix, c. 145, a. 201.

Recorder ou juge des sessions, c. 145, a. 203.

Trois-Rivières et Saint-François, c. 145, a. 204.

Québec, Montréal et les Trois-Rivières

Séances hebdomadaires, réserve, c. 145, a. 214.

Significations

Peuvent être faites dans toute la province, c. 145, a. 213.

Tarif d'honoraires

Amendes pour surcharges, c. 145, a. 210.

Greffiers, grands constables, huissiers et constables, c. 145, a. 209.

Honoraires des avocats, c. 145, a. 208.

Témoins—Amendes et taxe des témoins

Refus de comparaitre, pénalité, c. 145, a. 211.

Taxation des témoins, c. 145, a. 212.

Cour d'oyer et terminer

Émission des commissions, c. 145, a. 194.

Cour du banc du roi—Juridiction civile

Constitution du tribunal et juridiction

Composition de la cour, c. 145, a. 6.

Inhabilité des juges à certaines charges, c. 145, a. 8.

Juge suppléant en certains cas, c. 145, a. 12.

Juge suppléant ne peut agir en Cour supérieure, c. 145, a. 14.

Juge suppléant, ses pouvoirs, c. 145, a. 13.

Juridiction civile d'appel, c. 145, a. 9.

Juridiction comporte pouvoirs nécessaires, c. 145, a. 10.

Nom de la cour, c. 145, a. 5.

Président des séances, c. 145, a. 11.

Résidence des juges, c. 145, a. 7.

Greffier du tribunal et son député

Députés-greffiers à Québec et à Montréal, c. 145, a. 15, § 2.

Greffier des appels, ses fonctions, c. 145, a. 15, § 1.

Inhabilité à exercer la profession d'avocat, c. 145, a. 16.

Pouvoir de recevoir le serment, c. 145, a. 15, § 3.

Traitement du greffier, c. 145, a. 17.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES DE LA PROVINCE.—LOI DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES. (CHAP. 145)—*Suite***Cour du banc du roi—Juridiction civile—*Suite***

Termes et lieu des séances

Clôture des termes, c. 145, a. 19.

Endroits où et dates auxquelles se tiennent les termes, c. 145, a. 18.

Jours de terme, c. 145, a. 20.

Termes extraordinaires et additionnels, c. 145, a. 21.

Cour du banc du roi—Juridiction criminelle

Greffier de la couronne et ses députés

Greffier, ses attributions, c. 145, a. 187.

Qui peut être greffier, c. 145, a. 188.

Juridiction du tribunal

Juridiction d'appel, c. 145, a. 184.

Juridiction de première instance, et juges tenant la cour, c. 145, a. 185.

Quorum de la cour, c. 145, a. 186.

Termes et lieu des séances

Durée des termes, c. 145, a. 191.

Termes à Québec et Montréal, quand tenus, c. 145, a. 190.

Termes de première instance, c. 145, a. 192.

Termes extraordinaires, c. 145, a. 193.

Termes, quand tenus, c. 145, a. 189.

Cour supérieure

Constitution du tribunal, juridiction et pouvoirs du tribunal et des juges

Composition de la cour, et districts, c. 145, a. 22.

Dispositions non applicables ou censées abrogées en certains cas, c. 145, a. 27, § 4°.

Dispositions spéciales à certains juges, c. 145, a. 28.

Inhabilité des juges à certaines charges, c. 145, a. 26.

Juge en chef résidant à Montréal, c. 145, a. 24.

Juge en chef résidant à Québec, c. 145, a. 23.

Juge peut continuer litige commencé par un autre, c. 145, a. 33.

Juge requis d'agir temporairement dans un district, c. 145, a. 29.

Juges chargés de certains districts avant le 26 juillet 1920, c. 145, a. 27, § 4°.

Juges nommés pour le district de Montréal, et districts dont ils sont chargés, c. 145, a. 27, § 1°.

Juges nommés pour le district de Québec, et districts dont ils sont chargés, c. 145, a. 27, § 2°.

Juges nommés pour le district de Saint-François, c. 145, a. 27, § 3°.

Juges nommés pour le district des Trois-Rivières, et chargés du district de Nicolet, c. 145, a. 27, § 4°.

Juges siégeant en même temps dans un même district, c. 145, a. 35.

Juge suppléant, c. 145, a. 30.

Juge suppléant, pouvoirs et devoirs, c. 145, a. 31.

Pouvoirs conférés à un seul juge, c. 145, a. 32.

Préséance, c. 145, a. 25.

Remplacement des juges, c. 145, a. 34.

Juridiction du tribunal dans certains districts—Dispositions spéciales

Juridiction concurrente de Beauce avec Québec et Montmagny, c. 145, a. 38

Juridiction concurrente de Hull et Montcalm, c. 145, a. 41.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES DE LA PROVINCE.—LOI DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES. (CHAP. 145)—*Suite*

Cour supérieure—*Suite*

Juridiction du tribunal dans certains districts—Dispositions spéciales—*Suite*

- Juridiction concurrente de Montréal et Richelieu, c. 145, a. 40.
- Juridiction concurrente de Québec, et Beauce, c. 145, a. 37, § 2.
- Juridiction concurrente de Québec et Montmagny, c. 145, a. 37, § 1.
- Juridiction concurrente de Richelieu et Joliette, c. 145, a. 39.
- Juridiction concurrente de Rimouski, et Gaspé, c. 145, a. 42.
- Juridiction concurrente de Trois-Rivières et Nicolet, c. 145, a. 43.
- Termes dans certains districts, dispositions spéciales, c. 145, arts 44, 45, 46.
- Termes tenus à Campbell's Bay, c. 145, a. 47.
- Termes tenus à Ste-Scholastique, c. 145, a. 48.

Officiers du tribunal

- Comptes des officiers, c. 145, a. 56.
- Députés-protonotaires, c. 145, a. 54.
- Députés-shérifs, c. 145, a. 55.
- Devoirs des protonotaires et shérifs, c. 145, a. 53.

Pouvoir général de contrôle du tribunal

- Tous tribunaux, juges et corporations soumis, sauf Cour du banc du roi.
c. 145, a. 36.

Termes et séances

- Époque des termes, c. 145, a. 51.
- Jours de terme, exception, c. 145, a. 50.
- Jours de terme par proclamation, c. 145, a. 52.
- Lieu où sont tenus les termes, c. 145, a. 49.

Gaspé—Cour du banc du roi, Cour supérieure et Cour de circuit dans ce district

Appels

- Appels sont portés à Québec, c. 145, a. 120.

Circuits où commerçants et pêcheurs peuvent être poursuivis

- District du domicile ou de la place d'affaires, c. 145, a. 118.

Côte Nord entre Bestamites et Blanc-Sablon et l'Île-d'Antiscosti

- Juridiction concurrente de Saguenay et Gaspé, c. 145, s. 141.
- Signification par personne lettrée ou constables spéciaux, c. 145, a. 142.

Dispositions applicables, c. 145, a. 104.

Dispositions générales répétées, c. 145, a. 106.

"District électoral de Gaspé", "District électoral de Bonaventure", interprétation, c. 145, s. 107.

Districts électoraux considérés comme districts judiciaires séparés

- Actions et poursuites, comment intentées, c. 145, a. 115.

Honoraires en Cour de circuit

- Montants alloués, c. 145, a. 119.

Huissiers de la Cour supérieure

- Cautionnement, c. 145, a. 123.
- Destitution, c. 145, a. 122.
- Enquête sur conduite, c. 145, a. 126.
- Huissier dans chaque canton, c. 145, a. 125.
- Mode de donner caution, c. 145, a. 124.
- Pouvoirs, c. 145, a. 121.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES DE LA PROVINCE.—LOI DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES. (CHAP. 145)—*Suite*

Gaspé—Cour du banc du roi, Cour supérieure et Cour de circuit dans ce district—*Suite*

Huissiers de la Cour supérieure—*Suite*

Prison où doit être incarcéré un huissier, c. 145, a. 127.

Lieu d'emprisonnement des délinquants

Dans le district où a eu lieu procès, c. 145, a. 114.

Officiers de justice

Greffiers conjoints et autres officiers, c. 145, a. 108.

Officiers conjoints peuvent être nommés, c. 145, a. 113.

Officiers distincts pour Gaspé et Bonaventure, leurs salaires, c. 145, a. 111.

Pouvoirs des officiers, c. 145, a. 112.

Registres, comment tenus, c. 145, a. 109.

Shérif, nomination et cautionnement, c. 145, a. 110.

Procès par jury

Nombre de noms requis sur liste des jurés, c. 145, a. 116.

Termes et séances de la Cour de circuit

Quand siège la cour, c. 145, a. 117.

Greffier et députés—Greffier des appels

Leurs nominations, s. 145, a. 4

Iles-de-la-Madelaine

Appels à la Cour du banc du roi, c. 145, a. 134.

Causes rapportées en vacances et en termes, c. 145, a. 131.

Député-shérif, ses pouvoirs, c. 145, a. 139.

Greffier est député-greffier de la paix, c. 145, a. 137.

Iles forment circuit, avec juridiction exclusive, c. 145, a. 128.

Instruction des appels, c. 145, a. 135.

Jours de rapports, c. 145, a. 130.

Local de la cour, c. 145, a. 138.

Pouvoir des juges quant à admission des huissiers, c. 145, a. 136.

Procédures en Cour de circuit, c. 145, a. 129.

Termes de la cour, c. 145, a. 132.

Termes fixés par proclamation, c. 145, a. 133.

Juges de paix voir Cour des sessions générales de la paix

Juges de paix voir Tribunal des juges de paix

Juridiction territoriale des cours

Juridiction est provinciale ou locale, c. 145, a. 2, § 2.

Magistrats de police

Constables nommés par les magistrats

Amendes et emprisonnement, c. 145, a. 251.

Nomination par les magistrats, c. 145, a. 249.

Pénalités pour désobéissance, c. 145, a. 250.

Nomination et remplacement

Inhabilité à certaines charges, c. 145, a. 243.

Nomination et traitement, c. 145, a. 242.

Remplacement des magistrats, c. 145, a. 252.

Remplacement des recorders par les magistrats, c. 145, a. 253.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES DE LA PROVINCE.—LOI DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES. (CHAP. 145)—*Suite*

Magistrats de police—*Suite*

Qualités, pouvoirs et devoirs

Devoirs généraux, c. 145, a. 246.

Emploi des amendes, c. 145, a. 247.

Pension, dispositions applicables, c. 145, a. 248.

Pouvoirs généraux, c. 145, a. 245.

Qualification foncière non requise, c. 145, a. 244.

Officiers de justice de chaque district

Leur énumération, c. 145, a. 3.

Pontiac.—Greffé de la paix à Témiscamingue

Dépenses, comment payées, c. 145, a. 146.

Député-greffier et employés, c. 145, a. 144.

Établissement par proclamation, c. 145, a. 143.

Pouvoirs et devoirs du député-greffier, c. 145, a. 145.

Sainte-Anne-des-Monts, établissements de—

Font partie du district de Gaspé c. 145, a. 140

Tribunal des juges de paix

Convictions sommaires en vertu de règlements municipaux

Comparution des témoins, c. 145, a. 362.

Forme de la conviction, c. 145, a. 361.

Juridiction sur application des règlements, c. 145, a. 363.

Juges de paix dans les districts

Amende pour qui agit illégalement comme juge de paix, c. 145, a. 335.

Avocats ne peuvent l'être, c. 145, a. 330.

Biens grevés de charges, c. 145, a. 338.

Biens non désignés, c. 145, a. 337.

Certificat de prestation du serment, c. 145, a. 333.

Choix des juges de paix, c. 145, a. 329.

Copies délivrées du serment, c. 145, a. 334.

Défense à l'action contre un juge de paix, c. 145, a. 336.

Délai pour prêter serment, c. 145, a. 332.

Dispositions n'affectant pas certaines personnes, c. 145, a. 344.

Inhabilité des shérifs et coroners, c. 145, a. 345.

Juges de paix continués en office, c. 145, a. 349.

Paiement des pénalités, c. 145, a. 346.

Pouvoir de recevoir partout les affidavits, c. 145, a. 348.

Pouvoirs généraux, c. 145, a. 347.

Prescription des actions. c. 145, a. 343.

Procédures sur seconde action, c. 145, a. 341.

Qualités requises, c. 145, a. 331.

Recouvrement des amendes, c. 145, a. 342.

Rentes, en tant que qualification, c. 145, a. 339.

Révocation des nominations, c. 145, a. 350.

Triples frais en certains cas, c. 145, a. 340.

Juges de paix dans les territoires éloignés

Charge des prisonniers, c. 145, a. 356.

Lieu d'emprisonnement, c. 145, a. 354.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES DE LA PROVINCE.—LOI DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES. (CHAP. 145)—*Suite*

Tribunal des juges de paix—*Suite*

Juges de paix dans les territoires éloignés—*Suite*

- Lieu où offense est censée commise, c. 145, a. 357.
- Nomination, c. 145, a. 351.
- Officiers de vaisseaux qui sont juges de paix, c. 145, a. 353.
- Qualification foncière non requise, c. 145, a. 352.
- Transfert des prisonniers, c. 145, a. 355.

Juges de paix possédant juridiction extraordinaire

- Nomination, c. 145, a. 358.
- Pouvoirs, c. 145, a. 360.
- Qualification foncière non requise, c. 145, a. 359.

Officiers des juges de paix

- Amende pour contravention, c. 145, a. 376.
- Constables, c. 145, a. 373.
- Constables et huissiers, honoraires, c. 145, a. 375.
- Greffiers inhabiles à représenter les parties, c. 145, a. 378.
- Greffiers, leurs devoirs, c. 145, a. 372.
- Greffiers, leurs honoraires, c. 145, a. 371.
- Honoraires fixés par législation spéciale, c. 14, a. 377.
- Huissiers de la Cour supérieure, c. 145, a. 374. 5
- Taxation et paiement des dépenses, c. 145, a. 379.

Registres tenus par les juges de paix

- Contenu des registres, c. 145, a. 367.
- Greffiers dans certains districts, c. 145, a. 366.
- Par qui tenus, c. 145, a. 365.
- Rapport au greffier de la paix, c. 145, a. 368.
- Rapport du greffier au lieutenant-gouverneur, c. 145, a. 369.
- Registres doivent être tenus, c. 145, a. 364.
- Transmission des amendes, c. 145, a. 370.

Tribunaux de la province

- Leur énumération, c. 145, a. 2, § 1.

TROIS-RIVIÈRES, JURIDICTION CONCURRENTÉ *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES

TUBERCULOSE ET MORTALITÉ INFANTILE.—LOI DE LA TUBERCULOSE ET DE LA MORTALITÉ INFANTILE. (CHAP. 188)

- Demandes par le secrétaire au trésorier de la province, c. 188, a. 4.
- Établissement et maintien de dispensaires, c. 188, a. 2.
- Paiement autorisé, c. 188, a. 3.

TUNNEL PRÈS DE MONTRÉAL, CONSTRUCTION D'UN—*voir* PONT OU TUNNEL PRÈS DE MONTRÉAL

TUTEURS DES ENFANTS TROUVÉS *voir* ENFANTS TROUVÉS

V

VACANCES SCOLAIRES *voir* INSTRUCTION PUBLIQUE

VACCINATION ANTI-VARIOLIQUE *voir* HYGIÈNE

VALEURS MOBILIÈRES, VENTE DE—*voir* ÉMISSION ET VENTE D'ACTIONS, ETC.

VÉHICULES AUTOMOBILES. — LOI DES VÉHICULES AUTOMOBILES.
(CHAP. 35)

Accessoires de véhicules

- Accessoires spéciaux pour véhicules publics, c. 35, a. 34.
- Appareils sonores, c. 35, a. 29.
- Bandages des roues, c. 35, a. 28.
- Fermeture à clef, c. 35, a. 31.
- Freins, c. 35, a. 30.
- Lanternes, c. 35, a. 27.
- Miroir, c. 35, a. 32.
- Numéros d'identification, c. 35, a. 33.
- Plaques, c. 35, a. 26.
- Silencieux, c. 35, a. 30.

Assermentations

- Devant qui assermentations peuvent être faites, c. 35, a. 63.

Attribution des honoraires et amendes

- Emploi des revenus provenant des honoraires, droits et pénalités, c. 35, a. 71.
- Honoraires et amendes font partie du fonds consolidé, c. 35, a. 70. .

Changements aux véhicules automobiles

- Certains changements sont prohibés, c. 35, a. 35.

Circulation

Autobus

- Passagers d'autobus, c. 35, a. 45.
- Qualité et devoirs des chauffeurs d'autobus, c. 35, a. 44.
- Direction, croisement, dépassement et arrêts
 - Arrêt en cas d'accident, c. 35, a. 39.
 - Arrêt sur ordre d'un officier, c. 35, a. 37.
- Croisements, c. 35, a. 36.
- Dépassement d'un tramway, c. 35, a. 38.
- Dépassements, c. 35, a. 36.
- Direction que doit tenir un véhicule, c. 35, a. 36.
- Renseignements exigibles, a. 35, a. 39.

Obstruction à la circulation, c. 35, a. 47.

Poids des véhicules, c. 35, a. 40.

Protection des chemins

- Antidérapants prohibés, c. 35, a. 42.
- Circulation interdite à certaines époques, c. 35, a. 43.
- Protection des chemins par municipalités, c. 35, a. 43.
- Signaux relatifs à la circulation, c. 35, a. 46.
- Transport de bâtiments, c. 35, a. 42.
- Vitesse des véhicules, c. 35, a. 41.

VÉHICULES AUTOMOBILES. — LOI DES VÉHICULES AUTOMOBILES.(CHAP. 35)—*Suite***Définition des mots**

- "Autobus", c. 35, a. 2, § 6°.
- "Bureau", c. 35, a. 2, § 22°.
- "Camion", c. 35, a. 2, § 9°.
- "Capacité", c. 35, a. 2, § 15°.
- "Chauffeur", c. 35, a. 2, § 11°.
- "Chemin public", c. 35, a. 2, § 19°.
- "Commerçant", c. 35, a. 2, § 13°.
- "Conducteur", c. 35, a. 2, § 12°.
- "Convoi automobile", c. 35, a. 2, § 10°.
- "Fourgon", c. 35, a. 2, § 9°.
- "Garage", c. 35, a. 2, § 14°.
- "Insigne factice", c. 35, a. 2, § 18°.
- "Livre", c. 35, a. 2, § 23°.
- "Ministre", c. 35, a. 2, § 21°.
- "Par tonne, par mille", c. 35, a. 2, § 16°.
- "Personne", c. 35, a. 2, § 20°.
- "Plaque factice", c. 35, a. 2, § 17°.
- "Remorque", c. 35, a. 2, § 9°.
- "Semi-remorque", c. 35, a. 2, § 9°.
- "Taxi", c. 35, a. 2, § 7°.
- "Tracteur", c. 35, a. 2, § 9°.
- "Véhicule automobile", c. 35, a. 2, § 1°.
- "Véhicule de commerce", c. 35, a. 2, § 5°.
- "Véhicule de ferme", c. 35, a. 2, § 3°.
- "Véhicule de livraison", c. 35, a. 2, § 8°.
- "Véhicule de promenade", c. 35, a. 2, § 2°.
- "Véhicule de service", c. 35, a. 2, § 4°.
- "Vendre" "Vente", c. 35, a. 2, § 24°.

Enregistrement des véhicules automobiles

- Annulation de l'enregistrement, c. 35, a. 13.
- Base et taux des honoraires d'enregistrement
 - Base de l'honoraire d'enregistrement, c. 35, a. 5.
 - Nécessité de l'enregistrement et du renouvellement, c. 35, a. 4.
 - Prix des plaques, c. 35, a. 5.
 - Réduction du taux annuel, c. 35, a. 6.
- Commerçant de véhicules, c. 35, a. 8.
- Continuation de l'enregistrement au cas de vente, c. 35, a. 11.
- Exemption de l'enregistrement, c. 35, a. 10.
- Expiration de l'enregistrement à terme, c. 35, a. 12.
- Expiration de l'enregistrement avant terme, c. 35, a. 11.
- Formalités de l'enregistrement, c. 35, a. 3.
- Gratuité de l'enregistrement en certains cas, c. 35, a. 9.
- Refus d'enregistrement, c. 35, a. 13.
- Suspension de l'enregistrement, c. 35, a. 13.
- Véhicules publics, c. 35, a. 7.

Infractions et peines

- Contraventions et peines, c. 35, a. 49.
- Défense de conduire, etc., un véhicule en état d'ébriété, c. 35, a. 48.

VÉHICULES AUTOMOBILES. — LOI DES VÉHICULES AUTOMOBILES.
(CHAP. 35)—*Suite***Infractions et peines—*Suite***

- Discrétion du tribunal, en certains cas, c. 35, a. 50.
- Dommages à un pont ou chemin public, c. 35, a. 52.
- Perte de la licence pour excès de vitesse, c. 35, a. 51.
- Recours civils conservés, c. 35, a. 54.
- Responsabilité du propriétaire et du chauffeur, c. 35, a. 53.

Licences et permis

- Annulation des licences, c. 35, a. 24.
- Compétence requise des conducteurs, chauffeurs et mécaniciens, c. 35, a. 17.
- Émission des licences et permis, c. 35, a. 14.
- Examens subis par chauffeur, conducteurs et mécaniciens, c. 35, a. 17.
- Expiration des licences, c. 35, a. 23.
- Licence de chauffeur, c. 35, a. 15.
- Licence de commerçant d'automobiles, c. 35, a. 21.
- Licence de conducteur, c. 35, a. 15.
- Licence de conducteur et chauffeur étranger, c. 35, a. 18.
- Licence de garage
 - Affichage de la licence, c. 35, a. 20.
 - Examen et visite du garage par officiers, c. 35, a. 20.
 - Nécessité de la licence, c. 35, a. 19.
 - Registre que doit tenir le propriétaire licencié d'un garage, c. 35, a. 20.
 - Taux de la licence, c. 35, a. 19.
- Licence de mécanicien, c. 35, a. 16.
- Permis de circulation pour véhicules publics, c. 35, a. 22.
- Refus d'émission de licence, c. 35, a. 24.
- Renouvellement des licences, c. 35, a. 23.
- Suspension des licences, c. 35, a. 24.

Officiers du bureau

- Nomination, devoirs et pouvoirs des officiers du bureau, c. 35, a. 62.

Port des certificats et insignes

- Nécessité d'exhiber sur demande licence, permis ou certificat, c. 35, a. 25.
- Nécessité de porter licence, permis ou certificat d'enregistrement, c. 35, a. 25.

Poursuites

- Arrestation, saisie et détention des véhicules, c. 35, a. 58.
- Procédure
 - Avis et paiement avant poursuite, c. 35, a. 57.
 - Condamnation notée sur licence ou permis, c. 35, a. 56.
 - Poursuites, c. 35, a. 55.

Pouvoirs des municipalités

- Pouvoirs additionnels, c. 35, a. 61.
- Pouvoirs non restreints, c. 35, a. 60.
- Pouvoirs restreints, c. 35, a. 59.

Pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil

- Règlements que peut faire le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 35, a. 68.

VÉHICULES AUTOMOBILES.—LOI DES VÉHICULES AUTOMOBILES.(CHAP. 35)—*Suite***Privilège des créances de la couronne**

Prend rang après frais de justice, c. 35, a. 69.

Rapports

Accidents d'autobus, c. 35, a. 65.

Destruction totale d'un véhicule, c. 35, a. 67.

Ventes, achats ou échanges, c. 35, a. 64.

Vol d'un véhicule, c. 35, a. 66.

VENTE AYANT L'EFFET DU DÉCRET *voir* MATIÈRES SPÉCIALES RELATIVES À LA PROCÉDURE**VENTE D'ACTIONS ET D'OBLIGATIONS *voir* ÉMISSION ET VENTE D'ACTIONS, ETC.****VENTE DE LA COCAÏNE, MORPHINE *voir* COCAÏNE, MORPHINE ET LEURS COMPOSÉS****VENTE DE LA GAZOLINE *voir* GAZOLINE****VENTE DE LIQUEURS ALCOOLIQUES À IVROGNES D'HABITUDE *voir* ASILES POUR LES IVROGNES****VENTE DE LIQUEURS ALCOOLIQUES PRÈS DES TRAVAUX PUBLICS.—LOI DE LA VENTE DES LIQUEURS PRÈS DES TRAVAUX PUBLICS. (CHAP. 39)**

Appel d'une condamnation et conditions auxquelles il est permis, c. 39, a. 5.

Assignation des témoins, c. 39, a. 9.

Défense de vendre liqueurs alcooliques près des travaux publics, c. 39, a. 2.

Dépens, c. 39, a. 11.

Destruction des liqueurs saisies, c. 39, a. 6.

Frais d'exécution, c. 39, a. 10.

Frais du défendeur qui a gain de cause, c. 39, a. 4.

Infractions et peines, c. 39, a. 3.

Mode de procéder si le propriétaire est inconnu, c. 39, a. 7.

Nullité des ventes, transferts et paiements, c. 39, a. 8.

Perquisitions dans les résidences privées, c. 39, a. 6.

Protection des fonctionnaires, c. 39, a. 9.

Qui entend et décide les actions, c. 39, a. 4.

Recherches autorisées en certains cas, c. 39, a. 6.

Saisie des liqueurs, c. 39, a. 6.

Témoignage du plaignant, c. 39, a. 4.

Vices de forme dans les procédures, c. 39, a. 12.

VENTE DE MARCHANDISES LE DIMANCHE *voir* OBSERVANCE DU DIMANCHE**VENTE DES DROGUES ET POISONS *voir* PHARMACIENS****VENTE DES EFFETS NON RÉCLAMÉS *voir* EFFETS NON RÉCLAMÉS ENTRE LES MAINS DE POSSESSEURS DE QUAIS ET AUTRES**

VENTE DES LIQUEURS ALCOOLIQUES *voir* LIQUEURS ALCOOLIQUES**VENTE DES LIQUEURS ALCOOLIQUES PRÈS DES MINES** *voir* MINES**VENTE DES NARCOTIQUES.—LOI DES NARCOTIQUES. (CHAP. 41)**

- Cancellation du permis en certains cas, c. 41, a. 6.
- Défense de vendre narcotiques sans permis, c. 41, a. 4.
- Exécution de la loi, c. 41, a. 10.
- Honoraires du permis, c. 41, a. 5.
- Infractions et peines, c. 41, a. 7.
- Loi des convictions sommaires s'applique, c. 41, a. 9.
- Médecins, etc., peuvent vendre sans permis, c. 41, a. 4.
- "Narcotique", sa signification, c. 41, a. 2.
- Remise en vigueur des peines, c. 41, a. 6.
- Suspension du droit d'exercer certaines professions, c. 41, a. 8.
- "Vendre" et "vente", leur signification, c. 41, a. 3.

VENTE DES OUVRAGES PUBLICS *voir* TRAVAUX PUBLICS**VENTE DES RENTES CONSTITUÉES REMPLAÇANT LES DROITS SEIGNEURIAUX** *voir* SEIGNEURIES**VENTE DES TERRES PUBLIQUES** *voir* TERRES ET FORÊTS PUBLIQUES**VENTE DES TERRES PUBLIQUES PROPRES A LA CULTURE** *voir* ADMINISTRATION ET VENTE DES TERRES PUBLIQUES, ETC.**VENTE DES VINS MÉDICAMENTÉS. — LOI DES VINS MÉDICAMENTÉS. (CHAP. 40)**

Définition des mots:

- "Personne", c. 40, a. 2, § 3°.
- "Quiconque", c. 40, a. 2, § 4°.
- "Vendre", "Vente", c. 40, a. 2, § 2°.
- "Vins médicamenteux", c. 40, a. 2, § 1°.
- Durée du permis, c. 40, a. 3.
- Infractions et peines, c. 40, a. 7.
- Infractions par un médecin, pharmacien ou permissionnaire, c. 40, a. 8.
- Loi des convictions sommaires s'applique, c. 40, a. 10.
- Personnes autorisées à vendre, c. 40, a. 3 et 4.
- Quantité limitée, c. 40, a. 5.
- Rapport exigé des permissionnaires, c. 40, a. 9.
- Révocation des permis, c. 40, a. 6.

VENTE DU GIBIER *voir* CHASSE**VERCHÈRES, JURIDICTION CONCURRENTÉ** *voir* TRIBUNAUX JUDICIAIRES**VÉRIFICATEURS DES CONSEILS MUNICIPAUX** *voir* DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES

VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS.—LOI DU REVENU ET DE LA VÉRIFICATION DES COMPTES. (CHAP. 21)**Auditeur de la province**

- Bureau de l'auditeur, c. 21, a. 4.
- Durée des fonctions de l'auditeur, c. 21, a. 3.
- Nomination de l'auditeur, c. 21, a. 2.
- Pouvoirs de l'auditeur, c. 21, a. 5.
- Règlements par l'auditeur, c. 21, a. 5.

Comptes public et leur apurement**Apurement des comptes publics**

- Accès de l'auditeur aux livres de comptes, c. 21, a. 18.
- Annulation des bons, etc., c. 21, a. 20.
- Apurement des comptes par l'auditeur, c. 21, a. 17.
- Certificat d'apurement, c. 21, a. 17.
- Pouvoirs de l'auditeur d'interroger sous serment, c. 21, a. 19.
- Vérification des détails des comptes, c. 21, a. 16.

Tenue des comptes publics

- Année financière, c. 21, a. 11.
- Changement des époques auxquelles les comptes sont rendus, c. 21, a. 15.
- Comptes tenus en dollars et centins, c. 21, a. 13.
- État annuel des revenus et dépenses, c. 21, a. 14.
- Tenue des comptes, c. 21, a. 12.

Contrôle des allocations législatives

- Balance des crédits non dépensés, c. 21, a. 7.
- Classification et compte des crédits, c. 21, a. 6.
- Devoirs de l'auditeur concernant l'émission des mandats, c. 21, a. 8.
- Mandats sont émis sur certificat de l'auditeur, c. 21, a. 9.
- Rapport des cas spéciaux à l'Assemblée législative, c. 21, a. 10.
- Registre des crédits, c. 21, a. 6.

Reddition des comptes à l'Assemblée législative

- Défaut du trésorier de déposer les rapports de l'auditeur, c. 21, a. 24.
- Dépôt des comptes publics à l'Assemblée législative par le trésorier, c. 21, a. 22.
- Rapport de l'auditeur à l'Assemblée législative, c. 21, a. 23.
- Remise d'un état des comptes publics au trésorier, c. 21, a. 21.

VÉTÉRANS voir ÉTABLISSEMENT, SUR LES TERRES DE LA COURONNE, DES VÉTÉRANS DE LA GUERRE 1914-1918**VÉTÉRANS, MONUMENTS AUX VÉTÉRANS DE LA GUERRE 1914-1918 voir MONUMENTS AUX SOLDATS****VÉTÉRINAIRES.—LOI DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES. (CHAP. 217)****Admission à l'étude et à la pratique**

- Certificat pour étude, c. 217, a. 10.
- Examineurs, c. 217, a. 11.
- Honoraires des officiers, etc., c. 217, a. 13.
- Inscription hors des délais prescrits, c. 217, a. 17.
- Inscription requise pour donner certificat, c. 217, a. 19.
- Inscription requise pour recouvrement de comptes, c. 217, a. 18.

VÉTÉRINAIRES.—LOI DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES. . (CHAP. 217)—*Suite***Admission à l'étude et à la pratique—*Suite***

- Licence requise, c. 217, a. 9.
- Porteurs de diplômes, c. 217, a. 12.
- Preuve de l'inscription, quand requise, c. 217, a. 30.
- Registre des médecins pratiquants, c. 217, a. 15.
- Souscription annuelle, c. 217, a. 14.
- Vétérinaire inscrit comme médecin vétérinaire, c. 217, a. 16.

Bureau des gouverneurs

- Assemblées du bureau, quorum, c. 217, a. 8.
- Composition du bureau, c. 217, a. 6.
- Division de la province en régions, c. 217, a. 5.
- Durée de la charge, vacances, etc., c. 217, a. 7.

Constitution en corporation

- Formation du collège, ses pouvoirs, c. 217, a. 3.
- Nom des membres du collège, c. 217, a. 4.

Dispositions déclaratoires et interprétatives

- Castration sur les animaux, c. 217, a. 31.
- "Collège vétérinaire", c. 217, a. 2, § 4°.
- "Médecine vétérinaire", c. 217, a. 2, § 1°.
- "Médecin vétérinaire", c. 217, a. 2, § 2°.
- "Vétérinaire", c. 217, a. 2, § 3°.

Peines et poursuites

- Nom ou titre porté illégalement, c. 217, a. 20.
- Par qui et au nom de qui poursuites sont intentées, c. 217, a. 21.

Plaintes contre membres du collège et vétérinaires

- Bureau connaît des plaintes, c. 217, a. 23.
- Condamnation, son effet, c. 217, a. 27.
- Instruction de la plainte, c. 217, a. 25.
- Maintien de l'honneur, c. 217, a. 22.
- Par qui plainte peut être faite, c. 217, a. 24.
- Perte du droit de pratiquer, c. 217, a. 28.
- Plainte contre un vétérinaire, c. 217, a. 29.
- Preuve, quand prise en sténographie, c. 217, a. 26.

**VIE, PROTECTION DE LA—DANS ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS *voir*
ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS****VILLAGES *voir* CHEMINS ET RUES DANS LES CITÉS, VILLES ET VILLAGES****VILLES *voir* CITÉS ET VILLES****VINS *voir* LIQUEURS ALCOOLIQUES****VINS MÉDICAMENTÉS *voir* VENTE DES VINS MÉDICAMENTÉS**

VIOLATION DE PROPRIÉTÉ *voir* **ABUS PRÉJUDICIALES À L'AGRICULTURE**

VIRUS VARIOLIQUE, INOCULATION DU—*voir* **HYGIÈNE**

VISITEURS D'ASILES D'ALIÉNÉS *voir* **ASILES D'ALIÉNÉS**

VISITEURS D'ÉCOLES *voir* **INSTRUCTION PUBLIQUE**

VITESSE DES CHEVAUX ET VOITURES.—LOI DE LA VITESSE SUR CERTAINS CHEMINS ET PONTS. (CHAP. 115)

- Amende pour contravention, c. 115, a. 3.
- Décision sans appel, c. 115, a. 6.
- Emploi des amendes, c. 115, a. 5.
- Mode de prélever l'amende, c. 115, a. 4.
- Vitesse des chevaux sur certains chemins, c. 115, a. 2.
- Vitesse des voitures sur ponts de péage, c. 115, a. 7.

VOIRIE.—LOI DE LA VOIRIE. (CHAP. 91)

Acquisition de certaines propriétés

- Dispositions applicables, c. 91, a. 104.
- Païement des deniers nécessaires, c. 91, a. 105.
- Possession immédiate après avis, c. 91, a. 103.
- Pouvoir d'acquisition du gouvernement, c. 91, a. 102.

Amélioration des chemins municipaux

- Amélioration des chemins aux frais de la province et des municipalités
 - Amélioration de certains chemins aux frais des contribuables tenus à leur entretien, c. 91, a. 37.
 - Approbation du règlement par le lieutenant-gouverneur en conseil, c. 91, a. 35.
 - Coupons, ce qu'ils doivent comporter, c. 91, a. 45.
 - Droit des cités et villes de se prévaloir de la loi, c. 91, a. 36.
 - Effet d'un règlement antérieur au 21 mars, 1922, c. 91, a. 33.
 - Emprunt par billets et par simple résolution, c. 91, a. 40.
 - Entretien de chemins améliorés par contribuables intéressés, c. 91, a. 38.
 - Pouvoirs d'emprunt des municipalités, non affectés, c. 91, a. 39.
 - Pouvoirs des municipalités, c. 91, a. 44.
 - Rapport des deniers non employés, c. 91, a. 42.
 - Rapport mensuel au ministre, c. 91, a. 41.
 - Règlement concernant l'amélioration des chemins d'une municipalité, c. 91, a. 32.
 - Signature des coupons sans autorisation du conseil, c. 91, a. 34.
 - Travaux exécutés par municipalités sous surveillance du département, c. 91, a. 43.
- Subventions aux municipalités
 - "Améliorer un chemin", interprétation des mots, c. 91, a. 26.
 - Formalités pour l'obtention d'une subvention, c. 91, a. 30.
 - Montant des subventions, c. 91, a. 29.
 - Règlement pour l'amélioration d'un chemin aux frais des contribuables intéressés, c. 91, a. 31.
 - Subventions aux corporations municipales, c. 91, a. 27.
 - Subvention spéciale, c. 91, a. 28.

VOIRIE.—LOI DE LA VOIRIE. (CHAP. 91)—Suite**Chemins de grande communication**

- Amélioration des chemins, c. 91, a. 85.
- Chemin de comté, travaux y exécutés, c. 91, a. 94.
- Compte séparé tenu par la corporation, c. 91, a. 95.
- Contribution par corporation, c. 91, a. 98.
- Décision du ministre, ce qu'elle comporte, c. 91, a. 86.
- Expropriation par la corporation, c. 91, a. 87.
- Expropriation par le ministre, c. 91, a. 99.
- Intérêt à 2% payé par la corporation, c. 91, a. 97.
- Ministre peut faire faire l'ouvrage, c. 91, a. 91.
- Païement par le trésorier de la province, c. 91, a. 101.
- Propriété des terrains acquis, c. 91, a. 100.
- Recouvrement du coût des travaux, c. 91, a. 92.
- Résolution, ce qu'elle doit contenir, c. 91, a. 90.
- Résolution transmise au ministre, c. 91, a. 89.
- Rôle spécial de perception, c. 91, a. 93.
- Séance spéciale du conseil, c. 91, a. 88.
- Sommes dont il est tenu compte, c. 91, a. 96.

Chemins de terre

- Subventions pour chemins de terre et ponts, c. 91, a. 73.

Construction des routes

- Construction de routes, autorisée par lieutenant-gouverneur en conseil, c. 91, a. 16.
- Emprunts par les municipalités, c. 91, a. 20.
- Expropriation, c. 91, a. 22.
- Indemnité payable en certains cas aux contribuables qui ont fait améliorer route à leurs dépens, c. 91, a. 24.
- Irrégularités n'entraînent pas nécessairement invalidation d'un règlement, c. 91, a. 25.
- Parties d'une route améliorée aux frais d'une municipalité, c. 91, a. 23.
- Perception par la municipalité des sommes nécessaires, c. 91, a. 19.
- Possession préalable dans un cas d'expropriation, c. 91, a. 22.
- Pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil pour la construction de nouveaux chemins, c. 91, a. 17.
- Pouvoirs du ministre concernant la construction, etc., de routes, c. 91, a. 21.
- Résolutions adoptées avant la loi 13 Geo. V, c. 34, c. 91, a. 18.

Département de la voirie**Ministre et personnel du département**

- Administration et direction du département, c. 91, a. 2.
- Copies authentiques, c. 91, a. 11.
- Désignation du ministre dans les procédures, c. 91, a. 6.
- Devoirs du ministre, c. 91, a. 3.
- Enquêtes que peut faire le ministre, c. 91, a. 4.
- Nomination d'inspecteurs, c. 91, a. 9.
- Nomination et terme d'office des fonctionnaires, c. 91, a. 8.
- Pouvoirs du ministre, c. 91, a. 3.
- Rapport annuel, c. 91, a. 5.
- Signature des documents, c. 91, a. 10.
- Sous-ministre, c. 91, a. 7.

VOIRIE.—LOI DE LA VOIRIE. (CHAP. 91)—Suite**Département de la voirie—Suite**

Service de l'entretien et de la réparation des chemins

Établissement du service, c. 91, a. 12.

Surintendant général, sa nomination, c. 91, a. 13.

Surintendant général, ses fonctions, c. 91, a. 14.

Surintendant général, ses pouvoirs, c. 91, a. 15.

Dépenses voir Paiement des dépenses**Dispositions finales**

Coupons comportant intérêt et échéant le ou avant le 1er décembre, 1924, c. 91, a. 116.

Coupons comportant intérêt et échéant le 1er décembre, 1925, c. 91, a. 116.

Coupons comportant intérêt et échéant après le 1er décembre, 1925, c. 91, a. 116.

Dispositions applicables, c. 91, a. 115.

Entretien des chemins**Chemins améliorés**

Certificat du ministre pour le coût des travaux, c. 91, a. 62.

"Chemin amélioré", interprétation, c. 91, a. 58.

Contrat entre ministre et corporation municipale, c. 91, a. 64.

Corporation tenue à contribution, c. 91, a. 67.

Dispositions qui s'appliquent aux chemins améliorés, c. 91, a. 70.

Effet du certificat du ministre, c. 91, a. 68.

Effet d'un contrat entre ministre et corporation municipale, c. 91, a. 65.

Entretien par corporation municipale, c. 91, a. 59.

Ordre à une corporation en défaut, c. 91, a. 60.

Perception par la corporation du montant réclamé, c. 91, a. 69.

Pouvoirs du ministre concernant manière de faire faire réparations, c. 91, a. 64.

Requête d'une corporation municipale pour la réparation de ses chemins, c. 91, a. 63.

Travaux d'entretien faits par le surintendant, c. 91, a. 66.

Travaux faits aux frais de la municipalité en certains cas, c. 91, a. 61.

Chemins d'hiver

Balises, c. 91, a. 72.

Enlèvement de la glace, c. 91, a. 71.

Entretien des chemins d'hiver, c. 91, a. 71.

Interprétation des mots: "travaux pour l'entretien et la réparation", c. 91, a. 46.

Routes provinciales et régionales

Actions en bornage et autres, c. 91, a. 52.

Commission des services publics concernant les cours d'eau, c. 91, a. 57.

Commission des services publics, sa juridiction, c. 91, a. 55.

Commission des services publics, ses pouvoirs, c. 91, a. 56.

Délimitation des routes provinciales et régionales, c. 91, a. 52.

Permission du ministre pour fermer certains chemins, c. 91, a. 53.

Permission du ministre pour travaux sur route, c. 91, a. 54.

Pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil concernant les routes provinciales, c. 91, a. 48.

VOIRIE.—LOI DE LA VOIRIE. (CHAP. 91)—*Suite***Entretien des chemins—*Suite*****Routes provinciales et régionales—*Suite***

- Pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil concernant les routes régionales, c. 91, a. 50.
- Pouvoirs du ministre, c. 91, a. 51.
- Pouvoir du surintendant général, c. 91, a. 54.
- Routes provinciales, c. 91, a. 47.
- Routes régionales, c. 91, a. 49.

Paiement des dépenses

- Avances temporaires de deniers, c. 91, a. 77.
- Chemins améliorés, paiement des sommes requises, c. 91, a. 79.
- Construction des routes, paiement des sommes requises, c. 91, a. 80.
- Deniers et dépenses, comment payés, c. 91, a. 74.
- Dépôt de certaines obligations, son effet, c. 91, a. 78.
- Émissions d'obligations et rentes inscrites, c. 91, a. 76.
- Emprunts autorisés, c. 91, a. 75.
- Fonds d'amortissement, c. 91, a. 82.
- Subsides fédéraux, leur application, c. 91, a. 84.
- Terrains expropriés, paiement des sommes requises, c. 91, a. 81.
- Utilisation de certains revenus, c. 91, a. 83.

Ponts *voir* Chemins de terre**Propriété des chemins construits ou reconstruits par le gouvernement**

- Chemins construits ou reconstruits, leur propriété, c. 91, a. 108.

Protection des chemins

- Conventions entre le ministre et les intéressés, c. 91, a. 112.
- Déduction par le tribunal, c. 91, a. 110.
- Dommages aux routes, chemins et ponts, c. 91, a. 113.
- Recours de la municipalité, c. 91, a. 111.
- Travaux requis, leur exécution, c. 91, a. 109.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

- Règlements et formules nécessaires à la mise à exécution de la loi, c. 91, a. 114.

Réparation des chemins *voir* Entretien des chemins**Responsabilité des corporations municipales et du gouvernement**

- Effet des travaux exécutés par le ministre, c. 91, a. 106.
- Réclamations pour dommages, à qui soumises, c. 91, a. 107.

Servitudes *voir* Acquisition de certaines propriétés**VOITURES D'HIVER. — LOI CONCERNANT LES VOITURES D'HIVER.
(CHAP. 114)**

- Emploi des amendes, c. 114, a. 8.
- Municipalités concernées, c. 114, a. 2.

VOITURES D'HIVER.—LOI CONCERNANT LES VOITURES D'HIVER.
(CHAP. 114)—*Suite*

- Municipalités exemptées, c. 114, a. 4.
- Municipalités pouvant réglementer ou non les voitures d'hiver, c. 114, a. 5.
- Punition des contraventions, c. 114, a. 7.
- Rencontres, c. 114, a. 6.
- Voitures prohibées, c. 114, a. 3.

VOITURES, VITESSE PERMISE voir VITESSE DES CHEVAUX ET VOITURES

VOTATION voir ÉLECTIONS

VUES ANIMÉES.—LOI DES VUES ANIMÉES. (CHAP. 174)

Admission des enfants aux vues animées

- Défense de recevoir certains mineurs, exception, c. 174, a. 2.
- Pénalités pour contraventions, c. 174, a. 4.
- Pouvoir des agents de la paix, c. 174, a. 3.
- Procédure, c. 174, a. 5.

Bureau de censure

- Appel, c. 174, a. 16.
- Devoirs de la commission, c. 174, a. 15.
- Dispositions applicables, c. 174, a. 21.
- Droits à payer avant examen, c. 174, a. 18.
- Films non réclamés, c. 174, a. 24.
- Inhabilité des membres à certaines charges, c. 174, a. 11.
- Inspection et examen, c. 174, a. 20.
- Nomination du "Bureau", c. 174, a. 6.
- Pénalité, c. 174, a. 19.
- Pouvoirs du président suppléant, c. 174, a. 9.
- Président et président suppléant, c. 174, a. 8.
- Quorum, c. 174 a. 10.
- Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, c. 174, a. 23.
- Règles de procédure, c. 174, a. 22.
- Séances de la commission, c. 174, a. 7.
- Secrétaire, c. 174, a. 12.
- Secrétaire, ses devoirs, c. 174, a. 13.
- Signatures requises, c. 174, a. 17.
- Traitements, c. 174, a. 14.

